UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3

ECOLE DOCTORALE 122

IHEAL-CREDA

Thèse de Doctorat en Sociologie

Daniel Ricardo PENARANDA

RESISTANCE ET RECONSTRUCTION IDENTITAIRE DANS LES ANDES COLOMBIENNES LE MOUVEMENT ARMÉ QUINTIN LAME

Thèse dirigée par Monsieur Christian GROS

Soutenue le :

Jury :

Résumé :

L'essentiel de ce travail se situe dans l'intersection entre le déroulement des mouvements sociaux ruraux et les expériences révolutionnaires armées, en partant d'un cas spécifique dans lequel un mouvement communautaire, ayant une forte base ethnique, a dû faire face à une situation de violence généralisée à cause de la présence simultanée d'un conflit social en évolution et d'acteurs insurgés armés qui se disputaient le territoire et la population. Il s'agit du Mouvement Armé Quintín Lame, organisation ayant agi entre 1985 et 1991 dans le nord du département du Cauca, au sud-ouest de la Colombie. Dans ce territoire d'environ 250.000 habitants (21% de la population indienne nationale) se trouve la deuxième grande concentration indienne du pays. Depuis les années soixante-dix, ce scénario est l'épicentre de la plus grande mobilisation sociale de la Colombie qui, quarante ans après, obtiendra des réussites indiscutables dans sa lutte pour l'autonomie, la récupération de la terre au bénéfice des communautés indiens et de précieux éléments culturels qui ont permis de consolider un processus réussi de recomposition identitaire.

Notre hypothèse principale est que, pour relever ce défi, le mouvement social a encouragé l'action d'un groupe armé propre destiné à atteindre trois objectifs : I) Contrôler par lui-même le "monopole de la violence" considérée comme légitime, au nom des Indiens, évitant ainsi que la violence soit monopolisée par d'autres organisations armées. II) Contenir l'expansion des groupes révolutionnaires à l'intérieur des communautés, protégeant celles-ci contre le débordement du conflit armé. III) Appliquer une violence de sanction pour contrecarrer la violence que les propriétaires terriens infligeaient aux dirigeants communautaires. La réalisation de ces tâches impliquait deux grands risques : le premier était que le conflit armé déborde jusqu'à impliquer les communautés indiensnes locales ; le deuxième risque était que le groupe armé prenne tellement d'autonomie qu'il finisse par agir en dehors du contrôle de l'organisation sociale. Ces risques marquaient les limites précises de l'action du groupe armé et expliquent en grande partie sa dissolution postérieure.

Les caractéristiques de ce groupe, ses liens avec le mouvement indien du Cauca et ses complexes relations avec les groupes guérilleros fixés dans cette région sont justement l'objet de ce travail. Les principaux axes d'interprétation sont :

1. Le mouvement indien du Cauca se configure à partir d'une identité reconstruite. La mobilisation des communautés du nord-est du département est indissociable d'une interprétation consciente de leur passé, ce qui leur permet de réinventer une identité et une tradition de lutte, inexistante jusque là ou qui était complètement fragmentée au début des années soixante. C'est une situation en partie semblable à celle du Mexique : les deux rétablissent un fil conducteur qui lie la mobilisation du présent aux traditions révolutionnaires du passé.

2. La mobilisation indienne au sud-ouest colombien est le résultat de l'impact de la modernisation. La consolidation du mouvement et de son organisation la plus représentative, le Conseil Régional Indienne du Cauca, ne fut pas le fruit spontané d'une tradition de lutte qui aurait été rétablie mais surtout le résultat de nombreuses changements en raison de l'impact de l'industrie sucrière sur la partie nord du département qui a subitement altéré les structures de propriété dans la région, provoquant une résistance qui a permis la rencontre entre les communautés dépouillées et les activistes politiques externes. La convergence entre modernisation et mobilisation indienne apparaît, dans tous les cas analysés – même si la modernisation peut arriver dans chaque cas par des voies différentes – comme le résultat de la rupture de l'équilibre précaire des communautés.

3. Le mouvement Quintín Lame fut conçu comme un mécanisme pour récupérer le monopole de la force et contrecarrer la diffusion de la violence. Dans un scénario marqué par la confusion que provoquait la présence de multiples acteurs armés, l'action de ce groupe ne vise pas précisément les objectifs traditionnels des groupes insurgés : la prise du pouvoir ou les attaques contre l'appareil militaire de l'Etat. En revanche, il se conçoit comme un instrument pour appuyer les autorités traditionnelles des

communautés qui étaient prêtes à accepter sa présence uniquement dans la mesure où cet objectif serait atteint.

4. Le Quintín Lame peut être qualifié de "groupe armé ayant une base ethnique" mais la guerre qu'il livre n'est pas une guerre ethnique. L'origine de la plupart de ses membres, les liens avec les *cabildos*, la souplesse avec laquelle il évoluait à l'intérieur des communautés et les éléments culturels traditionnels dont il était porteur permettent effectivement de le qualifier de « mouvement ayant une base ethnique ». Mais cela ne signifie pas que l'identité ethnique soit sa raison pour affronter ceux qu'il considère comme ses principaux ennemis. Cela est assez semblable à ce que l'on observe dans les autres cas analysés, vu qu'on ne peut dire à propos d'aucun d'eux qu'il s'agisse d'une guerre ethnique.

5. La fin des actions du Quintín Lame et le retour de ses membres à leur base sociale se sont produits dans le cadre d'une "révolution locale". L'accumulation de tensions et la perte du soutien du gouvernement central ont facilité la chute des élites locales qui a abouti à une "révolution locale" constituant, jusqu'ici, un cas unique dont l'expression finale sera une coalition de forces politiques menée par des Indiens qui a conduit à l'élection, en 1999, d'un leader indien au poste de gouverneur départemental.

6. Le Quintín Lame a réussi à accéder à l'espace politique grâce à une combinaison d'affirmation identitaire et de défense de la démocratie. Le fait que la négociation ne soit pas le résultat d'une crise du mouvement, ni une issue face à l'échec militaire a permis à ce groupe de profiter de tout le potentiel de la démobilisation pour s'insérer dans un processus politique à une échelle beaucoup plus grande dont l'expression est la reconnaissance mutuelle entre l'Etat et les Indiens, implicite dans la Constitution de 1991.

7. Les actions du Quintín Lame n'ont pas entraîné la rupture du mouvement social. A la différence d'autres expériences, comme celle du Pérou ou du Guatemala, l'action de ce groupe armé n'a pas brisé le mouvement social, même s'il s'est attiré de graves menaces qui ont rendu

nécessaire sa démobilisation, ce qui montre que le mouvement social a poursuivi ses activités même au milieu du conflit.

Ce texte est divisé en trois parties. La première constitue une réflexion sur la mobilisation des acteurs sociaux, les mécanismes de reconstruction identitaire et les relations que les Indiens nouent avec les acteurs armés ou les conflits qui les en séparent. Ensuite, nous présentons une analyse synthétique des conséquences qu'a entraînées le croisement entre les mouvements communautaires indiens et les organisations insurgées en Amérique latine. Dans la deuxième partie est abordé le cas du mouvement armé Quintín Lame. D'abord, à partir d'une réflexion sur la mémoire et l'histoire en tant que facteurs de reconfiguration identitaire. La suite est une analyse historique des étapes du développement d'une conscience propre dans les communautés du Cauca, jusqu'au moment de la fondation de l'organisation « communaitaire » du CRIC. Le chapitre continue avec la description de l'expérience armée du groupe Quintín Lame, de ses actions, de son organisation, de ses relations avec d'autres groupes armés, des conséquences de son action sur les communautés locales et des circonstances qui, finalement, le conduisent à sa dissolution.Dans la troisième partie, sont analysées les conditions qui ont permis le dénouement du conflit par la voie politique, sans que cela entraîne une rupture du tissu social mais, au contraire, son renforcement. Sont évalués également les résultats de la démobilisation et l'expérience postérieure de participation politique. Finalement, en guise de conclusion, sont analysées brièvement l'étape postérieure à la présence du Quintín Lame et l'actuelle phase de résistance civile des communautés indiens du Cauca dans une perspective à moyen terme qui incorpore deux phases de résistance : une, armée, dans les années quatre-vingt, et une civile, à partir des années quatre-vingt-dix.

Mots clés: Cauca, Colombie, Indiens, Guérillas, Mouvement Sociaux, Identités

Abstract:

This work lies in the intersection between the process of rural social movements and the armed revolutionary experiences, starting from a specific case in which a community movement, with a strong ethnic base, had to cope with widespread violence because of the simultaneous presence of the social conflict and insurgents armed who disputed the territory and population.

This is the Quintin Lame Armed Movement, an organization that acted between 1985 and 1991 in northern Cauca, southwest Colombia. This territory of about 250,000 inhabitants (21% of the national Indian population) is the second largest concentration of native country. Since the seventies, this scenario is the epicenter of the largest social mobilization of Colombia who, forty years later, obtain indisputable successes in its fight for autonomy, the recovery of land for the benefit of Indian communities and valuable cultural elements that have helped to consolidate a successful process of reconstruction of identity.

Our main hypothesis is that to meet this challenge, the social movement has encouraged the action of an armed group intended to achieve three specific objectives: i) Check for himself the "monopoly of violence" seen as legitimate in behalf of the Indians, preventing that violence is monopolized by other armed organizations. II) Contain the growth of revolutionary groups within communities, protecting them against the spillover of armed conflict. III) Applying a sanction violence to counter violence that landowners inflicted community leaders. The realization of these tasks involved two major risks: the first was that the armed conflict extends to involve the local Indian communities, the second risk was that the armed group takes so much autonomy that ultimately act outside the control social organization. These risks marked the precise limits of the action of the armed group and account for much of its subsequent dissolution.

The characteristics of this group, its relationship with the indigenous movement in Cauca and its complex relations with the guerrilla groups established in this region are precisely the purpose of this work. The main lines of interpretation are:

1. The indigenous movement in Cauca is configured from a reconstructed identity. The mobilization of communities in the north-east of the department can not be separated from a conscious interpretation of their past, allowing them to reinvent an identity and a tradition of struggle, hitherto non-existent or was completely fragmented in the early sixties. This situation is partly similar to that of Mexico: the two restore a thread that binds the mobilization of these revolutionary traditions of the past.

2. Mobilizing Indian south-west of Colombia is the result of the impact of modernization. The consolidation of the movement and its most representative organization, the Regional Indigenous Council of Cauca, was not the spontaneous result of a tradition of struggle that have been restored but mostly the result of many changes because of the impact of sugar industry on the northern part of the department who has suddenly altered the ownership structures in the region, causing a resistance that allowed the encounter between communities and political activists stripped external. Convergence between modernization and mobilization Indian appears in any cases examined - even if modernization can happen in each case in different ways - as a result of the breakdown of the precarious balance of communities.

3. The movement Quintin Lame was conceived as a mechanism to recover the monopoly of force and counter the spread of violence. In a scenario marked by confusion provoked by the presence of multiple armed actors, the action of this group does not exactly the traditional goals of insurgent groups: the seizure of power or attacks against the military apparatus of the state. However, it is conceived as an instrument to support

the traditional authorities of communities that were ready to accept its presence only insofar as this would be achieved.

4. Quintín Lame can be described as "armed group with an ethnic basis" but the war that book is not an ethnic war. The origin of most of its members, links to the *cabildo,* flexibility with which he was operating within communities and traditional cultural materials he was carrying the can actually be called "movement with an ethnic basis." But that does not mean that ethnic identity is his reason to confront those that it considers its main enemy. This is quite similar to that observed in other cases analyzed, since we can not say about any of them be it a war ethnicity.

5. End of the actions of Quintin Lame and the return of its members in their social base occurred in the context of a "local revolution." Buildup of tension and loss of central government support has facilitated the fall local elites that led to a revolution locale component, so far, a single case where the final expression will be a coalition of political forces led by Indians that led to the election in 1999 of an Indian leader gubernatorial county.

6. Quintín Lame was able to access the political space through a combination of identity affirmation and defense of democracy. The fact that the negotiation is not the result of a crisis of the movement, nor an end face of military failure has allowed this group to enjoy the full potential of the demobilization process to fit into a political one much larger scale whose expression is mutual recognition between the State and the Indians, implicit in the Constitution of 1991.

7. Quintin Lame's actions did not cause the breakdown of social movement. Unlike other experiments, such as Peru or Guatemala, the action of this armed group does not break the social movement, although it has attracted serious threats that necessitated his discharge. This shows

that the social movement has continued its activities even in the midst of conflict.

This text is divided into three parts. The first is a reflection on the mobilization of social actors, mechanisms of identity reconstruction and the relationships forged with Indian actors or armed conflicts that separate them. Then, we present a synthetic analysis of the consequences has driven the cross between the Indian community movements and insurgent organizations in Latin America. In the second part dealt with the case of the Quintin Lame Armed Movement. First, from a reflection on memory and history as factors of identity reconstruction. Following is a historical analysis of the development of a clean conscience in the communities of Cauca, until the founding of the organization "corporatist" CRIC. The chapter continues with a description of the experience of the army group Quintin Lame, its actions, its organization, its relations with other armed groups, the consequences of its action on local communities and the circumstances that ultimately the lead to its dissolution. In the third section analyzes the conditions that allowed the settlement of the conflict by political means, without causing a rupture of the social network, rather, its strengthening. Are also assessed the results of demobilization and the subsequent experience of political participation. Finally, in conclusion, are discussed briefly in the later stage the presence of the Quintin Lame and the current phase of civil resistance in Indian communities of Cauca in the medium term that incorporates two phases of resistance: one army mobilization in the eighties, and a civilian mobilization, from the years ninety.

Key words: Cauca, Colombia, Indian, Guerrillas, Social Movements, Identities.

"Una columna formará el día de mañana un puñado de indígenas para reivindicar sus derechos" Manuel Quintín Lame

REMERCIEMENTS

Ce travail fut possible grâce à la collaboration d'un nombreux groupe de collègues et amis. Tout d'abord, je dois manifester ma gratitude aux militants du groupe Quintín Lame et, parmi eux, à Pablo Tattay, Gildardo Peña, Manuel Julicué, Alfonso Peña, Fernando Pito, Henry Caballero, Marcos Avirama, Edgar Avirama, Dalila, Blanca, Efraín Liz et à beaucoup d'autres qui étaient présents aux entretiens cités tout au long de ce texte. Je dois exprimer également ma reconnaissance à certains dirigeants chevronnés du mouvement indien du Cauca, comme Jesús Piñacué, Lorenzo Muelas et Anatolio Quira. Un grand merci à l'anthropologue Myriam Amparo Espinosa qui a mis à ma disposition son expérience d'années de travail de terrain au nord du Cauca.

Dans la première phase de cette recherche, j'ai pu compter sur l'appui solide de mes collègues de l'IEPRI, Eduardo Pizarro, Mario Aguilera, Jaime Zuluaga, et, particulièrement, Gonzalo Sánchez qui, depuis des années, m'a offert son amitié sans nuire à la rigueur de ses observations.

La poursuite de ce travail ne fut possible que grâce à l'appui précieux et à l'amitié de mon directeur de thèse, Monsieur Christian Gros, et à l'intérêt des collègues liés à l'ERSIPAL. Durant ces années, j'ai eu l'occasion de présenter des anticipations de cette recherche dans plusieurs évènements académiques et, chaque fois, j'ai bénéficié de riches apports de différents chercheurs, parmi eux, celui d'Aline Helg, de l'université du Texas, d'Elizabeth Wood, de l'université de Yale, de Sergio Zermeño, de l'université Autonome du Mexique, et de Carlos Iván Degregori, de l'Institut d'Etudes Péruviennes.

Les suggestions et les commentaires, toujours stimulants, de Daniel Pecaut et les enseignements de Nathan Watchel ont grandement contribué

à orienter ce travail et à élargir sa portée. Je dois adresser mes remerciements spéciaux à Yvon Le Bot, pour ses conseils pertinents et, surtout, pour l'amitié qu'il m'a accordée, grâce à laquelle j'ai pu reprendre ce travail après de nombreuses difficultés qui ont failli y mettre un terme. Finalement, je tiens à renouveler ma reconnaissance à Christian Gros qui a toujours gardé confiance dans les résultats de cette thèse malgré les multiples interruptions qui ont retardé sa version finale.

SOMMAIRE

INTRODUCTION …….. p 16

Ière PARTIE

1. Conflits armés et mobilisation sociale. ……p 21

1.1 Les mouvements sociaux et la dynamique de l'action collective…….p 29

1.2 Mémoire, subordination et résistance……..p 46

1.3 Révolte armée et communautés rurales……..p 55

2. Guérillas et Indiens en Amérique latine : si loin et si proches……...p 67

2. 1 Le Guatemala : discrimination raciale et conflit armé.....p 72

2.2 Le Nicaragua : les Miskitos, entre la révolution et la contrerévolution….p 96

2.3 Le Pérou : lorsque "le grain casse le moulin"…….....p 116

2.4 Le Mexique : "la guerre des symboles"…….. p 141

2.5 La Colombie : une guerre dans une autre guerre….. ……p 167

IIème PARTIE

3. Traditions de résistance et reconstruction identitaire dans le sud-ouest colombien……p 178

3.1 Entre l'histoire et la mémoire....……..p 181

3.2 La *Quintinada*……..p 190

3.3 "La Violence" en territoire Páez……..p 196

3.4 Les dérives de "La Violence" et leurs effets dans le Cauca……..p 203

3.5 "La Violence" et son impact. Modernisation et transformations agraires…….. p 208

3.6 La naissance du CRIC. L'organisation indienne prend forme……...p 214

4. De l'auto-défense à la mobilisation armée.....…….....….p 223

4.1 L'auto-défense, un mécanisme de survie……..p 224
4.2 A la Picota, avec les prisonniers politiques……..…p 228
4. 3 Nouvelles tentatives d'organisation et nouveaux conflits……..p 231
4.4 "López-adentro", terre indienne ou terre de personne……p 239
4.5 Premières actions au nom du Commando Quintín Lame…….p 246
4.6 Santander de Quilichao : la naissance d'un nouveau groupe armé……..p 249
5. Un mouvement indien armé en territoire indienne ……p 264
5.1 L'organisation……p 266
5.2 Appartenir au Quintín Lame …….....p 273
5.3 Les traditions culturelles …….. p 279
5.4 Espaces de formation et de discussion collective……..p 282
6. Le coût de la guerre ……..p 287
6.1 La "Paix" du Cauca ou l'intensification de la guerre……p 291
6.2 Premières manifestations de la crise.....p 297
6.3 Avec le bataillon *América* : En avant, pas de vainqueurs…… ……p 302
6.4 Avec la Coordinatrice Simón Bolívar (CGSB), le Quintín Lame joue le rôle d'une guérilla…….....p 315
6.5 Les derniers combats et les dernières pertes ……....p 321
6.6 Les effets de la guerre sur le mouvement social……....p 325

IIIème PARTIE

7. "Des armes à la politique"…….....p 333
7.1 Une nouvelle opportunité pour la paix……p 334
7.2 Ce qui pousse le Quintín Lame à la négociation?.....p 337
7.3 Les mécanismes de mobilisation……...……p 342
7.4 Rébellion avec révolution……....p 350
7.5 "Les cérémonies de la paix".....……..p 362
7.6 Une réinsertion réussie?.....p 371

CONCLUSION.

Résistance indienne et traditions de résistance……..……p 392

BIBLIOGRAPHIE……....p 414

ANNEXES…… p 429

1. Chronologie
2. Glossaire
3. Accord Finale
4. Déclaration de Vitoncó

INTRODUCTION

Ce travail est le résultat de plusieurs études réalisées ces dernières années sur le thème des acteurs sociaux face aux conflits armés. Comme il arrive souvent, le point de départ est dû à une coïncidence. En effet, en octobre 1992, je me suis rendu à la ville de Popayán pour y élaborer un article sur la mobilisation des organisations indiens du Cauca qui, ces jours-là, avaient paralysé le sud-ouest colombien, transformant la célébration du cinquième centenaire de l'arrivée des conquistadors espagnols en terres américaines en une gigantesque manifestation de protestation. A ce moment-là, je souhaitais analyser la représentation historique construite par les organisations indiens visant à dépasser l'explication traditionnelle du processus de conquête et d'acculturation. Pendant que je réalisais des entretiens et que je compilais quelques documents, j'ai entendu des références aux différents groupes insurgés et, surtout, au Mouvement armé Quintín Lame qui, quelques mois auparavant, avait déposé les armes et s'était lancé dans la vie politique. Ce fait a attiré immédiatement mon attention.

Une année après, je suis retourné au Cauca dans le but de rencontrer les dirigeants de l'ancien groupe armé Quintín Lame, formé d'anciens combattants et d'activistes de la nouvelle fondation *Sol y Tierra*, une entité chargée de canaliser les ressources destinées à la réinsertion des combattants démobilisés. Après des journées de dialogue et d'enregistrement, qui se sont prolongées lors d'autres visites effectuées les années suivantes, une histoire fascinante m'est apparue dont la toile de fond était ce qui, probablement, constitue la plus grande mobilisation rurale dans les Andes colombiennes durant la seconde moitié du XXème siècle.

Le premier grand obstacle rencontré fut la coïncidence surprenante

entre les témoignages recueillis qui, à mon avis, simplifiaient à l'extrême l'étape qui venait d'être franchie. Pour résumer, à en croire la majorité des interviewés, le groupe Quintín avait été une réaction spontanée des communautés face aux abus des autorités et des *hacendados.* Après avoir joué son rôle dans le blocage des ennemis, il s'était démobilisé sans plus. Il n'y eut guère de références aux différences de ce groupe avec d'autres organisations armées. Il n'y eut presque pas de réponses à la question sur les raisons de la naissance de cette organisation au moment précis (1984) où l'Etat avait mis en marche, pour la première fois depuis le début du *Frente Nacional*, un processus de négociation politique avec la presque totalité des insurgés colombiens (FARC- M19 et EPL). D'autre part, des pans entiers de cette histoire semblaient avoir été oubliés par les protagonistes ou, au moins, ils ne leur accordaient pas une grande importance. Tous se rappelaient assez bien les circonstances dans lesquelles avait été créée l'organisation, au début de l'année 1984 et, dans leur mémoire, restaient vivaces les images de la démobilisation en mai 1991. Mais, entre ces deux repères, huit années s'étaient écoulées durant lesquelles des évènements s'étaient succédés d'une manière désordonnée et dont on aurait pu penser qu'ils n'avaient pas d'importance.

En plus, les limites entre l'organisation armée et le mouvement communautaire étaient tout à fait confuses et on aurait même pu se demander si ces limites existaient. C'est ce qui, pour moi, rendait difficile toute interprétation. Cette coïncidence apparente entre la mobilisation sociale incarnée par le *Consejo Regional Indígena del Cauca* (CRIC) et le rôle joué par le groupe armé Quintín Lame contenait déjà une contradiction : la réussite obtenue par la mobilisation sociale permettait désormais aux organisations indiens, tout spécialement à celles du Cauca, de profiter des nouveaux espaces politiques ouverts par la Constitution de 1991, dont ils avaient participé à la conception. Mais le passé récent de mobilisation armée était en voie de devenir un souvenir inconfortable plus qu'un capital

politique exploitable.

Les années qui ont suivi, je me suis consacré à chercher la base documentaire de cette histoire, consultant l'ample littérature sur le développement des groupes armés en Colombie. Mon intention était de relever les particularités de ce qui était, à mon avis, une des premières expériences de rébellion armée indienne dans le continent. Cette approche semblait plus plausible depuis la parution de l'EZLN au Mexique, au début de l'année 1994. Curieusement, ce fut le déroulement des évènements au Mexique qui a commencé à remettre en question cette première version de mon travail : "les armes –affirmait l'EZLN – n'étaient qu'un symbole".

A l'invitation de M. Christian Gros, j'ai inscrit ce travail comme projet de doctorat à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine de l'université Paris III. Les années durant lesquelles j'ai travaillé à ma thèse de doctorat ont été de grande utilité pour cette recherche. Même s'il peut paraître paradoxal, j'ai appris beaucoup sur ce mouvement alors que j'étais loin et que je ne pouvais pas obtenir de nouveaux matériaux. Christian Gros a toujours insisté sur la nécessité de situer mon cas d'étude dans le contexte plus large du développement des mouvements sociaux en Amérique latine, influencés sans aucun doute par la globalisation. Daniel Pécaut m'a poussé à m'interroger en permanence sur les véritables motivations des acteurs armés et sur le sens du conflit colombien : quel était véritablement l'enjeu? Yvon Le Bot m'a ouvert la voie de la découverte d'une vaste littérature sur les conflits armés et les revendications identitaires en Amérique latine. J'ai pu constater que, au-delà d'une apparente continuité, il s'agissait presque toujours de processus profondément contradictoires entre eux. Finalement, ma participation au séminaire du professeur Nathan Watchel m'a conduit à inscrire le cas que je souhaitais étudier dans un contexte temporel beaucoup plus large en faisant ressortir les résonances de la résistance indienne à partir du moment même de la conquête et son importance dans la constitution d'une histoire propre dont se nourrissent politiquement les

communautés d'aujourd'hui.

Mais ce n'est pas uniquement ma perception qui a changé tout au long de ces années. Le cours du conflit armé, les transformations de la société colombienne et de l'Etat exigeaient une nouvelle lecture des évènements et posaient de nouvelles questions sur la relation complexe entre les communautés du sud-est colombien et les acteurs armés.

Ce qui s'est produit ces dernières années est, essentiellement, la reconnaissance par la société colombienne du rôle positif des Indiens et l'ouverture d'espaces politiques auxquels ils ont accédé rapidement grâce aux mécanismes consacrés par la Constitution de 1991. Parallèlement, l'isolement politique des groupes insurgés est devenu évident. S'il est vrai qu'ils ont contrôlé de plus en plus le territoire, ils l'ont fait en imposant à la population civile un modèle d'autoritarisme armé. Pour les communautés indiens du Cauca, le résultat fut le durcissement de leur conflit avec les groupes armés qui a suscité la mobilisation par la voie de protestation civile. Face aux attaques des FARC contre les populations indiens, aux massacres des groupes paramilitaires et aux tentatives gouvernementales pour saper leur légitimité, la résistance des Indiens contre les acteurs armés a fini par devenir un symbole national : la mobilisation civile la plus réussie face à la guerre.

J'espère que, comme l'affirment Gonzalo Sánchez et Francisco Gutiérrez dans l'introduction au travail collectif *Nuestra Guerra sin nombre. Transformaciones del conflicto en Colombia,* cette recherche démontrera effectivement que l'efficacité des stratégies politiques des organisations indiens du Cauca en vue de sortir du conflit armé prouvera que : "…la notion de démocratie comme arrêt de la violence politique était limitée mais non pas nécessairement erronée". Si cette thèse a pu être développée toute a long de ce travail, je considère que son objectif est

accompli.

Ce texte est divisé en trois parties. La première constitue une réflexion sur la mobilisation des acteurs sociaux, les mécanismes de reconstruction identitaire et les relations que les Indiens nouent avec les acteurs armés ou les conflits qui les en séparent. Ensuite, nous présentons une analyse synthétique des conséquences qu'a entraînées le croisement entre les mouvements communautaires indiens et les organisations insurgées en Amérique latine

Dans la deuxième partie est abordé le cas du mouvement armé Quintín Lame. D'abord, à partir d'une réflexion sur la mémoire et l'histoire en tant que facteurs de reconfiguration identitaire. La suite est une analyse historique des étapes du développement d'une conscience propre dans les communautés du Cauca, jusqu'au moment de la fondation de l'organisation « communaitaire » du CRIC. Le chapitre continue avec la description de l'expérience armée du groupe Quintín Lame, de ses actions, de son organisation, de ses relations avec d'autres groupes armés, des conséquences de son action sur les communautés locales et des circonstances qui, finalement, le conduisent à sa dissolution.

Dans la troisième partie, sont analysées les conditions qui ont permis le dénouement du conflit par la voie politique, sans que cela entraîne une rupture du tissu social mais, au contraire, son renforcement. Sont évalués également les résultats de la démobilisation et l'expérience postérieure de participation politique. Finalement, en guise de conclusion, sont analysées brièvement l'étape postérieure à la présence du Quintín Lame et l'actuelle phase de résistance civile des communautés indiens du Cauca dans une perspective à moyen terme qui incorpore deux phases de résistance : une, armée, dans les années quatre-vingt, et une civile, à partir des années quatre-vingt dix.

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 1
Conflits armés et mobilisation sociale

Le 5 janvier 1985, une colonne de quatre-vingts combattants descend d'un campement situé dans les montagnes de la commune de Buenos Aires, au nord du département du Cauca, et se dirige vers le village de Santander de Quilichao qu'ils prennent d'assaut quelques heures plus tard. Les armes et les uniformes qu'ils portent font penser aux habitants qu'il s'agit d'un des groupes insurgés établis dans la région depuis quelques années. Les traits indiens de ces hommes, leurs chapeaux de feutre et l'insigne fixé sur leurs uniformes portant le sigle CQL (Comando Quintín Lame) indiquent cependant qu'il s'agit d'une nouvelle organisation armée. Terminée la prise du village, après trois heures de rudes combats, quelques feuilles souillées jonchent le sol devant la caserne de police. Sur l'en-tête on peut lire « COMANDO QUINTIN LAME » (Pour la défense des droits des Indiens ». C'était l'annonce de la création d'un nouveau groupe insurgé[1].

Dans les années quatre-vingts, la création d'une nouvelle organisation armée ne représentait pas en Colombie une grande nouveauté. Au moment de la création du groupe Quintín Lame, le gouvernement devait déjà faire face à six groupes insurgés dont certains avaient un long parcours[2]. Il n'était pas surprenant non plus que l'action

[1] La prise de Santander de Quilichao fut réalisée conjointement avec le "Comando Ricardo Franco", un groupe dissident des FARC qui agissait depuis quelques mois au Cauca et qui, plus tard, deviendra tristement célèbre à cause des purges internes qui ont entraîné sa fin. L'alliance avec le "Ricardo Franco" ne fut pas seulement le fruit du hasard ou de la nécessité; le lien avec cette organisation constituait également un défi pour les FARC, comme on pourra le constater les années suivantes.

[2] Les principales organisations étaient : a) FARC, Forces Armées Révolutionnaires de

ait pour scène le département du Cauca, étant donné sa géographie inextricable et l'expérience de conflits agraires qui ont poussé tous les groupes guérilléros qui ont existé en Colombie à essayer, à un moment ou à un autre, de prendre cette région comme base de leurs opérations.

Malgré cela, la naissance du groupe Quintín Lame était un fait singulier pour deux raisons : En premier lieu, elle allait à l'encontre de l'effort le plus important jamais fait jusque là par le gouvernement pour créer les conditions nécessaires à l'élaboration d'un accord politique entre les insurgés et l'Etat colombien. Justement, au début de l'année 1985, des dialogues de paix étaient en cours avec deux des organisations les plus belligérantes : le M-19 et le EPL et on redoublait les efforts pour maintenir un cessez- le-feu avec la principale organisation insurgée, les FARC[3]. La deuxième raison de la singularité de ce groupe était, bien évidemment, le fait qu'il était formé d'Indiens et qu'il se présentait comme défenseur des communautés et de leurs autorités traditionnelles, ce que, pendant des années, avaient essayé sans succès beaucoup de groupes insurgés en Colombie et dans d'autres pays de l'Amérique latine.

Les communautés du nord-est du département du Cauca constituent – après la Guajira - le noyau de population indienne le plus important du pays et, d'autre part, le conflit entre *resguardos* et *haciendas* pour le contrôle de dizaines de milliers d'hectares avait atteint à ce moment-là son point critique. Des dizaines de dirigeants avaient été

Colombie, créées en 1964; b) ELN, Armée de Libération Nationale, créée en 1963; c)EPL, Armée Populaire de Libération, créée en 1964; e)M-19, Mouvement 19 avril, créé en 1973. En plus, au début des années quatre-vingts, d'autres groupes moins nombreux et ayant des objectifs plus ponctuels ont vu le jour : l'Autodéfense Ouvrière (ADO), le Mouvement Armé Jorge Eliécer Gaitán (JEGA), et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT). Il faut ajouter à ces groupes le Commando Quintín Lame et le Commando Ricardo Franco. Voir Eduardo PIZARRO, "Elementos para una sociología de los movimientos guerrilleros colombianos", Análisis Político, número 12, 1991.

[3] Le processus de paix encouragé par le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) fut en son temps la proposition la plus audacieuse pour mettre fin à la guerre en Colombie. Inauguré dans une attente ardente des citoyens et avec leur appui, il s'est cependant terminé dans un bain de sang, fruit de l'intolérance des secteurs de droite de la société colombienne et de la radicalisation des groupes armés qui ont conduit, en 1985, à la prise sanglante du Palais de Justice par le M-19. Voir Socorro RAMIREZ et Luis Alberto RESTREPO, Actores en Conflicto por la paz: el proceso de paz durante el gobierno de Belisario Betancur 1982-1986, Bogota, Cinep-Siglo XXI editores, 1989.

assassinés depuis le début des années soixante-dix et les grands propriétaires fonciers, de toute évidence alliés du gouvernement local et protégés par leur impunité, essayaient par tous les moyens de bloquer la montée des organisations indiens.

La gravité des abus que supportaient les Indiens semble justifier n'importe quel acte de rébellion. Malgré tout, cela ne peut pas expliquer la décision de créer un groupe armé et encore moins celle de se lancer dans la lutte à un moment où le gouvernement ouvrait les portes de la négociation avec la majorité des insurgés. La naissance de ce commando était d'autant moins compréhensible qu'elle entraînait un risque pour la mobilisation sociale menée par le CRIC (Consejo Regional Indígena del Cauca), une des organisations pionnières du mouvement indien en Amérique latine qui, après plus de dix ans d'efforts, avait réussi, par la voie de l'action communautaire, à mettre en marche un ample mouvement de récupération de terres et de remise en valeur de la culture indienne.

D'autre part, même si les protagonistes eux-mêmes assurent qu'il s'agissait d'une action militaire en réponse aux multiples agressions contre les dirigeants indiens - ce qui est vrai - cette décision ne fut pas prise d'une manière spontanée ou désespérée. Elle a demandé du temps et de longues délibérations durant lesquelles a été évalué le coût d'une action de cette nature. Comment expliquer alors la décision des dirigeants du groupe Quintín Lame de prendre le chemin incertain des armes? Comment comprendre qu'ils soient parvenus à cette décision juste au moment où les groupes insurgés et l'Etat pariaient ouvertement pour la paix? Les blocages successifs du Mouvement Social constituent-ils une explication suffisante pour comprendre le passage de la protestation sociale à la mobilisation armée?

Ces interrogations nous conduisent à deux problèmes plus larges : celui des relations entre les avant-gardes armées et les mouvements sociaux et celui du rôle des luttes agraires dans les processus révolutionnaires. Il s'agit d'un débat qui a pris une grande place dans le milieu académique des années soixante-dix sous l'influence de la guerre du Vietnam. Après avoir été quelque peu "oublié" à cause d'autres

préoccupations plus urgentes, il a retrouvé sa vigueur ces dernières années grâce au rôle de protagoniste qu'ont joué les communautés rurales dans les conflits politiques et grâce aussi à de nouveaux schémas d'interprétation qui reconnaissent la pluralité de l'action politique et les perspectives qui s'ouvrent du fait de penser la politique en partant de l'identité[4].

En effet, le lien entre insurrection et mobilisation sociale constitue un des thèmes cruciaux dans les scénarios de guerre intérieure. Et l'Amérique latine a été un scénario privilégié pour analyser cette superposition qui, en se matérialisant, a mis en évidence le fait qu'il n'y a pas une corrélation prédéterminée entre un acteur et un autre, ce qui va à l'encontre d'une prémisse que, pendant des années, la gauche révolutionnaire a cru solidement établie. Dans un essai pionnier publié au début des années quatre-vingts, sous le titre "Guerrillas y movimientos indígenas-campesinos en los años 1960"[5], Christian Gros remet en question la relation entre ces deux acteurs, habituellement présentée par le discours de la gauche latino-américaine comme complémentaire et utile pour les deux. Bien au contraire, Gros affirme que le manque d'accord entre les avant-gardes armées et les communautés indiennes met en évidence l'incapacité de la gauche à se débarrasser de ses schémas rigides qui l'empêchent de comprendre les particularités ethniques et les demandes des minorités nationales. Pour beaucoup de révolutionnaires, cela est le reflet du retard et de la domination idéologique que, justement, ils prétendent dépasser.

Cette superposition entre acteurs armés et mouvements

[4] L'important rôle politique des paysans en Amérique latine a contribué en grande partie à ce changement d'optique. Des évènements tels que le soulèvement *zapatista* au Mexique, l'action des *rondes* paysannes au Pérou ou la mobilisation des communautés en Equateur et en Bolivie ont obligé à tourner le regard vers un acteur oublié. Orin STARN Reflexiones sobre Rondas Campesinas, IEP, Lima, 1991, Neil HARVEY, La rebelión en Chiapas, Ediciones Era, México, 2000 et David SLATER,"Power and Social Movements in other occident: Latin America in "An international context", *Latin American Perspectives*, vol. 21 No 2, 1994.

[5] Christian Gros, "Guerrillas y movimientos indígenas-campesinos en los años 1960", en Colombia Indígena, CEREC, Bogotá, 1991. Dans sa version originale, cet article fut publié dans les Cahiers des Amériques Latines, No. 23, Paris, 1982

communautaires ruraux s'est manifestée pratiquement dans tous les conflits armés ayant eu lieu en Amérique latine durant les dernières décennies. Comme le signale Timothy Wicham[6], la "deuxième vague" de mouvements insurgés latino-américains qui fait irruption à partir des années soixante-dix se caractérise précisément par l'intensification de la guerre dans les zones rurales et par une politique visant l'accumulation de forces et l'approfondissement du contrôle territorial. Cette stratégie a impliqué nécessairement des paysans, des colons et des Indiens et, par conséquent, elle dépendait en grande partie de l'appui de la population rurale. La présence de groupes insurgés ne s'est donc pas produite de manière aléatoire. Au contraire, elle s'est multipliée dans des régions présentant des caractéristiques précises : a) qui conservaient une structure de la propriété des terres qui favorisait l'*aparcería* ou location ; b) qui avaient une histoire récente de conflits pour la propriété de la terre ; c) qui avaient une trajectoire de résistance à l'autorité centrale ; d) dont les structures sociales et culturelles ont facilité le contact entre les révolutionnaires et la population paysanne.

La question des rapports entre révolutionnaires et paysans, loin d'être marginale, fut décisive au cours de quelques-unes des plus importantes expériences révolutionnaires du continent. En effet, en Amérique latine, les complexes relations entre les avant-gardes révolutionnaires et les mouvements sociaux ou communautaires ont toujours été problématiques et, parfois même, elles sont devenues franchement explosives. L'importance de ces relations est telle qu'elles synthétisent - comme l'affirme Alain Touraine au sujet du Guatemala - un des plus grands problèmes du XXème siècle : "… celui des rapports de complémentarité ou d'antagonisme entre les deux plus grandes forces déchaînées par notre temps : les luttes de classe et les luttes nationales. Ou

[6] Timothy Wicham-Crowley, Guerrillas & Revolution in Latin America, Princenton University Press, Princenton, 1992. Chapitre 10.

plutôt, car c'est ainsi qu'il faut formuler ce problème, qui est celui de toutes les révolutions, des rapports entre l'idéologie et l'avant-garde de classe, et les communautés ou les mouvements communautaires et nationaux, sociaux ou religieux"[7].

L'essentiel de ce travail se situe justement dans ce scénario : l'intersection entre le déroulement des mouvements sociaux ruraux et les expériences révolutionnaires armées, en partant d'un cas spécifique dans lequel un mouvement communautaire, ayant une forte base ethnique, a dû faire face à une situation de violence généralisée à cause de la présence simultanée d'un conflit social en évolution et d'acteurs insurgés armés qui se disputaient le territoire et la population.

Notre hypothèse principale est que, pour relever ce défi, le mouvement social a encouragé l'action d'un groupe armé propre destiné à atteindre trois objectifs : I) Contrôler par lui-même le "monopole de la violence" considérée comme légitime au nom des Indiens, évitant ainsi que la violence soit monopolisée par d'autres organisations armées. II) Contenir l'expansion des groupes révolutionnaires à l'intérieur des communautés, protégeant celles-ci contre le débordement du conflit armé. III) Appliquer une violence de sanction pour contrecarrer la violence que les propriétaires terriens infligeaient aux dirigeants communautaires. La réalisation de ces tâches impliquait deux grands risques : le premier était que le conflit armé déborde jusqu'à impliquer les communautés indiens locales ; le deuxième risque était que le groupe armé prenne tellement d'autonomie qu'il finisse par agir en dehors du contrôle de l'organisation sociale. Ces risques marquaient les limites précises de l'action du groupe armé et ils expliquent en grande partie sa dissolution postérieure.

Daniel Pécaut[8], en analysant la relation entre les organisations armées et les organisations sociales, distingue deux situations conflictuelles : dans la première se

[7] Alain Touraine, Préface, Yvon Le Bot, La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala (1970 -1992), Éditions KARTHALA, Paris, 1992.
[8] Daniel PECAUT, "Violencia y Política en Colombia", plusieurs auteurs : Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos, IFEA, Lima, 1991.

manifestent de multiples tensions sociales sans que le conflit social soit réellement structuré et, dans la seconde, les acteurs et le conflit social sont déjà constitués. Dans le premier cas, la violence des organisations armées peut apparaître comme un élément organisateur qui met un terme au désordre existant et qui départage politiquement la population ; cette situation correspond, par exemple, à des régions ayant un rapide développement agricole et où règne la désorganisation sociale. Dans le deuxième cas, la violence des organisations armées se superpose à un conflit existant dont les acteurs et les axes conflictuels sont bien établis.

L'expérience colombienne présente quelques exemples du premier cas, comme celui de la région bananière d'Urabá ou les zones de colonisation affectées par le trafique de drogues, dans le Caquetá et Putumayo. Le second cas correspond à la situation des territoires indiens du nord du Cauca. Dans cette région, la mobilisation des communautés pour la récupération de leurs terres et la revalorisation de leur culture s'est déroulée de manière autonome, en marge des groupes armés qui ont essayé de tirer profit de la situation mais dont la présence a été source de nouveaux conflits. Il s'agit, comme le signale Pécaut, d'un cas exceptionnel, vu la particularité de ce groupe humain pionnier des luttes des Indiens en Colombie, dont la spécificité est l'importance de la revendication ethnique et la force de l'organisation communautaire, deux axes d'extrême importance pour ce travail.

Lorsque nous parlerons d'ethnicité, nous le ferons dans la perspective situationnelle adoptée par Fredrick Barth [9] qui considère les groupes ethniques comme une forme d'organisation sociale qui se définit principalement par les lignes qui séparent ceux qui appartiennent à un groupe et ceux qui n'y appartiennent pas. La délimitation de ces "frontières ethniques" se fait fondamentalement par l'auto-attribution d'une

[9] Fredrick BARTH,"Les groupes ethniques et leurs frontières",in Philipe POUTIGNAT et Joceline STREIFF-FERNAT, Theories de l'etnicité, PUF, 1995, Paris. Publié d'abord comme introduction à un travail collectif sous sa direction, F.BARTH, Ethnic groups and boundaries. The social organization of cultura difference, Oslo, Universitetsforlaget, 1969. Une application de ces idées peut être trouvée dans son article sur les tribus Pastun du nord-est du Pakistan, publié dans ce même ouvrage collectif. F BARTH, "The Pathans. Identity and conservation".

catégorie ethnique ou par celle accordée par d'autres. Selon Barth : "Une attribution catégorielle est une attribution ethnique quand elle classe une personne selon son identité fondamentale, la plus générale, qu'on présume déterminée par son origine et son environnement. Dans la mesure où les acteurs utilisent des identités ethniques pour se catégoriser eux-mêmes et catégoriser les autres dans des buts d'interaction, ils forment des groupes ethniques en ce sens organisationnel"[10]. Cette définition ne nie pas l'existence de traits objectifs - parenté, langue et coutumes - mais ceux-ci sont relativisés et deviennent des ressources auxquelles on peut faire appel en cas de besoin stratégique.

Dans le cas colombien, cette perspective a été utilisée par divers auteurs[11] qui soulignent la valeur mobilisatrice de l'identité et son utilisation en fonction de circonstances et d'objectifs précis. D'où l'importance du caractère rituel des mobilisations et de la récupération des traits culturels distinctifs, en particulier la langue et l'histoire, employés comme instrument d'agglutination en vue de forger des identités reconquises ou reconfigurées. Una perspective similaire a été adoptée dans des travaux comparés, comme ceux de José Bengoa et Álvaro Bello, qui rejettent l'existence d'identités immobiles ancrées dans un passé ancien et qui privilégient en revanche une interprétation des identités indiens comme des identités nouvelles, réinventées, qui font appel à l'histoire et à la tradition comme une ressource politique pour légitimer leur reconnaissance dans le présent[12].

La notion de "communauté", telle qu'elle est comprise dans ce travail, incorpore trois attributs spécifiques, suivant Michael Taylor[13]. Le premier : ses membres ont des croyances et des valeurs communes mais cette caractéristique varie parfois, allant de l'existence de consensus amples jusqu'à l'élaboration d'idéologies ou de mythes mais,

---

[10] F. BARTH, "Les groupes…", op. cit, p. 210-211

[11] Voir par exemple les travaux de Lucia Sotomayor,Modernidad, identidad y desarrollo, ICAHN, Bogotá, 1998; Myriam Jimeno, Juan Gregorio Palechor: historia de mi vida, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2006; Christian Gros "Identidades indígenas, identidades nuevas. Algunas reflexiones a partir del caso colombiano",in Chistian GROS, Políticas de la etnicidad: Identidad, Estado y Modernidad, ICANH, Bogotá, 2000.

[12] José BENGOA, La emergencia indígena en América Latina, Fondo de Cultura Económica, Santiago de Chile, 2000. Alvaro BELLO…

[13] Michael TAYLOR, Community, Anarchy & Liberty, Chapter 1, Cambridge University Press, 1982.

dans tous les cas, ces croyances et ces valeurs sont la base d'un langage partagé qui garantit la communication. Le deuxième : les relations entre ses membres sont directes, ce qui fait qu'ils communiquent sans passer par la médiation de leaders ou d'institutions bureaucratiques et, en même temps, elles concernent divers aspects qui intéressent tous les membres de la communauté puisqu'il ne s'agit pas de thèmes spécialisés. Le troisième : ses membres pratiquent une réciprocité généralisée et équilibrée qui combine l'altruisme désintéressé et la certitude de pouvoir compter, à l'avenir, sur l'appui des autres membres de la communauté.

La cohésion plus ou moins grande d'une communauté dépend du degré de développement atteint par ces attributs. En tout cas, la présence de ces caractéristiques, surtout dans les communautés rurales, constitue un support inestimable pour l'action collective, non seulement à cause de la possibilité de contrôler les comportements individuels mais aussi parce que l'on peut appliquer des sanctions sociales et contrôler la distribution des biens publics[14].

La revendication ethnique et la mobilisation communautaire sont donc deux éléments fondamentaux qui sont à la base des particularités des peuples indiens en Amérique latine et qui permettent de comprendre leur capacité de mobilisation. Paradoxalement, dans notre cas, les conquêtes obtenues à partir de ces deux éléments placent ceux-ci au centre du problème que nous souhaitons analyser : la superposition de la lutte armée révolutionnaire au conflit social en cours.

1.1 Les mouvements sociaux et la dynamique de l'action collective

Vue sur le terrain où se déroulent les luttes de communautés indiennes en Equateur, Bolivie, Mexique et Colombie, la question sur l'action collective pourrait presque sembler rhétorique. Le sentiment accumulé d'injustice pourrait, à première vue, justifier amplement les

[14] Michael TAYLOR, "Rationality and Revolutionary Collective Action" in M. TAYLOR (éditeur) Rationality and Revolution, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

demandes de la population mais, en plus, la mobilisation collective a démontré une telle efficacité qu'il semble naturel que les indiens fassent appel à elle. Cependant, il y a seulement quelques décennies, cette situation était loin d'être généralisée et, souvent, cette perspective paraissait très lointaine. La mobilisation collective des peuples indiens pour la défense de leurs droits ne doit pas être considérée - comme toute action collective – simplement comme un fait naturel. Au contraire, elle pose de nombreuses interrogations.

Contre toute attente, les mouvements indiens ont fini par devenir un des acteurs les plus visibles de la mobilisation sociale en Amérique latine durant les dernières décennies et, dans bien des cas, le seul capable de se projeter sur l'ensemble de la société dans un continent où les mouvements sociaux ont été très tôt désarticulés par la répression ou contrôlés par l'Etat[15]. Le recul d'autres acteurs sociaux a coïncidé avec l'intérêt suscité par de nouvelles préoccupations, comme l'environnement et la diversité culturelle, ce qui a ouvert un espace dont a profité rapidement la mobilisation des Indiens qui, pendant des décennies, avaient préparé les conditions qui leur ont permis, à partir des années soixante-dix, d'occuper le devant de la scène et devenir de véritables protagonistes. "Lé résultat – avertit Christian Gros – est la multiplication, à partir de ce moment-là, des organisations indiens d'un nouveau type qui ont travaillé d'abord à échelle de groupe ethnique, ensuite au niveau régional et, rapidement, au niveau national et international. Elles se présentaient aux observateurs de l'époque comme faisant partie de ces "nouveaux mouvements sociaux" qui, pendant la phase de démocratisation de l'Amérique latine, semblent marquer le réveil de la société civile "[16].

Il était presque naturel que la mobilisation indienne soit interprétée

[15] Alain TOURAINE, La Parole et le Sang, Editions Odile Jacob, Paris, 1988.
[16] Christian GROS, "Proyecto étnico y ciudadanía en América Latina", in Políticas de la etnicidad…, op. cit, p. 122.

comme faisant partie de cette vague d'agitation qui, dans la décennie des années quatre-vingt, s'est manifestée avec vigueur en Amérique latine et qui correspondait à une "mosaïque d'identités" de plus en plus riche cherchant à être reconnue[17]. A côté des exigences de la population afro-américaine et des luttes pour la protection de la diversité culturelle et environnementale, les revendications des peuples indiens ont émergé avec une légitimité indiscutable grâce à une conjoncture internationale particulièrement favorable : la Convention 169 de l'OIT sur les relations entre les Etats et les Peuples Indiens et Tribaux (1989) ; la déclaration de l'année des Peuples Indiens par les Nations unies (1993) ; et, bien sûr, le débat sur la commémoration du cinq centième anniversaire de la Conquête américaine par les Espagnols (1992)[18].

La coïncidence en Amérique latine entre le réveil de la société civile, la lutte contre les régimes politiques autoritaires et l'arrivée des "Nouveaux Mouvements Sociaux" a sans doute exacerbé les attentes vis-à-vis de la capacité de ces derniers à transformer la société[19]. Dans certains cas, les objectifs politiques qu'on leur a attribués dépassaient de beaucoup leurs possibilités et même leurs intentions[20]. Dans d'autres cas, on a simplement oublié qu'au-delà de leurs objectifs, la forme adoptée par ces mouvements était en elle-même l'expression la plus claire de leur message. Comme le dit Alberto Melucci, "la signification de l'action se trouve dans l'action elle-même, plus que dans les objectifs recherchés"[21].

---

[17] Arturo ESCOBAR et Sonia ALVAREZ, "Theory and Protest in Latin America Today", in The Making of Social Movement in Latin America, Edited by Arturo Escobar and Sonia Alvarez, Westview Press, Boulder Colorado, 1992.
[18] Juliana STRÖBELE-GREGOR, "De indio a actor político", in Identidades étnicas: transformaciones en América Latina, UNAM-IAI, México, 1991.
[19] Elizabeth JELIN, "¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa", Revista Mexicana de Sociología, Vol. 56, No. 4,1994.
[20] David SLATER, "Power and Social Movements in the other occident: Latin America in an International Context", Latin American Perspectives, Vol. 21 No. 2, 1994.
[21] Alberto MELUCCI, Acción Colectiva, vida cotidiana y Democracia, El Colegio de México, México, 2002, p. 101.

Une bonne partie de la discussion sur la "nouveauté" de ces mouvements sociaux s'explique par la confusion, d'une part, entre le foisonnement de la littérature sur les nouveaux acteurs sociaux, reflet de ce que Laclau et Mouffe appellent "la pluralité des sujets"[22], et, d'autre part, l'idée que leur présence représentait un développement réellement inédit des luttes sociales. Alberto Melucci, un de ceux qui ont consacré ce concept, rappelle que celui-ci était "relatif" et que son but était de souligner les différences que l'on pouvait remarquer entre les formes historiques de la lutte des classes et les formes d'action collective qui ont surgi à partir des années soixante-dix. D'autre part, il ne faut pas oublier que le développement de cette nouvelle littérature fut également le résultat de l'"ajustement des lunettes interprétatives", comme le dit Elizabeth Jelin[23], qui a permis de constater la diversité d'actions sociales qui étaient en marche auxquelles les analystes n'avaient pas accordé assez d'attention. Tel était le cas des peuples indiens latino-américains, présents depuis longtemps mais, depuis les années soixante-dix, occupés de se redéfinir eux-mêmes et de redéfinir leur champ d'action.

Les courants interprétatifs

Deux perspectives analytiques, dont chacune groupe de multiples tendances, sont généralement considérées comme les grands corps explicatifs pour entamer l'étude des mouvements sociaux : le courant de la mobilisation de ressources et le courant penché sur l'identité, d'habitude associé à la catégorie des Nouveaux Mouvements Sociaux[24]. De manière générale, on peut dire que le premier met l'accent sur les stratégies

[22] Ernesto LACLAU y Chantal MOUFFE, Hegemonía y Estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia, Fondo de Cultura Económica, México 2004.
[23] Elizabeth JELIN, "¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa", Revista Mexicana de Sociología, Volumen 56, número 4, (oct. – déc. 1994), pp. 91 – 108.
[24] Jean Cohen "Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", Social Research, vol. 52, number 4, 1985. Avec quelques variantes, c'est aussi la division adoptée par d'autres auteurs, par exemple, Éric NEVEU, Sociologie des mouvements sociaux, Éditions La Découverte, Paris, 1996.

organisationnelles et cherche à dévoiler la rationalité des acteurs collectifs dans l'utilisation des ressources disponibles. En revanche, le second s'intéresse moins à la mécanique de l'action et se concentre sur son origine, soulignant l'importance des facteurs culturels dans la construction de l'identité des acteurs sociaux.

Oublié quelque peu le débat sur la "nouveauté" des Nouveaux Mouvements Sociaux – qui, probablement, opposait de manière moins frontale ces deux grands courants - on peut les rapprocher dans une perspective plus dynamique qui, au lieu de partir de la prétendue "unité" des mouvements sociaux, les assume comme des constructions sociales, comme des "systèmes d'action", dans le sens adopté par Melucci, pour qui l'action collective est une "construction" qui découle d'une inversion organisationnelle, ce qui transforme l'"organisation" en objet privilégié d'analyse. Dans cette optique, il est possible, selon cet auteur, de faire converger de manière créative les efforts de ces courants interprétatifs "…par une concentration dans l'analyse du *comment*, sans pour autant négliger le *pourquoi*."[25]

Le premier courant évoqué, celui de la Mobilisation de Ressources, prend son origine dans l'effort pour relever les défis que représentait pour l'action collective la "rationalité individuelle". Le paradoxe du "free raider", développé par Mancur Olson[26], menait à la conclusion que, face à un défi collectif, il était logique que les individus agissent de manière égoïste et qu'ils s'abstiennent de participer, laissant les risques aux autres tout en espérant jouir des avantages obtenus. Pour dépasser ce blocage, Olson propose deux alternatives : la première, les « incitations sélectives » qui rendent acceptables le coûts entraînés par la participation en vue des bénéfices que l'on peut escompter et, la seconde, l'action des "entrepreneurs

[25] Alberto MELUCCI, Acción colectiva…, op. cit., p. 38.
[26] Mancur Olson, La lógica de la Acción Colectiva, Editoral Limusa, México, 2005.

politiques" ou agents rationnels ayant une longue expérience, capables de construire des réseaux sociaux et politiques pouvant stimuler la participation et même aider à formuler des règles pour sanctionner les défections.

La perspective organisationnelle – impressariale de Mc Carthy et Zald[27] fut une réponse au défi présenté par Olson et, à proprement parler, elle constitue le cœur de la tendance appelée "mobilisation de ressources". Cette interprétation s'est concentrée sur les processus de mobilisation et sur les manifestations organisationnelles formelles, ce qui a fait que l'on s'intéresse plus au déroulement du mouvement qu'à son origine. Le mouvement était considéré comme le résultat de l'abondance de ressources disponibles pour organiser une protestation et non pas le résultat du mécontentement des acteurs sociaux. "Organisation et rationalité" sont les deux clés de cette perspective qui accorde une grande importance à la typologie des personnes qui constituent le support des mouvements : les adhérents, qui sympathisent avec l'organisation du mouvement social et offrent éventuellement leur appui ; les membres actifs, qui mettent leur temps et leurs ressources au service du mouvement ; les bénéficiaires, qui ne participent pas au mouvement mais qui, indirectement, tirent des avantages des réussites de celui-ci ; et, finalement, les « militants moraux », une figure qui correspond à l'entrepreneur politique olsonien qui apporte des ressources extérieures indispensables au mouvement mais dont l'engagement est libre d'intérêts matériels.

Le poids des vexations comme motivation pouvant conduire à la mobilisation et la valeur de la solidarité et sa structuration en réseaux de coopération sont un apport d'Anthony Oberschall[28]. Ce sont deux éléments essentiels pour aborder, en premier lieu, le problème de la mise en marche

[27] John Mc CARTHY et Mayer ZALD, "Resource Mobilization and Social Movements", American Journal of Sociology, vol. 82, 1977.
[28] Anthony OBERSCHALL, Social Conflict and Social Movements, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

de la mobilisation et, en deuxième lieu, les mécanismes permettant la convergence des volontés nécessaire à l'"organisation du mouvement social" et, dans une étape plus avancée, les "industries des mouvements sociaux". Celles-ci groupent les organisations assumant les objectifs d'un mouvement social en utilisant deux séries de variables : a) le niveau d'intégration ou de fragmentation d'un groupe et b), le type de liens internes qui lient ses membres : organisation communautaire traditionnelle, stratification sociale associative et absence de liens internes, Oberschall propose une grille pour identifier deux types généraux de comportements qui correspondent à une palette de formes que peuvent éventuellement adopter les mouvements sociaux. Il a également le mérite d'avoir souligné le fait que, dans certains cas, les niveaux de solidarité et la force des liens internes sont considérablement renforcés par la présence de sentiments d'identité permettant de surmonter les multiples obstacles que posent les naturelles tendances individualistes ; l'installation du "nous" renforce le "capital de ressources" disponible[29].

Une autre tendance de l'étude des dynamiques organisationnelles de l'action collective est représentée par le modèle de "processus politiques", développé principalement par Charles Tilly et Sydney Tarrow. Tilly a apporté une perspective de longue durée à l'analyse des mouvements sociaux en étudiant les transformations produites dans le "répertoire" de la protestation qui correspondent à l'éventail de réponses concrètes construites par chaque mouvement. En outre, il a souligné l'importance des "solidarités" des groupes qui se mobilisent et des "réseaux d'interaction sociale" auxquels appartiennent les différents sujets. Cela lui a permis de mettre en relation les changements dans la vie quotidienne de la population avec les changements dans le répertoire des actions pour expliquer les transformations que subit l'action collective. En effet, les actions "réactives"

[29] Anthony OBERSCHALL, Social Movements: Ideologies, Interests and Identities, Transaction Publishers, New Brunswick, 1993.

en vue de défendre les ressources et les droits coutumiers deviennent des actions "proactives" qui poussent à demander des ressources ou des droits inexistants jusque là. Aussi bien le concept de "répertoire de confrontation" que celui d'"opportunités politiques" ont été formulés très tôt par Tilly[30] et ils connaîtront un ample développement dans les travaux ultérieurs de Sydney Tarrow.

Tarrow critique le modèle d'Olson et les travaux des théoriciens de la mobilisation de ressources qui s'étaient appuyés sur ce modèle. A son avis, le paradoxe olsonien "est uniquement une complication et non pas une loi sociologique" étant donné que, bien souvent, "les protagonistes de l'action collective sont des personnes possédant peu de ressources et peu de pouvoir"[31] et, par conséquent, peu de chances de réussir. Dans sa perspective, le problème de l'action collective n'est pas individuel mais social et les efforts pour le résoudre doivent se concentrer sur les mécanismes nécessaires pour coordonner des populations désorganisées afin de réduire les "coûts de transaction". Sa proposition se fonde sur l'étude de la structure des opportunités politiques. Selon son argument, les mouvements naissent lorsque s'élargissent les "opportunités politiques", lorsque l'on identifie les possibles alliés et que la vulnérabilité de ceux qui détiennent le pouvoir devient évidente. Les opportunités qui se présentent sont stimulantes et provoquent le démarrage d'autres mouvements. "Par conséquent, le "moment" de la mise en marche du mouvement social – le moment où les opportunités politiques se présentent – en explique en grande partie la raison. Cela nous aide aussi à comprendre la raison pour laquelle les mouvements ne surgissent pas seulement en fonction des plaintes de leurs membres"[32].

---

[30] Charles TILLY, From mobilization to revolution,Addison-Wesley Publishing Company, Massachusetts, 1978, chapitres 4 et 6.
[31] Sidney TARROW, El poder en movimiento, Alianza Editorial, Madrid, 1997, p. 26
[32] Ibidem, p. 49

Le concept d'« opportunité politique » fait référence à des "signes" formels comme ceux qui proviennent des institutions et à des signes non formels qui proviennent, par exemple, des structures des alliances provoquées par des conflits ; une fois que ces signes sont perçus par les agents sociaux, ceux-ci les investissent ou non pour créer un mouvement social. Ce concept met l'accent sur les ressources extérieures à un groupe qui peuvent être utilisées même par les plus faibles. "Contrairement à ce qui arrive pour l'argent et le pouvoir, les processus d'opportunité politique permettent aux contestataires faibles ou désorganisés de profiter des opportunités offertes par les autres pour s'organiser contre les opposants puissants"[33].

Tarrow identifie quatre indicateurs qui altèrent la structure des opportunités : a) l'amélioration de l'accès au champ politique ; b) les alignements instables qui peuvent altérer les équilibres des forces ; c) la présence d'alliés influents ; d) les conflits au sein des élites qui entraînent leur division. Les répertoires de confrontation et les réseaux sociaux font diminuer les risques de ceux qui décident de participer et ils créent une dynamique donnant lieu aux "cycles de protestation" qui jalonnent la participation des plus sceptiques ou des plus faibles.

Bien que les auteurs les plus importants de ce courant mettent l'accent, dans leurs textes fondateurs sur les mécanismes de l'action, leurs développements empiriques postérieurs et leur approche des interprétations historiques, conduisent à une préoccupation renouvelée et légitime pour le problème des origines des mouvements. Ils tendent ainsi des ponts avec les interprétations qui mettent l'accent sur le thème de l'identité. Comme on peut le remarquer dans un texte de synthèse postérieur[34]:

---

[33] Sydney Tarrow, "Estado y oportunidades: la estrucuración política de los movimientos sociales", in McAdam, McCarthy et Zald, Movimientos sociales: perspectivas comparadas", Ediciones Istmo, Madrid, 1999, p. 89.

[34] Doug McADAM, John D. McCARTHY et Mayer N. ZALD,"Oportunidades, estructuras de

> Essayer de comprendre la multiplicité de facteurs qui provoquent la naissance d'un mouvement social est probablement un des problèmes les plus importants qui peuvent se poser dans notre spécialité. Qui plus est, pratiquement toute « théorie » formulée dans ce domaine est, d'abord et surtout, une théorie sur l'origine des mouvements sociaux. (…) Les partisans de l'étude des comportements collectifs considèrent que, dans la racine de tout mouvement social, on peut trouver des idées partagées et des situations de tension. (…) Les théoriciens qui étudient la mobilisation de ressources se centrent sur l'importance de celles-ci et des facteurs organisationnels pour expliquer la naissance des mouvements sociaux. Si on s'en tient au modèle basé sur l'étude des processus, il faudrait accorder beaucoup d'importance à l'élargissement des opportunités politiques comme stimulant ultime de l'action collective.
>
> De notre point de vue, toutes ces théories sont utiles. Cependant, nos présupposés nous situent peut-être plus près des défenseurs du modèle politique. Nous partageons avec eux la conviction que la plupart des mouvements politiques et des révolutions se catalysent grâce aux changements sociaux qui transforment l'ordre politique établi en quelque chose de plus vulnérable ou de plus réceptif au changement. Mais ces opportunités politiques ne sont qu'une des conditions nécessaires. Probablement, on n'en profitera pas s'il n'y a pas une infrastructure organisationnelle, formelle ou informelle, capable de canaliser les processus. Enfin, à côté des conditions structurelles d'opportunité et d'organisation, il faut évoquer l'importance des significations et des définitions – cadres de référence partagées par les partisans du mouvement émergeant-. C'est là l'apport décisif des théoriciens des nouveaux mouvements sociaux et de ceux qui étudient les comportements collectifs : l'impulsion de l'action est certainement liée à la vulnérabilité structurelle mais elle est surtout un phénomène culturel.

Le deuxième courant dont nous avons parlé est considéré comme étant orienté vers l'identité et il correspond à ce que l'on appelle traditionnellement les "Nouveaux Mouvements Sociaux". Ils ont vu le jour à partir des années soixante-dix et groupent une série de mobilisations qui, par leur nature, ne pouvaient pas être interprétées dans les cadres conceptuels qui mettaient l'accent sur les relations de classe et sur le rôle de l'Etat. Il s'agit de mobilisations de nature diverse : les luttes féministes et

---

movilización y procesos enmarcadores: hacia una perspectiva sintética y comparada de los movimientos sociales", in Movimientos Sociales: perspectivas comparadas, Doug McADAM, John D. McCARTHY, Mayer N. ZALD (editores), Ediciones Istmo, Madrid, 1999, p. 29 – 30.

écologistes, les courants contre-culturels, de libération sexuelle, les immigrants ou les mouvements ayant une base ethnique qui, malgré leur hétérogénéité, coïncidaient sur un point : ils installaient sur la scène de nouveaux acteurs sociaux.

En général, on considère qu'il y a quatre aspects qui permettent de constater une inflexion par rapport aux mouvements sociaux traditionnels[35]: a) Les formes d'organisation et les répertoires d'action représentent une rupture avec les hiérarchies centralisées des syndicats ou avec les assemblées contrôlées par la direction des mouvements. Ce à quoi il faut ajouter de nouvelles formes de protestation, dont certaines ont une dimension ludique qui interpelle directement les moyens de communication. b) Les valeurs et les revendications dont ils sont porteurs les induisent à de nouvelles demandes visant l'autonomie et la résistance au contrôle social. c) La mise sur pied de nouvelles formes d'expression politique implique d'abandonner le traditionnel défi à l'Etat pour mettre l'accent sur la construction d'espaces d'autonomie. d) L'abandon progressif de l'identité de classe rend nécessaire de la remplacer par des identités propres, d'habitude en rapport avec des expressions religieuses, culturelles ou générationnelles. Tout cela s'accompagne de formes inédites de mobilisation qui, dans bien des cas, sont aussi importantes que le fond lui-même des revendications

C'est le célèbre sociologue Alain Touraine qui fut réellement à l'origine de cette tendance en apportant une lecture du conflit social à travers ce qu'il appelle « orientations culturelles ». Sa définition du conflit social identifie le champ comme la *totalité* ; l'acteur qui se mobilise, comme l'*identité*; et l'adversaire auquel il s'affronte comme l'*opposition*. « Le mouvement social – signale Touraine - est la conduite collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction sociale de l'historicité

[35] Erik NEVEU, Sociologie des mouvements sociaux, op. cit., chapitre 5.

dans une collectivité concrète »[36]. Au centre du conflit on trouve un acteur de classe qui affronte son adversaire de classe mais, à la différence de la tradition marxiste, l'axe du conflit se déplace de la "lutte de classes", dont l'objectif est le contrôle de l'Etat, vers un champ encore plus large, le contrôle du projet de société : l'historicité. « Le champ de l'historicité – suggère Touraine - est l'ensemble formé par des acteurs de classe et par l'enjeu de leurs luttes, qui est l'historicité elle-même »[37].

Cette interprétation dépasse la vision marxiste traditionnelle du mouvement populaire qui présente l'acteur uniquement comme victime de la domination imposée par le régime politique et le système économique, relégué à un rôle secondaire dans la société, dont les actions étaient des réponses réactives aux excès de la servitude à laquelle il était soumis. Touraine propose un acteur plus dynamique, porteur d'une proposition propre, qui est pleinement un acteur social et non seulement une réponse aux conflits sociaux, dont le projet a du sens pour le présent et non seulement comme aspiration pour l'avenir. C'est pourquoi ses luttes se déroulent dans le "champ culturel" : « …il faut reconnaître d'abord l'existence d'une action orientée, celle d'une classe qui n'est pas seulement dominée, qui participe à un champ d'historicité qui lutte pour le contrôler et pour se réapproprier la connaissance, les investissements et le modèle culturel que la classe dirigeante a identifiés à ses propres intérêts »[38]. Par conséquent, les luttes des mouvements sociaux peuvent être interprétées comme étant "culturellement orientées". Leur action ne vise pas exclusivement l'Etat et elle ne vise pas non plus la prise du pouvoir mais c'est une action proprement sociale contre l'adversaire. Enfin, le mouvement social défend un projet de société qui constitue une alternative et non pas une étape d'un processus évolutionniste.

Cette approche conduit certainement à reconnaître comme protagonistes de la scène historique moderne – surtout de la scène européenne – deux mouvements antagonistes qui représentent les intérêts des deux classes qui s'affrontent dans le monde moderne. Les mouvements

[36] Alain Touraine, La voix et le regard, Éditions du Seuil, Paris, 1978, p. 104.
[37] Ibidem
[38] Ibidem, p. 106.

contestataires revendicatifs et les courants d'opinion sont un autre terrain de cet affrontement mais ils ne constituent pas eux-mêmes le champ propre des mouvements sociaux. Pour expliquer ce scénario, Touraine propose plus loin une "cartographie" qui identifie trois types de conflit social[39]: a) comportements collectifs ou actions qui peuvent être interprétées comme la défense ou la reconstruction d'un élément social –valeurs, normes, équilibres – qui a été altéré temporairement ; b) luttes sociales, lorsqu'il s'agit de facteurs de changement, de forces politiques qui essaient de modifier les décisions ; c) mouvements sociaux, lorsqu'il s'agit d'actions conflictuelles qui cherchent à transformer les relations sociales de domination exercées sur les principales ressources culturelles.

Une fois que les grandes mobilisations ouvrières furent étouffées par l'essor du système économique, un nouvel espace s'est ouvert dans lequel sont apparus de nouveaux acteurs sociaux. « Aujourd'hui, au contraire, à mesure que nous entrons dans une société postindustrielle, les mouvements sociaux peuvent se constituer indépendamment des actions politiques visant directement la conquête du pouvoir de l'Etat. Les mouvements sociaux d'aujourd'hui ont comme caractéristique principale d'être purement sociaux»[40]. Il s'agit effectivement de mouvements "culturels" dont la nouveauté réside dans leur forme. A la différence de l'image habituelle de petits noyaux militants prêts à conduire les masses vers l'action politique et l'affrontement, ces « nouveaux mouvements » ne visent pas l'action politique et l'affrontement mais privilégient les mécanismes leur permettant d'influencer l'opinion publique.

Alberto Melucci, un autre auteur appartenant à ce courant, insiste sur le caractère relatif du terme "nouveau", proposé pour marquer la différence avec les formes historiques du conflit de classes, avec leur

[39] Alain Touraine, « Les mouvements sociaux: objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? », Revue Française de sociologie, vol 25, N 1, 1984.
[40] Alain Touraine, "Le reflux des mouvements sociaux", in Le retour de l'acteur, Fayard, Paris 1984, p.281

prétendue unité : “La principale idée sur les 'nouveaux' mouvements sociaux se rapporte à la nécessité de dépasser l’image des mouvements comme acteurs historiques unifiés ayant joué un rôle central dans les conflits structurels. J’ai souligné le fait que, pour des raisons structurelles, la place des conflits sociaux et les acteurs impliqués peuvent être variables, se centrer sur certains thèmes spécifiques et jouer un rôle symbolique face au reste de la société."[41].

A son avis, le débat sur les “nouveaux mouvements sociaux” est parti d’une erreur, commune aux défenseurs et aux détracteurs, qui consiste à les considérer comme “un objet empirique unitaire”. En revanche, il défend l’idée plus complexe selon laquelle les mouvements sociaux sont des “systèmes d’action” formés par des réseaux complexes dont « l’identité » n’est pas une donnée ou une constatation mais le résultat d’échanges et de conflits entre les divers auteurs qui convergent dans son développement. “Les *mouvements sont des systèmes d’action* qui agissent dans un champ systémique de possibilités et de limites. C’est pour cela que l’*organisation* devient le point clé de l’observation, un niveau analytique souvent mésestimé ou réduit à des structures formelles. La manière dont les mouvements définissent leur action est *le lien concret entre orientations et opportunités / constrictions systémiques*”[42].

Son approche de l’action collective comme construction sociale le conduit à se situer dans le terrain de la construction de l’identité collective instable, comme toute construction, mais capable d’entraîner la mobilisation : “Les acteurs collectifs ‘produisent’ donc l’action collective parce qu’ils sont capables de se définir eux-mêmes et de définir le champ de leur action (relations avec d’autres acteurs, disponibilité de ressources, opportunités et

[41] Alberto MELUCCI, Vivencia y convivencia. Teoría social para una era de la información. Edition dirigée par Jesús Casquette, Editorial Trotta, Madrid, 2001, p. 60.

[42] Alberto MELUCCI, Acción colectiva, vida cotidiana y democracia, El Colegio de México, 2002. p. 37.

limitations). La définition que donne l'acteur n'est pas linéaire mais produite par des interactions et des négociations et, parfois, par des orientations opposées"[43]. Ce "nous" collectif, créé par les individus, possède trois dimensions : la connaissance du domaine de l'action qui permet d'évaluer l'ambiance et de calculer les risques ; la génération de relations entre les acteurs qui leur permettent de négocier et de prendre des décisions et, finalement, la reconnaissance émotionnelle qui permet d'approcher les individus.

Finalement, il faut indiquer que cet auteur souligne que, parmi les défis des mouvements contemporains, il y a le fait qu'ils sont passés de "la séquence à la coexistence". En reprenant des fragments de mémoire, ils lient des formes traditionnelles de résistance aux demandes politiques et aux mécanismes de communication innovants, ce qui les conduit à tracer de nouvelles pistes d'action collective. Mais, ce qui plus est, parfois, il ne s'agit plus de situations d'urgence explosive ou cyclique mais d'une réalité permanente. "Dans les sociétés contemporaines, un sous-système d'action collective ou un secteur spécifique de celle-ci devient une composante stable du fonctionnement du système. Le processus de différenciation des systèmes complexes est si long que l'action collective peut acquérir un statut autonome et que les formes non institutionnalisées se séparent d'autres avec lesquelles elles étaient liées par le passé (en particulier avec l'action politique)"[44]. Cela peut les amener parfois à devenir une partie de l'horizon conflictuel mais relativement stable d'une société.

Au-delà des débats entre les partisans ou les interprètes de ces deux courants, d'autres auteurs, comme Jean Cohen et Andrew Arato, prétendent que ces tendances explicatives ne sont pas incompatibles et que, au contraire, il vaut mieux utiliser les ressources qu'elles offrent pour établir

[43] Ibidem, p. 43.
[44] Ibidem. P. 118.

une relation entre la société civile, telle qu'elle est conçue à partir des années soixante-dix, et les nouvelles formes de mobilisation. Leur proposition, la "théorie sociale duale", commence par affirmer que les objectifs des mouvements sociaux contemporains sont les institutions de la société civile. "Ces mouvements créent de nouvelles associations et de nouveaux publics, essaient de rendre plus égalitaires les institutions existantes, d'enrichir et d'élargir la discussion publique dans la société civile et d'influencer les espaces publics existant dans la société politique, les élargissant et les complétant avec d'autres formes de participation citoyenne"[45]. Les tenants du modèle dual constatent l'existence dans les mouvements sociaux d'un aspect "défensif" qui correspond au domaine des droits, de l'interprétation du monde et de la structure communicative. Mais, en même temps, ils trouvent un aspect "offensif" dirigé vers la société politique et économique, ce qui implique le développement d'organisations susceptibles d'exercer une pression pour assurer les changements institutionnels dans la société civile et une influence sur le système politique pour assurer sa réceptivité face aux nouvelles demandes.

Un exemple qui illustre cette interprétation duale est le mouvement féministe nord-américain qui peut nous servir de modèle pour le type d'interprétation que nous souhaitons adopter pour aborder les luttes des organisations indiennes.

En effet, même si, au début des années soixante-dix, les principaux éléments signalés par la théorie de la mobilisation de ressources et de l'opportunité politique comme nécessaires à la réussite d'un mouvement (l'organisation, les réseaux, les alliés, l'existence d'une ambiance de réforme) étaient présents dans la société nord-américaine, ils ne furent pas suffisants pour mettre en pratique les agendas féministes ; il a fallu un changement culturel drastique pour éveiller la conscience féministe. Cela a supposé un

[45]Jean Cohen & Andrew Arato, Sociedad Civil y Teoría Política, FCE, México, 2000, capitulo X "Los movimientos sociales y la sociedad civil, p. 608.

défi explicite aux rôles traditionnels qui justifiaient les inégalités et la discrimination : "En résumé, il fallait changer la compréhension traditionnelle de la place et de l'identité des femmes et il fallait construire une nouvelle identité pour que les défis à la discrimination de genre puissent être considérées comme un thème légitime et capable de mobiliser les femmes"[46]. Pour la réussite de ce mouvement, il a fallu développer une conscience et une idéologie féministe assumée par les femmes faisant partie de la mobilisation. Ce fut le premier message envoyé au reste de la société.

La réussite évidente du mouvement féministe nord-américain dix ans après (à partir des années soixante-dix) et son énorme influence sur le reste du monde a demandé tout d'abord une transformation culturelle sans laquelle les mécanismes d'action, même ceux qui étaient disponibles, n'auraient pas trouvé un scénario leur permettant d'être efficaces. "… ces réussites politiques et légales avaient comme condition préalable la réussite au sens culturel, la formation préalable de la conscience féministe. Il n'est pas évident qu'un mouvement de masses puisse aider stratégiquement de nouveaux groupes cherchant le pouvoir et l'influence mais ce qui est sûr c'est que, sans une politique d'identité visant les normes, les relations sociales, les agencements institutionnels et les pratiques de la société civile et sans une politique d'influence sur la société politique, la réussite du mouvement serait peu probable et, en tout cas, limitée." [47]

Les mouvements indiens d'Amérique latine – et le mouvement colombien en particulier – ont suivi un chemin semblable, faisant de la reconnaissance par la société leur premier grand étendard et leur première grande réussite. Mais, pour que cela fût possible, il fallait d'abord un changement au sens culturel leur permettant d'effacer une identité négative forgée pendant des siècles pour la transformer en une identité positive qui est la leur aujourd'hui. Cette lutte s'est déroulée sur un terrain dans lequel ils sont particulièrement compétents : celui des luttes pour la Mémoire.

[46] Ibidem. P 610.
[47] Ibidem, p 612.

1.2 Mémoire, subordination et résistance

Une des victoires les plus remarquables de l'"émergence indienne" en Amérique latine est le fait d'avoir abandonné l'identité négative qui pesait sur ces peuples et d'avoir construit une identité positive qui est aujourd'hui leur support idéologique et moral. Comme le souligne Bengoa, ce nouveau discours idéologique équivaut à une "culture indienne réinventée"[48] qui est le résultat de la lecture de la tradition survivante en fonction des intérêts et des objectifs politiques du présent et, tout particulièrement, le résultat d'une réinterprétation consciente de leur histoire.

Il ne s'agit pas d'une récupération nostalgique du passé mais, comme le signale Elisabeth Jelin[49], d'une lutte qui a fait émerger une "mémoire dissidente", enfuie pendant des siècles face à la "mémoire officielle" qui accordait un rôle subordonné aux communautés indiennes et, dans le meilleur des cas, un statut de victimes. En transformant le passé en un champ de dispute, il fut possible de dépasser le paradoxe signalé par Paul Ricœur : l'impossibilité d'intervenir dans un passé qui est déjà hors de notre portée pour ouvrir la possibilité de remettre en question le sens de ce passé et transformer l'intentionnalité qui l'accompagne.

> Même si, en effet – comme le note Ricœur- les faits sont ineffaçables et qu'on ne peut pas défaire ce qui a été fait, si on ne peut pas empêcher d'arriver ce qui est arrivé, le sens de ce qui s'est passé, par contre, n'est pas fixé une fois pour toutes. Non seulement les évènements du passé peuvent être interprétés autrement mais le poids moral lié à la relation de dette vis-à-vis du passé peut être augmenté ou diminué, selon que l'on privilégie l'accusation – qui enferme le coupable dans le sentiment douloureux de l'irréversible – ou le pardon, qui ouvre la perspective de l'annulation de la dette, ce qui équivaut à une transformation du sens du passé. Nous pouvons aborder ce phénomène de la réinterprétation, aussi bien au plan moral qu'au plan du simple récit, comme un cas d'action rétroactive de l'intentionnalité du futur à l'égard de l'appréhension du passé.[50].

---

[48] José BENGOA,La emergencia…, Op.cit. p. 128
[49] Elisabeth JELIN, Los trabajos de la memoria, Siglo XXI Editores, Madrid, 2002.
[50] Paul Ricoeur, La lectura del tiempo pasado: memoria y olvido, Universidad Autónoma de

Il s'agissait donc d'affronter les interprétations, les oublis et les silences avec lesquels l'histoire officielle avait construit le récit de la Nation où les luttes des Indiens étaient présentées de manière anecdotique, toujours subordonnées aux grands processus de construction de la société. Par conséquent, il fallait produire un récit propre dans lequel les Indiens puissent se reconnaître comme des agents historiques.

Construire une autre histoire

Dans cette lutte pour un nouveau sens du passé, les communautés indiennes se servaient de ce que Wolf appelle la "mémoire culturelle" pour se référer aux expériences historiques qui marquent la forme et la signification du présent de chaque communauté et qui restent latentes jusqu'au moment où une circonstance politique ou un nouvel évènement historique forment un scénario leur permettant de s'exprimer avec toute leur vigueur. A grands traits, cette mémoire culturelle se manifeste dans la relecture de trois grands moments qui, en général, sont communs à l'histoire de tous les peuples indiens de l'Amérique latine : a) Le premier correspond aux révoltes indiennes durant les périodes de conquête et de colonisation qui ont trouvé un écho profond dans la Mésoamérique et dans la région andine. b) Le deuxième fait référence à la longue histoire de luttes pour le contrôle de la propriété agraire dont les racines se trouvent dans la manière particulière dont la Couronne espagnole a traité les communautés indiennes locales. On a fait en sorte que la terre conserve des "obligations sociales" qui en ont fait un attribut de la communauté plus qu'une marchandise ; c) Le troisième moment est celui de la dislocation que représente pour la vie rurale la guerre de l'indépendance et les guerres civiles qui ont suivi.

Toutes ces expériences sont bien vivantes en Colombie où l'histoire a joué un rôle de premier ordre dans la reconfiguration identitaire. La mobilisation des communautés du département du Cauca durant les quatre

---

Madrid, Madrid, 1999, p. 49.

dernières décennies est indissociable de leur interprétation consciente du passé. En effet, cette mobilisation leur a permis de reconstruire une identité et une tradition de lutte qui étaient complètement morcelées au début des années soixante-dix. L'objectif était de rétablir le lien entre les mobilisations du présent et la tradition de résistance du passé et, sur un plan plus général, de construire une conscience ethnique fondée sur la mémoire historique.

Ce processus de reconstitution historique est intimement lié aux luttes à venir qui exigent une nouvelle approche du passé pour effacer l'image négative en vigueur pendant des siècles et offrir un support moral aux mobilisations du présent. Cette tâche fut, à partir des années soixante-dix, un des objectifs principaux des organisations indiennes qui ont ainsi réussi à construire un nouveau discours historique. « La fonction sociale du passé », comme le dit avec raison Eric Hobsbawm[51], a retrouvé ainsi toute sa vigueur. L'histoire a donc cessé d'être de « l'histoire passée » pour devenir histoire vivante, histoire-outil, histoire pour le présent. Son importance pour le processus de reconstruction identitaire est clairement exprimée dans le point numéro 6 du programme du CRIC approuvé en 1971 : "Défendre l'histoire, la langue et les coutumes indiennes ".

Alors que l'histoire officielle avait contribué à imposer une vision de l'Indien comme subordonné, l'"invention d'une tradition"[52] –comme le dit Hobsbawm- de résistance et de lutte non seulement a permis de renforcer la cohésion entre les communautés indiennes mais aussi de légitimer leur action politique et de transmettre cette nouvelle vision au reste de la société. Dans cette perspective, on peut affirmer que

[51] Eric HOBSBAWM, "The social function of the past: some questions", Past and Present, vol. 55, 1972, Oxford.

[52] Hobsbawm, Eric and Terence Ranger, editors, The Invention of Tradition, Cambridge University Press, Cambridge, 1983

la force sur laquelle s'appuie la mobilisation et la survie des Páez ne réside peut-être pas dans l'histoire elle-même mais –et c'est là le plus important – dans l'utilisation de cette histoire et dans l'appropriation qu'ils en ont faite, c'est-à-dire dans leur capacité d'en faire un outil pour la reconstruction d'une identité ethnique.

Pour les communautés indiennes du nord du Cauca, cet effort leur a permis, comme nous le verrons dans les chapitres qui suivent, d'obtenir trois résultats : a) l'établissement d'une continuité morale entre les luttes du passé et les mobilisations du présent ; b) la configuration d'un support historique pour l'identité communautaire reconfigurée à partir des années soixante-dix ; c) la rupture définitive avec la prétendue « condition subalterne », condition *sine qua non* de tout le processus.

Dans un autre scénario historique et culturel, un groupe d'historiens a formulé, il y a trois décennies, des interrogations qui ont conduit à une nouvelle lecture de l'histoire de la domination, réhabilitant ainsi le rôle des acteurs subordonnés, traditionnellement rendus invisibles par l'historiographie officielle. Il s'agit de la collection d'essais du groupe *Subaltern Studies* constituée à la fin des années soixante-dix en Angleterre, qui a commencé à éditer à Delhi une publication périodique de neuf volumes sous le titre *Subaltern Studies, Writings on South Asian History and Society*. Cette collection, dirigée au début par Ranajit Guha, a été à l'origine d'un courant vigoureux d'études qui développe une contre-lecture du colonialisme britannique et du nationalisme indien. Ces travaux cherchaient à restituer aux "subalternes" leur condition de sujets historiques, se mettant ainsi à contrecourant de l'historiographie officielle coloniale dominante qui leur assignait un rôle subordonné et qui avait conditionné la lecture du passé et même la logique des collections documentaires.

Il s'agit d'une expérience intellectuelle qui présente des problèmes importants et qui peut inspirer les défis politiques que doivent relever les populations de l'Amérique latine, comme la domination culturelle, la subordination et la résistance. Bien entendu, il ne faut pas oublier les énormes différences entre l'Inde et l'Amérique latine et le rôle qu'a joué dans le premier cas "l'élite colonisée", d'abord pour la stabilité de l'empire et,

plus tard, pour l'élaboration d'une historiographie nationaliste. Malgré ces différences, l'expérience d'un tel projet est utile dans la mesure où il réussit à remettre en question les bases d'une interprétation historique dominante et largement partagée et à proposer une interprétation alternative.

Qu'est-ce qu'un fait historique? Cette interrogation, qui est à la base de presque tous les travaux de philosophie de l'histoire[53], a servi de point de départ à cette réflexion innovante sur l'histoire coloniale interprétée du point de vue des dominés. Qui les choisit pour les intégrer à l'histoire?, demande un de ses initiateurs, Ranajit Guha. Qui le décide ? Selon quelles valeurs et quels critères? Ces questions le conduisent à dévoiler l'existence d'une idéologie qu'il appelle "étatisme", qui rend possible que les valeurs de l'Etat déterminent le critère pour définir ce qui est historique[54]. Cela signifie qu'il n'y aurait que quelques voix pour s'exprimer à travers l'histoire, laissant dans l'ombre les vrais protagonistes.

Dans le premier volume de cet ensemble de travaux, « *Quelques aspects de l'historiographie coloniale de l'Inde* »[55], Guha dénonce le caractère "élitiste" de l'historiographie du nationalisme indien, dominée par l'"élitisme colonial" ou l'"élitisme bourgeois-nationaliste", alors qu'elle exclut du cadre d'interprétation la contribution du peuple lui-même au développement de ce nationalisme. Pour Guha, c'est une historiographie a-historique dans la mesure où elle ignore une composante incontournable de la réalité du passé colonial : la "politique du peuple". "Parce que, parallèlement à la sphère d'influence de la politique de l'élite, il y eut, tout au long de la période coloniale, une autre sphère politique indienne dont les acteurs principaux n'étaient pas les groupes dominants de la société indienne, ni les autorités coloniales

---

[53] Une lecture de type traditionnel, in Edward CARR, ¿Qué es la Historia?, Editorial Seix Barral, Barcelone, 1966.
Une approche plus innovante, in Roger CHARTIER, La historia o la lectura del tiempo, Editorial Gedisa, Barcelone, 2007.

[54] Ranajit GUHA, "Las voces de la historia", in Las voces de la historia y otros estudios subalternos, Editorial Crítica, Barcelone, 2002.

[55] Ranajit Guha, "Sobre algunos aspectos de la historiografía colonial de la India", in Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, HISTORIAS - SEPHIS – ARUWIYIRI, La Paz, 1999.

mais les classes inférieures et les groupes subalternes qui constituaient la masse de la population travailleuse, ainsi que le stratus intermédiaire de la ville et de la campagne, somme toute, le peuple "[56].

La première constatation au sujet de cette perspective est qu'elle met l'accent sur la centralité du "changement " ou du moment historique de la rébellion pour essayer de comprendre les groupes inférieurs et les classes subordonnées comme sujets de leur propre histoire[57]. Cette perspective se traduit par la reconnaissance du fait que l'initiative du changement revient à l'insurgé ou subalterne. Cette approche ne signifie pas uniquement une nouvelle lecture du passé mais, probablement, quelque chose d'encore plus important : le déplacement de l'objet de l'histoire sociale et sa reconstruction sur la base d'un nouvel ordre du système des sources historiographiques et l'assignation de nouvelles significations aux contenus documentaires.

A partir de cette lecture, la rébellion contre l'ordre colonial devient l'évènement historique à privilégier et l'occasion de comprendre le rebelle comme porteur de ses propres valeurs et de son propre projet et non seulement comme un acteur qui réagit aux excès du dominateur. Dans un contexte rural, comme c'était le cas pour l'Inde, il fallait mettre en évidence que la domination et l'exploitation dans lesquelles vivait le monde rural se produisaient à l'intérieur d'une relation de pouvoir. En établissant une opposition entre ces deux acteurs, il fallait reconnaître aux dominés un "domaine propre". Dans sa réflexion sur la participation des paysans à la formation de la Nation Partha Chatterjee, un autre membre de ce groupe propose un espace dans lequel se situe ce domaine autonome : "Où faudrait-il situer cette sphère? Si la domination est une face de la relation de pouvoir, sa face opposée devrait être la résistance. L'opposition dialectique entre les deux est ce qui donne son unité à la relation, rendant ainsi possible l'existence d'une histoire des relations de domination et de subordination"[58]. Cette interprétation a ouvert les portes à l'étude de la conscience paysanne exprimée comme

[56] Ibidem, p. 28.
[57] Veena DAS, "La subalternidad como perspectiva", in Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, op. cit.
[58] Partha CHATTERJEE, "La Nación y sus campesinos", in Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, op. cit., p. 199.

"résistance" au moment de l'insurrection. L'étude de l'insurrection est donc devenue le procédé méthodologique pour parvenir à la conscience paysanne et, en l'absence d'une histoire documentaire, des auteurs comme Guha ont proposé d'utiliser le discours colonial de la contre-insurrection pour y lire le discours de l'insurrection, ce qui constitue un des tournants méthodologiques les plus innovants parmi les propositions de ce groupe[59].

Des traditions de résistance à la résistance active

La résistance de la population civile à la domination sociale et aux actions arbitraires des acteurs armés est devenue un terrain qui groupe de multiples manifestations de mécontentement ou de rejet face aux déséquilibres sociaux et politiques. Il ne s'agit cependant pas d'actions spontanées et désespérées manquant de sens politique. Se rebeller implique de rompre l'ordre subalterne, ce qui rend indispensable une certaine dose de calcul et de rationalité. Il faut beaucoup réfléchir et discuter avant de se rebeller.

Cette perspective ne correspond pas à l'idée d'une population inerte et sans ressources face aux acteurs armés. Rien n'est plus faux, et surtout dans le cas d'acteurs ruraux ayant de fortes racines identitaires. En effet, dans ce cas, toutes les ressources disponibles sont mises à contribution pour protéger les communautés, depuis les ressources de l'infra-politique, que James Scott appelle avec raison "les armes des faibles"[60], jusqu'aux actions offensives visant à expulser les acteurs armés de leur territoire.

Pour continuer, nous allons adopter la définition de « résistance » de James Scott[61]: « Una première approche de la définition de résistance serait la considérer comme un acte quelconque des membres d'une classe ou d'un groupe subordonné, conçu soit pour atténuer ou refuser les demandes

[59] Ranjit GUHA, "La prosa de la Contra-Insurgencia", in Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, op. cit.
[60] James Scott, Weapons of the weak, Yale University Pres, New Haven, 1985.
[61] James Scott, Weapons of the weak, op cit, p. 290.

imposées par la classe ou le groupe dominant, soit pour faire avancer ses propres demandes vis-à-vis des classes ou des groupes dominants ». Comme le reconnaît l'auteur lui-même, cette définition n'est pas sans poser de problèmes mais elle présente plusieurs avantages : d'abord, elle est centrée sur la base matérielle des relations et des luttes entre groupes subordonnés et dominants ; en deuxième lieu, elle peut s'appliquer aussi bien à des actes individuels de résistance qu'à des actes collectifs ; troisièmement, ces actes n'excluent pas les formes de résistance idéologique qui défient la vision dominante de la situation et réclament de nouveaux standards de justice et d'équité ; et, en quatrième lieu, elle se centre sur les intentions plus que sur les conséquences et reconnaît que bien des actes de résistance peuvent ne pas atteindre le résultat escompté.

Dans le même sens, nous pouvons inscrire les actions de résistance des communautés indiennes que nous allons étudier dans l'éventail plus large d'une "tradition de résistance" conçue non pas comme une toile de fond susceptible de nous aider à interpréter tout acte de désaccord mais comme une proposition politique qui nous permette de dépasser les traditionnels présupposés sur l'action politique des communautés rurales traditionnelles et, en particulier, les communautés indiennes. Ces présupposés ont tendance à réduire les communautés à de simples "réacteurs" défensifs, possédant une vision étroite, dont le comportement reflète leur positions "structurelles", ce qui fait que leurs actions sont considérées uniquement comme une réaction aux forces externes, politiques ou économiques. Il s'agit de prendre en compte la vigueur des initiatives politiques mises en marche par les communautés elles-mêmes et la capacité de la "mémoire" pour structurer une conscience historique et culturelle. Pour ce faire, nous ferons appel au concept d'"adaptation-en-résistance" proposé par l'historien Steve Stern dans un travail collectif déjà classique, *"Resistencia, rebelión y*

conciencia campesina en los Andes. Siglo XVIII al XX"[62] .

Le concept d'"adaptation-en-résistance" fait référence à la capacité des habitants ruraux de s'adapter à des situations de domination même pendant longtemps, sans pour autant renoncer à conserver tout un ensemble de droits dont la survie montre le caractère contingent de l'adaptation. De ce concept découlent quatre points qui obligent à repenser plusieurs présupposés présents dans l'analyse de la population rurale :

A) Le rôle des "communautés" comme initiateurs constants dans les relations politiques. On reconnaît donc un rôle plus dynamique à la conscience des communautés qui s'impliquent activement – même durant les périodes de latence – dans des relations politiques avec d'autres secteurs de la société. B) On sélectionne des cadres temporels adéquats comme unités d'analyse pour étudier les protestations et les révoltes dont les communautés ont été les protagonistes. Cela implique que l'on incorpore plusieurs échelles temporelles pour la lecture de la rébellion et de ses causes. C) On reconnaît la diversité de la conscience et des horizons politiques des communautés andines. Cela oblige à faire plus d'attention à l'"histoire culturelle" des communautés et à abandonner toute vision localiste et simplement réactive de leurs actions. D) Les facteurs ethniques sont utiles pour expliquer la conscience et les révoltes des communautés andines. C'est pourquoi il faut évaluer adéquatement la valeur politique des attributs culturels qui les ont conduits à dresser des frontières avec d'autres groupes sociaux.

La perspective que nous venons de décrire permet d'effectuer une approche plus dynamique des luttes des communautés indiennes que nous allons étudier. On peut ainsi comprendre leurs efforts pour conserver et élargir leur autonomie et leurs stratégies pour faire face aux forces étrangères à leurs intérêts non pas comme une

[62] Resistance, Rebellion and Conciousness in the Andean Peasant World, 18th to 20th Centuries, edited by Steve Stern, Madison, The University of Wisconsin Press, 1987.

réaction désespérée mais comme une alternative politique. Autrement dit, ces communautés ne se limitent pas à être victimes des abus, de la violence et de la soumission ; elles sont aussi des acteurs rationnels dont les actions sont lourdes d'intentionnalité politique au point que, comme nous essaierons de le montrer, elles sont capables d'analyser les effets de la violence imposée par des acteurs externes armés -la « guerre des autres»- et, en même temps, insister dans leurs demandes et leurs exigences -leur « guerre propre »-.

1.3 Révolte armée et communautés rurales

Les guérillas contemporaines en Amérique latine n'auraient jamais atteint l'intensité qui fut la leur sans l'appui des communautés rurales. Probablement, c'est aussi le cas des grands processus révolutionnaires de l'histoire moderne, surtout dans les cas où ils ont provoqué des changements profonds dans la structure sociale et politique ouvrant la porte à une Révolution Sociale, comme l'affirme Theda Skocpol dans son étude comparative des révolutions française, russe et chinoise[63]. Cette perspective est également présente dans le travail d'Eric Wolf, *Las luchas campesinas del siglo XX*[64], pour qui l'insurrection, au Mexique, en Russie, en Chine, au Vietnam, en Algérie et à Cuba fut l'expression d'une révolution agraire déguisée. Le caractère central des luttes paysannes dans les révolutions modernes fut mis en évidence quelques années auparavant par Barrington Moore[65] qui, très tôt, a affirmé la relation existante entre les cultures politiques contemporaines et la réorganisation du monde rural dans lequel le conflit et la violence ont joué un rôle essentiel et qui a exercé à son époque une grande influence sur les travaux portant sur la mobilisation sociale.

---

[63] Theda SKOCPOL, Los Estados y las Revoluciones Sociales, Fondo de Cultura Económica, México, 1984.
[64] Eric WOLF, La luchas campesinas del siglo XX, Siglo XXI editores, Mèxico, 1972
[65] Barrington Moore, Los orígenes sociales de la dictadura y de la democracia: el señor y el campesino en la formación del mundo moderno, Editorial Península, Madrid, 2002.

Malgré l'importance attribuée par ces auteurs au potentiel révolutionnaire des paysans, cela ne signifie pas que les groupes insurgés puissent considérer comme acquis l'appui de la population rurale. Au contraire, l'attitude des communautés rurales face aux acteurs armés dépend d'une multiplicité de considérations et, donc, ne peut pas être comprise simplement comme le résultat d'une affinité naturelle. Ce point remet en question l'idée généralisée dans toute l'Amérique latine selon laquelle tout mouvement révolutionnaire est par lui-même « populaire » et représente les intérêts des groupes subordonnés qui, une fois qu'ils ont pris conscience des mécanismes de domination, appuient inévitablement les rebelles. Au contraire, malgré leur traditionnel désaccord, les communautés rurales qui nous occupent sont conscientes du coût élevé qu'elles pourraient finir par payer si elles appuyaient un acteur insurgé et du caractère hypothétique des bénéfices à obtenir. Dans cet état des choses, les relations de coopération qui éventuellement s'établissent entre une communauté rurale et un groupe insurgé constituent un problème qu'il faut expliquer.

Les acteurs armés et le contrôle de la population

Le rôle des communautés rurales dans la genèse et le développement des mouvements révolutionnaires dans le monde moderne fut, durant des années, objet de discussions passionnées, stimulées par l'expérience du Vietnam qui a ravivé l'intérêt des sciences sociales pour le potentiel révolutionnaire des communautés paysannes, surtout dans le Tiers monde. Ce débat fut synthétisé par l'historienne Theda Sckocpol dans son remarquable essai "What makes peasants revolutionary?"[66], dont le point de départ sont justement les apports de Barrington Moore.

Il s'agit d'une discussion classique, toujours en vigueur, dont la portée politique saute aux yeux. En fonction des besoins de notre travail, nous organiserons les apports de ceux qui ont participé à ce débat en deux grands thèmes : Le premier est celui des facteurs qui ont favorisé l'émergence de la mobilisation révolutionnaire paysanne et les

[66] Theda SKOCPOL, "¿What makes peasants revolutionary?", in Social Revolutions in the Modern World, Cambridge University Press, Cambridge, 1994. §Originairement, cet essai fut publié dans *Comparative Politics,* 14, 3 (1982).

éléments susceptibles d'expliquer la tendance, plus ou moins marquée, des communautés paysannes à appuyer l'action des insurgés. Le deuxième est la discussion sur le rôle que jouent les avant-gardes politico-militaires dans l'organisation des bases révolutionnaires rurales.

Nous rattachons au premier thème tout d'abord les apports de Jeffery Paige[67] sur les effets de la modernisation qu'entraîne la mise en place d'enclaves agro-commerciaux altérant les structures de production et le développement qui s'en suit dans de nouveaux groupes sociaux qui entament leur éducation politique dans des circonstances de changement profond. Cet auteur centre son attention sur un secteur spécifique de la population rurale, celui des travailleurs sans terre et des récolteurs qu'il considère plus proches d'une position révolutionnaire. Il analyse les tensions entre les groupes de cultivateurs et les grands propriétaires qui, dans les pays dépendants, s'approprient la richesse que produisent les premiers. Les membres de ce groupe, qui ne possèdent pas de terre, sont, selon cet auteur, plus enclins à prendre des risques et à affronter les grands propriétaires et leur condition les rend plus proches des mouvements nationalistes et anticolonialistes. Malgré tout, leurs objectifs se limitent à l'expulsion des propriétaires et ne visent pas la transformation politique de la société qui peut devenir un objectif sous l'influence des partis de la gauche révolutionnaire.[68]

L'approche de James Scott et d'Eric Wolf est plus près de notre cas. Pour ces auteurs, les modifications de la structure économique d'une société ont un effet « détonateur » qui se reflète dans la sphère politique et sociale, transforme et modernise les structures de l'Etat et bouleverse l'échelle des mobilisations communautaires qui cessent d'être des luttes locales. James Scott[69] utilise le concept d'"économie morale" pour se référer à une trame complexe de règles et d'accords qui régissent la vie des

[67] PAIGE Jeffery, Agrarian Revolution : Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World, Free Press, New York, 1975.
[68] Cette hypothèse constitue le support de son travail postérieur sur le Guatemala et le Vietnam. Jeffery PAIGE,"Social theory and peasant revolution in Vietnam and Guatemala", *Theory and Society*,vol 12, No 6, (Nov. 1983), p. 699-737.
[69] James SCOTT, The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia, Yale University Press, New Haven, 1976, p 289.

communautés autosuffisantes et autonomes et leurs relations avec les groupes dominants. L'"économie morale" correspond à un corps de traditions contenant un système de droits et de devoirs qui limitent et protègent les relations intracommunautaires, ainsi que les relations entre les communautés et avec les classes dominantes. Ce corps de traditions génère une notion particulière de ce qui est juste, fondé sur deux principes moraux : la réciprocité et le droit à la subsistance. Ces principes constituent un cadre qui régule les relations entre dominateurs et dominés. Comme ce cadre est accepté et appliqué par tous, il devient une norme, comme on peut l'observer, par exemple, dans les communautés rurales des Andes qui, historiquement, ont établi ce type de relations avec l'*hacienda*. On pourrait même étendre cette notion – surtout en ce qui concerne les communautés indiennes – aux accords qui garantissent le maintien de leurs propres formes collectives de gouvernement.

Les communautés rurales qui conservent le droit de propriété sont, pour Scott, héritières de cet ensemble de droits. Ces communautés, au-delà du localisme et du traditionnaliste qui les caractérisent, possèdent un sentiment très profond de leur autonomie, fondé sur une organisation sociale propre, la solidarité communale et la vision partagée du monde, ce qui leur permet de faire face à l'hégémonie des élites locales. C'est pourquoi il est concevable qu'elles se mobilisent et protestent lorsque les conditions de vie se détériorent au point de tomber au-dessous du niveau minimum de subsistance culturellement accepté. Elles peuvent se mobiliser également lorsqu'elles voient menacée leur autonomie par des interférences étrangères mettant en danger la continuité de leur système d'organisation qui garantit la survie et la reproduction de la communauté. Même si, en général, leur résistance au changement est interprétée comme une réaction défensive, l'attitude de ces communautés contient, selon Scott, un degré élevé de radicalisme politique qui "…peut même se transformer en dynamite sociale en vue du changement radical "[70].

Wolf, pour sa part, considère que les travailleurs pauvres ou les paysans sans terre manquent de "pouvoir tactique" pour affronter le pouvoir dans la mesure où leur

[70] James SCOTT, The Moral Economy..., op. Cit., p 289.

subsistance dépend excessivement de leurs relations avec les propriétaires de la terre. A son avis, le secteur le plus proche d'une attitude de protestation est celui des paysans moyens et celui des communautés situées dans des régions périphériques loin du contrôle des *hacendados*. La "mobilité tactique" de ce groupe, comprise comme la capacité de protéger leur autonomie, est l'instrument qui leur permet de défier les grands propriétaires et, en même temps, de conserver les traditions paysannes. Cette "mobilité tactique" les rend aussi réceptifs aux idées politiques et au mécontentement urbain, en grande partie grâce aux liens qu'ils entretiennent avec des membres de leur famille partis temporairement en ville. Paradoxalement, le fort enracinement local et la ténacité avec laquelle ils défendent leurs traditions finissent par renforcer leur capacité révolutionnaire. Mais, malgré l'importance des facteurs culturels, ceux-ci ne sont pas par eux-mêmes les déclencheurs de la protestation dont l'origine se trouve dans le sentiment d'injustice, résultat des transformations de la structure économique et dans les relations de la paysannerie avec la structure du pouvoir : "… en dernière instance, le facteur décisif qui rend possible une rébellion paysanne est la relation du paysan avec la structure du pouvoir qui l'entoure. Une rébellion ne peut commencer dans une situation d'impuissance totale. Ceux qui sont dépourvus de pouvoir sont des victimes faciles ".

Vu l'importance que cela a pour notre cas, nous devons souligner la valeur que cette interprétation reconnaît à la capacité de réponse des communautés ayant une base ethnique renforcée par la solidarité des rebelles et au fait qu'elles possèdent un code linguistique propre qui leur permet de compter sur un système autonome de communication. Se basant sur les expériences du Mexique, de l'Algérie et du Vietnam, Wolf accorde, en effet, une valeur particulière à l'autonomie dont bénéficient ces communautés situées en dehors de la sphère de contrôle de l'Etat. Ces conditions correspondent aux caractéristiques des communautés indiennes que nous avons étudiées dont les territoires sont restés en dehors de tout contrôle et qui, par conséquent, sont devenues des zones de refuge à cause des barrières culturelles et logistiques.

Nous pouvons donc affirmer que le degré d'autonomie que conservent certaines communautés rurales détermine fortement leur capacité de réponse face aux transformations de leur environnement social et économique. Lorsque ces populations

ont réussi à conserver un degré élevé d'autonomie et qu'elles sont pourvues de solides éléments culturels, elles sont capables non seulement de répondre aux défis extérieurs mais encore de se mobiliser de leur propre initiative pour élargir leur influence politique. Ce point est important parce qu'il va à l'encontre des interprétations qui mettent l'accent sur le caractère local de leurs luttes et qui prétendent les classer comme des acteurs simplement réactifs. Nous pouvons ainsi mieux évaluer les ressources politiques de ces communautés et les initiatives qu'elles ont mises en marche pour transformer leur réalité, ce qui donne une vision plus dynamique du monde rural.

Le deuxième axe de la discussion correspond au rôle que jouent les organisations politico-militaires dans l'organisation des bases sociales rurales. Dans cette perspective, pour les auteurs les plus proches de l'"économie morale", la mobilisation des paysans a des objectifs précis visant la défense de leurs conditions de vie, ce qui ne signifie pas la négation de leur caractère politique, même s'ils ne se proposent pas la transformation de l'ensemble de la société. S'il est vrai que, parfois, on peut incorporer explicitement les habitants ruraux à un projet révolutionnaire, cette intégration ne réussit, selon Wolf, qu'avec l'aide d'intellectuels et de politiques qui s'organisent dans deux types de structures dont il a constaté l'existence dans les expériences qu'il a étudiées : l'armée et le parti révolutionnaire. En revanche, Scott ne pense pas que la participation des partis révolutionnaires joue un rôle important lorsqu'une rébellion paysanne éclate. Même s'il reconnaît que, pour la réussite d'un mouvement révolutionnaire, il faut non seulement la force qu'apportent les paysans et "la coordination et la vision tactique" qu'ajoutent le parti ou l'armée révolutionnaire, il pense également que, dans des situations extraordinaires, l'action spontanée de la paysannerie peut faire émerger ses propres leaders[71].

Une autre approche, correspondant à des auteurs qui préfèrent une lecture de la mobilisation rurale en termes d'échange rationnel de bénéfices, comme Joel Migdal et Samuel Popkin, accorde plus d'importance à la capacité de mobilisation des organisations révolutionnaires et à leurs mécanismes.

[71] James SCOTT, "Hegemony and Peasantry", Politics and Society 7, 1977

Migdal [72]pense que les révolutions paysannes du XXème siècle ont été organisées par des partis révolutionnaires qui ont mobilisé directement la population rurale par un système d'encouragements et affirme que la participation des communautés paysannes aux mouvements révolutionnaires fut précédée de la mise en place d'une "superstructure organisationnelle" à laquelle ont participé des étudiants, des intellectuels et des membres des classes moyennes ayant adopté des positions contraires aux intérêts de leur classe. Il considère que l'aversion naturelle des paysans aux risques limite leur capacité d'action en dehors des circonstances qui offrent des avantages à court terme. C'est pourquoi il s'occupe surtout d'analyser l'"organisation institutionnelle révolutionnaire", dans laquelle la participation de la population rurale dépend des échanges qu'elle peut effectuer avec les mobilisateurs externes. Le thème des "échanges" apporte des éléments importants à la discussion, étant donné que la portée de la mobilisation dépend de la capacité des organisations révolutionnaires de capter l'appui des bases paysannes. Or, pour garantir la mobilisation de la population rurale, les révolutionnaires ne comptent que sur leur capacité de coercition –idéologique ou physique – ou sur la possibilité de passer des accords avec les communautés, basés sur la prise en considération des besoins locaux.

Popkin[73], le défenseur le plus acharné du caractère rationnel de la mobilisation des habitants ruraux, pense que ceux-ci sont très conscients de leurs intérêts immédiats et que, en fonction de ces intérêts, ils appliquent une logique d'échange rationnel avec les organisations externes, pour augmenter le plus possible leurs bénéfices. L'incorporation des paysans dans les luttes politiques est finalement le résultat d'une "participation induite" par les organisations révolutionnaires à travers l'offre d'avantages et stimulée par la multiplication de vexations peu importantes.

En compilant les principaux éléments de ce débat, Skocpol tire une série de

[72] Joel MIGDAL,Peasants,Politics and Revolution, Princeton University Press, 1974, chapitre 10.
[73] Samuel POPKIN, The Rational Peasant,Berkeley University Press,1979.

conclusions que nous pouvons reprendre comme point de départ pour l'interprétation du cas que nous souhaitons aborder. Nous devons nous rappeler que, s'il est vrai que le développement capitaliste désarticule les économies paysannes et qu'il existe des conditions matérielles et culturelles facilitant le rapprochement des organisations insurgées des communautés rurales, il n'est pas évident que les mouvements insurgés trouvent facilement l'appui de la population rurale. Au contraire, pour obtenir l'appui durable de celle-ci, les organisations révolutionnaires doivent essayer de satisfaire les besoins de cette population et promettre des bénéfices collectifs. Ces "bénéfices" peuvent se diviser en deux grands groupes : "bénéfices de classe", comme la redistribution de la terre ou la réorganisation du pouvoir politique local, en renforçant l'unité de la population paysanne face aux élites locales. Et les "bénéfices de sécurité", comme la défense des communautés contre les attaques des forces étatiques ou contrerévolutionnaires. Si les organisations insurgées réussissent, elles peuvent alors compter sur l'appui de la population rurale pour défendre conjointement les "bénéfices collectifs" et réclamer d'elle l'appui politique et matériel nécessaire pour affronter le pouvoir de l'Etat[74]. Ce point revêt une grande importance pour deux raisons. D'une part, il met en évidence le caractère contingent de l'appui des paysans fondé sur l'estimation des bénéfices collectifs qu'ils peuvent escompter en contrepartie des risques qu'ils doivent prendre. D'autre part, il met en évidence le fait que la continuité de cet appui est soumise à la conservation de l'équilibre entre bénéfices et risques.

Il faut répéter qu'il s'agit d'un appui instable et que les organisations révolutionnaires doivent nécessairement conserver les bénéfices qu'elles ont obtenus pour les communautés rurales afin de garder leur appui. Les défis à relever sont donc multiples. Tout d'abord, la loyauté des bases paysannes n'est pas garantie et même si les révolutionnaires essaient de déployer toutes les ressources idéologiques à leur portée par la présence d'agitateurs ou d'« entrepreneurs politiques », pour utiliser le terme consacré par Olson, il est clair que, dans ces cas-là, l'idéologie joue un rôle très limité. Deuxièmement, ces organisations doivent affronter les problèmes qui découlent de la conquête des "bénéfices sélectifs" ayant rendu possible la mobilisation des

[74] SKOCPOL, "What makes peasant revolutionary", op cit. p 228

communautés, comme c'est le cas de la répartition de terres ou de l'expulsion des élites locales. Une fois que ces objectifs ont été atteints, ils deviennent des conquêtes qui se traduisent rapidement dans un nouvel ordre social à respecter même par les révolutionnaires qui ont contribué à le mettre sur pied. Troisièmement – et c'est peut-être le plus important -, pour les communautés rurales, les conquêtes obtenues sont souvent une fin en elles-mêmes et, comme le montrent de nombreux exemples, comme celui des paysans de Morelos durant la révolution mexicaine, il est très improbable que les insurgés réussissent à les convaincre qu'il faut aller plus loin et conquérir le pouvoir pour transformer l'ensemble de la société. Le problème réside dans le fait que, pour les organisations insurgées, les objectifs atteints par les communautés rurales ne sont guère plus qu'un instrument ou, dans le meilleur des cas, un objectif intermédiaire dans leur tâche de faire tomber la structure sociale et politique existante pour mettre en place une structure nouvelle.

Comme si cela n'était pas suffisant, il y a les défis que doivent relever les organisations révolutionnaires dans des circonstances concrètes. Le microcosme politique et social de la vie locale est constitué de relations complexes de parenté, de famille, d'amitié et, souvent, de vieilles rivalités et il échappe parfois à l'analyse des groupes insurgés, comme l'ont montré par exemple Charles Tilly, dans ses études sur la Vendée ou Nelson Manrique, dans son travail sur la guerre dans la région centrale des montagnes péruviennes, pour citer des cas extrêmes. Ce microcosme, à cause de sa complexité ou du peu d'importance que lui accordent les révolutionnaires, devient un véritable piège à partir du moment où les forces révolutionnaires se convertissent en pouvoir local réel étant donné que, volontairement ou involontairement, elles finissent par briser les délicats équilibres qui maintiennent la vie communautaire.

D'autre part, s'il est vrai que les insurgés peuvent presque toujours être sûrs que la réaction armée des forces étatiques contribuera à maintenir l'adhésion des communautés paysannes à la cause révolutionnaire, cette situation peut changer pour deux raisons : D'abord, lorsque le niveau de violence exercée par l'armée ou par les groupes armés paraétatiques dépasse l'importance des sacrifices que sont prêtes à

supporter les communautés, surtout lorsque les guérillas sont incapables d'assurer leur défense ou qu'elles les abandonnent à leur sort, comme dans le cas du Guatemala. Deuxièmement, il peut arriver que des changements se produisent dans les arrangements politiques entre le gouvernement central et les élites locales dont le résultat est que le gouvernement décide d'abandonner sa politique répressive et qu'il accepte les revendications des communautés paysannes, soit parce qu'il est convaincu de leur bien-fondé, soit parce qu'il est forcé par les circonstances, comme ce fut le cas du sud-est du Mexique durant les dernières décennies ou dans le département du Cauca, objet de ce travail. Dans les deux cas, pour des raisons complètement différentes, les bénéfices que peut offrir la guérilla fondent rapidement face au coût élevé que les communautés doivent assumer à cause de sa présence.

Si nous pensons la relation entre les communautés locales et les groupes guérilleros en partant du cas que nous nous proposons d'étudier, nous trouvons deux défis additionnels : le problème que représente le prolongement du conflit et le défi qui découle du changement du rôle de la guérilla lorsque se stabilise le contrôle du territoire. Dans le premier cas, la relation entre les deux acteurs devient insoutenable lorsque la guerre se prolonge au-delà des attentes de la population. Nous pouvons affirmer que l'appui des communautés à la cause révolutionnaire peut se maintenir, de manière plus ou moins volontaire, dans une perspective de court terme mais que le prolongement du conflit altère complètement la relation entre coût et bénéfices. Dans le deuxième cas, lorsque la guérilla resserre son contrôle, il se produit également une mutation de son rôle. Elle finit par devenir l'agent dominant et risque d'altérer les fragiles équilibres qui garantissent l'appui ou, au moins, la neutralité des communautés locales. Si cela arrive, la guérilla devra faire face à la résistance des communautés, la même résistance qu'elles ont pratiquée durant des siècles face à d'autres agents de domination.

Un aspect qui doit être souligné ici est celui de l'emploi de la violence pour assurer l'appui de la population rurale. Il ne s'agit pas de l'usage "banal" de la violence ou du "pillage", comme le suggèrent certaines interprétations du courant que l'on appelle les « nouvelles guerres » mais de l'usage conscient de la violence comme mécanisme pour assurer l'adhésion et contrôler la défection individuelle qui met en

danger la mobilisation collective.

Comme le souligne la littérature contemporaine sur ce thème, l'exercice de la violence politique, différente de la violence pré-politique, selon les termes utilisés par Hobsbawn[75], comprend un vaste éventail de comportements, allant de la pratique collective calculée jusqu'à l'agression individuelle spontanée. Bien entendu, il y a différentes interprétations. Michel Wieviorka[76] prétend que les diverses modalités de la violence contemporaine renvoient au politique comme axe central, ce qui signifie qu'elle naît et se développe à partir des limitations du scénario politique et, par conséquent, elle peut se diluer et disparaître si les conditions changent, donnant lieu à un nouvel accord institutionnel.

Charles Tilly[77] affirme que les variétés de la violence politique sont le résultat du flux et du reflux des demandes collectives et des luttes pour le pouvoir et que ses différentes nuances s'expliquent par le cadre culturel dans lesquelles elles se développent et par les caractéristiques du régime politique concret : sa force et sa capacité de prendre en compte ou non les exigences de ceux qui le défient. Cela conduit à conclure que "la violence collective a une place dangereuse mais cohérente dans la politique contentieuse"[78]. Stathis Kalivas[79], pour sa part, considère que le fondement de la violence dans les guerres civiles est la "souveraineté scindée" qui résulte de la fragmentation spatiale qui suit le collapsus du monopole de la violence. Le résultat est la variation spatiale du territoire qui génère trois scénarios possibles : dans le premier, un acteur armé exerce la souveraineté ; dans le deuxième, personne n'est à même de le faire et, dans le troisième, les acteurs armés se disputent le contrôle. Compte tenu que, pour cet auteur, les civils sont devenus l'objectif de ce type de conflits,

[75] Eric HOBSBAWM, Rebeldes Primitivos, op. cit.
[76] Michel WIEVIORKA, "Le nouveau paradigme de la violence", in Cultures & Conflits, numéro 29 – 30, 1998, p. 56
[77] Charles TILLY, The Politics of Collective Violence, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, chapitre 1 "Varieties of violence".
[78] Ibidem, p. 238.
[79] Stathis KALYVAS, The Logic of Violence in Civil War, Cambridge University Press, Cambridge. Chapitre 4 "A theory of irregular war".

les acteurs armés classifient les groupes humains impliqués dans le conflit en trois catégories qui déterminent en grande partie les niveaux de violence : population sous contrôle ; population qui doit être partagée avec le rival et population hors de son contrôle.

La violence comme simple ressource pour obtenir la loyauté peut agir également comme un bénéfice : une communauté peut interpréter comme un avantage le fait que ses membres ne soient pas punis. Mais il s'agit là du bénéfice le plus instable. En introduisant la violence comme un facteur d'adhésion, on élargit l'éventail de raisons qui expliquent l'adhésion de la population rurale aux demandes des acteurs armés. Elle serait alors le résultat de l'oscillation entre deux pôles : l'adhésion idéologique et la peur. Les "bénéfices sélectifs" occupent un grand espace entre ces deux pôles mais leur stabilité serait sérieusement menacée dans la mesure où le conflit se prolonge.

Chapitre 2

Guérillas et Indiens en Amérique latine : si loin et si proches

Guérillas et Indiens se sont longtemps partagé le même espace géographique en Amérique latine. Leurs relations sont passées par tous les stades dont le moins courant fut celui de la coopération. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, elles ont été marquées par la méfiance et, souvent, par la franche hostilité. Durant les quatre dernières décennies, leurs convergences et leurs conflits ont été déterminés par la perspective d'obtenir ou non des "bénéfices mutuels", par l'augmentation des « coûts » entraînés par le prolongement du conflit et par l'attitude de chacun de ces acteurs vis-à-vis de l'Etat. La combinaison de ces facteurs a fini par les éloigner les uns des autres. En effet, durant cette période, leur parcours a été divergeant, rendant impossible dans la pratique une action conjointe, considérée pourtant comme "naturelle" par les idéologues de la gauche latino-américaine au début des années soixante mais qui ne signifiait rien d´autre que la subordination des luttes indiennes aux combats pour la "libération nationale"[80].

De manière générale, on peut dire que, depuis les années quatre-vingt, les guérillas et les Indiens évoluent dans des sens de plus en plus divergents. Du côté des groupes insurgés, on observe un intérêt croissant

[80] Dans un article pionnier publié en 1982, Christian Gros attire l'attention sur l'incompréhension totale des insurgés latino-américains vis-à-vis des revendications des groupes ethniques et des minorités nationales. Comme élément explicatif, en plus des fossés culturels qui séparent les uns des autres, Gros souligne le poids du nationalisme *criollo*, relent des guerres de l'indépendance, dont ont hérité les guérillas. Ce nationalisme retient les groupes insurgés attrapés dans un idéal de construction nationale différent de celui des minorités restées en marge du projet des indépendantistes. Christian Gros, "Guerrillas y movimientos indígenas-campesinos en los años 1960", en Colombia Indígena, op.cit. La version originale de cet article fut publiée dans les Cahiers des Amériques latines, No. 23, Paris, 1982

pour la composante militaire de la confrontation, subordonnant de plus en plus le politique au militaire. Pendant ce temps, les organisations indiennes qui, justement, se consolident durant la même période, cherchent à élargir leur espace politique et abandonnent l´idée - si toutefois ils l´ont eue un jour - de participer à l´établissement des bases d´un projet révolutionnaire.

Cette évolution des organisations indiennes a eu lieu certainement dans des circonstances très complexes du fait que les zones rurales sont devenues des scénarios de guerre, impliquant volontairement ou involontairement des paysans et des Indiens et du fait aussi que l´absence d´espaces pour l´opposition politique a fait en sorte que, souvent, les organisations indiennes naissantes ont été, dès le départ, stigmatisées et considérées comme un ennemi potentiel ou réel par les forces de sûreté qui combattaient les groupes armés.

Le déclin temporaire des guérillas rurales en Amérique latine et le déplacement stratégique de la lutte armée vers les villes qui s´en est suivi a coïncidé avec la mort d´Ernesto Guevara à la fin des années 60. Cependant, quelques années après, suite à l´échec fracassant des guérillas urbaines dans tout le continent, les mouvements des insurgés ont redécouvert le potentiel de la guerre de guérillas dans les régions rurales et entamé une nouvelle étape de leur lutte. C´est la "deuxième vague"[81] de mouvements rebelles latino-américains qui se caractérise justement par le durcissement de la guerre dans les zones rurales. A la fin des années soixante-dix et au début de la décennie des années quatre-vingt, la thèse du "foco guérilléro" fut remplacée par l´idée d´une "guerre populaire prolongée", qui a entraîné la mise en place de véritables armées décidées à accumuler des forces et à élargir leur contrôle territorial avant de se lancer à la conquête du pouvoir. Comme nous l´avons signalé, cette stratégie a impliqué nécessairement des paysans et des Indiens. Wickham affirme que le développement de cette "deuxième vague" tenait en grande partie au support

[81] WICKHAM_CROWLEY, Guerrillas & Revolution, op cit, chapitre 9.

offert par la population rurale dans des régions possédant des caractéristiques précises : le maintien du *latifundio*, une histoire récente de conflits à propos de la terre, un parcours de résistance à l´autorité centrale et la présence de structures sociales et culturelles facilitant le rapprochement entre les organisations révolutionnaires et la population locale[82].

Pour ce qui est des peuples indiens, cette période correspond au passage d´un état d´*invisibilité à* celui d´une *visibilité croissante*[83]. Ce réveil indien fut le résultat de plusieurs facteurs structurels : l´impact de la modernisation ; la crise du modèle d´intégration national-populiste ; l´internationalisation de la question indien et, finalement, l´intérêt renouvelé pour les identités locales[84]. Pour les années quatre-vingt dix, on peut parler d´un scénario dans lequel se sont multipliées les opportunités politiques suite à la convergence de circonstances locales qui sont le résultat des transformations de l´Etat et des acteurs sociaux, ainsi que de circonstances internationales extrêmement favorables. On a pu profiter de cette conjoncture grâce au changement d´une identité négative qui stigmatisait les Indiens par une identité positive qu´un discours renouvelé a fait parvenir à l´ensemble de la société, comme on a pu le constater lors des débats autour du cinq-centième anniversaire de la "découverte" de l´Amérique ou à l´occasion des discussions qui ont accompagné les successives modifications constitutionnelles dans les années quatre-vingt dix. Tous ces facteurs conjugués ont fini par favoriser la rencontre de la société avec les peuples indiens qui s´est reflétée dans les changements constitutionnels[85]. En effet, ceux-ci ont incorporé d'importants aspects

[82] WICKHAM-CROWLEY, op cit, p 231.
[83] Rodolfo Stavenhaghen, La cuestión étnica, México, El Colegio de México, 2001.
[84] GROS, Políticas de la etnicidad, op cit.
[85] Le "réveil indienne" auquel font référence certains auteurs est le résultat d'initiatives politiques propres, aidées par des conditions structurelles qui, ces vingt dernières années, ont rendu possible la consolidation des organisations indiens. Voir Rodolfo Stavenhaghen, "The Indigenous Peoples: Emerging Actors in Latin América", en Ethnic conflict and governace in comparative perspective, Working Papers, No. 215, Woodrow Wilson Center, Washington, 1995. La force de cette mobilisation s'exprime dans les changements

culturels comme la reconnaissance du multiculturalisme, le bilinguisme, le respect des traditions ancestrales, l´éducation spécifique et, parfois même, une juridiction spéciale[86].

Toute cette évolution était imprévisible dix ans auparavant. La décennie des années quatre-vingt représente sans doute la dernière tentative des élites régionales pour empêcher la montée des organisations indiennes et la perte de leur influence politique. Le contexte national, qui commençait timidement à changer, permettait apparemment de maintenir et d´approfondir la discrimination de la population indienne. A cela s´est ajouté la présence de la deuxième vague de groupes insurgés dans les zones rurales qui a facilité la stigmatisation des organisations indiennes naissantes, très surveillées par les corps de sûreté et considérés comme des alliées naturelles de la subversion.

Pour sa part, les guérillas, qui cherchaient une base sociale, ont parfois cru la trouver dans les communautés indiennes. Parfois, elles ont capté leur adhésion en leur offrant des « bénéfices de classe » et de sécurité – c´est le cas du Guatemala- ou bien en les terrorisant –le cas du Pérou -. Les Indiens, pour leur part, ne manquaient pas de ressources et ils ne furent pas un simple objet que l´on manipulait. Dans chaque cas, la réponse dépendait de leur degré plus ou moins élevé d´organisation et des ressources politiques disponibles. Ceux-ci ont sans doute évalué le coût et les bénéfices du nouveau scénario de guerre interne. Selon la perspective d´"adaptation

---

constitutionnels survenus dans huit pays tout au long de ces années et favorables à leurs intérêts. Voir Jose Bengoa, La emergencia indígena en America Latina, FCE, México, 2000.

[86] Bien entendu, les "opportunités" ne génèrent pas par elles-mêmes les mouvements sociaux. Il faut aussi des « conditions préalables ». La seule présence d'acteurs sociaux déjà constitués et l'existence d'un axe conflictuel défini rendent possible d'en tirer profit. Dans le cas colombien, les Indiens possédaient un niveau organisationnel élevé et une longue expérience dans l'usage des ressources légales qui leur ont permis de profiter au maximum des possibilités qui se sont présentées. Cela est évident lorsque l'on observe les difficultés qu'a rencontrées la population afro-colombienne pour faire reconnaître ses droits.

en résistance" proposée par Stern[87], on peut dire que les communautés étaient attentives aux changements des acteurs impliqués dans la guerre afin de s'adapter" aux nouveaux équilibres de pouvoir ou de "résister" activement lorsqu´elles ont perçu leur usure. En tout cas, il est surprenant de constater que les intérêts des insurgés et ceux des élites ont fini bien souvent par coïncider dans l´objectif d`impliquer les communautés indiennes dans la guerre, même si chacun cherchait ses propres intérêts. Malheureusement, dans les deux cas, le dénouement fut semblable.

Pour le cas colombien, notre hypothèse est que l´action du groupe Quintín Lame a réussi à éviter l'usure des communautés causée par les groupes insurgés et qu´elle a contribué à éviter que les jeunes aillent vers d´autres organisations subversives. Encore plus important est le fait qu´au milieu du désordre que provoquait la présence de nombreux acteurs armés se disputant le territoire, ce groupe a réussi à défendre la voix des communautés et à entamer un processus de paix qui a évité que d´autres acteurs s´approprient son étendard et continuent la guerre pour soi-disant défendre les intérêts des communautés indiennes. C'est ainsi qu´a été récupéré ce que nous avons appelé le "monopole légitime de la force" que l´on pouvait exercer au nom des communautés indiennes. Tout cela se déroule dans un contexte où l´équilibre de pouvoir entre les élites locales et le gouvernement national est affaibli, alors que, pendant des décennies ou même des siècles, cet équilibre leur avait été favorable.

Chacun des cas où l´on enregistre la superposition entre les guérillas et les Indiens – le Mexique, le Guatemala, le Nicaragua, la Colombie, le Pérou- est, bien entendu, singulier et ce qui a été dit jusqu´ici ne peut être considéré qu´un cadre de référence élaboré à partir de certaines tendances générales mais le déroulement dans chaque cas est absolument particulier.

[87] Steve STERN, editor, Los senderos insólitos del Perú: guerra y sociedad,1980-1995, IEP-UNSCH, Lima, 1999.

La lecture suivante, réalisée en partant de l´expérience colombienne, risque de passer sous silence de nombreuses nuances. Malgré tout, elle peut être utile pour comprendre les particularités du cas colombien qui peut mieux s´expliquer si on l´étudie dans le contexte plus large de la relation entre les groupes insurgés et les organisations indiennes du continent.

2.1 Le Guatemala : discrimination raciale et conflit armé

Le Guatemala, avec près de 55% de population indienne – cinq millions sur un total d`environ neuf millions d´habitants - est, pour reprendre l´expression d´Yvon Le Bot, "le pays le plus indien de l´Amérique"[88], le seul dont le caractère majoritaire de la population indienne ne peut pas être remis en question. Cependant, cette évidence contraste avec la marginalité à laquelle a été soumise historiquement cette population qui n´a attiré l´attention mondiale qu´après la tragédie humanitaire dont elle a été victime au début des années quatre-vingt[89]. Le niveau du racisme dans ce pays l´a conduit à une situation proche de l´"apartheid" et ce n´est que ces dernières années qu´elle a commencé à changer lentement. Pendant des décennies, ce fut la guerre interne, silencieuse et quotidienne, de la société contre elle-même : "Le Guatémala contre le Guatemala", comme le dit l´anthropologue Jorge Solares[90]. Elle a fini dans un éclatement de violence dont les dimensions dépassent tout ce que le continent a connu.

La présence de plus de vingt groupes linguistico-territoriaux est un indicateur de la diversité de la population indienne. Une fois terminé le conflit armé, un processus de construction d´une identité collective a

---

[88] Le Bot Ivon, Violence de la modernité en Amérique Latine. Indianité, société et pouvoir, Éditions Karthala, Paris, 1994, p 65.

[89] L'impact sur la population indienne guatémaltèque fut mis en lumière par les travaux portant sur des témoignages. Parmi eux, celui de Rigoberta Menchu édité par Elizabeth Burgos : Me llamo Rigoberta y así me nació la conciencia, Siglo XXI editores, México. 1985.

[90] Solares Jorge, "Guatemala: etnicidad y democracia", in Democracia y Estado multiétnico en América Latina, Pablo González et Marcos Roitman (coordinadores), UNAM, México, 1996.

commencé, basé sur la référence au passé commun de peuple Maya, en réaction à l´identité négative imposée pendant des siècles de discrimination : "… le *nous* maya se construit autour d´une série d´éléments culturels associés à la différence, surtout l´histoire, la langue et la spiritualité, qui ont permis l´émergence d´un *nous* positif, unifié et dynamique qui, même s´il n´est pas généralisé, est en expansion."[91] La population indienne est fortement présente en milieu urbain mais elle se concentre principalement dans les départements du nord du pays et du haut plateau, appelé couramment "los Altos" (les hauts). Dans ces endroits, le pourcentage d´habitants indiens dépasse les 80%. Tel est le cas des départements d'Alta Verapaz, Quiché, Chimaltenango, Totonicapán ou Solola.

Comme d´autres pays centraméricains, le Guatemala a connu, durant la longue période comprise entre l´indépendance et le milieu du XXème siècle, la récession de son économie et l´organisation de la société selon les formes traditionnelles de concentration de la propriété rurale et de contrôle de la main-d´oeuvre. Cette organisation s´est renforcée avec l´isolement vis-à-vis du marché mondial et elle ne fut substantiellement altérée ni par la consolidation de l´économie caféière à la fin du XIXème siècle ni par l'arrivée d´investissements américains qui se sont établis comme des enclaves économiques durant la première moitié du XXème siècle. La structure de la propriété et le contrôle exercé par les oligarchies traditionnelles ne furent menacés que durant la brève expérience démocratique de ce que l´on appelle la "Révolution Guatémaltèque", entre 1944 et 1954, une période durant laquelle les secteurs nationalistes de la classe moyenne ont essayé de se renforcer et d´encourager un processus de modernisation politique et économique dont un des principaux étendards fut la Réforme Agraire[92].

---

[91] Bastos Santiago et M Camus, "Multiculturalismo y Pueblos Indígenas: reflexiones a partir del caso de Guatemala", Revista Centroamericana de Ciencias Sociales, No 1, p 92, San José, FLACSO-Costa Rica, 2004.

[92] CEPAL, "La estructura agraria y el campesinado en El Salvador, Guatemala y Honduras, Informe técnico", septiembre de 2001. Le processus de démocratisation a pris fin en 1954 avec un coup d'Etat encouragé par le gouvernement nord-américain en alliance avec les

Les deux phases de la guerre

L´échec de l´expérience démocratique des années quarante a marqué profondément la société guatémaltèque et il a accentué les traits autoritaires du système politique : présence croissante du pouvoir militaire, faiblesse du système de partis et contrôle de toute forme d´opposition. Ces circonstances ont généré un climat favorable à l'apparition d´une guérilla de type clairement "foquista", porteuse d´un discours anti-impérialiste, stimulée par la vague révolutionnaire qui a parcouru le continent durant cette décennie[93].

Pendant cette première phase, le contact de la guérilla avec la population indienne fut presque nul. Sauf quelques cas isolés, il n'y a pas eu d'installation de groupes guérilléros importants en territoire indien. Il n´y a pas eu non plus de grands efforts pour réussir un rapprochement idéologique. Mais, en définitive, les Indiens n´étaient pas "la classe révolutionnaire" et leur importance n´était que secondaire. Au début des années soixante-dix, quelques insurgés de la première vague, qui avait été démantelée entre 1965 et 1967, sont rentrés au Guatémala prêts à mettre sur pied un nouveau projet révolutionnaire qui, même s'il était en quelque sorte une continuation des mouvements précédents, présentait d´importantes nouveautés dont la principale était la participation de la population indienne.

---

grands propriétaires terriens. Il est à l'origine d'une fracture dans les secteurs nationalistes de l'armée qui seraient, des années plus tard, les promoteurs de la première génération d'organisations révolutionnaires, Alain Rouquié, Guerres et paix en Amérique centrale, Éditions du Seuil, Paris, 1992.

93 Les organisations insurgées qui ont mené la lutte dans cette première étape sont : Le Mouvement Révolutionnaire 13 novembre, créé en 1962 et mené par Marco Antonio Yon Sosa, officier dissident de l'armée guatémaltèque ; les Forces Armées Révolutionnaires (FAR), créées en 1963, dirigées par Pablo Monsanto et Luis Trucios Lima, également officier rebelle de l'armée guatémaltèque ; et le Parti Guatémaltèque du Travail, parti communiste fondé en 1949 qui, dans les années soixante, s'était momentanément allié avec les forces insurgées à travers le FUR (Front Uni de Résistance).

Les organisations qui se mettent en place au Guatemala durant cette nouvelle phase réclament, avec plus ou moins de force, l´incorporation des Indiens au projet révolutionnaire. Il est sûr que la guérilla avait besoin d´une base sociale pour garantir son enracinement et elle l´a trouvée chez les Indiens, même si, au début, ces dernies n´avaient pas pleinement conscience de la transcendance de cette rencontre ni de ses conséquences, comme on peut le déduire du témoignage qu'un de ses dirigeants a livré quelques années plus tard: "Une de nos principales différences avec le passé – signale Ricardo Morán, dirigeant de l´EGP – était quelque chose qui, à l'avenir, aurait une importance historique insoupçonnée : la relation qu´a nouée dès le départ l´EGP avec les peuples indiens du Guatemala"[94]. S´il est vrai que la participation des Indiens au conflit armé n´a pas transformé cet affrontement en une guerre indienne, leur présence a certainement changé le cours de la lutte. "La lutte armée au Guatemala – affirme Le Bot –n´est pas née d´une révolte indienne, mais la révolution y serait devenue possible grâce à l´insurrection indienne et son caractère en serait changé"[95]. Effectivement, ce trait singulier marque la coupure entre la première et la deuxième phase du conflit au Guatemala et le différencie de tous les autres conflits latino-américains.

Bien avancé le cours des évènements, chacune des trois tendances[96] de cette deuxième phase du mouvement guérillero a élaboré sa propre interprétation de la signification de cette présence[97]. Pour l´EGP, le caractère majoritaire de la population indienne lui conférait une telle

---

94 Ricardo Moran, entretien avec Jorge Castañeda en 1991, in Castañeda Jorge, La utopía desarmada, Editorial Joaquín Mortiz, México, 1993, p. 110.

95 Le Bot, La guerre en terre Maya, op. cit, p. 295.

96 Les trois tendances étaient : l'Armé Guerilléra des Pauvres (EGP), l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) et les Forces Armées Rebelles (FAR) qui avaient des liens avec le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT). Au début de l'année 1982, les trois tendances convergent dans l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), une organisation qui, malgré son nom, était loin de représenter une véritable fusion.

97 Ver Le Bot, La guerre en terre Maya, op. cit., chapitre XV. Christian Gros "Guerrillas y Organizaciones Indígenas: veinte años después", in Colombia Indígena, op cit. ALAI, Agencia Latinoamericana de Información, "La Cuestión Indígena", Montréal, Noviembre de 1982.

importance stratégique que la réalisation du projet révolutionnaire exigeait son incorporation. L´Indien était soumis à l´exploitation ethnique et de classe. C´est pourquoi, au Guatemala, le conflit ethnique se superposait au conflit de classes. Par conséquent, s´il est vrai que l´objectif révolutionnaire était de surmonter les oppositions des clases, cet objectif passait nécessairement par la solution du "conflit ethnique-national". L´ORPA a essayé d´aller au-delà du débat sur le conflit ethnique dans ses manifestations les plus visibles pour se centrer sur la discussion au sujet du racisme et sur les formes d´aliénation que celui-ci entraîne. Le fait d´invoquer la "culture naturelle" et l´appartenance au "peuple maya" ont représenté un effort pour se rapprocher des traditions ancestrales mais cela ne signifie pas une modification substantielle de la manière dont les révolutionnaires approchaient le monde indien qui, en définitive, formait, avec les autres secteurs exploités, le "peuple naturel", chargé de chercher, par la voie révolutionnaire, une issue à la crise. Les FAR-PGT, pour leur part, ont une interprétation plus "classique" à l´intérieur de la gauche armée. Pour cette organisation, les Indiens ne sont pas le secteur majoritaire du pays: Loin de posséder une unité mythique, ils constituent une population divisée par la langue et par des cultures irréductibles. Par conséquent, la lutte de classes ne devait pas être remplacée par les conflits entre Indiens et *ladinos* qui devaient au contraire être interprétés comme un effort de plus pour diviser la population la plus dépossédée. Selon les FAR, ces divisions devaient s´effacer grâce à la modernisation de la lutte révolutionnaire à laquelle s´incorporeraient les peuples indiens au nom de leur classe.

Le débat sur l´éventuelle participation des Indiens à un hypothétique futur postrévolutionnaire était encore moins enthousiaste. En se référant à ce point, l´EGP affirme dans un de ses documents les plus importants sur ce thème : "La nouvelle patrie multinationale ne pourra pas éviter que les nouvelles relations de production qui s´instaureront dans notre pays lorsque

l´on aura éliminé l´exploitation de certains hommes par d´autres appauvrissent la culture basée fondamentalement sur les relations de production précapitaliste." Et même s´il précise qu´un des devoirs du système qui sera instauré après la victoire de la Révolution est d´éviter la totale décomposition de la cultural indienne, "sauvant ce qu´elle a de permanent, de valable et de riche", il n´oublie pas de dire qu´il y aura une épuration indispensable : "L´existence de facteurs révolutionnaires dans les groupes ethnico-nationaux ne présuppose aucunement qu´il n´existe pas d'éléments négatifs qui, à un moment donné, peuvent entrer en conflit avec la nouvelle société". Ce même document laisse aux dirigeants de l´insurrection la responsabilité de juger quels sont les aspects de la culture indienne qui doivent être conservés et quels sont les aspects à éliminer : "C´est une obligation de la direction du Mouvement Révolutionnaire de faire des recherches et de projeter de la clarté pour cerner les différences entre les éléments positifs et les négatifs de manière à profiter des premiers et éliminer les seconds"[98].

En 1982, la naissante URNG, essayant de concilier les différentes positions, a incorporé la dimension ethnique comme un des cinq axes de son programme, mais elle l´a fait en adoptant une formulation qui mettait l´accent sur la recherche de l´égalité et la nécessaire intégration de la population indienne au projet de modernisation qu´elle souhaitait mettre en marche : "La révolution garantira l`égalité entre les Indiens et les *ladinos*, en mettant fin à l´oppression culturelle et à la discrimination"[99]. Elle se plaçait ainsi clairement du côté des idées d´homogénéisation propres à la tradition des groupes insurgés pour qui la libération des Indiens était équivalente à leur disparition comme catégorie sociale. La véritable dimension stratégique du débat sur l´ethnicité et le mouvement insurgé

[98] "Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca", documento del EGP divulgado en 1982, ver Mario Payeras, Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca, Magna Terra Editores, Guatemala, 1997.
[99] Proclamation de la constitution de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque 1982, in Miguel Angel Reyes, op. cit, 1995.

s´est manifestée à la fin des années quatre-vingt dans le contexte des négociations de paix, au moment où la défense des droits des populations indiennes est devenue un axe important de la négociation politique.

Les communautés indiennes au milieu du conflit

Il y a donc deux phases clairement définies dans le conflit armé du Guatemala et la différence entre les deux réside dans la présence de la population indienne, base sociale de la guérilla durant la deuxième phase. Cependant, il faut souligner le fait que la population indienne et les guérillas suivaient des voies parallèles à la fin des années soixante-dix mais que la rencontre de ces deux parcours n´allait pas de soi. La juxtaposition de ces deux acteurs demande une explication que l´on peut trouver, tout d´abord, dans le processus de modernisation des peuples indiens et ses blocages et, en deuxième lieu, dans la décision des guérillas de s´implanter dans les territoires indiens ainsi que dans les mécanismes qu´elles ont utilisés pour renforcer leur relation avec les communautés.

En effet, depuis les années trente, un processus de modernisation qui affectait une bonne partie de la population indienne s'était mis en marche silencieusement. Ce processus longuement mûri supposait plusieurs éléments, entre autres : une croissance démographique lente mais constante ; le décollage de l'artisanat et du commerce ainsi que le développement de nouvelles cultures commerciales; la mise en marche d'un processus de colonisation basé sur un grand réseau de coopératives agricoles et, en dernier lieu, au début des années soixante-dix, les avancées vers la conquête des instances du pouvoir local par la présence de candidats indiens aux postes éligibles par le peuple dans les communes du haut plateau où ils avaient une nette majorité. Cette modernisation a impliqué une redynamisation qui ne signifiait pas le renforcement des structures traditionnelles du pouvoir mais leur transformation. Le Bot synthétise ainsi les caractéristiques de ce processus : "Le mouvement indien guatémaltèque

naît d'une rupture avec la *costumbre*. Il s'est caractérisé par l'ouverture sur la société globale et constitue un puissant moteur d'acculturation, mais d'une acculturation sans *ladinisation* : il s'accompagné de la réaffirmation de l'identité indienne, dont il a transformée et parfois renforcé certaines manifestations symboliques"[100].

Les transformations dans le monde indien et, particulièrement, l'impulsion donnée à la colonisation fondée sur le néo-communautarisme constituent à leur tour une expression des transformations de l'économie guatémaltèque durant les années soixante et soixante-dix. Le développement du modèle agro-exportateur qui a relancé l'économie caféière et introduit de nouveaux produits d'exportation tels que le coton, le sucre et la cardamone a accéléré la crise du système traditionnel de l'*hacienda*, avec les arrangements traditionnels qui réglaient les problèmes de la main-d'œuvre, et son remplacement par un nouveau modèle agro-industriel qui a provoqué le développement d'un prolétariat rural migratoire[101].

Le renforcement de la nouvelle identité communautaire a été souvent promu par des secteurs progressistes de l'Eglise fortement influencés par la théologie de la libération. Le développement des communautés chrétiennes de base dans les régions indiens a contribué à la formation de nombreux leaders promoteurs d'organisations et de ligues paysannes qui ont joué un rôle essentiel dans la discussion sur les problèmes des Indiens et dans la défense de leurs intérêts[102]. Au Guatemala, comme dans le sud-ouest mexicain, la religion joue un rôle décisif dans la reconstruction identitaire. C'est le même rôle qu'a joué la recréation de l'histoire parmi les

---

[100] Le Bot, La guerre en terre maya, op. cit., p 98.
[101] Jeffery PAIGE, "Social Theory and peasant revolution in Vietnam and Guatemala", Theory and Society, Vol 12, No. 6 (Nov., 1983), pp. 699-737.
[102] Jesús GARCIA-RUÍZ, « Modernité et sociétés paysannes : Le rôle du religeux dans la recomposition des identités au Guatémala », Archives des sciences sociales des religions, Année 1997, Volume 97, Numéro 1, p. 73 - 95

communautés indiennes du Cauca, en Colombie.

Ces transformations, dans leur ensemble, ont mis gravement en danger les formes de domination traditionnelle exercées par la minorité *ladina* qui, pour la première fois, a vu menacée son hégémonie locale dans la région des hauts plateaux. Les premières manifestations de violence sélective pour freiner le "réveil indien" ont été accompagnées d'appels récurrents à l'intervention des organismes nationaux de sûreté et de manœuvres frauduleuses lors des élections qui ont assuré le contrôle du pouvoir local par la minorité *ladina*. Ces actions coïncidaient, au niveau national, avec la ferme intention de barrer le passage à toute forme d'opposition politique. La conséquence a été que l'on a ignoré la victoire de la Démocratie Chrétienne aux élections présidentielles de 1974. A ces adversités politiques s'est ajouté l'épuisement des alternatives de développement des communautés indiennes, la crise de l'expansion agricole et le déclin des coopératives agricoles affectées par la chute des marchés à la fin des années soixante-dix. La modernisation implicite du "réveil indien" était en crise mais elle ne devait pas forcément conduire au débordement de la violence dans les années suivantes. Seule la présence de la guérilla, à laquelle s'est ajoutée la volonté politique des organisations insurgées, a rendu possible sa transformation en conflit armé.

Bien des traits rapprochent cette situation de celle vécue dans l'ouest colombien durant les années soixante-dix et quatre-vingt. Dans les deux cas, lorsque l'avancée du mouvement indien a menacé la domination des oligarchies locales, celles-ci ont fait tout leur possible pour convaincre le gouvernement central du danger que représentaient les réussites des Indiens qu' ils accusaient de s'aligner sur les groupes guérilleros qui, effectivement, attendaient que les pressions sur le mouvement indien le pousseraient à chercher l'appui des organisations insurgées. Dans le cas colombien, les influentes élites locales du département du Cauca ont été tout

près de réussir mais elles ont échoué, en partie du fait qu'un grand groupe du mouvement indien s' est maintenu à l'intérieur du cadre de la mobilisation sociale, sans se laisser attirer par la lutte armée. Au moins, il ne s'est pas plié aux propositions des organisations rebelles traditionnelles qui prétendaient l'impliquer. Au Guatemala, les élites *ladinas*, menacées par les avancées des Indiens, elles, ont réussi à impliquer ceux-ci grâce à la fusion de la guérilla en formation et du mouvement social en crise, ce qui a transformé la guerre contre les insurgés en guerre contre les communautés indiennes qui se sont ainsi retrouvées sans protection et désarmées en plein milieu du conflit, devenant la cible des militaires et des paramilitaires.

Le deuxième argument qui pourrait expliquer la juxtaposition de ces deux mouvements est la territorialisation des guérillas. Les zones où celles-ci se sont implantées durant leur deuxième étape correspondent, de manière générale, aux départements de Chimaltenango, Quiché et Huetenango, pour l'EGP, San Marcos pour l'ORPA et Petén pour les FAR. Chacun d'eux présente trois caractéristiques communes : un important pourcentage de la population – parfois même la majorité – était indienne ; elle est située dans des zones périphériques loin des centres du pouvoir et chacune de ces zones partage une vaste frontière avec le Mexique, qui deviendra l'arrière-garde stratégique au pire moment de la répression. Dans cette région isolée du nord du pays, l'ensemble formé par l'EGP et l'ORPA a réussi à constituer, vers 1981, une force armée qui, même si elle n'a pas atteint le chiffre de 1.000 combattants, pouvait s'appuyer sur une population supérieure à 200.000 personnes.

Aussi bien les combattants que les sympathisants étaient indiens dans leur majorité et, pour la direction des rebelles, la présence des "masses indiennes" a signifié non seulement la possibilité d'avoir une base de recrutement inimaginable auparavant mais le début d'une nouvelle phase : "la guerre des Mayas". Mais le triomphalisme de la guérilla a été anéanti

par les attaques de l'armée en 1982 et la répression féroce exercée sur les Indiens qui se sont retrouvés complètement déprotèges après l'échec ou le retrait des guérilleros. Le bilan dramatique de cet échec montre que ce ne fut pas une "guerre des Mayas" mais, bien au contraire, une guerre "contre les Mayas".

Mais l'emplacement de la guérilla dans certaines zones n'est pas par lui-même une explication suffisante à la participation de la population indienne au projet des insurgés. Nous devons souligner le fait que la collaboration entre les deux acteurs était due aux "bénéfices" que les guérillas promettaient à la population. Cette promesse fut renforcée par la première réponse de l'Armée. Il est évident que l'intention de la guérilla était d'obtenir l'appui de la population en échange de "bénéfices de classe", comme les meetings populaires qui fortifiaient le pouvoir des communautés locales et l'exécution de moyens et grands propriétaires ruraux destinée à resserrer le contrôle territorial et de "bénéfices de sécurité", comme l'exécution de collaborateurs des autorités, les attaques à des patrouilles de l'Armée et les tentatives de créer des "zones libérées", dont la sécurité était théoriquement garantie par les contingents guérilleros. Dans un premier temps (1977-1980), l'action de l'armée semblait confirmer la capacité de mobilisation que provoquaient les "bénéfices de sécurité" offerts par la guérilla. Durant cette étape, la répression de l'armée s'est concentrée sur les catéchistes, les dirigeants du CUC et les hameaux situés dans les "zones rouges", considérées comme étant sous le contrôle de la guérilla[103]. La réponse de l'armée a provoqué le rapprochement de la population rurale avec la guérilla, à la recherche de protection. La guérilla était consciente des avantages qu'elle pouvait obtenir de l'action militaire et a encouragé ce cycle : rébellion-répression-mobilisation. Mais le coût du lien entre la guérilla et la population civile a complètement changé à partir de 1981, lorsque la

[103] Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica (REMHI), Guatemala nunca más, Capitulo 2.

répression est devenue massive et indiscriminée. Il est devenu évident que les insurgés n'étaient pas à même de protéger les communautés rurales qui les avaient appuyés.

Le processus de rapprochement entre les insurgés et la population indienne, qui a commencé lentement au début des années soixante-dix, s´est accéléré au cours de cette décennie. En effet, après une période de silencieuse incubation qui va de 1970 à 1976, les différentes factions de la guérilla guatémaltèque, à commencer par l'EGP, généralisent dans le nord du pays les actions de "propagande armée" – prise de certaines localités, exécution d´autorités locales partisanes du gouvernement central et apparitions récurrentes à des moments de concentration de la population, comme les marchés locaux -, comme un mécanisme pour affirmer leur présence, défiant les autorités militaires et unifiant les bases sympathisantes. Les actions de plus en plus fréquentes de la guérilla au nord du pays furent parallèles à la radicalisation du faible mouvement syndical du Guatemala et des organisations paysannes de base, comme le *Comité d'Unité Paysanne* (CUC). Ces circonstances, jointes à la soudaine manifestation des profondes fractures sociales du pays, devenues évidentes suite au traumatisme provoqué par le tremblement de terre de 1976, se sont conjuguées avec un environnement politique régional apparemment favorable aux attentes des organisations insurgées. La victoire des sandinistes au Nicaragua en 1979 et le progrès du FML au Salvador ont certainement modifié le scénario régional et semblaient indiquer que l´heure était arrivée pour la guérilla du Guatemala de se lancer à l´assaut du pouvoir. Mais, finalement, cette perception s´est avérée être une triste illusion. L´idée selon laquelle la victoire révolutionnaire au Nicaragua ouvrait la possibilité d´un effet "domino" dans la région, favorisant les plans des révolutionnaires du Salvador et du Guatemala, a fini par être complètement contredite par l´intervention nord-américaine, à tel point que même Cuba a incité les dirigeants de gauche du Salvador à accélérer la

signature d´un accord politique face à la menace d´une intervention massive des Etats-Unis en Amérique Centrale. Les organisations révolutionnaires du Guatemala se sont alors retrouvées complètement isolées, devant faire face à la plus brutale offensive contre-révolutionnaire.

Vers la fin de l´année 1979, l´EGP s´est considéré assez fort pour passer à l´étape de la "généralisation de la guerre de guérillas"[104]. Le déploiement de fronts guérilléros de l´EGP depuis l´Ixcán jusqu´au triangle Ixil a coïncidé avec l´intensification de la présence de l´ORPA au sud du département du Quiché. En octobre 1981, ces deux groupes mènent des actions conjointes pour contrôler le cœur du haut plateau (point de rencontre des départements de Quiché, Solola et Chimaltenango), s´emparer de la route panaméricaine et couper les communications terrestres entre leur zone d´influence et l´ouest du pays afin d´accélérer l´établissement de "zones libérées" qui faciliteraient la tâche d´autres guérillas latino-américaines également influencées par l´exemple maoïste. Le passage à la "guerre de positions", que cherchait à ce moment-là la guérilla du Guatemala, exigeait l´existence d´un corps armé régulier, une "armée populaire", que les dirigeants guérilléros croyaient pouvoir mettre sur pied grâce à la mobilisation spontanée des hameaux indiens.

Les dirigeants insurgés n'avaient cependant pas une vision claire de leur capacité à riposter à l´offensive de l´Armée, ce qui a laissé la population à la merci des représailles. Comme le rappelle une des autorités de l´EGP :

> En réalité, on n´a pas évalué correctement la stratégie de l´Armée ; L´idée qu´ils n´allaient pas arriver si loin s´est toujours imposée, ainsi que la capacité d´autodéfense des communautés. Là, ils ne vont pas entrer. Là, il y a le FIL (forces irrégulières locales), là, il y a quelques armes, là, il y a du « claymore » et des pièges pour se défendre (…) Maintenant, je suis convaincu qu´on n´évaluait pas à sa juste mesure ce qui arrivait et encore moins ce qui allait arriver.[105]

---

[104] Le Bot, La guerre en terre maya, op. cit, chapitre VIII "Du foyer au brasier (1976-1981)".

[105] Declaración del ex-alto mando del EGP. Informe de la Comisión para el Esclarecimiento

Même si la mobilisation de la population rurale n´a pas abouti à ce moment-là à l´insurrection populaire si espérée, qui aurait pu mettre en place une armée populaire, elle fut assez intense pour justifier l´intervention à grande échelle des Forces Armées Nationales qui ont soumis la population en déployant une violence disproportionnée et extrêmement dégradante. La réponse au défi des insurgés fut l´opération "Ceniza" (Cendres) en 1981 et 1982. Elle a permis à l´armée de récupérer le contrôle de la route panaméricaine et de déployer plus de 15.000 effectifs dans les départements de Quiche et de Huehuetenango[106]. Elle fut suivie de l´opération "Victoria" (Victoire) en 1982 et de l´opération "Firmeza" (Fermeté) en 1983. La militarisation du pays et la mise en place d´un "Etat terroriste" ont été parallèles à la croissance exponentielle des indicateurs de la violence. Sur un total de 55.021 victimes de la violence politique entre 1969 et 1996, 80% se concentre dans la période 1980-1983[107]. La plupart de ces victimes appartiennent à la population rurale et, surtout, à la population indienne, comme le montrent les chiffres de morts dans les départements ayant une densité de population indienne plus importante : Quiché 31.400, Alta Verapaz 6.485 et Huehuetenango 4.776. Durant la période la plus intense (80-83), l´armée a adopté la stratégie de combattre la guérilla en réprimant la population civile, en attaquant sciemment les communautés proches des lieux où agissaient les guérillas.

Paradoxalement, les efforts de la guérilla pour attirer la population rurale ont servi l´objectif de l´armée d´impliquer la population civile dans le conflit et de faire peser sur elle le gros du coût. Les insurgés n´ont pas pu garantir les "bénéfices de sécurité" qu`ils avaient promis aux populations

---

Histórico (CEH), Guatemala: Memoria del silencio, Tomo II, (TC 237)

[106] Ball, Kobrak y Spiner, Violencia Institucional en Guatemala, 1960-1966 : una reflexión cuantitativa, Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos (CIIDH), capítulo 4.

[107] Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica (REMHI), Guatemala nunca más, capítulo 4

rurales et celles-ci ont été complètement à la merci de la répression déchaînée par l´armée. Le résultat est encore plus tragique si on tient compte du fait que la capacité militaire des guérillas n´a jamais représenté une menace pour le pouvoir de l´Etat : "Les guérillas au Guatemala – fait remarquer Rouquié – n´ont jamais été capables de renverser l´ordre établi ou de menacer sérieusement le gouvernement, contrairement à ce qui est arrivé au Nicaragua et au Salvador. Leurs attentats sporadiques ont certainement provoqué un climat d´insécurité mais leurs capacités militaires étaient limitées, même après leur unification politique au sein de l'Union Révolutionnaire National Guatémaltèque, en octobre 1982"[108].

Les patrouilles et le contrôle de la population

Les Patrouilles de Défense Civile (PAC) furent un mécanisme essentiel de la politique contre les insurgés. Cette modalité d´intervention militaire fut mise en marche sous le gouvernement du général Lucas García, au début des années quatre-vingt mais elle s´est généralisée sous le gouvernement du général Ríos Montt, arrivé au pouvoir après un coup d´Etat en mars 1982. Il intensifie la lutte contre les insurgés après l´annulation de la Constitution et l´établissement de l´état de siège.

Les PAC furent un instrument peu coûteux destiné à contrôler les zones d´où la guérilla avait été expulsée. Occasionnellement, elles ont servi l´armée dans des activités offensives. Leur caractère paraétatique leur a permis de jouir d´une large marge d´impunité et leur action a provoqué de manière calculée des rivalités intercommunautaires. D´après certaines sources, elles ont eu environ 900.000 membres, un chiffre qui correspond à près de 80% de la population masculine des zones indiennes dans lesquelles s´est concentré le conflit et qui, probablement, inclut la population restée sous le contrôle des PAC, désormais obligée à collaborer avec elles[109]. Dans

[108] Alain Rouquie, Guerres et paix..., op. cit., p. 187.
[109] REMHI, Guatemala nunca más, op. cit., capítulo 2.

la perspective *desarrollista* qui inspirait le Plan de Sûreté Nationale, les PAC constituaient un moyen de rendre l´Etat à nouveau présent dans les régions rurales et de contrôler la "menace potentielle" que représentait la population indienne. Finalement, elles se sont constituées en une nouvelle structure de pouvoir local dépendante de l´armée[110].

L´action des Patrouilles de Défense Civile pourrait faire penser, dans un premier temps, aux Rondes Paysannes du Pérou. Effectivement, on peut trouver quelques ressemblances mais il faut aussi signaler une différence substantielle : les patrouilles du Guatemala furent conçues et mises en place par l´armée et elles ne répondaient pas à une stratégie de défense conçue par les communautés elles-mêmes, comme c´était le cas du Pérou. Elles furent un instrument de la stratégie antisubversive de l´Etat et manquaient totalement d´autonomie.

La relation des patrouilles avec la population civile a toujours été l´objet de discussions orageuses. David Stoll, par exemple, critique l´opinion généralisée selon laquelle l`appui maya aux guérillas était tout simplement la réponse de la population locale à la violence de l´armée. Selon cet auteur, on peut se demander si l´appui de la population du triangle Ixil à l´EGP ne fut pas le résultat d´une « violence duale », c´est-à-dire que c'est la coercition produite par un affrontement armé contre les civils qui les a poussés à s´aligner sur l´un ou l´autre camp pour essayer de sauver leur vie[111].

Quant aux patrouilles, Stoll avance sa propre interprétation. D´après lui, celles-ci peuvent être effectivement interprétées comme le résultat d´une coercition imposée par l´armée contre la volonté de la population mais elles ont pu aussi être quelque chose de plus. A son avis, la population de l´Ixil ne pensait pas que la situation fût exclusivement provoquée par

[110] CEH, Guatemala: Memoria del silencio, op. cit.,Capítulo 1.
[111] David Stoll, Between two Armies in the Ixil Towns of Guatemala, Columbia University Press, New York, 1993, p. 95.

l´armée mais aussi par la guérilla : "Ils ne voient pas leur participation aux patrouilles uniquement comme une obligation imposée par l´armée. Participer est devenu une manière de se protéger eux-mêmes, leur famille et leur communauté contre les massacres de l´armée qui pouvaient découler des contacts avec la guérilla"[112]. Stoll suggère que les PAC ont contribué à réduire l´incertitude produite par un état généralisé de violence, remplacé par une violence sélective. Cependant, cet argument passe sous silence l´usure morale des communautés dont les membres furent obligés à exercer la violence contre leur propre groupe social. Il passe également sous silence le caractère politique du conflit dans son ensemble.

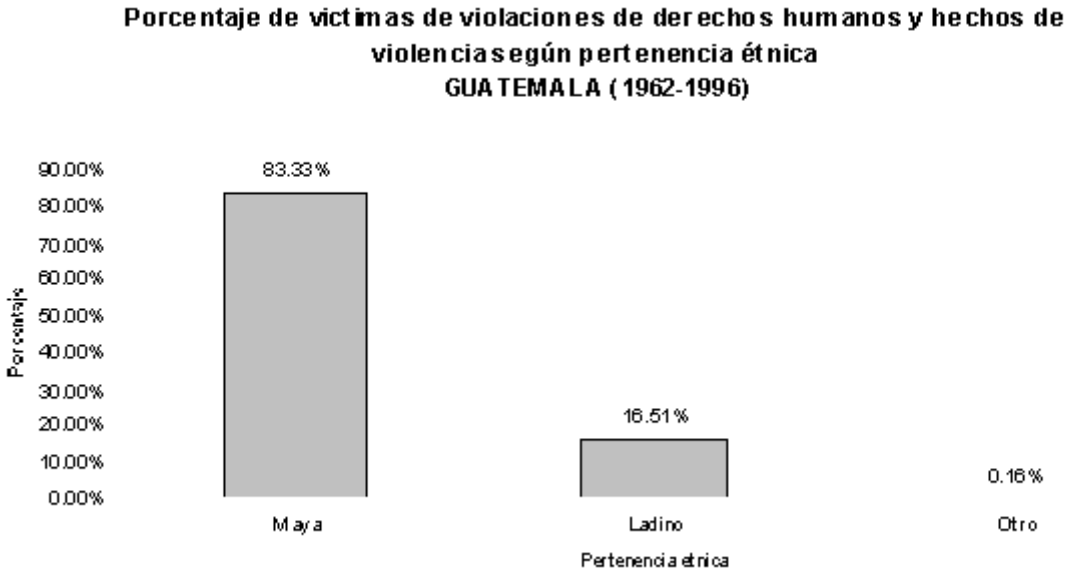
Mais ce n'est pas seulement l´action des patrouilles qui est l'objet de controverses. La présence après le conflit de leurs anciens membres dans la société de ce pays suscite aussi de nombreuses interrogations. L´activation d´associations d´anciens membres des patrouilles et leur mobilisation depuis 2002 en quête de compensation, ont conduit le gouvernement à attribuer un subside économique comme rétribution de leurs services. Vers 2004, la commission technique créée à cet effet avait déjà accepté 493.504 demandes et le nombre d´organisations s´était multiplié, ce qui a conduit certains auteurs à les considérer comme un mouvement social et politique en construction[113].

Au Guatemala, la guerre réclame de nouveaux efforts pour comprendre ce qu'est sans doute l'une des pires tragédies humanitaires de l'Amérique latine contemporaine et pour déchiffrer ce qui, très souvent, est présenté comme un usage disproportionné et irrationnel de la violence. On pourrait penser à une approche qui tienne compte du caractère « triangulaire », étant donné que ce processus implique non seulement deux acteurs armés mais aussi la population civile à travers laquelle se livre en

[112] Ibidem. P. 128
[113] Ricardo SAENZ, ¿Víctimas o vencedores?, una aproximación al movimiento de los ex-PAC, FLACSO, Guatemala, 2004

grande partie le conflit, comme c'est le cas de bien des guerres civiles contemporaines[114]. D'autre part, l'emploi disproportionné de la force et la victimisation de certaines populations, comme c'est le cas du triangle Ixil, porte à penser que, dans certains cas, la population civile est devenue le véritable objectif militaire et met en évidence le caractère raciste de la société guatémaltèque et du conflit[115] .

Grafique No. 1
Pourcentage de victimes de violations des droits de l'homme et faits de violence en fonction de l'appartenance ethnique



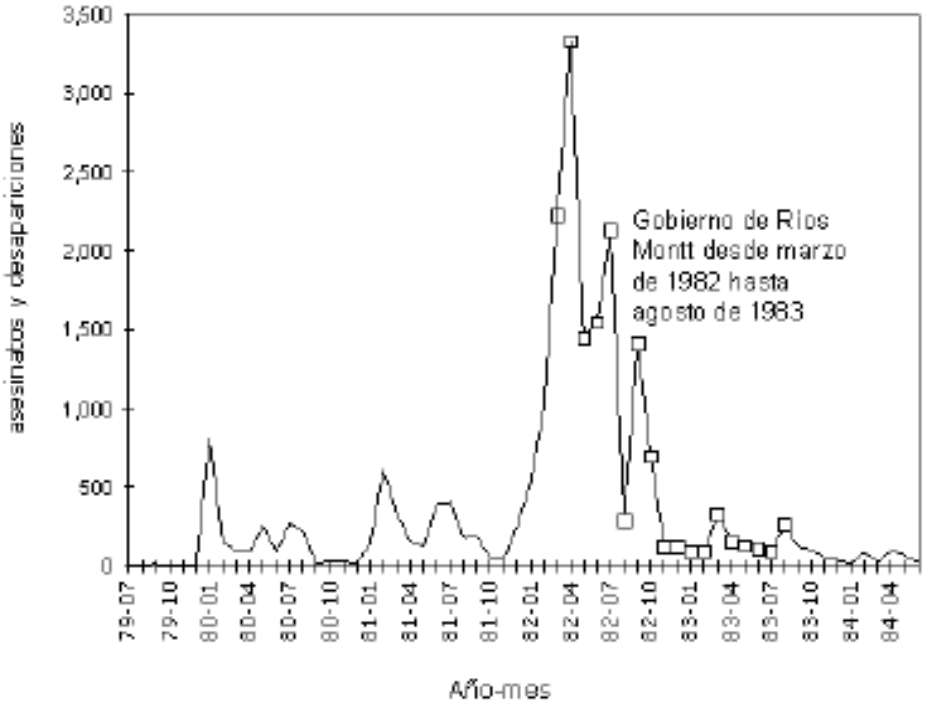
Source: Comisión de Esclarecimiento Histórico: Memoria del Silencio, capítulo II, volumen 2,

Indépendamment du point de vue que l'on adopte, le bilan de la guerre est toujours désolant. En combinant les données obtenues par la *Comisión de Esclarecimiento Histórico* (CEH) et le *Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica* (REMHI), l'*Asociación Americana*

[114] Stathis KALIVAS, "Les guerres civiles après la Guerre froide", en Guerres et sociétés, Pierre Hassener et Roland Marchal (Directeurs), Karthala,Paris, 2003.
[115] Santiago BASTOS,"Genocidio y racismo: la dimensión étnica del conflicto en Guatemala", CALDH, Guatemala, noviembre de 2004.

para el Avance de la Ciencia (AAAS)[116] parvient à la conclusion que, au Guatemala, le conflit armé fit, de 1960 à 1996, entre 119.300 et 145.000 victimes mortelles. Le plus grand nombre d'assassinats et de massacres s'est produit durant la période 1979-1984. Le nombre de déplacés vers l'intérieur du pays dépasse le million et le nombre de réfugiés à l'étranger fut de 400.000. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'aspect qualitatif de la violence. En effet, les victimes furent presque toujours soumises à des traitements inhumains qui dépassent de loin la violence exercée au Pérou et en Colombie. D'autre part, le fait que la plupart des actions violentes soit retombée sur la population indienne fait penser non seulement à une intention évidente de saper la mobilisation communautaire en construction mais aussi à la dimension de génocide que contient cette violence, ce qui lui confère un caractère unique dans l'ensemble des conflits armés en Amérique latine.

Grafique No. 2. Evolution de la violence politique au Guatemala.
Total mensuel d'assassinats et de disparitions, de juillet 1979 à juin 1984



[116] Guatemala: Memoria del silencio, Anexo III

Source: Patrick Ball, Paul Kobrak et Hebert Spirer, *Violencia Institucional en Guatemala 1960-1966: una reflexión cuantitativa*

La manière dont se sont déroulés les homicides politiques suggère que la violence fut utilisée de manière calculée comme un instrument pour organiser la société. C'est un fait que 70% de tous les crimes sont concentrés sur l'année 81-82. L'indicateur retrouve un comportement normal durant les années suivantes, lorsque les Patrouilles d'Autodéfense se sont imposées et que la guérilla a abandonné ses bases sociales et territoriales. Tout cela semble être le résultat de la décision de l'armée de faire monter le niveau de violence en augmentant au maximum le coût que représentait pour les communautés leur coopération avec la guérilla. Dans ces circonstances, les "bénéfices de sécurité" n'ont pas pu être maintenus car il était évident que les insurgés manquaient de moyens pour défendre la population. Par conséquent, les communautés sont restées sans défense, à la merci des représailles de l'armée et des groupes paraétatiques.

D'autre part, l'impunité fut totale. Sans sous-estimer l'énorme valeur des rapports émanant des Commissions d'Eclaircissement du Guatemala, le fait que, jusqu'ici, ils n'aient pas permis l'identification et le jugement des responsables – ce qui n'était certainement pas prévu dans les accords de paix – laissent une troublante impression d'impuissance.

La négociation et les attentes démocratiques

Le processus de paix au Guatemala commence au milieu des années quatre-vingt et va de pair avec la mise en place des réformes démocratiques qui ont permis l'accès des civils au pouvoir, en novembre 1985, suite à l'élection à la présidence de Vinicio Cerezo, candidat de la Démocratie Chrétienne[117]. Ce processus coïncide avec la fin de la campagne militaire et la victoire sur les organisations insurgées qui a ouvert la porte à la

[117] Dinorah Azpuru, "Peace an Democratization in Guatemala: two parallel processes, en Cynthia Arson (editor), Comparative Peace Processes in Latin América, Stanford University Press, 1999.

négociation avec les groupes armés dans le cadre d'un accord régional de paix ébauché dans les accords d'Esquipulas I (1986) et Esquipulas II (1987). Entre les premiers rapprochements des insurgés et du gouvernement, à la fin des années 80, et la signature des Accords pour une Paix Durable, en décembre 1996, il y a eu un laborieux travail de préparation qui a conduit à entamer le processus de négociation et à signer les accords de paix. En même temps, les guérillas ont trouvé une issue politique et se sont assises autour de la table de négociation en représentation des secteurs sociaux et politiques exclus, spécialement les Indiens, ce qui explique leur intérêt pour incorporer à la négociation les demandes de ces secteurs.

Parmi les documents qui ont permis la signature des accords de paix définitifs en mai 1996, il faut rappeler les Accords sur l'identité et les droits des peuples indiens adoptés au Mexique en mars 1995[118]. Ce texte recueille les demandes des communautés indiennes au sujet de leur insertion démocratique à la société guatémaltèque. Ces demandes constituent le minimum négociable entre l'Etat et les peuples indiens, comme ce sera le cas, quelque temps plus tard, pour les accords de San Andrés signés par l'armée zapatiste et les représentants du gouvernement mexicain. Les principaux éléments de ce document furent la reconnaissance de l'identité des peuples indiens, la reconnaissance de la validité des instruments internationaux contre la discrimination et l'engagement du gouvernement guatémaltèque à matérialiser, lors de la réforme constitutionnelle, une série de garanties conduisant à l'application de ces principes au moyen de mesures spécifiques au sujet du respect des autorités indiennes locales, l'élargissement de la participation politique de la population indienne, le respect des us et coutumes, la régularisation de la propriété de la terre et la garantie d'exercer leurs droits culturels.

[118] Accords passés par le gouvernement du Guatemala et l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) Mexico, D.F. 31 mars 1995. Accords sur l'identité et les droits des peuples indiens. In América Indígena, Volumen LVIII, números 3-4, Julio-diciembre 1996, Instituto Indigenista Interamericano, México.

Les accords sur l'identité sont essentiellement une mise à niveau avec les avancées obtenues par les peuples indiens du continent et ils incorporent à la législation nationale des principes internationaux en vigueur, comme la convention nº 169 de l'OIT. Cela ne diminue pas leur importance car ils représentent sans doute un progrès énorme dans la relation entre l'Etat et les Indiens du Guatemala. Même ainsi, il faut signaler que la pleine application du contenu des accords va bien au-delà de la simple reconnaissance légale et constitue un renforcement de la démocratie dans le pays qui va dépendre de l'établissement de conditions matérielles pour l'exercice de la citoyenneté et d'un intense travail pédagogique visant la disparition des bases du racisme. Comme le signale Edelberto Torres-Rivas : "Sans une participation effective de la population maya à la politique nationale, la démocratie du Guatemala sera toujours faible et instable "[119].

La mise en pratique des accords était subordonnée à l'approbation d'une réforme constitutionnelle qui devait avoir lieu par voie plébiscitaire. Les points faibles de tout ce processus ont été mis en évidence par l'échec de la consultation populaire[120], en mai 1999. En plus des défauts évidents de la mécanique du plébiscite et de l'énorme abstention (81%), on a pu constater la polarisation de la société guatémaltèque autour de l'espace politique que l'on est prêt à accorder à la population indienne dont le poids démographique, supérieur à 50%, est perçu par les élites comme une menace. C'est quelque chose de paradoxal si on le compare au cas colombien où la faible représentation des Indiens en termes de pourcentage, inférieur à 2%, a facilité une transformation institutionnelle qui, dans certains aspects, a eu une plus grande portée que la proposition guatémaltèque.

Malgré tout, il faut signaler que, parallèlement aux efforts pour

[119] Edelberto TORRES-RIVAS, "La Paz y la Democracia: Un Futuro Impredecible", in "La Consulta Popular y el futuro del Proceso de Paz en Guatemala", Latin American Program – Woodrow Wilson Center, Documento de trabajo N° 243, Washington, 1999, p. 68.
[120] ibidem

démocratiser les institutions du pays[121], la société civile a commencé à se manifester avant la fin du conflit. Durant le gouvernement de transition de Vinicio Cerezo, à partir de 1985, de nombreuses organisations, surtout indiennes, qui, au début, visaient à obtenir des compensations pour les victimes de la violence, commencent à réclamer un espace de participation aux débats en cours sur l'avenir des peuples indiens.

D'autres faits, comme la création de l'Académie des Langues Mayas, la campagne du mouvement national "500 ans de Résistance" et le prix Nobel accordé à Rigoberta Menchu en 1992 ont contribué également à stimuler et à rendre visible la participation des Indiens aux débats publics. Le plus important est sans doute le fait que cette participation s'est faite au nom de leur identité de "mayas", ce qui suppose le dépassement d'une identité négative assumée par les Indiens eux-mêmes pendant des siècles : "…maya est une autodéfinition – notent Bastos et Camus – ayant une connotation politique non seulement évidente mais aussi consciemment assumée par celui qui se définit ainsi. C'est une étiquette auto–attribuée, non imposée, qui fait référence à un passé commun et glorieux face à l'origine coloniale et à la connotation de subordination que contiennent les mots "Indien" et "indiennes". (…) L'usage et la propagation du terme "maya" a été l'étendard politique du mouvement indien guatémaltèque dans la dernière décennie, se transformant en "mouvement maya" au fur et à mesure que ses membres acceptent ce mot pour s'auto-identifier. En effet, ces demandes et ce concept ont leur généalogie et leur place concrète dans la mobilisation indienne qui est en marche depuis quatre décennies "[122].

---

[121] Malgré les limites de la transition, on a réussi à approuver plusieurs outils juridiques, parmi eux, les articles de la Constitution de 1984 qui reconnaissent l'existence des peuples indiens et l'actualité de leurs formes culturelles (57-58 y 66-70 : l'article 220 du Code Pénal qui qualifie la discrimination de délit ; la loi sur les langues nationales, de 2002 ; la ratification de la Convention Internationale sur l'élimination des diverses formes de discrimination raciale ; la ratification de la convention 169 de l'OIT ; et, finalement, l'accord sur l'identité et les droits des peuples indiens.

[122] Santiago BASTOS y Manuela CAMUS, El movimiento Maya en perspectiva, FLACSO,

Ce processus de recomposition identitaire constitue, comme nous l'avons remarqué dans d'autres cas, une étape décisive pour la construction d'un nouveau sujet social. C'est sans doute là, sur le terrain culturel et dans les implications politiques qui en découlent, que se joue l'avenir des grandes transformations de ce pays qui relève le double défi de consolider les institutions démocratiques et d'adapter les institutions politiques à la réalité pluriethnique[123]. Sans cela, tout l'arsenal de réformes légales qui sera mis en place dans le futur ne dépassera que très difficilement les limites de la formalité juridique.

Si nous pensons au cas guatémaltèque en partant de l'expérience du Cauca, en Colombie, de riches éléments de réflexion apparaissent. Tout d'abord, nous constatons le paradoxe que représente le fait que des acteurs armés et des élites locales se soient mis d'accord sur un intérêt commun, quoique pour des raisons différentes: encourager la population indienne à participer au conflit armé. En effet, dans les deux cas, la guérilla a cherché une base sociale et une source de recrutement dans les communautés indiennes locales. En même temps, les élites régionales ont vu l'occasion d'accuser les communautés indiennes d'être responsables directs de la subversion afin de provoquer l'intervention des forces de sécurité de l'Etat.

Dans le cas guatémaltèque, pour les raisons déjà expliquées, l'intervention de l'Etat Central a provoqué l'explosion de la violence contre les communautés indiennes. Dans le cas du Cauca, plusieurs raisons ont empêché la fusion entre les organisations insurgées et le mouvement indien. Une de ces raisons est la présence du Quintín Lame et son effort pour contenir l'ingérence des groupes armés dans la mobilisation des communautés indiennes.

Guatemala, 2003, p. 11.

[123] Carlos MENDOZA, "Guatemala: más allá de los Acuerdos de Paz. La democracia en un país multicultural", Woodrow Wilson Center, Working Paper Series, Number 250, Washington, 2001.

D'autre part, lorsque l'on pense à ces deux cas, il devient évident que la présence d'organisations sociales autonomes a servi, dans le Cauca, de mur de contention contre l'intromission des organisations armées de gauche. En revanche, au Guatemala, la faiblesse des organisations de base a favorisé les prétentions de la guérilla d'agir comme représentante de leurs intérêts. Cela a conduit à la formulation par la guérilla d'un projet politique pour la population indienne, qui prétendait fondre la lutte contre la discrimination ethnique avec les luttes pour la transformation politique.

2.2 Le Nicaragua: les Miskitos, entre la révolution et la contre-révolution

L'histoire du Nicaragua est l'histoire d'un dépouillement, d'une intervention et d'un pillage. A la fragmentation territoriale, entre le Pacifique et l'Atlantique, s'est superposée une division politique qui fut le résultat d'une dispute entre l'Espagne et l'Angleterre pour le contrôle d'importants territoires des Caraïbes. Cette division a renforcé les particularités linguistiques, religieuses et ethniques. La domination imposée par les empires a ouvert les portes, vers le milieu du XIXème siècle, à de nouvelles formes d'interventionnisme qui vont des expéditions armées d'aventuriers sans loi ni roi jusqu'au débarquement de troupes américaines au début du XXème siècle. Cette intervention a été couronnée par la création d'un régime politique particulier qui a fait que les tâches des forces d'occupation ont été assumées par les Nicaraguayens eux-mêmes à travers la Garde Nationale.

C'est pour cette raison que, dans ce pays, révolution et nation sont indissociablement liées au point de se fondre à certains moments. Libérer le pays d'une dictature « patrimonialiste » et corrompue, faire la révolution et construire la nation ont fini par constituer des étapes d'un même processus,

dirigées par une nouvelle génération de "libérateurs" qui a repris le flambeau de ses prédécesseurs, les héros de l'indépendance, au XIXème siècle, et Sandino, au début du XXème. Cette génération s'est donné la tâche de conclure la mission que ces héros n'avaient pas terminée. Ce prolongement des luttes pour l'indépendance dans les luttes pour la Libération nationale n'est comparable en Amérique latine qu'avec le cas de Cuba. Ce n'est pas par hasard que ces deux cas sont les seuls où une guérilla révolutionnaire réussit à s'imposer dans un continent où des dizaines d'expériences semblables ont échoué de manière retentissante.

Cette évidence est le point de départ de plusieurs travaux comparatifs sur le développement des guérillas en Amérique latine[124]. L'un d'eux, celui déjà cité de Thymoty Wickham, évoque trois conditions sans lesquelles la victoire révolutionnaire n'aurait pas été possible : un soutien des paysans ample et prolongé ; la capacité de la guérilla de devenir une armée apte à disputer le contrôle territorial aux forces armées gouvernementales ; et, finalement, une crise de légitimité du pouvoir établi, si profonde qu'elle met en danger sa propre cohésion et qu'elle rend possible la convergence des adversaires et l'émergence d'un nouveau pôle de pouvoir[125]. Dans cette perspective, la parution de ce pouvoir "dual" est cruciale et, en effet, on peut constater que cela est arrivé simultanément avec les autres éléments cités et dans des conditions internationales spécifiques, comme ce fut le cas à Cuba et au Nicaragua. Dans ces pays, le prolongement de régimes "prétoriens patrimonialistes", comme les appelle Alain Rouquié[126] ou "mafiocraties", comme les appelle Wickham, donne lieu à une division interne, à cause d'un personnalisme excessif qui rend possible la consolidation d'une opposition multiforme et conduit à une perte de prestige international insurmontable. Il est paradoxal que, dans les deux cas, la

[124] Parmi eux, le texte déjà cité de Timothy Wicham-Crowley, Guerrillas and Revolution in Latin América, 1992. Celui cité de Jorge Castañeda, La utopía desarmada, 1993.
[125] Timothy Wickham, op cit, cap 12.
[126] Alain Rouquié, El Estado militar en América Latina, cap. VI

"crise du régime" se soit accélérée d'elle-même à la veille de la victoire révolutionnaire, la rendant ainsi possible. Il faut souligner le paradoxe : au Nicaragua, une guérilla pratiquement vaincue réussit à passer à l'offensive militaire et politique et à vaincre le régime de Somoza en moins de deux ans, alors que, au Salvador, le mouvement insurgé ne réussit pas à atteindre cet objectif par une offensive qui a pourtant duré presque une décennie. Dans un autre contexte, les insurgés colombiens ont fini empêtrés dans une guerre sans perspectives de solution au bout de plus de vingt ans d'attaques incessantes, commencées en 1982.

La rapidité avec laquelle s'est produite la victoire sandiniste est en relation directe avec les caractéristiques qu'adoptera le futur gouvernement révolutionnaire et avec les évènements qui surviendront sur la Côte Atlantique. Alain Rouquié[127] souligne le fait que, un peu moins de deux ans avant sa victoire, la guérilla sandiniste était presque démantelée ; ses principaux dirigeants avaient été assassinés ou détenus et le nombre d'effectifs s'était réduit sensiblement au point que l'offensive lancée par le FSLN contre Masaya, en octobre 1977, avait pour objectif de montrer que le sandinisme était encore une force militaire ayant une capacité offensive. On sait que la situation s'est détériorée rapidement à partir de ce moment-là à cause d'un concours de circonstances : la convergence des trois tendances révolutionnaires, la prise de distances entre Somoza et le patronat et l'isolement international du régime, aggravé par l'attitude hésitante des Etats-Unis. Tous ces éléments ont concouru à l'approfondissement de l'autoritarisme et de la corruption de la dictature qui a fini par contribuer à sa propre mort. Le FSLN arrive au pouvoir si rapidement que sa victoire étonne ses propres dirigeants et il se voit confronté à la nécessité de combler le vide politique, militaire et administratif qui s'est produit suite à l'échec du régime somoziste qui prend la fuite presque massivement à tel point qu'une force non négligeable de près de 8.000 hommes de la Garde

[127] Rouquié, op. cit, cap. 5.

Nationale passe pratiquement intacte la frontière du Honduras. La suite est la rupture des fragiles alliances qui laisse le secteur le plus "dur" du mouvement sandiniste à la tête d'un régime que Jorge Castañeda qualifie avec raison de "Sparte centraméricaine", dans lequel l'armée, le parti et le gouvernement ne font qu'un. Leur responsabilité est de reconstruire, et parfois même, de fonder la nation[128]. C'est ce qui arrive justement pour la Côte Atlantique, dans le lointain territoire connu comme « la Mosquitia ».

La région que l'on appelle couramment la "Côte Atlantique" comprend les départements de Zelaya et Río San Juan et a une superficie de 77.539 kilomètres carrés. Cette région représente presque 60% du Nicaragua. Ce vaste territoire, dont la surface est trois fois plus grande que celle du Salvador, était resté traditionnellement en marge du développement économique et social de l'ensemble du pays. Sa population, d'à peine 280.000 habitants au début des années soixante, représentait moins de 10% de la population totale du pays. Ces chiffres diminuaient encore plus à cause du modèle de peuplement, dispersé et groupé en petites communautés installées sur les berges des fleuves et sur le littoral atlantique, avec une seule exception : les villes portuaires de Bluefields et Puerto Cabezas et des exploitations minières situées au nord. L'absence de voies de communication susceptibles de les rapprocher des zones plus peuplées et des centres économiques et administratifs du Pacifique, complétaient ce sombre tableau d'isolement.

Dans la pratique, cela a signifié la division du Nicaragua en deux régions, séparées en outre par de nettes différences linguistiques et culturelles qui furent renforcées par les influences économiques, politiques et culturelles que, depuis le début de la période coloniale, ont déployées les Anglais à partir de leurs propriétés dans tout le bassin des Caraïbes. La

[128] Gilles BATAILLON, Genèse des Guerres Internes en Amérique Centrale, Les Belles Lettres, Paris, 2003. Ch. 4.

différence est devenue si importante que, pour la plupart des natifs de cette région, Miskitos, Sumos, Ramas et Créoles, anglophones pour la plupart, le reste de la population du pays était considéré comme "les autres", ceux qui habitaient la côte pacifique qu'ils appelaient "les Espagnols". Près de la moitié de la population de la Côte Atlantique appartenait à l'un des groupes ethnico-culturels mentionnés. La population d'origine Misquito était estimée, dans les années quatre-vingt, entre 90.000 et 150.000 habitants, les Sumus n'excédaient pas les 4.000, les Rama, 1.000, le nombre de Créoles et Caraïbes était estimé entre 25.000 et 30.000, sur un total de population nicaraguayenne de 2.4 millions d'habitants[129].

L'isolement, leur sens aigu d'appartenance territoriale et les liens avec les différentes entreprises britanniques ou nord-américaines qui exploitaient les ressources naturelles de la région – bois, pêche, métaux – leur a permis de développer une adaptabilité culturelle remarquable qui, finalement, a renforcé leur identité. Le Bot[130] souligne cette capacité de combiner des éléments endogènes et exogènes qui ont fini par se structurer autour de la communauté locale, la langue et la religion, imprimant ainsi un tournant inattendu au processus d'acculturation. Charles Hale[131] commente également cette facette et affirme que la longue présence britannique et nord-américaine a suscité un niveau élevé d'acceptation et d'appropriation des valeurs culturelles des deux puissances et que cette « anglo-affinité », définie par cet auteur comme « un mélange complexe de sens, d'idées et de valeurs émanant des institutions et des pratiques culturelles anglo-américaines, a produit des résultats surprenants : elle a stimulé la conscience de la collectivité misquita et, en définitive, a renforcé sa militance politique ».

---

[129] Philippe Bourgois, "Class, Ethnicity, and the State among the Miskitu Amerindians of Northeastern Nicaragua", *Latin American Perspectives*, Vol. 8, No. 2,Spring, 1981, pp. 22-39.

[130] Le Bot, Violence de la modernité... , op. cit. Ch. VII

[131] Charles Hale, Resistance and contradiction, Stanford University Press, Stanford, 1994, Cap. 8.

Même ceux qui sont plus proches de l'interprétation du gouvernement sandiniste font remarquer le grand impact du système d'exploitation implanté par les entreprises étrangères dans cette région au moyen d'enclaves pour tirer profit des ressources naturelles, fonctionnant de manière irrégulière, n'ont pas conduit à la dissolution des communautés ni à leur prolétarisation. Bien au contraire, affirme l'anthropologue Jorge Jenkins : "La dissolution du modèle primitif de la vie indien fut totale et la communauté s'est renforcée dans trois aspects : sécurité et survie, structure et liens d'identité, aussi bien à l'intérieur de chaque communauté qu'entre les diverses communautés soumises à l'influence d'une entreprise"[132].

En effet, les conditions socioculturelles particulières de la Côte Atlantique ont généré une réponse singulière à l'influence britannique présente depuis le XVIIème siècle et qui s'est prolongé ensuite par la présence nord-américaine. Selon le gouvernement sandiniste, les résultats de cette relation entre la Couronne britannique et la communauté Misquita prouvent le degré de pénétration de l'impérialisme et la soumission de cette communauté aux influences étrangères. D'autres interprétations plus complexes – comme celle de Le Bot et Hale- suggèrent au contraire que ce qui a découlé de cette relation fut une capacité d'adaptation aux circonstances qui a permis aux Misquitos de bénéficier des relations qu'ils ont nouées avec de puissants entrepreneurs étrangers, profitant de leur présence pour renforcer ou recréer des éléments d'identité comme, par exemple, l'usage de l'anglais, et pour établir des relations politiques privilégiées avec les puissances britannique et américaine, ce qui s'est traduit par une « tradition d'alliances » qui rappelle la stratégie de beaucoup de mouvements consistant à utiliser des "alliés influents" pour obtenir de meilleures conditions de négociation. En l'occurrence, cette alliance a renforcé leur capacité de résistance face à l'Etat. Hale remarque même que

[132] Jorge Jenkins Morelli, El desafío indígena en Nicaragua: el caso de los Miskitos, Editorial Katún, México, 1986, p. 125.

cette appropriation d'éléments culturels et leur importance politique est le résultat d'une auto-valorisation positive des Misquitos face aux autres Nicaraguayens dont ils parlent, dans certains documents comme de gens "moins civilisés que nous", renforçant ainsi la distinction entre les « retardés » et les « civilisés », à laquelle se superposera, des années plus tard, la distinction entre communistes et démocrates[133].

Cette "tradition d'alliances" s'est traduite par la consolidation d'importants référents d'autonomie et dans une batterie d'instruments légaux qui vont bien au-delà de la vision caricaturale de l'établissement d'une monarchie misquita par la Couronne britannique. En effet, en 1687, après des décennies mutuellement profitables qui ont empêché la pénétration des expéditions espagnoles, est créé, sous la protection anglaise, le Royaume de la Misquitia, qui se maintiendra jusqu'en 1894, lorsque le Nicaragua reprend le contrôle de cette région, après avoir négocié avec l'Angleterre la reconnaissance des droits de la population misquita.

La traité de Managua de 1860, par lequel la Grande-Bretagne reconnaît la souveraineté nicaraguayenne sur la Côte Atlantique et décide que les Misquitos jouiront du droit de s'autogouverner et que les résidents de cette région se régiront selon leur propres coutumes et conformément aux règlements qui seront adoptés, qui ne devront pas être incompatibles avec les droits souverains de la République du Nicaragua. Le statut particulier reconnu aux Misquitos suite à cet accord a suscité des problèmes graves et constants entre les autorités de la République et celles de la Réserve Misquita. Finalement, ils ont conduit à la "réincorporation" plénière de la région en 1894. En 1905, la Grande Bretagne et le Nicaragua ont signé le traité Altamirano-Harrison qui annulait celui de Managua de 1860 et reconnaissait la souveraineté absolue du Nicaragua sur le territoire de l'ancienne Réserve Misquita. Malgré tout, ce nouvel accord a établi les

[133] Hale, Resistance and contradiction, op. cit., p. 200

bases, non négligeables à l'époque, d'un statut d'autonomie qui impliquait la reconnaissance de l'occupation territoriale de la communauté misquito, le respect de ses us et coutumes, l'élaboration de mécanismes pour délimiter et légaliser ces propriétés et la réhabilitation de leurs droits ou leur indemnisation dans le cas où certains de ces terrains auraient été adjugés à des personnes ou des institutions étrangères à la communauté.

A l'influence politique exogène s'est ajoutée l'influence religieuse. Les Misquitos se sont approprié la religion et l'ont transformée en un élément de plus de cohésion. En 1849 sont arrivés dans la région les premiers missionnaires de l'église "Unitas Fratum" dont l'influence augmente rapidement jusqu'à déplacer l'église catholique qui, elle, a conservé son ascendant sur la région du Pacifique. A partir de 1900, lorsque la plupart des communautés misquitas avaient adopté l'église morave, des pasteurs *criollos* et misquitos ont remplacé progressivement ceux d'origine allemande et nord-américaine. Ainsi, presque la totalité des centres peuplés par des Misquitos ont fini par avoir un pasteur provenant de leur propre communauté et formé à l'Institut Biblique de Bilwaskarma, à Río Coco[134] .

Le retrait des Anglais ne fut pas suivi d'un processus d'intégration du territoire de la Côte Atlantique à la nation. Au contraire, il semblerait qu'il s'est produit un vide ouvrant la porte à de nouvelles interventions d'entreprises et de puissances étrangères, en l'occurrence nord-américaines. Ce vide permet d'expliquer le fait que le sens de l'appartenance à la Grande-Bretagne ne s'est pas perdu et que, bien au contraire, il s'est intensifié à cause de la négligence des gouvernements successifs vis-à-vis de la région. Ce sens de l'appartenance se reflète, par exemple, dans l'acharnement de certains chefs misquitos à continuer à se considérer comme des sujets du Royaume de la Grande-Bretagne bien des années après leur réincorporation

[134] Hale, Resistance and contradiction, op. cit., pp. 48-50

à la nation en 1894. Selon Hobsbawn, c'est une "tradition réinventée"[135], dont les effets se sont maintenus plusieurs années après la disparition des circonstances matérielles et qui sont à son origine.

Même si certaines communautés ont réussi à obtenir des titres de propriété sur leurs terres, le problème de la délimitation de leur territoire a continué et, tout au long du XXème siècle, les Misquitos ont persisté à réclamer que l'on respecte les résolutions du Traité concernant las terres et le droit de vivre selon leurs coutumes. Ces réclamations continuaient à se faire entendre au début des années soixante-dix et elles sont à la base de la fondation, en 1972, de l'Alliance pour le Progrès du Misquito et du Sumo (ALPROMISO) qui deviendra, en 1979, MISURASATA, après l'arrivée du sandinisme au pouvoir.

En juillet 1979, lors de la victoire de la révolution à Managua, la Côte Atlantique du Nicaragua était plongée dans une extrême pauvreté : elle manquait d'électricité, d'eau potable, de services sanitaires, de transport, de communications, de radio et d'écoles. Mais, de même qu'elle fut marginalisée dans tous les aspects du développement, elle fut aussi exclue de la guerre dont, probablement, elle n'eut que des nouvelles lointaines. Tout cela va changer avec la révolution sandiniste et cette rencontre sera définitive pour les deux.

La révolution débarque dans le Pacifique

Dans la perspective sandiniste, l'incorporation de la Côte Pacifique faisait partie de son projet de refondation nationale incarné par la révolution. Le programme du Front Sandiniste, publié en juillet 1978, un an avant la victoire, incorpore cet objectif comme un des axes de son action :

> Article 15 : La Côte Atlantique sera incorporée et connaîtra le développement. Le programme sandiniste mettra en place un

[135] Eric Hobsbawm, The invention of tradition, op. cit.

programme d'urgence pour cette partie du Nicaragua et pour la région du Río San Juan. Ces deux parties seront incorporées au reste du pays[136].

Comme il a été dit, le sandinisme l'emporte avec une rapidité supérieure à ce que l'on pouvait attendre et, très tôt, il doit assumer, presque en partant de zéro, toutes les fonctions relatives à l'administration et au contrôle du territoire. Pour relever ces énormes défis, le gouvernement sandiniste opte pour mobiliser les masses en appui de la révolution et de la nouvelle nation que l'on veut fonder. Cette mobilisation s'inspire clairement de l'expérience cubaine des années soixante. Il y a une évidente intention de pédagogie politique qui permet de réaliser la fusion entre peuple, gouvernement, parti et l'armée, considérée comme le meilleur instrument pour affronter la menace d'une intervention nord-américaine que l'on considérait déjà comme probable vers le milieu des années 1980. Ce qui a suivi pour la Côte Atlantique c'est la superposition, souvent désordonnée, de divers mécanismes de mobilisation des masses, tels que les Comités de Défense du Sandinisme (CDS), l'Association des Travailleurs Paysans (ATC), l'Association des Femmes Nicaraguayennes (AMLAE), accompagnée du transfert de divers organismes gouvernementaux fortement centralisés, tel que l'Institut Nicaraguayen de la Réforme Agraire (INRA), l'Institut Nicaraguayen de la Pêche (INPESCA) ou l'Institut Nicaraguayen des Ressources Naturelles (IRENA), dont les activités ont commencé à être coordonnées, à partir du mois de décembre 1979, par un organisme spécial chargé des affaires de la région, l'Institut Nicaraguayen de la Côte Atlantique (INNICA).

Face à cette avalanche d'initiatives prises par le gouvernement central, les tentatives d'autonomie de la communauté misquita avaient une très petite marge de manœuvre et risquaient de ne pas aboutir. Comme le

[136] Directorio Nacional del FSLN, "Por que lucha el FSLN en unidad con el pueblo, *Gaceta Sandinista* III (julio-agosto) 1978, in *Latin American Perspectives*, Vol 6, No 1, Winter 1979, p. 108-113.

montre Patricio Daza [137], le Sandinisme approche la Côte Atlantique avec un préjugé qui le fait interpréter le problème ethnique en termes de sous-développement. Toute la région fut considérée comme l'exemple le plus parlant du retard qu'il fallait surmonter, comme on peut le remarquer dans les déclarations du Commandant Luis Carrión, responsable de la direction du FSLN pour la Côte Atlantique. Il ne cache pas sa perplexité face aux particularités culturelles de la population locale:

> Nous avons là des tribus avec leurs langues et leurs propres manifestations culturelles, avec une organisation sociale très primitive qui est différente du reste de la société nicaraguayenne..., nous avons trouvé des communautés qui vivent dans un état de développement primitif, qui ne sont même pas divisées en classes sociales – sauf à petite échelle –, qui conservent des formes communales de propriété, des communautés qui ne se sentent pas identifiées au reste de la nation. Nous avons là le problème d'une minorité avec ses particularités, avec un très grand retard idéologique, qui réclame le droit à sa langue, à la propriété de la terre et qui aspire à se régir par elle-même.[138].

Jenkins, en faisant référence aux erreurs commises par le sandinisme durant cette première étape[139], souligne l'ignorance presque totale de la réalité socioéconomique de la Côte Atlantique de la part des responsables gouvernementaux qui arrivent à la région méfiants et bourrés de préjugés à l'égard des communautés indiennes. Il souligne également l'insistance des fonctionnaires du nouveau gouvernement à vouloir instaurer les mêmes formes organisationnelles que dans le reste du pays, disqualifiant les formes de participation des communautés locales. Compte tenu du fait que la Côté Atlantique fut pratiquement absente de la lutte contre la dictature, il est facile de comprendre que la population locale n'ait accepté ni les modèles d'organisation proposés par le nouveau gouvernement ni les sacrifices

---

137 Patricio Daza, Ethnies et revolution. Nicaragua 1979 – 1978, Editions ¿Que Faire?, Genève, 1992.

138 "Las minorías étnicas y el reto revolucionario. El Comandante Luis Carrión habla de la Costa" en Barricada, mayo 6 de 1981, citado por Patricio Daza, Ethnies et revolution..., op. cit., p. 108.

139 Jenkins, El desafío indígena..., op. cit., pp. 239 –245.

imposés par celui-ci. Dans ces circonstances, ce qui est advenu c'est un vide politique qui fut rempli par MISURASATA, une organisation née à l'intérieur des communautés et menée par une nouvelle génération de dirigeants Misquitos.

Le MISURASATA est né le 11 novembre 1979, lors de l'assemblée d'ALPROMISU, une organisation née quelques années auparavant pour promouvoir le développement des communautés de la Côte Atlantique. Cette assemblée, à laquelle ont participé des porte-paroles des communautés misquitas et des délégués du gouvernement présidés par Daniel Ortega, a servi à officialiser la relève des anciens dirigeants misquitas qui seront remplacés par un groupe de jeunes descendants des communautés et qui, en outre, possèdent une formation universitaire et comprennent bien les changements politiques que le pays est en train de vivre[140]. L'inclusion du terme "sandinisme" dans le nouveau nom adopté par l'organisation (MISURASATA signifie Misquito, Sumu, Rama et Sandinistes unis) indiquait la convergence entre l'activisme ethnique et l'activisme révolutionnaire, ce qui représentait pour le sandinisme le dépassement des défis de la mobilisation populaire sur le territoire de la Côte Atlantique. La nouvelle organisation sera l'interlocutrice privilégiée du gouvernement central, chargée d'orienter la mobilisation des communautés indiennes qui pouvaient difficilement être encadrées dans les modèles organisationnels mis en place dans le reste du pays.

Cette intermédiation a été, pour les nouveaux dirigeants, l'occasion de réordonner les demandes accumulées qui toutes convergeaient dans la

[140] Ce groupe de jeunes sera chargé d'élargir les demandes de la population autochtone de la Côte Atlantique pour les transformer en étendard politique. Plus tard, on les retrouve à la tête de plusieurs factions du mouvement indien qui s'est soulevé contre le gouvernement sandiniste. Il faut citer, parmi d'autres : Steadman Fagoth, Brooklyn Rivera, Hazel Law y Alfonso Smith. Voir Charles Hale Resistance and Contradiction, op. cit., capítulo 6

nécessité de reconnaître l'autonomie territoriale. Nous sommes là face à un exemple clair qui montre qu'un facteur exogène – en l'occurrence l'arrivée des sandinistes au pouvoir – configure une "structure d'opportunité" et peut changer complètement la situation. Certainement, les revendications existaient mais leur dimension et la rapidité de réponse qu'elles exigeaient ont été modifiées substantiellement par l'arrivée des révolutionnaires au pouvoir. D'autre part, le répertoire des demandes se multiplie : reconnaissance, terres, influence politique, autonomie... Mais les sandinistes n'étaient certainement pas à même de satisfaire ces exigences.

Tout en croyant participer à un projet commun, le gouvernement et les communautés ont emprunté des voies différentes. Alors que, pour le premier, la priorité était l'unité territoriale et la consolidation de la nation, les communautés s'efforçaient de souligner leurs particularités et aspiraient à obtenir un statut propre en accord avec leurs aspirations. L'opposition était en marche et les facteurs de discorde se firent sentir. Cependant, cette opposition n'aurait pas dû s'exprimer sous la forme de violence. La présence nord-américaine fut son déclencheur. Il faut pourtant rappeler que cette violence n'a commencé à se manifester qu'au début de l'année 1981, un an et demi après la victoire du sandinisme. Durant cette période, des facteurs locaux ont exacerbé les tensions.

Les mois qui ont suivi la fondation de MISURASATA, les dirigeants misquito[141] ont réaffirmé leur leadership et leur crédibilité parmi les communautés, en grande partie grâce au contrôle des moyens de communication entre celles-ci et le gouvernement dont les représentants dépendaient bien souvent des porte-paroles de l'organisation indienne même

[141] Suite à la fondation de MISURASATA, en novembre 1979, les jeunes universitaires qui avaient travaillé à sa création ont remplacé les dirigeants misquitos traditionnels. Leur ascendant sur les communautés, ainsi que leur reconnaissance par le gouvernement ont largement légitimé leur leadership. Les principales figures étaient Stedman Fagoth, Brooklyn Rivera et Hazel Lau, qui dirigeront, quelques années après, chacune des tendances dans lesquelles s'est fragmenté le mouvement originel.

pour communiquer verbalement. A la présence matérielle des membres de MISURASATA dans les différentes instances gouvernementales et dans les programmes de développement régional s'ajoutait leur ascendant vis-à-vis des autorités locales et nationales qui en a fait le véhicule idéal pour donner une réponse aux réclamations de la population, allant des revendications banales sur des limites ou sur le bétail jusqu'aux réclamations portant sur la distribution des bénéfices obtenus par les entreprises minières ou de pêche, nationalisées quelques jours après la victoire de la révolution. Par la force des choses, cette première étape s'est transformée en un projet de mobilisation communautaire qui combine modernisation et défense identitaire et qui aboutira à une proposition de réorganisation du territoire sur la base de la reconnaissance de l'autonomie indienne.

La "croisée nationale d'alphabétisation", menée entre mars et août 1980, a mis à l'épreuve les possibilités que ce projet coexiste avec le projet sandiniste de créer la nation nicaraguayenne. La "croisée" avait un but d'intégration et d'homogénéisation, aussi bien du point de vue culturel – l'utilisation de l'espagnol comme langue nationale – que du point de vue politique – une conception partagée du projet révolutionnaire-. Pour les dirigeants indiens, ce projet représentait évidemment un défi qu'ils ont réussi à relever grâce à l'accord obtenu avec la Junte de gouvernement et qui a permis de mettre sur pied sur la Côte Atlantique une campagne des langues natives en adaptant les matériaux éducatifs élaborés pour le reste du pays, venant ainsi à bout de la résistance du Ministère de l'Education et de l'Association d'Educateurs. Ce fait, ainsi que la présence massive d'agents d'alphabétisation issus des communautés elles-mêmes a permis à MISURASATA d'atteindre un haut niveau d'influence justement à la veille de la rupture avec le gouvernement sandiniste.

La rupture s'est produite au début de l'année 1981. Le 28 février devait avoir lieu à Puerto Cabezas la cérémonie de clôture de la campagne

d'alphabétisation de la Côte Atlantique. La direction de MISURASATA envisageait de présenter, au cours de cette cérémonie à laquelle devait être présente la Junte de Gouvernement, sa proposition de réorganisation territoriale et de reconnaissance de leur autonomie, profitant de la mobilisation populaire prévue pour la circonstance. Le moment ne pouvait pas être moins propice car le président Ronald Reagan, fraîchement élu, venait d'annoncer le début de l'appui direct aux forces contre-révolutionnaires qui s'organisaient depuis quelques mois sur le territoire hondurien, un problème auquel s'ajoutait l'opposition interne croissante dirigée par le Mouvement Démocratique Nicaraguayen et le journal "La Prensa". Le gouvernement, informé des intentions des dirigeants indiens et du contenu du document connu sous le nom de "Plan d'Action 1981"[142], a procédé à ordonner l'arrêt des dirigeants de MISURASATA quelques jours avant la cérémonie de Puerto Cabezas. L'opération fut menée à bien dans plusieurs localités, y compris Prinzapolka où les autorités sont entrées dans l'église et ont affronté la communauté, laissant un solde de huit morts entre militaires et civils.

Ces faits divisent en deux la mémoire du conflit : "…*avant*, lorsque, malgré quelques difficultés, les relations avec le gouvernement étaient relativement faciles, et *après*, lorsque le gouvernement recule dans ses promesses, arrête les leaders et envoie l'armée réprimer la population"[143]. Ces circonstances ont marqué un tournant dans la relation entre le gouvernement sandiniste et MISURASATA. La perspective d'harmoniser les

[142] Le "Plan d'Action" fut élaboré par les leaders des organisations indiens suite à une demande du gouvernement de préparer une étude sur la propriété communale. Ce texte, connu comme le "Plan d'Action" ou "Plan 81", proposait de reconsidérer les limitations qu'imposait le concept de "terres communales", inspiré d'anciens traités internationaux, et suggérait de passer à des demandes sur les territoires, ce qui, théoriquement, impliquait l'autonomie régionale sur une extension d'environ 45 millions de kilomètres carrés, équivalente à près de 38% du territoire nicaraguayen. En outre, le droit sur la terre s'étendait au sous-sol, aux eaux et aux côtes. Voir José Miguel GONZÁLEZ PÉREZ, Gobiernos Pluriétnicos: La constitución de Regiones Autónomas en Nicaragua, URACCAN-Plaza y Valdés, México, 1997, pp. 193-194

[143] HALE, Resistance and contradiction, op cit, p.141

deux projets tombait définitivement dans l'eau les mois suivants. L'arrêt de la négociation politique ne produira aucun résultat positif et les demandes d'autonomie, partiellement négociables à ce moment-là, seront remplacées par la violence.

La guerre, les "contras" et l'autonomie de la Côte Atlantique

De 1981 à 1984, c'est la guerre qui remplit l'espace politique et c'est dans l'affrontement que se réaffirment les identités : pour les sandinistes, la population était directement ou indirectement liée aux ennemis de la révolution et, pour les communautés locales, l'armée et les sandinistes en général étaient leurs ennemis[144]. La crise est survenue au pire moment : l'intervention nord-américaine décidée par le président Reagan et l'activation les "contras", établis en territoire hondurien, ont entraîné le déplacement du conflit politico- identitaire vers le terrain des actions armées, un déplacement qui, probablement, n'aurait pas été pensable dans d'autres circonstances. Le conflit guerrier a été exacerbé par le racisme violemment exprimé durant ces années et par le nationalisme à outrance du gouvernement révolutionnaire[145].

L'organisation indienne en construction a éclaté à cause des tensions et des nouvelles alliances qui se sont nouées. Un secteur mené par Steadman Fagoth a constitué une nouvelle organisation, MISURA (Miskitos, Sumus y Ramas), ouvertement opposée au gouvernement sandiniste, qui, à la tête de 4.000 réfugiés, est partie en Honduras. Là, elle a établi des relations directes avec des survivants du somozisme et, au nom du FDN (Force Démocratique Nicaraguayenne), elle a entrepris des actions armées contre le gouvernement sandiniste avec l'appui logistique et financier des Etats-Unis. Un autre groupe formé de 2.000 membres, mené par Brooklyn Rivera, a essayé de conserver l'organisation MISURASATA. Il

144 Hale, Resistance and contradiction, op. Cit. Capitulo 6
145 Philippe Bourgois, "The Miskitu of Nicaragua: Politicized Ethnicity", *Anthropology Today*, Vol. 2, No. 2. (Apr., 1986), p. 4-9.

est parti au Costa Rica où il s'est impliqué dans la lutte anti-sandiniste et a noué des alliances avec l'Union d'Opposition. Ce noyau, qui avait toujours été plus modéré à l'égard du sandinisme, a toujours été prudent à l'égard des alliances avec les groupes armés ouvertement soutenus par le gouvernement nord-américain. Le reste de la population a été mobilisé de force : 8.500 Indiens furent transférés dans des lieux proches de Puerto Cabezas, dans la base de Tasba Pri ; 10.000 ont pris la fuite vers le Honduras et 4.000 furent placés dans des coopératives de production, dans le département de Matagalpa[146].

Le "contre" a fini par être involontairement favorisé par l'attitude du sandinisme qui, au début, avait stigmatisé tous ceux qui avaient osé manifester leur mécontentement vis-à-vis du nouvel ordre révolutionnaire[147]. Cette erreur de jugement a fait que des forces aussi disparates que celles établies dans la frontière costaricaine, formées d'anciens militants sandinistes commandés par Edén Pastora, ont passé des accords avec les colonnes de l'ancienne armée somoziste repliées en Honduras, appuyés par la population miskita. Bien entendu, tout cela aurait été impossible sans l'aide logistique et économique des Etats-Unis, décidés à bloquer par tous les moyens l'avancée de la révolution sandiniste.

Le gouvernement nord-américain a pourvu les "contras" de fonds proches de 300 millions de dollars durant les sept années de conflit armé. En outre, il a décidé un blocage maritime sanctionné par la Cour Internationale de La Haye et a saboté les demandes d'aide économique du gouvernement nicaraguayen adressées aux organismes internationaux. Additionnellement, le conflit s'est nourri de la présence de conseillers argentins et du trafique d'armes provenant du Moyen Orient. Les

146 Miguel González, Gobiernos pluriétnicos: La constitución de regiones autónomas en Nicaragua, op. cit., p 216.
147 Gilles BATAILLON, "Contras y recontras nicaragüenses: Reflexiones sobre la acción armada y la constitución de actores políticos-militares", in Centroamérica entre democracia y desorganización, Gilles Bataillon (editor), FLACSO, Guatemala, 1994.

communautés indiennes ont fini par être protagonistes involontaires d'un des épisodes les plus sombres de la guerre en Amérique centrale, ce qui est devenu évident en 1985, lorsqu'a éclaté le scandale Iran-Contras qui a montré les manœuvres de la CIA pour fournir des armes aux « contras » avec la participation de gouvernements ennemis des Etats-Unis et d'organisations de trafique de stupéfiants.

Le gouvernement sandiniste a mis en marche une stratégie de défense qui lui a permis de lever la plus grande armée en Amérique centrale, d'environ 65.000 effectifs, appuyée par les Soviétiques et les Cubains, et, en même temps, il a mobilisé presque un quart de la population à travers les Comités de Défense du Sandinisme qui groupaient plus de 400.000 citoyens. Même si la stratégie semble avoir réussi en bloquant l'agression externe, son coût fut insoutenable et a ouvert une brèche entre le sandinisme et la population de la Côte Atlantique, qui, quelques décennies plus tard, est encore vivace.

La chute de l'économie suite au prolongement de la guerre, le coût humain supérieur à 30.000 victimes et le scandale provoqué dans la communauté internationale par les agressions réelles ou supposées contre les communautés de la Côte Atlantique ont fini par saper la force des sandinistes qui, malgré leur victoire électorale de 1984, ont dû se résoudre à la négociation politique avec l'opposition. Tout d'abord, ils ont dû négocier avec les dirigeants misquitos à partir 1984 et, ensuite, ils ont créé la même année une Commission Nationale chargée de rédiger une proposition de statut autonome pour la Côte Atlantique[148].

En effet, au-delà du complot américain, le prolongement du conflit et la mise en place d'un mouvement populaire opposé au projet révolutionnaire

[148] Yvon LE BOT y Christian GROS, MOSKITIA : La question de l'autonomie de la côte Atlantique du Nicaragua, Document de travail No. 42-43, ERSIPAL, Paris, 1988.

ont conduit les sandinistes à rectifier leur politique dans un effort pour neutraliser leurs adversaires. A la fin de l'année 1984, le gouvernement sandiniste a reconnu ses erreurs vis-à-vis des demandes de la population indienne de la Côte et a décidé de rectifier sa politique en offrant une amnistie générale aux combattants indiens, en facilitant le retour des leaders et leur rencontre avec les communautés et en proposant la reconnaissance de l'autonomie générale. Cette nouvelle stratégie fut le résultat de la combinaison de deux initiatives du gouvernement sandiniste : la première fut l'ouverture de négociations politiques avec les dirigeants de la résistance locale et, la seconde, la création d'une commission gouvernementale chargée de préparer un projet de loi reconnaissant l'autonomie régionale et de promouvoir une campagne de consultations populaires au sujet de cette proposition[149].

Le statut d'autonomie[150] fut la pièce clé de cette stratégie de réconciliation. Adopté en octobre 1987, il fut précédé d'une nouvelle Constitution qui reconnaissait le caractère multiethnique de la nation, le droit des communautés de la Côte Atlantique de cultiver leur identité culturelle, de préserver leurs formes d'organisation sociale, d'administrer les affaires locales et, finalement, le droit de maintenir les formes communales de propriété. Les éléments de base du statut étaient : la mise sur pied d'une division administrative reconnaissant deux régions autonomes (nord et sud) ; un nouveau système administratif présidé par un conseil régional ayant des facultés législatives et par un coordinateur général élu par son conseil ; la reconnaissance des droits historiques des communautés de la Côte, y compris les droits culturels, et la reconnaissance des formes communales de propriété, et l'accès aux eaux et aux forêts[151].

Même si on est loin d'une autonomie complète et d'un

[149] Yvon LE BOT y Christian GROS, MOSKITIA: La question de l'autonomie…, op. cit.
[150] Miguel GONZÁLEZ, Gobiernos Pluriétnicos…, op cit, capítulo 5
[151] Miguel GONZÁLEZ, Gobiernos Pluriétnicos…, op. cit. pp. 302-308

autogouvernement, comme le souhaitaient les organisations locales, le statut a ouvert la voie à un rapprochement entre le sandinisme et les communautés de la Côte qui s'est reflété, à partir de 1988, dans la pacification progressive de la région, favorisée par les négociations avec les « contra » et les autres groupes armés de l'opposition. Les élections de 1990 sont le point de départ d'un changement de la politique régionale et l'opposition au FSLN s'est consolidée avec la victoire du mouvement indien YATAMA dans la région nord et celle de l'Union Nationale de l'Opposition dans la région sud.

Malgré cet effort politique, sans doute un peu tardif, qui a abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu, à Sapoá, en mars 1988, le sandinisme perdra les élections de février 1990. Ce fut la fin du cycle révolutionnaire. La démobilisation formelle de la « contra » s'est produite en juin de la même année.

Le cas du Nicaragua représente de manière exacerbée la distance entre la vision nationaliste dont étaient porteurs les révolutionnaires sandinistes et les particularités exprimées par les communautés indiennes de la Côte Atlantique qui ont fini par n'avoir aucune place dans le projet révolutionnaire. Cette situation n'est pas exclusive du Nicaragua et, en fait, nous avons signalé que cette distance entre les deux acteurs a conduit dans tout le continent à l'évolution de ces relations vers diverses formes de conflit.

Dans le Cauca - avec une dureté plus grande que dans d'autres régions du sud de la Colombie - la présence dominante des FARC a produit de nombreux affrontements avec les communautés locales dont les avancées ont fini par constituer un obstacle pour cette organisation armée. Une autre expérience colombienne fut celle du M-19 et sa tentative de mener une campagne armée nationaliste, connue sous le nom de *Batallón América*,

dont les symboles et le contenu politique furent clairement influencés par le sandinisme du Nicaragua. Dans ce cas, comme nous le verrons dans les chapitres à venir, l'adhésion s'est produite pour des raisons pragmatiques d'une colonne du Quintín Lame, ce qui, à la longue, a provoqué une de ses principales crises.

En résumé, le cas du Nicaragua est le miroir de ce qu'aurait probablement été le comportement, face a des communautés indiennes, des gouvernements de type semblable si plusieurs organisations révolutionnaires, que ce soit en Colombie, au Guatemala ou au Pérou, avaient accédé au pouvoir.

2.3 Le Pérou : "lorsque le grain casse le moulin"

Le mythe du retour de l'Inca[152] et l'espoir de la réinstauration du Tahuantinsuyo ont encouragé pendant des siècles les soulèvements et les rebellions des Indiens dans les Andes péruviennes. Tous les historiographes péruviens sont d'accord pour qualifier la victoire militaire des expéditions espagnoles de "victoire partielle" dans la mesure où le contrôle du territoire ne fut possible qu'en profitant des éléments survivants de l'empire Inca. Cette circonstance a nourri une fidélité profonde vis-à-vis des traditions préhispaniques, une sorte de révolte qui a permis aux vaincus de la conquête de cultiver une résistance passive mais tenace vis-à-vis de l'envahisseur. Selon Nathan Watchel, cette stratégie a laissé, malgré la chute de l'empire, un certain goût de vengeance : "Dans la mesure où les restes de l'ancienne civilisation inca ont traversé le temps jusqu'à nos jours, nous pouvons affirmer que ce type de révolte, cette praxis impossible a, en quelque sorte, triomphé "[153].

---

[152] Alberto Flores Galindo, Buscando un inca. Identidad y utopía en los Andes, Instituto de Apoyo Agrario, Lima, 1987.
[153] Nathan Whatchel, La vision des vaincus, Éditions Gallimard, Paris, 1971, p 314

La tradition, devenue ainsi un mécanisme de défense, rejoint les formes de résistance ouverte, comme les révoltes armées qui ont secoué l'ancien empire. Elles vont du soulèvement de Manco Capac en 1536 jusqu'aux rébellions de 1923, en passant par la plus grande insurrection contre l'empire espagnol avant l'indépendance, la guerre civile menée par Tupac Amaru II entre 1780 et 1782. Insurrection et inertie forment ainsi un continuum qui s'inscrit dans le concept d'"adaptation-en-résistance" [154] introduit par Stern dans ses travaux sur le monde andin et que nous utiliserons dans ce travail pour nous référer à la capacité des communautés indiennes de s'adapter occasionnellement aux forces que, objectivement, elles ne peuvent pas contrôler. Elles entendent protéger ainsi un ensemble de réalisations et de droits inaliénables.

Mais, à partir de la seconde moitié du XXème siècle, les allusions au passé inca se sont limitées à la rhétorique de certains mouvements politiques et l'idée de la recomposition de l'ancien empire a fini par être balayée par un processus accéléré de modernisation[155] . Carlos Iván Degregori a montré que le mythe d'Inkarri – selon lequel le corps de l'Inca, démembré par les conquistadors serait reconstruit en même temps que l'empire – fut remplacé, depuis le milieu du XXème siècle, par "le mythe du progrès"[156]. Pour Degregori, l'idée de progrès réoriente la mobilisation des communautés andines et les pousse à la recherche d'une nouvelle utopie qui se cache derrière la vigoureuse mobilisation pour la terre, les luttes pour l'accès à l'éducation et la migration vers les villes. Ces processus se superposent tout au long des années soixante et soixante-dix. Cependant, il est bien connu que cette "marche vers le progrès" fut bloquée par l'échec des régimes militaires réformistes et le début de la crise économique, qui ont

154 Steve Stern, "New Approaches to the Study of Peasant Rebellion…" op. cit.
155 Carlos Iván DEGREGORI, "Identidad étnica, movimientos sociales y participación política en el Perú", in Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos, IFEA – IEP, Lima, 1993.
156 Carlos Ivan Degregori, "Del mito del Inkarri al mito del progreso. Poblaciones andinas, cultura e identidad", in Socialismo y Participación, No 36, diciembre, Lima, 1986.

configuré le scénario dans lequel réapparaîtra la rébellion armée durant les années quatre-vingt.

La naissance du Sentier Lumineux et son implantation dans les communautés

Au début des années soixante-dix, encouragés par l'exemple cubain, deux mouvements insurgés ont émergé au Pérou : le premier, l'ELN, clairement « foquista », dont le leader est Héctor Bejar, qui a essayé de s'établir à Ayacucho, et le deuxième, le MIR, né de l'évolution du secteur le plus radical de l'APRA, qui a essayé de s'implanter dans le département de Junín[157]. Dans les deux cas, la distance entre les révolutionnaires et la population paysanne fut infranchissable. Cela n'a pas été le cas pour les syndicats agricoles opérant dans la vallée de La Conception, à Cuzco, dont la figure de proue est Hugo Blanco. Ces syndicats, eux, ont conquis l'appui des paysans tant qu'ils se sont limités aux revendications agraires. Mais tous furent rapidement désarticulés par les Forces Armées Péruviennes qui ont combiné l'usage de technique modernes contre les insurgés avec une réorientation idéologique nationaliste, en partant de la réflexion sur les conditions qui nourrissaient le mécontentement et qui a abouti, quelques années plus tard, à une politique radicale de réforme agraire mise en place par le gouvernement des Forces Armées, entre 1967 et 1975. Le Sentier Lumineux est né des cendres de cette première étape d'insurrection, en passant par le débat compliqué qui a suivi à l'intérieur des diverses factions de la gauche péruvienne sur la responsabilité des différents acteurs dans l'échec de cette expérience et sur la portée de la lutte révolutionnaire. Mais le Sentier n'a pas représenté la suite logique de la première étape de rébellion. Au contraire, ce fut, à bien des égards, sa négation.

Pratiquement tous les travaux sur le Sentier Lumineux soulignent le fait que le début de ses actions armées coïncide avec le retour de la

[157] Voir Timothy Wicham, Guerrillas and Revolution..., op. cit. pp. 114 -115

démocratie au Pérou. En effet, le Sentier apparaît publiquement pour la première fois le 17 mai 1980, lorsqu'il détruit les urnes et les listes électorales de la petite ville de Chusqui, dans le département d'Ayacucho, la veille des premières élections présidentielles libres en 17 ans[158]. Cette première action, qui est passée presque inaperçue, avait pourtant un grand poids symbolique : à partir de ce moment-là, le Sentier entamait un chemin opposé à toutes les tentatives de démocratisation de la société péruvienne, y compris la participation politique de la gauche traditionnelle et les efforts de certaines communautés rurales pour maintenir vivantes les tentatives associatives nées de la Réforme Agraire[159].

D'autre part, à la différence des mouvements révolutionnaires des années soixante qui ont essayé de se connecter avec le mouvement paysan, le Sentier n'a pas suivi les organisations sociales et ne s'est pas appuyé sur elles. Au contraire, il a voulu agir sur un vide social et, là où il ne l'a pas trouvé, il l'a creusé en détruisant les réseaux sociaux et politiques existants[160]. « Battre la campagne » est l'expression du Sentier que reprend Gustavo Gorriti pour décrire la politique consistant à créer les conditions qui permettent son enracinement dans le monde rural. Elle signifie non seulement le remplacement des autorités et la réorganisation de la production mais aussi la désarticulation de l'ordre local : "Dans l'idée de 'battre' est, en fait, ne rien laisser (...), détruire le pouvoir des *gamonales*, détruire le pouvoir des autorités et frapper les forces vivantes de

---

158 La réforme de 1979 a permis le transfert du pouvoir des militaires aux civils et, pour la première fois, elle a accordé le droit de vote à tous les Péruviens, supprimant les restrictions qui refusaient ce droit à la population de langue quechua.

159 Malgré le succès initial des candidats de gauche, il faut signaler que, à la fin des années soixante-dix, les organisations politiques de gauche étaient majoritairement favorables à la lutte armée. Cette attitude a commencé à se modifier suite à la convocation aux élections pour l'Assemblée Constituante de 1978. A partir de ce moment-là, leur présence électorale augmente, ce qui a permis que, au milieu des années quatre-vingt, un ensemble d'organisations se soit groupé sous le nom de Gauche Unie, devenue la deuxième force politique du pays. Nelson Manrique, El tiempo del miedo. La violencia política en el Perú 1980-1996, Introducción, Fondo Editorial del Congreso, Lima, 2002.

160 Carlos Iván Degregori, Qué difícil es ser Dios. Ideología y violencia política en Sendero Luminoso, El zorro de abajo Ediciones, Lima, 1989.

l'ennemi... ! nettoyer la zone, laisser la terre en friche"[161].

Ayacucho, le premier scénario où le Sentier s'est implanté, était le deuxième département le plus pauvre du Pérou. Son revenu per capita était équivalent à moins d'un tiers de la moyenne nationale. Deux de ses provinces, Cangallo et Víctor Fajardo, où ont commencé les actions de ce groupe guérilléro, se trouvaient parmi les dix les plus pauvres du pays. Les chiffres sont parlants par eux-mêmes mais il faut encore ajouter la discrimination ethnique des communautés appauvries qui n'avaient pas été favorisés par la Réforme Agraire, pratiquement inexistante dans ce département. Mais la pauvreté n'est pas la seule explication à l'irruption du Sentier et peut-être même qu'elle n'est pas l'explication la plus importante. Le grand mérite du travail de Degregori sur l'origine de ce mouvement[162] est d'avoir dévoilé que sa naissance est le fruit de la conjonction de la pauvreté avec les énormes attentes qu'a suscitées l'élargissement du système éducatif et, en particulier, le développement prodigieux de l'université d'Huamanga : c'était la rencontre entre les aspects les plus modernes et les plus arriérés du pays. En effet, la croissance du nombre d'étudiants suite à la réouverture de l'université de San Cristóbal de Huamanga en 1960 dépasse trois fois le taux de croissance de la population universitaire nationale qui est déjà très importante[163]. Malgré tout, la promesse d'ascension sociale inhérente à l'expansion du système universitaire – et de la totalité du système éducatif – ne sera pas tenue. Au contraire, elle se brise contre le blocage social et économique de la société péruvienne, ce qui a encore exacerbé le sentiment de frustration. Le résultat fut le renforcement d'un petit noyau profondément idéologisé, mené par Abimael Guzmán qui, à la différence des autres factions de la gauche ayant

---

161 Gustavo Gorriti, Sendero: historia de la guerra milenaria en el Perú, Lima, 1991, p.

162 Carlos Iván Degregori, Ayacucho 1969-1979. El surgimiento de Sendero Luminoso, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1990.

163 La population universitaire nationale passe de 30.247 en 1960 à 209.870 en 1978. Durant cette même période, le nombre d'étudiants de l'université de San Cristóbal passe de 228 à 7.209. Ibidem, p. 271.

cherché un espace dans le scénario politique légal, s'est replié dans l'université et s'est consacré à élaborer sa propre interprétation du marxisme.

Ce qui se produit durant les premières années de la décennie des années quatre-vingt et qui permet la naissance proprement dite du Sentier Lumineux c'est la rencontre de cette élite intellectuelle avec une base sociale formée surtout de jeunes gens des villages de la Sierra ou qui rentrent des villes et qui affrontent la déception et le blocage provoqué par l'échec de la modernisation. Ces jeunes, qu'Henri Favre[164] qualifie de « dé-paysannisés » et « désindianisés », ne se sentaient plus faire partie du monde paysan traditionnel mais ils ne se sentaient pas, non plus, acceptés par le monde urbain moderne, ce qui les a poussés à chercher dans la guérilla de nouveaux référents d'identité.

La rencontre du Sentier Lumineux avec les communautés appauvries de la partie haute d'Ayacucho s'accélère par la participation de ces groupes de jeunes militants. Dans une première phase, la guérilla semble correspondre aux aspirations de la population locale qui y voit, sans doute, l'occasion de réagir contre la marginalité et celle de restaurer un ordre plus en accord avec ses traditions, permettant d'éviter la désintégration de leur monde. En effet, l'expulsion de la police et des agents locaux du gouvernement, ainsi que la répression des délinquants sont en principe bien reçus par les communautés qui, au début, s'adaptent à l'autoritarisme du Sentier car il n'était pas réellement étranger à leurs traditions.

Ces éléments expliquent en grande partie le succès obtenu par Sentier Lumineux durant ses deux premières années d'activité. En effet, il a pris le contrôle de presque tout le département d'Ayacucho et entamé son

[164] Henri Favre, "Sentier Lumineux et horizons obscurs", Problèmes d'Amérique latine, n° 72, 1984.

expansion vers d'autres régions, y compris la capitale. Ces éléments expliquent aussi la raison pour laquelle certaines interprétations ont cru trouver dans ce mouvement un reflet de l'autoritarisme communautaire préhispanique. Au fond, ce qui se produit durant les premières années de la présence du Sentier est un exemple clair de la capacité d'« adaptation des communautés locales à un nouvel équilibre de pouvoir », qui peut s'expliquer non seulement par la peur qu'inspire le Sentier mais aussi par les « bénéfices de sécurité » qu'il offre et qui s'expriment dans son pouvoir de sanctionner les autorités corrompues ou les délinquants. On peut aussi observer ce phénomène dans d'autres contextes. C'est le cas du Guatemala durant la phase d'implantation de l'EGP et, plus spécialement, dans le cas colombien où les guérillas, particulièrement les FARC, utilisent comme mécanisme d'approche des communautés, la violence contre des individus considérés comme indésirables qui portent atteinte aux intérêts de la communauté paysanne, tels que les voleurs de bétail ou les brigands. Dans une étape postérieure, les guérilléros étendent leur violence à ceux qui menacent l'ordre moral, comme les prostituées ou les drogués.

Pour revenir au Pérou, la connivence apparente entre Sentier et les intérêts des communautés a fini par disparaître rapidement ou, peut-être, comme le suggère Le Bot, il s'agit tout simplement d'une confusion qui n'a pas mis longtemps à se dissiper : "Dès le début, il y a un malentendu : Sentier Lumineux ne se propose pas de rétablir un équilibre communautaire affaibli. Par contre, il ne cache pas que son objectif est d'impliquer les communautés dans la guerre, sans leur promettre une protection en cas de répression. Son seul objectif est de mettre sur pied un nouvel Etat dans lequel l'autonomie communautaire n'aura aucune place "[165].

Le rejet des Indiens par Sentier, tel qu'il apparaîtra deux ans après

[165] Le Bot, Violence de la modernité..., op. cit., p. 179.

ses premières apparitions, est si fort qu'il ne peut être comparé avec aucun des cas évalués dans notre travail. Il faut cependant remarquer que, dans la gauche péruvienne, il y a eu, depuis les années soixante, une longue tradition de "des-indianisation" qui, dans son discours, mettait l'accent sur la lutte des classes et sur l'exploitation capitaliste, comme le signale Florencia Mallon[166]. Pour cette auteure, l'effort des différentes tendances de la gauche insurgée pour créer une identité politique étrangère aux connotations ethniques a rendu impossible l'incorporation d'éléments démocratiques aux expériences d'insurrection des années soixante et encore moins aux expériences des années quatre-vingt. La particularité des traits autoritaires qui caractérisent la relation du Sentier avec les communautés réside probablement dans la domination que, se basant sur une position hiérarchique supérieure, a prétendu établir l'élite dirigeante avec les « masses », sans faire aucun effort pour la démocratisation sociale. Cela a fait de cette expérience armée « un projet antimoderne mais non point indien ou indigéniste », comme le dit Degregori[167]. En effet, Sentier non seulement n'est pas une guérilla indienne mais il est contraire aux intérêts des Indiens. Cela deviendra évident à partir de 1982, lorsqu'il commence à intervenir de plus en plus ouvertement dans les affaires internes des communautés et, surtout, lorsqu'il attaque les populations qui s'opposent à son plan d'interrompre les circuits commerciaux dans la Sierra. Elles sont soumises et terrorisées par les pires expressions de la violence physique.

Dans le discours du Sentier, il n'y avait pas beaucoup de place pour les particularités. Au contraire, le réductionnisme de classe ne permettait l'expression d'aucune nuance et encore moins les différences ethniques dont il ne parle même pas. Il attendait de ces bases qu'il prétendait servir l'acceptation obéissante de son autorité, en fin de compte, « antimoderne ».

166 Florencia Mallon, "¿Crónica de un Sendero anunciado?", in Los Senderos insólitos del Perú, op cit.

167 Carlos Ivan Degregori, "Los hijos de la guerra. Jóvenes andinos y criollos frente a la violencia política", in Poder y Violencia en los Andes, Henrique Urbano editor, Centro Bartolomé de las Casas, Cuzco, 1991.

La violence présente dans le langage que ce mouvement utilisait pour décrire cette relation est frappante :

> "...il faut former les masses avec des faits tranchants, bien remâcher les idées...les masses de ce pays ont besoin de la direction d'un Parti Communiste dont nous espérons qu'il aura plus de théorie et plus de pratique révolutionnaire, plus de pouvoir, pour toucher le cœur même de la classe et du peuple et le conquérir réellement. Pour quoi faire? Pour le servir, c'est ce que nous voulons"[168].

Durant les deux premières années, Sentier a fait sentir sa présence au sud de la Sierra Central du Pérou, surtout dans le département d'Ayacucho, par des actions qui, la plupart du temps, mettaient en danger la faible infrastructure de la région : destruction de ponts, explosion de tours électriques, blocage de chemins, etc. Malgré tout, le nombre de victimes fut relativement peu important. Alberto Flores[169] souligne le fait que les 219 attentats attribués au Sentier durant l'année 1980 ont fait uniquement trois victimes, ce qui est très différent de ce qui commence à se produire à partir de l'année 1983.

Les communautés indiennes et le coût de la guerre

La méfiance réciproque entre l'armée et le gouvernement civil qui venait d'être restauré explique en grande partie le retard des autorités à agir vis-à-vis du Sentier. Au début, le problème fut confié à la police locale, devenue la cible constante des insurgés qui ont réussi à l'expulser de 80% des zones rurales du nord du département d'Ayacucho. Finalement, en décembre 1982, presque trois ans après la première parution du Sentier, le gouvernement de Belaúnde Terry a déclaré l'état d'urgence dans neuf provinces et a confié le contrôle à un commando politico-militaire qui, dans la pratique, a agi comme une armée d'occupation, ce qui n'a servi qu'à stimuler davantage l'activité de la guérilla. Avec l'arrivée de l'armée, la

---

168 Abimael Guzmán, entrevista en El Diario de Lima, 1988, cité par Degregori, Qué dificil es ser Dios..., op. cit.

169 Alberto Flores Galindo, "La guerra silenciosa", en Alberto Flores Galindo y Nelson Manrique, Violencia y Campesinado, Instituto de Apoyo Agrario, Lima, 1985.

violence s'installe dans la Sierra. Les premières actions sont à charge des forces antisubversives de la Garde Civile, les "sinchis". Les arrêts arbitraires, les tortures et les disparitions commencent à se multiplier : 245 cas de disparition sont dénoncés en 1983 alors qu'il n'y eut aucun cas durant les trois années précédentes. Le nombre de morts qui était de 193 en 1982 et de 11 en 1980, est monté à 1979 en 1983.

Mais le problème n'était pas uniquement la spirale de la violence. Comme le signale Alberto Flores, l'important c'est le changement dans les affrontements qui se produit après l'arrivée des Forces Armées et qui correspond à une nouvelle stratégie. Si Sentier se cachait parmi les paysans suivant la fameuse métaphore de Mao du poisson dans l'eau, "il fallait empoisonner l'eau, la contaminer, la rendre intolérable pour éviter qu'elle serve de refuge"[170]. La nouvelle stratégie consistait donc à faire peser le coût de la guerre sur la population civile, l'impliquant pleinement dans le conflit. Ce procédé, apparemment chaotique, est, selon l'interprétation de cet auteur, le résultat d'une politique calculée, destinée à opposer les communautés entre elles. Pour ce faire, on a exploité les anciens litiges et les anciennes rivalités dans une région que Nelson Manrique décrit comme une "mosaïque ethnique", formée de 21 ethnies différentes, dont la configuration remonte aux guerres de l'empire Inca, avant la conquête. Selon Manrique, cette fragmentation trouve "... une voie sinistre d'expression dans les affrontements provoqués par le modèle d'organisation que Sentier Lumineux et les Forces Armées ont mis en place dans les communautés paysannes de la région"[171].

La conséquence des affrontements fut que la méfiance a gagné les communautés et que l'espace de neutralité a complètement disparu. Au milieu de ce que certains moyens d'information ont qualifié de "guerre civile

[170] Ibidem, p. 20
[171] Nelson Manrique, "Democracia y campesinado indígena en el Perú contemporáneo", in Violencia y Campesinado, op. cit. p. 14

entre communautés", les tueries de paysans se sont multipliées ainsi que le lynchage d'intrus soupçonnés d'appartenir au Sentier[172]. L'armée s'est réfugiée dans ses garnissons et la guerre contre les insurgés est devenue une guerre entre les habitants. Les chiffres confirment cette appréciation : en 1983, sur les 1.979 morts dans la zone de conflit, 9 correspondent à des membres des Forces Armées et 52 à la police. 665 sont des civils et 1.226 des *senderistes* présumés. La tendance s'est maintenue : en 1984, le nombre total de morts atteint le chiffre de 3.588, dont 26 étaient des membres des Forces Armées, 56 de la police, 1.750 civils et 1.721 militants présumés du Sentier[173].

Au début, Sentier s'est montré capable de s'adapter à cette stratégie. En fait, la radicalisation de la polarisation a renforcé l'adhésion des partisans. En outre, il a montré, avec une absolue froideur, sa capacité de s'exprimer à travers le langage de la violence. Pour s'en convaincre, il suffit de citer les déclarations d'Abimael Guzmán dans lesquelles il reconnaît la responsabilité de la direction du Sentier dans le massacre de 80 paysans dans la communauté de Lucanamarca. Ils ont été égorgés en avril 1983 en représailles des actions contre-révolutionnaires des communautés d'Ayacucho qui, quelques mois auparavant, avaient massacré une colonne senderiste à Huaychao:

> A l'emploi des troupes et à l'action militaire réactionnaire, nous avons répondu avec une action contondante : Lucanamarca. Ni eux ni nous ne l'oublions pas, bien entendu, parce qu'ils y ont trouvé une réponse qu'ils n'avaient pas imaginée. Plus de quatre-vingt furent éliminés là. C'est la réalité. Et nous disons que là, il y eut un excès, comme on le verra en 1983, mais tout dans la vie a deux aspects : notre problème

[172] Le cas le plus remarquable fut le massacre de huit journalistes dans la localité d'Uchuraccay, située dans la partie haute de la province de Huanta, département d'Ayacucho. Voir Ponciano DEL PINO, "Uchuraccay: Memoria y representación de la violencia política en los Andes", en Ponciano DEL PINO y Elizabeth JELIN (compiladores), Luchas locales, comunidades e identidades, Siglo XXI editores, Madrid, 2003.

[173] Voir Nelson Manrique, "La década de la violencia", cuadro # 2 Víctimas de la violencia política (1980 - 1988), en El tiempo del miedo. La violencia política en el Perú 1980-1996, p. 80, Fondo Editorial del Congreso del Perú, Lima, 2002. Jusqu'en 1984, le plus grand nombre de victimes correspond aux départements d'Ayacucho, Huancavelica et Apurimac.

était de marquer un coup de maître pour les freiner et pour leur faire comprendre que les choses n'étaient pas si faciles ; dans des cas comme celui-ci, ce fut la Direction Centrale elle-même qui a planifié et décidé les choses... là, l'objectif principal fut de leur faire comprendre que nous étions un os dur à ronger et que nous étions prêts à tout, tout[174].

Même si la guerre s'est enlisée de plus en plus, Sentier semblait, dans un premier temps, non seulement capable de résister mais même de grandir. Cette croissance l'a poussé à étendre son rayon d'action afin de chercher de nouvelles ressources humaines et économiques. Au bout de trois ans de conflit, le Sentier est devenu fort dans les départements d'Ayacucho, de Huancavelica et d'Apurimac qui ont constitué les principales zones de recrutement. C'est là que se sont concentrés les indices les plus élevés de violence politique durant la première période du conflit (1980 – 1985). Parallèlement, Sentier s'étend, par une présence sporadique, dans différentes directions : vers la zone centrale du département de Junín ; vers le département de Puno, au sud de la Sierra ; et vers les forêts du Alto Huallaga, dans les départements de Pasco et Junín.

Les actions du Sentier dans le département de Junín sont devenues plus violentes à partir de 1982 et elles se sont concentrées sur la vallée du fleuve Mantaro, considérée comme le cœur du département. En effet, c'est le point de croisement obligé entre Lima et la Sierra Central, entre la Selva Central et la Sierra Sur, proche des centres miniers les plus importants et emplacement du complexe hydroélectrique le plus grand du pays, dont les lignes de connexion vers Lima furent sabotées en permanence[175]. Sentier affrontera dans cette région des communautés caractérisées par leur force historique et leur relative autonomie grâce à une certaine prospérité et à

[174] "Presidente Gonzalo rompe el silencio", entrevista en el Diario, 24 de julio de 1988, citado por Manrique, "La década de la violencia", p. 115, op cit.
[175] Nelson Manrique, "La guerra en la región central", in Los Senderos insólitos del Perú, op cit, p. 199

leur indépendance vis-à-vis des *haciendas*. Les actions du Sentier ont frappé durement les communautés paysannes qui maintenaient vivantes des formes organisationnelles découlant des Sociétés Agricoles d'Intérêt Social (SAIS) constituées durant le gouvernement du général Velasco. Dans certains cas, elles se trouvaient dans un processus de "reconstruction démocratique" stimulé par la Confédération Paysanne du Pérou. La destruction des fermes communales et la distribution de bétail parmi les paysans, les attaques contre les autorités municipales et le blocage des activités commerciales furent le mot d'ordre du Sentier, qui a provoqué, au début, la soumission silencieuse de la population. Mais la capacité de résistance communautaire n'a pas pu être détruite et, à partir de 1990, face aux premiers signes de faiblesse du Sentier, la résistance active de la population est devenue de plus en plus visible. L'adaptation des communautés au contrôle du groupe armé disparaît rapidement et se transforme en un accord, passé en juillet de la même année, entre celles-ci et l'armée pour mettre en place les rondes paysannes[176].

La présence du Sentier dans la vallée du Mantaro a facilité son avancée vers Lima qui fut soumise, depuis 1983, à d'innombrables attaques contre l'infrastructure électrique et autres. Des explosifs ont été placés dans les banques et les immeubles officiels, des voitures piégées ont explosé faisant un grand nombre de victimes... Comme le signale Michel Wieviorka, l'objectif était de provoquer le chaos : "Il s'agit de semer la peur, de désorganiser la vie des citoyens, de prouver progressivement l'impuissance du pouvoir"[177]. Sentier applique dans la capitale la stratégie consistant à détruire toute forme d'organisation populaire qui ne se plie pas à sa lutte, comme le montre l'assassinat de María Helena Moyano, présidente de la Fédération Populaire des Femmes de Villa El Salvador et adversaire

[176] Ibidem, pp. 208-211

[177] Michel Wieviorka, El terrorismo. La violencia política en el mundo, Plaza y Janes, Madrid, 1991, p. 135.

déclarée du Sentier Lumineux[178].

Le cas du département de Puno présente des caractéristiques différentes de celles observées à Ayacucho. Vers le milieu des années quatre-vingt, ce département du sud de la Sierra était le scénario d'une forte mobilisation à laquelle participaient plus de six-cents communautés paysannes indiennes qui se battaient – avec l'appui des groupes de gauche, de l'église catholique et de diverses ONG - pour la récupération d'environ deux millions d'hectares expropriés aux *hacendados* par la Réforme Agraire et transformés en entreprises associatives. Mais, dans les années quatre-vingt, elles stagnaient et, par conséquent, elles avaient cessé de remplir leur mission de démocratisation[179]. Là, la politique adoptée par Sentier présente des traits apparemment différents de ceux observés à Ayacucho. Il s'efforce de pénétrer le mouvement paysan en appuyant la tentative de ceux qui veulent récupérer les terres. S'agit-il d'un changement de stratégie ou d'une simple adaptation à une situation sociale différente? Michel Wieviorka suggère qu'il s'agit d'une adaptation aux conditions locales de la mobilisation sociale qui conduit le Sentier à radicaliser ses luttes locales plutôt qu'à intensifier la guerre communautaire, ce qui montrerait que ce groupe avait un caractère moins monolithique que celui qu'on lui attribue habituellement[180]. Le Bot, pour sa part, considère qu'il y a une adaptation aux conditions locales mais que celle-ci ne vise pas à renforcer les luttes qui se produisent dans le lieu mais à pousser les gens vers la guerre et à s'appuyer sur eux pour la réussite du projet des insurgés. Les assassinats de leaders locaux de gauche à la fin des années quatre-vingt confirme ce point de vue.

Finalement, l'affrontement avec les communautés indiennes fut

[178] Jo-Marie BURT, "Sendero Luminoso y la batalla decisiva en las barriadas de Lima: el caso de Villa El Salvador", en Los Senderos insólitos del Perú, op cit, capítulo 8.
[179] Le Bot, Violence de la modernité..., op. cit, capítulo 8.
[180] Wieviorka, El terrorismo..., op. cit., segunda parte.

moins dissimulé dans la vaste région de la Forêt Centrale et dans les vallées des fleuves qui descendent vers l'Amazone. Dans ces lieux, la présence du Sentier, simultanée avec celle d'autres acteurs armés, fut sporadique jusqu'à la fin des années quatre-vingt, lorsqu'il a décidé, à cause des besoins économiques entraînés par sa croissance, de resserrer le contrôle de la vallée du fleuve Huallaga, où se concentrait à ce moment-là la plus grande partie de la production de feuilles de coca en Amérique du Sud. L'affrontement avec les communautés qui habitaient dans le piedmont central andin a atteint un tel niveau de violence que certains auteurs n'hésitent pas à le qualifier de "génocide".

Le cas le plus dramatique fut probablement celui de la communauté Asháninka, une macro-ethnie amazonienne de plus de cinquante mille habitants dispersés dans les forêts des départements de Junín et Cerro de Pasco. Entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90, les Asháninkas ont dû supporter en même temps l'implantation du Sentier, la présence de MRTA[181], le flux de colons attirés par la croissance de la production de coca et la répression des Forces Armées qui essayaient maladroitement d'empêcher le commerce illégal de base de coca. Le résultat fut la désarticulation d'un bon nombre de ces communautés, soumises à de multiples pressions de la part des différents groupes armés, à l'assassinat de leurs dirigeants, la destruction de leurs installations et à la collaboration forcée avec les narcotrafiquants ou les groupes armés. Le rapport du bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés qualifie de "semi-esclavage" les conditions auxquelles ils ont été soumis et dénonce le recrutement forcé de mineurs ainsi que le déplacement de populations entières[182].

---

[181] Le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru est une organisation armée de type *foquista* qui a essayé de poursuivre les expériences révolutionnaires des années 60. Le MRTA, comme toutes les autres expressions de la gauche péruvienne, fut considéré par le Sentier Lumineux comme un de ses ennemis. La région de la forêt centrale fut le scénario d'affrontements violents qui ont fortement affecté les communautés locales.

[182] Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados, Estudio de

Installé dans la province de Satipo, surtout dans les bassins des fleuves Ene et Tambo, Sentier contrôle cette vaste région par le blocage des voies de communication, le déplacement des habitants et la mise en place de "Comités Populaires" qui ont approfondi les divisions intra-communautaires. Pour sa part, le MRTA s'est installé dans la province d'Oxapampa où il a commencé ses opérations en assassinant, à la fin de l'année 1989, trois dirigeants Asháninkas, parmi eux le président de l'ANAP (Apatyawaka Nampitsi Asháninka), une fédération locale qui groupait 52 communautés. Cette action, dont la justification est véritablement hallucinante, fut réalisée en représailles contre la prétendue trahison des dirigeants Asháninkas, vingt-cinq ans auparavant, qui s'était terminée par la mort des dirigeants du MIR aux mains de l'Armée péruvienne, en 1966. Dans les deux cas, les agressions des groupes armés ont poussé les communautés à réactiver spontanément des pratiques traditionnelles pour défendre leur vie et leur territoire, ce qui les a conduites à la mise en place des "armées asháninkas", sous des noms différents : "Rondes Natives", "Comités d'Autodéfense" ou "Ovayeritte", qui ont affronté, avec plus ou moins de succès, les groupes insurgés et qui, à partir de 1991, ont bénéficié de l'appui de l'Armée péruvienne[183]. Se basant sur des données encore partielles, la Commission Péruvienne pour la Vérité calcule que le conflit a affecté directement près de la moitié de la population : "Il n'y a pas de données précises mais la plupart des spécialistes et des institutions calculent que, sur 55 mille Asháninkas, environ 10 mille personnes furent déplacées de force dans les vallées de l'Ene, Tambo et Perené ; 6 mil personnes sont décédées et près de 5 mille ont été faites prisonnières du PCP-Sentier Lumineux. On calcule que, durant les années de conflit, entre 30 et 40 communautés Asháninka ont disparu"[184].

---

casos de desplazamiento: Perú, 1996.

[183] Comisión de la Verdad y Reconciliación del Perú, Informe Final, Lima, 2003, Sección III, capítulo 2.8, "Los pueblos indígenas y el caso de los Asháninkas".

[184] Ibidem, p 1.

Tout semble indiquer que les conflits entre Sentier et les communautés indiennes-paysannes locales, soit dans la Sierra, soit dans la forêt, ont creusé un véritable abîme entre les uns et les autres. Mais cette opposition ne deviendra visible qu'à la fin des années quatre-vingt, à cause de plusieurs facteurs qui ont contribué à surdimensionner les actions des *senderistes* rendant encore plus difficile l'expression du rejet de la population. Le premier facteur est dérivé des les conséquences désastreuses de l'intervention de l'Armée qui, dans un premier temps, a attaqué de manière indiscriminée les bases du Sentier et a parfois bloqué le développement des oppositions avec la paysannerie, comme le montre le cas de Huanta, où les communautés se sont adaptées temporairement à la domination des *senderistes*, considérée comme un moindre mal face aux excès de l'Armée[185]. Le deuxième facteur fut la panique qu'ont provoquée les actions du Sentier à Lima ; il a adopté un comportement franchement terroriste face auquel l'Etat semblait impuissant. Le troisième facteur fut la crise de gouvernance qui s'est produite tout au long du gouvernement d'Alan García, résultat des maladresses politiques, de la méfiance entre le gouvernement civil et l'Armée et de la désastreuse gestion économique. L'ensemble de ces éléments a conduit à l'idée généralisée à la fin des années quatre-vingt selon laquelle le Pérou était à la veille d'un collapsus qui pourrait même conduire à une victoire du Sentier. Comme on le constatera quelques années plus tard, cette hypothèse n'avait aucun fondement objectif. Le chemin du Sentier vers l'échec avait commencé silencieusement depuis quelque temps dans ses profonds désaccords avec les communautés paysannes et indiennes qu'il prétendait libérer.

Le dénouement du conflit et les Rondes Paysannes

A la fin des années quatre-vingt, une inflexion se produit dans le cours du conflit comme résultat de la convergence de trois facteurs : la

[185] José Coronel, "Violencia política y respuestas campesinas en Huanta", en Las rondas campesinas..., op. cit.

décision du Sentier d'intensifier le conflit; les changements dans la stratégie des Forces Armées; et la généralisation des Rondes Paysannes pour répondre à l'intensification de la violence.

En 1989, lors de la clôture du Ier Congrès du parti, les dirigeants du Sentier considèrent que la "phase défensive", la première des trois étapes stratégiques de la "guerre prolongée", est terminée et ils prennent la décision de passer à la deuxième phase, celle de l'"équilibre stratégique". Cette décision se basait plus sur le volontarisme des dirigeants et sur la rhétorique de leur discours que sur une corrélation favorable des forces. Comme le montre le travail de Carlos Tapia[186], Sentier manquait à l'époque de ressources matérielles et humaines nécessaires à élargir son offensive et le contrôle qu'il exerçait sur certaines provinces était plus le résultat de la peur qu'il inspirait à la population et de la stratégie maladroite de l'armée que le fruit de la consolidation de son projet militaire. Les chiffres fournis par cet auteur montrent que, en réalité, le nombre limité des effectifs du Sentier lui rendait impossible de passer à la "guerre de mouvements" qu'annonçaient les documents des dirigeants. Au début de l'année 1990, le total de ses effectifs n'arrivait pas à 6.000 hommes dont à peine 816 constituaient la "force principale", la seule qui, par son organisation et son armement, pouvait être considérée comme une force militaire proprement dite. Les autres 4.674 effectifs étaient formés par les "forces locales", mal armées et ancrées dans un scénario local très limité. Il faut ajouter ce que l'on considérait la "force de base", avec 17.940 effectifs, qui, en réalité, était formée par des paysans désarmés, recrutés pour la plupart sous la menace[187]. Les bataillons du Sentier n'existaient que sur le papier.

L'armée, pour sa part, était certainement démoralisée et avait perdu son prestige mais, pour l'essentiel, elle restait intacte. Le gouvernement

[186] Carlos Tapia, Las Fuerzas Armadas y Sendero Luminoso, IEP, Lima, 1997.
[187] Ibidem, pp 105-116.

péruvien avait 120.000 effectifs dans les Forces Armées et 100.000 dans la police. Mais les Forces Armées péruviennes étaient plus préparées pour l'hypothèse d'un conflit externe que pour affronter la guérilla. Il faut ajouter à cela leur méfiance vis-à-vis du gouvernement civil depuis sa restauration en 1980, ce qui a retardé sa participation au conflit. Malgré tout, leur principal handicap était leur attitude vis-à-vis de la population civile. Lors de leur première phase d'intervention dans la Sierra, les Forces Armées ont pratiqué une répression indiscriminée. Le petit nombre de personnes parlant le quechua, l'attitude raciste de beaucoup de soldats provenant de l'infanterie de marine déplacés dans cette zone et la méfiance généralisée à l'égard de la population locale qui les empêchait de distinguer entre les paysans et les militants du Sentier, ont fait en sorte que les détachements militaires déployés à Ayacucho entre 1983 et 1985 agissent et soient perçus comme une force d'occupation qui faisait des massacres des paysans sa principale tâche. Cette stratégie erronée, qui pourtant rapportait des dividendes au Sentier, fut modifiée à la fin de la décennie, lorsque l'armée est passée d'une répression indiscriminée à une répression sélective[188]. Même si ce changement ne signifiait pas un engagement vis-à-vis des droits de l'homme, il a permis à l'armée de tendre peu à peu des ponts vers la population locale, surtout dans la mesure où le Sentier s'éloignait de plus en plus de la paysannerie.

L'intensification du conflit de la part du Sentier signifiait qu'il lui fallait plus d'armes et de ressources matérielles. D'où son déplacement vers les zones productrices de coca. Mais cela signifiait aussi un plus grand effort des paysans dont on exigeait plus de recrues, plus de vivres et un appui plus soutenu aux actions armées. Ces demandes, excessives pour une population qui avait déjà supporté dix ans de guerre, ont fini par briser l'équilibre précaire qui avait été établi dans beaucoup de provinces entre les

[188] CVR, Informe Final, op. cit., Sección II, capítulo 1.2 "Las Fuerzas Policiales", capítulo 1.3 "Las Fuerzas Armadas".

communautés et le Sentier. Ceci confirme la tendance observée dans d'autres cas : le prolongement du conflit constitue un véritable poids pour ces communautés et nuit à la stabilité des échanges entre les groupes armés et les communautés rurales.

La désorientation du Sentier fut, selon Degregori[189], le résultat du culte démesuré à la violence, de sa conception téléologique de l'histoire, de son incapacité à interpréter les transformations des acteurs sociaux et politiques, de son mépris de la culture andine et d'une conception du temps qui lui a fait croire à la possibilité d'un prolongement indéfini du conflit. Reprenant la notion de Stern d'"adaptation-en-résistance", cet auteur conclut que l'intensification de la pression exercée par le Sentier sur les communautés a fini par agir en faveur de la résistance.

La réponse fut la généralisation des Rondes Paysannes. Les rondes, connues depuis des années dans le nord du pays, étaient des groupes d'autodéfense formés de paysans de la Sierra pour lutter contre les voleurs et les brigands et pour résoudre des disputes locales. Dans la décennie de 1980, les militaires ont commencé à tenir compte de ces groupes et à les armer officiellement pour consolider leur pouvoir dans les zones rurales. A partir de 1983, l'armée a essayé, sans grand succès, de généraliser cette expérience au centre et au sud du pays sous le nom de "Comités de Défense Civile". Au début, leurs résultats furent pauvres à cause de la méfiance justifiée des paysans vis-à-vis de l'armée. Mais cette situation changera à partir de 1989. Orin Starn[190] considère que les rondes étaient condamnées à échouer dans la mesure où elles avaient été imposées de force aux communautés. C'est ce qui est effectivement arrivé durant la période comprise entre 1983 et 1987, lorsque l'armée a essayé d'obliger les paysans à se regrouper et à participer aux Comités. Cependant, ce même auteur

[189] Degregori, "Cosechando tempestades", op. cit., pp 113-118.
[190] Orin Starn, "Las rondas campesinas en la sierra sur-central", in Degregori, et al, Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, IEP, Lima, 1996.

défend l'idée selon laquelle, à partir de 1987, les cas de résistance spontanée des communautés se multiplient, et encore plus au début des années quatre-vingt dix, lorsque les paysans reçoivent l'appui de l'armée. Ce changement s'explique en partie par la nouvelle attitude de l'armée et par la multiplication des excès du Sentier. Starn pense que le prolongement du conflit a fini par constituer un avantage pour l'armée dans la mesure où les communautés, "sensibles aux changements dans l'équilibre du pouvoir", ont perçu que la victoire allait échapper au Sentier.

En 1990, près de 1.000 rondes s'affrontaient de manière spontanée et rudimentaire au Sentier. En 1991, le gouvernement a commencé à distribuer des fusils de chasse dans les communautés et, en 1993, il a promulgué des décrets légalisant l'existence des rondes sous la forme de Comités de Défense Civile. En 1994, 5.786 comités existaient dans tout le pays, formés de 400.360 *ronderos* et possédant 15.390 fusils de chasse remis par le gouvernement. 1.655 de ces comités, qui groupaient 66.200 *ronderos* et possédaient environ 40% des armes distribuées, se trouvaient dans les départements d'Ayacucho et Huancavélica.[191]

La relation entre les rondes et l'armée semble être beaucoup plus complexe qu'elle en a l'air. Les premières interprétations considèrent les rondes comme des instruments subordonnés à l'armée, ce qui a parfois été le cas. Mais, dans la mesure où les recherches avancent, on découvre d'autres éléments. Tout d'abord, les rondes étaient déjà sur pied avant que le gouvernement décide de les multiplier. En deuxième lieu, leur action répond, dans bien des cas, au sentiment qu'ont les communautés d'être abandonnés par l'armée. En troisième lieu, laissant de côté la discussion sur le caractère forcé ou autonome des rondes, on peut affirmer que celles-ci sont devenues un formidable instrument de mobilisation qui a permis la réorganisation des communautés andines. Les rondes sont devenues

[191] Tapia, Las Fuerzas armadas..., op cit.

l'expression d'une action collective qui a permis de nouer une nouvelle relation avec les pouvoirs locaux et nationaux. Comme le dit Degregori, « elles sont, à leur manière, un mouvement social qui, définitivement, ne ressemble pas à ceux que nous avions tant aimés »[192].

Ces considérations expliquent la vision optimiste de certains auteurs, comme Steve Stern, qui ont souligné le rôle qu'ont joué les paysans et les *comuneros* - "citoyens-guerriers" – dans l'extinction de la violence politique, animés de "…la conscience fière des paysans d'avoir gagné la guerre *malgré* les défauts des militaires et de l'Etat"[193]. La renaissance de la société civile, qui semblait vigoureuse vers la fin du conflit armé, semblait contenir, dans les zones rurales péruviennes, des éléments qui faisaient penser à de possibles processus de reconfiguration identitaire et de prise du pouvoir local par des acteurs politiques émergeants appuyés sur une base ethnique renouvelée et forte. Cependant, au bout d'une décennie, ce résultat n'avait pas réussi à se concrétiser alors que toutes les conditions étaient réunies pour parvenir, au terme du conflit, au renforcement de "réseaux sociaux" locaux dans les zones les plus affectées par la violence. Ce dénouement pose de nombreuses interrogations sur la manière particulière dont se manifeste la dimension ethnique dans la vie politique et dans les représentations culturelles[194] et il oblige à se poser des questions sur la profondeur de la fracture ethnique et ses effets sur la société péruvienne.

L'arrière-fond ethnique de la guerre

La capture des dirigeants du Sentier, en septembre 1992, et la reddition massive de guérilleros au cours des deux années suivantes clôturent ce cycle de conflit armé au Pérou. Les pertes matérielles et

[192] Carlos Ivan Degregori, "Ayacucho después de la violencia", in Degregori et al, Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, IEP, Lima, 1996, p 27.
[193] Steve STERN, Los senderos insólitos del Perú, op cit. "Introducción Parte II", p. 130.
[194] Carlos Iván DEGREGORI, "Identidad étnica, movimientos sociales y participación política en el Perú" ; plusieurs auteurs, Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos, IFEA-IEP, Lima, 1993.

humaines furent énormes. Le rapport du Bureau des Nations Unies déjà cité évalue à 21.000 millions de dollars le coût du conflit durant les quatorze années de la lutte et calcule qu'au moins 27.000 personnes y ont perdu la vie et que près d'un million de paysans furent déplacés de leur lieu d'origine, dont 70% provenaient de communautés indiennes.

Ces chiffres préliminaires ne sont guère qu'un indicateur de l'impact de la guerre sur les communautés de la montagne et de la forêt. Le rapport final de la Commission « Vérité et Réconciliation » (CVR)[195] donne une vision bien plus dramatique. Se basant sur les témoignages qui ont permis d'identifier 23.969 cas d'homicide ou de disparition, la CVR estime que le chiffre total de morts dans le conflit, incroyablement élevé, est de 69.280.

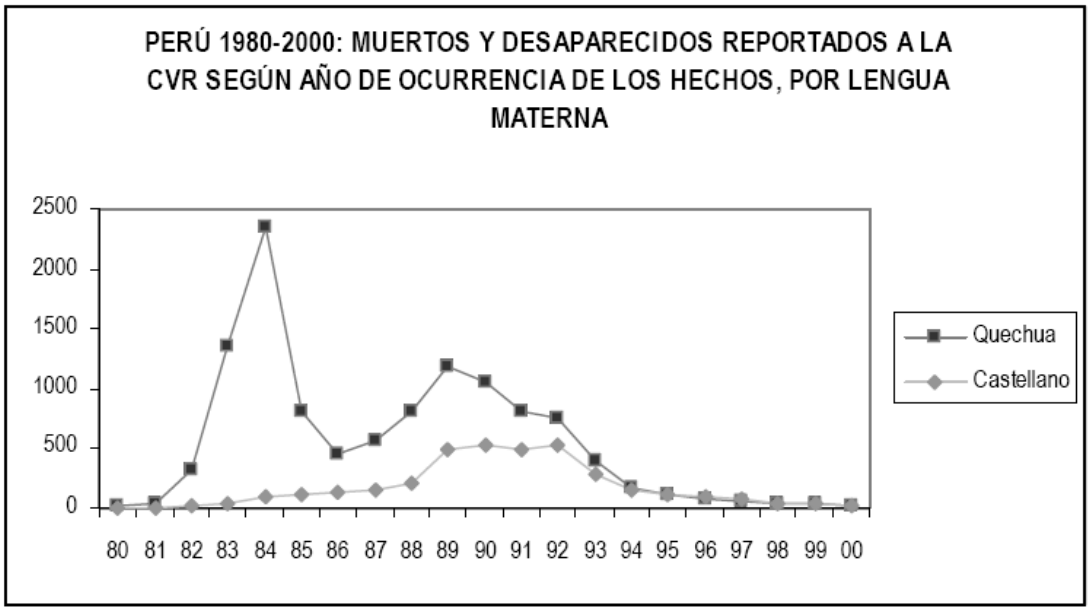
Quoique ce rapport dise que le conflit armé péruvien ne peut pas être qualifié d'"ethnique", dans la mesure où aucun des acteurs impliqués n'a invoqué explicitement des motivations, des idéologies ou des raisons ethniques, il laisse ouverte la discussion sur le fait que les résultats du conflit reflètent la fracture ethnico-sociale du pays. En effet, 75% des morts avaient le quechua comme langue maternelle. Il indique aussi que la responsabilité de la violence homicide est partagée aussi bien par les forces subversives, auxquelles on attribue 55% des morts, que par les organismes de sûreté de l'Etat auxquels on attribue 38% des cas.

La profonde fragmentation économique et ethnique du Pérou aide sans doute à comprendre les raisons pour lesquelles, malgré l'importance de la tragédie, celle-ci fut suivie avec indifférence par la plupart de la population urbaine. Comme l'a indiqué Diego García Sayán, ministre de la Justice durant le gouvernement de transition et défenseur connu des droits de l'homme : "La condition d'indiennes de la plupart des milliers de victimes a expliqué et explique pourquoi les 3000 disparus péruviens enregistrés aux

[195] Comisión de la Verdad y Reconciliación, Informe Final, op. cit.

Nations unies n'ont pas suscité une grande réaction nationale et n'ont pas provoqué un scandale international..."[196].

Grafique No 3. PEROU 1980-2000 : Morts et disparus rapportes a la CVR suivant la date des fait, selos la langue Maternelle.



Source : CVR, Rapport final, Section IV, Deuxième partie, chapitre 2.2 Violence et inégalité ethnique

Le rapport final de la CVR insiste sur ce point en signalant que le racisme caché de la société péruvienne a rendu possible que ce drame se déroule au dos des secteurs urbains bénéficiant des avantages qu'accorde la participation politique. La conclusion numéro 9 fait une présentation explicite de la situation :

> La CVR a constaté que la tragédie dont ont été victimes les populations rurales, andines, de la forêt, quechuas, asháninkas, paysannes, pauvres et peu éduquées, ne fut ressentie ni assumée comme propre par le reste du pays ; cela dénonce, selon l'avis de la CVR, le racisme voilé et l'attitude de mépris qui subsistent dans la société péruvienne presque deux siècles après la naissance de la République.

Malgré ses particularités, le fait que la violence politique ait été, en

[196] Nelson Manrique, El tiempo del miedo, op. cit., p 25.

grande partie, exercée à l'insu de la société, est aussi le reflet d'une constante perturbante qui est présente dans tous les cas que nous analysons: le fait que la guerre se déroule dans des espaces culturels et géographiques éloignés des principaux axes démographiques et des centres du pouvoir portait à la considérer comme un conflit lointain et étranger. C'est une tragédie oubliée qui ne suscite pas l'intérêt du reste de la société.

Lorsque l'on analyse l'expérience péruvienne dans la perspective colombienne, on voit immédiatement la possibilité de comparer la domination imposée par les FARC aux communautés indiennes et paysannes au contrôle auquel Sentier Lumineux a soumis les communautés de la *Sierra*. Bien entendu, le cas du Sentier est extrême quant à l'usage d'une violence qui provoque la terreur, vu les excès commis par ce groupe. Les FARC ont certainement appliqué une violence plus sélective mais non moins traumatisante. Malgré les différences, ce que prétendent les organisations insurgées dans les deux cas c'est la rupture de l'ordre construit par les communautés qui devient un obstacle pour la domination que souhaitent exercer les insurgés.

Dans les deux cas, nous pouvons lire la réponse communautaire dans la perspective indiquée d' "adaptation-en-résistance". En effet, dans les deux cas, les communautés rurales d'Ayacucho ou du Cauca ont dû accepter la cohabitation avec des acteurs armés et supporter le poids de leur ingérence. Cette adaptation s'est faite plus à cause de l'autoritarisme des groupes armés que pour des raisons idéologiques et elle s'est maintenue jusqu'au moment où la gravité du conflit a dépassé la capacité de sacrifice des communautés ou jusqu'au moment où les transformations du conflit ont mis en évidence le fait que les groupes armés dominant entraient dans une étape de déclin.

Il est tentant d'établir un parallélisme entre l'action du Quintín Lame et

celle des rondes, au moins dans la région d'Ayacucho mais il est évident que le cas du Quintín est beaucoup plus complexe, étant donné qu'il se constitue en acteur armé pour empêcher que d'autres groupes insurgés s'emparent de l'étendard des organisations indiennes. La comparaison entre la garde indienne, telle qu'elle était à certains moments, et les *ronderos* péruviens serait peut-être plus féconde. Mais il faut souligner que, dans le cas colombien, la garde rejetait tout rapprochement avec les forces de sécurité de l'Etat. Cela n'est pas arrivé au Pérou mais n'enlève rien au caractère autonome des rondes durant la première étape.

2.4 Le Mexique : "la guerre des symboles"

Les deux symboles qui identifient le mieux la société mexicaine sont, d'une part, son passé indien glorieux et, d'autre part, l'héritage de la Révolution mexicaine, "la première grande guerre paysanne du XXème siècle", comme la qualifie Eric Wolf. C'est sur ces symboles et sur la base d'une forte croissance économique – supérieure à 5% annuel- maintenue durant presque un demi-siècle, que s'est érigé celui qui, durant longtemps, fut considéré comme le plus solide régime politique de l'Amérique latine. Grâce à la fusion – certainement forcée mais temporairement réussie - entre l'Etat, le parti au gouvernement et la nation, le Mexique postrévolutionnaire a pu offrir à ses citoyens un niveau de développement et de bien-être très supérieur à la moyenne régionale. En revanche, les indices de participation et les libertés politiques furent progressivement limités. Il s'est alors configuré une sorte de "démocratie restreinte" dont la principale limite est sa faible capacité d' « inclusion ». Malgré tout, le régime politique mexicain s'est longtemps distingué des autres gouvernements latino-américains par sa stabilité et sa capacité à promouvoir un projet national qui ne peut pas être comparé aux autres projets du continent. C'est, ou plutôt c'était jusqu'il y a quelques années, un cas exceptionnel, comme le signale Alain Rouquié : "...démocratie apparemment exemplaire par la

régularité de ses pratiques électorales et partisanes ; c'est un régime « révolutionnaire » qui repose sur les robustes bases des mases paysannes et ouvrières organisées mais, en même temps, un Etat autoritaire conservateur qui exclut et neutralise ce qu'il ne peut pas contrôler ou coopter"[197]

Le Mexique est le pays latino-américain dont la population indienne est la plus nombreuse en termes absolus. Ses 10.253.627 habitants indiens représentent environ 10.5% de la population totale, calculée à 97.483.412 millions, selon les données du recensement de 2000[198]. Cette population est répartie en 56 groupes ethniques installés dans les zones rurales mais dotés d'une grande mobilité qui leur permet de conserver les liens avec une partie importante de la population habitant les grands centres urbains et même au-delà des frontières nationales. La plupart de cette population (près de 78%) se trouve dans les Etats du centre et du sud du pays. Une de ces grandes concentrations, qui n'est pas la plus grande, se situe dans l'Etat de Chiapas, au sud-ouest du pays, frontalière du Guatemala, où la population indienne atteignait, en 1990, le chiffre de 885.605 habitants, c'est-à-dire 28% de la population de l'Etat.

L'Indien est au Mexique objet de culte et, en même temps, victime de la discrimination. On rend culte à l'Indien du passé que l'on honore avec les plus grands hommages et on discrimine l'Indien d'aujourd'hui en le marginalisant économiquement et socialement. Pendant des décennies, il fut soumis à une politique implacable d'acculturation au nom d'une nouvelle identité en construction : la nation mexicaine. Les paroles du président López Mateos gravées sur les murs du Musée d'Anthropologie – l'un des plus importants de ce genre dans le monde –ne permettent pas de douter

197 Alain Rouquié, América Latina. Introducción al extremo occidente, Siglo XXI Editores, México, 1997, p. 124.
198 INEGI (Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática), La Población Indígena en México, México, 2004.

que le Mexique contemporain honore l'Indien du passé et non pas celui du présent car ce dernier est porteur d'une nouvelle identité : "Le peuple mexicain érige ce monument en l'honneur des admirables cultures qui ont fleuri durant l'ère précolombienne dans des régions qui, aujourd'hui, font partie du territoire de la république. Face aux témoignages de ces cultures, le Mexique d'aujourd'hui rend hommage au Mexique indien. Dans son exemple, il reconnaît les traits de son originalité nationale".

Les survivants de ce glorieux passé ont eu moins de chance car, en fin de compte, ils n'appartiennent à ces "admirables cultures". En effet, la politique étatique tout au long du XIXème siècle s'est caractérisée par son agressivité à l'égard des communautés indiennes qui furent considérées comme un obstacle à la consolidation du projet national et bon nombre d'entre elles furent soumises à de véritables guerres d'extermination. Le Mexique postrévolutionnaire n'a fait qu'un changement de cap apparent dans cette politique. A partir des années quarante, avec la création de l'Institut National Indigéniste, le Mexique institutionnalise l'"indigénisme" comme une catégorie politique qui sera à la base de tout un projet d'assimilation et d'acculturation progressive, dans le but de "résoudre le problème indien"[199], lié à la politique de réforme agraire et à l'extension su système laïc d'éducation. Ce projet, comme tant d'autres, se nourrissait du mythe de la Révolution mexicaine en tant que mouvement mené par le peuple et, en particulier, par les masses indiennes et paysannes.

La Révolution mexicaine, l'autre grand symbole de la nation, imprègne tous les espaces du Mexique contemporain et fut, tout au long du XXème siècle, la source de légitimité de presque tous les projets politiques et culturels, dont beaucoup étaient cependant divergents et opposés entre eux.

[199] Henri FAVRE, "L'indigénisme mexicain : naissance, développement, crise et renouveau", en La Documentation Française, num. 4338-4340, diciembre 1976.
Claude BATAILLON, "Notas sobre el indigenismo mexicano" en Claude Bataillon, et al, Indianidad, etnocidio, indigenismo en América Latina, Instituto Indigenista Interamericano-Centre d'études mexicaines et centraméricaines, México, 1988.

Il ne s'agit certainement pas d'une seule Révolution[200] mais d'une juxtaposition de luttes internes qui ont commencé comme un soulèvement contre le monopole du pouvoir politique mais qui ont déchaîné un nombre infini de conflits qui l'ont transformé en une guerre civile, un conflit international, un soulèvement paysan, une guerre religieuse et une vigoureuse mobilisation ouvrière. Cette commotion a mis en marche toute une série de mouvements locaux ou régionaux qui se sont alliés ou affrontés durant une décennie. Certains d'entre eux furent effectivement révolutionnaires et eurent une projection nationale mais la plupart furent des mouvements locaux qui revendiquaient des droits spécifiques. Finalement, tous ont été récupérés par l'ambition de leaders politiques qui se battaient pour le pouvoir.

La signification de la Révolution est aussi variée que la Révolution elle-même. En effet, chacun des groupes sociaux qui y ont participé avancent leur propre signification. Malgré tout, le fait que la Révolution puisse être interprétée de multiples manières a favorisé son appropriation par les différents secteurs de la population. Tout le monde connaît la force de cet évènement pour les Mexicains pour qui elle constitue un lien collectif. Cette attitude contraste avec celle des Colombiens vis-à-vis de la période d'affrontements partisans des années cinquante, connue sous le nom de "la Violence", perçue encore aujourd'hui comme une honte nationale[201]. La Révolution, quelle que soit son interprétation, est reconnue comme un des piliers de la nation et ce fait nourrit beaucoup de mythes de la vie politique et sociale mexicaine : depuis le mythe de l'unité entre l'Etat, la révolution et la nation, qui explique la force que, pendant des années, a eue le PRI (Parti

[200] Parmi la vaste bibliographie sur ce thème, il faut souligner trois textes classiques dont ont été tirées ces estimations : John WOMACK, Zapata y la Revolución Mexicana, Siglo XXI Editores, México, 1985. Jean MEYER, La Revolución Mexicana, Tusquets, Madrid, 1992. Una mirada comparada en Eric WOLF, Las luchas campesinas del siglo XX, op. cit.

[201] Gonzalo Sánchez, "Los estudios sobre la violencia, balance y perspectivas", in Pasado y presente de la violencia en Colombia, Gonzalo Sánchez, Ricardo Peñaranda (compiladores), CEREC-IEPRI, Bogotá, 1991.

Révolutionnaire Institutionnel) jusqu'à la référence, également mythique, aux origines agricoles de la Révolution, affirmées dans le Plan d'Ayala, promulgué par Emiliano Zapata en novembre 1911. Dans une approche récente des conflits sociaux du Mexique d'aujourd'hui, l'historien John Womack souligne l'absence des termes "Indiens" et "indiens", aussi bien de la Constitution de 1917 que du Plan d'Ayala que nous venons d'évoquer. D'après lui, la Révolution n'a pas signifié une transformation des conditions de vie des communautés indiennes. Au contraire. D'après lui : "Le seul intérêt révolutionnaire spécifique des Indiens fut local et stratégique".[202]

En disputant le contrôle des deux grands symboles de la nation, le passé indien et l'héritage de la Révolution, le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994 s'en est pris aux bases mêmes de la société mexicaine. C'était plus qu'une dispute pour l'héritage de l'histoire. Ce qui fut remis en question dans cette "guerre des symboles", ce qui fut remis en cause par les demandes des insurgés -"justice, liberté et dignité"- était de savoir lequel des deux, l'Etat ou les insurgés, représentait de manière plus légitime les intérêts du peuple mexicain.

Le soulèvement et la surprise

Comme il a déjà été dit, le Chiapas est un des Etats du Mexique ayant une plus grande concentration de population indienne et il est, en même temps, l'un des plus pauvres du pays. Mais la totalité du Chiapas n'est pas pauvre. Ce qui explique la chute des indicateurs socioéconomiques au-dessous de la moyenne nationale c'est l'extrême misère des communes dans lesquelles se concentre la population indienne : Altamirano, Las Margaritas, Ocosingo et Palenque. Ou le pourcentage de population indienne oscille entre 41 et 79%[203]. Ces agglomérations font partie des 395

[202] John WOMACK, Chiapas, el obispo de San Cristóbal y la revuelta zapatista, Ediciones Cal y Arena, México D. F., 1998, p.16.
[203] Xochil Leyva y Gabriel Ascencio, Lacandonia al filo del agua, Fondo de Cultura Económica, México, 1996. Capítulo 2 "Más allá de la división municipal".

communes que les statistiques enregistrent comme éminemment indiennes et toutes ont en commun les pires indicateurs sociaux et économiques[204]. En effet, les chiffres montrent que la population indienne du Chiapas se trouve dans un état au-delà de la marginalisation : 56% d'analphabétisme, 75% de logements sans services de base ou avec des services déficients, plus de 50% de la population au chômage et seulement 15% de ceux qui ont un travail stable ont des revenus équivalents au minimum national. Mais la marginalisation et la pauvreté ne suffisent pas à expliquer le soulèvement du Chiapas[205]. "La pauvreté dans Los Altos –signale Womack- justifie à elle seule le soulèvement. Mais il faut plus d'une justification pour comprendre pourquoi et comment a eu lieu la révolte "[206].

Le 1er janvier 1994, les quelques trois mille hommes et femmes, Indiens pour la plupart, qui formaient l'EZLN sont sortis de leurs campements dans la forêt de Lacandona et ont mis en marche la plus courte mais la plus effective offensive militaire de l'histoire récente de l'Amérique latine. Pauvrement habillés, portant un uniforme et un modeste armement, les combattants de cette armée populaire se sont distribués stratégiquement en plusieurs unités et ont pris d'assaut les chefs-lieux municipaux de Las Margaritas, San Cristóbal, Altamirano et Ocosingo, ils ont libéré les détenus qui gisaient dans les prisons, ont attaqué les garnisons militaires et se sont emparés d'une partie des armes. C'était l'Armée Zapatiste de Libération Nationale qui déclarait la guerre à l'Armée fédérale mexicaine et annonçait son objectif d'avancer jusqu'à la capitale du pays en entraînant un soulèvement général, sous une consigne simple et émouvante : AUJOURD'HUI NOUS DISONS : CELA SUFFIT!

---

[204] Díaz Polanco, La rebelión zapatista..., op. cit, capítulo 4 "El necronomicón indígena".

[205] Il faut signaler que les conditions d'extrême pauvreté de cet Etat n'étaient pas ignorées par les autorités mexicaines. Durant les cinq années qui ont précédé la révolte, le Programme National de Solidarité a investi plus de 450 millions de dollars au Chiapas. Cependant, cet investissement, loin de calmer le mécontentement, l'a exacerbé dans la mesure où il a été motivé par des critères clientélistes.

[206] Womack, Chiapas, el obispo..., op. cit., p. 23

L'offensive de l'EZLN fut, pour reprendre les termes qu'utilise Womack "...une merveilleuse réussite le premier jour mais un lamentable désastre le deuxième"[207]. Effectivement, quarante-huit heures après le début de l'attaque, les unités de l'EZLN se retiraient vers la région de Las Cañadas, après avoir perdu plus d'une centaine de combattants et avoir été délogés de leurs positions par l'Armée Fédérale qui, appuyée par la Force Aérienne, était à leurs trousses. La répression sanglante que les dirigeants zapatistes attendaient et, pourquoi ne pas le dire, qu'ils ont en quelque sorte provoquée semblait inévitable : "pendant dix ans, nous nous sommes préparés à mourir", déclarait Marcos plus tard[208]. Mais la répression n'est pas allée aussi loin et l'échec militaire s'est transformé en une énorme victoire politique.

Les images des évènements de ces premiers jours de janvier ont été si rabâchées qu'aujourd'hui tout semble logique. Et pourtant ce ne l'était pas. En effet, même si aujourd'hui on connaît l'essentiel sur la genèse du soulèvement, à la fin de l'année 1993, personne ne soupçonnait ce qui se préparait à Las Cañadas de la forêt de Lacandon, sauf, bien entendu, ses propres protagonistes qui avaient une idée erronée des résultats qu'ils pouvaient escompter, comme il s'est avéré par la suite. C'est pourquoi le soulèvement et la situation qui s'est présentée à ce moment-là a surpris tout le monde.

Le gouvernement, concentré à ce moment-là sur la signature du TLC et sur les détails de la succession présidentielle, fut le premier surpris par l'ampleur des évènements, aussi retentissants que l'échec de ses politiques sociales. Il fut aussi surpris de constater que la préparation d'un mouvement d'une telle dimension ait pu passer inaperçue. L'opinion publique mexicaine, assoupie par les promesses de l'arrivée imminente du

---

[207] Womack, Chiapas, el obispo..., op. cit., p. 79.
[208] Yvon Le Bot, Subcomandante Marcos. El sueño zapatista, Editoral Plaza y Janés, México, 1997, p. 203.

pays au premier monde, ou déçue par des décennies d'efforts apparemment inutiles pour rompre le blocage politique interne, fut également surprise par une situation que tout le monde connaissait à cause de l'attention avec laquelle on avait suivi le conflit armé en Amérique Centrale mais dont on n'avait jamais imaginé qu'elle puisse se reproduire au Mexique[209]. Les analystes locaux et internationaux furent également surpris par les images de ces combattants taciturnes, aux traits évidemment indiens, qui ne correspondaient en rien à la bruyante image traditionnelle des guérillas latino-américaines. La surprise fut encore plus grande lorsque l'on a commencé à connaître les exigences d'élargissement de la démocratie et de respect de la Constitution. En fait, la surprise n'est pas finie et, deux décennies plus tard, cette armée, qui n'a combattu que douze jours, n'a pas encore reçu un qualificatif approprié : guérilla médiatique ? postcommuniste ? postmoderne ?

Les dirigeants zapatistes furent finalement les derniers à être surpris et leur surprise ne fut pas moins forte que celle des autres. Durant des années, ils avaient patiemment mené un travail politico-militaire parmi les communautés et les fermes de Las Cañadas, ce qui leur avait permis de contrôler les secteurs les plus radicaux et les plus politisés et d'organiser un corps d'environ douze mille volontaires, base de l'armée qu'ils mettront en marche en janvier 94. Cette armée était l'expression, au sud-est mexicain, d'une organisation plus grande : le Front de Libération Nationale, implanté dans plusieurs Etats du nord du pays et présent dans des organisations paysannes et syndicales. Au Chiapas, le mouvement zapatiste était pour ainsi dire le bras indien du FLN. D'après les premières prévisions,

[209] Le Mexique est le seul pays latino-américain qui, dans les décennies qui ont suivi la victoire de la révolution cubaine, n'a pas connu d'expériences révolutionnaires sur son propre territoire, sauf quelques tentatives frustrées. Mais il a connu de près les péripéties d'un grand nombre de groupes rebelles qui ont cherché l'asile dans ce pays grâce à son sens séculaire de l'accueil. Le Mexique fut aussi le seul pays qui a maintenu des relations diplomatiques avec Cuba durant les années les plus difficiles du blocus, ce qui lui a valu, selon l'opinion de beaucoup d'analystes, un accord tacite avec les révolutionnaires cubains de ne pas appuyer les éventuelles tentatives de soulèvement en territoire mexicain.

l'insurrection au Chiapas devait être le détonateur d'un soulèvement généralisé dans une bonne partie du pays, devant conduire à la chute du régime instauré dans la capitale. Des opérations armées similaires à celles que l'on préparait à Chiapas devaient se produire dans les Etats de Chihuahua, Michoacán, Puebla et Veracruz. Ce fait explique le ton des premiers communiqués : la première déclaration de la forêt Lacandona et *El Despertador Mexicano* n. 1, datés de la fin de l'année 1993, se caractérisent par le langage militariste et orthodoxe et par le manque de références au thème indien[210].

Le langage utilisé quelques jours après le soulèvement est beaucoup plus complexe et il est chargé de références aux traditions révolutionnaires mexicaines. Ces déclarations ont peu de relation avec les documents fondateurs d'autres organisations armées de l'Amérique latine mais, par contre, elles ressemblent davantage au traditionnel *pronunciamiento* des armées rebelles durant les guerres civiles du XIXème siècle et du début du XXème dans lesquels on essaie de rendre explicite le support moral des insurgés. En fait, le deuxième document, aussi bien dans sa structure que dans son contenu, rappelle le *Plan de Ayala*, promulgué par Zapata en novembre 1911. C'était un langage très adroit pour un mouvement qui aspirait à remettre en honneur le légendaire héros de Morelos. Quoiqu'il soit difficile de penser que les dirigeants du soulèvement aient cru à la possibilité d'une victoire militaire, en relisant la première déclaration de Lacandona, on découvre leur intention de mettre du côté des insurgés tout le potentiel symbolique que l'histoire mexicaine accorde à la figure du rebelle. La singularité du soulèvement se reflète dans une consigne, peinte sur les murs du palais municipal de San Cristóbal, qui suggère en partie la complexité du mouvement qui se mettait en marche: "Dans l'Etat de Chiapas, il n'y a pas de guérilléros, il y a seulement des révolutionnaires".

---

210 Plusieurs auteurs partagent cette opinion. Voir Le Bot, Subcomandante Marcos..., p. 196. Aussi même Monsivais "El diálogo persiste. Entrevista a Marcos", La Jornada, 8 de enero de 2001

En fait, l'insurrection nationale n'a pas eu lieu, ce qui a pris par surprise Marcos et les sous-commandants indiens dont les troupes se sont retrouvées isolées, à la tête d'une insurrection nationale qui ne s'est pas produite. Cette circonstance fut reconnue par Marcos à plusieurs reprises : "Nous étions préparés pour le 1er jour mais pas pour le 2ème" (...) "Nous n'étions pas morts, nous nous sommes rendu compte que nous étions vivants et nous avons commencé à improviser à partir du 2 janvier. Lorsque nous savions que c'était fini et que les choses que nous avions prévues n'arriveraient pas..."[211].

La deuxième grande surprise pour les zapatistes fut la réaction du gouvernement. La mise en marche de l'opératif militaire pour récupérer le terrain conquis par l'EZLN était effectivement prévue et plusieurs unités avaient la mission presque suicide de retarder cette progression et de garantir le repli vers Las Cañadas, en attendant une répression à grande échelle qui, si elle s'était produite, aurait entraîné d'énormes coûts pour la population civile et aurait sérieusement compromis le tissu organisationnel construit de longue date. La répression est arrivée mais son niveau fut inférieur aux craintes. Le gouvernement de Salinas a agi avec prudence et, une fois que l'armée a assuré le contrôle de la zone occupée auparavant par les insurgés, il a destitué le secrétaire de la *Gobernación*, Patrocinio González – ancien gouverneur du Chiapas et, pour beaucoup d'observateurs, l'un des principaux responsables des évènements qui se sont produits -, il a ordonné le cessez-le-feu, a proposé au Congrès une loi d'amnistie et a envoyé comme négociateur Manuel Camacho, un politique qui faisait partie des cercles les plus proches du président et un des meilleurs connaisseurs de la situation du Chiapas. Tout cela a produit une énorme surprise chez les zapatistes qui furent encore plus étonnés par la réaction de la société civile mexicaine, l'autre grande protagoniste des ces évènements. En effet, les jours qui ont suivi le soulèvement, des manifestations multitudinaires

[211] Le Bot, Subcomandante Marcos..., op. cit. p. 203.

spontanées se sont succédé dans la ville de Mexico et dans d'autres grandes villes. Elles exprimaient la solidarité avec les communautés indiennes marginalisées qui, tout à coup, passaient au premier plan des préoccupations nationales. On rejetait aussi bien la violence des insurgés que celle du gouvernement et on réclamait une issue négociée : "...ils ne voulaient pas se soulever avec nous - dit Marcos – mais ils ne voulaient pas non plus que nous nous battions ni ne voulaient que nous soyons annihilés. Ils voulaient que nous dialoguions. Cela brisait tout notre schéma et finit par définir le zapatisme, c'est-à-dire le néozapatisme"[212].

Effectivement, comme le signale Le Bot, le zapatisme, en allant à la rencontre du pays, découvre une réalité différente de ce qu'il attendait et « il est arrêté en plein vol ». Durant ces deux premières semaines de janvier, Marcos mène à bien ce que Womack qualifie de "coup clandestin à l'intérieur d'une révolution échouée", qui le conduit à rompre définitivement avec la direction du FLN et à instaurer comme source d'autorité le Comité Clandestin Révolutionnaire Indien (CCRI), constitué quelques mois auparavant. Il décide d'assurer personnellement le contrôle politique et les communications et d'accepter l'offre de négociation fait par le gouvernement. Tout cela est mis en évidence dans un nouveau discours adapté aux circonstances et destiné à une audience au-delà des frontières nationales. Ce discours deviendra désormais caractéristique. Ce nouveau langage apparaît pour la première fois le 18 janvier, dans un texte qui rompt avec l'orthodoxie des proclamations officielles. C'est une brève lettre envoyée aux moyens de communication en réponse à l'offre gouvernementale d'amnistie dont le titre provocateur était bien calculé : "Que va-t-on nous pardonner?"[213]. Désormais, le zapatisme va commencer un dialogue sans fin avec la société mexicaine et avec le reste du monde, en utilisant un langage adapté aux moyens de communication modernes et à un public

[212] Marcos entretien avec Ivon Le Bot in, Le Bot, Subcomandante Marcos..., op. cit. p. 241
[213] ¿De que nos van a perdonar? Carta del subcomandante Marcos al semanario Proceso, enero 18 de 1994, en EZLN. Documentos y comunicados, Ediciones ERA, México, 1994.

transnational qu'il continue à fasciner encore aujourd'hui avec son argumentation créative en défense de la diversité menacée.

Finalement, nous devons dire que la surprise produite par l'insurrection de janvier fut d'autant plus grande que, à ce moment-là, on connaissait très peu les circonstances qui l'avaient déclenchée. Les références permanentes à la forêt qui avait littéralement fait « pousser » une armée ont contribué à donner un ton encore plus dramatique aux évènements. Nous savons aujourd'hui que l'EZLN n'était pas une armée "issue du néant" ou de "l'ombre" mais le résultat de la modernisation accélérée des néo-communautés indiennes et paysannes fortement imprégnées du discours religieux. Durant plus de trente ans, ces communautés avaient colonisé les longs et profonds vallons par lesquels coulent de nombreuses rivières nées dans les parties hautes du Chiapas, à la recherche du bassin du fleuve Usumacita, mitoyen entre le Guatemala et le Mexique.

Cette région, généralement connue comme la "forêt Lacandona", est devenue dans les années cinquante une soupape de sécurité pour les paysans et les Indiens de Chiapas et d'autres Etats du sud qui fuyaient la pauvreté et cherchaient un refuge pour reconstituer leur vie bouleversée par la recomposition des traditionnelles *haciendas* d'élevage et de café d'où provenaient la plupart d'entre eux. Paradoxalement, comme le signale Jan de Vos, les études sur les Indiens du Chiapas, qui se sont multipliés dans la seconde moitié du XXème siècle, avaient mis l'accent sur les continuités sociopolitiques et culturelles héritées du monde préhispanique et sur les effets du choc produit par la conquête, mais elles ont négligé l'univers qui était en gestation dans les zones de colonisation. "Très peu d'anthropologues se sont intéressés aux colonies qui, à partir des années quarante et cinquante, sont nées à Lacandonia ... les Indiens qui ont quitté les fermes voisines pour entamer une nouvelle vie à Las Cañadas et sur les plateaux

selvatiques sont passés presque inaperçus "[214]

En effet, cette région, vaste et accidentée, était peuplée jusqu'aux années vingt et trente du XXème siècle, seulement par quelques centaines d'Indiens Lacandones et par des manœuvres de l'industrie du bois, ce qui justifie le nom de "Désert de la Solitude" sous lequel elle était habituellement connue. Mais cette situation changera complètement au début des années quatre-vingt lorsque la région atteint le nombre d'environ deux-cent mille personnes dont une grande partie a fini par s'installer aux alentours des chefs-lieux municipaux - Ocosingo, Las Margaritas, Altamirano et Comitán – où se concentrent les activités d'échange avec les habitants de l'intérieur de la forêt. Là, au fin fond des Cañadas, "dedans", s'est installé un nombre indéterminé d'habitants non inférieur à trente mille, distribués en petits hameaux d'une ou deux familles ou dans des terrains dispersés ayant entre cinquante et cinq cents habitants, qui constituaient un réseau de hameaux dont le nombre est d'environ deux-cents.

La diversité est l'un des traits de la population de la Lacandona. D'après Le Bot, "neuf sur dix colons sont Indiens : les Tzeltales représentent plus de la moitié, suivis des Tojobales et Choles et, en moindre nombre, des Totziles. Il y a aussi une minorité d'habitants Indiens et non Indiens provenant d'autres Etats du pays"[215]. Sur cette mosaïque culturelle, on a construit au fil des ans un nouveau corps social, non exempt de différences et de tensions, dont les éléments de base sont : le caractère forcé de leur migration, la rénovation des réseaux familiaux, la militance religieuse et politique et le fait que ces nouvelles communautés ont été forcées de réinventer leur monde en marge des institutions de l'Etat et en marge des médiations politiques traditionnelles. Le concept de "terres de frontière",

[214] Jan de Vos, presentación al trabajo de Leyva y Ascencio, Lacandona al filo del agua, op. cit., p. 10
[215] Ivon Le Bot, Subcomandante Marcos..., op. cit. p. 36

utilisé par George Collier dans son travail sur la rébellion au Chiapas, reflète le poids de cette réinvention communautaire et s'adapte non seulement aux espaces physiques frontaliers mais aussi à d'autres espaces marginalisés pour des raisons géographiques ou culturelles, dans lesquels on peut réussir la rencontre et l'interaction de différentes cultures sans qu'elles perdent leurs particularités. De l'avis de cet auteur, cette caractéristique distinctive des communautés qui sont à l'origine de l'EZLN a facilité le contact avec d'autres groupes sociaux qui, dans des scénarios différents, défendent des propositions alternatives d'organisation sociale[216].

Du mouvement social à l'insurrection

Tous les acteurs ont été donc surpris par les évènements de février 1994 qui s'encadrent –il ne faut pas l'oublier – dans la conjoncture particulière de l'entrée du Mexique au TLC, avec toutes les conséquences qui ont suivi. Une fois surmonté l'impact social du soulèvement, beaucoup de questions sur son origine ont trouvé une réponse, au moins partielle, ce qui nous permet de nous arrêter un instant sur un point essentiel : celui de la relation complexe entre les mouvements révolutionnaires et les revendications identitaires de la population indienne. Ce point renvoie à son tour à une interrogation encore plus importante: la question des relations entre l'identité et la démocratie que Le Bot résume ainsi : "Comment combiner la réaffirmation de l'identité et l'exigence démocratique?"[217].

La guerre n'est pas la continuation de la mobilisation sociale. C'est un fait que l'on constate dans chacun des cas analysés ici. L'opposition entre ces deux termes renvoie, dans le cas du Chiapas, au passage conflictuel d'un mouvement social en formation à l'insurrection. Pour ce faire, il faut évaluer la convergence de trois facteurs externes qui ont déterminé le cours des

[216] George Collier, "Structural adjustment and new regional movements: the zapatista rebellion in Chiapas", in plusieurs auteurs, Ethnic conflict and governance in comparative perspective, Woodrow Wilson Center, Washington, 1995.
[217] Ivon Le Bot, "Para entrar en el siglo XXI: el paso por el sureste", en Foro Internacional, Volumen XXXVIII, Octubre-Diciembre 1998, número 4, México, p. 600

évènements dans les communautés de Las Cañadas : la militance religieuse, la militance politique et la confrontation avec les politiques de l'Etat.

Pour ce qui est du premier facteur, il faut signaler que l'Eglise catholique a joué un rôle capital dans le processus d'identification et d'organisation des communautés installées à Las Cañadas, un rôle proche de celui qu'elle a joué au Guatemala voisin. En effet, le progrès de la colonisation a coïncidé avec d'importants changements dans le diocèse de San Cristóbal. Suite à l'arrivée de l'évêque Samuel Ruiz García, en 1960, un changement radical se produit dans l'attitude de l'Eglise locale, fruit de l'expérience de cet ecclésiastique et des nouvelles orientations de la pensée de l'Eglise qui reprend les recommandations du Concile Vatican II, nourries plus tard par la théologie de la libération. Elle s'engage aux côtés des défavorisés. De 1960 à 1974, la structure mise en marche par le diocèse en matière d'évangélisation et d'éducation a réussi à rassembler plus de quatre mille catéchistes dont la moitié étaient des Indiens, auxquels se sont ajoutés des prêtres, des religieuses et d'autres ministres ecclésiastiques qui ont transformé le diocèse, à en croire l'évaluation de Maria del Carmen Legorreta, en "l'appareil idéologique le plus influent dans les communautés des Altos et de la forêt du Chiapas"[218]. Son influence, mais aussi ses limites, sont devenues visibles à l'occasion du Congrès Indien, en octobre 1974, dans lequel les délégués provenant des différents hameaux et des différentes communautés de Lacandona ont dénoncé avec leurs propres mots leur misère et leur détresse et ils ont posé les fondations de futures actions communes.

Si le travail organisationnel du diocèse fut extraordinaire, son influence sur le plan idéologique, comme facteur de cohésion et d'identité, ne fut pas moindre. La nouvelle théologie, mise à la portée des colons,

[218] María del Carmen Legorreta, Religión, política y guerrilla en Las Cañadas de la Selva Lacandona, Ediciones Cal y Arena, México, 1998

réinterprétée par eux et même traduite à leur propre langue, fut non seulement un outil pour échapper à un passé d'assujettissement et d'injustice mais aussi pour revaloriser leur propre culture et exalter la force du nouvel esprit communautaire qui les conduisait vers la liberté, comme le montrent Leyva et Ascencio dans l'analyse des textes collectifs qui contiennent une analogie entre leur propre migration vers la forêt et l'exode du peuple juif[219]. Ils marchaient à la recherche de leur propre utopie et Dieu était avec eux.

Le deuxième facteur, la militance politique, fut d'abord le résultat des limites qu'a trouvées la mobilisation religieuse pour satisfaire les aspirations croissantes qu'elle avait suscitées dans les communautés. Ceci fut évident lors du Congrès Indien de l'année 1974, à tel point que, pour sa réalisation, et avec le désir de marquer l'évènement d'un sceau politique, le diocèse, chargé de sa préparation par le gouvernement de l'Etat, a cherché l'appui de secteurs de la nouvelle gauche. Ceci explique la présence des militants de l'"Union du Peuple"[220]. A partir de ce moment-là, le rapprochement des trois acteurs (communautés, église et agents politiques) a jeté les bases du processus d'organisation des deux premières unions d'*ejidos*, celui de Las Cañadas de la Selva Lacandona et celui d'Altos de Chiapas. Ces expériences se généraliseront les années suivantes et donneront lieu en 1980 à l'Union des Unions.

Les étapes suivantes se caractérisent par l'élargissement de l'expérience organisationnelle mais aussi par les ruptures et la concurrence de plusieurs projets qui, à certains moments, ont fonctionné parallèlement.

---

219 Leyva y Ascencio, Lacandonia al filo del agua, op. cit., pp. 154 – 161.

220 L'Union du Peuple était l'une des organisations de gauche nées au Mexique après le mouvement des étudiants en 1968. Elle reprenait les principes de base du léninisme et du maoïsme, interprétés à la lumière de l'expérience cubaine, tout en faisant sa propre interprétation de la Révolution mexicaine comme une épopée populaire. Tout cela s'accompagnait d'une critique du discours abstrait de la gauche traditionnelle et d'un pari pour une relation organique avec les luttes des secteurs populaires. Voir Legorreta, Religión, política..., op. cit. pp. 57 -59

Malgré tout, dans une addition d'échecs et d'espoirs, à la fin des années quatre-vingt, le processus d'organisation prend un nouvel essor grâce à la création de l'ARIC Union des Unions[221]- une organisation autour de laquelle s'est groupée la future base sociale de l'EZLN – née comme résultat des luttes de l'étape précédente mais aussi comme fruit de la mobilisation qui s'est produite pour répondre aux politiques de l'Etat.

En effet, l'impact des politiques étatiques constitue le troisième facteur qui, même s'il n'explique pas tout à fait le cours des évènements, aide à comprendre l'intensification des tensions jusqu'à arriver à un point critique. Durant des décennies, le gouvernement mexicain a trouvé une solution facile aux conflits agraires du sud de pays en permettant le développement de la colonisation dans des terres frontalières fédérales, également utile pour les intérêts des *hacendados* locaux qui ont ainsi conservé la possibilité de disposer de main-d'œuvre en cas de nécessité, tout en se libérant de la pression des colons sur les terres des *haciendas.* La transformation de la forêt, la croissance de la population et les nouvelles perspectives d'exploitation des ressources naturelles ont modifié cette situation.

Au début des années soixante-dix, le gouvernement central est intervenu avec une série de mesures qui, au fil de deux décennies critiques, finiront par exacerber la population de Las Cañadas. La première et la plus importante, dans la mesure où elle a subitement modifié le statut des terres publiques, fut la résolution présidentielle du 26 novembre 1971 qui a donné le titre de propriété sur 614.321 hectares de la Selva Lacandona à 66 pères de famille *lacandones*, qui ont été considérés comme les premiers

[221] L'Union des Unions fut fondée en 1980. Au début 156 communautés ont adhéré. Sa fonction était surtout économique et de protection sociale. Après plusieurs divisions internes, fut fondée, en 1988, l'ARIC (Association Rurale d'Intérêt Collectif) qui a orienté l'organisation des colons et servi d'interlocuteur avec l'Etat.

propriétaires[222]. L'application de cette mesure a déclenché un long processus d'affrontements et de négociations qui a duré presque deux décennies et qui a contribué à consolider l'identité politique des colons. Des mesures postérieures du gouvernement national ont menacé de réduire à nouveau la surface de la colonisation en délimitant une partie de la forêt, considérée comme réserve de la biosphère. Il faut ajouter à cela le caractère clientéliste des interventions du gouvernement local à travers le Programme de Réhabilitation Agraire durant les années quatre-vingt qui favorisait ouvertement les communautés affiliées au parti du gouvernement, ce qui a, évidemment, intensifié les tensions. Une autre circonstance a envenimé encore plus la situation : la crise caféière déclenchée en 1989, qui va de pair avec le démantèlement de l'Institut Mexicain du Café – INMECAFE. Cela a privé d'une source de revenus un grand nombre de colons. Comme si ce n'était pas suffisant, au début des années quatre-vingt dix, la réforme de l'article 27 de la Constitution a mis fin au "partage agraire" hérité de la Révolution qui, malgré son efficacité douteuse, nourrissait les espoirs de ceux qui prétendaient encore réclamer des terres ayant appartenu aux communautés. Finalement, la discussion sur les éventuels effets du TLC sur l'économie des paysans mexicains a fini de réchauffer les esprits.

On ne peut pas savoir ce qui serait arrivé si le gouvernement avait renoncé à son intervention ou s'il l'avait réorientée mais on peut supposer que la seule croissance démographique de la population de Las Cañadas aurait fini par engendrer une situation explosive. Il n'y a pas de doute que les tensions n'auraient pas pris le chemin de l'insurrection qui a trouvé, dans le blocage institutionnel face aux demandes des colons, le dernier argument pour pousser les habitants de Las Cañadas vers une aventure si hasardeuse. En ce sens, comme l'affirme Le Bot, le zapatisme est né de la frustration du mouvement social : "La greffe de l'EZLN sur ce mouvement

[222] Legorreta, Religión, política y ..., op. cit., p. 79. Cette décision, qui affectait en principe plus de quatre mille familles de colons, ouvrait les portes à l'exploitation commerciale du bois de la forêt.

n'aurait pas réussi si celui-ci n'avait pas explosé en se cognant contre un mur. Les oppositions et les impasses de la dynamique du développement expliquent le virage d'une partie de la population vers une logique d'insurrection qui, à son tour, a accéléré et approfondi les ruptures"[223].

Le zapatisme après l'EZLN

En revanche, ce qui est arrivé au Mexique après le soulèvement de janvier 1994 n'a pas d'antécédents et peut difficilement être comparé à d'autres soulèvements armés en Amérique latine dont il est l'antithèse. En acceptant l'offre du gouvernement et en s'asseyant à la table de négociation, l'EZLN a confirmé sa vocation d'utiliser les armes comme un symbole et non pas comme une fin, à contre-courant de toutes les traditions de rébellion latino-américaines qui ont fait exactement le contraire. Elles ont dédaigné la voie politique et ont fait de la guerre un objectif en elle-même, comme c'est le cas paradigmatique des FARC en Colombie ou comme il est arrivé dans un cas encore plus extrême : celui du Sentier Lumineux au Pérou.

Au début de l'année 1994, au milieu de la confusion qui a suivi le soulèvement, tout semblait s'adapter à un patron déjà connu : irruption violente d'un acteur armé, répression plus ou moins indiscriminé par les forces gouvernementales et alignement de la population locale sur l'une ou l'autre des bandes armées, avec une forte probabilité que la violence trouve ainsi un climat favorable à sa reproduction et à sa justification. Cependant, malgré la propagande diffamatoire lancée par les secteurs les plus conservateurs, malgré les provocations de l'armée et les tentations militaristes d'une issue armée et grâce à la pression de la société mexicaine qui s'est manifestée ouvertement en faveur d'une issue négociée, le Mexique a reconnu l'EZLN "comme une force politique en formation". Cela a ouvert la porte à un processus inattendu de négociation. Ni le contexte interne, ni le contexte externe n'ont permis que la logique de guerre, qui l'a emporté en

[223] Le Bot, "Para entrar en el siglo XXI: el paso por el sureste", op. cit, p. 599.

Amérique Centrale, s'impose au Mexique et la société mexicaine a prouvé qu'elle possédait plus de ressources politiques que celles qu'on aurait imaginées pour éviter le débordement du conflit.

Le 21 février, avec la médiation de l'évêque Samuel Ruiz, le gouvernement et l'EZLN ont entamé la première étape du dialogue en vue de la réconciliation. Les porte-paroles du gouvernement se sont montrés compréhensifs, ce qui a fait espérer une négociation rapide sur la base d'un document intitulé *Engagements pour une paix digne au Chiapas*, signé au début du mois de mars dans lequel on précisait la ligne à suivre, Le gouvernement reconnaissait le bien-fondé des demandes de l'EZLN mais il essayait de les limiter à l'espace local et de circonscrire la discussion sur la question indienne à la recherche de solutions ponctuelles aux conflits agraires. Pour ce faire, il a proposé de promulguer une *Loi Générale pour les Communautés Indiens* qui lassait intact le nœud du conflit car il refusait de modifier les articles 4 et 27 de la Constitution. Le rejet par les zapatistes des propositions du gouvernement, exprimé à la mi-juin après la consultation des bases, a été suivi de la convocation de la société civile à une Convention Nationale Démocratique, un mécanisme qui a permis à l'EZLN de rompre le cadre que prétendait imposer le gouvernement et de donner une nouvelle impulsion à ses revendications pour le renforcement de la démocratie. Le cadre fut brisé en ce qui concerne les organisations indiennes et paysannes qui, malgré les efforts du gouvernement, se sont manifestées en faveur des revendications de l'EZLN.

Sur le terrain, les zapatistes ont stimulé les invasions de terres dans la région des Altos de Chiapas et la mobilisation de leurs bases d'appui qui, à la mi-décembre, ont occupé plus de quarante chefs-lieux municipaux. La vague d'invasions a conduit à l'occupation de 306 propriétés. Le gouvernement, cherchant avec acharnement à parvenir rapidement à un accord avec les occupants, a procédé à acheter 117 propriétés d'une surface

de 17.000 hectares. Les négociations ont cependant continué jusqu'au mois de mai 1966 et le gouvernement s'est vu obligé à signer des accords avec 60 organisations paysannes, liées pour la plupart à l'EZLN, et 42 groupes indépendants. Au total, le gouvernement a autorisé l'acquisition de 235.000 hectares qui ont bénéficié à 58.000 familles. Par cette voie, l'EZLN a déclenché la mobilisation qui a abouti à une "réforme agraire locale", mise en pratique dans 45 communes de l'Etat de Chiapas durant les quatre années qui ont suivi le soulèvement[224].

Les espoirs du gouvernement de parvenir à une rapide négociation lui permettant de récupérer la confiance des Mexicains et des cercles financiers internationaux ont été déçus et le dialogue commencé à la cathédrale de San Cristóbal ne fut que le début d'un long processus de discussion qui, loin de calmer le conflit, l'a encore approfondi, l'insérant dans une crise nationale d'ordre politique et économique qui a menacé l'ensemble du système.[225].

Les expériences contemporaines de négociation dans les conflits armés de l'Amérique Centrale suggèrent – pour les cas du Guatemala, du Nicaragua et du Salvador – une forte relation entre la résolution des conflits et les processus de transition et de consolidation de la démocratie[226]. Dans ce cas, cette relation peut être établie malgré toutes les différences entre le Mexique et ses voisins centraméricains. Bien entendu, le gouvernement a essayé de délimiter la négociation et d'éviter que l'ensemble du système politique soit remis en question alors que les zapatistes essayaient d'élargir la négociation, cherchant par d'autres moyens, peut-être plus appropriés, la

[224] María Eugenia REYES, "El movimiento zapatista y la redefinición de la política agraria en Chiapas", Revista Mexicana de Sociología, vol 63, No. 4, octubre- diciembre 2001. pp. 197-220.

[225] L'assassinat du candidat officiel à la présidence, Luis Donaldo Colosio, a fait chanceler le processus électoral et le discrédit du gouvernement sortant de Carlos Salinas a détérioré la confiance dans la force de l'économie mexicaine. Une crise économique de grandes proportions a finalement éclaté au mois de décembre, la monnaie s'est dévaluée de plus de cinquante pour cent et une fuite massive de capitaux s'est produite.

[226] Voir l'introduction de Cynthia Arnson au texte, Comparative peace processes in Latin América, Cynthia Arnson (editora), Woodrow Wilson Center Press, Washington, 1999.

poursuite du conflit. Dans cet état des choses, une bonne partie des discussions se sont centrées sur l'objet même de la négociation. Pour les zapatistes, la solution des problèmes de marginalité de la population indienne passait nécessairement par une profonde réforme du système politique mexicain impliquant la reconnaissance des droits politiques de ceux qui ne les avaient jamais eus. "Instituer le droit d'avoir des droits - affirme Neil Harvey- n'est pas une tâche facile. La citoyenneté authentique ne découle pas du développement économique ou de l'adoption de nouveaux traits culturels. En fait, elle existe dans la mesure où les gens sont capables de s'organiser et d'ouvrir des espaces pour la représentation politique"[227].

Malgré les nombreuses tensions et les récriminations réciproques, on est parvenu, par la force des circonstances, à un accord de base, dans le sens que la négociation était le seul mécanisme envisageable pour la solution du conflit. Cette conviction est présente dans la "Loi sur le dialogue, la conciliation et la paix digne au Chiapas", approuvée par le Congrès mexicain en mars 1995, qui oblige les parties à la négociation, reconnaît aux zapatistes un statut juridique et politique et engage l'exécutif à chercher des "solutions consensuelles" en vue de surmonter les "causes qui sont à l'origine du conflit"[228]. Le premier pas dans cette direction fut la mise en place de la Commission de Concorde et de Pacification (COCOPA), formée de membres du Congrès, et la reconnaissance de la Commission Nationale d'Intermédiation (CONAI), présidée par l'évêque Samuel Ruiz. La décision de négocier et l'établissement de mécanismes pour le faire a constitué une victoire de la société civile mexicaine et a signifié un engagement aussi bien du gouvernement que de l'EZLN, obligés à définir ce qui était négociable et ce qui ne l'était pas. C'est ce qui a été consigné dans les Accords de San

[227] Neil HARVEY, La rebelión de Chiapas. La lucha por la tierra y la democracia, Ediciones ERA, México, 2000, p. 235.

[228] Díaz-Polanco, La rebelión zapatista..., op. cit. p. 186. La formule utilisée par cette loi pour définir les zapatistes est un bon exemple des possibilités de la rhétorique législative. En effet, l'EZLN est reconnu comme "...une organisation de citoyens mexicains, indiens pour la plupart, qui, pour diverses raisons, s'est soulevé et impliqué dans le conflit".

Andrés, passés en février 1996.

Les Accords de San Andrés Larráinzar[229] constituent une reconnaissance explicite de la discrimination à laquelle avaient été soumis les Indiens mexicains, dont le dépassement, comme le dit le texte, n'est possible que dans le cadre d'un "pacte social intégrateur" qui engage les Indiens, la société et l'Etat. Cette nouvelle relation se fonde sur huit engagements que le gouvernement a pris au nom de l'Etat : a) reconnaissance par la Constitution des peuples indiens, b) élargissement de la participation et de la représentation politique, c) des garanties pour le plein accès à la justice, d) encouragement des manifestations culturelles des peuples indiens, e) garanties pour assurer une éducation adéquate respectueuse des savoirs traditionnels, f) satisfaction des besoins de base, g) impulsion de la production et de la création d'emplois, h) protection des Indiens migrants à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire.

Le contenu des Accords de San Andrés représentait le minimum négociable et constituait la base d'une intégration démocratique des communautés indiennes à l'ensemble de la société mexicaine. C'est ainsi que l'ont compris les diverses organisations groupées dans le Congrès National Indien qui ont adopté ces revendications comme étant les leurs. De cette manière, elles ont légitimé la représentation assumée par l'EZLN. Ce processus n'est pas terminé et peut même rester indéfiniment en attente de conclusion. Cependant, indépendamment du cours des évènements, on peut affirmer que le fait que l'Etat ait accepté de discuter sur la situation des Indiens dans les termes contenus dans les Accords constitue en lui-même une énorme réussite pour ces peuples. La mobilisation en faveur des droits des Indiens a ainsi gagné une légitimité qui la rend irréprochable.

---

[229] Accords entre le Gouvernement Fédéral et l'Armée Zapatiste de Libération Nationale sur le "droit et culture indienne", passés le 16 février 1996. In América Indígena, números 3-4, julio - diciembre de 1996, Instituto Indigenista Interamericano, México.

Cinq ans après, l'EZLN a tenu sa promesse de porter sa parole jusqu'au cœur du pays. La marche vers le District Fédéral en février 2001 constitue le sommet de la mobilisation. Deux-cent mille personnes ont reçu, à l'entrée de la ville de Mexico, les dirigeants zapatistes qui, après avoir parcouru 3500 kilomètres à travers 13 Etats, sont arrivés à la capitale le 11 mars. Leur objectif était d'entamer un dialogue avec le Congrès Mexicain pour promouvoir la reconnaissance constitutionnelle des peuples indiens en soutenant la proposition de réforme constitutionnelle présentée par la Commission de Concorde et Pacification (COCOPA). Celle-ci reprenait les éléments fondamentaux des Accords de San Andrés adoptés par le IIIème Congrès National Indien tenu à Michoacán quelques jours auparavant comme étendard unificateur du mouvement[230].

Malgré l'appui de certains secteurs progressistes du Congrès mexicain et les manifestations favorables de la société civile, le rapprochement du Congrès a échoué lorsque celui-ci a approuvé en avril 2001 une réforme constitutionnelle qui, bien qu'elle ait abordé une grande partie des thèmes traités dans le texte original, a ignoré les principes fondamentaux d'autonomie, de pluralité culturelle et de territorialité contenus dans la version présentée par la COCOPA et par les représentants des communautés indiennes et qui comptait avec le soutien de l'exécutif. Ces résultats ont poussé les zapatistes à se retirer à leurs bases du Chiapas et ce fut le début d'une phase de réflexion et de consultations. Ce processus fut bouleversé par le changement subit du scénario international à cause des attentats du 11 septembre et du déclenchement de la guerre globale contre le terrorisme qui a rétréci substantiellement les espaces du débat sur le néo-libéralisme et en faveur de la diversité, d'autant plus que ces espaces se sont ouverts suite à une mobilisation armée, même si celle-ci n'avait qu'un caractère symbolique.

[230] III Congreso Nacional Indígena, "Declaración: Por el reconocimiento constitucional de nuestros derechos colectivos", Comunidad Indígena de Nurío – Michoacán, marzo 4 de 2001.

Après plus d'une décennie de soulèvements, l'EZLN n'est plus une guérilla – il ne l'a jamais été au sens strict – mais un mouvement politique d'opposition qui conserve les armes comme symbole de la rébellion et dont la principale réussite est d'avoir placé au centre de la discussion mexicaine le thème des droits des Indiens et de leur participation citoyenne à la construction de la démocratie. Le zapatisme n'envisage pas d'évoluer comme un acteur armé. Au contraire, il privilégie le resserrement des liens avec les mouvements sociaux et politiques qui défendent l'idée d'un Mexique culturellement et politiquement pluriel. Cette position l'a conduit à s'aligner aux côtés d'une large gamme d'organisations internationales pour lutter contre les effets de la mondialisation et défendre la diversité culturelle, ce qui lui a permis d'élargir son rayon d'action et son réseau d'appuis internationaux, au-delà de ce qu'aurait pu obtenir n'importe quel mouvement de résistance en Amérique latine. De cette manière, il a globalisé le sens de sa lutte. Attentifs, à l'intérieur de leurs territoires, les zapatistes ont assisté ces dernières années à l'une des étapes les plus critiques de la société mexicaine et, à nouveau, ils attendent leur moment.

Lorsque l'on compare l'expérience des communautés indiennes du sud-ouest colombien avec la mobilisation des habitants de las Cañadas de Lancandona, on est frappé par le parallélisme que l'on constate entre les deux. La ressemblance la plus importante est probablement, dans les deux cas, la présence d'"agents politiques" externes, indispensable pour doter la mobilisation générale des éléments organisationnels et politiques dont elle avait besoin. Aussi bien au Chiapas que dans le Cauca, ces "agents politiques" provenaient d'une gauche traditionnelle déçue qui cherchait sa propre reconstruction dans la rencontre avec le peuple profond. On peut aussi comparer les effets désastreux des politiques étatiques qui ont contribué, dans les deux cas, à exacerber les conflits en s'alignant pendant longtemps sur les intérêts des *hacendados* et des hommes politiques locaux et en entravant les voies légales de la réclamation, ce qui a fait que l'Etat a

fini par encourager le mouvement de protestation.

Un autre élément de comparaison est l'origine des bases sociales qui supportaient les insurgés. En effet, dans les deux cas, les communautés qui ont appuyé la mobilisation armée provenaient des secteurs les plus dynamiques qui, volontairement ou involontairement, avaient rompu avec l'ordre traditionnel et luttaient avec des outils modernes – coopératives de production ou associations de d'exploitants de terres communales ou *resguardos* – pour conquérir un espace dans un scénario profondément bouleversé par des transformations économiques et sociales qui échappaient à leur contrôle. Aussi bien les Unions d'*Ejidos* au Chiapas que les communautés qui sont à l'origine du CRIC, dans le Cauca, ont donné un nouveau sens au communautarisme indien pour le transformer en un outil puissant, non pas afin de récréer une identité perdue mais afin d'en construire une nouvelle, capable de relever les défis que la modernité leur imposait. Dans les deux cas, la mobilisation armée s'appuyait sur de solides réseaux sociaux renforcés par des liens de parenté et par des traditions culturelles communes. Dans les deux cas, la mobilisation armée a reçu l'appui de ces réseaux mais elle a aussi contribué à leur cohésion, renforçant ainsi les anciennes et les nouvelles identités. L'imbrication de ces deux acteurs – le groupe armé et les réseaux sociaux- a rendu impossible, dans les deux cas, de tracer une ligne de partage entre les deux et a offert un niveau très élevé de protection aux combattants, garantissant leur passage temporaire ou définitif à la vie civile.

Pour ce qui est des contrastes, il faut signaler que, à la différence du Chiapas, dans le Cauca, la religion ne joue pas un rôle de dynamiseur de la mobilisation sociale à cause, d'une part, de la connivence entre la hiérarchie catholique et les élites locales mais aussi à cause du statut de grande propriétaire terrienne dont jouit l'Eglise, hérité du passé colonial. Le rôle que joue la religion au Chiapas est assuré dans le Cauca par la

reconstruction collective de l'histoire locale qui devient le moyen par lequel les communautés réussissent à s'approprier leur passé et à revaloriser leur culture. Cependant, la différence la plus importante réside dans la différente valorisation de la lutte armée. Dans le cas du Cauca, elle rappelle une expérience traumatisante et fascinante, fruit de l'implantation, durant presque trois décennies, de différentes organisations insurgées. L'impact de cette longue et conflictuelle présence se reflète dans les particularités de la mobilisation armée du Quintín Lame qui ont fini par le pousser à affronter d'autres groupes insurgés en défense de l'autonomie des communautés locales.

2.5 La Colombie: une guerre dans une autre guerre

Dans le cas colombien, les rapprochements et les éloignements entre guérilleros et organisations indiennes ont été fortement conditionnés par l'évolution opposée de chacun de ces acteurs, ce qui confirme la tendance générale qui a été signalée au début de ce chapitre. Bien que leur superposition territoriale – à laquelle s'ajoute la superposition de cultures illicites – rende inévitable leur coexistence, celle-ci se fait au milieu de tensions croissantes qui, parfois, se traduisent par des affrontements plus ou moins ouverts, comme ceux du Cauca dans les années quatre-vingt. Qui plus est, il faut signaler que le mouvement indien a été, les dernières années, le seul acteur social capable de se mobiliser contre la guerre imposée par les acteurs armés.

Dès le début des années quatre-vingt et jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix, les guérillas colombiennes[231] - surtout les FARC – sont

[231] La littérature colombienne sur ce thème utilise en général le qualificatif d'"historiques" pour se référer à des groupes comme les FARC, l'ELN et l'EPL, fondés au milieu des années soixante, ayant des liens personnels et territoriaux avec la période de la violence politique des années cinquante. Les groupes créés entre le milieu des années soixante-dix et le milieu

passées d'une situation militaire précaire –tout en étant relativement présentes sur la scène politique – à une situation inverse, devenant une véritable force militaire qui, pourtant, manque d'expression dans la sphère politique et qui semble même ne pas s'intéresser à cet espace dans lequel sa faiblesse devient de plus en plus évidente, se concentrant presque exclusivement sur la croissance de sa capacité guerrière et sur l'élargissement de leurs territoires. Les FARC, pour ne nous référer qu'à l'organisation armée dont le niveau de croissance est le plus élevé, ont profité de la conjoncture exceptionnelle des années quatre-vingt – accords de cessez-le-feu, extension du trafique de drogues aux zones de colonisation, démobilisation d'environ 5.000 guérilléros d'autres organisations (EPL, M-19, PRT, Quintín Lame) – pour repenser leur projet stratégique, ce qui leur a permis de tripler le nombre de fronts et d'hommes, entre 1980 et 1996. Le nombre de fronts est passé de 22 à 66 et celui d'hommes, de 2.800 à 7.500. Cette expansion a atteint son zénith en 2000. A la faveur de la crise agraire et de l'explosion des cultures de la coca et du pavot, ce groupe a pu conquérir la plus large base sociale dont ait disposé n'importe quel groupe insurgé en Colombie[232].

Cette croissance a signifié une augmentation proportionnelle des finances qui, selon diverses sources, avaient atteint, vers le milieu des années quatre-vingt dix, des chiffres supérieurs à 500 millions de dollars par an[233]. Cette croissance s'est manifestée par la généralisation de

---

des années quatre-vingt dix, sont appelés "guérilléros de la deuxième génération". Ils sont le résultat de la frustration des attentes de participation politique, comme dans le cas du M-19, ou le résultat des conflits locaux ayant des particularités spécifiques, comme le Quintín Lame et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs PRT). En revanche, les groupes appelés de la « deuxième génération » ont toujours eu une capacité importante de négociation. Les premiers, à l'exception de l'EPL, ont gardé plus longtemps leurs attentes grâce à leur possibilité de croissance militaire. Voir Eduardo Pizarro, Insurgencia sin revolución, IEPRI-Tercer Mundo, Bogotá, 1996.

232 Marco Palacios, "La solución política al conflicto armado, 1982-1997", en Alvaro Camacho, Francisco Leal (compiladores), Armar la paz es desarmar la guerra, IEPRI-FESCOL-CEREC, Bogotá, 1999.

233 Nazih RICHANI, "The Political Economy of Violence: The War-System In Colombia", Journal of Interamerican Studies and World Affairs, Volume 39, Number 2, 1997.

pratiques comme l'enlèvement et l'extorsion ainsi que par la participation de plus en plus grande au commerce illicite de drogues. Ces circonstances ont fait que la dernière phase d'évolution des guérillas, à partir des années quatre-vingt, a été qualifiée d' "étape de glissement vers la militarisation de la politique et vers la « banditisation » de la guerre"[234]. La brèche entre la guérilla, fascinée par les armes, et la population civile, qui se sent de moins en moins représentée par les insurgés et de plus en plus affectée par le prolongement du conflit, est devenue de plus en plus profonde.[235]

En dernier lieu, il faut signaler que, les dix dernières années, les médiations entre la guérilla et l'ensemble de la société ont pratiquement disparu. La guérilla s'exprime aujourd'hui de manière indépendante, presque toujours par des actes de guerre et ne cherche plus, comme par le passé, à agir à travers les organisations syndicales ou agraires, les mouvements civiques ou les organisations politiques. Même ses relations avec les ONG, particulièrement dans le domaine des droits de l'homme, se sont affaiblies à cause des critiques de plus en plus dures que ces organisations ont faites aux constantes violations du Droit International Humanitaire, surtout l'enlèvement de civils et l'attitude de défi face à des faits spécialement perturbateurs, comme l'assassinat par les FARC de trois indigénistes nord-américains en 1999. Cela a contribué grandement à l'isolement et à l'enfermement des guérillas colombiennes qui se trouvent chaque jour plus éloignées de l'ensemble de la société[236].

La rébellion et la mobilisation des organisations indiens

Comme au Nicaragua, au Guatemala et au Pérou, en Colombie, la présence de la guérilla a affecté négativement l'évolution des acteurs sociaux, surtout ceux qui se trouvent dans des zones où sont fortement

[234] Gonzalo SÁNCHEZ, Guerra y política en la sociedad colombiana, El Ancora editores, Bogotá, 1991, p. 58.
[235] Daniel PECAUT, Guerra contra la sociedad, Editorial Planeta, Bogotá, 2001.
[236] Daniel PECAUT, Las FARC: ¿Una guerrilla sin fin o sin fines?, Editorial Norma, 2008

implantés les insurgés, comme c'est le cas de la plupart des communautés indiens colombiennes. Daniel Pécaut signale que, dans le cas colombien, les guérillas contribuent, dans une mesure plus ou moins grande, à la désorganisation de la vie sociale en fonction du milieu où elles s'insèrent, selon qu'il s'agisse de zones dans lesquelles les situations conflictuelles existent déjà ou, au contraire, de zones où les tensions sociales sont multiples sans que le conflit soit encore pleinement structuré[237].

Ce dernier cas est celui des zones de colonisation – par exemple, Putumayo et Caquetá- où les guérilleros ont joué dans un premier temps, un certain rôle organisateur, toujours autoritaire, face à la décomposition qu'entraîne l'expansion des cultures illicites, la désorganisation des activités économiques traditionnelles qui s'en suit et l'explosion de la délinquance ordinaire. Ce fut aussi le cas de la région d'Urabá où les insurgés ont accompagné la structuration des organisations syndicales qu'ils ont fini par sacrifier en interférant dans leurs orientations et en les exposant à la répression paramilitaire. Très différent est ce qui arrive dans les zones où la guérilla rencontre des organisations sociales fortement enracinées, comme c'est le cas du Cauca où éclate une dispute avec les autorités communautaires au sujet du contrôle de la population. Dans ce cas, il se produit une polarisation qui met en danger les efforts des acteurs sociaux locaux pour défendre leur autonomie ou qui essaie de les contrecarrer

La guérilla colombienne, comme les autres guérillas latino-américaines, n'a pas été capable d'accepter la moindre autonomie des acteurs sociaux, même lorsque celle-ci n'exprime que le désir de neutralité, comme ont essayé de le faire les communautés indiens dans plusieurs régions. La polarisation que génère la guérilla ne laisse pas d'espace à la neutralité, ce qui réduit beaucoup l'étroite marge d'expression des acteurs

[237] Daniel PECAUT, "Violencia y política en Colombia", plusieurs auteurs, Democracia, etnicidad y violencia política en los paises andinos, IFEA-IEP, Lima, 1993.

sociaux ou politiques indépendants. En 2001, durant sa tournée internationale, Raúl Reyes, porte-parole des FARC, signalait : "Nous ne comprenons pas que l'on puisse parler de neutralité alors que ce qu'il y a en Colombie c'est une guerre ".

La situation des Indiens durant la période comprise entre les années soixante-dix et quatre-vingt dix est bien différente. Paradoxalement, favorisés par leur condition minoritaire – seulement 1.5% du total de la population – ils n'ont jamais été perçus comme un facteur de déstabilisation. En partant de cette condition, l'espace politique qu'ils ont gagné est énorme et ils sont passés d'une place marginale à une place de protagonistes de la politique locale et nationale. Aujourd'hui, l'identité négative qui pesait sur eux il y a trente ans est renversée et ils ne sont plus vus comme un obstacle au développement mais comme des acteurs principaux dans le développement des régions et le renforcement de la démocratie. Finalement, et c'est peut-être là le plus important, ils sont de plus en plus autonomes vis-à-vis des différents facteurs externes – groupes armés, églises ou partis politiques – et, à travers leurs organisations politiques ou communaitaires, ils sont parvenus à avoir une expression propre, de plus en plus écoutée en dehors de leurs propres bases.

Leur lutte pour la protection du territoire et pour la conquête de leur autonomie leur a permis de dépasser les grandes différences culturelles, linguistiques et socioéconomiques et de construire une identité qui n'existait pas jusqu'ici, dont le point de départ est la défense contre ceux qu'ils considèrent comme leurs plus grands ennemis : tout d'abord, les politiques asservissantes de l'Etat qui, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, a essayé de forcer leur intégration socioéconomique ; en deuxième lieu, les différents acteurs armés qui, à plusieurs reprises, ont essayé de récupérer la mobilisation indienne et ont fait des territoires indienness un scénario de conflit ; et, en troisième lieu, les grands projets d'intervention économique,

qu'ils soient miniers ou hydroélectriques, qui ont menacé l'unité territoriale.

Mais les avancées ne tiennent pas uniquement à la volonté des organisations indiennes qui ont été favorisées par des situations conjoncturelles exceptionnelles ayant augmenté leurs opportunités politiques et ouvert la possibilité de nouvelles alliances. En effet, tout au long des dernières décennies, les changements dans les politiques étatiques ont contribué, lors de moments clés, à définir le caractère du mouvement. Ainsi, en 1965, au moment de mettre en marche le programme de la Réforme Agraire afin de moderniser les relations sociales dans la campagne colombienne, l'Etat a ouvert la porte à un processus d'agitation paysanne qui a permis la naissance des premières organisations indiennes. En 1980, au milieu de la dure répression qui a suivi l'avancée du mouvement insurgé, l'Etat s'est proposé de freiner le progrès du mouvement indien par un rigide statut qui a produit un résultat exactement contraire à celui recherché car, grâce à l'opposition qu'a provoquée cette intervention, on a pu dépasser les différences interethniques qui, au début, semblaient insurmontables et les organisations indiennes se sont consolidées à l'échelle régionale et nationale, comme on le sait aujourd'hui. Finalement, en 1991, en consacrant dans le nouveau texte constitutionnel la reconnaissance des droits des peuples indiens permettant leur participation politique, l'Etat a contribué à l'évolution de ces organisations vers des mouvements politiques.[238]

De grandes transformations se sont produites au sein des organisations indiennes. D'une part, le processus de consolidation d'organisations régionales très identifiées avec la lutte pour le territoire – comme c'est le cas du CRIC dans le Cauca, un exemple suivi par d'autres

[238] Les acquis de la Constitution de 1991 sont le résultat de décennies d'efforts organisationnels et d'expériences juridiques préalables qui ont préparé le terrain, à la différence de ce qui est arrivé, par exemple, pour les communautés descendantes d'Africains. Sur les obstacles de ces dernières pour accéder aux espaces de représentation politique, voir Carlos Efrén AGUDELO, Retos del multiculturalismo en Colombia. Política y poblaciones negras, Ed. IEPRI – IRD – ICANH – La Carreta, Medellín, 2005.

régions – a provoqué la naissance d'organisations à caractère national, comme l'Organisation Nationale Indien (ONIC), et de mouvements politiques comme le Mouvement Indien Colombien (MIC), l'Alliance Sociale Indien (ASI) et les Autorités Indienness de Colombie (AICO). Ces transformations reflètent la relève des leaders traditionnels, ceux qui, dans les années 70, ont porté le drapeau de la lutte pour la terre et la défense de l'identité, remplacés aujourd'hui par une nouvelle génération de dirigeants qui revendique surtout la défense des droits politiques.

Le contexte national a également évolué entre les années soixante-dix et quatre-vingt dix. A titre simplement illustratif, on peut évoquer quelques-uns des changements les plus importants : l'accélération du processus d'urbanisation comme résultat de la crise agraire et de la violence dans les zones rurales ; le changement des principaux axes de développement économique qui a conduit à abandonner la traditionnelle économie agro-exportatrice, déplacée par la croissance du secteur minier-pétrolier exportateur ; l'explosion de l'économie illicite du trafique de drogues; la croissance sauvage des facteurs de violence qui ont débordé la capacité de contrôle de l'Etat colombien et ont rendu nécessaire une recomposition institutionnelle ayant abouti à la promulgation d'une nouvelle Constitution en 1991.

Afin d'établir une comparaison avec d'autres cas observés en Amérique latine, il est indispensable de faire deux précisions. La première est que le facteur ethnique en Colombie n'a jamais occupé le centre de la discussion politique, comme c'est le cas, par exemple, du Guatemala. La deuxième est que, dans le cas concret du Quintín Lame, celui-ci a agi dans un scénario strictement régional et, globalement, il n'a pas modifié les relations entre guérilleros et population rurale, c'est-à-dire que, même si le conflit fut très significatif dans le département du Cauca, il ne fut pas déterminant pour le cours du conflit national, comme le fut, par exemple, le

déroulement de la guerre à Ayacucho, au Pérou.

Le groupe Quintín Lame face aux organisations insurgées

Les relations entre les différents groupes armés ayant opéré en Colombie et les communautés indiennes se sont déroulées dans de multiples scénarios territoriaux à cause de la dispersion de la population indienne et des nombreuses frontières agricoles ouvertes qu'elle possède, un trait qui la différencie de la plupart des pays de l'Amérique latine. Parmi ces scénarios, il y en a un qui se détache par la concentration de la population et par le niveau organisationnel des communautés : le sud-ouest, dont le centre est le département du Cauca mais qui s'étend vers le sud du Tolima et le département de Nariño. Ce territoire auquel nous nous référerons pour des raisons géographiques et sociales, a été un de ceux qui ont connu une plus forte présence de la guérilla, au point que pratiquement toutes les organisations insurgées qui ont agi en Colombie ont essayé, à un moment ou à un autre, de s'y implanter.

En effet, presque tous les groupes guérilleros du pays ont tenté d'approcher les organisations indiennes locales ou ont essayé de mettre sur pied des colonnes partiellement formées d'Indiens afin d'agir au nom des intérêts des communautés. Aucune de ces expériences – à l'exception du M19 à certains moments – n'a réussi et, à chaque fois, les organisations indiennes ont réclamé le droit de s'exprimer par elles-mêmes et ont rejeté le recours aux armes. C'est pourquoi le cas du Mouvement Armé Quintín Lame est absolument particulier : c'est la seule organisation armée indienne constituée en Colombie et, en fait, jusqu'à l'apparition de l'EZLN vers le milieu des années quatre-vingt dix, c'est la seule en Amérique latine à se proclamer comme un groupe armé indépendant d'autres organisations insurgées, la seule qui agit au nom des intérêts des communautés indiennes.

Les caractéristiques de ce groupe, ses liens avec le mouvement indien

du Cauca et ses complexes relations avec les groupes guérilleros fixés dans cette région sont justement l'objet des chapitres suivants de ce travail. Pour le moment, nous nous limitons à énoncer les principaux axes d'interprétation:

1. Le mouvement indien du Cauca se configure à partir d'une identité reconstruite. La mobilisation des communautés du nord-est du département est indissociable d'une interprétation consciente de son passé, ce qui lui permet de réinventer une identité et une tradition de lutte, inexistante jusque là ou qui était complètement fragmentée au début des années soixante. C'est une situation en partie semblable à celle du Mexique : les deux rétablissent un fil conducteur qui lie la mobilisation du présent aux traditions révolutionnaires du passé.
2. La mobilisation indienne au sud-ouest colombien est le résultat de l'impact de la modernisation. La consolidation du mouvement et de son organisation la plus représentative, le Conseil Régional Indien du Cauca, ne fut pas le fruit spontané d'une tradition de lutte qui aurait été rétablie mais surtout le résultat de nombreuses changements en raison a l'impact de l'industrie sucrière sur la partie nord du département qui a subitement altéré les structures de propriété dans la région, provoquant une résistance qui a permis la rencontre entre les communautés dépouillées et les activistes politiques externes. La convergence entre modernisation et mobilisation indienne apparaît, dans tous les cas analysés – même si la modernisation peut arriver dans chaque cas par des voies différentes – comme le résultat de la rupture de l'équilibre précaire des communautés.
3. Le mouvement Quintín Lame fut conçu comme un mécanisme pour récupérer le monopole de la force et contrecarrer la diffusion de la violence. Dans un scénario marqué par la

confusion que provoquait la présence de multiples acteurs armés, l'action de ce groupe armé ne vise pas précisément les objectifs traditionnels des groupes insurgés : la prise du pouvoir ou les attaques contre l'appareil militaire de l'Etat. En revanche, il se conçoit comme instrument pour appuyer les autorités traditionnelles des communautés qui étaient prêtes à accepter sa présence uniquement dans la mesure où cet objectif serait atteint.

4. Le Quintín Lame peut être qualifié de "groupe armé ayant une base ethnique" mais la guerre qu'il livre n'est pas une guerre ethnique. L'origine de la plupart de ses membres, les liens avec les *cabildos*, la souplesse avec laquelle il évoluait à l'intérieur des communautés et les éléments culturels traditionnels dont il était porteur permettent effectivement de le qualifier de « mouvement ayant une base ethnique ». Mais cela ne signifie pas que l'identité ethnique soit sa raison pour affronter ceux qu'il considère comme ses principaux ennemis. Cela est assez semblable à ce que l'on observe dans les autres cas analysés, vu qu'on ne peut dire à propos d'aucun d'eux qu'il s'agisse d'une guerre ethnique.
5. La fin des actions du Quintín Lame et le retour de ses membres à leur base sociale se sont produits dans le cadre d'une "révolution locale". L'accumulation de tensions et la perte du soutien du gouvernement central ont facilité la chute des élites locales qui a abouti à une "révolution locale" constituant, jusqu'ici, un cas unique dont l'expression finale sera une coalition de forces politiques menée par des Indiens qui a conduit à l'élection, en 1999, d'un leader indien au poste de gouverneur départemental.
6. Le Quintín Lame a réussi à accéder à l'espace politique grâce à une combinaison d'affirmation identitaire et de défense de la

démocratie. Le fait que la négociation ne soit pas le résultat d'une crise du mouvement, ni une issue face à l'échec militaire a permis à ce groupe de profiter de tout le potentiel de la démobilisation pour s'insérer dans un processus politique à une échelle beaucoup plus grande dont l'expression est la reconnaissance mutuelle entre l'Etat et les Indiens, implicite dans la Constitution de 1991. Au contraire, au Guatemala ou au Nicaragua les accords passés à la fin du conflit essaient de reconstruire le mouvement indien désarticulé par celui-ci. Dans un autre terrain, la situation que l'on observe dans le cas du zapatisme présente quelques ressemblances avec la situation colombienne : l'EZLN s'insère dans la politique mexicaine comme un des facteurs qui convergent au moment décisif de la crise.

7. Les actions du Quintín Lame n'ont pas entraîné la rupture du mouvement social. A la différence d'autres expériences, comme celle du Pérou ou du Guatemala, l'action de ce groupe armé n'a pas brisé le mouvement social, même s'il s'est attiré de graves menaces qui ont rendu nécessaire sa démobilisation, ce qui montre que le mouvement social a poursuivi ses activités même au milieu du conflit. Dans le cas colombien, la situation peut ressembler davantage à celle du Mexique à cause de la continuité, non exempte de tensions, entre la mobilisation armée et le mouvement social.

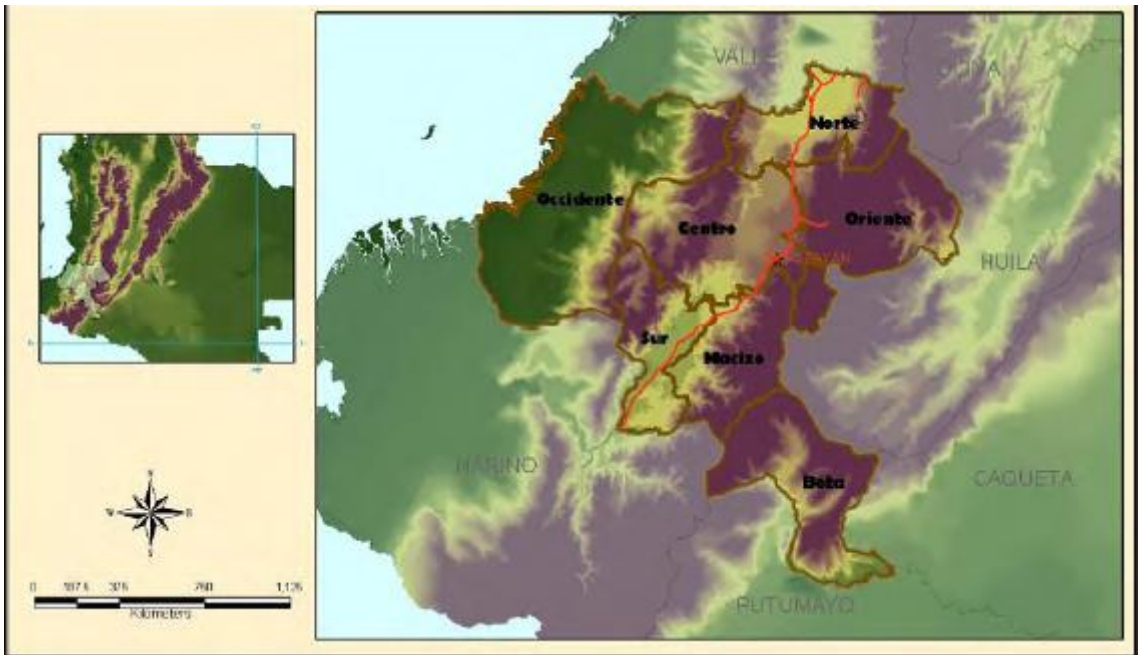
DEUXIEME PARTIE

Chapitre 3

Traditions de résistance et reconstruction identitaire dans le sud-ouest colombien

A l'est du département du Cauca, entourée de hauts sommets et traversée par des vallées profondes, se trouve la région de Tierradentro, cœur du territoire Páez. Durant des siècles, cette région est restée isolée du reste du territoire de la Colombie d'aujourd'hui, entourée d'une aura magique et protégée par le mythe de sa géographie impénétrable et de ses gens invincibles.

Carte géographique No. 1. Departement du Cauca. Colombie



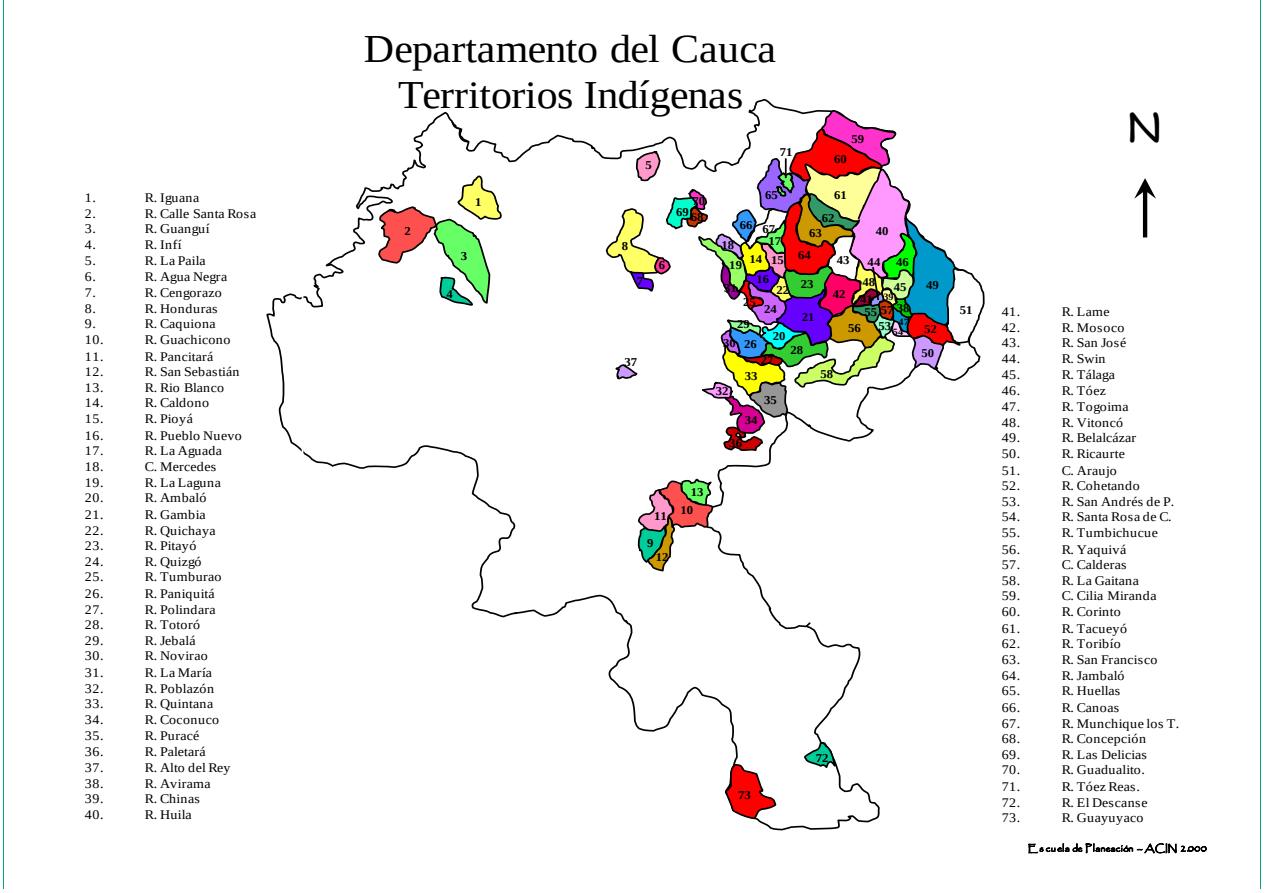
Source : Institut Géographique Agustín Codazzi (IGAC) 2005

Le département du Cauca se trouve dans le sud-ouest colombien. Sa superficie est d'environ 30.495 Km. carrés. Il s'étend du littoral Pacifique, à l'ouest, jusqu'aux

sommets enneigés de la cordillère centrale des Andes, à l'est, qui atteignent plus de 4.000 mètres. Ce territoire est traversé, du nord au sud, par deux imposantes cordillères, l'occidentale et la centrale. La première constitue une barrière naturelle séparant ce département des zones basses de la plaine côtière qui, historiquement, ont été faiblement intégrées au département. La seconde, la cordillère centrale, formée d'une chaîne de montagnes et de sommets enneigés, qui contient une des plus complexes matrices écologiques du territoire national, est connue comme le Massif Colombien, où naissent les principaux fleuves qui traversent le pays. Entre ces deux grandes cordillères se trouve la vallée du fleuve Cauca autour duquel se sont développés les principaux axes de peuplement et de développement économique. Cette région centrale, dont la densité de population était déjà élevée avant même la conquête, fut, à partir du moment de la fondation de la ville de Popayán, en 1537, l'épicentre de l'occupation espagnole qui se fit par des expéditions détachées du groupe qui avait conquis le Pérou sous les ordres de Francisco Pizarro.

La *gobernación* de Popayán fut, durant le XVIIème et le XVIIIème siècle, la division administrative la plus importante de la Couronne espagnole dans l'actuel territoire de la Colombie. Cette juridiction s'étendait sur tout l'ouest colombien, y compris le littoral pacifique et sur le nord, jusqu'au Golfe d'Urabá, dans la mer des Caraïbes ; vers l'est, elle allait du piedmont andin jusqu'aux actuelles frontières avec le Brésil et le Pérou, couvrant le territoire amazonien. L'évolution de cette vaste et puissante région jusqu'à la fin du XIXème siècle a été conditionnée par les cycles de la production minière et par le développement des *haciendas* basé sur la main-d'œuvre esclave. Le pouvoir et la richesse que cette région a réussi à accumuler ont fait de Popayán et de son élite l'une des plus influentes de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade. Cette importance s'est maintenue jusqu'à l'indépendance et tout au long d'une bonne partie du XIXème siècle, ce qui constitue le premier trait distinctif de son évolution historique.[239].

[239] Germán Colmenares, Historia económica y social de Colombia. Popayán: una sociedad esclavista, Tercer Mundo Editores, Bogotá 1999.



Carte géographique No 2. Département du Cauca
Localisation des *resguardos* indiens
Source: Asociación de Cabildos Indígenas del Norte, ACIN, 2000

La prospérité de cette région, qui a connu son apogée au XVIIIème siècle, ne doit pas faire oublier la précarité de la domination sur le territoire voisin de la ville de Popayán, qui fut objet de disputes durant presque un siècle à cause de la résistance persistante des communautés indiennes des Pijaos, Paeces et Yalcones qui fut la cause du prolongement des guerres de conquête jusqu'au XVIIème siècle, ce qui a provoqué un décalage dans l'évolution de la société *encomendera* de Popayán par rapport à l'évolution générale du Nouveau Royaume de Grenade. La résistance indienne qui, en quelque sorte, se maintien jusqu'aujourd'hui, constitue donc le deuxième grand élément qui caractérise l'histoire de cette région du département du Cauca.

Selon les chiffres du Département National de Statistique, le Cauca est actuellement le département colombien ayant une plus grande concentration de population indienne. Sur un total de 1.392.623 habitants indiens, 248.532 (c'est-à-dire 21%) se trouvent dans cette région[240]. Cette population se distribue en quatre groupes ethniques : les Páez (65 %), les Yanaconas (15 %), les Guambianos (13 %), les Coconucos

240 Departamento Nacional de Estadística, Censo 2005.

(5%) et les Emberas et Ingas (2%)[241]. La plus grande partie de cette population est groupée en 16 communes, au nord-est du département, qui sont frontalières avec les départements du Valle, Tolima et Huila. Ces communes, dans lesquelles se concentre 70 % de la population indienne du département, qui manquent cruellement de terres, furent le principal théâtre d'opérations du Mouvement Armé Quintín Lame, dans les années quatre-vingt.

Accablés par la pression exercée sur leurs terres, marginalités de l'économie de marché et des mécanismes de protection sociale de l'Etat, les Indiens du Cauca ont pourtant réussi à survivre et même à augmenter leur population dans des conditions extrêmement précaires, comme le montre le tableau n° 1. On y observe que, dans les années soixante-dix, les conditions de vie des Indiens étaient beaucoup plus dures que celles de la moyenne du département qui, lui, se situait parmi les départements les moins bien équipés du pays.

Tableau n° 1
Indicateurs vitaux pour la Colombie, Département du Cauca et Cauca indien. 1972 - 1978.

	Colombie	Cauca	Cauca Indiènne
Taux brut de mortalité (X 1.000)	8.5	9.9	27.1
Taux de mortalité enfantine (X 1.000)	69.9	81.8	233.3
Espérance de vie à la naissance (Hommes)	56.4	54.1	34.9
Espérance de vie à la naissance (Femmes)	60.3	57.4	37.5

Source: "Plan cuatrienal de desarrollo de las comunidades indígenas del nororiente del Departamento del Cauca". Unidad de Desarrollo Social DNP, février 1980.

3.1 Entre l'histoire et la mémoire

Comme nous l'avons déjà signalé, la mobilisation des communautés du nord-est du département du Cauca durant les quatre dernières décennies est indissociable d'une interprétation consciente de leur passé qui a permis de reconstruire une identité et une tradition de lutte, complètement effacées

[241] Instituto Geográfico Agustín Codazzi, Cauca: características geográficas, Bogotá, 1992.

au début des années soixante-dix. L'objectif de cette reconstruction était de découvrir le fil conducteur qui relie les mobilisations du présent aux traditions de résistance du passé et, d'une manière plus générale, de construire une conscience ethnique fondée sur la mémoire historique.

Ce processus de recomposition historique était intimement lié aux luttes du futur qui exigeaient une nouvelle approche du passé afin de transformer l'identité négative construite durant des siècles par l'histoire officielle et d'offrir un support moral aux mobilisations du présent. En effet, comme le signale Paul Ricœur, s'il est vrai qu'il est impossible de modifier le passé, on peut en revanche lui donner un nouveau sens et, même si on ne peut pas défaire ce qui a été fait , le sens de ce passé n'est pas fixé une fois pour toutes. C'est pourquoi la mémoire finit par devenir un scénario de lutte et la réinterprétation du passé, comme l'affirme Ricœur, peut, dans cette perspective, être considérée comme un "…cas d'action rétroactive de l'intentionnalité du futur sur l'appréhension du passé"[242]. Pour le cas qui nous occupe, cette relation ambivalente avec le passé qui ne peut pas être changé et qui bloque les attentes sur l'avenir, a abouti à la rupture avec la "mémoire officielle"[243], qui avait en partie exproprié les communautés indiennes de leur passé pour l'incorporer à une histoire commune à tous les Colombiens. La mémoire officielle avait tout simplement effacé le passé. C'est pourquoi on a construit un nouveau discours historique qui essaie de remettre en vigueur ce qu'Eric Hobsbawm appelle avec raison "la fonction sociale du passé ".

Dans une perspective très particulière, Abelino Dagua - ex-gouverneur et membre du Comité d'Histoire du *Cabildo* de Guambía – synthétise de la manière suivante quelques éléments importants du long débat sur la fonction de l'histoire et sur la relation entre la réflexion sur le passé et la construction du présent : "Il n'y a rien sans

[242] Paul Ricoeur, La lectura del tiempo pasado op cit, pp. 48 – 49.
[243] Elizabeth Jelin, Los trabajos de la memoria, op cit, capítulo III "Las luchas políticas por la memoria".

histoire. Celui qui ne l'a pas est fini. Les Blancs disent aux Indiens : raconte-moi un conte. Les Indiens parlent et les Blancs disent que c'est des balivernes. Et il ne reste que cela : un conte. Et le conte se termine là. L'histoire est de tous : chacun doit raconter sa part ; chacun contribue à l'arrondir et, ensemble, ils font une histoire complète"[244]. Le processus de reconstruction et d'appropriation de l'histoire mené par les communautés indiennes du nord du Cauca durant les quarante dernières années tourne autour de trois axes : a) le caractère collectif, b) l'histoire comme processus et comme instrument de reconstruction des liens identitaires et c) la fonction politique de l'histoire. C'est dans cette perspective que l'histoire cesse d'être l'histoire du passée pour devenir histoire-vivante, histoire-outil, histoire pour le présent. Son importance pour le processus de reconstruction identitaire est clairement signalée dans le point numéro 6 du programme du CRIC, approuvé en 1971 : "Défendre l'histoire, la langue et les coutumes indiennes".

Comme le signale Guillermo Bonfil[245], pour beaucoup de peuples indiens, la mémoire historique constitue, dans une première instance, un rapport de vexations qui sont à la base des revendications d'aujourd'hui. Tel est le cas de l'expérience des Paeces et des Guambianos qui, dans une première étape, se sont donné comme tâche principale la récupération ou la protection des anciens titres de propriété sur les terres octroyées par la Couronne espagnole, fondement de la propriété communale. Ils se sont proposé également de récupérer les traditions orales qui permettent de conserver la mémoire des dépouillements auxquels ils furent soumis ainsi que des détails concernant les limites de leurs *asentamientos* et le souvenir des déplacements collectifs. Tous ces éléments constituent une source de légitimité indiscutable qui a été à la base de la première phase du processus de récupération de terres mis en marche au milieu des années soixante-dix.

Cette première étape, durant laquelle la mémoire a rempli une fonction politique

---

244 Luis Guillermo VASCO URIBE, Abelino Dagua Hurtado y Misael Aranda, "En el segundo día, la gente grande sembró autoridad y plantas y, con su jugo, bebió el sentido" in Encrucijadas de la América Amerindia, Francios Correa (Editor), Instituto Colombiano de Antropología, Bogotá, 1993, p 9

245 Guillermo BONFIL BATALLA, "Historias que no son todavía Historia", en Carlos Pereyra et al., Historia ¿Para Qué?, Siglo XXI editores, México, 1980, p 229 – 245.

immédiate, a été le début de la construction consciente du passé réalisée dans une deuxième étape qui coïncide avec le processus de configuration des organisations indiennes : *Le Conseil Régional Indien du Cauca* (CRIC) et *Autorités Indiennes du Sud-Ouest* (AISO) qui, quelques années après, adoptera le nom de *Autorités Indiennes de Colombie* (AICO). Durant deux décennies, à partir de 1970, on mène un gigantesque travail de construction de la mémoire collective qui aboutira à une histoire commune dans laquelle on a quelque peu estompé les différences entre les communautés et souligné les éléments permettant de renforcer les traits identitaires

Dans cette tâche, les récits des historiens locaux et des leaders communautaires ont pris une grande importance. Tel est le cas de Julio Niquinás, ancien compagnon de lutte de Manuel Quintín Lame et de José Gonzalo Sánchez ou, encore, celui de Gregorio Palechor, secrétaire du premier Comité Exécutif du CRIC (1971)[246]. Divers auteurs, mentionnés à plusieurs reprises dans ce travail, ont mené d'importantes recherches qui ont élargi considérablement la connaissance de l'histoire régionale. Parmi eux, on peut citer Maria Teresa Findji, Johane Rapaport, Elías Sevilla, Myriam Jimeno et Adolfo Triana. Un cas particulier dans cette ligne de production est le travail effectué par Víctor Daniel Bonilla, auteur d'un des textes les plus diffusés et les plus importants, "Historia Política de los Paeces", élaboré à la demande du CRIC pour servir de manuel pour la diffusion de l'histoire et la formation politique. Comme le signale son auteur, il a été conçu "…comme un brouillon pour que vous l'étudiiez, le corrigiez et le complétiez selon vos besoins" [247].

A cet ensemble d'efforts on peut ajouter le travail des commissions du CRIC, comme la Commission d'Histoire, celle de Législation Indien, celle de l'Education et Culture ou, encore, celle de Politique et Autonomie. Tout au long de ces années, elles ont stimulé le désir de connaître notre histoire, de la diffuser et de faire en sorte qu'elle devienne un instrument de légitimation des revendications des communautés et,

[246] Ces récits ont été diffusés oralement mais, parfois, ils ont été compilés par des historiens et des ethnologues professionnels pour leur diffusion ultérieure.
[247] Víctor Daniel BONILLA, Historia Política de los Paeces, copie dactylographiée, Cali, 1977.

surtout, qu'elle soit incorporée aux programmes d'enseignement pour jeunes et adultes. Tous ces éléments ont nourri diverses publications, comme la brochure intitulée "Nuestras luchas de ayer y de hoy" (1973), "Plataforma Política del CRIC" (1978), "Cartilla de Legislación Indígena" (1983), "Kuesh Historia" (Nuestra Historia) (1986) et "Historia del CRIC" (1990), pour ne citer que quelques-uns des textes les plus connus. Il faut ajouter à ces écrits les Mémoires des Congrès Ordinaires du CRIC et, bien entendu, le journal "Unidad Indígena", largement diffusé parmi les communautés et dont le contenu et la signification mériteraient une recherche spéciale.

Cet ensemble d'efforts a permis de construire une représentation du passé dans laquelle des faits fragmentaires et des personnages isolés furent ordonnés dans une séquence traversée par une logique de résistance. Finalement, cette séquence est devenue une histoire dans laquelle les communautés d'aujourd'hui se reconnaissent avec fierté et qui légitime les revendications politiques du présent. "Notre histoire – souligne un des textes évoqués – est formée de grandes victoires isolées, parfois ratées, parfois suicidaires, jusqu'au sommet de la gloire"[248]. Le récit historique reconstruit s'occupe justement de recomposer ces fragments d'histoire en les inscrivant dans un continuum qui leur donne une cohérence très efficace politiquement. On établit ainsi une continuité morale avec le passé qui constitue un appui solide pour les luttes d'aujourd'hui. "La conscience historique des gens de Tierradentro – affirme Rapapport -, fondée sur les liens moraux avec le passé, répond à leur nécessité de relever les défis politiques du présent"[249].

Dans cette perspective, on peut affirmer que la force sur laquelle s'appuie la mobilisation et la survie des Paeces réside non seulement dans l'histoire elle-même, comme le propose une bonne partie de la bibliographie, mais, et c'est peut-être là le plus important, dans l'usage de cette histoire et dans la manière dont ils se la sont appropriée : dans leur capacité à l'utiliser comme outil pour la reconstruction de leur identité ethnique. Tout cet effort – comme nous l'avons signalé dans le chapitre d'introduction –

[248] Kwesh Historia (Nuestra Historia), Popayán, CRIC, 1986.
[249] Joanne RAPPAPORT, The politics of memory, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p.9

a rendu possible d'atteindre trois résultats : a) le rétablissement de la continuité morale entre les luttes du passé et les mobilisations du présent ; b) la configuration d'un support historique de l'identité communautaire reconfigurée à partir des années soixante-dix et c) la rupture définitive avec la "condition subalterne", indispensable à tout le processus.

Deux traditions de résistance nourrissent l'imaginaire des Paeces. La première, celle de la résistance, a son origine dans leur capacité de faire face à la pénétration des conquistadors espagnols dans le territoire indien de Tierradentro. Face à cette résistance acharnée, les Espagnols ont dû organiser, tout au long du XVIIème siècle, des expéditions guerrières partant de Popayán et de Neiva dont on peut remarquer l'inefficacité, étant donné que des hameaux ont été plusieurs fois détruits par les armées indiennes: Timaná, La Plata, Neiva et Caloto. Dans une de ces expéditions, le capitaine Pedro de Añasco fut vaincu par la cacique Gaitana qui l'a puni de manière exemplaire Elle est devenue par la suite une des figures emblématiques de la résistance aux envahisseurs. La dernière expédition punitive, conduite par Sebastián de Belalcázar, fut aussi vaincue en 1543, dans les Farallones de Tálaga, après quoi les conquistadors ont pratiquement abandonné l'idée d'une conquête militaire et l'ont remplacée par un projet d'endoctrinement religieux confié aux missionnaires jésuites. L'importance de ces traditions de résistance a été soulignée par divers auteurs qui signalent que la situation d'isolement dans laquelle est resté le territoire a facilité les processus d'unification politique ayant permis le renforcement des *cacicazgos* tout au long du XVIIème siècle. [250].

La deuxième tradition, celle du réalisme politique des Indiens en vue de parvenir à des accords avec les autorités, déjà durant la période de la colonisation, se fonde sur la mythique figure du cacique de Vitoncó, don Juan Tama qui, au début du XVIIIème siècle, en union avec d'autres caciques, a obtenu des autorités espagnoles la reconnaissance de l'intégrité territoriale des *resguardos* et l'octroi de titres de propriété

[250] Voir Victor Daniel Bonilla "Historia Política de los Paeces", 1977, copia mecanografiada. Antony Henman, Mama Coca, Bogotá, 1981. Myriam Jimeno "Cauca: Las armas de lo sagrado", in Myriam Jimeno y Adolfo Triana, Estado y minorías étnicas en Colombia, Bogotá, 1885.

écrits sur ces territoires, légitimant ainsi leur pouvoir politique comme "caciques principaux". En outre, cela a contribué à la transformation de l'institution coloniale du *resguardo* qui, finalement, deviendra un mécanisme de protection communautaire[251].

Ces deux traditions de résistance que les Indiens combinent, passant avec une grande habilité, de la protestation à la négociation politique constituent l'un des plus précieux patrimoines politiques des organisations indiennes du Cauca et peuvent sans doute être interprétées dans la perspective proposée de : adaptation-en-résistance.

Sauvage, impénétrable, féroce, indomptable, sont quelques-uns des qualificatifs qui, du XVIème siècle au XXème, ont été utilisés, avec une connotation négative, pour se référer aux Paeces et à leur territoire. Ces qualificatifs furent aussi utilisés par les habitants eux-mêmes, mais en leur donnant leur propre signification pour en faire un instrument de défense qui a fini par se transformer en un important trait identitaire. La description de Pedro Cieza de León, le premier chroniqueur espagnol à se pencher sur cette région, reprend tous ces éléments :

> Du côté oriental, il y a aussi la très rebelle province des Páez qui ont fait tant de mal aux Espagnols. Elle doit avoir entre six et sept mille Indiens de guerre. Ils sont très courageux et ont beaucoup de force, adroits dans la lutte ; ils ont des corps solides et très propres. Ils ont des capitaines auxquels ils obéissent ; ils sont installés dans de grandes montagnes sauvages (...) Pour lutter, ils ont de grosses lances de palmier noir, longues de vingt-cinq paumes ou plus chacune et beaucoup d'affûts, de grandes pierres dont ils profitent quand il le faut. Tant et tant d'Espagnols courageux sont morts, aussi bien des capitaines que des soldats, qu'on s'étonne que ces Indiens, alors qu'ils sont peu nombreux, aient fait autant de mal.[252]

La particularité d'avoir été un des rares peuples à résister effectivement à l'envahisseur espagnol fut très tôt soulignée par les chroniqueurs, parmi eux Juan de Castellanos (1847, 5005) auteur de ces vers appartenant à une tradition qui, depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, exalte le courage et la dignité de ce peuple:

Quedándose los Páez = Les Páez

---

[251] Ximena PACHON, "Los Nasa o la gente Paez", in Geografía Humana de Colombia, Colección Quinto Centenario, Tomo IV, volumen 2, Instituto Colombiano de Cultura Hispánica, Bogotá 1996.

[252] Pedro Cieza de León, Crónica del Perú, Premier Partie, p. 173

Con su honra = ont gardé leur honneur,
libres de vasallaje = libres de soumission
y servidumbre = et de servitude,
y en franca libertad = et en franche liberté
sin que consientan = sans accepter
Extraño morador = des habitants étrangers
en su provincia = dans leur province

Grâce à ces traditions de résistance et à deux institutions coloniales, le *resguardo* et le *cabildo*[253], qui furent incorporées à leur culture et devenus des instruments précieux pour la réunification territoriale tout au long du XVIIIème siècle, les Paeces ont réussi à survivre à la colonisation. En réalité, leur survie n'a été menacée qu'à partir du XIXème siècle, lorsque la "générosité" du libéralisme républicain en a fait temporairement des citoyens, tout en les spoliant d'une partie de leurs terres. Pour couronner le tout, il a presque réussi à les expulser de leurs territoires.

Le déclin du Cauca, qui fut le territoire le plus important durant l'époque de la colonisation et la première partie de la république du point de vue économique, politique et administratif, a marqué le destin des peuples indiens. Ceux-ci ont dû supporter en grande partie les conséquences de l'effondrement de l'aristocratie *caucana* qui a réussi à survivre au détriment des terres et du travail des Indiens. S'il est vrai que l' *haciendа* a surmonté, dans le Cauca, les effets des guerres de l'indépendance, durant la seconde moitié du XIXème siècle, la baisse de la production minière, la manumission des esclaves et le déclin de la production, affectée par la longue série de conflits civils, ont conduit l'économie seigneuriale du Cauca à une profonde crise. Dans ce scénario, la liquidation des *resguardos* – qui, dans certaines zones, s'est accélérée à cause de l'exploitation désordonnée des bois de quina- a pourvu les *haciendas* de main-d'œuvre bon marché et, dans un deuxième temps, elle lui a procuré des *terrajeros* qui lui ont

[253] Margarita González, El resguardo en el Nuevo Reino de Granada, Bogotá, 1979. José María Rojas, La bipolaridad del poder local, Cali, 1993.

permis de prolonger leur existence[254].

Au début du XXème siècle, la population indienne du Cauca se débattait entre la misère et l'assujettissement aux *haciendas*. Les *resguardos* qui avaient survécu entamaient de longs procès judiciaires contre l'Etat central et les autorités locales pour éviter leur démembrement[255]. D'autre part, l'installation de colons blancs qui réclamaient des terres de *resguardo* come s'il s'agissait de terres en friche était devenue une source constante de conflits[256]. La crise de l'économie traditionnelle du Cauca, basée sur l'exploitation minière et le commerce, l'a conduit à un processus de "ruralisation", parallèle à la migration d'un grand nombre de descendants de l'ancienne classe dirigeante vers les nouveaux pôles économiques et politiques[257].

Finalement, en 1905, sous le gouvernement du général Rafael Reyes, la perte du poids économique et politique de cette région s'est vue reflétée dans le nouvel agencement territorial qui a conduit à la dissolution du "grand Cauca". Ainsi, les élites de Popayán ont fini par perdre le contrôle qu'elles avaient maintenu pendant des siècles sur les zones minières du Chocó et sur les riches vallées du fleuve Cauca[258]. La pression des *haciendas* sur les territoires et sur la main-d'œuvre indienne est alors devenue plus intense et elle a même réussi à ce que des blancs s'établissent de manière permanente dans la lointaine région de Tierradentro. L'occupation espagnole, qui avait été repoussée avec succès durant l'époque coloniale réussissait enfin. La nouvelle capitale de la commune Páez, déclarée comme telle par le décret 1510 de décembre 1907, portera le nom d'un conquistador : Belalcázar.

Au début du XXème siècle, la pression sur la main-d'œuvre indienne s'est

---

254 Zamira Díaz, Guerra y economía en las haciendas. Popayán 1780 - 1830, Bogotá, 1983.
255 On peut trouver une description détaillée de l'évolution des *resguardos* au XIXème siècle in : Juan Friede, El indio en lucha por la tierra, Bogotá, 1976.
256 Voir Catherine Le Grand, Colonización y protesta campesina en Colombia, Bogotá, 1988, Cap. 1.
257 María Teresa Findji y José María Rojas, Territorio, economía y sociedad paez, Cali, 1985.
258 María Teresa Findji y José María Rojas, Territorio, economía y ..., op. cit., p. 94. Joanne Rappaport, The politics of memory, Cambridge, 1990, p. 102-103.

manifestée par une augmentation substantielle des obligations des fermiers vis-à-vis de l'*hacienda* et par la diminution des zones librement cultivables qui furent reprises par les propriétaires et destinées à l'intensification de la production de café et à l'expansion de l'élevage. C'est pourquoi de nombreuses familles indiennes furent obligées à abandonner les améliorations qu'elles avaient faites et à émigrer vers les terres hautes ou à aller dans d'autres *haciendas*, dans une tentative inutile d'obtenir des accords moins coûteux comme *terrajeros*. Une de ces familles qui allait d'une *hacienda* à l'autre était celle de Mariano Lame et Dolores Chartre, Indiens paeces émigrants de Tierradentro, qui, avec leurs huit enfants, se sont établis successivement comme *terrajeros* dans cinq *haciendas*, entre 1880 et 1900, une période durant laquelle ils ont dû accepter de travailler pour l'*hacendado* jusqu'à douze jours par mois.

3.2 La Quintinada

Entre 1916 et 1919, l'est du département du Cauca fut bouleversé par un soulèvement indien inattendu. Sin épicentre fut la région lointaine de Tierradentro qui, en 1907, avait été subdivisée en deux communes : Inzá et Belalcázar, à la demande des missionnaires de Saint Vicent de Paul à qui le gouvernement du général Reyes avait confié l'évangélisation des Paeces[259].

Manuel Quintín Lame était né le 26 octobre 1880 dans l'*hacienda* "Polindara", dans les environs de Popayán. Au début du siècle, la famille Lame, de tradition conservatrice, fut l'objet de persécutions qui ont coûté la vie à Feliciano Lame, frère de Quintín, assassiné par les bandes libérales[260]. Quintín fut recruté par l'armée conservatrice et il est resté un an au Panama, en qualité d'ordonnance du général Carlos Albán. En 1901, il fut transféré à Tierradentro où il a participé au contrôle des guérillas libérales qui ravageaient la région sous les ordres de l'Indien Francisco Guainas[261]. Son engagement dans l'armée et les voyages qu'il a faits à Bogotá, où il s'est entretenu avec des membres du Congrès et des personnalités politiques, entre autres le

[259] David González, Los Paeces, o genocidio y luchas indígenas en Colombia, Editorial Rueda Suelta, Medellín, s f, p. 331.
[260] Diego Castrillón Arboleda, El indio Quintín Lame, Bogotá, 1973.
[261] Rappaport, The politics ..., op. cit., p. 93.

ministre des Affaires Etrangères, Marco Fidel Suárez, que Quintín admira toujours, lui ont donné une vision de la politique et de la société qui était rare pour les Indiens de son époque. Cela, joint à ses connaissances de la législation colombienne, a magnifié sa figure et contribué à la construction de l'image du caudillo qui sera l'âme du soulèvement de 1916.

Quelques années après la fin de la guerre, Quintín a quitté son travail de fermier de l'*hacienda* "El Borbollón" et à commencé à agir en défense des communautés indiennes. Le code civil et le manuel intitulé "El abogado en casa" furent ses principaux outils. Il s'est fat connaître dans le milieu judiciaire du circuit de Popayán par des écrits répétés dans lesquels il revendiquait le droit des Indiens à leur travail et à leur terre et celui de refuser de payer la location de la ferme où ils travaillaient.

En plus de son activité auprès des tribunaux, Quintín parcourait le territoire indien pour y faire des *mingas* dans lesquelles il exposait ses idées sur l'exploitation des Indiens par les blancs et le faux droit sur lequel elle s'appuyait. Les *mingas*, qui étaient de véritables écoles politiques dans lesquelles les Indiens ont commencé à prendre conscience de leurs droits, se déroulaient selon un rituel, comme le montre le témoignage, recueilli par l'anthropologue Piedad Tello, d'un des frères de Quintín, Estanislao Lame:

> Lame apparaissait par surprise accompagné de Pioquinta –qui portait les papiers et les codes -, il saluait l'assistance et, ensuite, debout sur une table, il commençait à chanter l'hymne national. Alors que tout le monde chantait, tout d'un coup, il commençait à parler en disant : "Tout ce que l'hymne national dit est faux parce que la liberté n'est jamais arrivée aux Indiens. Je viens défendre les Indiens dépouillés, faibles, abandonnés par les blancs qui nous gouvernent sans en avoir le droit...". Et il continuait en disant qu'il était en train de rédiger une loi pour la montrer au gouvernement de Bogotá en lui demandant d'ordonner que les terres indiennes soient rendues à leurs propriétaires[262].

Selon la biographie de Lame écrite par Diego Castrillón et la recherche de Tello, le mouvement mené par Quintín serait passé par une première étape (1914- 1915) caractérisée par l'agitation provoquée parmi les Indiens de Tierradentro par la consigne

[262] Témoignage d'Estanislao Lame, in Piedad Tello, Vida y obra de Manuel Quintín Lame, Tesis U. Andes, Bogotá, 1982, p.47.

de «ne pas payer le loyer ». Cette agitation a généré la panique parmi les propriétaires et elle a augmenté lorsque, à la mi-février 1915, ils ont eu vent d'un soulèvement général en préparation qui devait aboutir à la fondation d'une "République indienne " et de la désignation de Lame comme « maréchal ». Cette première étape s'est terminée avec l'emprisonnement de Lame pendant neuf mois.

Dans la deuxième étape (1916 - 1917), on est passé de l'agitation à la mobilisation par la prise ou l'occupation de certains hameaux sous la consigne de "Vive le docteur Quintino", le saccage d'e commerces et l'assaut d'*haciendas* et de maisons appartenant à des ennemis reconnus du mouvement. Le sommet de ces mobilisations fut l'occupation d'Inzá, en novembre 1916, durant laquelle on a saccagé le commerce et fut proclamé le "Petit gouvernement de Tierradentro", après un affrontement avec une colonne d'Indiens *anti-quintinistas* commandée par Pío Collo, qui a coûté la vie de six personnes. Cette étape s'est terminée par la détention de Lame, le 10 mai 1917, sur le pont El Cofre, près de Popayán, où il avait un rendez-vous avec des dirigeants libéraux.

Malgré les avancées apportées par les travaux les plus récents, comme celui de Tello, il est clair que d'autres efforts de recherche seront nécessaires pour comprendre la véritable dimension de ce mouvement. Pour le moment, elle est difficile à évaluer étant donné que nous sommes prisonniers des sources. Aussi bien Lame que le gouvernement local avaient intérêt à magnifier les évènements, le premier pour souligner son importance et, le second, pour obtenir plus de ressources du gouvernement central et une plus grande liberté pour réprimer la population indien, comme cela est arrivé plus tard.

Ce qui est sûr c'est que l'agitation s'est terminé par l'arrestation et le jugement de Lame et que, en même temps, les autorités ont lancé une offensive contre les *resguardos* et ont essayé de les liquider en application de la Loi 55 de 1905. En 1919, Quintín a donné un pouvoir général à José Gonzalo Sánchez, Ignacio Lame et Roberto Braulio Cruz pour qu'ils le représentent auprès des tribunaux. Le premier fut nommé également son représentant auprès de la Junte Indienne de Colombie. En avril 1921 a

eu finalement lieu l'audience dans laquelle Lame a assuré sa propre défense. Le juré l'a déclaré coupable de vol, de soulèvement et de violence contre les personnes. C'est pourquoi il fut condamné à quatre ans et trois mois de prison. Après avoir purgé sa peine, il fut libéré en août 1921[263].

La fin de la "Quintinada" a signifié pour le département le début d'un processus de renforcement des mécanismes d'assujettissement politique et social. Durant les décennies suivantes, la répression policière, l'église et les partis politiques joueront un rôle très important dans la démobilisation de la protestation. A tel point que, en 1922, Quintín s'installe dans le département du Tolima et, à la tête du Conseil des Indiens, il entame la lutte pour la recomposition du *resguardo* d'Ortega. Mais le leadership de Quintín ne fut pas suffisant pour maintenir la cohésion du mouvement. A la fin des années vingt, un grand nombre de partisans de Lame ont été attirés par les nouvelles organisations de gauche. La rupture devient évidente en 1930, lorsque Eutiquio Timoté est présenté comme candidat à la présidence par le nouveau Parti Communiste, avec l'appui de l'ancien représentant de Lame, José Gonzalo Sánchez. Affaibli par les tensions, le mouvement a disparu face à la répression déchaînée par les grands propriétaires terriens du Tolima. Le leader s'est retrouvé seul et a maintenu pendant plus de trente ans une lutte stérile pour essayer d'obtenir la reconnaissance des droits des Indiens.

La "Quintinada" a laissé des traces profondes dans la société *caucana,* moins à cause des actions violentes, réelles ou imaginées, qu'à cause de la peur qui s'est emparée des habitants blancs du département, habilement exploitée par la presse et par les dirigeants politiques locaux. La peur fut aussi exploitée par les Indiens. Même Quintín a utilisé un langage qui renforçait l'idée d'un pouvoir armé dont il ne disposait probablement pas, comme la proclamation d'une république indienne ou sa nomination comme maréchal. Il a donc profité de cette peur pour donner une image de lui-même et de son mouvement beaucoup plus menaçante qu'elle ne l'était réellement.

---

[263] Gonzalo CASTILLO, "Manuel Quintín Lame: Luchador e intelectual indígena del siglo XX", introducción a Manuel Quintín Lame, En defensa de mi raza, La Rosca Investigación y Acción Social, Bogotá, 1971.

Ce point présent des coïncidences frappantes avec la lecture qu'ont fait les historiens des mobilisations rurales ayant secoué les Andes entre 1919 et 1923. Durant cette période, les communautés du département de Puno, dont la mobilisation s'est étendue à d'autres régions, se sont soulevées avec la consigne de la "restauration du Tahuantinsuyo". Cela fut interprété comme un soulèvement de grandes proportions qui annonçait la renaissance andine, si espérée. Les travaux de Luis Miguel Glave et Manuel Burga[264] montrent qu'une série d'évènements, qui ne sont pas nécessairement liés entre eux, ont permis de construire l'image d'un soulèvement indien qui, au-delà de sa véritable dimension de protestation, rendait compte de la profondeur de la rancune et de la méfiance qui régnaient dans les relations entre Indiens et *hacendado*s. Pour cette raison, les protestations de ces années ont été interprétées par les uns et les autres comme une "véritable guerre de castes "[265].

Pour revenir au cas de Quintín Lame, indépendamment de la véritable dimension du mouvement mené par lui, ce qui caractérise sa lutte c'est non seulement le fait qui a pris l'étendard de la défense des *resguardos*, du refus de payer les loyers des terres et de l'ignorance des droits présumés des blancs mais, surtout, sa capacité à motiver les Indiens et à éveiller chez eux la fierté de leur tradition et de leur culture, indispensable pour la défense de leurs droits. Quatre décennies après, cet étendard sera repris par les organisations indiennes comme idéal de leur mobilisation.

Il ne faut cependant pas oublier que ce mouvement est traversé de fortes tensions à cause; par exemple, son incapacité à rompre avec des loyautés partisanes qui le rapprochent du libéralisme ou sa lutte légaliste par laquelle il prétendait se faire entendre du gouvernement central qu'il considère juste et étranger aux abus des autorités locales. Tous ces éléments, plus son caractère messianique et son désir de

---

[264]Luis Miguel Glave, "Los campesinos leen su historia: un caso de identidad recreada y creación colectiva de imágenes", en Los Andes en la encrucijada. Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX, Heraclio Bonilla (compilador), Quito, 1991.Manuel Burga, "El Estado nación en los Andes", en Estado y Naciones en los Andes, J. P. Deler/Y. Saint.Geours (compiladores), Lima, 1986.

[265] Alberto Florez Galindo, "El horizonte utópico", en Estado y Naciones en los Andes, J. P. Deler/Y. Saint.Geours (compilateurs), Lima, 1986.

mobilisation armée, font que sa mémoire puisse être abordée de multiples points de vue. C'est ce qui, effectivement, est arrivé.

"Le cacique sans cacicazgo", comme l'appellent Findji et Rojas, "revendique le droit d'être Indien, de commander sur sa terre mais il appartient aux générations d'Indiens qui se trouvent à proximité du Popayán républicain ; il vit à l'époque de la désarticulation des secteurs dirigeants paeces et des communautés isolées et brisées par l'adversaire "[266].

Manuel Quintín Lame est mort presque dans l'oubli, à Ortega, le 7 octobre 1967. Même si son souvenir s'est certainement conservé parmi les Paeces, il ne semble pas exagéré d'affirmer que sa mémoire est plus un patrimoine des communautés du Tolima – au moins jusqu'à la naissance du CRIC – qu'un héritage des Indiens du Cauca où il n'est jamais retourné. Cela est probablement dû à la répression des années suivantes et au travail d'endoctrinement des missions religieuses.

Son image, symbole de la résistance, est plus une construction des quarante dernières années que l'expression de la survie de ses luttes. Ce n'est qu'après sa mort que ses œuvres ont commencé à être diffusées. "En defensa de mi raza" fut publié par la Fondation La Rosca. C'était, selon Orlando Fals Borda, un des promoteurs de la Fondation, « ...une tentative de récupérer la mémoire d'une série de leaders populaires et de donner une leçon au Parti Communiste et à toute la gauche colombienne ». Ses idées, qui seront appréciées et reprises par les dirigeants indiens à partir des années soixante-dix, semblaient avoir été oubliées au moment de sa mort, comme l'affirme la plateforme du CRIC : "La vérité c'est que, au moment de la naissance du CRIC, en 1971, au niveau organisationnel, il ne restait presque rien des expériences menées par Sánchez et Lame"[267]. Un officier de l'Etat Major du mouvement armé Quintín Lame rappelle que, des années plus tard, lorsque cette organisation a commencé ses opérations, "... une de nos premières tâches a été de parcourir les communautés et de

[266] Findji y Rojas, Territorio, economía..., op. cit., p. 77.
[267] CRIC, Plataforma política, 1978, p.11.

leur expliquer qui avait été Quintín Lame et quelles avaient été ses luttes... à l'époque, personne ne se souvenait de lui ".[268]

3.3 "La Violence" en territoire páez

Durant les années qui ont suivi la "Quintinada", on observe dans le Cauca une augmentation du montant du *terraje* qui a été imposé dans de nombreuses *parcialidades* indiennes et même sur les terres de *resguardo*, comme il est arrivé à Jambaló[269]. Bien entendu, les Indiens ont continué à opposer leur résistance au paiement de ce loyer, soit en agressant les propriétaires spécialement injustes, soit en s'organisant en ligues appuyées par le Parti Communiste, comme celles qui ont opéré à El Trapiche, Zumbico, Bateas et Jambaló[270]. Malgré ces efforts, durant les années trente et quarante, les mécanismes de contrôle des partis se sont renforcés, ce qui a fini par consolider le système de *terraje* ou location de terres.

En application de la loi 104, de 1919, et de la loi 19, de 1927, promulguée sous l'émotion de la "Quintinada", on a divisé en parcelles les *resguardos* de Yanaconas, Julumito, Puelenje, Calibío, Santa Bárbara, Los Achintes, Padiguandó, Piagua, Chapa, Santiago, Tunía, Coscuro, San Vicente, Yaquibá et Yarumal et, en 1958, lorsque le gouvernement a ordonné de suspendre cette pratique, on avait déjà divisé 11 autres *resguardos* et 49 autres étaient sur le point de courir le même sort[271].

Ce procédé arbitraire consistait à déclarer l'inexistence de certains *resguardos* pour procéder ensuite à déclarer qu'il s'agissait de terres en friche. Selon Gregorio Hernández de Alba, cela conduisait à une situation encore plus aberrante : "A la tête des familles indiennes auxquelles on donnait des lots il y avait les autorités municipales, le mesureur ou l'ingénieur et les commerçants ou marchands du lieu, blancs ou métis. Le titre de propriété ou dossier envoyé par le Ministère de l'Agriculture (Section Terrains en friche), était remis par les maires et les intéressés devaient faire le protocole et

[268] Gildardo, entretien, octobre 1992, Popayán.
[269] Findji y Rojas, Territorio, economía..., op. cit., p. 92.
[270] Ibidem, p. 100.
[271] Departamento del Cauca. Síntesis histórica de la división territorial, Imprenta Departamental, Popayán, 1963.

l'enregistrer"[272].

Nous ne possédons pas d'études monographiques sur les effets de la Violence dans le département du Cauca mais les références des travaux de Findji et Bonilla, déjà cités, ainsi que les études plus récentes, comme par exemple celle de José Jairo González sur la Violence dans l'Huila[273], montrent clairement que l'image d"'île de paix" que l'on attribue au département durant les années quarante et cinquante ne correspond pas à la situation dramatique que l'on a vécu dans cette région. Pour le moment, disons que le Cauca non seulement n'a pas été épargné par la Violence mais que, en plus, une partie importante de son territoire était un scénario géographique semblable à celui du nord de la vallée et au sud des départements du Tolima et de l'Huila, ce qui a facilité la circulation des acteurs armés. Il faut dire aussi que, sous la couverture de la lutte partisane, s'es intensifié la pénétration de colons et d'*hacendado*s blancs dans les terres indiennes, surtout dans la région de Tierradentro et dans la zone plate du nord, limitrophe avec le département du Valle[274].

Avant le 9 avril, des communautés affiliées aux deux partis traditionnels cohabitaient dans les territoires indiens du Cauca. Même si la tradition suggère que les Paeces étaient pour la plupart partisans du Parti Libéral, il faut signaler que, pour les deux bandes, les Indiens étaient plus une cible électorale que des sujets politiques. C'est ce qui découle du commentaire du prêtre Vicentino David González :

> Les campagnes électorales dans la commune Páez ressemblaient à de grandes batailles, même s'il n'y avait pas d'adversaires politiques (...) Les *gamonales* mettaient la pression sur les *cabildos* indiens de manière à ce que, le jour des élections, il ne manque pas un seul électeur. A 8 du matin, au son du tambour, des pelotons d'Indiens arrivaient avec des drapeaux rouges, dirigés par un exalté qui lançait des vivats au Parti Libéral et des « mort aux *godos*...[275]

---

[272] Ibidem p. 61.
[273] José Jairo González,"La violencia en el Huila: 1946 - 1966", Copie dactylographiée, 1994.
[274] En plus des travaux signalés, on dispose de la monographie de Doris Caicedo: "La violencia en el nororiente del departamento del Cauca: el caso de Caloto 1848 - 1960", Departamento de Historia, Universidad del Valle, 1990. Mais la principale source sont les mémoires du prêtre David González: Los paeces o genocidio y luchas indígenas en Colombia, op. cit.
[275] David González, Los paeces..., op. cit., p. 331.

Il est sûr que l'appartenance politique a provoqué des divisions mais, en général, les différentes communes et les *parcialidades* indiennes se sont respectées. Ainsi, par exemple, Belalcázar, Jambaló, Caldono, Santander, Caloto et Corinto se déclaraient ouvertement libérales alors qu'Avirama, Toribío et Santo Domingo sont restés conservateurs[276]. Malgré cette division, les conservateurs, et spécialement les missionnaires de Saint-Vincent de Paul, étaient persuadés que leur travail avait réussi à attirer politiquement les masses indiennes. A ce sujet, David González, en faisant référence au climat qui a précédé l'élection de Laureano Gómez, signale dans ses Mémoires : "Les gens Paeces étaient lauréanistes et voulaient faire leur profession de foi conservatrice, ils sentaient qu'en votant pour le docteur Laureano Gómez à la présidence, ils votaient pour Dieu et pour la Patrie "[277].

Comme dans d'autres régions du pays, le 9 avril a complètement bouleversé le climat politique. On a considéré alors que la « conservatisation » du territoire Páez ne pouvait pas être remise à plus tard. En août 1949 est arrivé à Belalcázar le nouveau maire, un soldat de Boyacá appelé Santos Rincón. Les agressions contre les têtes visibles du libéralisme ne se sont pas fait attendre. Avant la fin de l'année, les autorités libérales et les chefs politiques ont dû prendre la fuite et se réfugier à Popayán. Avec l'aide du maire de La Plata, ils se sont préparés et ils ont équipé deux-cents Indiens d'Avirama qui sont devenus la force visible de la répression conservatrice. David González décrit dans ses Mémoires les attaques contre les maisons des familles libérales, les détentions arbitraires, les réquisitions, les appels à la collaboration et les injonctions à renier le Parti Libéral. Tout cela a permis d'élaborer une liste de neuf-cents nouveaux conservateurs, les « retournés ».

La réponse des poursuivis est arrivée le 28 janvier 1950. En l'absence du maire et de la police, Belalcázar, Toez et Irlanda ont subi l'assaut des insurgés libéraux qui, selon González, étaient menés par des travailleurs des routes affiliés à la CTC, des communistes, des libéraux apostats et des pasteurs protestants qui ont mobilisé la

[276] Patricia Pinzón de Lewin, Pueblos, regiones y partidos, Bogotá, 1989.
[277] David González, Los paeces..., op. cit., p. 333.

population indienne et noire de El Salado, la Símola, Tálaga, Riochiquito, El Canelo et Barbacoas. Pour riposter, on a envoyé des renforts de La Plata et de Neiva qui ont semé la terreur et assassiné des dizaines d'habitants qui, selon González, n'avaient pas participé aux évènements du 28 janvier. Los libéraux ont pris la fuite et, traversant la cordillère jusqu'au Tolima, ils se sont dirigés vers le sud d'Atá, Rioblanco, Planadas et Chaparral. Un bon nombre d'entre eux ont pris contact avec le commando guérilléro du Davis[278] d'où ils reviendront quelque temps après sous les ordres du major Ciro Trujillo.

La tâche de pacification du Cauca fut poursuivie par l'Eglise et les grands propriétaires terriens qui ont mis sur pied et financé des bandes de *pájaros* chargés de nettoyer la région. Une figure de proue de ces années fut Monseigneur Enrique Vallejo, évêque de Belalcázar, accusé à de multiples reprises de protéger les escadrons de *pájaros*. Les représentants des communautés l'ont accusé, entre autres, d'être le responsable du massacre du *resguardo* de San José, en 1956. D'après ces versions, l'évêque, ayant connaissance des rapports indiquant la présence de la guérilla dans ce *resguardo*, aurait mis sur pied une commission de l'armée commandée par un lieutenant appelé Bustamante. Celui-ci, après avoir mis le feu aux maisons et à l'église, a détenu 27 Indiens qui furent conduits au fleuve et assassinés ensuite.[279]

Deux localités sont considérées comme l'épicentre des activités des assassins à solde : Santo Domingo, à Toribío et La Mina, à Jambaló. Comme vengeance de ces activités criminelles, en 1956, La Mina fut prise d'assaut par des guerrilleros provenant du Tolima, commandés par Ciro Trujillo, qui ont assassiné 36 personnes. Deux années après, la même bande a pris Santo Domingo et a tué 14 policiers et 9 civils[280]. Finalement, les colonnes communistes se sont établies à Riochiquito où, après avoir

[278] Le Davis fut le plus grand noyau de résistance des guérillas libérales et communistes dans les années cinquante. Ce campement, situé dans Las Hermosas, au sud du Tolima, a abrité plus de 4.000 réfugiés qui sont devenus la base de plusieurs colonnes d'insurgés s'étant mobilisés dans la cordillère. Certains des combattants les plus aguerris participeront, des années plus tard, à la fondation des FARC. Medófilo Medina "La resistencia campesina en el Sur del Tolima" en Pasado y Presente de la Violencia en Colombia, op. cit.

[279] Témoignages sur la tuerie de San José, pris de l'Archivo de la Fundación Colombia Nueva en Rappaport, The politics..., op. cit., p. 134.- Unidad Indígena, # 3, 1977, p. 5.

[280] Findji y Rojas, Territorio, economía ..., op. cit., p. 100.

surmonté de graves difficulteés avec la population indienne, ont réussi à s'établir et à consolider un des bastions communistes les plus forts du pays qui, des années plus tard, sera inclus dans la liste fatidique de ce que l'on appelle les "républiques indépendantes"[281].

Le rôle attribué à l'Eglise catholique par la mémoire du peuple páez mérite un commentaire, surtout compte tenu que, dans d'autres cas, comme celui du Guatemala ou du Mexique, l'Eglise a joué un rôle décisif de dynamiseur du processus de réorganisation communautaire, ce qui n'est pas arrivé dans les territoires indiens du Cauca où elle a toujours été perçue comme un des grands obstacles du mouvement indien.

La Préfecture ecclésiastique de Tierradentro fut érigée en 1905 et, durant des décennies, elle fut le référent institutionnel de cette région puisqu'elle était chargée de l'orientation religieuse, de l'éducation et du contrôle du registre de la population. Ses représentants ont toujours été attentifs à l'évolution de la politique colombienne, préoccupés par les changements susceptibles de modifier les accords passés avec le gouvernement par la voie du concordat concernant des thèmes tels que le financement des missions ou la législation éducative. Ils ont toujours manifesté un grand intérêt pour les changements idéologiques et ils n'on pas caché leur opposition aux progrès du libéralisme, comme on peut le remarquer dans les rapports que le chef de la mission, Auguste Castian, adresse à ses supérieurs de la congrégation de Saint-Vincent de Paul, à Paris, en novembre 1923: « Plus que jamais, les batteries de la Maçonnerie sont dirigées contre la Colombie, le Libéralisme fait des progrès (…) La presse libérale se déchaîne contre l'autorité ecclésiastique, ses représentants sont traqués comme au temps des premiers chrétiens. La timidité ou, plutôt, la pusillanimité des conservateurs augmente leur audace. Le Sacre Cœur et la Vierge Marie défendront cette nature qui leur est consacrée. »[282].

---

[281] Eduardo Pizarro, con la colaboración de Ricardo Peñaranda, Las FARC 1949-1966, Bogotá, 1991, p. 102 y 172.
[282] Auguste Castian, Mission Indienne, Inzá, 22 Novembre 1923, Archivo de la Vicentiana

D'autres documents de la même origine évoquent l'incompréhension de la culture des Indiens. Dans un rapport de 1927, le chef de la mission, Monseigneur Emile Larquere, signale : « L'Indien est par tempérament enclin aux liqueurs fortes et fermentées et, dans nos régions, tout est fait pour entretenir cette passion. La majeure partie de la canne á sucre qu'on cultive sert uniquement á la fabrication de liqueurs. A cela, il faut ajouter une autre passion, et celle-ci encore plus terrible et peut-être plus nuisible, c'est l'abus de la coca. Sa culture á Tierradentro se fait sur une vaste échelle, elle produit de grandes ressources et aussi de grands désordres »[283]. Encore plus parlant est le fait que, quarante ans après, la perception que l'on a des Indiens n'a toujours pas changé. Le Père Rigazio, dans un rapport qu'il a rédigé suite à une visite réalisée en 1970, décrit ainsi la population : "Une grande partie de la population est constituée par les Indiens páez, tribu autrefois rebelle que les Espagnols n'ont pas réussi à soumettre et qui, actuellement, est dégénérée par l'alcool". Au sujet des coutumes religieuses, il ajoute plus loin : "L'Indien a le complexe d'infériorité : dans l'église, il a l'habitude de ne pas utiliser les bancs, il définit le castillan comme la "langue des rationnels », évite de parler sa langue quand il est en compagnie des blancs, etc. En outre, comme "primitif" qu'il est, dans ses manifestations religieuses il accorde trop d'importance aux usages et aux rites, ce qui n'est pas loin de la superstition "[284].

Monseigneur Vallejo, dans le rapport cité ci-dessus, est décrit comme un homme "…sensible, violent, ayant des schémas mentaux arriérés" et manquant de confiance dans les missionnaires qui sont sous sa responsabilité. Le rapport reprend les commentaires généralisés sur sa personnalité et son attitude vis-à-vis des populations indiennes, même s'il les considère exagérés : "Malheureusement, une propagande négative

---

Congregazione della Missione, Roma.

[283] Emile Larquere, à SEM le Cardinal Préfet de la Propagande, Tierradentro, 31 mars 1927, Archives de la Vicentiana Congregazione della Missione, Roma.

[284] "Visita oficial efectuada por el P. RIGAZIO, desde el 23 de febrero de 1970 al 24 de marzo", Roma, 16 avril 1970, Archivo de la Vicentiana Congregazione della Missione, Roma.

circule dans la province contre laquelle a commencé à lutter même le Père Provincial. Celui-ci a la réputation d'être un despote, de mépriser les Indiens et de manquer d'esprit paternel à l'égard de ses confrères. Il a complètement centralisé l'administration économique et pastorale de la Préfecture et a démontré ses préférences pour Belalcázar (…). De manière à ce que les Indiens sont restés au même niveau qu'il y a 20 ans, etc."[285]

Monseigneur Vallejo avait été nommé évêque de Belalcázar en 1950, poste qu'il a occupé jusqu'en 1977. Durant ces années, il a soigneusement contrôlé l'éducation donnée aux Paeces, s'est opposé tenacement à la formation bilingue et fut un des plus grands opposants aux activités du CRIC. La longue présence de l'évêque Vallejo comme la plus haute autorité ecclésiastique dans le Cauca explique en grande partie la brèche existante avec les organisations indiennes.

En outre, l'Eglise était propriétaire de plusieurs *haciendas* qui furent « récupérées » par certains *cabildos*, ce qui l'a placée dans la bande de ceux qui s'étaient emparés des terres des Indiens. Un des cas les plus connus fut celui de la *hacienda* Cobaló, située dans le *resguardo* de Coconuco, propriété du Séminaire Conciliaire de Popayán. Cette propriété fut envahie trente fois depuis la fin de l'année 1972 et 517 familles ont participé à sa récupération. Les corps de sécurité ont réagi énergiquement et détenu massivement la population. A certains moments, il y eut 200 prisonniers, y compris des femmes et des enfants qui, pratiquement, ont "envahi" les prisons. Finalement, l'évêque de Popayán fut obligé à rendre l'*hacienda* en décembre 1973.

Malgré le soutien de certains religieux de la base, favorables au Mouvement Indien, la hiérarchie de l'Eglise a toujours été prête à donner son appui aux intérêts des élites régionales. Son rôle de contrôleur idéologique et éducatif et le fait d'avoir elle-

[285] Ibidem, p. 6.

même été propriétaire de plusieurs *haciendas* permettent de comprendre les raisons pour lesquelles elle a été considérée come un des grands ennemis des organisations indiennes. Encore aujourd'hui, cette perception n'a pas changé.

3.4 Les dérives de "La Violence" et ses effets dans le Cauca

La chute du gouvernement du général Rojas[286], en mai 1957, a ouvert la possibilité d'établir des contacts entre les autorités locales et les groupes qui restaient armés, en raison a l'ouverture politique qui caractérise la première partie de son mandat. Il s'agissait de rencontres exploratoires et, parfois, informelles par lesquelles on prétendait ausculter les intentions des combattants et les possibilités de passer de futurs accords de démobilisation.

Une des premières rencontres, ignorée jusqu'ici par l'historiographie de la Violence, eut lieu dans les montagnes de Tierradentro, dans le hameau El Carmen, à proximité de Belalcázar, le 31 juillet et le 1er août 1957. Indépendamment de ses résultats, l'importance de cette rencontre et les thèmes abordés mettent en évidence l'extrême gravité du conflit dans lequel était plongée la partie est du département. En représentation de la Junte Militaire du Département, était présent le gouverneur du Cauca, colonel Víctor Gómez Gómez au nom du directoire libéral du Cauca, ont assisté Antonio José Lemos Guzmán, Víctor Mosquera Chaux, Gerardo Bonilla Fernández et Marco Aurelio Hormiga ; et, au nom du Parti Conservateur, Vicente Lehmann, secrétaire du directoire de ce collectif. Les commandos de La Símola et de Riochiquito étaient représentés par : Laurentino Perdomo, Enérgico Orjuela, le capitaine Jairo Ramírez, le major Ciro Castaño et le lieutenant Jorge Arboleda. La réunion a porté sur les propositions que les guérrilléros avaient fait connaître à travers un mémorandum remis lors d'une rencontre préalable effectuée le 27 mai.

Le texte de ce mémorandum de neuf points contenait trois types de demandes :

[286] Le général Gustavo Rojas Pinilla a accédé au pouvoir en juin 1953 suite à un coup d'Etat militaire appuyé par d'importants dirigeants politiques. Durant son mandat, l'armée a joué le rôle de médiatrice dans les luttes entre les partis. La fin de son gouvernement a ouvert la porte à une transition démocratique qui a abouti au Front National, un accord politique qui a permis aux deux grands partis de partager le pouvoir durant presque deux décennies.

tout d'abord, des libertés et des garanties démocratiques, ce qui comprenait la suspension des hostilités de la part de l'armée, la levée de l'état de siège, le plein exercice du suffrage, la liberté de déplacement dans toute la région et le désarmement des bandes de *pájaros* et d'autres groupes en marge de la loi. En deuxième lieu, le document exigeait des garanties économiques pour les déplacés pour cause de violence. Cela comprenait des prêts et des crédits pour les exilés, la reconstruction des écoles, des logements et des infrastructures publiques détruites, ainsi que la remise d'outils agricoles. Le septième point faisait référence, d'une manière très vague, à la problématique de la population indienne : "Le point numéro sept concerne les terres communales des groupes indiens et leur propre organisation autonome en *cabildos*. Il s'agit de stimuler et d'aider dans tous les aspects cet important groupe social de notre patrie"[287]. Comme il arrivera des années plus tard, ce sont les insurgés qui prétendent parler au nom des Indiens.

Selon le récit des participants à la réunion, le gouverneur Gómez Gómez a répondu en termes conciliants à la lecture du mémorandum. Il a mis l'accent sur les mesures adoptées récemment par la Junte Militaire. Par exemple la dissolution de l'ANAC (Assemble National Constitutionnel), la convocation d'élections et la nomination d'un gouverneur civil pour le département du Tolima démontraient l'intérêt du gouvernement à parvenir à des accords qui permettraient la cessation des hostilités et la démobilisation des groupes qui restaient encore armés.

Les dirigeants guérilléros, pour leur part, se sont montrés prudents dans leurs interventions et ont exigé des porte-paroles du gouvernement des faits concrets qui prouvent clairement une rupture avec le traitement répressif qu'avait réservé aux insurgés le gouvernement du général Rojas Pinilla. Le lieutenant Jorge Arboleda – qui s'est présenté comme guerrillero libéral – a réclamé la démocratisation de la vie politique comme tâche prioritaire à entamer après la fin de la dictature, étant entendu que la journée du 10 mai, qui avait mis fin au régime autoritaire, n'était que le

[287] "Memorando de peticiones del movimiento guerrillero y los campesinos de Tierradentro", El Liberal, juin 1957.

commencement d'un processus de transformations politiques auquel devraient participer tous les membres du Front Civil ayant renversé le gouvernement de Rojas, y compris les groupes soulevés en armes :

> Nous, les guérilléros, sommes venus à ce rendez-vous animés d'une volonté patriotique. Par notre présence dans cette réunion, nous venons confirmer la paix qui maintenant commence à régner dans tout le pays. Il est clair que nous sommes une partie intégrante du Front Civil ou, plutôt, nous sommes une partie inséparable de lui. Nous avons été les premiers à exprimer notre mécontentement à l'égard de la dictature et notre désaccord viril nous a obligés à prendre les armes. Aujourd'hui, lorsque les deux partis sont arrivés à une entente, notre désir est de faire des pas décisifs pour répondre aux aspirations de concorde des masses de Tierradentro. Il n'y a pas que les combattants qui ont souffert. Nous avons tous souffert.[288]

Dans son intervention, Ciro Trujillo fait référence à des thèmes beaucoup plus concrets, relatifs au respect dont devaient faire preuve les autorités et les partis politiques à l'égard des organisations paysannes qui se mettaient sur pied au nord du département. Il a aussi tenu à préciser que le commando de Tierradentro était un appendice des guérillas agissant sous les ordres du colonel Charry dans les départements de l'Huila, du Tolima et du Cauca. Par conséquent, tout accord futur dépendrait d'une négociation globale avec le mouvement insurgé. Elle pourrait éventuellement conduire au désarmement des guérilléros. Cela pouvait être considéré comme un objectif à atteindre mais jamais comme une condition pour le dialogue, selon ses propres mots : "l'arme comme telle n'est pas un danger, les armes ne tirent pas seules". La réunion s'est terminée par une fade déclaration qui laissait la porte ouverte à de futures rencontres qui d'ailleurs n'ont jamais eu lieu à cause de la méfiance justifiée des guérilléros dont beaucoup avaient été victimes par le passé d'une soi-disant « pacification », comme celle du Tolima, en 1953[289].

Le nœud du conflit dont a hérité le Cauca de "la Violence" a eu, dans les années

---

[288] El Liberal, 1 août 1957 p. 5.

[289] Voir Eduardo Pizarro, avec la collaboration de Ricardo Peñaranda, Las FARC..., op. cit. L'échec des négociations avec les groupes soulevés en armes, influencés par le Parti Communiste, a ouvert les portes à une troisième étape de la Violence (1957 -1965) durant laquelle apparaîtront des groupes de brigands et des organisations paysannes armées, comme ce fut le cas des FARC.

soixante-dix, deux expressions :

D'une part, la configuration dans la région de Tierradentro d'un espace contrôlé par les FARC comme force dominante dans la partie orientale du département. En effet, les détachements communistes dirigés par "Tirofijo" (Manuel Marulanda) furent délogés en 1964 de leurs campements, connus sous le nom de "républiques indépendantes". C'était la mise en pratique d'un des plans les plus ambitieux des anti-insurgés: l'"opération LASO (Latin American Security Operation), conseillée et appuyée du point de vue technologique par le Commando Sud de l'Armée nord-américaine qui opérait au Panama[290]. Les FARC seront crées justement suite au repli de ces unités qui se sont regroupées temporairement à Riochiquito – une zone sauvage et inaccessible du département du Cauca, à l'est de Tierradentro, frontalière du département de l'Huila - qui sera le dernier campement à être attaqué par l'armée colombienne. C'est là qu'a eu lieu, en septembre 1964, la première conférence guérilléra au cours de laquelle se sont réorganisés les anciens combattants paysans du centre de pays, prenant le nom de Bloc Sud. Six mois après, ce groupe deviendra les FARC.

La première opération offensive de cette nouvelle organisation, qui ne porte pas encore le nom de FARC, a eu lieu dans le village d'Inzá[291], au cœur du territoire indien du Cauca, le 17 mars 1965. Elle était conduite par Manuel Marulanda, accompagné de ceux qui seront les principaux commandants des FARC les années suivantes. Ce fait, qui présageait les pénibles conséquences de la présence guérilléra dans la région, a laissé un solde de dix-huit morts, deux policiers et seize civils, parmi eux deux religieuses et douze Indiens dont quatre mineurs. Si, pour les FARC, ce fut le "début d'un rêve", comme le dit un de leurs idéologues [292], pour la population locale, ce fut le début d'un cauchemar.

---

[290] Ibidem, Parte III, capítulo 2 "Las repúblicas independientes", capítulo 3 "El nacimiento de las FARC".
[291] Détails sur la prise d'Inzá dans le témoignage d'un de ses participants. Voir Aurora Moreno Torres, "Campesinos en el Sur del Tolima. Estudio de caso 1960 – 1965", travail de deuxième cycle en histoire, Departamento de Historia Universidad del Valle, Cali, 2006.
[292] Jacobo ARENAS, Cese el fuego. Una historia política de las FARC, Editorial Oveja Negra, Bogotá, 1985.

La deuxième expression de « la Violence » fut la mise à part d'un espace hors du contrôle des autorités, au nord du département, frontalier du Valle et du Tolima, où s'est fixé tout type de brigands et de délinquants de droit commun, qui, pour la plupart, provenaient du dédoublement de groupes de résistance libérale situés au sud du Tolima, ayant remonté la cordillère pour s'installer surtout à Corinto[293].

Des efforts ont été faits par les gouvernements libéraux pour négocier avec ces derniers au début du Front National. C'est ce que montre, par exemple, l'accord auquel est parvenu le gouverneur Víctor Mosquera Chaux en 1959 avec la bande armée menée par les capitaines "Sonrisal" et "Terrible", provenant de La Herrera (Tolima) qui s'étaient fixés au nord du Cauca en 1954[294].

La présence de ces deux pôles de conflit hérités de la « Violence » signifiait que la paix du Front National n'était pour le Cauca que la continuation des méthodes de répression et de menace qui se sont maintenues jusqu'à il y a quelques années. On peut trouver plusieurs explications à cette situation : Les conflits ruraux de cette région n'ont jamais été résolus ; on n'est pas parvenu avec les insurgés à un accord d'une telle ampleur qu'il rende possible un déploiement publicitaire comme celui que l'on a donné aux pactes passés dans les Llanos ou au Tolima, qui ont permis, au moins symboliquement, de tracer une frontière à la Violence. C'est peut-être parce que le Cauca a continué à être un territoire à part par rapport au reste du pays, considéré comme une « île » semblable au département du Nariño, dans le contexte de la « Violence ».[295]

---

[293] C'est une région qui a vécu des processus économiques et politiques très complexes. C'est là qu'a perdu la vie Antonio Larrota, un des fondateurs du MOEC, lorsque, au début des années soixante-dix, il essayait de contacter d'anciens chefs des guérillas libérales. Quelques années après, cette zone fut une des cinq choisies par l'EPL pour consolider un Front Révolutionnaire.

[294] "Resolución 166 de 1959, por la cual se concede una gracia", en Doris Caicedo Velasco "La Violencia en el nororiente del departamento del Cauca", op. cit.

[295] Germán Guzmán, Orlando Fals Borda, Eduardo Umaña Luna La Violencia en Colombia, Bogotá, 1986.

Ce qui est sûr c'est que la terreur a continué sous le Front National, cette fois-ci provoquée par de grands propriétaires terriens de toute appartenance politique qui s'opposaient aux leaders indiens. Les *pájaros*, sbires politiques de l'Etat au service des puissants[296], se sont maintenus dans le Cauca même après la fin de la « Violence », à la disposition des *hacendados* qui les ont utilisés pour contrôler ceux qui représentaient une menace pour la sécurité de leurs propriétés. Des bandes d' « oiseaux » ont dévasté le nord du département dans les années soixante-dix et ont assassiné Marco Aníbal Melengue, Justiniano Lame et Avelino Ul, les premiers d'une longue liste de dirigeants sacrifiés par ces groupes criminels.[297].

3.5 "La Violence" et son impact. Modernisation et transformations agraires

"La Violence" est sans doute l'événement historique le plus important du XXème siècle en Colombie. Ses dimensions et sa portée sont telles que, d'après le très connu historien Eric Hobsbawm, "Elle représente ce qui constitue probablement la plus grande mobilisation armée des paysans (que ce soit comme guérilléros, brigands ou groupes d'autodéfense) de l'histoire récente de l'Occident, à l'exception peut-être de certaines périodes de la Révolution mexicaine"[298]. L'historiographie a depuis longtemps adopté une périodisation comprenant trois étapes : de 1946 à 1953, qui couvre la période d'éclatement des confits politiques et la généralisation de ce phénomène ; de 1953 à 1957, qui correspond à l'étape du gouvernement militaire et, de 1957 à 1965, une époque durant laquelle diminuent les affrontements partisans, se généralisent les groupes de brigands et se mettent sur pied des unités paysannes insurgées qui deviendront les "guérillas de la première génération ": l'ELN, l'EPL, et les FARC. En plus de ces périodes, comme l'a signalé Gonzalo Sánchez, ce phénomène présente trois composantes de base qui se superposent tout au long du processus : la terreur concentrée, la résistance armée et la commotion sociale souterraine[299]

---

[296] Signification que leur donnent Darío Betancur et Martha García lorsqu'ils les caractérisent comme prototype de la Violence en occident, Matones y cuadrilleros, Bogotá, 1991, p 105-135.

[297] CRIC, "La represión contra los indígenas del Cauca", en CRIC- diez años de lucha, Bogotá, 1981.

[298] Eric J. HOBSBAWM, Rebeldes Primitivos, Capítulo X, "La anatomía de "La Violencia" en Colombia", Editorial Ariel, Barcelona, 1974, p. 264.

[299] Gonzalo SÁNCHEZ, "The Violence: An Interpretative Synthesis", en Violence in

Le début du Front National et la fin de « La Violence » – au moins dans son aspect d'affrontement partisan - ont ouvert la porte à un intense débat sur la nécessité de la modernisation de l'économie colombienne, le rôle qu'elle devrait y jouer la production agricole et, surtout, sur la propriété de la terre. Plusieurs auteurs ont signalé que les conditions économiques au début des années soixante-dix favorisaient l'expansion de l'industrie, dans le schéma de substitution des importations et que, malgré les dégâts causés par la « Violence », toutes les conditions étaient réunies pour le développement du secteur agricole dont on attendait qu'il relève les défis présentés par la consolidation de l'industrie[300].

D'autre part, à côté de ces conditions internes, la vie politique latino-américaine était à ce moment-là marquée par les conséquences de la Révolution cubaine qui attirait fortement les paysans, les ouvriers et les étudiants. Cette circonstance a joué en faveur d'un changement de stratégie face à l'explosive réalité sociale de beaucoup de pays du continent. Ce changement, provoqué par le gouvernement des Etats-Unis et son programme d'Alliance pour le Progrès a incorporé la Réforme Agraire comme pièce fondamentale.

Au début de l'année 1959, le gouvernement d'Alberto Lleras Camargo a présenté au Congrès son projet de Réforme Agraire. Ce fut le début d'un long débat de deux ans au bout duquel, et après d'importants rapprochements entre le gouvernement et les secteurs les plus radicalement opposés, fut promulguée la loi 135, en décembre 1961. Cette loi sera la base de la politique agraire des décennies suivantes. Sa mise en application fut confiée au nouvel Institut Colombien pour la Réforme Agraire (INCORA). Sa réussite fut inégale durant le gouvernement de Guillermo León Valencia (1962-1966) et de Carlos Lleras Restrepo (1966-1970), l'un de ses principaux

---

Colombia. The contemporary crisis in historical perspective, Edited by Charles Bergquist, Ricardo Peñaranda and Gonzalo Sánchez, Scholarly Resources, Willmington, 1992, chapter 5.

300 León Zamosc, La cuestión agraria y el movimiento campesino en Colombia, Bogotá, 1987. Darío Fajardo, Haciendas campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920 - 1980, Bogotá, 1983. Salomón Kalmanovitz, Economía y Nación: una breve historia de Colombia, Bogotá, 1985.

promoteurs. En effet, durant la première étape d'application de la Réforme Agraire, une partie substantielle des ressources fut destinée à augmenter la productivité par la construction de districts d'arrosage et d'infrastructures et par le transfert de technologies, laissant de côté l'aspect proprement distributif de la loi. Ce n'est qu'à partir de 1966, sous le gouvernement de Carlos Lleras Restrepo, que l'on mettra en application, de manière décidée, la loi 135. Cela s'est fait concrètement à travers plusieurs mesures : l'accélération de l'achat de terres et la remise de terres aux locataires et aux métayers et la mise en place de l'organisation des paysans. Cette dernière mesure a conduit à la création de l'Association Nationale d'Usagers Paysans (ANUC) qui constituait une réponse osée à la montée en puissance des mouvements insurgés et au populisme de l'Alliance Nationale Populaire (ANAPO)[301]. Cette association mettra en marche la plus grande mobilisation rurale de la seconde moitié du XXème siècle. Faisant référence à la signification de l'ANUC, León Zamosc affirme :

> ... du point de vue du paysannat, la perspective était hautement favorable. D'une part, on renforçait l'économie paysanne dans les régions de *minifundio* et de colonisation, ce à quoi devait contribuer l'ingérence directe de l'ANUC dans la prestation de services de la part des entités officielles. D'autre part, on opérait un renversement décisif en faveur des paysans installés dans les zones de *latifundio* et, pour ce faire, on comptait sur la pression qu'exercerait l'ANUC sur les grands propriétaires. Si on prend en compte tout cela, il est évident que la création de l'ANUC signifiait beaucoup plus qu'un simple contrepoids politique. Puisque la proposition de Lleras Restrepo répondait aux aspirations fondamentales des paysans, il s'agissait d'un projet qui visait à former une alliance effective entre le paysannat et les secteurs réformistes de la bourgeoisie.[302]

A peine trois ans après la mise en application de cette initiative, l'ANUC avait environ un million d'affiliés, appartenant à 496 associations municipales ayant une personnalité juridique[303]. Malgré tout, l'intensité qu'atteindra la mobilisation rurale, les

---

[301] Alliance Nationale Populaire (ANAPO), mouvement populiste mené par l'ex-dictateur Gustavo Rojas Pinilla. La crise politique générée par la fraude électorale qui a bloqué son accès à la présidence en 1970 a encouragé la nouvelle vague de mouvements insurgés, surtout le M-19, et d'autres organisations qui, habituellement, sont considérées comme les "guérillas de la deuxième génération", parmi elles le Mouvement Armé Quintín Lame.

[302] León Zamosc, La cuestión agraria y el movimiento campesino en Colombia, op. cit., p. 87 y 88.

[303] Bruce Bagley y F. Botero, "Organizaciones campesinas contemporáneas en Colombia: un estudio de la Asociación nacional de Usuarios Campesinos", citado por Darío Fajardo Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920 - 1980, op. cit.

mésententes à l'intérieur du mouvement, la réaction des *hacendados* et la voracité des organisations de gauche finiront par liquider le mouvement quelques années après. Une des raisons de son échec fut justement la singularité des demandes des Indiens et les conflits qu'elles entraînaient vis-à-vis des revendications de la population paysanne. En effet, le CRIC a participé à l'ANUC à travers le Secrétariat Indien jusqu'au milieu des années soixante-dix, lorsque les tensions provoquées par l'incompréhension de l'organisation à l'égard des particularités revendiquées par les communautés indiennes ont entraîné une rupture définitive[304].

Malgré tout, indépendamment du cours que prendra l'ANUC, cette expérience a déclenché des mobilisations populaires qui, dans le cas du Cauca, seront définitives pour la consolidation des organisations indiennes. L'activité de l'ANUC et de certains fonctionnaires des bureaux régionaux de l'INCORA, concentrée à la fin des années soixante-dix dans la partie nord du département, fut déterminante pour la mise en marche des processus organisationnels autonomes qui ont abouti à la création du CRIC.

Au début des années soixante, la département était secoué par de multiples tensions sociales que l'on pourrait résumer ainsi : a) La « Violence » avait provoqué une vague d'expansion des *haciendas* et des campements de colons dont beaucoup étaient des fugitifs d'autres régions, de terres appartenant aux *resguardos*. b) L'annonce de l'application de la Réforme Agraire avait déclenché l'expulsion de beaucoup de locataires des *haciendas*, à cause de la crainte qu'ils réclament ces propriétés. c) Pendant que les actions de l'armée contre les groupes insurgés fixés à l'est du département menaçait la population indienne stigmatisée comme sympathisante de la guérilla, la prolifération de bandits et d'ex-guérilléros dans le nord a augmenté considérablement les niveaux d'insécurité et a provoqué l'augmentation de délits, tels que le vol en général et le vol de bétail, ainsi que l'apparition de nouveaux délits comme l'enlèvement.

Un quatrième élément qui sera déterminant pour le développement des conflits sociaux, surtout dans le nord du département, est l'expansion de l'industrie sucrière et

[304] Voir "Posición del CRIC frente al movimiento indígena y al Comité Ejecutivo de la ANUC", en CRIC, Diez años..., op. cit.

son impact sur la propriété de la terre. En effet, les *ingenios* ou fabriques de sucre installées dans la partie frontalière des départements du Valle et du Cauca avaient connu une croissance soutenue tout au long de la décennie des années cinquante et cette industrie a fait un bond à la fin de la même décennie grâce au blocage nord-américain des exportations de sucre provenant de Cuba. A la fin des années cinquante, cette activité, qui comptait 21 fabriques de sucre, a changé considérablement la structure socioéconomique de la vallée du Haut Cauca, avec ses six communes, c'est-à-dire Santander, Caloto, Corinto, Padilla, Miranda et Puerto Tejada.

Selon les données d'ASOCAÑA cités par Pilar Gaitán[305], la production totale de cette industrie dans la vallée du Río Cauca, est passée de 48.089 tonnes en 1940 à 894.820 tonnes en 1974, ce qui signifie une amplification des installations des fabriques de sucre : les 13.244 tonnes quotidiennes de canne à sucre traitées en 1960, sont passées à 33.430 tonnes en 1974. Cette croissance signifiait également une augmentation de la surface cultivée. Comme les terres des *ingenios* n'étaient pas suffisantes, il a fallu passer des contrats de location avec de grands entrepreneurs cultivateurs de canne. Ce processus a conduit au déplacement de milliers de petits propriétaires, de locataires et de métayers de la région qui, pour la plupart, furent incorporés comme main-d'œuvre de l'industrie sucrière. Au milieu des années soixante-dix, elle avait atteint le chiffre de 36.000 salariés.

Le travail de Pilar Gaitán, centré sur *l'ingenio* Cauca (INCAUCA), permet de vérifier la portée du processus de concentration de terres qui s'est accéléré à partir de 1960. Il s'en est suivi l'expulsion des habitants du nord du Cauca. Rien que dans la région de Guachené, au nord de la commune de Caloto, futur scénario de terribles conflits avec les communautés indiennes, la surface de canne cultivé pour le compte de l' INCAUCA et de trois autres *ingenios,* est passée de 1.227 hectares en 1960 à 12.000 en 1966,. Il a donc fallu que 70% des terres de la région soient destinées à la culture de la canne. Durant cette même période, les grandes plantations ont absorbé 2.609

[305] Pilar Gaitán, "Condiciones y posibilidades de organización del proletariado cañero en Colombia, un estudio de caso: los trabajadores agrícolas del Ingenio Cauca", en Varios autores, Campesinado y capitalismo en Colombia, Bogotá, 1981.

propriétés de moins de 5 hectares, 264 propriétés dont la surface oscillait entre 5 et 10 hectares et 33 exploitations de plus de 100 hectares[306].

S'il est vrai que, dans le reste du département, la concentration de la propriété n'a pas atteint des niveaux aussi alarmants, le monopole de la terre était évident, comme le montre le tableau de distribution de la terre correspondant à 1960 et 1970. Près de 1.300 propriétaires, nombre équivalent à 1.8 % du total, concentraient quelques cinq-cent-mille hectares, c'est-à-dire l'équivalent de 50% des terres productives du département, un chiffre qui contraste avec l'extrême pauvreté de 50% des propriétaires (environ 60.000) possédant moins de 18 % des terres.

En outre, la plupart des cent-mille Indiens habitant le département vivaient de leur travail dans les *haciendas*, dont beaucoup se trouvaient sur les territoires d'anciens *resguardos*. Comme si le temps n'était pas passé, deux étendards ont commencé à être brandis parmi les Indiens et ils ont soulevé le même enthousiasme qu'avaient déclenché cinquante ans auparavant : la récupération des *resguardos* et le refus de payer la location des terres.

Tableau n° 2
CAUCA DISTRIBUTION DE LA TERRE 1960 - 1970
Surface - Nombre de propriétés - Pourcentage

Rang	1960	%	1970	%	1960	%	1970	%
- 1	15.229	20.6	16.348	19.4	8.260	0.9	8.895	0.8
1-3	20.562	7.9	22.926	27.3	38.196	3.9	40.010	3.7
3-5	10.738	14.5	12.350	14.7	41.019	4.2	46.310	4.2
5-10	12.108	16.4	13.828	16.4	84.608	8.8	90.439	8.3
10-30	10.159	13.8	12.497	14.9	167.347	17.4	190.951	17.5
30-50	2.127	2.8	2.600	3.1	80.119	8.3	97.283	8.9
50-100	1.543	2.2	1.952	2.3	103.66	10.8	125.719	11.5

[306] Gaitán, "Condiciones y posibilidades...", op. cit.

100-500	1.093	1.5	1.304	1.5	212.083	22.1	237.526	21.7
550-	194	0.3	248	0.4	223.782	23.3	255.455	23.4
TOTAL	73.753	100	84.058	100	959.081	100	1.092.588	100

Source: DANE, Censos agropecuarios 1960 - 1970, in María Teresa Fidji, Elementos para el estudio de los resguardos indígenas del Cauca, Bogotá, 1978.

Les premières organisations à caractère coopératif, fondées au début des années soixante-dix, comme la Coopérative Agraire de Paniquitá, la Coopérative Indien de Las Delicias ou le Syndicat de l'Oriente Caucano, furent suivies d'organisations comme FRESAGRO (Front Social Agraire), fondé à Corinto, qui groupait les paysans pauvres du nord, et des organisations de type politique comme le Mouvement de l'Unité Populaire, fondé également à Corinto, qui a réussi à avoir une importante représentation dans le conseil municipal de cette localité. Ces expériences ont abouti en 1971, à la création du Conseil Régional Indien du Cauca (CRIC), qui, dix ans après, deviendra l'organisation indienne la plus acharnée du pays. Elle sera le leader de la lutte des Indiens du Cauca pour la récupération de leurs terres, leur autonomie et leur culture.

3.6 La naissance du CRIC. L'organisation indienne prend forme

Fondé en 1971, le Conseil Régional Indien du Cauca (CRIC) est une des organisations pionnières du mouvement indien en Amérique latine. Sa mise en place au milieu d'innombrables difficultés constitue un énorme défi explicatif étant donné les implications qu'avaient les actions collectives ayant accompagné son évolution jusqu'aujourd'hui, des actions qui ont toujours été accomplies dans des situations de Haut Risque[307]. Pour cette raison et à cause des réussites obtenues tout au long de quatre décennies, le CRIC est un exemple, unique en Colombie, de la capacité de mobilisation des acteurs sociaux ayant une base ethnique, même dans les circonstances les plus adverses. Mis à part les conditions internes qui ont rendu possible sa création, l'origine du CRIC doit être interprétée dans le contexte politique et social colombien de

[307] On peut trouver une discussion sur les implications de l'action collective dans des contextes de haut risque in Elisabeth Wood, Insurgent Collective Action and Civil War in Salvador, op. cit., chapter 1 "The puzzle of insurgente collective action"

la fin des années soixante-dix et très précisément dans la perspective de l'impact de "la Violence".

Le CRIC est né le 24 février 1971 au cours de l'Assemblée indienne qui eut lieu dans le *resguardo* de Toribío, convoquée par FRESAGRO, à laquelle ont assisté des représentants des *resguardos* de Toribío, Tacueyó, San Francisco, Jambaló, Guambía, Totoró et Pitayó[308]. Comme président du premier comité exécutif fut nommé Miguel Tránsito Sánchez, frère du dirigeant José Gonzalo Sánchez. Malgré les difficultés qui ont parsemé cette première rencontre, parmi lesquelles il faut se rappeler l'arrêt de tout le *cabildo* de Toribío, amené à la IIIème brigade de Cali, l'assemblée a réussi à approuver un premier programme qui mettait en évidence les grandes limites de l'organisation naissante. En fait, le seul point approuvé parmi les cinq traités, très bien accueilli par les communautés, fut le non-paiement de la location des terres. Il sera repris par la "plateforme de lutte" adoptée quelques années après mais son application prendra du temps. Il faudra encore des années pour parvenir à éradiquer cette pratique la location des terres. Les cinq autres points révèlent l'influence de l'esprit réformiste du projet de réforme agraire lancé par le gouvernement précédent et le manque d'assurance pour aborder le problème de l'identification des Indiens[309].

Cette même année 1971 eut lieu une deuxième assemblée, également convoquée par FRESAGRO, cette fois-ci à La Susana, Tacueyó, le 6 septembre. Y ont assisté aussi des délégués de Paniquitá, Poblazón et Puracé La "plateforme de lutte" fut approuvée et elle est encore en vigueur quarante ans après. Elle comprenait sept points. PREMIER: Récupérer la terre des *resguardos* ; DEUXIEME : Agrandir les *resguardos* ; TROISIEME : Renforcer les *cabildos* ; QUATRIEME : Suspendre le paiement du *terraje* ; CINQUIEME : Faire connaître les lois indiennes et exiger leur juste application ; SIXIEME : Défendre l'histoire, la langue et les coutumes indiennes ; SEPTIEME : Former des professeurs pour éduquer les Indiens en accord avec leur situation et dans

[308] Consejo Regional Indígena del Cauca, Historia del CRIC, Popayán, 1990. "20 años de lucha, 20 años de historia", en Unidad Alvaro Ulcué, # 19, 1991.
[309] Entre autres, on demandait que les *haciendas* occupant des terres de *resguardo* soient expropriées par l'INCORA et aussi que la Division des Affaires Indiens soit éliminée.

leur propre langue.

Deux circonstances particulièrement importantes ont influencé cette première étape de lutte du CRIC. Elles ont favorisé sa consolidation jusqu'au IV Congrès tenu à Toez en 1975. La première c'est la réalisation, en 1972, du recensement indien, promu par le DANE et l'INCORA, dont la réalisation fut proposée au CRIC. Cela a permis aux responsables du recensement de parcourir tout le département et de faire connaître dans toutes les communautés indiennes la plateforme approuvée l'année précédente. En outre, ce fut l'occasion de créer des comités de soutien, de réactiver les *cabildos* et d'établir des contacts directs avec les communautés et leurs problèmes. On a réussi à aller dans des territoires aussi importants que Tierradentro qui, jusque là, étaient restés en marge des actions réalisées au centre du département[310].

La deuxième circonstance fut la forte présence des activistes dont la participation à ce processus permet de faire le lien entre la dernière étape de la période de « la Violence » (1957-1965) et l'étape de la création des organisations autonomes, à la fin des années soixante. En particulière deux personnes, il s'agit de Pedro León Rodríguez, prêtre de Nariño, et du leader paysan Gustavo Mejía. Le premier, connu sous le nom du "prêtre rouge", avait été ordonné en 1957 et s'était lié d'amitié avec le père Camilo Torres durant les six années de leur formation à Bogotá. Un an après son ordination, il est arrivé à Corinto où il fut le médiateur entre les insurgés libéraux qui étaient encore actifs et les autorités départementales. Il réussit à démobiliser ces troupes. En 1966, cette fois-ci en tant que curé de Corinto, il s'est retrouvé à la tête d'un mouvement en faveur des habitants sans toit de cette localité et s'est solidarisé avec les occupants des terres de l'*hacienda* Santa Elena. Il a été le meneur du Mouvement Unité Populare qui a obtenu, en 1970, une représentation significative au conseil municipal de la localité. De même, le père Rodríguez a appuyé les activités de FRESAGRO et a mobilisé les prêtres du Cauca pour venir en aide au CRIC. Il est mort en août 1974, dans d'étranges circonstances, dans la ville de Cali[311]. Gustavo Mejía, pour sa part, a

[310]Consejo Regional Indígena del Cauca, Historia del CRIC, op. cit.
[311] Unidad Indígena, No. 3 1975, No. 7 1975, No. 11 1976.

vécu au nord du Cauca dès le début des années soixante-dix et fut député du MRL à l'Assemblée départementale. Il fut l'organisateur de FRESAGRO et le promoteur des deux premières assemblées qui ont donné naissance au CRIC. Après avoir été victime de plusieurs arrestations et attentats, il fut assassiné à Corinto, le 1er mars 1974[312]. Sa mort marque le début d'une répression ouverte contre les leaders du CRIC. Cette répression a entraîné un changement d'attitude de certains activistes qui ont commencé à pencher vers la création de groupes d'autodéfense, base du futur Mouvement Armé Quintín Lame.

La présence de non-Indiens comme Pedro León Rodriguez et de Gustavo Mejía comme actifs collaborateurs du mouvement indien, dont les apports ont été reconnus par les différentes études sur l'histoire du CRIC, ne constitue pas un fait isolé; bien au contraire, elle met en évidence une situation beaucoup plus générale : la participation d'"agents politiques" non indiens qui fut décisive pour la consolidation des expressions politiques du mouvement indien du Cauca, pour la reconnaissance d'éléments identitaires essentiels de la culture et de l'histoire de ces communautés et pour la formulation d'un discours unitaire capable d'avoir une portée nationale. Myriam Jimeno, dans son étude sur la contribution de ces agents "externes" au processus de consolidation de l'identité ethnique des peuples paeces, la décrit de la manière suivante : "Son importance réside dans le fait d'avoir mis à la disposition du mécontentement naissant dans les régions peuplées par les Indiens des éléments conceptuels et des connaissances qui ont permis une formulation générale du problème indien "[313].

La présence de ces "agents politiques", qui a été reconnue dans certains travaux, spécialement en ce qui concerne la création du CRIC[314], est fondamentale pour

[312] Unidad Indígena #3, 1975. #7, 1975. #11, 1976.
[313] Myriam Jimeno, "Juan Gregorio Palechor: tierra, identidad y recreación étnica", Journal of Latin American Antrhopology, Vol. 1, No. 2, 1966.
[314] Pedro Cortés Lombana, Desarrollo de una organización indígena: El Consejo Regional Indígena del Cauca, Inédit. Recherche auspiciée par la Banque de la République, Popayán, 1984. Cortés souligne le fait que, en 1970, l'initiative de la mise en marche du mouvement agraire dans le Cauca n'a pas été une tâche des populations rurales, ni des Indiens mais de l'Etat qui, à travers l'INCORA a encouragé l'organisation et la mobilisation des paysans. Cette tâche fut facilitée par les liens avec les intellectuels progressistes qui, dans le texte de

comprendre le développement du mouvement indien dans le Cauca durant ses étapes suivantes et permet de tendre un pont entre le CRIC (1971), le Mouvement Armé Quintín Lame (1985) et l'Alliance Sociale Indien (1991). Bien entendu, il ne s'agit pas de simplifier le problème en attribuant à un groupe d'intellectuels non Indiens le contrôle du mouvement social. En essayant de comprendre la manière dont ces agents politiques se sont incorporés au mouvement social et l'influence qu'ils ont exercée, ce que nous prétendons c'est de souligner un des facteurs qui pourrait éventuellement expliquer la cause pour laquelle le mouvement indien, spécialement celui du Cauca, devient, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, un des mouvements sociaux les plus forts, surmontant des obstacles qui, dans d'autres circonstances, avaient empêché le progrès de la mobilisation sociale. En ce sens, les "agents politiques" ont agi en véritables "entrepreneurs politiques", selon les termes de la théorie de l'action collective; c'est-à-dire qu'ils ont réussi à surmonter les obstacles qui empêchaient la population indienne d'agir collectivement en défense de ses intérêts. La présence de ces acteurs "externes" et leur rôle dynamiseur invitent à penser à d'autres cas analysés de l'Amérique latine. Au Guatemala, ce sont les prêtres qui ont joué ce rôle, surtout les jésuites, influencés par la théologie de la libération, qui ont accompagné les communautés installées dans Los Altos. En revanche, au Mexique, probablement le cas le plus proche de la situation du Cauca; on constate la participation d'intellectuels radicalisés qui ont été protagonistes de la rencontre avec les communautés en construction dans la forêt de Lacandona, une rencontre qui, plus tard, sera décisive pour la naissance de l'EZLN.

Ces "agents politiques" se caractérisent par le fait qu'ils sont non-militants mais avec une solide formation politique et une flexibilité qui manquait aux militants de gauche, ce qui leur a permis de mettre au service du mouvement populaire leurs ressources intellectuelles et politiques, conscients de la réalité locale, ce qui a servi à la construction d'une alternative politique. Ils se caractérisent également par le fait qu'ils connaissent les rouages de l'Etat et qu'ils ont des liens avec des organismes progressistes comme l'INCORA auquel ont été liés la plupart d'entre eux, un lien qui a donné une couverture institutionnelle à leur travail, au moins jusqu'au début des années quatre-

---

Cortés et dans d'autres documents du CRIC, sont qualifiés de « collaborateurs » ".

vingt.

A la question de savoir pourquoi ils ont orienté leurs efforts vers les communautés indiennes et quelle influence ils ont exercée sur elles, l'un d'eux répond :

> Bien sûr, c'étaient les gens les plus rebelles, qui n'avaient rien à perdre et qui, peut être, avaient quelque chose à gagner. Ils n'étaient pas culturellement retardés, ils avaient une identité culturelle très marquée et se sentaient très forts intérieurement. Mais là où ils ne sentaient pas forts c'était dans leur relation avec le reste de la société. Nous avons alors commencé à leur donner les éléments nécessaires, ce dont ils avaient besoin : l'extérieur, mais sans que l'intérieur se brise, de manière à ce que l'ouverture vers l'extérieur se fasse graduellement et progressivement. Alors, nous, comme individus, ne signifiions aucun danger. [315]

Ce noyau d"'agents politiques était assez hétérogène. A côté de Gustavo, de Mejía et de Pedro León Rodríguez, on trouve Edgar Londoño et Pablo Tattay, ce dernier né en Hongrie mais arrivé très jeune en Colombie[316]. Plus tard, on trouve Luis Angel Monroy et tout un groupe d'intellectuels et d'activistes étrangers, parmi lesquels il faut citer Gabriel Soler, argentin, Elvia Jaramillo, panaméenne, et Teresa Tomish, chilienne.

Mejía était né à Trujillo, Valle, que sa famille a quitté à cause de la « Violence » dans les années cinquante. Après avoir fait ses études et travaillé à Palmira, il a effectué un bref périple dans les Llanos Orientales, il s'est fixé à La Herrera, au sud du Tolima, en 1957. Là, il a noué des liens avec un grand nombre d'ex guérilléros libéraux qui contrôlaient la région et il semblerait qu'il ait participé à l'une ou l'autre tentative pour attirer ces ex-combattants vers des projets menés par la gauche insurgée. Au début des années soixante, il fut conseiller municipal et député MRL du Cauca. Lié injustement à l'enlèvement de Harol Eder en 1965, il a dû payer une peine de cinq ans dans l'île de Gorgona, après quoi il est retourné à Corinto où il a fondé le FESAGRO. Il fut le promoteur des deux assemblées du CRIC[317].

---

[315]Edgar Londoño, Entrevista, Ibagué, 1996.

[316] La présence de quelques-uns de ces dirigeants provenant d'Antioquia a entraîné la généralisation du terme "paisa". Voir Virginie Laurent, Comunidades indígenas,espacios políticos y movilización electoral en Colombia 1990 – 1998. Motivaciones, campos de acción e impactos, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, Bogotá, 2005.

[317] Alejo Vargas Velásquez, Política y armas al inicio del Frente Nacional, Bogotá, 1995.

Luis Angel Monroy, qui est devenu le premier commandant du groupe Quintín Lame, était un leader afro-descendant, né à Candelaria, Valle. Dès le début des années soixante-dix, il s'est engagé dans le mouvement indien et fut l'un des plus décidés promoteurs du recensement de 1972. Suite à la mort de Mejía, il fut l'un des principaux partisans de l'auto-défense des Indiens. Il a noué des liens très étroits avec le M-19 et fut arrêté, avec d'autres leaders du mouvement indien, au cours de la répression qui a suivi l'assaut du dépôt d'armes du Canton Nord, a Bogotá, en décembre 1978. Après deux ans de prison, il est revenu au Cauca, au début des années quatre-vingt, pour consolider le groupe Quintín Lame.

Edgar Londoño est né à Rionegro, Antioquia. Il s'est formé comme éducateur et est arrivé au Cauca à la fin des années soixante-dix comme technicien de développement social de l'INCORA, une entité dans laquelle il a contribué à consolider la naissante organisation paysanne. Londoño, avec Mejía, a travaillé à la fondation du CRIC et, même s'il s'est maintenu comme fonctionnaire de l'INCORA jusqu'en 1988, il fut en même temps l'un des idéologues les plus connus de l'organisation indienne du Cauca et collaborateur actif de la direction politique du Quintín Lame. Il est deveu président de l'ASI dans sa première étape.

Pablo Tatay, sociologue formé en France, né à Budapest à la fin des années trente, est arrivé en Colombie étant encore enfant. En 1970, il est arrivé au Cauca où il fut professeur universitaire jusqu'en 1977. Tattay, probablement l'idéologue politique le plus qualifié du groupe, fut fondateur du Quintín Lame, membre de sa direction politique et l'un des principaux protagonistes du processus de négociation. Il a participé comme conseiller à l'assemblée constituante de 1991 et fut l'un de ceux qui ont le plus fortement encouragé la création de l'ASI, une organisation dont il deviendra président et, plus tard, inspecteur général.

Le rapide développement du CRIC et le bon accueil qu'a reçu son projet politique sont essentiels pour comprendre l'évolution des conflits dans la région durant les quatre dernières décennies. En fait, le degré d'organisation et d'efficacité atteint par cette

organisation a mis en marche deux processus opposés qui peuvent expliquer la gravité du conflit dans cette région : une croissante capacité de mobilisation et la multiplication de ses ennemis armés.

Quant au premier point, il faut signaler que, malgré ses différences avec d'autres organisations indiennes, le CRIC a réussi à animer la plus grande partie du mouvement indien du Cauca et à devenir un des plus grands mouvements sociaux du pays. Trente ans après sa création, il avait réussi à récupérer environ soixante-dix mille hectares qui représentent la presque totalité des anciennes terres de *resguardo*, à réactiver les *cabildos* comme centre organisateur des communautés et à récupérer des aspects vitaux de la culture indienne comme la langue et la médecine traditionnelle. En outre, sur le plan politique, l'action du CRIC a contribué à briser en grande partie le monopole exercé dans le Cauca par les partis traditionnels, ce qui a rendu possible pour les communautés indiennes de parvenir, à travers leurs représentants, jusqu'au scénario politique national.

Pour ce qui est du deuxième point, on peut affirmer que la croissance du mouvement indien du Cauca l'a conduit à affronter des acteurs armés successifs qui ont essayé de le détruire ou de le récupérer. D'une part, les forces économiques et politiques traditionnelles qui ont mis en place les bandes de *pájaros*, responsables de dizaines d'assassinats de dirigeants locaux, finalement neutralisées par le mouvement politique aidé de la force armée. D'autre part, la répression de l'Etat, dont le sommet se situe entre 1979 et 1981, qui a conduit à criminaliser l.es expressions légales du mouvement indien se basant sur ses liens supposés avec les organisations guérilléras. En outre, les groupes guérilléros qui ont opéré dans le Cauca, surtout les FARC. Attirés par le potentiel politique que représentait le mouvement indien, ils ont essayé, sans succès, de se l'approprier l'incorporant à leur structure. Finalement, des groupes paramilitaires constitués ces dernières années par des narcotrafiquants qui, s'étant emparés de vastes propriétés de la partie plate du nord, se sont opposés à la présence des organisations indiennes dans leurs zones d'influence.

Ce fut justement le résultat de cette relation contradictoire entre augmentation de capital politique et augmentation du nombre des ennemis armés qui a conduit à la création de groupes d'autodéfense dont naîtra, quelques années plus tard, le Mouvement Armé Quintín Lame.

Chapitre 4

De l'auto-défense à la mobilisation armée

Comme le montre cas péruvien, l'auto-défense est une tradition dans les communautés rurales des Andes dont le but est d'assurer un niveau minimum de contrôle social et de dissuader ou de punir les éventuels transgresseurs des normes et, spécialement, ceux qui portent atteinte à la sécurité et à la propriété, dans un monde où les biens de base comme le bétail et les animaux domestiques sont absolument vitaux[318].

Cette modalité peut prendre la forme de protestation rurale contre les abus des grands propriétaires terriens ou des autorités et, parfois, contre des acteurs armés organisés dont les actions représentent une menace pour la survie de la communauté. En tout cas, il s'agit d'une violence limitée qui fait de la sanction un mécanisme de dissuasion pour mettre un frein à ceux qui prétendent agresser les communautés ou leurs membres. Les exécutants de ces sanctions ne coupent jamais leurs liens avec leur communauté. Qui plus est, la conservation de ces réseaux sociaux est la principale garantie de ces actions d'auto-défense.

Dans la perspective de l'adaptation-en-résistance, l'auto-défense est une réaction aux excès d'un acteur dominant ou une réponse à des actions qui menacent la continuité des formes communautaires d'organisation et de contrôle social, comme par exemple les systèmes locaux d'autorité communautaire. Dans tous les cas, habituellement, l'auto-défense n'essaie pas d'aller au-delà du rétablissement de l'ordre antérieur, sauf dans des circonstances extrêmes dans lesquelles la menace est telle qu'elle risque de désarticuler le monde social. Dans ce cas-là, les groupes d'auto-défense peuvent songer à « s'institutionnaliser » ou à devenir permanents.

---

[318] José CORONEL, "Violencia Política y Respuestas campesinas en Huanta" et Orin STARN, "Senderos Inesperados: Las rondas campesinas de la sierra sur central", en Carlos Iván DEGREGORI (editor), Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1996

Ces considérations constituent le cadre dans lequel se sont développées les actions d'auto-défense dans la partie nord du Cauca. Il faut ajouter à cela la faible présence de l'appareil judiciaire dans cette région ou, parfois même, sa franche opposition aux demandes des communautés, la méfiance des habitants ruraux vis-à-vis des autorités, souvent compromises dans les dépouillements qui ont suivi la liquidation des *resguardos*, la présence de divers groupes insurgés et les abus commis par des agents armés au service des *haciendas*, responsables de nombreux crimes contre les leaders indiens. Tout cela a créé un climat qui facilitait la généralisation d'une perception donnant une couverture morale au développement de l'auto-défense, considérée comme un recours légitime des communautés pour leur propre protection.

4.1 L'auto-défense, un mécanisme de survie

Les actions d'auto-défenses se sont développées parallèlement à la consolidation du CRIC, à partir des années soixante-dix, et ce processus fut encouragé par deux circonstances: l'augmentation des agressions contre les leaders indiens par les bandes de *pájaros* au service des *hacendados* et la conviction de certains dirigeants indiens que les armes pouvaient être un instrument valable pour se protéger des attaques dont ils étaient victimes.

Dans les années soixante-dix, la possibilité de faire appel aux mécanismes d'auto-défense était pour les organisations indiennes du Cauca une alternative légitime face à l'harcèlement de leurs ennemis. S'il est vrai que les caractéristiques que présentera ensuite cette modalité de lutte, ainsi que son développement organisationnel, furent le résultat d'une décision politique prise de manière rationnelle, il n'y a aucun doute que sa mise en marche fut déterminée par l'explosion de la violence contre les communautés et leurs leaders qui, comme nous l'avons vu, fut un résultat inattendu de l'augmentation du capital politique du mouvement indien dans ce département.

Le degré de la violence exercée contre les Indiens du Cauca entre 1972 et 1979, durant la période qui précède la naissance du Quintín Lame, est mis en évidence dans

le rapport de la Division des Affaires Indiens du Ministère du Gouvernent à partir de l'année 1972"[319].

Cette source enregistre, entre 1972 et 1979, 155 dénonciations de faits attribués pour la plupart à de grands propriétaires ou à des agents de l'Etat. La grande majorité des dénonciations concernent des problèmes de terre (68 cas, c'est-à-dire 44%). On trouve ensuite 52 actions répressives ou des abus commis par des agents de l'Etat (34 %). Suivent 16 dénonciations d'institutions gouvernementales (10 %) et 14 assassinats (9%). Quant à la distribution régionale, 120 sur 154 dénonciations (81 %) correspondent à des faits survenus dans la partie est (Toribío, Caldono, Jambaló, Silvia, Totoró, Tierradentro et Coconuco) ; 20 dénonciations (12%) font référence à des faits qui se sont produits dans la zone centrale (Popayán, El Tambo et Morales) et 14 dénonciations (7%) correspondent à des faits survenus dans la partie nord (Santander de Quilichao, Caloto et Corinto). Pris individuellement, Jambaló, Toribío et Tierradentro, communes situées dans la partie est, présentent les indices les plus élevés de dénonciation : 25, 24 et 23 respectivement.

Dans cette atmosphère de violence qui se développe parallèlement aux efforts pour renforcer les formes d'organisation des communautés indiennes, l'auto-défense apparaît comme un mécanisme naturel de protection. Mais il y a un fait précis qui donne une caractéristique particulière aux manifestations de l'auto-défense : celles-ci ont rencontré très tôt des militants de la gauche radicale, provenant des différents groupes insurgés qui cherchaient à s'installer dans le département du Cauca. Cette rencontre a éveillé l'espoir d'une possible et rapide transformation des noyaux d'auto-défense qui venaient à peine de se constituer en commandos armés stables, sans profil idéologique bien défini mais ayant une structure semblable à celle adoptée par les groupes insurgés.

---

[319] Voir Nestor José Otálora, "El Territorio indígena y la violencia de le departamento del Cauca", thèse, Departamento de Antropología, Universidad Nacional, Bogotá, 1981. Pour décrire les modalités de la violence durant cette période, nous utilisons la classification proposée par cet auteur. Ces chiffres doivent être pris avec précaution étant donné qu'il s'agit de « dénonciations » et non pas de afit prouvés.

Le premier noyau de jeunes Indiens organisé en vue de l'auto-défense se forme en 1973, à partir de groupes d'étude orientés par le PC-ML[320], à Popayán. D'abord consacrés à la lecture et à la diffusion des principes de base du marxisme, ils deviennent des organisations d'appui aux actions de récupération de terres, surtout dans la région centrale. Suite à l'assassinat de Gustavo Mejía, en 1974, les membres des groupes d'étude envisagent de se procurer une instruction militaire de base, sans pour autant songer clairement à se constituer en groupe armé.

> La mort de Gustavo a été une bombe – se rappelle Edgar Londoño – mais on avait déjà parlé clairement avec Gustavo des auto-défenses. En outre, il avait tous les contacts dans la zone nord et il n'y avait aucune différence entre sa pensée et la notre. Gustavo meurt et, bien sûr, cela a été très dur pour nous. Nous avons répondu à sa mort avec plus de prises de terre et plus de manifestations. Nous avons dit : nous allons entamer plus d'actions et, s'il le faut, des actions armées pour défendre les gens. L'endroit fourmillait d'ex guérilléros libéraux mais assassins. Cela fut pour nous un avertissement, un avertissement dur, mais le processus était déjà en marche[321].

Les premiers cours d'instruction militaire ont eu lieu en 1974 aussi avec le soutien du PC-ML. Ils ont permis d'entraîner un petit groupe de jeunes Indiens au maniement des armes mais on n'a pas immédiatement réussi à consolider un groupe stable d'auto-défense car ceux qui participaient à l'instruction ne trouvaient pas d'autre alternative que d'intégrer les groupes de l'EPL qui travaillaient dans le Cauca : "A l'époque, on n'avait pas une idée claire du mouvement guérilléro... on le présentait comme un truc si inatteignable que, même si on étudiait beaucoup, le costume était trop grand pour nous, il était trop difficile de devenir guérilléro. Peu à peu, nous sommes devenus un groupe qui connaissait la lutte armée mais sans faire partie du mouvement guérilléro "[322].

---

[320] Le Parti Communiste-Marxiste Léniniste PC-ML) est né en 1965 comme résultat de la scission du Parti Communiste Colombien en deux tendances : la tendance prosoviétique et la tendance prochinoise. Deux ans après, fait son apparition son bras armé : L'Armée Populaire de Libération (EPL). Justement, une des cinq zones choisies par ce groupe pour son implantation fut la commune de Corinto, au nord du Cauca, frontalière aux départements du Valle et du Tolima

[321] Edgar Londoño, entretien, Ibagué, janvier 1996.

[322] "Mauricio", entretien réalisé en octobre 1992, à Popayán. Mauricio fut un des membres des premiers commandos d'auto-défense. Plus tard, il fut membre de l'Etat Major du MAQL.

Les liens de ce premier groupe d'auto-défense avec le PC-ML se sont brisés en 1975, lorsque le groupe décide de ne pas seconder l'EPL dans sa confrontation avec l'Etat parce qu'il lui semblait que les conditions politiques n'étaient pas réunies pour entreprendre une telle action et parce que les résultats que l'on pouvait escompter ne correspondaient pas aux urgences locales qui constituaient la principale préoccupation des membres du groupe d'auto-défense. La même année, les actions des *pájaros* s'intensifient, surtout au nord du Cauca, en même temps que le gouvernement essaie d'organiser le Conseil Régional des Agriculteurs du Cauca (CRAC), un fait qui coïncide avec la visite du ministre du Gouvernement, Cornelio Reyes, à la région de Tierradentro. Au cours de cette visite, il a offert son soutien aux forces politiques traditionnelles afin de contrecarrer l'action du CRIC.

Face à l'intensification de l'action des *pájaros*, les autodéfenses liées aux *resguardos*, spécialement à l'est du département, se sont multipliées à partir de 1976. Dans ces actions de défense, il faut souligner le travail de Luis Angel Monroy et de quelques leaders indiens, comme Benjamín Dindicué. Précairement armés, avec des pistolets, des fusils de chasse rustiques et des machettes, ils patrouillent, essayaient de contrôler leurs zones et stimulaient chez les jeunes une attitude belligérante et plus engagée avec la défense menée par les dirigeants indiens[323].

La présence du M-19 a permis de réactiver les écoles de formation pour préparer les cadres des groupes d'auto-défense. La première de ces écoles a commencé à fonctionner au début de l'année 1977, dans le *resguardo* d'Huila. Y ont assisté Jaime Bateman et Ivan Marino Ospina. Les contacts avec le M-19 se sont renforcés à cause du désir de ce groupe d'avoir un espace de refuge sûr dans la région de Tierradentro. Grâce à ces contacts, on a pu organiser deux autres écoles, encore une autre en septembre de 1977 et une autre en janvier 1978, cette fois-ci à Tierradentro[324].

---

[323] Témoignage d'Isidro Dagua, in "Surgimiento del Quintín Lame", Colectivo de Historia del Quintín Lame, S. F., p. 5.

[324] L'information sur ces écoles d'entraînement fait partie de la documentation compilée par la justice pénale suite au procès au sujet du vol d'armes dans le Canton Nord.

En juin 1978, une nouvelle école a commencé à fonctionner à Paletará, dirigée par Iván Marino Ospina. A ce moment-là, il fut décidé de constituer un noyau armé mobile qui agirait dans la région de Tierradentro, formé par Luis Angel Monroy, Benjamín Dindicué, Isidro Pilcue, Maximiliano Izco, Andrés Tumbo et "Mauricio". Ce groupe, qui a opéré durant quelques mois, constitue la première expérience de lutte armée destinée à durer. Il agissait indépendamment des autorités des *cabildos.* Doté de quelques armements prêtés par le M-19, ce petit groupe a réalisé des actions de contrôle des délinquants de droit commun, il a fait des avertissements aux colons et mené quelques opérations punitives contre les *pájaros* du nord, comme l'assassinat, en novembre 1978, à San Andrés de Pisimbalá [325], de Luis Ernesto Solano Santos, alias le "Llanero", qui avait semé la terreur dans la région d'Inzá, concrètement dans le *resguardo* de Santa Rosa où il avait expulsé plusieurs familles de locataires. On le rendait responsable de l'assassinat de plusieurs Indiens. Malgré tout, ce groupe, à cause de sa situation ambigüe de groupe d'auto-défense et de commando armé, ne réussissait pas à définir son profil : "... nous étions presque comme des policiers de la zone – se rappelle un de ses membres -, il nous semblait que nous perdions notre temps en nettoyant les armes et en marchant (...) en plus, il n'y avait pas dans le Cauca de mouvement guérilléro suffisamment crédible ; alors, les gens des communautés par lesquelles nous passions nous dénonçaient"[326]. C'est à ce moment-là que le groupe a pris la décision de se dissoudre temporairement et d'enterrer les armes. Chacun reviendrai à sa communauté[327].

4..2 Avec les prisonniers politiques à la Picota

Du 9 au 19 janvier 1979, eut lieu, avec la coordination du M-19, un nouvel

---

Pratiquement tous les membres de ces groupes d'auto-défense furent accusés. "Expediente por los hechos ocurridos en jurisdicción de la Tercera Brigada", carpeta No. 136, Archivo Eduardo Umaña Mendoza.

[325] Juzgado 20 de instrucción Criminal, Popayán. Tomado de expediente por hechos ocurridos en la jurisdicción de la Tercera Brigada, archivo Eduardo Umaña Mendoza, carpeta No. 136.

[326] Entretien avec "Mauricio", réalisé en octobre 1992, Popayán

[327] L'armement : Quatre carabines M-1 et deux révolvers sont restés dans les mains d'Andrés Tumbo et de Maximiliano Izco. "Expediente por los hechos ocurridos en la jurisdicción de la Tercera Brigada", p. 297.

entraînement, cette fois-ci à Paletará. Iván Marino Ospina et Luis Angel Monroy étaient chargés de la direction. Y ont participé quelques vingt personnes, parmi lesquelles on peut citer : Antonio Navarro, Ruth Amparo Erazo, Edgar Avirama, Marcos Avirama, Pablo Tattay et Graciela Bolaños. A cette occasion, on a utilisé, en plus des carabines, des fusils et des grenades qui faisaient partie de l'armement pris à l'armée par le M-19 lors de l'assaut au dépôt d'armes du canton nord[328] et envoyé de Cali par Iván Marino Ospina[329].

Des armes et des guérilléros ont commencé à être acheminés vers l'est du Cauca. Le moment semblait propice aux activistes du mouvement indien intéressés à la consolidation d'un groupe armé capable de défendre leurs intérêts. Pour le M-19, c'était l'occasion d'affirmer sa présence dans le Cauca et d'y établir un refuge sûr contre les attaques des autorités. Antonio Navarro fut chargé de constituer la Colonne Mobile Rurale du Cauca. Mais, après les armes du Canton Nord et après le M-19, c'est l'armée qui est arrivée. Pour le mouvement indien, le coût de l'espace qu'il avait offert au M-19 dans Tierradentro fut énorme : deux mois ont été suffisants pour décimer l'organisation communautaire agissant de manière légale et l'organisation clandestine d'auto-défense.

En effet, le département du Cauca fut militarisé et des détentions massives de dirigeants indiens furent réalisées. Marcos Avirama, président du CRIC, et Edgar Avirama, secrétaire, furent arrêtés, de même que Taurino Ñuscué, Miguel Ñuscué, Guillermo Amórtegui, Fernando Escué, Mario Escué, Graciela Bolaños et Luis Angel Monroy[330]. Les armes récupérées lors des perquisitions et les confessions obtenues sous la torture ont permis à l'armée d'accuser de rébellion Marcos et Edgar Avirama, Guillermo Amórtegui et Luis Angel Monroy qui furent condamnés par le Conseil Verbal de Guerre

[328] Le 31 décembre 1978, un commando du M-19 a donné l'assaut à un dépôt d'armes de l'armée, dans les installations militaires connues sous le nom de "Cantón Norte". Dans cet opératif, qui fut mené à bien en creusant un tunnel sophistiqué, les guérilléros se sont emparé d'environ 5.000 armes. Ce fait a provoqué une vague de répressions sans précédent.
[329] "Expediente por los hechos ocurridos en la jurisdicción de la Tercera Brigada". Les armes utilisées à cette occasion furent quatre carabines, un fusil, cinq révolvers et cinq pistolets.
[330] "El CRIC: blanco de la represión", Alternativa, No. 233, octubre 1979. Les dirigeants "survivants" du CRIC ont dû se cacher dans la clandestinité durant toute l'année 79. Cette situation a consommé les divisions qui, jusque là, étaient latentes.

tenu en 1980 dans la prison de la Picota à Bogotá. En outre, les actions des *pájaros* contre les dirigeants indiens ont repris de plus belle. Benjamín Dindicué fut assassiné au mois de février. En même temps, la police a arrêté de nombreux activistes, pour la plupart liés au CRIC. A la fin de l'année 1979, trente-quatre d'entre eux se trouvaient dans les prisons de Popayán, Cali et Santander de Quilichao.

Pablo Tattay, un des rares dirigeants ayant pu échapper à l'arrestation, s'est réfugié avec quelques dirigeants du M-19 dans la région de Tierradentro. Edgar Londoño, qui ne fut pas lié aux faits, a eu la responsabilité de seconder la direction du CRIC et, en même temps, de s'occuper des détenus et de leur famille : "nous avions nos gens en prison, à Bogotá, à Cali, alors, moi, je devais être à Bogotá pour visiter les prisonniers ou à Cali ou à la montagne avec d'autres. Je devais bouger pour prendre des décisions, mais une décision prenait huit jours"[331].

Avant que le Conseil Verbal de Guerre de la Picota soit terminé, Monroy, Amórtegui et les frères Avirama ont été mis en liberté parce qu'ils avaient purgé les deux tiers de la peine correspondante au délit de rébellion. En mars 1981, ils sortent de la Picota et reviennent au Cauca.

Paradoxalement, ce fut pendant qu'ils étaient en prison avec de nombreux activistes populaires et des membres de groupes armés, qu'a mûri l'idée de former un groupe stable pour dépasser les limites du noyau d'auto-défense précédent : "Ce séjour en prison – se rappelle Mauricio – nous a servi d'école de formation ; en sortant de la Picota, nous avions l'idée de mettre sur pied un vrai mouvement (armé) des communautés indiennes, avec une conception non indigéniste "[332].

Du point de vue des futurs combattants, leur rapprochement des groupes guérilléros leur a donné l'occasion d'élargir leur rayon d'action mais ces alliances faisaient courir un grave risque à l'organisation communautaire qui sera l'objet de

[331] Edgar Londoño, entretien janvier 1996, Ibagué.
[332] "Mauricio", entretien octobre 1992, Popayán.

nouvelles attaques les années suivantes. Même si leur intention d'élargir leur influence politique par l'emploi des armes est évidente - bien compréhensible dans le contexte de l'époque -, il n'est pas clair qu'ils étaient conscients du risque qu'ils faisaient courir aux communautés.

4.3 Nouvelles tentatives d'organisation et nouveaux conflits

Des courants de paix soufflaient au milieu de la répression. En 1982, Belisario Betancur assume la présidence et, avec lui, une période de recherche intensive de paix commence. Cet effort sera finalement inutile malgré les avancées obtenues au début de son gouvernement. Durant cette période, le département du Cauca sera en même temps un des principaux scénarios de la paix et de la guerre.

A leur retour au Cauca, en 1981, Luis Angel Monroy et d'autres membres de l'ancien commando d'auto-défense se sont donné la tâche de créer un commando armé. Mais la situation qu'ils ont trouvée n'était pas la plus favorable. Ils ont dû faire face à la répression des organismes de sûreté et aussi à la crise du CRIC, confronté au défi que représentait la naissance de l'AISO (Autorités Indiennes du Sud-ouest),[333] un défi qui acquit une signification particulière à cause du conflit suscité par le contrôle du *cabildo* de Jambaló. Finalement, ils ont dû affronter aussi la présence du VIème front des FARC. Cette organisation, qui s'était fixée, dès le début, dans les montagnes du nord-est du Cauca, a essayé de profiter de l'emprisonnement des principaux dirigeants des organisation indiennes et du repli du M-19 pour s'emparer de l'espace politique qu'elle croyait abandonné.

L'affrontement entre les communautés et les FARC fut particulièrement violent dans les communes de Santander, Corinto, Jambaló et Toribío. Entre 1980 et 1984, les FARC ont essayé de consolider leur domination territoriale sur le Cauca et

[333] L'AISO est née de la mobilisation du peuple *guambiano* pour s'opposer au statut que prétendait lui imposer le gouvernement du président Turbay en 1979. Une marche de gouverneurs, en novembre de 1979, fut suivie, quelques mois plus tard, par le Première Assemblée du peuple *guambiano*, en juin 1980. Cette Assemblée a proclamé le "Derecho Mayor" comme fondement de sa lutte pour le territoire et comme un droit ancestral n'ayant besoin d'aucune reconnaissance légale.

d'exercer un pouvoir politique exclusif, ignorant les autorités indiennes, faisant pression sur les communautés en leur faisant payer des "impôts" et en imposant un contrôle militaire strict aux organisations civiles. Ils ont instauré la pratique généralisée de l'exécution de ceux qu'ils considéraient comme "déserteurs"[334]. Ils rançonnaient les *haciendas*, en échange de la "protection" des propriétaires ruraux contre la récupération de terres commencée par les communautés indiennes. Le blocage de la mobilisation sociale a abouti à une politique répressive qui a conduit les FARC à traiter ceux qui avaient récupéré des terres comme des délinquants de droit commun. Plus de cent morts c'est le coût qu'a représenté, pour les communautés indiennes, cet affrontement, sans compter des faits dramatiques comme le massacre de Los Tigres, en février 1981. Le VIème front des FARC a assassiné sept Indiens, accusés de voleurs et de déserteurs, parmi lesquels se trouvait le dirigeant local José María Ulcué, ancien membre du PC, rendu responsable de la perte d'influence du parti dans la région.

Ce n'est qu'en octobre 1982 que cette situation est devenue publique, au moment où les FARC ont assassiné Ramón Julicue, dirigeant indien du *resguardo* San Francisco, ainsi qu'un de ses enfants, au cours d'une action qui visait le gouverneur du *cabildo* et fiscal du Comité Exécutif du CRIC, Manuel Antonio Julicue. La gravité de la situation était telle que, pour la première fois, le CRIC a dénoncé publiquement les FARC –un fait sans précédent – comme responsables de la violence à laquelle étaient soumis les dirigeants indiens du Cauca :

> Le Conseil Général Indien du CRIC
> INFORMATION : Le Sixième Front des Forces Armées de Colombie - FARC- sous les ordres du commandant Richard, dans son organe informatif "Revolución", n° 21, du mois d'août 1982, se reconnaît responsable du massacre de 7 compagnons indiens, à "Los Tigres", *resguardo* de la Aurora, qui a eu lieu le 3 février 1981, dans lequel est tombé notre dirigeant des communautés indiennes du nord du Cauca, José María Ulcué.
> MENACES : Ce Front guérilléro et quelques cadres du Parti Communiste de la région du Cauca menacent depuis longtemps et calomnient publiquement des compagnons dirigeants de notre organisation, ainsi que des *Comuneros* du "quartier" de San Francisco, Toribío, Potrerito, El Congo, Natalá, El Cedro, Corinto, Canoas, La Aguada et l'Aurora. Ils présentent nos compagnons indiens comme des brigands et des aventuriers se consacrant à l'invasion de terres.

[334] Pablo Tatay, entretien, novembre 1991, Bogotá.

LES FAITS : Ces menaces sont devenues des faits lors des attentats contre la famille de notre compagnon Manuel Antonio Julicue, fiscal du comité exécutif de notre organisation. Dans le dernier attentat, le 8 octobre, fut assassiné son père, Ramón Julicue, et son frère Benito, âgé de 15 ans. Le compagnon Ramón a occupé le poste de gouverneur du *cabildo* de San Francisco et celui de président de l'entreprise communautaire. Sa mère, Rosa, et sa sœur Esneda, âgée de 12 ans, furent également blessées.

Cinq jours auparavant, furent blessés nos compagnons Miguel et Ramiro Julicue. Ce dernier, âgé de 17 ans, restera handicapé à vie.

NOUS DENONCONS : Le Conseil Régional Indien du Cauca -CRIC- dénonce publiquement le VIème front guérilléro des FARC et les cadres du Parti Communiste du nord du Cauca pour ces assassinats commis au nom des luttes populaires et révolutionnaires que ces individus disent défendre.

SOLIDARITE : Nous réclamons la solidarité de toutes les personnes et de toutes les organisations qui défendent la vie et les droits de l'homme pour qu'elles se prononcent auprès du Secrétariat Général du Parti Communiste Colombien. Nous réclamons la solidarité des représentants des droits de l'homme et de la Commission pour la Paix, pour qu'ils répudient ces actions de violence qui portent atteinte à l'intégrité des communautés indiennes du Cauca.

Popayán octubre 9 de 1982 [335].

Ce n'était pas la première attaque des FARC contre les dirigeants indiens du Cauca mais sa dimension et les conditions précises du moment ont conduit l'organisation communautaire à les dénoncer ouvertement. Comme on pourra le constater plus tard, et même si cela semble paradoxal, les moments où les FARC ont accepté le dialogue politique avec l'Etat se sont toujours accompagnés d'une plus grande pression pour s'assurer le contrôle des communautés. Dans la perspective d'« adaptation-en-résistance » que nous avons proposée, la population indienne du nord du Cauca a sans doute vu des signes qui l'ont poussée à penser que le moment était arrivé de se manifester contre la domination des groupes armés.

En effet, l'agression déchaînée par les FARC contre les dirigeants indiens de la partie nord du Cauca a suscité une ferme réaction de la part des noyaux indiens d'auto-défense qui s'organisaient à ce moment-là. Cela a provoqué une série d'actions de vengeance qui ont coûté la vie à plusieurs dirigeants indiens et paysans. Cette situation d'extrême tension fut temporairement surmontée après la signature d'un accord de paix

[335] Declaración del Consejo Regional Indígena del Cauca CRIC, in Unidad Indígena, No. 59, Octubre de 1982.

entre les dirigeants régionaux du Parti Communiste et le comité exécutif du CRIC. Dans cet accord, ces organisations : "...déplorent profondément les obscurs faits de violence qui ont eu lieu durant l'année en cours, dans lesquels ont perdu leur vie plusieurs Indiens de la commune de Toribío. Ce sont des faits graves qui peuvent déclencher de plus grands drames et d'autres morts ". Ils ajoutent : "Les représentants du Parti Communiste Colombien et ceux du Conseil Régional Indien du Cauca plaidons pour que, dans les régions indiennes et paysannes du nord de ce département, renaisse l'esprit de paix et de solidarité entre les travailleurs et pour que renaisse le respect du droit de tout citoyen à professer la religion qu'il souhaite et à adhérer aux idées politiques de son choix"[336]. Bien que ces accords aient entraîné une diminution du nombre d'affrontements, ceux-ci n'ont pas disparu pour autant et ont continué à se produire périodiquement, ce qui rendra nécessaire de futures prises de position, comme la déclaration de Vitoncó en 1985 (voir Annexes).

Ce n'est pas par hasard si, dans le contexte de ces affrontements avec les FARC, se sont réorganisées les auto-défenses indiennes qui formeront, dans un avenir proche, le Mouvement Quintín Lame. Ce n'est pas par hasard non plus si un des dirigeants indiens poursuivis à ce moment-là par les FARC, Manuel Antonio Julicue, a reçu l'appui de ces groupes d'auto-défense et si, quelques années plus tard, il est devenu le premier leader indien à être désigné commandant militaire du Mouvement Armé Quintín Lame, connu dans ses rangs sous le pseudonyme de "Romir". Le passage de Julicue du Parti Communiste à la direction de CRIC et, plus tard, au Quintín Lame, et les conflits qui se sont produits à son sujet montrent la complexité des affrontements entre les FARC et les organisations indiennes locales, ainsi que le degré de belligérance et d'intolérance qu'ils ont atteint.

Romir est né dans la juridiction de San Francisco, à Toribío, où son père était le gouverneur du *cabildo.* Après avoir terminé ses études de primaire, il s'est senti attiré par les FARC, une option qu'il a finalement rejetée en suivant le conseil du dirigeant Avelino Ul. Il a décidé de profiter d'une bourse de l'INCORA pour faire ses études

[336] "Los comunistas y el Cric firman acuerdo de Paz", El Liberal, Noviembre 23 de 1982.

secondaires au *Colegio Agropecuario* de Tunía où il s'est préparé pour le travail communautaire et pour dresser des plans de développement. A la demande du Parti Communiste, il a décidé de présenter sa candidature au gouvernement du *cabildo* de San Francisco, un poste qu'il occupera à partir de 1980. Alors commence pour lui une étape d'approche des problèmes de sa communauté et de diffusion de la législation indienne. Mais, peu à peu, il a perdu le soutien du Parti Communiste, au fur et à mesure qu'il devenait plus proche du CRIC, d'abord comme responsable de l'organisation du VIème Congrès (Toribío, mai 1981) et, ensuite, lorsqu'il a été élu fiscal du comité exécutif de cette organisation.

> J'ai arrêté de faire ce travail que je faisais au PC, qui était de porter le message de l'idéologie du PC et l'idéologie du parti et de dire vers où il allait et de parler de tous ces trucs externes. Alors, j'ai commencé à vivre une série d'incohérences avec eux jusqu'à ce que l'on fasse des commentaires disant que je m'étais éloigné de l'organisation, que j'avais trahi le Parti, que je conseillais aux gens de ne pas assister aux réunions qu'ils avaient programmées, alors que, pratiquement, les gens n'assistaient plus aux réunions et qu'il s'éloignaient parce que on ne les traitait pas avec respect et de manière démocratique, il n'y avait pas d'autocritique. C'était un traitement autoritaire et machiste et, parfois, c'était choquant. Nous, nous avons adopté une autre dynamique et, logiquement, nous avons rencontré beaucoup d'opposition.
>
> On en arrivait au point que même si nous devions insister beaucoup pour dire que l'autocritique est essentielle dans l'organisation interne de la communauté et, certains compagnons à qui nous inspirions confiance critiquaient les dirigeants et, alors, les compagnons sortaient une machette et vlan! Ils frappaient avec la partie plate. Alors, ce genre de trucs a fait que les gens s'éloignent des réunions pour éviter des problèmes; nous avons imprimé une autre dynamique à cette histoire et nous avons commencé à contacter pas mal de monde et à constater que les gens participaient aux réunions[337].

A partir du VIème Congrès, ils se sont rapprochés de plus en plus du CRIC et les accusations du Parti Communiste n'ont cessé d'augmenter : "... alors, les choses ont empiré ; définitivement, j'avais trahi le Parti et je m'étais tourné vers le CRIC". Masi, pour Julicué, il n'a pas été facile de surmonter la méfiance qu'il inspirait à certains dirigeants du CRIC à cause de son ancienne affiliation au Parti Communiste, une méfiance qui s'est maintenue quelques années : «… après, avec le temps, on a commencé à comprendre que j'étais dans une autre position ».

[337] Romir, entretien, mai 1993, Popayán.

Son témoignage permet de comprendre que les cadres du Parti Communiste agissaient en faveur des intérêts des FARC dans un effort pour pénétrer et contrôler les organes locaux de décision. En mettant en danger l'échafaudage des autorités communautaires à l'intérieur des *cabildos*, les insurgés visaient directement le cœur du système de pouvoir propre que les communautés essayaient à ce moment-là de mettre sur pied. Le fragile équilibre entre les insurgés et les communautés s'est ainsi brisé. L' "économie morale", dans sa version politique empruntée à James Scott, a été sérieusement menacée et, avec elle, la survie de l'organisation communautaire indienne.

En effet, les groupes d'auto-défense, soutenus par le Parti Communiste, se sont multipliés. S'il est vrai qu'au début ils se sont présentés comme un mécanisme de protection pour les communautés, en réalité, ils ont fini par devenir des appareils de défense des dirigeants du Parti. La situation est devenue encore plus tendue : "...Je voyais dans mon propre village qu'il y avait beaucoup d'assassinats – se rappele Romir - et, bien sûr, les compagnons sont tombés dans une sorte de paranoïa et ont commencé à voir tout le monde en ennemi...". Face à cette situation, malgré la crainte d'intensifier le conflit, les dirigeants du *cabildo* de San Francisco décident de vérifier ce qui arrive et d'effectuer de nombreuses réunions avec des membres des communautés et de l'auto-défense. Comme, de toute évidence, les responsables de ces agressions étaient les dirigeants locaux du Parti Communiste, les groupes d'auto-défense organisés par ce Parti et les FARC, une réunion fut organisée avec des membres du VIème Front des FARC pour essayer de surmonter ces problèmes mais la réunion n'a pas eu lieu et des agressions directes ont commencé à frapper la famille Julicue.

> Ils ont commencé à agresser notre famille ; des cousins ont été agressés dans le village. Les choses ont continué ainsi jusqu'à ce que, à la fin, avec la collaboration des FARC, ils sont tombés sur notre maison. Ils ont tué mon papa, un de mes frères, âgé de quatorze ans, ils ont laissé ma maman handicapée d'un pied, et un autre frère, ils lui ont mis un tir. Les autres se sont envolés et moi, je n'étais pas là. Ils étaient venus pour moi et mon papa.[338].

Vu la situation, aussi bien les dirigeants du CRIC que les groupes d'auto-

[338] Ibidem.

défense indienne qui commençaient à se réactiver ont estimé nécessaire d'affronter les FARC en les dénonçant publiquement le 9 octobre 1982, un acte qui a eu un grand retentissement dans la presse nationale et internationale.

> Il était très triste qu'une organisation populaire dénonce une organisation de type militaire de gauche (...) mais il fallait le faire. Que pouvions-nous faire d'autre ? Nous essayions depuis longtemps de trouver une issue politique à ce problème. Nous avons appelé les dirigeants du Parti Communiste de la région du Valle, nous avons appelé l'Exécutif de Bogotá ; ils se sont moqués de nous, ils nous ont fait attendre longtemps et, pendant ce temps, les compagnons mourraient et mourraient. Donc, disons qu'il n'y avait plus l'envie de chercher une issus à ce problème. Finalement, nous les avons dénoncés et cela a fait beaucoup de bruit... Alors, là, ils nous ont cherchés pour que nous retirions la dénonciation, pour nous proposer de dialoguer avec les responsables, parce que, logiquement, en tant qu'organisation armée, nous devions répondre. Il fallait répondre[339].

A partir de ce moment-là, Romir se rapproche encore davantage à des groupes qui organisaient l'auto-défense des Indiens et commence à participer à des réunions dont l'objectif est de renforcer le commando mobile qui était en train de se mettre sur pied :

> Nous avons fait plusieurs réunions et avons étudié la possibilité de créer un mécanisme de défense pour les communautés indiennes, un mécanisme d'appui aux luttes de ces communautés ... nous voulions que cela se développe un peu et que cela forme une sorte de groupe mobil et qu'il sorte à la lumière publique avec ses revendications, avec un programme, mais, à l'époque, nous pensions que c'était un grand risque pour les communautés indiennes, ce n'était pas très clair pour nous, nous pensions toujours aux engagements que nous allions prendre, et aux conséquences qui s'en suivraient pour nos communautés. [340].

Il est ici évident que la cohabitation des acteurs sociaux et des groupes armés devenait impossible dans la mesure où les premiers prétendaient subordonner les communautés et en faire leur base sociale. L a guérilla prétendait que la violence agisse comme mécanisme d'alignement politique, sans aucun « bénéfice » pour la population locale. Et, ce qui était pire, elle voulait empêcher que la communauté prenne de plus en plus de pouvoir. La gravité de cette menace a probablement encouragé ceux qui avaient

[339] Ibidem.
[340] Amparo Espinoza, "Romir, historias de vida", enregistrement inédit.

participé aux groupes d'auto-défense indienne à former un groupe armé stable qui leur permette d'élargir leur rayon d'action et acquérir une plus grande capacité de réponse, même s'ils n'étaient peut-être pas conscients des risques qu'ils courraient.

Dans ces circonstances, en 1982, l'ancien groupe d'auto-défense, sous la direction de Luis Ángel Monroy, se réorganise comme groupe mobil stable, indépendant des autres groupes guérilléros qui agissent dans la région. Ce noyau, formé de trente ou quarante hommes, commence à se rendre présent dans les communautés indiennes et à constituer une organisation qui, plus tard, définira un programme politique centré surtout sur l'appui à la récupération de terres, l'agrandissement des *resguardos*, la défense des autorités indiennes et le droit à s'organiser de manière autonome. .Le groupe qui donnera naissance au Commando Quintín Lame se présentait justement comme un défenseur des communautés indiennes face à leurs ennemis traditionnels, les grands propriétaires et les *pájaros*, mais aussi comme une réponse à la présence d'autres groupes guérilléros, surtout les FARC, auxquels il demandait respect et indépendance.

Les relations entre le Quintín Lame et les autres groupes guérilléros de type traditionnel furent toujours ambivalentes et marquées par la nécessité de chercher un soutien en argent et en matériel de guerre et aussi par le rejet de la part des communautés indiennes de l'attitude de ces groupes à leur égard. S'il est vrai que, à certains moments, ce groupe a maintenu des relations avec tous les commandos armés de la région, celles-ci faisaient plutôt partie d'une stratégie politique pour assurer sa survie et offrir aux jeunes Indiens une alternative autre que celle que leur proposaient les groupes armés traditionnels. A travers ce processus de rapprochement et de rejet s'est précisé ce que nous avons identifié comme un effort pour exercer le « monopôle de la force » que l'on prétendait exercer au nom des communautés indiennes. Il faut bien distinguer ce que nous avons appelé la "propre guerre", celle que l'on menait pour défendre les intérêts des communautés, de la « guerre des autres », faite au nom des intérêts des groupes armés, presque toujours dans une perspective nationale et, dans tous les cas, étrangère à la réalité locale.

Les années qui ont suivi, et jusqu'en 1984, se sont caractérisées par la mobilité permanente du groupe et par la réalisation d'actions visant à contrôler l'activité des *pájaros*, qui furent pratiquement bannis de la région et à contrôler la région afin d'éviter les excès des groupes guérilléros qui la sillonnaient. Durant cette époque, les affrontements avec l'armée, qui n'était pas considérée comme son pire ennemi, furent inexistants, ce qui s'explique en partie par la faible présence de celle-ci dans les régions rurales du nord du département.

C'est aussi durant ces années que les membres de ce commando commencent à s'appeler les "*Quintines*". Gildardo, futur commandant du MAQL, se rappelle les faits : "En 1982, nous avons fait une concentration avec tous les groupes d'appui afin de choisir le nom du groupe. Il y eut des discussions, on parlait "Juan Tama", de la "Cacica Gaitana", mais, à la fin, nous avons trouvé que le nom de « Quintín » était plus approprié. A ce moment-là, Quintín était un inconnu pour les communautés, et même un grand nombre de dirigeants ne savaient pas qui était Quintín Lame ; parfois, il a fallu leur expliquer un peu ce qu'il avait fait et pour quel idéal il avait lutté "[341].

4.4 « López-adentro », terre indienne ou terre de personne

L'année 1984 fut définitive pour la constitution du groupe Quintín Lame en tant qu'organisation armée. D'une part, c'est durant cette année qu'il a commencé à revendiquer publiquement sa présence dans le nord et dans le centre du département du Cauca et qu'il a intensifié son appui aux récupérations de terres. D'autre part, la tension entre propriétaires et envahisseurs est devenue de plus en plus forte au fur et à mesure que des terres étaient récupérées, ce qui a entraîné l'intervention des organismes de sécurité. Cette tension s'est terminée par de violents affrontements. La situation était si tendue qu'il devenait impossible de remettre à plus tard les actions offensives et le passage de l'auto-défense au groupe armé.

A cause des nombreuses invasions de terres, le département du Cauca vivait

[341] Gildardo, entretien, octobre 1992, Popayán.

ce que le procureur agraire régional a qualifié de « guerre psychologique entre les Indiens et les *hacendados* ». Au début de l'année 1984, dix cas d'invasion ont eu lieu au centre du département ainsi que de nombreuses dénonciations anonymes de propriétaires que l'on sommait de quitter leurs propriétés et des rumeurs persistantes sur l'appui que les communautés indiennes recevaient de la part des groupes armés. Telle était la situation que le fonctionnaire cité a qualifiée d' " un problème qui, à un moment donné, peut devenir une grave menace pour l'ordre public du département"[342]. La situation a cependant continué à s'aggraver au point que, en septembre 84, la corporation des éleveurs a dénoncé qu'une surface d'environ 11.000 hectares, correspondante à quatre-vingt-dix propriétés, était envahie ou *picada* ou bien en processus d'occupation.

La gravité de la situation fut mise en évidence par les porte-paroles des éleveurs *caucanos* lors du conseil national de sécurité réuni à la fin septembre à Popayán, auquel ont assisté les ministres du Gouvernement, de la Justice et de la Défense. Les éleveurs ont rendu le gouvernement responsable des tensions provoquées par le non-respect des accords passés avec les communautés : "... le gouvernement doit apporter des solutions immédiates car la situation désespérée des Indiens, dont les droits ne sont pas respectés, et celle des petits, moyens et grands propriétaires dont les propriétés et la vie n'ont pas été respectées est sur le point d'aboutir à une guerre civile incontournable dans laquelle les uns et les autres rendront justice par eux-mêmes."[343]

Même si la tension sociale que l'on vivait à cause de la concentration de terres et du manque de parole vis-à-vis des communautés indiennes affectait pratiquement tout le département, la crise était particulièrement aigüe dans la partie nord, dans les communes de Caloto, Corinto et Santander de Quilichao, un territoire considéré par les Indiens du Cauca comme la frontière de la zone de récupération. Jusqu'au début des années quatre-vingt, les terres récupérées se situaient dans les parties montagneuses

[342] "Guerra psicológica entre indígenas y hacendados", El Liberal, Diciembre 27 de 1983, p.7.
[343] "Ganaderos plantean riesgos de la justicia por propia mano", El liberal, Septiembre 27 de 1984, p. 7.

du centre du département. Mais, jusque là, les invasions n'avaient pas affecté les riches plaines du la partie nord, limitrophes au département du Valle.

Alors que, dans le reste du département, la lutte pour le contrôle de la terre se résolvait, en général, lentement et inexorablement, en faveur des communautés indiennes, fortes d'une patience presque illimitée qui finissait par saper le pouvoir des propriétaires, dans la zone nord, la situation était très différente. Son contrôle, que se disputent encore aujourd'hui les propriétaires et les Indiens, a fini par devenir un symbole de la capacité de résistance des uns et des autres.[344] Au début de l'année 1984, le conflit entre Indiens et *hacendados* a finalement éclaté dans cette zone, les affrontant pour le contrôle d'une grande propriété rurale connue sous le nom de "Lopez-adentro", formée de sept *haciendas* qui, en tout, comprenaient 2.000 hectares, ayant appartenu à la famille Eder et achetées en 1969 par la famille Velez Montoya. Ces terres étaient situées au centre de la région agro-industrielle la plus riche du nord du Cauca et, juridiquement, elles faisaient parti des communes de Caloto et Corinto, frontalières des principales exploitations sucrières du pays[345].

A l'aube du 20 janvier 1984, un groupe de "pica-pica" provenant du *resguardo* de Corinto a entamé l'opération de récupération, accompagné de 150 familles du même *resguardo* et d'un nombre indéterminé de paysans descendants d'Africains habitant la région avec lesquels on avait passé un accord pour l'occupation de la propriété. La réaction des autorités fut immédiate et violente : Quatre jours après, un peloton de cent unités de la police sectorielle, appuyé par les troupes du bataillon Pichincha, a délogé les occupants laissant un solde tragique de 4 morts et 46 blessés[346]. En réponse, une marche fut organisée, arrivée à Popayán le 3 février, pour exiger l'intervention du gouvernement national et la libération de 42 détenus. La marche a été parsemée d'incidents qui ont fait plusieurs blessés, dont le commandant du premier district de la

[344] Le trafic de drogues dans la région, à la fin des années quatre-vingt, a changé la relation des forces et a porté l'affrontement à des limites insoupçonnées, comme le montre le massacre du Nilo, en 1992.
[345] "López-adentro: varias haciendas y varias versiones", El Liberal, noviembre 13 de 1984, pp. 8 y 9.
[346] "El trágico desalojo de finca en Caloto", El Liberal, enero 28 de 1984, pp. 8-9.

police du Cauca. Les autorités qui, de manière intentionnelle ou non, ont accusé les FARC d'agression, ignoraient la présence de membres d'auto-défense du Quintín Lame.

L'anthropologue Myriam Amparo Espinosa a décrit en détail la récupération de Lopez-adentro et les acteurs qui y ont participé[347]. Très proche des faits, elle réussit à démontrer que cette action, comme les autres processus de récupération, s'est déroulée non pas comme une action destinée à pourvoir de terres un groupe de familles déshéritées mais comme un processus de reconstruction d'une identité effacée durant un grand nombre d'années de marginalité et de violence qui a conduit les occupants à se récupérer eux-mêmes en tant que communauté.

Le travail d'Espinosa utilise comme fil conducteur le récit du leader páez Julio Troches. Celui-ci raconte que, après plusieurs années passées au département du Caldas, il était revenu au nord du Cauca au début des années cinquante en quête du *resguardo* de Corinto où il était né. Il retrouve la mémoire des vieux de la région qui se rappellent l'existence de *cabildos* dans cette zone jusqu'en 1915. Il récupère également un bâton de chef que lui donne le vieux Pacho Ipia avec l'engagement de le transformer en symbole de la reconstruction de la communauté et du rétablissement des autorités indiennes :

> … ce fut il y a quelques années (dit Ipia à Troches), par là, vers 1915, il y a eu des *cabildos*, mais, après, cela s'est terminé. Comme nous avons dû enterrer ces petits bâtons dans la terre, ils ont pourri. On en a d'autres par là, du côté de la claie (...) Et le petit vieux m'a donné le bâton qui est par là sur une photo. Et il m'a dit : voyez-vous, vous êtes le seul à qui je donne ce petit bâton parce que je vous fais confiance et je sais que vous allez faire revivre l'organisation[348].

La restauration de l'autorité indienne dans la région est donc devenue un objectif pour Troches et pour les familles des *terrajeros* du *resguardo* de Corinto. En 1981, ils avaient déjà occupé la partie haute de la zone de López-adentro, connue sous le nom de

[347] Myriam Amparo Espinosa "Surgimiento y andar territorial del Quintín Lame", mémoire de maîtrise en Histoire andine, Quito.
[348] Récit de Julio Troches, in Myriam Amparo Espinosa, Op. Cit.

Guabito. Troche se rappelle :

> Même si je ne lis qu'à moitié, je savais que la loi 89 de 1890 dit que les terres étaient à nous... les lois doivent être faites pour aider à réclamer les droits. Ce sont des terres que nos grands-parents nous ont laissées et, comme nous sommes leurs héritiers, nous devons les réclamer (...)
>
> Cela a commencé bien avant. J'ai commencé à faire des réunions, à préparer les gens parce que tout cela était un peu lourd. Parce que ces terres étaient labourables, ce n'était pas comme Guabito. Je me suis dit : non, ce serait très dur, et le riche défend beaucoup ces terres. Il faut bien préparer les gens. Un an après, nous sommes déjà entrés, en 84, quelque chose comme ça[349].

Au cours de l'année 84, des porte-paroles des communautés indiennes et des représentants des *hacendados* du Cauca ont réussi à se rapprocher, ce qui a permis de passer un accord entre FEDEGAN et le CRIC. En vertu de cet accord, FEDEGAN a reconnu le droit des Indiens à récupérer leurs terres et le CRIC le droit des propriétaires à obtenir la juste compensation des améliorations que ceux-ci avaient réalisées. Les deux entités se sont engagées conjointement à œuvrer pour réduire la violence dans le département[350]. Malgré ces avancées, ce fut impossible d'obtenir un engagement ferme des agences du gouvernement, spécialement de l'INCORA - une institution qui, dans les années quatre-vingt, était complètement affaiblie - dont l'intervention était indispensable pour mettre en marche les accords mentionnés. C'est pourquoi la situation a continué à évoluer par la voie des faits.

Le 18 avril de 1984, les récupérateurs de terres sont revenus à Lopez-adentro. Cette fois-ci, ils ont réussi à y rester près de dix mois et à occuper une surface d'environ trois-cents hectares qu'ils ont destinés aux cultures de maïs, manioc, haricots et bananes. Après des escarmouches constantes et de longs procès judiciaires, les propriétaires ont obtenu du tribunal civil du circuit de Caloto un ordre d'expulsion des envahisseurs devenu effectif le 9 novembre au petit matin. L'expulsion fut menée à bien

[349] Ibidem.
[350] "Acuerdo entre propietarios rurales e indígenas", El Liberal, abril 4 de 1984, p. 6.

par des effectifs de la police, aidés des forces de la troisième brigade de l'armée, siégeant à Cali. En outre, les autorités ont été appuyées par les propriétaires. Plusieurs tracteurs des *ingenios* sucriers furent utilisés pour arracher les cultures et démolir les maisons des envahisseurs. Le lendemain, le samedi 10 novembre à 9h.30, fut assassiné dans la ville voisine de Santander de Quilichao, le père Alvaro Ulcué Chocué, le seul prêtre páez de l'archidiocèse de Popayán, curé de Tacueyó et Toribío, connu pour ses sympathies à l'égard des récupérateurs du nord du Cauca. La guerre, "la propre guerre" devenait inévitable.

La famille du père Ulcué était originaire de Pueblo Nuevo, localité de Caldono. Il avait fait ses études dans les séminaires de Popayán et d'Ibagué et était devenu vicaire à Bolívar et Santander de Quilichao, avant d'être nommé curé titulaire de Toribío. Parallèlement à ses activités sacerdotales, il était un leader de l'éducation bilingue et promoteur de l'enseignement de la langue páez dans les communautés de Tierradentro. Deux ans auparavant, en 1982, une de ses sœurs était morte et son père avait été gravement blessé lors d'une opération policière destinée à déloger un groupe de familles qui occupaient l'*hacienda* El Guaico, dans la commune de Caldono.

Même s'il ne participait pas directement aux activités des organisations indiennes, son appui aux récupérations de terres et au renforcement des *cabildos* était largement connu, ce qui lui avait valu de nombreuses menaces de mort qu'il avait lui-même dénoncées auprès des autorités. Quelques jours avant son assassinat, il s'était réuni avec les dirigeants indiens à Pueblo Nuevo et les avait mis au courant d'une possible arnaque à laquelle allaient les soumettre les acheteurs grossistes de *fique.* Quelques jours après, le 28 novembre, plusieurs commerçants et propriétaires de la région ont envoyé un mémorandum à l'archevêque pour solliciter sa suspension[351].

Les recherches menées par des agents du procureur général et de la police judiciaire ont permis de recueillir de nombreux témoignages qui signalaient comme responsable du crime un sous-lieutenant et un agent rattachés au poste de police de

[351] Expediente No. 2414, Juzgado Primero Superior de Santander de Quilichao.

Toribío. Les suspects, identifiés par plusieurs témoins, ont donné des explications vagues aux questions des enquêteurs sur leurs activités à l'heure du crime et sur la motocyclette qu'ils possédaient dont les caractéristiques correspondaient à celle qui fut utilisée lors de l'attentat C'est pourquoi les enquêteurs ont demandé qu'ils soient impliqués dans ce procès pour les recherches qui s'imposaient. Cependant, les démarches n'ont pas eu de suite et la recherche s'est enlisée à cause d'une opération bien préparée pour faire échouer le procès.

En effet, le 1er mars 1985, un citoyen appelé Francisco López a accusé, dans une lettre largement diffusée, deux agents du F2 comme responsables du crime. Selon lui, ces individus avaient été financés par le fils d'un grand propriétaire local. La nouvelle a produit une grande émotion et, évidemment, elle a changé le cours de l'enquête. Le nouveau témoin a confirmé et a même complété ses informations à deux reprises Le 16 avril, il est revenu sur ses déclarations et a affirmé avoir été menacé par les FARC et le CRIC à travers un dirigeant du Parti Communiste, Teófilo Forero. Mais ses dires ne furent jamais vérifiés. Dans ce tourbillon de scandale, le procès est tombé à l'eau et les deux agents qui avaient été mis en cause au début et sur lesquels portaient de sérieux soupçons n'ont même pas été appelés à déclarer.

Le crime est resté impuni. L'oubli et la négligence ont enterré le dossier et ont réduit au silence le cri du seul témoin oculaire, une petite-fille indienne de douze ans qui se trouvait dans l'auberge pour enfants de Santa Inés et qui a raconté ainsi les faits :

> Il était neuf ou dix heures lorsque j'ai entendu le klaxon d'une voiture ; alors j'ai fait attention pour essayer de voir qui c'était : c'était la voiture du père; alors je suis sortie en courant pour lui ouvrir le portail. J'allais l'ouvrir lorsqu'un homme est descendu d'une moto qui était du côté du pont, à droite ; j'ai vu que l'homme descendait de la moto et je pensais qu'il allait saluer le père.
> Il est venu vers la voiture, a traversé la route et a sorti un pistolet, je crois, - un pistolet est très petit, n'est-ce pas -, il l'a sorti derrière la voiture et l'a empoigné des deux mains et il est venu jusqu'ici, il s'est penché vers la fenêtre de la voiture et a tiré. Le père me regardait mais je ne pouvais pas crier, je suis restée comme ça, je n'ai pas pu crier ou faire quoi que ce soit.[352]

[352] Ibidem.

4..5 Les premières actions au nom du Commando Quintín Lame

L'expulsion des Indiens de López-adentro et l'assassinat du père Ulcué ont accéléré la transformation du groupe mobile en une nouvelle organisation armée qui, désormais, portera le nom de Commando Quintín Lame. Cette transformation, qui se préparait depuis plus d'un an, s'est manifestée dans les premières actions offensives revendiquées par le Commando Quintín Lame, nom sous lequel il s'est fait connaître lors de l'assaut à l'*ingenio* Castilla, le 29 novembre 1984, et à l'occasion de la prise de Santander de Quilichao, le 4 janvier 1985.

Ce nouveau groupe jouera désormais le rôle de "porte-parole armé" des communautés. Il a mené ce que nous avons appelé la "propre guerre", destinée à sanctionner ou à dissuader les ennemis du mouvement indien du Cauca. Paradoxalement, c'est par la voie des armes qu'il allait essayer de contrecarrer la violence dans un scénario où étaient présentes de nombreuses organisations insurgées, face auxquelles il a dû mettre en place une stratégie mixte, faite d'affrontements et d'alliances, afin d'être reconnu et d'établir son propre rayon d'action dans un effort pour protéger les communautés indiennes plongées dans le conflit.

Les rumeurs sur la présence dans le Cauca d'un nouveau groupe armé formé exclusivement d'Indiens s'étaient propagées depuis le début de l'année 84. Cependant, pour la presse et les autorités, il n'était pas clair s'il s'agissait d'un nouveau groupe guérilléro ou d'un bras du M-19.

Effectivement, au début de l'année 84, quelques membres du groupe mobil ont mené des actions conjointement avec le M-19, un groupe avec lequel ils avaient suivi une formation militaire à la fin de l'année précédente, dans la région de Tierradentro. Ensemble, ils ont participé à la prise de Corinto, le 3 avril 1984, réalisée par une colonne mixte de 200 guérilléros commandés par Rosemberg Pabón. Plusieurs *quintines* faisaient partie du groupe, entre autres Alberto Niquinás, qui, à l'époque, était déjà membre du nouveau groupe mobil. En même temps, déjà au nom du Commando Quintín Lame, ils effectuent quelques actions autonomes qu'ils revendiquent

publiquement. Tel est le cas de l'exécution, à Inzá, le 10 avril 1984, de deux hommes qui avaient été accusés de voleurs par des membres des communautés indiennes. La presse locale a rendu ainsi compte de la première parution publique du nouveau groupe insurgé:

> Un groupe appelé "Manuel Quintín Lame" dont l'orientation politique n'a pas été établie, serait l'auteur du double crime commis, le mardi de la semaine en cours, contre deux Indiens d'Inzá. Les deux versions connues par *El Liberal* indiquent que les deux indienness, identifiés comme Luis Alberto Calambás Campo et Julián Palmito Osso, ont été achevés par des tirs de fusil venant d'un groupe d'individus cagoulés qui ont laissé, à l'endroit où fut commis ce fait sanglant, des pamphlets faisant référence au "Comando Manuel Quintín Lame" – c'est le nom qu'il se donne-. Si l'existence du mouvement cité se confirme, ce seraient trois organisations soulevées en armes qui, avec le M-19 et les FARC, seraient en train d'agir dans le territoire du Cauca[353].

Quelques jours après, l'action du nouveau groupe insurgé fut reconnue par Iván Marino Ospina, commandant du M-19, lors d'un entretien avec des journalistes de radio Caracol et du journal *El Liberal*. Ospina a salué la présence de ce groupe qui, d'après lui: « ...sera épaulé par nous »[354]. Le texte de cet entretien fut même illustré d'une photographie dans laquelle apparaissent huit hommes équipés d'armes longues, habillés en uniforme militaire et le visage cagoulé. Le journal présente cette image comme la première photo du groupe guérilléro Quintín Lame qu'il qualifie de "faction du M-19". Cette version a été reprise quelques jours après par le gouverneur du département qui s'est dit préoccupé face à la possibilité que le vide que laisseraient éventuellement les FARC, qui avaient conclu un accord de cessez-le-feu le 28 mars 1984, soit occupé par ce mouvement.

Les doutes ont commencé à se dissiper le 29 novembre, suite à l'assaut donné à l'*ingenio* Castilla. Vers 22 heures, un groupe de 40 hommes, dont la plupart étaient des Indiens, commandés par Luís Ángel Monroy, a pris les installations de l'*hacienda* sucrière "San Luís", propriété de la Central Castilla S. A., à proximité de Corinto. Les

---

353 "Nuevo grupo guerrillero habría asesinado indígenas en Inzá", El Liberal, abril 13 de 1984, p. 1.
354 "Indígenas están entre dos fuegos. Es cierto pero inevitable: M-19", El Liberal, mayo 27 de 1984, pp. 1, 3 y 8.

travailleurs furent rassemblés dans le patio de chargement de la canne à sucre, au milieu de cris par lesquels on manifestait le rejet de l'expulsion accomplie à López-adentro et de l'assassinat d'Álvaro Ulcué, des faits que les attaquants ont attribué aux cultivateurs de canne à sucre de cette région. Les occupants ont mis le feu, avec des bombes Molotov, à deux gros camions et à deux tracteurs utilisés pour le transport de la canne. Ensuite, ils sont partis en emportant quelques armes des surveillants de l'*hacienda*, le matériel de communication et un autobus affecté au transport du personnel. En partant, ils ont pris également un des surveillants qu'ils avaient blessé, le laissant ensuite dans un centre d'assistance[355]. Quelques jours après, la Centrale Castilla a dénoncé l'attaque, l'attribuant au M-19, évoquant la solidarité des travailleurs avec leur entreprise qui, selon le communiqué du 2 décembre, donnait de l'emploi direct à 4.000 habitants de la région[356].

Avec l'incendie des machines de l'*ingenio* Castilla qui, selon les membres du commando, avaient été utilisées, quelques jours auparavant, pour détruire les maisons et les semis durant l'expulsion des récupérateurs de López-adentro, le Quintín Lame voulait non seulement punir les responsables directs de ces faits mais, en plus, lancer un défi aux propriétaires des *haciendas* situées dans les fertiles plaines de la zone nord et les avertir qu'il était prêt à freiner leur expansion. Les restes fumants des machines détruites ont mis en évidence l'affrontement de deux mondes ayant des visions opposées et pratiquement inconciliables.

A partir de ce moment, le Quintín Lame jouera plusieurs rôles en combinant différents répertoires d'action. L'assaut à l'*ingenio* Castilla correspond plutôt à une action d'auto-défense mais, en même temps, il était une menace lancée aux *hacendados*, une vengeance de l'agression perpétrée contre les récupérateurs de terres et aussi un acte de propagande. Une semaine après, le même groupe sera le protagoniste d'un autre fait : l'assaut d'une localité dans lequel il affronte les forces de police. Il s'agissait aussi

[355] "Hombres armados atacaron ayer el ingenio Castilla", El Liberal, diciembre 1 de 1984, pp. 1 y 16. La presse a attribué ce fait au M-19 ou au Commando Pedro León Arboleda, de l'EPL. La presse a communiqué des éléments non confirmés fournis par la troisième brigade et de la mairie de Corinto.
[356] "Comunicado del Ingenio Castilla sobre el atentado que sufrió", El Liberal, 2 décembre 1984, p. 13.

d'une vengeance de l'assassinat de leaders indiens et d'un défi à d'autres groupes armés établis dans son territoire.

4.6 Santander de Quilichao : la naissance d'un nouveau groupe armé

Le lendemain de l'assassinat du père Ulcué, les membres du groupe mobile qui se trouvaient dans la commune de Los Tigres, la partie haute de Santander de Quilichao, commandés par Gildardo, reçoivent l'ordre de Luis Angel Monroy de se rendre à Las Delicias, commune de Buenos Aires, et de choisir un lieu sûr pour y installer un campement afin de rassembler en une semaine tout le personnel des groupes d'appui, ainsi que les armes disponibles[357]. Au groupe de vingt hommes commandé par Gildardo s'est ajouté, quelques semaines plus tard, le groupe responsable de l'assaut de l'*ingenio* Castilla, sous les ordres de Monroy et Mauricio. Deux autres groupes se sont joints à eux en décembre : un qui était fixé à San Francisco et un autre qui était en formation à Matalá, sous la direction du commandant Gustavo. Quelques sympathisants (des membres des auto-défenses locales) sont venus en renfort. On est ainsi parvenu à rassembler environ 100 combattants.

Après l'arrivée de Luis Angel Monroy, on a entamé les missions d'intelligence pour définir l'objectif de l'action militaire que l'on voulait réaliser. On a étudié la possibilité de la prise de Piendamó, de Silvia, de Morales et même de Popayán. Finalement, il a été décidé qu'une action militaire serait réalisée à Santander de Quilichao, une localité qui, pour le groupe Quintín, avait une forte charge symbolique : c'était la ville la plus importante de la zone frontalière avec le nord du Cauca et c'est là qu'avait été assassiné le père Alvaro Ulcué. Suite à l'arrivée de Monroy, on a repris les conversations avec le groupe armé Ricardo Franco, dont le campement était aussi situé à Las Delicias. Ensemble, ils décideraient les actions futures à réaliser conjointement[358]. Même si le rapprochement avec le Ricardo Franco était effectivement dû à une nécessité

[357] Gildardo, "Biografía Quintín Lame", copie dactylographiée, p. 28.
[358] Le groupe Ricardo Franco est né au milieu de l'année 1984, suite à la scission des FARC. Il était commandé par Javier Delgado et Hernando Pizarro. Au début, les FARC l'ont accusé de désertion et de vol d'une grande somme d'argent. A cette accusation se sont ajoutées les rumeurs qui prétendaient qu'il s'agissait d'une infiltration de l'armée. Au début de l'année 1985, il était déjà un ennemi déclaré des FARC.

stratégique, à cause du refus du M-19 - immergé dans une négociation avec le gouvernement - de participer à des actions armées, cela signifiait également un défi aux FARC dont la mésentente avec le Ricardo Franco était connue de tous.

La concentration d'un nombre si important de combattants exigeait des changements dans l'organisation. Mais la question se posait de savoir dans quel sens devait se faire le changement. Il était clair qu'ils disposaient des ressources humaines nécessaires et qu'ils étaient en partie préparés pour entreprendre des opérations offensives à une échelle bien supérieure à celle des opérations précédentes réalisées par les auto-défenses et le groupe mobil. Tout cela était nécessaire pour venger les agressions dont avait été victime le mouvement indien. Cependant, la lutte qu'ils envisageaient avait une ampleur bien plus importante que celle des années précédentes et, par conséquent, il fallait beaucoup de ressources, bien plus importantes que celles dont ils disposaient d'habitude, pour équiper et organiser un groupe aussi nombreux. Pour cette raison, ils ont cherché d'abord l'aide du M-19 qui se trouvait rassemblé dans le campement de de Los Robles en attendant l'application des accords de cessez-le-feu passés quelques mois auparavant avec le gouvernement national. La réponse du M-19 fut négative et il s'est même refusé à entreprendre toute action armée qui pourrait le compromettre, en arguant que cela pouvait entraver les négociations qu'il menait avec le gouvernement. D'autre part, cette attitude montrait la distance qui existait entre la guerre à échelle nationale que menaient des groupes comme le M-19 et la "guerre propre", provoquée par des conflits régionaux et ayant des scénarios locaux bien définis, que devait affronter le Quintín Lame.

Les accords passés avec le Ricardo Franco ont permis de surmonter le principal obstacle : l'équipement en armes du groupe concentré à Las Delicias. Désormais, le groupe Quintín était à même de poursuivre les objectifs qu'il s'était donnés : réaliser une action éclatante en réponse à l'assassinat du père Ulcué et doter en armes le personnel qui s'était concentré. "Mauricio" commente ce dernier point :

> ... réellement, nous étions désormais armés, le Franco nous a prêté quelques armes. Après, il vérifiait tout le temps que nous avions bien les armes et nous ne le niions jamais ; mis à part que, quelquefois, nous en perdions une… nous en

> laissions une quelque part et, après, nous ne nous rappelions pas la série. Finalement, ils ont perdu la liste et nous avons bricolé quelques appareils…[359]

Effectivement, les armes et l'argent ne manquaient pas au Ricardo Franco. Même si cela attirait les soupçons sur ce groupe, cela constituait pour le Quintín Lame un élément définitif lorsqu'il fallait passer des accords stratégiques, sans prêter l'oreille aux rumeurs qui couraient sur l'origine de ces ressources et sur la facilité avec laquelle le Ricardo Franco les faisait parvenir à une zone fortement militarisée. Il reste cependant un autre point plus important : une alliance avec le Ricardo Franco ne pouvait signifier qu'un défi aux FARC qui, momentanément, avaient suspendu les actions offensives ou qui, au moins, n'agressaient pas publiquement, selon les accords de cessez-le-feu encore en vigueur. Un défi de cette nature ne pouvait pas être le fruit du hasard ou de la nécessité de chercher des alliances. Forcément, on peut penser que, avec cela, le Quintín Lame s'affrontait aussi aux FARC.

Le 4 janvier 1985, la colonne mixte du Quintín Lame et du Ricardo Franco prend la ville de Santander de Quilichao, située en bordure de la route Panaméricaine, entre Cali et Popayán. La colonne, formée d'environ 200 combattants en uniforme et armés de carabines, de fusils, *macocas* (carabines de cinq cartouches) et de grenades, quitte le campement de Las Delicias à bord de douze camions dont certains s'embourbent dans la boue sous une pluie battante, ce qui retarde d'une demi-heure l'opération. L'attaque commence vers 16 h.30. Quatre groupes embusqués bloquent la route Panaméricaine et les sorties de la ville vers Cali, Caloto, Suárez et Popayán, pendant que le gros de la colonne arrive au centre de la localité et attaque son objectif principal, la caserne de police. Simultanément, d'après les versions de la presse qui a recueilli le témoignage des habitants, un groupe parcourt la ville en peignant des slogans sur les murs et en criant des consignes contre l'armée et contre les assassins du père Ulcué, tout en cherchant, sans succès, les personnes qui figuraient sur une liste d'au moins quinze noms, parmi lesquels plusieurs agents de police[360].

---

[359] Entretien avec Mauricio, Popayán, octobre 1992.

[360] "En Santander todos presagiaban toma guerrillera", El Liberal, 10 janvier 1985, pp. 1 y 16. Il n'y a ni pertes ni blessés parmi les membres du Quintín ; le RF a perdu deux combattants et trois de ses membres ont été blessés. La police n'a pas eu de pertes mais, en

Les commerces et les banques n'ont pas été touchés, suivant les ordres explicites du commandant de la colonne. La caserne de police fut défendue par quatorze agents et, malgré les efforts du groupe chargé de l'assaut, elle n'a pas pu être prise, en grande partie à cause des erreurs attribuées à des membres du Ricardo Franco, chargés d'actionner plusieurs explosifs qui avaient été installés la veille dans une maison contigüe à la caserne. Gildardo lui-même attribue ces erreurs non seulement au manque d'expérience et de préparation des membres du Ricardo Franco mais aussi à l'éventuelle trahison de certains membres de ce mouvement : "Dans cet assaut, il y a eu beaucoup d'erreurs... là, on a vu de la méfiance (il fait référence aux doutes sur les membres du R.F.) parce que celui qui était chargé des explosifs –il y avait quatre personnes qui, la veille, se sont positionnées à côté de la caserne, dans une maison voisine et on avait fabriqué des bombes immenses – a donné comme explication que, si elles n'avaient pas explosé c'est parce qu'il y avait un certain lien, parce que c'était très bizarre qu'ils passent deux jours à planifier et que, finalement, la bombe n'explose pas. Cela ne pouvait pas être un hasard "[361]. Parmi ceux qui sont tombés, à cause du désordre et de la confusion, il y avait un frère de Javier Delgado qui est mort, semble-t-il, sous les balles de ses propres compagnons.

Malgré tout, l'objectif principal a été atteint : faire connaître l'existence du nouveau groupe armé et réagir aux récentes agressions qui étaient interprétées comme une attaque contre le mouvement indien du Cauca. Vers sept heures du soir, la colonne s'est retirée par la voie qui mène à Jambaló, pour dévier ensuite vers le *resguardo* de San Francisco où certains d'entre eux ont fêté la réussite de l'opération.

En plus des murs de la caserne de police troués par les balles et des murs peints avec des consignes faisant allusion au Quintín Lame et au Ricardo Franco, les rues de Santander étaient jonchées de feuilles presque illisibles sur lesquelles on officialisait la naissance du nouveau groupe guérilléro:

---

revanche, plusieurs habitants ont été blessés par des armes à feu et des éclats de grenade.
[361] Gildardo, Entretien, Popayán, février 1996.

COMMANDO QUINTIN LAME. POUR LA DEFENSE DES DROITS DES INDIENS

Le Commando Quintín Lame, est une force organisée au service des communautés indiennes du Cauca pour les appuyer dans leurs luttes, défendre leurs droits et combattre leurs ennemis.

Pourquoi a-t-il été créé?

Le peuple indien, malgré la résistance héroïque que, pendant des siècles, il a présenté à l'envahisseur, continue à être poursuivi et humilié.

Lorsque, nous, les Indiens, avons décidé de nous organiser pour récupérer nos terres, défendre notre culture et exiger le respect de nos droits, l'ennemi a répondu par une brutale répression.

L'armée, la police et les "oiseaux" ont tué des dizaines de dirigeants indiens, des centaines ont été incarcérés, nos maisons ont été brûlées, nos cultures dévastées, nos bêtes tuées ou volées.

Lorsque les communautés ont décidé de ne plus supporter les vexations, elles ont formé leurs propres groupes d'auto-défense et c'est à partir de ces groupes qu'a été organisé le Commando Quintín Lame.

Pour quoi lutte-t-il?

Nous luttons pour les droits humains fondamentaux des communautés indiennes, comme la terre, la culture, l'organisation, ainsi que pour la dignité de tous les indiennes.

Nous défendons l'autonomie du mouvement indien qui ne doit être subordonné à aucune organisation étrangère à lui. Les communautés sont pour nous l'autorité suprême et nous mettons à leur service toutes nos capacités et tous nos efforts.

Nous participons également aux luttes de tous les exploités et de tous les opprimés pour vaincre l'esclavage capitaliste et construire une patrie plus juste pour tous. Les organisations populaires et les groupes armés sont nos frères et, coude à coude, nous combattrons ensemble pour vaincre nos ennemis.

Qui fut Quintín Lame?

Manuel Quintín Lame fut un grand lutteur indien qui, suivant les pas d'ancêtres comme la Gaitana ou Juan Tama, se mit à la tête de son peuple pour affronter ses ennemis.

Il a lutté contre le *terraje*, pour la récupération des *resguardos*, pour les *cabildos* indiens, pour la défense de notre culture.

Quant il a réalisé qu'il n'obtenait rien avec des demandes et des memoranda, il a formé des groupes armés pour forcer le respect de la part des exploiteurs et des *gamonales*.

Il a été emprisonné plus de cent fois par ordre des grands propriétaires terriens du Cauca. Lorsque nos ennemis l'ont encerclé et l'ont empêché de poursuivre son travail dans notre département, il est parti au Tolima où il a continué sa lutte au service des Indiens.

Nous sommes fiers de porter le nom de Quintín Lame et de suivre l'exemple qu'il

nous a laissé.

On nous a déclaré la guerre.
La répression contre le mouvement indien a été permanente ces dernières années et la liste de nos martyrs s'allonge de jour en jour.
Mais, cette fois-ci, l'ennemi a décidé de nous déclarer une guerre définitive.
Le 9 novembre, les forces de police et l'armée ont empêché la récupération de López Adentro, ils ont brûlé les maisons de 150 familles indiennes et, avec des machines, ils ont dévasté toutes les cultures. Ces familles se trouvent dans la misère la plus totale.
Le 10 novembre fut assassiné le prêtre indien páez Alvaro Ulcué. Le père Ulcué avait été un défenseur de son peuple et un lutteur infatigable pour la cause des Indiens.

Nous ne laisserons pas qu'on nous extermine.
Le mouvement indien ne va pas se rendre et ne va pas reculer face à cette offensive de l'ennemi.
Le Commando Quintín Lame engage son honneur à mettre toutes ses forces au service de la résistance des communautés indiennes et à faire tout son possible pour vaincre l'ennemi qui est en train de nous poursuivre.
Les responsables de l'atroce expulsion de López Adentro paieront tôt ou tard leur criminelle action.
Messieurs les cultivateurs de canne à sucre du Valle n'auront pas la paix tant qu'il n'y aura pas de justice pour les familles indiennes de López Adentro.
Les auteurs intellectuels et matériels de l'assassinat du père Ulcué seront châtiés par la justice indienne.
Nous appelons toutes les organisations populaires du nord du Cauca à lutter avec nous contre l'ennemi commun.
Nous demandons la solidarité combative du peuple organisé de tout le pays.
López Adentro, terre indienne ou terre de personne...
Vive les luttes indiennes et toutes les luttes du peuple colombien !
Cauca, décembre 1984

Dans la pratique, ce manifeste constitue le document fondateur du groupe qui s'appelle désormais le Commando Quintín Lame et il contient ses principales caractéristiques. Tout d'abord, il se revendique comme "porte-parole armé" d'une organisation sociale (le mouvement indien) dont l'étendard sera essentiellement le même que celui du CRIC, sauf que, lui, il se réserve le droit d'utiliser la violence punitive qu'il considère pleinement justifiée. En quelque sorte, il se considère comme un agent de la justice au service des communautés indiennes. En deuxième lieu, il se représente lui-même comme le meneur d'une lutte ayant des antécédents historiques chargés de signification pour leur base sociale ; ils sont porteurs d'une nouvelle lecture de l'histoire

dont le fondement est la revendication de la figure de Manuel Quintín Lame. Troisièmement, même s'ils déclarent la guerre aux ennemis du mouvement indien en général, ils visent spécialement les grands *hacendados*. Finalement, en se déclarant comme une force au service des communautés indiennes du Cauca, ils délimitent le territoire qui sera le scénario de leurs actions futures.

Ce sont donc les principaux éléments de la "propre guerre" que le Quintin Lame entreprend pour défendre les communautés indiennes du Cauca, même si le document a passé sous silence d'autres aspects. On garde le silence en ce qui concerne les FARC. De manière quelque peu voilée, le texte parle de sa volonté de défendre l'autonomie du mouvement indien "qui ne doit se subordonner à aucune autre organisation". Mais, d'autre part, ce silence est largement compensé par le fait que le Quintín Lame agit conjointement avec le Ricardo Franco, ce qui constitue un défi clair aux FARC.

Les effectifs ayant participé à la prise de Santander de Quilichao, aussi bien ceux du Quintín que ceux du Ricardo Franco, se sont retirés durant tout le reste du mois de janvier à Barondillo où ils sont restés jusqu'au début avril. A ce campement sont arrivés peu à peu des sympathisants et des volontaires non seulement du Cauca mais aussi d'autres régions, y compris du Tolima, du Chocó, de la Côte Atlantique et même de l'Equateur. Tous voulaient connaître de près l'expérience militaire qui était en train de se vivre et certains ont fini par demander à rentrer au Quintín Lame[362].

L'optimisme qui régnait à ce moment-là se reflète dans le souvenir d'un de ses futurs commandants :

> A ce moment-là, nous avions déjà toute la partie logistique, les uniformes et les équipements. A ce moment-là, le Quintín n'était plus le commando de trois ou quatre ans auparavant qui marchait avec une carabine ou un fusil de chasse ficelés avec une corde, les cartouches dans les poches ... non, nous avions déjà une

[362] Certains de ces combattants, membres d'autres communautés indiens, ont intégré le Quintín et ont même accédé à des postes de commandement militaire. C'est le cas du commandant "Lucho", Indien *zenú*, mort en décembre 1986 lors d'un combat avec l'armée dans la localité de Cajibío. D'autres sont rentrés dans leur communauté avec l'espoir d'organiser des groupes d'auto-défense.

> structure à point, de type militaire...
> ...ce que nous voulons maintenant c'est ne plus être le groupe d'avant. Maintenant, nous avons un but et ce but est de nous transformer en un mouvement guérilléro indien capable d'affronter militairement l'armée colombienne. Nous avons donc une mentalité différente. C'est-à-dire que nous conservons la philosophie de la lutte pour la terre, des récupérations, de faire revivre les *cabildos*, mais nous n'avons pas l'intention de nous battre avec les grands propriétaires, ou avec les *pájaros* ou avec les délinquants. C'est un affrontement direct entre la force militaire et nous[363].

La fascination des armes les a conduits à envisager que le Quintín Lame commence à agir comme groupe insurgé, capable d'atteindre non seulement les objectifs qui étaient les leurs quelque temps auparavant, comme le contrôle de la délinquance et l'appui aux communautés dans leur lutte pour la terre mais aussi d'autres objectifs. Mais lesquels? La réponse n'était pas facile : la tentation de devenir un groupe armé exerçant le contrôle territorial du département du Cauca devenait de plus en plus forte, surtout à cause de la trêve souscrite par le gouvernement avec les FARC et le M-19, qui se maintiendra tant bien que mal durant l'année 1985. Mais ils savaient qu'ils ne pouvaient pas rêver. Il n'y a pas de doute que la présence d'un groupe armé propre a dû éveiller un sentiment de fierté parmi les membres des *cabildos* et cela s'est manifesté dans la solidarité et la protection dont ont bénéficié les colonnes du Quintín Lame dans leurs déplacements tout au long du département. Cependant, de là à appuyer un conflit qui mettrait en danger l'organisation sociale, il y avait loin. En outre, comme nous le verrons plus loin, les décisions de cette importance passaient par la direction politique qui faisait toujours attention à éviter les débordements. D'ailleurs ceux-ci auraient entraîné des changements substantiels dans la nature du mouvement.

Malgré tout, à partir de ce moment-là, le Quintín Lame met en place une structure qui combine la capacité offensive d'un groupe stable et qualifié avec les fonctions d'auto-défense des groupes d'appui. Cette double configuration lui a permis d'élargir son "répertoire d'action". Il assurait la fonction de régulateur social et intervenait comme médiateur dans les conflits locaux des gens. Il remplaçait ainsi partiellement l'Etat, construisant en même temps sa propre légitimité. Il n'abandonnait

[363] Gildardo, Entretien, Popayán, février 1996.

pas pour autant sa préparation militaire de manière à être capable de réaliser des actions offensives propres du profil d'un groupe insurgé.

La structure adoptée durant les mois compris entre décembre 1984 et avril 1985, qui sera formalisée dans les statuts approuvés en 1986 comprenait : un Commando Politique, chargé de l'orientation idéologique et des contacts avec d'autres groupes politiques ; un Etat Major, responsable de la direction du corps armé proprement dit et qui, même s'il était partiellement autonome quant aux décisions militaires à prendre, il devait subordonner ces décisions aux objectifs politiques et, finalement, les groupes d'appui qui agissaient comme des agents d'auto-défense dans les communautés ; ils pouvaient faire partie du corps armé lorsque les circonstances le demanderaient. La coordination de cette structure et l'équilibre entre l'instance politique et l'instance militaire étaient assurés par le commandant général, une fonction que Luis Angel Monroy a remplie jusqu'à sa mort, à la fin de l'année 1985. Il faisait partie de l'Etat Major et du Commando Politique.

A Barondillo, l'activité était orientée à la préparation politique et militaire des combattants réunis dans ce campement. L'instruction militaire était à la charge de ceux qui avaient plus d'expérience : Gildardo, Alberto, Gustavo et Mauricio, aidés des commandants les plus chevronnés du Ricardo Franco, qui les formaient dans le maniement des armes et des explosifs et dans la préparation d'embuscades. Ils insistaient sur la discipline militaire qui n'était pas facilement acceptée car les combattants indiens avaient du mal à renoncer à leurs habitudes et à l'absence temporelle de contact avec leur famille, pour assumer les dures responsabilités de la vie guérilléra. La préparation politique était surtout à la charge de Luis Angel Monroy (Moncho) et de Pablo Tattay (Braulio) : ils étaient responsables de la formation idéologique et politique des combattants à qui ils enseignaient les principes de base de l'organisation de la société, les relations des communautés indiennes avec l'Etat colombien, la lutte des classes, l'identité politique du Quintín Lame face à d'autres groupes insurgés et face aux divers courants du marxisme, les relations entre les populations indiennes et autres secteurs socialement marginalisés du pays. A ces deux

maîtres s'est ajouté Manuel Antonio Julicue (Romir), qui s'est occupé d'enseigner la législation indienne, l'organisation des *resguardos*, les fondements historiques et politiques de l'organisation indienne du Cauca et les relations entre les communautés et les *cabildos* et les gouverneurs de ceux-ci.

La préparation militaire s'est poursuivie durant toute l'année 1985 dans une école militaire organisée conjointement avec le M-19 dans la région de Tierradentro. Des commissions se sont déplacées pour rentrer en contact avec d'autres groupes armés, afin d'améliorer la formation militaire. Tel est le cas de la commission dont faisaient partie Alfonso Peña et Richard, un Indien páez originaire de Tierradentro qui, plus tard, sera à la tête de la colonne ayant opéré dans la région de Puracé. Ils se sont rendus aux Llanos Orientales où ils sont restés un an avec le front Camilo Torres de l'ELN, pour recevoir de l'entraînement militaire[364]. Le campement de Barondillo reçoit des demandes de certaines communautés qui souhaitent établir des contacts avec le Quintín afin de connaître son alternative politique. Vu ces demandes, il a été décidé d'envoyer de petites commissions pour dialoguer avec les *cabildos* et nouer des contacts permettant de futurs déplacements.

Il fallait répondre à deux objectifs différents : d'une part, mener des actions offensives qui finiraient par entrer en conflit avec l'armée colombienne et, d'autre part, affronter les ennemis locaux comme les voleurs de bétail, les assassins à solde et autres groupes armés. Cette double tâche a conduit à prendre la décision de mettre en place un noyau armé de quelques soixante combattants dont faisaient partie les hommes les plus expérimentés et de réincorporer au sein des communautés le reste du personnel qui était concentré à Barondillo. Une partie de ce groupe est passé aux comités d'appui ou aux auto-défenses locales et une autre a été affectée au travail politique des organisations qui travaillaient légalement. On pourrait penser que le Quintín Lame se dissout partiellement mais ce qui arrive réellement c'est qu'il s'élargit en combinant trois types d'activités : la militaire offensive, l'autodéfense ou régulation communautaire et la mise en place des bases politiques. Même si, en principe, le développement de

[364] Richard, entretien, Popayán, octobre 1995.

chacune de ces activités correspondait à trois instances organisationnelles différentes (le groupe mobil, les groupes d'appui et les activités légales du mouvement), leur contact fut permanent, ce qui leur a permis de réaliser conjointement certaines activités.

Au début du mois d'avril 1985, les *quintines* quittent le campement de Barondillo, après avoir essayé en vain de prendre la localité de Silvia, une idée rejetée par le Ricardo Franco qui a proposé de prendre par assaut Toribío qui constituait, selon eux, un défi militaire majeur. Cette proposition n'a pas été soutenue par le Quintín vu que les *cabildos* de San Francisco et Toribío s'opposaient à toute action militaire dans leur territoire. Le Quintín faisait ainsi preuve de respect à l'égard des autorités traditionnelles. Le noyau armé, formé de quatre-vingt combattants, s'est alors divisé en deux groupes mobiles : le premier, commandé par Romir et Alberto Niquinás, s'est dirigé vers la région de Tierradentro et, le deuxième, vers Corinto où il s'est à nouveau divisé en deux fronts, chacun avec quinze hommes. L'un des deux, mené par Gildardo, a opéré dans la région de Caldono, Morales, Piendamó et Silvia et, l'autre, commandé par Gustavo, s'est chargé des opérations dans la région de Corinto, Tacueyó et Santander de Quilichao.

Cette distribution, jointe au renforcement des groupes d'appui dans les communautés, a permis au Quintín Lame d'être présent pratiquement dans toutes les communes du Cauca indien du département. En outre, un réseau d'appui urbain, sous les ordres de "Mauricio" et de "Tomate", s'est consolidé à Popayán et a étendu ses opérations jusqu'à Cali. Ce réseau était chargé d'effectuer les activités d'intelligence, de maintenir les contacts avec d'autres organisations politiques, de faire parvenir aux combattants des équipements et de l'argent, d'assurer la sécurité des dirigeants en dehors des zones de combat et de mener certaines actions contre les délateurs et contre les ennemis déclarés du mouvement. Dans cet état des choses, le Quintín a pu, à partir de ce moment, combiner un large répertoire d'actions : des opérations de diffusion parmi les communautés, préparation d'accords avec les habitants pour surmonter les conflits internes, des opérations de "nettoyage social" dans certaines zones dont ont été expulsés ou exécutés des voleurs en général et, plus particulièrement, des voleurs de bétail. Ils

ont pu également faire face à l'agression d'autres groupes insurgés et effectuer quelques opérations militaires offensives. Cette combinaison d'actions fut mise en pratique par les deux groupes mobiles dans lesquels s'était divisé le noyau armé à partir du mois d'avril 1985.

Le groupe commandé par Romir et Alberto Niquinás a mené surtout un travail de pédagogie politique dans les communautés de Tierradentro, organisant des réunions avec les *cabildos* et la population à Mosoco, Chima, Zuina, Calderas, Tálaga, Huila, Dublín, Togoima, La Mesa et Santa Rosa, afin d'expliquer les objectifs du mouvement et offrir un appui aux autorités locales. Le style du travail dans cette zone, que l'on pourrait qualifier de « cohabitation » et d'« entente » fut facilité par l'expérience qu'avait Romir, responsable de la colonne, comme gouverneur et dirigeant communautaire. En plus de faire connaître les objectifs politiques du Quintín, ils ont organisé des cours sur la législation indienne, soulignant l'importance du renforcement des *resguardos*. Ils ont aidé à résoudre certains conflits internes des communautés, tels que des vols en général et des vols de bétail, dont les responsables furent, dans les cas les plus graves, expulsés de la région ou exécutés. Quant aux responsables de délits mineurs, il fut décidé, avec l'approbation des autorités locales, de les incorporer temporairement à une colonne où ils faisaient une sorte de "service militaire", après quoi ils étaient rendus à leur communauté. Cette modalité de "recrutement" qui, apparemment, a donné de bons résultats, fut appliquée postérieurement par d'autres colonnes du Quintín Lame. Romir qualifie avec une pointe d'humour, les activités de cette colonne à Tierradentro durant l'année 85 de "travail d'évangélisation ".

Cette évangélisation n'a aucunement signifié de renoncer aux armes, comme le montre le témoignage d'un habitant d'Inzá qui a dénoncé, au début du mois de mai, l'incapacité des autorités à contenir la vague de violence qui ravageait la commune et que, dans son témoignage, il attribuait à la présence du Quintín Lame. D'après lui, cinq paysans furent assassinés en seulement un mois et quatre *haciendas* de la région furent

prises d'assaut et saccagées[365]. En plus, même s'il n'y a pas eu d'actions offensives dans cette région pendant toute l'année, il y eut des affrontements occasionnels avec l'armée, comme celui du 14 mai, à La Milagrosa, commune d'Inzá : une patrouille de la police a rencontré des membres de la colonne du Quintín qui opérait dans la région. Un guérilléro fut tué et trois autres blessés[366].

Mais l'action la plus importante du Quintín dans cette zone fut de disputer l'espace politique aux FARC, non seulement en se rendant présent dans les communautés mais aussi en affrontant directement les colonnes du VIème front de cette organisation armée. C'est ce qui est arrivé au début mai dans la localité de Mosoco. Romir est le dirigeant qui se réfère d'une manière plus précise au travail visant à contrôler les FARC mené par le Commando Quintín Lame durant cette étape, ce qui s'explique probablement par le fait que des affrontements constants s'étaient produits dans cette zone et aussi par ses antécédents personnels :

> Disons que, en tant que groupe mobile, nous avons réussi à faire face à ce problème, qui se présentait surtout avec les FARC. C'est-à-dire que nous avons réussi à les freiner du point de vue militaire. Logiquement, on ne peut pas ignorer le bon travail que nous avons fait grâce au dialogue qu'a favorisé l'organisation nationale indienne lorsqu'ils sont allés à La Uribe pour parler de ce problème qui existait non seulement dans le Cauca mais aussi dans d'autres départements... mais ce fut un travail dur. On nous a maltraité des gens mais nous leur avons répondu sur le terrain militaire. C'est triste mais, malheureusement, la situation se présentait ainsi[367].

Le groupe qui est parti vers le nord a dû régler de nombreux cas de vol de bétail et autres vols qui accablaient les communautés de la région et aussi contrôler les agissements de groupes organisés de délinquants qui usurpaient le nom du Quintín Lame. En fait, le groupe de Gildardo et Gustavo fut accusé durant le premier semestre de l'année 1985 d'être le responsable de l'enlèvement de trois éleveurs de la région qui, en réalité, avaient été enlevés par les FARC et par des délinquants de droit commun. Cette situation a obligé le groupe mobile de la zone nord à renforcer les opérations de

---

[365] "La violencia en Inzá: denuncia con los nombres propios de las víctimas", El Liberal, 1 mai 1985, p. 13.
[366] "Saldo trágico de los sucesos en Inzá", El liberal, 18 juin 1985, p. 1 et 3.
[367] Romir, entretien, mai 1993, Popayán.

"nettoyage". Gildardo, un des responsables de ce groupe, se rappelle :

> …nous avons récupéré la confiance de la population et nous avons commencé, avec la collaboration de la communauté, à rechercher les responsables de tous ces faits. Cela a donné un bon résultat et on a réussi à les capturer et à les montrer à la communauté...
> Nous sommes devenus des policiers permanents de la communauté et nous devions résoudre tous les problèmes. Cela a engendré une grande confiance. Les gens des chefs-lieux venaient à nos campements chercher de l'aide pour différentes choses à cause de l'incapacité des autorités compétentes, comme par exemple la police qui ne se mêle même pas des affaires de sa juridiction : rackets et extorsions faites aux petits commerçants. Parfois même, la police est elle-même impliquée dans ces affaires[368].

Ces actions par lesquelles on remplit le vide d'autorité ou on remplace l'autorité représentée par des fonctionnaires négligents ou corrompus rappelle, bien évidemment, l'activité des rondes paysannes dans les montagnes péruviennes. Dans les deux cas, le résultat fut le même : le renforcement des réseaux sociaux et de leur relation avec le groupé armé, étant donné que celui-ci était le seul capable de donner une réponse à la nécessité de conserver l'ordre social, fondé sur les autorités traditionnelles. Aussi bien les communautés que les combattants ont tiré des bénéfices de cette collaboration : les premières ont trouvé un support pour faire respecter leurs formes d'organisation et leurs territoires et, les deuxièmes ont bénéficié de la protection des habitants qui leur assurait la survie matérielle et la couverture nécessaire à leurs mouvements.

Cette colonne fut aussi responsable de quelques provocations contre la force publique, comme une attaque réalisée sur la route panaméricaine contre une patrouille de police, au début du mis de juin. Elle a coûté la vie d'un agent et d'un guérilléro identifié comme Hernando Guegía Pazú, originaire de Toribío[369]. De même, un groupe de combattants appartenant à cette colonne fut sélectionné, au cours d'une concentration ayant eu lieu au début du mois d'octobre dans les environs de Pueblo Nuevo, pour participer, avec le M-19, à la prise de Totoró : ce fait s'est produit le 22 octobre, à trois heures du matin, et a duré deux heures et demie. Trente *quintines* et une centaine de combattants du M-19 ont donné l'assaut à la *Caja Agraria*, aux bureaux

[368] Gildardo, "Biografía del Quintín Lame", copie dactylographiée, p. 34.

[369] "Nuevo asalto guerrillero en la Panamericana, dejó dos muertos", El Liberal, 2 juillet 1985, p. 3.

de Telecom, à la mairie et à la caserne de police. 18 agents firent face aux guerrilleros. Cinq insurgés et un civil sont morts durant l'assaut mais aucune perte n'a été enregistrée dans les rangs du Quintín[370].

[370] "Un civil y cinco guerrilleros muertos en asalto a Totoró", El Liberal, 23 octobre 1985, p. 1 et 3.

Chapitre 5

Un mouvement armé indien en territoire indien

La guerre au nord du Cauca se déroule sur une base sociale ethnique mais, comme nous l'avons signalé dans les premiers chapitres, le conflit ne peut pas être qualifié de guerre ethnique. En effet, dans le Cauca, comme dans d'autre cas latino-américains auxquels nous avons fait référence, les conflits armés ont profondément affecté des populations ayant une base ethnique bien définie, les cas les plus dramatiques étant celui du Pérou et celui du Guatemala, mais aucune de ces guerres ne peut pas être considérée comme « guerre ethnique ». Dans tous les cas étudiés, l'enjeu est le contrôle des territoires et des populations, la victoire ou l'échec d'un projet politique, et non pas la victoire ou l'échec de la religion, de la langue, des coutumes ou d'autres éléments identitaires propres aux conflits réellement ethniques[371].

Il est vrai que le conflit a touché profondément la population indienne du Cauca et que, durant les années d'activité du Quintín Lame, les communautés ont participé activement à la guerre. Elles étaient le tissu social qui a permis aux combattants de cette organisation d'être en même temps « le poisson et l'eau". D'autre part, même si, comme nous le verrons, le Quintín incorpore des éléments identitaires qui lui confèrent des caractéristiques propres, à cause de ses alliances avec des groupes insurgés présents dans la région et de la longue cohabitation entre les communautés et les groupes armés, il s'est produit inévitablement un échange d'éléments symboliques, de formes d'organisation et de normes de comportement qui ont provoqué un mélange les rapprochant par moments du *modus operandi* des organisations guérilléras implantées en territoire *caucano*.

Comme nous l'avons déjà souligné, les caractéristiques géographiques du

[371] Jean-Pierre Derriennic, Les Guerres Civiles, Presses de Sciences Po, Paris, 2001, cap. 3. Eric Hobsbawm « Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ? », Actes de la recherche en sciences sociales, No. 100, Paris, 1993. Christian Gros, Nación, identidad y violencia: el desafío latinoamericano, Bogotá, IEPRI-CESO-IFEA, 2010, Chapitre 4 "Etnicidad, violencia y ciudadanía".

département du Cauca, l'isolement de certaines de ses régions et le conflit social qui a agité ce territoire ont stimulé, depuis le début des années soixante-dix, l'installation de groupes insurgés de différents types qui, d'une manière ou d'une autre, ont essayé de se présenter comme des porte-paroles des communautés indiennes ou, tout au moins, comme leurs alliés. Cette présence prolongée des insurgés a été probablement renforcée par la franche hostilité qui, pendant des décennies, a caractérisée l'attitude du gouvernement central vis-à-vis des communautés indiennes du département et qui s'est traduite par un relatif "abandon" de la part des forces armées travaillant dans les zones rurales de cette région du pays. Selon cette hypothèse, formulée par María Teresa Findji[372], l'armée a opté pour rester en retrait, laisser le champ libre aux organisations subversives et éviter que celles-ci s'étendent vers des zones plus importantes du point de vue stratégique. C'est probablement le cas du département de la vallée du Cauca. Cette manière d'agir rappelle la stratégie adoptée par les forces armées péruviennes à Ayacucho, au début des années quatre-vingt, durant la première étape du Sentier Lumineux. L'armée et la police se sont enfermées dans leurs casernes, permettant, et parfois stimulant, les conflits intracommunautaires, renforcés par l'appui des insurgés.

Les communautés indiennes du Cauca ont fini par trouver naturelle leur cohabitation avec de nombreux groupes armés qui s'installaient dans leur territoire ou qui s'y déplaçaient. Malgré les multiples escarmouches entre les communautés et les guérillas, la présence de ces dernières a fini par faire partie du paysage quotidien des régions rurales du Cauca. Les jeunes s'étaient habitués à la vie guérilléra et ils lui portaient même une certaine admiration, comme le laissent voir de multiples témoignages.

Il est vrai que tous les groupes ayant opéré dans cette région ont incorporé dans leurs rangs de jeunes Indiens et que certaines organisations ont créé des colonnes ayant pour nom "La Gaitana", dans le cas du M-19, ou "Cacique Calarcá", dans le cas de l'ELN. Mais ce n'est qu'avec l'apparition du Quintín Lame qu'un groupe

[372] María Teresa Findji, "Tras las huellas de los Paeces", in Encrucijadas de Colombia Amerindia, Francois Correa (Editor), Bogotá, 1993.

armé, formé majoritairement d'Indiens, brandissait l'étendard de leurs luttes, incorporait leurs pratiques et leurs coutumes et, en outre, visait ceux qu'il considérait comme ennemis des organisations indienness, y compris les autres groupes insurgés. C'est pourquoi le Quintín Lame – malgré ses différends avec certaines communautés et ses multiples points de convergence avec d'autres groupes insurgés de type traditionnel – peut être considéré comme le seul groupe armé de l'histoire du conflit armé colombien ayant une claire identité indienne.

Parmi les nombreux éléments qui permettent de caractériser le Quintín Lame, nous pouvons en souligner les suivants : l'organisation interne, le profil de ses membres, l'importance accordée à leurs traditions culturelles profondément enracinées et la socialisation des délibérations internes à travers les « écoles de formation ».

5.1 L'organisation

La structure organique du Quintín Lame à commencé à se construire grâce à l'expérience acquise par les groupes d'auto-défense et le groupe mobile, durant la période comprise entre 1977 et 1984. Au moment de la prise de Santander de Quilichao (janvier 1985), le Quintín possédait déjà une structure de base qui se consolidera l'année suivante. En juin 1986, l'assemblée générale a approuvé les "Statuts Provisoires" qui, avec quelques modifications réalisées postérieurement, ont été conservés jusqu'à sa démobilisation, en 1991. Ils constituent une importante référence pour comprendre cette organisation indienne mais ils doivent être utilisés avec précaution à cause de l'informalité qui a caractérisé le Quintín Lame[373]. Selon ce document, il y a dans le groupe deux niveaux d'organisation : le Commando Quintín Lame et les groupes d'auto-défense ou groupes d'appui[374].

---

[373] Comando Quintín Lame, "Estatutos provisionales", approuvés an assemblée générale, juin 1986.

[374] Le nom de "Comando Quintín Lame" s'est maintenu jusqu'en 1986, lorsque ce groupe a commencé à s'appeler « Mouvement Armé Quintín Lame ». Nous ne connaissons aucun document officiel ayant enregistré ce changement ni les raisons qui l'ont motivé. Apparemment, cette modification tenait uniquement au désir de se présenter comme une organisation plus solide et plus grande. Selon Gildardo : "...le nom de 'commando' faisait penser à une organisation très petite". De toute manière, on a continué à utiliser les deux noms et certains documents de la fin des années quatre-vingt qui ont utilisé le papier avec

Le premier était chargé des opérations proprement militaires et du contrôle territorial des différentes zones. Son autorité suprême était la direction politique dont le nombre de membres était variable. Elle était constituée des dirigeants les plus capables, ayant un excellent parcours.[375] Les responsabilités de la direction étaient de définir la stratégie militaire et politique, de préparer des accords et d'entretenir des relations avec d'autres groupes insurgés, ainsi qu'avec des organisations politiques et sociales travaillant légalement. Elle avait la charge de nommer le commandant général et les commandants de zone ainsi que le principal responsable politique et les responsables politiques de zone, d'entériner les décisions opératives de spéciale importance prises par le commandant général et d'approuver les décisions disciplinaires dans les cas d'extrême gravité qui exigeaient l'application de la peine maximale.

Le commandant général – nommé pour une période indéfinie par la direction politique – était le responsable permanent des colonnes armées du Quintín Lame, chargé de prendre les décisions opératives qu'il jugerait nécessaires au déroulement de la stratégie politique et militaire tracée préalablement par la direction politique. Dans la pratique, le commandant général disposait d'une ample marge d'autonomie pour prendre ces décisions. Mais, parfois, quand il s'agissait par exemple d'opérations militaires de grande envergure, de déplacements dans des territoires en dehors du contrôle du Quintín ou d'opérations conjointes avec d'autres groupes armés – tel fut le cas du bataillon *América* –, il consultait la direction politique et il faisait constamment appel à l'Etat Major central. Ce corps était constitué par le commandant général, le responsable politique central et les commandants de zone. Sa fonction principale était de conseiller le commandant général dans la prise de décisions opératives et dans

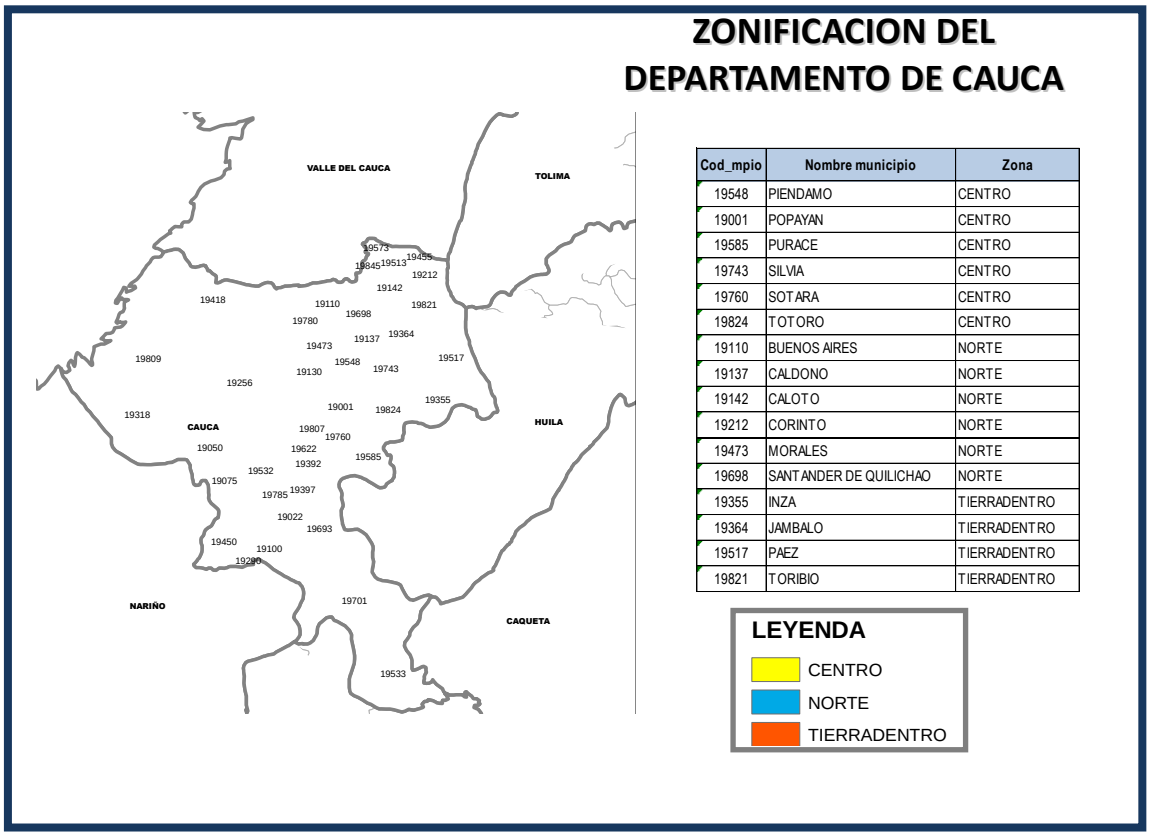
---

en-tête du Mouvement Armé Quintín Lame, sont signés par le « Commando Quintín Lame ». Mais les accords de paix signés en 1991 ont été souscrits par le "Mouvement Armé Quintín Lame", ce qui signifie que ce nom faisait référence au Commando proprement dit et aux groupes d'auto-défense.

[375] Comme nous le verrons, dans la pratique, la direction politique était le seul corps à avoir une idée claire sur l'horizon politique du Quintín Lame. Ce fait, joint à sa composition et à sa séparation des colonnes armées, fut une source de tensions avec l'Etat Major qui ont menacé l'unité du mouvement, surtout dans sa dernière phase. Pablo Tattay, Luis Angel Monroy, Edgar Avirama et Jorge Caballero ont fait partie de la direction politique. Même si celle-ci jouissait d'une ample autonomie, en général, ses décisions étaient le résultat d'un ample débat avec les autres instances. Ces discussions avaient souvent lieu au cours des nombreuses écoles de formation organisées entre 1985 et 1990.

l'orientation permanente du Quintín, ainsi que de coordonner les différents niveaux de l'organisation. Pour ce faire, il devait se réunir au moins tous les deux mois. Il devait aussi désigner les deuxièmes commandants de zone et les commandants d'escadron et prendre des décisions disciplinaires dans les cas d'infraction grave au règlement qui, de par sa gravité, étaient considérés comme des délits.

Carte Géographique No. 3. Zones d'opération du Quintín Lame



Cod_mpio	Nombre municipio	Zona
19548	PIENDAMO	CENTRO
19001	POPAYAN	CENTRO
19585	PURACE	CENTRO
19743	SILVIA	CENTRO
19760	SOTARA	CENTRO
19824	TOTORO	CENTRO
19110	BUENOS AIRES	NORTE
19137	CALDONO	NORTE
19142	CALOTO	NORTE
19212	CORINTO	NORTE
19473	MORALES	NORTE
19698	SANTANDER DE QUILICHAO	NORTE
19355	INZA	TIERRADENTRO
19364	JAMBALO	TIERRADENTRO
19517	PAEZ	TIERRADENTRO
19821	TORIBIO	TIERRADENTRO

Territorialement, le Quintín Lame avait quatre zones d'opérations[376] : a) La zone nord : Corinto, Caloto, Santander de Quilichao, Buenos Aires, Caldono et Morales ; b) Tierradentro : Paez, Inza, Toribío et Jambaló ; c) La zone centrale : Silvia, Piendamó, Totoró, Coconuco, Popayán et Paispamba et d) La zone urbaine, constituée par un petit réseau d'activistes qui travaillait principalement dans la ville de Popayán mais qui

[376] Cette division, telle qu'elle est présentée ici, donne seulement une idée de la distribution réelle adoptée par le Quintín car, dans la pratique, les limites entre les différentes zones ne coïncident pas exactement avec les limites municipales.

touchait d'autres localités et même la ville de Cali. D'après les statuts, chacune de ces zones devait être sous la responsabilité d'un premier et second commandant et, dans chacune d'elles, il devait y avoir au moins deux escadrons formés de dix ou douze combattants. Ces escadrons avaient également un premier et un second responsable. Les commandants de zone et les responsables d'escadron formaient, avec le responsable politique de la zone, l'Etat Major de chacune des zones, chargé de l'orientation politique et militaire, des décisions disciplinaires concernant les fautes graves et de la nomination des seconds responsables de l'escadron[377].

Quant aux groupes d'auto-défense ou groupes d'appui, ils étaient conçus comme le mécanisme permanent de contact entre les communautés et le noyau militaire du Quintín Lame. On pourrait les considérer comme des corps mixtes, étant donné que leur constitution et leurs actions devaient avoir l'aval – au moins théoriquement – du *cabildo* respectif. Le règlement indiquait que chaque groupe d'auto-défense devait avoir huit membres maximum et un premier et un deuxième responsable nommés par l'autorité correspondante du Quintín Lame et que l'appartenance à ces groupes devait rester secrète. Il signalait également que ses tâches principales étaient de défendre les communautés et de donner un soutien logistique à la colonne qui travaillait dans chaque zone.

Un document tardif souligne le fait qu'on ne peut pas constituer des groupes d'auto-défense sans l'autorisation du *cabildo* respectif, ainsi que le caractère mixte de ces groupes, soumis au contrôle des commandants de la zone et du *cabildo* respectif. D'après le même document, ils devaient être formés de personnes d'honnêteté reconnue, n'ayant pas de problèmes avec d'autres membres de la communauté et respectant et soutenant les décisions des autorités traditionnelles. Ces groupes, intermédiaires entre les *cabildos*

[377] Le règlement n'indique rien au sujet des recherches de financement de l'organisation dont les besoins économiques peuvent être estimés à quelques 30 millions de pesos par an qui, à l'époque, équivalent à 300.000 dollars. Le thème financier est abordé avec la plus grande réserve. En plus des assauts aux entreprises de transport de valeurs et aux établissements bancaires, le Quintín a fait appel aux contributions "volontaires" de certains propriétaires ruraux, presque toujours en liquide. Même si le Quintin a toujours nié avoir pratiqué l'enlèvement, il a reconnu, en privé, avoir participé à trois enlèvements.

et le commando militaire, devaient assurer l'appui logistique aux unités armées et la protection des dirigeants, promouvoir le contact entre les organisations indiennes et paysannes, soutenir l'autorité du *cabildo* et des communautés, effectuer des tâches d'intelligence, assurer le contrôle de la zone en cas d'absence des unités armées et effectuer des tâches de "nettoyage" dans leur territoire en adressant des avertissements aux délinquants[378].

Les groupes d'auto-défense se sont maintenus actifs entre 1984 et 1991, l'année de la démobilisation du Quintín Lame. Il est impossible de calculer le nombre de leurs effectifs, vu la rotation permanente de leurs membres. Ces groupes ont joué un rôle important dans l'élargissement des bases politiques du Quintín mais, en plus, ils ont permis l'incorporation progressive de nouveaux membres aux unités armées et le retour à leur communauté pour les combattants ayant quitté temporairement ou définitivement la lutte armée proprement dite. Cette possibilité d'entrer dans l'organisation ou d'en sortir distingue ces groupes de toutes les autres organisations armées présentes dans la région. Même si cela aurait pu constituer un point faible, à cause d'éventuelles fuites d'information, en fait, cela a renforcé les liens avec les communautés.

Cette structure organique a permis au Quintín Lame de développer un ample répertoire d'actions dont le but était, comme nous l'avons signalé, de défendre les communautés, de protéger les dirigeants et de soutenir les revendications des communautés indiennes du Cauca. En même temps, grâce à l'existence d'un noyau armé stable, le Quintín a pu s'impliquer dans des actions offensives, comme la campagne menée dans le département du Valle, en tant que partie constitutive du bataillon *América*, dirigé par le M-19, au début de l'année 1986.

Le régime disciplinaire du Quintín Lame constitue une autre différence importante par rapport aux groupes insurgés qui opéraient dans le Cauca. Contrairement aux pratiques des FARC ou du Ricardo Franco, qui traitaient d'une

[378] Sur les groupes d'appui, document interne, S.F.

manière drastique leurs membres, et qui faisaient régner la terreur dans leurs propres rangs, le règlement interne du Quintín Lame faisait preuve d'une grande flexibilité qui a attiré les sympathies des jeunes Indiens intéressés par le groupe car ceux-ci n'appréciaient pas les excès militaristes d'autres mouvements. Le règlement citait quatre niveaux de fautes[379].

a) Au premier niveau, on trouve les fautes considérées légères, comme par exemple la perte d'une munition ou d'une arme et, en général, les erreurs commises sans l'intention de faire du mal. A ce niveau, les sanctions étaient imposées par le commandant d'escadron et elles se limitaient à écouter des causeries politiques ou disciplinaires.

b) Au deuxième niveau se situent les fautes considérées comme graves et dont la nature est très diverse : les bagarres entre combattants, la paresse et la couardise, les menaces proférées contre des combattants ou des membres de la communauté, la propagation de ragots ou de calomnies, ainsi que des attitudes entraînant la démoralisation des combattants. Des fautes plus sérieuses étaient également cataloguées dans ce niveau, telles que la tentative d'homicide sur un autre combattant ou sur des membres de la communauté, le manque de respect aux responsables et aux communautés et l'usage indu des armes. D'autres fautes comme la consommation de boissons alcoolisées, les jeux de hasard ou les insultes adressés aux responsables ou aux membres des communautés étaient également répertoriées dans ce niveau. Dans ce cas-là, les sanctions étaient décidées par le commandant ou par le commando principal de chaque zone : elles pouvaient être le changement de région, la suspension des sorties, la déclaration d'incapacité pour certains postes ou même la radiation temporaire du mouvement. Dans ce dernier cas, la personne sanctionnée était mise sous la surveillance d'un membre des auto-défenses locales.

c) Appartiennent au troisième niveau les conduites entraînant de graves préjudices pour l'organisation, considérées comme des délits proprement dits. Il s'agit de

[379] Comando Quintín Lame, "Estatutos provisionales", op. cit.

comportements affectant la morale du mouvement : consommer des stupéfiants, faire des affaires douteuses, empêcher les pratiques religieuses ou culturelles de la population et, en général, toute action portant atteinte à la morale et aux coutumes des communautés ou au prestige du mouvement guérilléro. Dans cette catégorie de délits, on peut inclure également le racket au nom du Quintín, les vols à des membres des communautés, l'abus d'autorité de la part des cadres et le viol de femmes appartenant au mouvement ou faisant partie des communautés. A la même catégorie appartenaient les comportements mettant en danger le groupe armé comme tel, par exemple le sabotage des plans militaires, l'insubordination, la vente ou la perte de matériel de guerre, la désertion, la trahison, la délation, l'homicide commis accidentellement contre des membres du groupe armé ou des communautés suite à des erreurs dans le processus de recherche. Les sanctions prévues contre ces comportements étaient imposées par l'Etat Major général et elles pouvaient aller du transfert de zone ou la suspension de sorties pendant un an jusqu'à la privation d'armes ou l'obligation de les récupérer lors d'un combat. Dans les cas les plus graves, on pouvait aller jusqu'à l'expulsion du mouvement, une mesure qui devait être communiquée aux communautés.

d) En dernier lieu, au quatrième niveau se situent les délits considérés d'extrême gravité, situés en haut de l'échelle. Ils étaient punis de la peine de mort. Quatre comportements appartiennent cette catégorie : La délation volontaire entraînant de graves préjudices pour l'organisation, l'homicide aggravé contre des membres du groupe insurgé ou des communautés, la récidive dans la violation de femmes de l'organisation ou des communautés ou la récidive dans le vol d'argent ou de matériel de guerre de l'organisation. Pour appliquer la peine de mort, il fallait une discussion préalable en assemblée générale qui devait être entérinée par l'Etat Major général et, finalement, par la direction politique.

Le règlement ne se prononçait pas sur le traitement que l'on devait donner aux délits commis par la population civile. Vu que le Quintín a soutenu à plusieurs reprises les autorités traditionnelles, on aurait pu s'attendre à ce qu'il se limite à appuyer les

sanctions imposées par les *cabildos*. Mais, dans la pratique, il n'en fut pas ainsi. Comme il a été signalé dans d'autres chapitres, le groupe a rempli, dans ses zones d'opération, des fonctions policières et il ne s'est pas limité aux avertissements ou à l'expulsion des délinquants de droit commun. En fait, on enregistre bien des cas d'exécution de ces délinquants ou de ces délateurs, ou encore de ceux qui favorisaient la constitution de groupes paramilitaires ou de ceux qui portaient atteinte à la vie de dirigeants indiens. Il n'y avait pas de procédure établie pour ces cas et les décisions, qui avaient en général un caractère politique, revenaient à la discrétion des commandants locaux.

5.2 Appartenir au Quintín Lame

Lorsque l'on a demandé à "Richard" - un jeune homme páez né à Tierradentro, devenu responsable d'un escadron qui opérait à Puracé - s'il avait cherché le Quintín ou si, au contraire, le Quintín l'avait cherché, il a répondu de manière évasive : "nous nous sommes rencontrés". En d'autres mots, c'est la même réponse qu'ont donné tous les ex combattants interviewés lorsqu'on leur a demandé le cheminement qu'ils ont fait pour intégrer le Quintín.

Le règlement du Quintín Lame prévoyait la consultation des *cabildos* durant le processus de sélection de ses membres[380]. Parfois, il arrivait que les autorités approuvent la sélection réalisée pour faire plaisir à l'un de leurs membres appartenant à un groupe armé ou qu'elles recommandent un jeune homme dont il fallait sanctionner le mauvais comportement, ce qui revenait à une sorte de "service militaire obligatoire"[381]. Mais, sur ce point, comme dans beaucoup d'autres cas, le règlement ne constituait qu'une référence qui n'était pas toujours respectée. Bien au contraire, s'il y a une caractéristique distinctive des mécanismes de recrutement et d'intégration au Quintín, c'est bien son informalité.

Presque tous les interviewés ont manifesté que, depuis leur jeune âge, ils avaient été attirés par les groupes insurgés, par réaction contre leur injuste situation sociale ou

[380] Comando Quintín Lame, "Estatutos Provisionales" op. cit.
[381] Romir, entretien mai 1993, Popayán.

par admiration ou, tout simplement, par curiosité. De même, presque tous étaient d'accord pour dire qu'ils ont eu le choix d'appartenir à l'un ou l'autres des groupes insurgés qui évoluaient dans leur territoire, surtout le M-19 et le Ricardo Franco, mais que, finalement, ils ont été plus attirés par le Quintín Lame à cause de son engagement clair avec les luttes indiennes, de son profil militaire modéré et, surtout, de la facilité qu'il donnait pour entrer et sortir quand on le souhaitait et de garder le contact avec la famille, à la différence des FARC où, selon eux, « si on entre, on n'en sort plus »[382]. Comme nous l'avons dit précédemment, cette caractéristique a empêché la rupture avec le réseau social qui soutenait le Quintin et l'a plutôt renforcé.

Une autre raison d'intégrer le Quintín est le nombre important de combattants ayant des proches dans le mouvement, surtout des frères ou des cousins, ou de personnes qui ont noué des relations stables avec leur compagnon permanent ou leur compagne à l'intérieur de l'organisation. C'est pourquoi on peut dire que beaucoup d'entre eux considéraient le Quintín comme une extension de leur famille du fait qu'un des leurs appartenait au mouvement. Cette relation avec la famille a été renforcée par la pratique courante d'accorder des permissions pour que les combattants rencontrent leurs proches. Il était fréquent que les familles – la mère, l'épouse et les enfants – se rendent aux lieux où se trouvait temporairement une colonne du Quintín et qu'ils y restent plusieurs jours. Cette pratique s'est généralisée durant la réalisation des "écoles de formation" et elle est devenue un mécanisme de renforcement du réseau social.

Selon le règlement, pour un combattant, le temps minimum d'appartenance au Quintín était de six mois. Mais, très souvent, ce séjour qui pourtant était très bref par rapport à celui d'autres groupes insurgés, n'arrivait pas à terme, sans que ces départs hâtifs aient suscité des tensions importantes. En fait, sauf dans le cas des commandants de zone et des responsables d'escadron, on remarque un flux permanent dans les différentes unités guérilléras et dans les communautés où les unités d'auto-défense ont joué un rôle important. La constante rotation du personnel a entraîné des

[382] Atelier avec des ex-combattants du Quintín Lame sur leur expérience quotidienne dans la guérilla, Popayán, mai 1993.

inconvénients surtout en ce qui concerne la formation des combattants. "Mauricio" se rappelle que ceux-ci entraient au Quintín avec une très faible instruction, ce qui rendait difficile leur préparation. En général, il fallait commencer par leur apprendre à lire et à écrire et cette tâche était interrompue parce que beaucoup d'entre eux rentraient rapidement dans leur communauté, parfois, au bout de deux mois. Il fallait donc recommencer sans cesse la préparation des combattants[383]. En outre, cette situation a empêché au Quintín d'avoir un nombre important de combattants expérimentés. C'est pourquoi, beaucoup d'actions furent menées par des personnes qui n'avaient reçu que deux ou trois semaines d'instruction[384]. Mais, finalement, cette rotation permanente a permis de conquérir un nombre important de jeunes qui, même s'ils ne sont pas restés dans le mouvement, ont aidé à construire un vaste réseau de collaborateurs et de sympathisants, beaucoup d'entre eux liés aux groupes d'auto-défense, qui ont facilité les déplacements et les opérations du Quintín[385].

Qui étaient ces combattants indiens? Une enquête menée par le bureau de réinsertion dans le campement de Pueblo Nuevo quelques jours avant la démobilisation permet d'approcher ce que l'on pourrait considérer comme le profil du combattant du Quintín[386]. Bien entendu, nous faisons référence au combattant sans grade, appartenant à l'un des escadrons ou aux groupes d'auto-défense, en le distinguant des membres de la direction politique, formée par les cadres ayant une plus grande expérience, dont la plupart avaient une formation universitaire.

La moyenne d'âge n'arrivait pas à 23 ans et il faut signaler que 30 personnes sur les 82 enquêtées étaient des mineurs, ce qui n'est pas étonnant, étant donné que, dans

---

383 "Mauricio", entretien, octobre 1992, Popayán.

384 Blanca, entretien, mai 1993, Popayán.

385 En plus du noyau permanent formé d'environ quatre-vingt guérilleros, le Quintín disposait d'un groupe flottant de quelques cent combattants. Compte tenu que la moyenne de permanence ne dépassait pas les six mois, il ne semble pas exagéré de penser que, entre 1984 et 1990, un nombre vraiment élevé de jeunes Indiens, non loin de cinq-cents, se sont incorporés temporairement au mouvement, sans compter que des familles entières se considéraient "*quintines*" du fait qu'un seul de ses membres appartenait à l'organisation et sans compter, non plus, les personnes soutenant les groupes d'appui.

386 Oficina de Reinserción, Cuadro resumen de los primeros 84 encuestados del MQL, Pueblo Nuevo, Mayo de 1991. Tous les enquêtés n'ont pas rempli totalement le formulaire. C'est pourquoi la base de l'enquête varie d'une question à l'autre.

les zones rurales du Cauca, les jeunes assument très tôt des responsabilités économiques et familiales. En fait, beaucoup d'interviewés ont affirmé être entrés au Quintín avant d'avoir 14 ans.

Tableau No 3. Distribution par âge des combattants du Quintín Lame

AGE	NOMBRE	%
De 14 à 17 ans	30	36.60
De 18 à 22 ans	28	34.14
De 23 à 27 ans	16	19.51
De 28 à 32 ans	3	3.65
33 ou plus	5	6.10
TOTAL	82	100.00

Le niveau scolaire des combattants était extrêmement faible, ce qui s'explique par le fait que presque tous provenaient de zones rurales marginales. Environ 85% avaient fait des études complètes ou incomplètes de primaire et, vu l'intérêt des "écoles de formation" à donner aux combattants une instruction de base, on peut déduire que même ceux qui avaient suivi le primaire, avaient de grandes lacunes dans leur formation. On comprend l'insistance des formateurs sur la nécessité, dans la plupart des cas, de commencer par la lecture et l'écriture :

Tableau No 4. Niveau de scolarité des combattants du Quintín Lame

Scolarité	Nombre	%
Sans école primaire	7	7.14
1 à 3 ans d'école primaire	32	32.65
4 à 5 ans d'école primaire	45	45.91
1 à 3 ans d'école secondaire	7	7.14
4 à 5 ans d'école secondaire	3	3.06
Baccalauréat	4	4.10
TOTAL	98	100.00

Sur les 66 enquêtés qui ont répondu à la question sur leur origine, 59 ont manifesté appartenir à une communauté indienne du Cauca, contre 7 qui ont affirmé venir d'autres départements : 1 du Valle et 6 du Tolima. Sur les 84 enquêtés, 8 ont dit avoir occupé auparavant un poste dans les *cabildos* et 6 ont affirmé avoir été liés à des entreprises communautaires. Les 70 restants ont manifesté n'avoir occupé aucun poste dans la communauté. D'autre part, il est important de souligner que seulement 26% des interviewés ont montré qu'ils connaissaient bien la langue páez. Ce dernier facteur, joint au pourcentage élevé de mineurs et au nombre réduit de combattants ayant occupé un poste dans leurs *cabildos*, pourrait indiquer la perte, pour certains d'entre eux, d'importants éléments identitaires que, comme nous le verrons, beaucoup d'entre eux croient avoir récupérés grâce à leur participation au Quintín.

Tableau No 5. Combattants du QL. Maîtrise de la langue páez

Maîtrise de la langue páez	Nombre	%
La comprennent et la parlent	22	26.20
La comprennent mais ne la parlent pas	5	5.95
Ne la comprennent pas ni la parlent	57	67.85
TOTAL	84	100.00

Lorsque l'on a demandé aux interviewés la signification qu'a eue pour eux leur appartenance au Quintín, pratiquement tous étaient d'accord pour affirmer que la formation politique avait été l'apport le plus important pour eux. Un des ex-combattants fait référence à cet enrichissement dans les termes suivants :

> Quand on est dans une communauté, on ne connaît pas beaucoup de choses, alors que, quand on va en expédition ou qu'on fait des activités, on apprend beaucoup de choses qu'on considère nécessaires. Par exemple, j'ai appris beaucoup de choses, j'ai appris à vivre en relation avec les gens, j'ai appris à ne pas être timide, j'étais jeune et trop timide et ne savais pas comment mener une réunion ou d'autres rencontres. Et là, j'ai appris des choses, j'ai appris à faire des choses pour la communauté, j'ai pris connaissance de certains droits des communautés, quelle était la manière de les revendiquer. Pour moi le changement a été très important[387].

En général, tous les ex-combattants interviewés accordent plus d'importance à

[387] Atelier avec des ex-combattants du Quintín, Efraín, mai 1993, Popayán

la formation politique qu'à l'entraînement militaire. Le contact avec d'autres personnes, les déplacements dans d'autres territoires du département et les connaissances acquises sur des problèmes touchant d'autres communautés, ainsi que l'intérêt des formateurs à renforcer le leadership des jeunes constituent pour la plupart d'entre eux l'héritage le plus précieux de leur passage par le Quintín. C'est un trésor pour leur vie. "Maintenant – ajoute un autre combattant – nous savons nous débrouiller avec les personnes et avec les communautés. Parfois je pense : que serais-je devenu si j'étais resté dans la communauté? Un journalier de plus ou une personne de plus dans la communauté, consacré à mes problèmes personnels, courbé sur la houe, sans regarder réellement les problèmes qui attendent une solution "[388].

Même s'il n'y a pas de chiffres disponibles, on peut déduire des entretiens qu'un pourcentage non inférieur à 25% du total des combattants était formé de femmes dont certaines ont accédé à des responsabilités militaires en tant que cheftaines d'escadron. Sans doute que, pour elles, le changement fut encore plus grand. Dans les entretiens, elles soulignent le fait que non seulement leur regard s'est élargi en ce qui concerne la situation des communautés et du pays en général mais qu'elles ont accédé à une position d'égalité avec les hommes. Blanca, en se référant au traitement donné aux femmes dans le Quintín, souligne ce point : "Egales, là, il n'y a de couronne pour personne. Tout le monde est pareil. S'il faut aller chercher du bois à brûler, il faut y aller ; s'il faut faire des gardes, on les fait ; s'il faut faire le ménage, on le fait ; pour les activités d'intelligence militaire c'est pareil. C'est très bon parce que personne ne vaut pas plus que l'autre. Tout le monde est égal, égal, égal. Il y a beaucoup de discipline et il n'y a pas de discrimination "[389].

Une autre interviewée, Dalila, met l'accent sur la valeur que l'on accordait à l'opinion des femmes et sur leur possibilité, certainement plus grande que celle des autres femmes de leur communauté, d'avoir de l'influence sur des décisions importantes : "Quand on est là, on te demande : Qu'est-ce que vous en pensez, camarade? On te

[388] Atelier avec des ex-combattants du Quintín, Benjamín, mai 1993, Popayán.
[389] Blanca, entretien, mai 1993, Popayán.

présente les problèmes du moment pour voir quelle issue on peut leur trouver. C'est très bon parce que, quand on travaille directement dans les communautés, on va aux *cabildos*, on partage avec eux et on se prépare encore plus grâce à ces échanges d'expériences. Ce n'est pas qu'on sache plus de choses parce qu'on a manié un bout de fer, ce n'est pas pour cela qu'on doit commander. Je me considère l'égale de n'importe quel compagnon et, quand je suis partie de là, j'ai commencé à travailler avec les communautés."[390]

En dernier lieu, il faut souligner le fait que s'il est vrai que, pour un grand nombre de combattants, l'appartenance au Quintín a signifié s'ouvrir au monde, d'autres pensent que leur passage par cette organisation leur a permis aussi de se reconnaître comme Indiens et de récupérer des éléments de leur identité que, dans bien des cas, ils avaient perdue. Ce fut par exemple le cas de Gildardo, le troisième commandant général du Quintín mais, très probablement, ce fut aussi le cas d'autres combattants dont les familles s'étaient déplacées vers d'autres départements en perdant les liens avec leur communauté d'origine. Au sujet des difficultés pour participer aux discussions sur les problèmes des communautés durant ses premiers contacts avec les groupes d'auto-défense, au début des années quatre-vingt, Gildardo raconte : "...Moi, comme Indien, j'ignorais les droits et la fonction des autorités. Le pire c'est que j'avais perdu la culture et les coutumes parce que, depuis l'enfance, nous avions perdu l'identité. Nous nous identifiions uniquement en tant que paysans. Pour cette raison, je me sentais incapable de faire des causeries."[391]

5.3 Les traditions culturelles

Parmi les nombreux éléments culturels paeces incorporés par le Quintín Lame à son activité armée, il faut citer la présence de médecins traditionnels. Leur contribution fut, pour le groupe, un précieux instrument de renforcement spirituel et un moyen de légitimation vis-à-vis des communautés. Le médecin traditionnel ("thé wala" ou grand vieux) est pour les Paeces un spécialiste magico-religieux possédant les

[390] Dalila, entretien, mai 1993, Popayán.
[391] Gildardo, Biografía del Quintín Lame, op. cit. p. 12.

caractéristiques du chaman, extrêmement respecté par les communautés qu'il conseille en utilisant divers moyens.

Parmi ces moyens, on peut citer l'interprétation des "signes" et les rituels de propreté. L'interprétation des signes est un système de divination dans lequel interviennent les herbes, les mouvements corporels et, bien entendu, la capacité divinatoire du médecin qui essaie de rétablir le flux de l'énergie de l'organisme. Les rituels de propreté sont des procédés par lesquels le médecin, à travers la coca et le tabac, élimine les impuretés et contrecarre les influences maléfiques des adversaires naturels ou sociaux, ce qui permet de libérer l'atmosphère dans les moments critiques.[392]

Pour devenir "thé wala", il faut remplir plusieurs conditions, parmi d'autres : a) Avoir une capacité innée pour reconnaître les vibrations des patients et écarter les esprits nocifs. b) S'entraîner dans la connaissance et l'usage des plantes médicinales. c) Se former dans des techniques curatives comme le massage pour guérir les traumatismes, percevoir des signes qui informent sur les interruptions du flux de l'énergie des personnes ainsi que pour reconnaître des changements dans la mature permettant de prédire des événements. D'autres rites traditionnels sont la cérémonie de rénovation du pouvoir des bâtons de commandement ou la capture de vers luisants qui permettent de faire sortir le mal dont souffrent les gens et les fortifier spirituellement.[393]

Les pratiques des médecins traditionnels furent très tôt encouragées par le CRIC comme un mécanisme de réaffirmation culturelle et furent très utilisés dans la préparation à la récupération de terres ou comme partie des cérémonies collectives, telles que la prise de fonctions des gouverneurs des *cabildos*. Cette activité eut un tel prestige que, parfois, il y eut des attentats contre les médecins de la part des ennemis des communautés, dans une tentative de les affaiblir ou de les diviser. Perafán, dans son travail sur le système juridique páez, enregistre l'assassinat de 15 the walas à San Francisco, au début des années 80, accusés par les FARC de pratiquer la sorcellerie.

[392] Anthony Henman, Mama Coca, op. cit., chapitre VII.
[393] Carlos César Perafán, Sistemas jurídicos Páez, Kogi, Wayúu y Tule, Bogotá, 1995, p. 110.

Selon cet auteur, en 1982, les groupes d'auto-défense du Quintín Lame, récemment fondé, ont tué Guillermo Músicue, accusé de promouvoir ces assassinats[394]. En effet, contrairement à son habitude de respecter les pratiques traditionnelles, le Quintín fut protagoniste d'un obscur épisode dont parle Cristóbal Secue : "Tout d'un coup, ils ont a commencé à tuer les sorciers et on sait que les sorciers sont les mêmes que ceux que l'on appelle les médecins traditionnels. Ils avaient des problèmes politiques, des problèmes de concurrence. Alors, lorsque on a commencé à éliminer les médecins traditionnels, les gens qui les fréquentaient ont commencé à haïr le Quintín"[395].

Les combattants du Quintín, pour se protéger, avaient l'habitude de faire appel aux services du médecin traditionnel et beaucoup de gens pensent que la mort de certains combattants fut la conséquence de l'ignorance des avertissements des médecins : "Ils avertissaient constamment les gens au cas où ils rencontreraient l'ennemi car il faut avoir au moins quelques plantes pour se défendre. On croit que ces plantes peuvent nous protéger "[396].

La présence de médecins a été vérifiée dans plusieurs opérations militaires du Quintín, comme par exemple lors de la prise de Santander de Quilichao. Dalila se rappelle que les combattants n'avaient pas dormi les nuits précédentes parce qu'ils avaient fait des travaux de "nettoyage" avec les médecins et elle pense que, à la différence de ce qui est arrivé au Ricardo Franco, si le Quintín n'a pas eu de pertes c'est grâce à cette protection[397]. Romir, pour sa part, se souvient qu'un des éléments qui a le plus manqué à la colonne qui était sous ses ordres lorsqu'ils se sont rendus à la vallée du Cauca avec le bataillon *América*, ce fut justement l'accompagnement de médecins traditionnels :

> Je crois beaucoup à cela ; nous faisions un travail traditionnel avec tous les compagnons, nous l'avons pratiqué et je crois que, en grande partie, cela a fonctionné mais on ne sait jamais comment travaille le médecin traditionnel, si pour une quelconque raison il faisait bien son travail ou non, n'est-ce pas ; dans

[394] Ibidem, p. 112.
[395] Cristóbal Secué, entretien, octobre 1996, in Memoria del Movimiento Armado Quintín Lame, imprimé, non daté, p. 87.
[396] Atelier avec des ex-combattants du Quintín, mai 1993, Popayán.
[397] Dalila, entretien, mai 1993, Popayán.

> cette histoire il faut avoir des gens de confiance... le nettoyage et le médecin vous dit dans quelle situation vous êtes et quel risque vous courrez. C'étaient des médecins des communautés, c'était un travail de confiance, c'est quelque chose que les gens savent, quelque chose dans laquelle on croit ; on voit que ce sont des énergies qui vous aident, qui vous pénètrent et, de toute manière, cela inspire de la confiance aux gens. Quand nous sommes partis pour le Valle, nous n'avons pas eu cette possibilité, parce que, là bas, comment aurions-nous trouvé un médecin ?[398]

Même dans les réunions de la direction politique, il y avait des médecins traditionnels, malgré la méfiance de certains membres peu croyants. Le commandant Gildardo, par exemple, ne manifeste pas une grande confiance dans le travail des *the walas*. Mais plusieurs interviewés avouent, avec leur sens habituel de l'humour, que lorsqu'il y avait une séance avec le médecin, lui et d'autres compagnons peu convaincus participaient à ces pratiques : "ils étaient là, au cas où…"

5.4 Espaces de formation et de discussion collective

Même si le commandement était exercé de manière hiérarchique et s'appuyait sur des mécanismes de contrôle, le Quintín avait une pratique bien particulière qui a assuré la socialisation des discussions, la formation des cadres et l'intégration de ses membres. Il s'agit des "écoles de formation", véritables espaces de socialisation qui ont permis de préparer les cadres, de tendre des ponts vers les communautés et de renforcer les liens sociaux. Le terme « école » renvoie à deux traits distinctifs de cette organisation : le caractère collectif de ses discussions et de ses décisions et l'effort permanent pour analyser et préciser son orientation.

Le document collectif « Mémoire du MAQL" synthétise ainsi les objectifs de les écoles:

> Ces écoles ont plutôt un caractère politico-organisationnel et visent à enrichir les connaissances de chacun sur la situation que vit notre pays, influencée par d'innombrables facteurs et acteurs de la violence qui causent des morts dans différents secteurs à cause de la guerre

[398] Romir, entretien, mai 1993, Popayán.

> sociale (…)
> Idéologiquement, cette école ouvre vers un horizon très large et encourageant parce qu'elle éclaire les combattants qui, souvent, ne savent que tirer des balles mais sans avoir une préparation politique qui les rende conscients de la réalité que nous vivons.[399]

Selon les documents consultés, onze écoles ont été mises sur pied entre 1984 et 1991, dans différentes communes du nord du Cauca, dont trois ont été organisées conjointement avec d'autres organisations armées, le Ricardo Franco ou le M-19. Leur mise en place a été assurée par des commissions préparatoires qui, avant de commencer, entraient en contact avec le *cabildo* respectif et se chargeaient d'assurer les conditions matérielles nécessaires à leur fonctionnement : l'approvisionnement, le logement et la sécurité.

Les écoles ont presque toujours permis de rassembler tous les membres des colonnes mobiles qui parcouraient le territoire pour se rendre à un point précis. C'était là que l'on convoquait les membres des groupes locaux d'appui de la région dans laquelle aurait lieu la rencontre. Les familles des combattants (mères, pères, frères), informées de la date et du lieu de l'activité de formation, se rassemblaient dans les écoles et restaient dans ces campements improvisés parfois pendant plusieurs semaines pour y rencontrer les leurs. Finalement, des jeunes gens du *resguardo* où se tenait la rencontre venaient voir et finissaient par s'incorporer aux activités. Tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont participé aux écoles, s'en souviennent comme des moments forts de l'activité du Quintín et, en fait, pour beaucoup d'entre eux, ces rencontres constituent un point de référence dans leur vie. Tous ceux qui y ont participé en tant que membres actifs ou en tant que sympathisants du mouvement, se considéraient des « *quintines* ».

[399] Memoria del Movimiento Armado Quintín Lame, Imprimé, non daté, p. 50.

Un des nombreux participants se rappelle cette expérience en ces termes :

> Comme je vous le disais, les écoles étaient pour la formation dans les deux aspects, le politique et le militaire. La partie politique visait l'organisation des communautés, peut-être parce que c'était le point fondamental du Quintín, c'est-à-dire essayer que les membres du mouvement connaissent la plateforme politique de l'organisation pour la mettre en place dans les communautés indiennes (…)
>
> La partie politique et l'aspect organisationnel étaient très nécessaires aux communautés. On expliquait aussi beaucoup la législation indien, tout ce qui concernait les communautés. Je crois que la partie politique était très importante pour nous car, avec cela, nous pouvions nous défendre devant les communautés à cette époque où il y avait beaucoup de politicaillerie dans les partis traditionnels qui embobinaient les Indiens et les paysans avec des promesses. Face à tout cela, notre obligation était d'orienter les gens sur ce problème.[400]

L'activité des écoles comprenait deux aspects : l'entraînement militaire, à la charge des combattants les plus expérimentés. Cet enseignement portait sur le maniement des armes, les mécanismes de défense et les stratégies de déplacement. La deuxième partie était destinée à la formation politique qui commençait par l'enseignement de la lecture et de l'écriture et allait jusqu'à la discussion de documents politiques, en passants toujours par l'analyse de la conjoncture et par l'explication de concepts politiques de base.

Les groupes d'appui et les relations avec les communautés furent des thèmes privilégiés des écoles. Un des rares documents de formation signale explicitement l'importance du maintien et du renforcement des "réseaux sociaux" sur lesquels s'appuie l'organisation et du respect des engagements pris avec les communautés en matière de "bénéfices" qu'elles pouvaient tirer de la présence du groupe armé[401].

---

[400] Adelmo Isoto, entretien, octobre 1996, in Memoria del Movimiento Armado Quintín Lame, op. cit., p. 53.
[401] "Sobre los Grupos de Apoyo", document imprimé, MAQL, non daté.

Au sujet du premier point, on met l'accent sur les aspects suivants : la création de groupes d'appui qui doit se faire avec l'approbation des *cabildos* ; leurs membres doivent faire preuve de qualités morales indiscutables et, dans la mesure du possible, ils doivent appartenir au Quintín Lame ; les groupes seront sous le contrôle simultané du *cabildo* et du Quintín Lame et ils seront les intermédiaires entre ces deux instances ; leurs fonctions sont essentiellement de renforcer l'autorité du *cabildo* et celle de la communauté et de protéger celle-ci en expulsant les délinquants. En outre, les groupes d'appui seront les mécanismes privilégiés de recrutement et des facteurs dynamiseurs des communautés au moyen de réunions et de cours. Ils veilleront à faciliter l'exercice de l'autorité des *cabildos* en aidant à la récupération de terres et aux travaux communautaires, en défendant leurs dirigeants et en les secondant dans la solution des conflits internes En dernier lieu, on recommande fortement la réalisation d'activités visant à renforcer les traits culturels de la communauté, par exemple : "connaître sa langue et l'utiliser lors des réunions" ou "dresser des projets économiques sans oublier notre tradition de respect de la forêt, des mines et d'autres sites sacrés".

Quant au deuxième point, les engagements vis-à-vis de la communauté, il y a des recommandations précises : "Avoir un comportement digne et discipliné ; donner l'exemple de respect et de solidarité ; tenir les promesses". D'autre part, on attire l'attention sur les comportements qui peuvent nuire à la communauté : des opérations militaires sans son consentement ou qui mettraient en danger sa sécurité ; des abus ou des actes délictuels affectant des membres de la communauté : manque de respect à la morale ou à la culture communautaire. Finalement, il y a deux recommandations visant spécialement les "bénéfices de sécurité" qui signalent des attitudes à éviter, comme : "ne pas répondre aux demandes de la communauté" et « rester passif face aux agressions faites à celle-ci ».

Quant à la formation politique, un guide du "séminaire de formation politique"[402], probablement élaboré quelques mois avant les négociations de paix, propose, entre autres thèmes : a) La discussion sur la formation de la Nation et de l'Etat ; b) Le régime politique colombien ; c) Les luttes de classe et les luttes ethniques ; d) Les mouvements sociaux ; e) Le néolibéralisme et ses conséquences économiques; f) La trajectoire du mouvement Quintín Lame, et g) La proposition des peuples indiens à l'Assemblée Nationale Constituante. Comme on peut le constater, il s'agit de tout un programme de formation des futurs activistes politiques.

Les écoles furent donc un moyen privilégié de formation des membres du Quintín aux différents niveaux, une expérience de prise de décisions communautaires et un espace qui a permis aux sympathisants d'approcher la vie du mouvement et qui a fini par attirer un bon nombre d'entre eux. Ce travail de pédagogie politique n'est comparable à aucun de ceux réalisés par d'autres groupes armés colombiens et seulement on pourrait lui trouver une vague ressemblance avec les assemblées communautaires organisées par l'EZLN dont a découlé un slogan très connu qui a guidé l'action de ses dirigeants : "Commander en obéissant". Grâce aux connaissances acquises dans les écoles, un bon nombre d'anciens combattants du Quintín ont réussi, après la démobilisation, à occuper des postes de représentation locale ou municipale ou à devenir de remarquables leaders communautaires.

[402] "Seminario de Capacitación Política", document imprimé, MAQL, non daté.

Chapitre 6
Le coût de la guerre

La violence, peut-elle arrêter la violence? Oubliant la très connue affirmation d'Anna Arendt selon laquelle "la violence peut effectivement détruire le pouvoir mais, en revanche, elle est totalement incapable de le créer", des générations entières d'insurgés dans le monde contemporain ont utilisé la violence comme moyen privilégié pour exprimer leur révolte, créer une identité politique ou mettre en avant une alternative sociale opposée à celle qu'ils combattent.

Comme le souligne la littérature contemporaine sur ce thème, l'exercice de la violence politique, différente de la violence pré-politique, selon les termes utilisés par Hobsbawm[403], comprend un large éventail de comportements qui vont de la pratique collective calculée jusqu'à l'agression individuelle spontanée. Comme nous l'avons signalé dans les premiers chapitres, il y a différentes interprétations. Michel Wieviorka[404] propose le politique comme axe central, ce qui signifie que les diverses manifestations de la violence naissent et se développent à cause des limites du scénario politique et, par conséquent, elles peuvent aussi s'estomper et disparaître lorsque les conditions changent, donnant lieu à un nouvel accord institutionnel.

Charles Tilly[405] privilégie l'analyse du flux et du reflux des demandes collectives et des luttes de pouvoir pour expliquer l'émergence des différentes modalités de violence dont les nuances correspondent au cadre culturel dans lequel elles surgissent et à la disposition d'un régime politique concret d'accepter ou non les exigences de ceux qui le défient. A son avis, "la violence collective occupe une place dangereuse mais cohérente dans la politique contentieuse"[406]. D'autre part, Stathis Kalivas[407] pense que la

[403] Eric HOBSBAWM, Rebeldes Primitivos, op. cit.
[404] Michel WIEVIORKA, "Le nouveau paradigme de la violence", in Cultures & Conflits, op. cit. , p. 56
[405]Charles TILLY, The Politics of Collective Violence, Cambridge University Press, op. cit., chapter 1 "Varieties of violence".
[406] Ibidem, p. 238.

violence dans les guerres civiles a comme fondement la "souveraineté scindée", résultat de la fragmentation spatiale et du collapsus du monopole de la violence. La conséquence est une variation spatiale du territoire qui peut générer trois scénarios : A - l'acteur armé exerce la souveraineté, B – personne ne peut exercer la souveraineté et C – les acteurs armés se disputent son contrôle. Dans cette perspective interprétative, les acteurs armés classifient les groupes humains impliqués dans le conflit en trois catégories qui détermineront en grande partie les niveaux de violence : population sous leur contrôle, population dont le contrôle est à partager avec le rival et population hors de son contrôle.

En tout cas, on n'interprète pas la violence comme un comportement irrationnel propre des conflits armés et, de plus en plus, les auteurs s'accordent sur la dose de calcul et de préméditation qu'exige son exercice. Ou, comme le dit d'une manière plus directe un ancien dirigeant des guérillas colombiennes, riche de sa propre expérience : "Il n'y a rien de plus rationnel qu'une arme à feu"[408].

Avant de continuer, il serait tout de même important de parler brièvement de ce que Christian Gros appelle « l'exception latino-américaine ». En effet, pendant que dans le reste du monde on retrouve en abondance les exemples de réaffirmation identitaire, qui font de la violence leur principal moyen de tracer de nouvelles frontières ethniques, en Amérique Latine, on constate le contraire. Dans ce cas, les acteurs ethniques ont exprimé une surprenante réserve, si ce n'est un refus, vis-à-vis de la violence. Ainsi, comme on l'a vu dans le deuxième chapitre de ce travail, même si pratiquement tous les conflits armés récents, qui ont eu lieu sur le continente, ont été menées par des acteurs ethniques, aucun d'eux ne peut être considéré en tant que conflit ethnique. Cette particularité, est, selon Gros, le fruit de trois facteurs principaux : a) l'ouverture des états aux acteurs ethniques ; b) la disposition de ces acteurs à dialoguer avec le reste de la société et c) la « protection » que génère l'attention internationale sur le cours des

[407] Stathis KALYVAS, The Logic of Violence in Civil War, op. cit. Chapter 4 "A theory of irregular war".
[408] León Valencia, conversation personnelle, juillet 2009.

demandes des acteurs ethniques.

En revenant dans le cas qui nous occupe, le Quintín Lame s'est toujours auto-représenté comme une réponse aux multiples facteurs de violence qui affectaient les communautés indiennes. Cela n'est pas faux et, en ce sens, il s'agit d'une réponse plus que d'une initiative. Or, la particularité de cet acteur réside dans le fait qu'il a opéré dans un contexte déstructuré par la guerre, dans lequel étaient présentes quatre organisations guérilléras, de nombreuses bandes criminelles et des groupes paramilitaires qui commençaient à faire leur apparition, le tout sans surveillance réelle de l'Etat qui ne pouvait pas ou qui ne voulait pas être présent.

Dans ces conditions, l'action armée du Quintín Lame avait comme objectif principal de protéger les communautés de la violence et d'être une barrière face aux nombreux acteurs armés qui sillonnaient la région. Pour ce faire, il a dû, tout d'abord, jouer le rôle de porte-parole armé des communautés indiennes, récupérant le "monopole légitime" de la violence que l'on pouvait exercer en leur nom, empêchant ainsi que d'autres organisations armées puissent brandir l'étendard de la défense des droits de la population indienne. Par conséquent, le Quintín Lame a dû s'efforcer à limiter la violence à ce qu'exigeaient les besoins de protection des communautés et de ses autorités et la circonscrire aux scénarios et aux objectifs imposés par ce que nous avons appelé "la propre guerre", contrairement à ce que faisaient les organisations guérilléras qui donnaient à leur lutte une dimension nationale, pratiquant ce que nous avons appelé « la guerre des autres ».

La manière d'agir du Quintín Lame semble confirmer, au moins partiellement, l'hypothèse que nous avons formulée pour interpréter sa signification : les communautés elles-mêmes, appuyées par les organisations légales, ont mis en avant la figure du "porte-parole armé" de la population indienne. Ce groupe a rempli assez bien trois fonctions : I) Il a évité que les insurgés présents dans la région s'emparent de l'étendard du mouvement indien, ce qui lui a sans doute permis de monopoliser la violence que l'on pouvait exercer dans ce territoire au nom des Indiens. II) Il a empêché l'expansion des

groupes insurgés dans les communautés, parfois par des actions armées directes et, d'autres fois, par la protection que les gens donnaient aux dirigeants du mouvement mais, surtout, en offrant aux jeunes gens des communautés une alternative d'expression politique qui a réellement empêché beaucoup d'entre eux d'intégrer les groupes insurgés. III) Il a appliqué une violence de sanction pour limiter ou bloquer la violence des propriétaires terriens contre les dirigeants communautaires.

Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que le Quintín Lame a rempli les fonctions qui correspondent aux interprétations de la violence politique que nous avons avancées au début de ce chapitre : il a agi comme un bouclier face aux ennemis du mouvement indien ; il a rendu aux communautés, d'une manière particulière et partielle, la "souveraineté" qu'elles réclamaient, malmenée par la présence de nombreux acteurs armés. Finalement, suite aux transformations de l'environnement politique, il fut le protagoniste des nouveaux accords institutionnels qui ont reconfiguré la relation entre l'Etat et la population indienne. Il fut également le protagoniste de la mise en place d'actions publiques au niveau local qui faisaient partie des accords de démobilisation. Somme toute, le Quintín Lame fut le véhicule par excellence de la transition de la "guerre" à la "politique".

Mais, malgré ses efforts, le Quintín Lame n'a pas réussi à éloigner des communautés le fantôme de la guerre. Au contraire. Parfois il l'a attirée, ce qui lui a valu les reproches des autorités communautaires qui l'ont sommé de respecter les limites de son action, comme condition indispensable pour mériter la « légitimité » que la population lui avait accordée. D'autre part, malgré la formation de ses membres durant les années de mobilisation armée, il a mis en évidence sa faible capacité d'affronter la violence des groupes paramilitaires, liés au trafic des drogues. Cela a été constaté au début de l'année 1990, lorsque l'un de ces groupes, en connivence avec l'armée, a assassiné, aux environs de Caloto, "Gustavo", l'un des principaux dirigeants et cela sera encore cruellement prouvé, quelques mois après la démobilisation, par le massacre du Nilo (décembre 1991), également dans la commune de Caloto, dans lequel ont perdu la vie 21 Indiens qui avaient occupé l'*hacienda* La Emperatriz.

6.1 La « Paix » du Cauca ou l'intensification de la guerre

1984 et 1985 furent des années de croissance soutenue pour le Quintín Lame, aussi bien du point de vue militaire que du point de vue politique. Paradoxalement, cette augmentation de son capital politique et de sa capacité offensive a fini par le conduire à une confrontation avec les forces de sûreté de l'Etat, avec d'autres organisation politico-militaires qui opéraient dans la région et, ce qui est pire, avec certains secteurs des communautés indiennes qui finiront par l'accuser d'avoir transformé leur territoire en scénario de guerre et d'avoir adopté le même style militariste qu'il condamnait chez ses opposants politiques. Ces secteurs, formés au début par la communauté *guambiana* et ses porte-paroles de l'AISO, ont critiqué ouvertement le Quintín d'être devenu un appareil de guerre et donc un danger pour les communautés qu'il prétendait défendre. Ces critiques ont commencé à circuler en 1985 et ont continué à s'intensifier les années suivantes au fur et à mesure que le conflit devenait plus aigu. Elles ont fini par modifier, en grande partie, les relations entre le Quintín et les porte-paroles des communautés indiennes du Cauca.

Durant cette période, la lutte armée dans le Cauca évolue dans le sens contraire à celui du conflit au niveau national et aux espoirs de réconciliation des Colombiens. Malgré les multiples tensions, le processus de paix commencé par le gouvernement de Belisario Betancur et mis en marche par les accords de Corinto, el Hobo y la Uribe avec le M-19 et les FARC, se maintient au milieu de l'année 85, malgré les difficultés. Dans un grande partie du territoire colombien, le vol des colombes de la paix semblait augurer le retour de la tranquillité si attendue mais qui semblait se dérober constamment. La paix était attendue partout, sauf dans le Cauca.

En effet, contrairement à ce qui se passait au niveau national, où le dialogue et la détente semblaient s'installer, la réalité locale était la guerre, « la guerre propre» et la « guerre des autres » qui, paradoxalement, continuait et s'intensifiait au fur et à mesure que l'on croyait avancer vers la paix. Cette guerre se déroulait sous l'indifférence de la presse nationale dont les titres saluaient la paix. Dans cette guerre, les Indiens du Cauca devaient continuer à affronter leurs ennemis traditionnels : les *pájaros*, les

voleurs, les *hacendados.* En même temps, ils se trouvaient coincés entre l'Etat colombien et les groupes insurgés. Ils étaient coincés aussi dans les conflits des groupes armés entre eux contre lesquels il fallait lutter pour défendre leur propre territoire. Dans cette guerre, le Quintín Lame jouera un rôle fondamental en essayant d'affronter les multiples ennemis des communautés indiennes que, malgré ses efforts, il n'a pas pu soustraire au conflit.

Durant les années suivantes, nous, les Colombiens, nous avons appris que les scénarios des rituels de paix se terminent presque toujours en scénarios de guerre mais, en 1985, cela semblait tout simplement une absurdité.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, pour des raisons historiques, géographiques et culturelles, le département du Cauca avait été et continuait à être un des territoires colombiens ayant la plus forte présence de la guérilla. Dans ces circonstances, il est logique que ce département ait été, vers le milieu des années quatre-vingt, un important lieu de dialogue entre le gouvernement et les groupes insurgés[409]. En effet, après la signature de l'accord de paix à Corinto, en août 1984, le M-19 quitte Yarumales pour s'installer dans le campement de Los Robles, au nord du Cauca, où il vivra en tension permanente avec l'armée jusqu'au milieu de l'année suivante. En même temps, les FARC effectuent des "occupations pacifiques" dans la région de Tierradentro afin de faire connaître à ses habitants leurs propositions de paix. Ils installent des campements à Belalcázar et présentent le projet de l'Union Patriotique au cours d'une rencontre publique réalisée au mois d'août à Popayán. Pendant ce temps, l'ELN, qui ne participe pas aux négociations avec le gouvernement, consolide sa présence au sud du Cauca. D'autres organisations naissantes comme le Commando Jorge Eliécer Gaitán (JEGA), le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) et le groupe Démocratie, dissident du M-19, essaient de se trouver une place dans le Cauca. A ces petits groupes s'ajoutent d'autres en plein essor, comme le Quintín Lame et le Front Ricardo Franco, dissident des FARC. Cinq groupes armés et deux groupes en

[409] Cette situation se répétera au début des années quatre-vingt-dix, lorsque le département fut le scénario des processus de paix avec le M-19 et le Quintín Lame.

formation se disputent donc la même base sociale.

Les montagnes du Cauca se sont couvertes de drapeaux et de sigles révolutionnaires et, s'il est vrai que certaines organisations ont continué pendant quelques mois à dialoguer avec le gouvernement, leur présence croissante dans le département s'est traduite par une importante augmentation des opérations de guérilla. Elles n'ont commencé à diminuer qu'au début des années quatre-vingt-dix. Les registres du journal local *El Liberal* concernant les opérations de la guérilla dans le département montrent une tendance à l'augmentation entre 1984 et 1986. Selon cette source, en prenant l'ensemble d'occupations, d'assauts et d'affrontements avec les organismes de sûreté, en 1984, se sont produites 10 actions, en 1985, leur nombre est de 35 et, en 1986, il est de 34. Ces chiffres ne comprennent pas les exécutions de voleurs, les attentats contre les autorités locales, les Indiens ni les paysans, ni les purges internes ou les affrontements entre les divers groupes armés qui, pour la même période, donnent un chiffre supérieur à deux-cents morts.

La menace de "guerre civile" dans le Cauca, annoncée par la corporation des éleveurs, était une réalité pour les habitants de ce département au début de l'année 1985. Le 23 janvier, un rapport du Secrétariat du Gouvernement a révélé la présence de guérillas dans quinze communes du département[410]. Des rapports gouvernementaux postérieurs rendaient compte de la généralisation de l'enlèvement et du racket et des vols dans les propriétés rurales. Peu de temps après, on a su que les opérations de « nettoyage » menées contre les délinquants par la guérilla provoquaient l'exode des paysans[411].

Au début du mois de mars, le quatrième juge d'Instruction Criminelle du Cauca dénonce que, dans les régions sous contrôle des insurgés, la « justice de la guérilla » menace de faire disparaître le métier de juge. Dans un communiqué adressé au

410 "Gobierno departamental advierte sobre presencia múltiple de guerrilleros", El Liberal, Popayán, 23 janvier 1985, p. 3.
411 "Limpieza de abigeos que ejecutan guerrillas, aumenta éxodo campesino", El Liberal, Popayán, 5 février 1985. Selon l'article, les communes affectées étaient La Vega, Almaguer, Bolívar, Sotará, La Sierra, Rosas et Popayán.

Tribunal Supérieur, il signale qu'entre janvier et mai 1984, dans la région Tierradentro, plus de 22 personnes qualifiées de "crapauds" ou "voleurs", sont mortes dans des « opérations de nettoyage » effectuées par la guérilla, "... à tel point que, les mois suivants, ce bureau n'a pas reçu de dénonciations de faits violents d'homicide et de lésions si fréquents auparavant dans la communauté indienne. On n'a plus eu de nouvelles de délits contre la propriété"[412]. La situation est telle que, à la fin du même mois, la Commission Nationale pour la Paix a dû faire appel au secrétariat des FARC pour proposer un accord garantissant la sécurité des juges du Cauca et un climat favorable à l'exercice de leurs fonctions[413]. Ce pacte, considéré comme un co-gouvernement inadmissible, fut rejeté par 16 juges d'Instruction Criminelle du département dans une lettre adressée au président Betancur.

Le résultat de cette situation fut la militarisation du département, annoncée par le gouverneur du Cauca, avec des renforts transférés du département du Valle. Cette militarisation fut ratifiée par le Conseil de Sécurité lors de sa session à Popayán, le 10 avril, dans laquelle il fut décidé le transfert de 550 commandos contre-insurgés. Les Indiens ont été piégés dans un conflit aux multiples dimensions où ils finiront par être les victimes de la guérilla, de l'Etat, du conflit entre la guérilla et l'Etat et des affrontements des guérilléros entre eux.

D'autre part, au fur et à mesure que de nouvelles orientations politiques se précisaient, l'affrontement avec d'autres organisations politico-militaires a pris une tournure dramatique, contrairement aux attentes de paix que justifiaient les processus de démobilisation et de trêve décidés par le gouvernement et les groupes guérilléros les plus puissants au sud du pays : les FARC et le M-19. En effet, en même temps que le Quintín intensifiait sa présence dans les communautés, s'intensifiait aussi la pression des fronts VII et VI des FARC sur la population indienne. Contrairement à ce que l'on

412 "Guerrilleros dejan a juzgados sin oficio", El Liberal, Popayán, 1 mars 1985. Ce document révèle que plusieurs de ces victimes étaient des médecins traditionnels. Cette pratique a effectivement provoqué l'affrontement entre divers groupes armés, parmi eux les bandes d'"oiseaux" qui opéraient dans la région.

413 "Comisión de Paz y guerrillas pactaron seguridad para jueces caucanos", El Liberal, 23 mars 1985.

pourrait penser, la trêve accordée par le gouvernement et ce groupe insurgé a déclenché de nouvelles vagues d'attentats contre les communautés indiennes qui ont fini par être victimes de l'affrontement entre les FARC et le Ricardo Franco mais aussi victimes de nombreuses pressions de la part du groupe Union Patriotique qui voulait les attirer. Pour finir de compliquer la situation, les FARC interféraient constamment dans les *cabildos* avec la prétention de les remplacer dans l'administration locale.

Dans cette spirale de violence, il faut remarquer quelques cas qui ont poussé les organisations sociales à dénoncer publiquement les FARC. Le 24 de mars 1985, le VIème front a assassiné Julio Pencue Volverás, trésorier du *cabildo* de San Andrés de Pisimbalá, qui était accusé de promouvoir l'invasion d'une *hacienda* dont les propriétaires avaient payé aux FARC le "vaccin des 'éleveurs', selon un communiqué du CRIC dénonçant l'assassinat et se terminant par un appel "... à toutes les organisations qui s'identifient à notre cause, pour qu'elles interviennent dans la défense de la vie de nos compagnons qui luttent pour le droit à la terre et pour empêcher qu'on continue à nous assassiner au nom de la révolution" [414]. Mais les assassinats ont continué de plus belle et, le 11 août, des guérilléros du même front des FARC ont donné la mort à Elena Toconás, dans un quartier du *reguardo* de Pitayó, commune de Jambaló. Toconás était une institutrice bilingue et musicologue, très appréciée dans la région. Elle avait travaillé plusieurs années aux côtés du père Ulcué, dans la mission religieuse "Les délégués de la Parole"[415]. Le CRIC a publié le communiqué suivant sur ce fait :

> Le Conseil Régional Indien du Cauca, CRIC, fait savoir :
>
> Le 11 août fut lâchement assassinée notre camarade Rosa Elena Toconás, dans le quartier de la Mariposa, *resguardo* de Pitayó, commune de Jambaló, par un groupe qui, selon ce qu'a dit notre compagne quelques instants avant de mourir, s'est identifié comme le VIème front des FARC.
>
> Une heure avant, le même groupe avait assassiné trois Indiens et trois métis, dont un enfant, avec la fausse raison de collaboration avec le "Ricardo Franco". Ces six personnes ont été criblées de balles alors qu'elles se dirigeaient en voiture à Jambaló.
>
> Jusqu'à présent, les FARC, qui forment aujourd'hui l'Union Patriotique, ont éliminé 17 compagnons indiens dans le Cauca, simplement parce qu'ils

[414] "Asesinan compañeros en nombre de la revolución", Unidad indígena, mars 1985, p. 5.
[415] Consejo Regional indígena del Cauca, "Asesinada Rosa Elena Toconás", Unidad Indígena, août 1985, p. 3.

n'appartenaient pas à leur organisation. Les FARC deviennent donc l'ennemi numéro un des Indiens.

Ce que fait réellement ce mouvement, qui se dit révolutionnaire, c'est servir les grands propriétaires et les autres classes réactionnaires du Cauca et du pays, en provoquant la division et le chaos par ces lâches assassinats qui ne servent que les intérêts les plus retardataires de notre société... [416]

Les FARC ont répliqué à ces dénonciations en accusant l'armée d'avoir commis ces crimes afin de leur en attribuer la responsabilité[417]. Le commandant de l'Etat Major des FARC, Jairo González, a rejeté les accusations durant la cérémonie de fondation de l'UP dans le siège de l'université du Cauca, à Popayán. Il a affirmé que ces accusations faisaient partie d'une campagne de propagande noire destinée à dénigrer leur organisation. D'après lui, les sources de cette campagne étaient dans le Cauca, formées majoritairement par des Indiens. Il a accusé le CRIC de passer des accords avec FEDEGAN qui assurait la protection des *hacendados* face aux éventuels envahisseurs. Le commandant González a aussi confirmé que les FARC avaient des affrontements armés avec le Ricardo Franco et a qualifié son commandant, Javier Delgado, de terroriste et de voleur[418].

Ces faits ont porté la tension à son comble. Après l'assassinat de Rosa Helena Toconás, une commission du Quintín Lame fut chargée de trouver les responsables et de mener l'enquête. Ceux-ci furent trouvés un mois après : il s'agissait d'un commando de six hommes du VIème front des FARC dirigés par le commandant "Eliecer" à qui on imputait, entre autres faits, l'assassinat, trois ans auparavant, de la famille d'un commandant du Quintín, Manuel Antonio Julicué (Romir). La commission a réussi à les arrêter dans une maison abandonnée dans les environs de Jambaló. Un affrontement a eu lieu dans lequel ont été tués six membres des FARC : "... nous voulions - se rappelle une des personnes présentes - parler à Eliecer mais il a essayé de désarmer une

[416] "FARC han asesinado a 17 indígenas caucanos", Communiqué du CRIC, août 1985.
[417] "Las FARC aclaran que no intervinieron en los asesinatos de Jambaló", El Liberal, 25 août 1985.
[418] "La UP arremete contra el CRIC y el frente Ricardo Franco", El Liberal, 18 août 1985, p. 2.

compagne et les camarades ont dû agir "[419].

L'affrontement avec les FARC a continué les années suivantes, parfois dans d'autres scénarios, comme le Tolima. Ce n'est qu'en 1989, au moment où le Quintín est entré dans la Coordinatrice Guérilléra Simón Bolívar, que l'on a réussi à dialoguer directement avec les cadres de cette organisation, ce qui a permis une certaine détente qui, avec des hauts et des bas, continue encore aujourd'hui. Mais les traces de cet affrontement ne se sont jamais effacées. Comme le disait un dirigeant du Quintín : "Un libéral ne vote pas pour les conservateurs mais un Indien ne vote pas pour l'UP". Dans la perspective que nous avons adoptée, adaptation-en-résistance, il est clair que, durant ces années, les communautés, entraînées par le Quintín, ont entamé une phase de résistance active aux ennemis : contre les bandes criminelles au service des *hacendados*, contre les groupes de délinquants de droit commun et contre les organisations de la guérilla qui prétendaient imposer leur contrôle, spécialement les FARC.

6.2 Les premières manifestations de la crise

La nécessité urgente qu'avait le Quintin d'élargir son rayon d'action et d'améliorer sa capacité offensive a produit des mouvements erratiques qui l'ont conduit à perdre l'invulnérabilité dont il avait joui grâce aux réseaux sociaux qui le supportaient. Il se débattait dans un paradoxe : il ne pouvait pas rester dans la même situation, il lui fallait grandir mais cette option aurait un coût élevé. Ce n'est pas par hasard si les premiers revers qu'il a subi furent le résultat d'opérations menées en dehors du territoire indien. Le premier fut la mort de son commandant, survenue à proximité de la ville de Cali, dans le département voisin du Valle.

En effet, afin de négocier des armements, Luis Angel Monroy s'est rendu, à la fin octobre 1985, à Cali où il a reçu, le 31 octobre, cinq millions de pesos que lui a remis Fernando Pito (Tomate)[420]. Une partie de cet argent fut déposée à la banque par un tiers

[419] Efraín Liz, Entretien. Popayán, février 1996. Liz, originaire du *resguardo* de Togoima, a combattu occasionnellement dans les rangs du Quintín Lame entre 1985 et 1991.
[420] Pito était né à Popayán en 1963. Son grand-père était Indien mais ses parents se considéraient déjà comme des paysans. Etant encore enfant, il a travaillé avec le CRIC où il

tandis que Monroy conservait deux millions pour la négociation.

Ils ont d'abord essayé d'acheter des armes à la garde équatorienne que quelques contrebandiers leur ont proposé de placer à Buenaventura et ils se sont déplacés jusque là dans le but de voir les armes. L'affaire ne s'est pas concrétisée et Luis Angel et Tomate sont revenus à Cali, pour se rendre ensuite à Vitaco où ils ont assisté à la première communion d'un des enfants de Monroy. De retour à Cali, le 7 novembre, Tomate fut remplacé par Benjamín Chaparro et Edgar Vivas qui ont assumé le rôle de gardes de corps de Monroy. Le lendemain, Popayán fut secouée par la nouvelle qui venait de tomber : Monroy avait été assassiné. Ses obsèques eurent lieu à Cali, dans le quartier de Siloé, un faubourg créé suite à une invasion, où le M-19 était fortement ancré[421].

Selon les informations obtenues, tout semble indiquer que l'après-midi même où Tomate est revenu à Popayán, une connaissance de Monroy, appelé Manuel López, s'est communiqué avec lui pour lui proposer sept fusils qu'il avait à Corinto. Le fils de cette connaissance était membre du groupe Démocratie du M-19, ce qui, sans doute, leur a inspiré confiance. Monroy, Benjamín Chaparro, le vendeur des armes et son fils ont voyagé la nuit du 7 novembre dans une camionette vers le lieu où ils devaient trouver les armes, dans la commune de Corinto. En arrivant, ils ont été poursuivis par plusieurs véhicules et motos. Essayant de prendre la fuite, ils ont pénétré dans les cannaies où ils furent arrêtés et assassinés après un interrogatoire serré. Leurs corps, portant des signes de torture, furent retrouvés à l'aube[422].

La disparition de Monroy a généré une profonde crise dans le Quintín dont, d'après certains, il ne réussit jamais à se remettre. Ce fait a démoralisé les combattants et les désertions se sont multipliées alors que, au niveau des cadres, la désinformation et

---

a rempli des tâches financières. Après ses études de primaire et de secondaire, il a suivi, pendant quelques semestres, des études d'ingénierie et de comptabilité. Il fit son service militaire entre 1982 et 1983, dans l'école de radiocommunication de l'armée où il s'est spécialisé comme radio-opérateur. Dans le Quintín, il s'est fait connaître comme agent urbain de liaison, chargé des communications et des finances.

421 "Tomate", entretien, mai 1995, Popayán.

422 Ibidem.

les rumeurs sur les circonstances du crime, jointes à l'absence d'une autorité centrale, ont provoqué la division et la formation de petits groupes. L'autorité qu'on reconnaissait à Monroy à l'intérieur du Quintín provenait de son long parcours et de sa capacité à combiner l'espace politique et l'espace militaire. Ce fait doit être souligné étant donné que, à partir de là, aucun autre membre de la direction politique ne sera à la tête de l'Etat Major.

Mais la démoralisation des *quintines* ne s'explique pas uniquement par la mort de Monroy car il y eut d'autres événements. A peu près dans les mêmes dates, les moyens de communication ont révélé que l'on avait trouvé plusieurs fosses communes dans la partie haute de Corinto. En effet, en décembre 1985, les journaux ont diffusé des photographies et des témoignages de ce qui, sans doute, était le pire massacre collectif qui s'ait produit en Colombie et un de ceux qui ont le plus atteint l'image des insurgés : l'assassinat de164 militants par les autorités du front Ricardo Franco.

Cette organisation, qui avait été la première alliée du Quintín Lame, a tenu, en décembre 1985, à Tacueyó, la partie haute de la commune de Corinto, une assemblée nationale à laquelle ont participé environ deux-cents militants, des hommes et des femmes, jeunes pour la plupart, provenant des villes. Ils se sont réunis pour évaluer les opérations militaires récentes et discuter sur l'avenir. La découverte de six infiltrés dans le groupe a déchaîné une véritable orgie de sang. Sous la torture, les uns dénonçaient les autres. Le résultat final fut que, au cours de deux semaines, 164 jeunes furent assassinés et leurs corps enterrés dans des fosses communes. Fier de son exploit, Javier Delgado, commandant du Ricardo Franco, a filmé les interrogatoires et une partie des exécutions et a permis l'accès de la presse[423].

Même si deux jeunes Indiens appartenant au Ricardo Franco furent rendus à leur communauté grâce à l'intervention du Quintín Lame, les habitants de la région et les *quintines* eux-mêmes étaient horrifiés face à ce qu'ils découvraient au fur et à

[423] "El monstruo de los Andes", Semana, No. 193, Bogotá, 20 janvier 1986. Frente Ricardo Franco, Tacueyó. El B-2 al desnudo, 1986.

mesure qu'ils retrouvaient les traces des *francos* en déterrant les cadavres pour s'emparer des armes qui avaient été abandonnées à côté des morts.

Réorganisation provisoire

En novembre 1985 eut lieu aux environs de Popayán une réunion de l'Etat Major et de la direction politique du Quintín Lame. Elle avait pour but d'étudier les issues possibles à la crise que traversait le mouvement et qui, nécessairement, obligeaient à trouver une solution à deux graves problèmes : la nécessité de renforcer la structure militaire et les mécanismes de contrôle interne, ainsi que le maintien, à l'intérieur du mouvement, de l'équilibre entre le pôle militaire et le pôle politique.

La discussion sur le premier point était incontournable face à l'évidence que la mort de Monroy s'était produite surtout à cause des défaillances dans la sécurité, mises à nu par le fait que le commandant général avait personnellement organisé une opération si périlleuse et par la relative facilité avec laquelle ont agi les organismes de sûreté. En effet, en plus des rumeurs jamais tout à fait dissipées sur de possibles délations, ce qui est sûr c'est que, pour beaucoup, la mort de Monroy fut le résultat de l'indiscipline et de la défaillance des systèmes de contrôle. Telle est l'opinion d'Edgar Londoño, un des membres de la direction politique :

> Moncho a toujours été indiscipliné dans certaines choses... comme commandant, il était très bon, très fort politiquement, mais, alors, il avait parfois le problème de l'indiscipline. Par exemple, je suis ici, à la montagne, mais je m'en vais à Corinto et, là-bas, je me mets à danser, ou m'en vais avec ma copine ou mes copines… cette indiscipline l'a conduit à commettre des erreurs. D'abord, il n'y avait pas de raison qu'il se mette à négocier des armes parce que c'est d'autres cadres qui devaient le faire. Malheureusement, il était très strict en cela et il craignait que d'autres se mettent à jouer avec ça et à faire des trucs. Alors, il se mettait à la tête et c'est ce qui l'a réellement conduit à la mort. Mais c'est un acte d'indiscipline.[424]

Gildardo, qui a également assisté à cette réunion, se rappelle la préoccupation qu'ils avaient à ce moment-là pour la légèreté avec laquelle on agissait et l'excessive confiance de certains dirigeants : "... Il n'y avait pas réellement un esprit révolutionnaire,

[424] Edgar Londoño, entretien, Ibagué, janvier 1996.

on agitait l'idée de l'auto-défense et on négligeait la discipline. Et, quand une organisation perd ces principes, elle est morte"[425].

Le deuxième point avait trait précisément à la signification qu'avait la disparition de Monroy pour la conservation de l'équilibre entre le pôle militaire et le pôle politique. En effet, cet équilibre s'était maintenu jusque là, en grande partie parce que le commandant disparu combinait lui-même les deux facettes, ce qui permettait d'évoluer aussi facilement dans l'espace politique que dans l'espace militaire. Il participait activement à l'espace politique en tendant des ponts vers d'autres organisations légales ou illégales et en orientant idéologiquement le mouvement. Et il était très engagé dans l'espace militaire dans lequel il s'est fait remarquer comme promoteur d'une organisation armée indépendante, prête à aider les communautés indiennes. Cette particularité lui a permis de participer simultanément à la direction politique et à l'Etat Major. Cette situation ne se répétera plus à l'avenir ce qui, finalement, s'est traduit par une rupture de l'équilibre entre les deux pôles mentionnés, au bénéfice de la direction politique. Cette tension était visible lors de l'élection du nouveau commandant et, probablement, elle explique le fait que la direction politique a nommé pour ce poste Ramón Julicué (Romir), un dirigeant politique et communautaire reconnu qui n'avait pourtant pas une grande expérience militaire.

Résolu le problème de l'élection du nouveau commandant, une commission, à laquelle participait Romir et quelques membres de la direction politique, a été nommée pour rencontrer la direction du M-19 afin d'étudier la possibilité de mener des opérations militaires conjointes dans le département et de les revendiquer comme une réponse à l'assassinat de Monroy.

La plupart des combattants du M-19 étaient concentrés dans le campement de Campo Huyuco, aux environs de San Francisco, *resguardo* de Toribío. Ils se préparaient à réaliser une première école d'officiers dans le Cauca et à planifier le futur développement militaire, neuf mois après avoir quitté le campement de Los Robles et

[425] Gildardo, Biografía del Quintín Lame, op. cit., p. 35.

avoir rompu les accords signés l'année précédente avec le gouvernement du président Betancur[426]. Le 20 décembre, le M-19 a réuni une assemblée générale à laquelle ont participé aussi des combattants du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amarú, du Pérou, et le groupe *Alfaro Vive ¡Carajo!*, de l'Equateur, comme aussi les délégués du Quintín Lame. C'est là qu'est né le bataillon *América*, conçu comme une structure militaire dirigée par le M-19 à laquelle ont participé des contingents d'autres groupes armés. On prétendait jeter les fondations d'une armée bolivarienne qui, selon la vision maximaliste du M-19, devait être "... un des outils pour forger une démocratie continentale plus profonde et plus large "[427].

6.3 Avec le bataillon *América* : En avant, au pas de vainqueurs.

La participation au bataillon *América* sera finalement une des expériences les plus négatives du Quintín Lame et, loin de contribuer à résoudre ses conflits, elle les a approfondis. D'une part, la recherche d'identité en tant que mouvement autonome face aux autres organisations insurgées a été retardée à cause de l'attitude dominante et orgueilleuse du M-19 qui prétendait ajouter des forces à son projet mais en les subordonnants à lui politiquement et militairement. D'autre part, la relation "groupe armé – territoire –communautés", dont il tirait sa force, disparaîtra temporairement suite au transfert au département du Valle d'une partie très importante de ses effectifs. Finalement, les objectifs du départ (réaliser des opérations armées dans le département du Cauca pour répondre à l'assassinat de Luis Angel Monroy et la récupération de l'armement) ne furent pas atteints. Le groupe s'était lancé dans une aventure périlleuse, fondée sur une idéologie nationaliste qui ne correspondait pas du tout à son propre projet politique. La « guerre des autres » l'emportait sur sa « propre guerre ».

Le 1er janvier 1986, les quatre-cents combattants qui formaient le bataillon *América,* divisés en quatre compagnies, sont arrivés à Jámbalo pour commencer la campagne "Au pas de vainqueurs". Dans la vision triomphaliste et tout à fait éloignée de la réalité du pays qui à ce moment-là était prédominante dans le M-19, on envisageait

[426] Darío Villamizar, Aquel 19 será, Editorial Planeta, Bogotá, 1995, p.350
[427] Ibidem, p. 365

de terminer par la convocation d'un Congrès National qui devait prendre le pouvoir, appuyé par le bataillon *América*. "C'est ce que disait Pizarro, je me rappelle – dit Gildardo-, un 24 décembre dans le campement qu'ils avaient à San Francisco. Que l'année 86 était l'année de la victoire du M 19 et que, avec le bataillon, ils devaient aller à Bogotá, qu'ils ne pouvaient plus rester là.... Mais on n'a pas pu. Eh oui, des choses du métier"[428]. Deux jours après, ils ont commencé à marcher vers la partie haute de la cordillère centrale et, après avoir traversé le haut plateau de Moras, ils sont arrivés le 13 janvier à la localité de Silvia dont l'assaut avait été décidé avec le Quintín Lame. L'assaut n'a pas eu lieu à cause de la présence d'effectifs de l'armée qui avaient été avertis par la population locale. Pour la même raison, l'assaut à Piendamó, prévu pour quelques jours après, n'a pas eu lieu non plus. Dans les environs de Méndez, petite bourgade située entre Silvia et Pitayó, le bataillon *América* a embusqué, le 20 janvier, une colonne du bataillon Palacé[429]. Le solde de l'affrontement fut de huit soldats morts, sept blessés et un caporal et deux soldats prisonniers. Les insurgés ont récupéré vingt équipements de campagne, deux roquettes et dix-huit fusils[430].

Les mêmes jours, un autre groupe du Quintín Lame, commandé par Gustavo, a donné l'assaut à la *Caja Agraria* de Jambaló et à l'*hacienda* Bellavista, à Caloto, propriété de l'entrepreneur *caleño* Mario Carvajal. Ils ont tué le majordome qu'ils ont accusé d'être informateur de l'armée. Ces faits, plus la présence confirmée de guérilléros étrangers dans les rangs du bataillon *América*, ont provoqué les protestations des cadres des entreprises *caucanas* qui ont réclamé la militarisation du département pour empêcher qu'il devienne la "Sierra Maestra de la Colombie". La réaction de l'armée, pour sa part, a entraîné le déplacement de centaines de familles indiennes vers les chefs-lieux de Silvia, Totoró et Jambaló. Ainsi, contrevenant tous les accords, le Quintín contribuait à étendre la guerre aux communautés qui, effectivement, étaient à la merci des réactions ou des réponses de l'armée.

---

428 Gildardo, entretien, mai 1995, Popayán.

429 "Intensos patrullajes en zona cercana a Silvia", El Liberal, 21 janvier 1986. "Secuestrados tres militares en el Cauca", El Liberal, 23 janvier 1986.

430 Darío Villamizar, op. cit., p. 438. Gildardo, Biografía del Quintín Lame, pp.37 -38

Le Quintín Lame n'a pas réussi à faire en sorte que ces actions soient interprétées comme une réaction à la mort de Monroy. Au contraire, avec le M-19 et essayant de ressusciter le rêve bolivarien - un des symboles les plus éloignes des luttes indiennes - il devenait de plus en plus acteur de « la guerre des autres ». C'est ce qu'a compris l'éditorialiste du journal *El Liberal* qui, dans un article intitulé "Guerre des blancs dans un territoire d'Indiens", soulignait l'importance de leur autonomie pour les communautés indiennes et le fait que celle-ci étaient gravement lésées par la présence d'organisations armées, une situation dont il fallait profiter pour tendre des ponts entre l'Etat et les communautés indiennes afin d'éviter qu'elles soient récupérées par les insurgés. L'éditorial se terminait par quelques paroles qui seront confirmées par les faits au cours des années suivantes :

> Il est encore temps de "récupérer" les Indiens (...) des politiques cohérentes, soutenues et respectueuses, non démagogiques, à leur égard nous amèneraient des années de paix et de progrès. Si cela n'arrive pas, si cela n'arrive pas vite, le chaos n'aura pas de fin parce que les aborigènes ne sont pas engagés avec la « culture occidentale » mais avec la survie et ils répondront aux urgences imposées par le besoin dominant tant qu'ils ne pourront pas modifier la situation.[431]

La pression de l'armée a obligé les effectifs du bataillon *América* à se diviser en trois colonnes qui se sont dirigées vers l'ouest, en direction de la commune de Cajibío où ils ont commencé des travaux d'intelligence pour préparer la prise de Morales. En cours de route, la colonne commandée par Marcos Chalita a préparé une embuscade pour une patrouille de l'armée, à proximité de Caloto. Quatre soldats ont été tués.

La prise de Morales, petite ville de cinq mille habitants située à quarante kilomètres au nord-ouest de Popayán, s'est produite le lundi 4 février. Y ont participé quelques quatre-cents combattants dont la présence avait été communiquée aux autorités par les habitants. 16 agents de police ont défendu le poste qui, finalement, ne fut pas pris malgré les quatre heures de combats acharnés. Les installations de la *Caja Agraria* furent dynamitées et les opérateurs de Telecom ont dû contacter plusieurs

[431] "Guerra de blancos en tierra de indios", El Liberal, 29 janvier 1986.

stations de radio pour rendre compte de l'assaut et lire un communiqué de Carlos Pizarro qui revendiquait l'action comme une étape du processus de consolidation de l'« armée bolivarienne ». Deux agents de police et deux soldats du bataillon José Hilario López, qui est venu à la rescousse, sont morts dans l'affrontement et les attaquants ont perdu vingt combattants mais aucune perte n'a été enregistrée parmi les effectifs du Quintín Lame.

Après l'assaut de Morales, les effectifs du bataillon *América* sont partis vers la cordillère occidentale, fuyant la persécution de l'armée qui était appuyée par des unités aériennes[432]. Après avoir traversé le fleuve Cauca dans de petites embarcations, ils sont arrivés à la partie haute de la cordillère, près de la localité de Honduras, où ils sont restés quelques jours pour reprendre des forces et évaluer la situation. Jusque là, les effectifs du Quintín Lame étaient restés unis sous les ordres de Romir et il allait de soi qu'ils reviendraient au Cauca pour poursuivre les opérations militaires mais à aucun moment on ils n'ont envisagé de réaliser une campagne dans le département du Valle. L'unité du groupe a commencé à se lézarder lorsque Gildardo et un groupe de combattants sont revenus à la cordillère centrale chercher la colonne commandée par Marcos Chalita afin de mener quelques opérations militaires visant à diviser les forces de l'armée et à soulager la pression subie par les forces du bataillon *América.* En effet, Gildardo est revenu au Cauca et a trouvé le groupe de Chalita dans le *resguardo* de Canoas. Ensuite, ils sont partis pour Toribío où ils ont recommencé le travail politique et organisationnel parmi les communautés du nord-est du département.

A partir de là, les conflits entre le Quintín et le M-19 sont devenus évidents : d'une part, les effectifs restés sous les ordres de Romir furent distribués dans différents pelotons. Ainsi s'est perdue l'unité de commandement des combattants du Quintin. Ils n'avaient plus d'autorité centrale. Romir fut même affecté à la compagnie commandée par "Boris", perdant son grade de commandant. D'autre part, la décision du M-19

---

[432] - Gildardo, "Biografía del Quintín Lame", op. cit., p. 38.Romir affirme dans un entretien que la localisation du bataillon *América* fut dénoncée par les FARC et qu'elles l'on fait parce que la présence de ce bataillon signifiait une menace pour le VIème front des FARC qui contrôlait cette région.

d'engager le bataillon *América* dans une campagne militaire au département du Valle, sans soumettre cette décision à l'avis des autres organisations qui faisaient partie de ce bataillon, met en évidence que celles-ci étaient désormais subordonnées au M-19 et engagées, dans le cas du Quintín Lame, dans une alternative qui était très loin de son propre projet. En dernier lieu, avec la perte de ses référents territoriaux, les *quintines* se trouvaient dans une situation de vulnérabilité et d'infériorité par rapport aux combattants du M-19. La "guerre des autres" que, pendant des années, ils avaient essayé d'éloigner de leur territoire, finissait par les emporter :

> L'Etat Major avait décidé que les campagnes se fassent ici, dans le Cauca –se rappelle Romir- mais, comme celui qui commandait là était Pizarro... moi, j'ai immédiatement pensé que j'allais avoir des problèmes avec l'Etat Major puisque nous étions déjà partis du Cauca et que l'on n'était plus dans ce plan. J'ai parlé plusieurs fois avec mon auxiliaire (Alberto) et il m'a dit "nous n'avons presque pas de matériel et partir les mains vides, non, allons de l'avant. Et nous avons continué, six mois à marcher, marcher, marcher, à travers les montagnes. De toute façon, l'armée avait déjà compris ce que se proposait de faire le bataillon *América*.[433]

De février à mars, les unités du bataillon *América* se sont déplacées dans la partie haute de la cordillère occidentale. Pour Romir et les autres combattants du Quintín, cette marche devenait interminable et ils en parlent comme s'il s'agissait de mois. Face à l'harcèlement de l'armée, les différentes unités de ce bataillon ont dû se séparer et Romir a perdu tout contact avec ses hommes pendant plusieurs semaines. Finalement, au début mars, les colonnes éparpillées ont commencé à descendre la cordillère pour se rencontrer à proximité de Jamundí, dans la partie plate du département du Valle. Romir a pu enfin rejoindre les autres combattants du Quintín et, ensemble, ils ont décidé de revenir au Cauca. Tous, sauf une combattante, étaient d'accord et ils l'on fait savoir à Carlos Pizarro qui, en principe, a accepté. Il a donné l'ordre de préparer deux véhicules, du ravitaillement, et trente-cinq fusils pour assurer le bon déroulement de ce déplacement. Mais la présence de l'armée a fait échouer ces plans. En outre, ils avaient besoin de l'autorisation du commandant du M-9 car Romir

[433] Romir, entretien, mai 1993, Popayán.

et ses hommes, qui ne connaissaient pas cette région, ne pouvaient pas se risquer à se mobiliser de leur propre chef. Leur seule option était de continuer. Répartis en plusieurs compagnies, les combattants du Quintín Lame ont affronté l'armée le 12 et 13 mars, à Pance, Villacarmelo et même dans les rues de Cali, tout près de Ciudad Jardín.

Un des *quintines* qui a participé aux opérations du bataillon *América* se souvient de la difficile expérience qu'il a vécue, complètement éloigné de ses référents territoriaux et culturels, après leur répartition en plusieurs unités qui, d'ailleurs, se sont petit à petit dissoutes :

> …à partir de là, nous avons eu des combats en permanence et les souffrances les plus horribles ont commencé, nous avons commencé à avoir faim, nous manquions de vêtements et de bien d'autres choses, nous n'avions plus de provisions, les gens ont commencé à désespérer (…) c'était aller de l'avant et rien d'autre. A la fin j'ai perdu les pédales et j'ai été pendant huit jours en pleine montagne parce que l'armée était partout.
>
> Après avoir beaucoup marché, je suis arrivé à un autre endroit mais, là aussi, il y avait beaucoup de militaires. Je suis arrivé dans une famille d'évangélistes, je suis resté là et ces gens avaient peur de me garder, ils se méfiaient. Je ne savais pas comment étaient ces gens, s'ils étaient bons ou mauvais, s'ils étaient des délateurs. Alors, je vivais caché, parfois je mangeais et parfois non parce que je ne savais pas comment ils étaient et je me disais tout à coup : 'il se peut qu'ils m'empoisonnent'. Finalement, je leur ai fait confiance. Pendant ce temps, l'armée a quitté la région et alors je suis allé chez moi et, après, je me suis rendu à Tierradentro où était mon compagnon Gildardo[434]

Pendant que les unités du bataillon *América* affrontaient l'armée à Cali, la colonne mixte du M-19 et du Quintín Lame, qui était restée au Cauca sous les ordres de Chalita et Gildardo, a donné l'assaut à la bourgade de Toribío, le 19 mars. Plus de cent guérilléros ont participé à l'attaque et ont réussi à prendre la ville vers quatre heures du matin. Durant six heures, ils s'en sont pris au poste de police et aux installations de la *Caja Agraria* défendue par trente agents. Le solde fut de deux agents morts et trois blessés[435]. Le même groupe a préparée une embuscade, quelques heures après, sur la voie qui relie Toribío à Caloto, contre une colonne de police qui s'était lancée à ses trousses. Trois policiers furent tués et 18 blessés.

---

[434] Celmo Secué, entretien, octobre 1996, in "Memoria del MAQL", op. cit., p. 38.
[435] "Por tercera vez la guerrilla asalta Toribío", El Liberal, Popayán, 20 mars 1986.

C'était la troisième fois en moins d'un an que Toribío subissait une attaque de la guérilla, ce qui revenait à ignorer les décisions adoptées à Vitoncó par l'assemblée de l'année précédente et l'engagement des insurgés à respecter les décisions des *cabildos.* La situation était plus complexe à cause de la participation à l'assaut d'effectifs du Quintín. C'est pourquoi le CRIC a dû condamner publiquement cette action. Même si le communiqué ne faisait pas référence explicite au Quintín Lame, il était clair qu'il rejetait ce type d'actions conjointes et qu'il exprimait le souci pour la perte d'autonomie de cette organisation vis-à-vis du M-19. Cela a fait monter la tension entre le CRIC et le Quintín Lame, une tension qui est devenue de plus en plus forte les années suivantes et qui fut préjudiciable pour ce dernier car il perdait ainsi peu à peu son appui politique. Des opérations comme celle-ci, qui se sont succédées les mois suivants, ont compromis sérieusement la relation du Quintín Lame avec les communautés et leurs autorités. Voici le communiqué du CRIC :

> Le Conseil Régional Indien du Cauca tient à rendre publique cette déclaration :
>
> 1. Aujourd'hui, 19 mars, un groupe du M-19 est entré dans la localité de Toribío.
> 2. Depuis un certain temps, dans les régions indiennes du Cauca se produisent des affrontements violents entre l'armée et des groupes guérilléros, causant de graves préjudices aux communautés (...)
> 3. La commune de Toribío a été spécialement affectée par ces poussées de violence car c'est la troisième fois qu'elle est attaquée par des groupes armés, ce que rejette clairement la plupart de la population (...)
> 4. Lors de la réunion du comité de direction du CRIC, tenue à Vitoncó en février 1985, 45 *cabildos* se sont prononcés en exigeant des groupes guérilléros de respecter nos propres autorités et de se soumettre aux décisions des *cabildos*, ce qu'ils n'ont pas fait.
> 5. Si le M-19 pense que c'est le moment de faire la guerre totale aux forces armées, qu'il la fasse dans d'autres régions du pays et non pas dans des communautés qui sont en désaccord avec sa stratégie.
> 6. Le CRIC exprime son rejet de l'opération armée effectuée à Toribío et renouvelle sa ferme décision de défendre les intérêts des communautés indiennes.
>
> Conseil régional indien du Cauca, comité exécutif[436]

Après l'épisode de Toribío, Marcos Chalita a proposé de déplacer la colonne vers

[436] Declaración del Consejo Regional Indígena del Cauca, 19 mars 1986.

le nord-ouest afin de participer, avec les autres détachements du bataillon *América*, à un "sommet bolivarien " que le M-19 devait réaliser au milieu du mois d'avril dans les environs de la ville de Buga. La perspective de revenir au Valle fut rejetée par Gildardo qui a affirmé que le Quintín Lame devait rester dans sa juridiction, c'est-à-dire dans le département du Cauca, et que son projet politique "... n'était pas vraiment la prise du pouvoir (...) notre projet était de faire face aux ennemis du mouvement indien ; le Quintín était un mouvement ayant des caractéristiques spéciales et une idéologie propre ; sa philosophie n'était pas la guerre pour la guerre"[437]. Malgré l'insistance de Chalita, les combattants du Quintín ont opté pour se séparer et ils ont entamé la marche vers Jambaló. Les hommes du M-19 se sont dirigés vers Florida (Valle), pour aller ensuite à Buga où devait avoir lieu le "sommet bolivarien", en avril 1986.

Sur la voie de Jambaló, Gildardo et ses hommes furent contactés par une commission de la direction politique présidée par "Leonardo" et "Jaime", qui les ont informés de la difficile situation qui se présentait avec Romir et les *quintines* restés avec le M-19 dans le département du Valle. A ce moment-là, la direction politique avait déjà dépêché plusieurs commissions qui n'avaient pas réussi à contacter Carlos Pizarro ; la communication par radio n'avait pas fonctionné non plus et tout ce qu'ils savaient, par certains *quintines* qui avaient déserté, c'est que Romir et les combattants qui l'accompagnaient continuaient aux côtés du bataillon *América* qui, à ce moment-là, se trouvait à proximité des Farallones de Cali. La colonne de Gildardo a rencontré à Méndez le groupe de combattants commandés par Gustavo qui était aussi resté dans le Cauca. Ensemble, ils ont décidé de marcher vers Tierradentro où ils ont installé un campement auquel sont arrivés les groupes d'appui et les membres de la direction pour commencer, à la fin du mois de mai, une école politico-organisationnelle. Le fait de revenir à Tierradentro signifiait sans doute une tentative de retrouver leurs référents.

Faisant allusion à la difficulté à faire revenir les effectifs du Quintín qui se trouvaient dans le bataillon *América*, Gildardo dit :

Ce fut vraiment très difficile... tellement qu'à la fin le Quintín était prêt à faire

[437] Gildardo, Biografía del Quintín Lame, op. cit., p. 39.

> des communiqués publics sur les abus du M-19 à notre égard. Nous l'avons suivi et, souvent, le M-19 niait la présence du Quintín et, à la fin, ils ont eu le toupet de dire qu'ils n'étaient pas du Quintín mais du M-19 et que les gens du Quintín ne voulaient pas aller au Cauca ; ils sont déjà ici comme bataillon *América,* ils sont ici avec nous ; lorsque les gens qui désertaient de là-bas venaient nous informer du problème qui se présentait, à un moment donné, le M-19 a essayé de cacher l'armement et de ne pas nous donner celui qui était à nous et une partie des armes n'arrivait pas.[438]

Durant la réalisation de cette école, à la fin mars 1986, à Tierradentro, les principaux thèmes traités furent trois : la crise que traversait le mouvement suite à sa participation au bataillon *América* ; les perspectives que pouvait ouvrir la participation du Quintín Lame à la Coordinatrice nationale guérilléra et la possibilité d'élargir le réseau de groupes d'appui ayant une capacité offensive afin de contrecarrer les actions que commençaient à entreprendre des groupes paramilitaires associés au narcotrafic.

Sur le premier point, malgré les résultats négatifs avérés de la participation au bataillon *América*, il a fallu retarder une décision ferme en attendant le retour de Romir qui se trouvait encore au Valle. En outre, malgré ses critiques au M-19, il était clair que le Quintín avait besoin, pour survivre, de conserver ses alliances avec d'autres organisations armées plus fortes à un moment où s'intensifiait la dispute pour le territoire entre les différents groupes guérilléros qui opéraient dans le Cauca. C'est ce qui explique que, à la fin de l'année 1986, le Quintín menait des opérations conjointes avec le M-19 au nom du bataillon *América*, en négligeant parfois ses engagements vis-à-vis des communautés. La nécessité de garder un équilibre face aux groupes insurgés plus forts et d'avoir une plus grande importance politique ont poussé le Quintín à accepter la proposition du l'ELN et du M-19 de participer à la Coordinatrice nationale guérilléra et, plus tard, à faire partie de la Coordinatrice guérilléra Simón Bolívar, dans le but de jouir d'une position plus forte pour dialoguer avec le commandement des FARC et de se rapprocher des cadres de cette organisation dans le Cauca, évitant ainsi que, dans leur affrontement avec le Ricardo Franco, elles finissent par agresser le Quintín Lame.

---

[438] Gildardo, entretien, février 1996, Popayán,

Finalement, il fut décidé de favoriser l'expansion et le renforcement des groupes d'appui qui devraient remplir des tâches d'intelligence et de contrôle à l'intérieur des communautés pour éviter l'infiltration de l'armée et contenir les groupes paramilitaires. Il fut aussi décidé de constituer un groupe mobile qui a commencé à travailler dans la partie centrale, dans les communes de Popayán et Puracé pour aider aux récupérations de terres qui, à ce moment-là, avaient lieu dans cette partie du département. Une des premières actions de ce groupe fut l'assassinat d'Alfonso Valencia Paredes, *hacendado* et conseiller municipal de Puracé, qui s'était opposé aux groupes d'Indiens luttant pour la récupération de terres à Paletará et qui était considéré comme le promoteur des groupes paramilitaires de la région. Cet attentat, dans lequel sont morts deux agents du DAS, eut lieu le 11 avril, sur la voie qui relie Coconuco à Popayán[439].

Au début du mois d'avril, alors que se terminait l'école à Tierradentro, Romir est revenu au Cauca accompagné de Carlos Pizarro et d'un groupe de quarante hommes alors que ce qui restait du bataillon *América* a continué au Valle, y compris les combattants du Quintín encore survivants[440]. A López-adentro, ils ont réussi finalement à entrer en contact avec des délégués de l'Etat Major du Quintín Lame et à effectuer quelques réunions dans lesquelles il a été exigé du M-19 le retour des combattants du Quintín. Cependant, ceux-ci ont continué pendant quelques mois à faire partie du bataillon *América*.

Le coût payé par le Quintín Lame pour sa collaboration avec le M-19 dans la campagne du Valle fut à nouveau évalué lors d'une réunion conjointe du commando politique et de l'Etat Major, tenue dans le *resguardo* de Cuartel, à Tierradentro, en juin 1986. Gildardo y fut désigné comme commandant général par le commando politique de l'organisation. A l'époque, et même des années plus tard, l'échec de la campagne menée aux côtés du M-19 fut attribué au manque d'expérience de Romir, rendu responsable d'avoir cédé le commandement et d'avoir permis le déplacement des *quintines* en dehors

[439] Gildardo, entretien, février 1996, Popayán. Voir aussi "Alevoso asesinato de concejal, conductor y agentes del DAS", in El Liberal, 12 avril 1996.
[440] Romir, entretien, mai 1993, Popayán.

de leur territoire. D'après les informations dont on dispose, la direction politique n'a jamais réalisée une évaluation critique de sa propre responsabilité dans les événements. On ignore aussi l'existence de réflexions sur les effets négatifs de la campagne menée avec le M-19 au nord du Cauca, qui a affecté grandement les relations des *quintines* avec les communautés. Celles-ci ont subi les attaques de ceux qui se disaient leurs "porte-paroles armés" et aussi la persécution de l'armée.

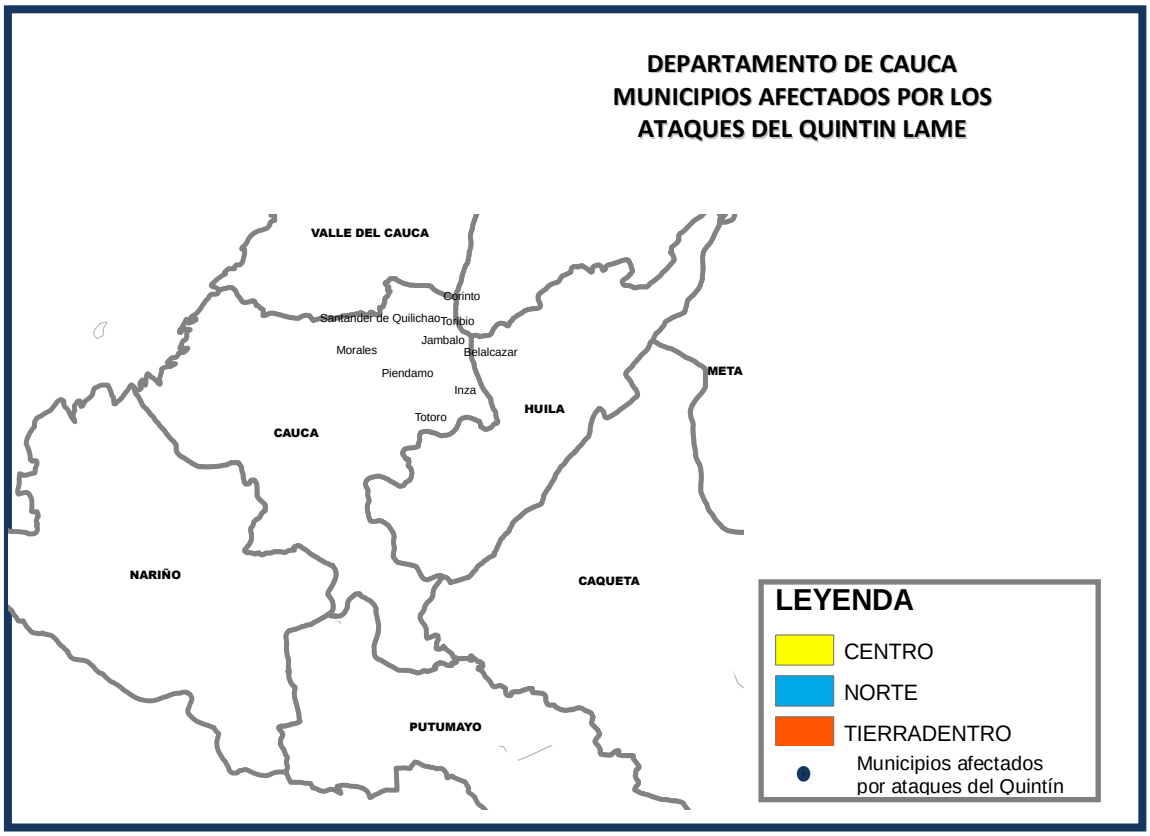
Malgré les critiques, le Quintín a continué à mener des actions dans le Cauca en collaboration avec le M-19, au nom du bataillon *América*. Les dernières opérations ont eu lieu à Tierradentro, durant les mois d'août et septembre 1986. Par ses actions, le M-19 a exprimé son rejet du plan de réhabilitation et de la politique de paix proposée par le nouveau président Virgilio Barco. Le 2 août, une colonne mixte du M-19 et du Quintín Lame, commandée par Carlos Pizarro, Marcos Chalita et Gildardo, a essayé de donner l'assaut à la localité de Páez, à l'est du Cauca. Quelques jours après, cette même colonne a attaqué, à l'aube du jeudi 7 août, la localité de Belalcázar. Le poste de police et les bureaux de Telecom furent détruits ; les insurgés ont occupé pendant vingt heures la localité et repoussé une tentative de l'armée de reprendre le contrôle de la bourgade. Le solde de cette action fut de sept guérilléros et sept membres de l'armée morts, plus sept blessés. En plus, un agent de police fut enlevé par les rebelles[441]. Cette action, plus une embuscade contre l'armée réalisée plus tard dans le haut Plateau de Moras, a laissé un solde de quatorze morts : un officier, un sous-officier, huit soldats et quatre guérilléros On a répondu à ces opérations par le bombardement des territoires des *resguardos* de Mosoco et Vitoncó, ce qui a fait réagir 17 *resguardos* de Tierradentro qui ont exigé le respect de la résolution de Vitoncó et ont rejeté tout affrontement entre l'armée et la guérilla sur leur territoire[442].

En dernier lieu, à l'aube du samedi 6 septembre, la colonne mixte du M-19 et du Quintín a donné l'assaut à l'agglomération d'Inzá. Ils ont attaqué le poste de police mais celui-ci ne fut pas pris, ils ont fait exploser à la dynamite les bureaux de la *Caja Agraria*

[441] "Combates en Belalcazar", El Liberal, 8 août 1996.
[442] "Indígenas piden que no se bombardee su territorio", El Liberal, 31 août 1986.

et se sont emparé des installations de Telecom pour diffuser des harangues dans lesquelles ils rejetaient les propositions du président Barco et annoncer le renforcement de la présence de la guérilla dans la région, spécialement celle du Quintín Lame. Après l'assaut, les guérilléros ont pris la fuite suivant le cours du fleuve Hullucos pour arriver à la lagune de Juan Tama et continuer ensuite vers Mosoco. Les habitants de Tierradentro et la presse locale ne pouvaient pas oublier que, vingt ans auparavant, un fait semblable s'était produit : une colonne des FARC, encore naissantes, commandée par Manuel Marulanda, avait pris la même localité et que ce fait avait entraîné l'incorporation de cette population aux zones d'influence de ce groupe armé. Le plus surprenant c'est que cette action, semblable à celles des FARC, était maintenant réalisée par des individus qui se sentaient appelés à protéger les communautés.

Carte géographique No. 4. Municipalités affectes par des attaqués du Quintín Lame



En février 1987, le M-19 a envoyé depuis les montagnes du Cauca une lettre au CRIC, qui sera diffusée les mois suivants sous le titre de "Proposition de vie et de paix

pour la Colombie de la part du bataillon *América*". Ce document met en évidence, encore une fois, la contradiction entre le nationalisme homogénéisant qui était à la base de la campagne du bataillon *América* et les revendications d'autonomie des communautés indiennes qui sont remplacées par une proposition de paix et de démocratie faite par l'avant-garde révolutionnaire. Le texte se termine en proposant de réorienter les ressources du nouveau plan de réhabilitation pour le Cauca vers les communautés indiennes, de démilitariser les *resguardos* et de lancer un appel à toutes les forces sociales du département à rejoindre ce plan qui, dans la pratique, sera le début d'un rapprochement entre cette organisation armée et le gouvernement. Ce processus se terminera par la démobilisation du M-19, deux ans après, à Santo Domingo, à l'est du Cauca, en territoire indien mais en marge de ses communautés et de ses autorités.

La crise que traversait l'organisation à ce moment-là était le résultat de la perte de référents politiques capables de la conduire à définir son rôle dans un scénario d'escalade de la guerre qui, bien évidemment, l'aurait débordée au point de mettre en danger ses liens avec les communautés.

Après le retrait de Romir, le commandement du Quintín Lame fut assumé par Jesús Peña, plus connu sous le nom de Gildardo Fernández, qui occupera ce poste jusqu'à la démobilisation, en 1991. Gildardo était un combattant chevronné, né à Calderas en 1960. Depuis la fin des années soixante-dix, il s'était approché des groupes d'autodéfense et possédait un grand ascendant sur les *quintines*. Certains traits de sa personnalité le distinguent des commandants précédents : d'une part, il n'avait pas bénéficié d'une éducation formelle et il devait sa formation à la guérilla ; d'autre part, à la différence du commandant antérieur, il n'avait pas d'expérience comme dirigeant local et, du fait qu'il avait passé sa jeunesse en dehors du département, il était quelque peu déraciné, un manque qu'il a comblé grâce à son entrée au Quintín qui l'a rapproché des conflits des communautés locales et lui a permis de retrouver des éléments de son identité[443] ; finalement, sa formation et ses qualités l'identifient plus comme un

[443] Gildardo, "Biografía del Quintín Lame", p. 12. Selon ce récit, le fait qu'il fût orphelin et que, très jeune, il ait été éloigné de sa communauté pour aller à Quindío comme journalier

militaire que comme un politique, malgré ses efforts personnels pour parfaire sa formation politique.

Le commandement de Gildardo a signifié la rupture de l'équilibre maintenu jusque là dans les relations entre l'Etat Major et la direction politique. A partir de là, cette dernière a intensifié son contrôle sur les opérations militaires, reprenant la conduite du mouvement. L'aile militaire du Quintín a perdu de son autonomie et, en même temps, elle a diminué le nombre de ses actions offensives. Ce processus va de pair avec deux situations apparemment contradictoires : d'une part, le Quintín cherche à identifier ses adversaires et, par conséquent, il oriente son action vers les traditionnels ennemis du mouvement indien et intensifie son contrôle sur les communautés qui se trouvent dans son rayon d'action, ce qui provoquera de nouvelles protestations de la part d'un secteur de la population. D'autre part, jouant un rôle complètement différent, dans une décision politique osée, le Quintín accepte d'intégrer la Coordinatrice guérilléra Simón Bolívar dans le but de maintenir l'équilibre face aux autres organisations armées et d'accéder, à partir de cette position, à la possibilité de devenir interlocuteur de l'Etat et, bien entendu, d'entamer un dialogue avec les FARC avec l'espoir de surmonter leurs différends.

6.4 Avec la Coordinatrice Guérilléra Simón Bolívar (CGSB), le Quintín Lame joue le rôle d'une guérilla

Le 22 juin 1987, le président Virgilio Barco déclare formellement la rupture de la trêve avec les FARC, en réponse à l'attaque réalisée par deux fronts de ce groupe contre une colonne de l'armée dans le département du Caquetá, dans laquelle ont été tués 27 soldats. La déclaration du président qui, de toute manière, n'était qu'une formalité, vu l'augmentation depuis un an des affrontements avec les FARC, a facilité le rapprochement de toutes les forces insurgées qui a abouti à la création de la Coordinatrice Guérilléra Simón Bolívar. Elle a constitué l'expérience la plus importante

---

expliquent sa perte d'éléments identitaires, comme la langue páez, et que, au moment de revenir au Cauca, à la fin des années soixante-dix, il se sente plus identifié comme paysan que comme Indien. Gildardo fut le seul combattant du Quintín à se montrer sceptique vis-à-vis des pratiques des médecins traditionnels. Mais son cas, comme celui d'autres combattants, montre que la participation au Quintín Lame a constitué un moyen de reconstruction identitaire.

de ce type dans l'historie colombienne récente[444].

S'il est vrai que la CGSB n'a pas réussi à passer des accords entre les différents groupes insurgés ni à organiser des opérations armées conjointes, elle a pu néanmoins présenter quelques propositions d'analyse conjointe de la réalité colombienne et discuter sur des alternatives pour la recherche d'une issue politique au conflit armé. Mais, étant donné les profonds différends idéologiques et la méfiance mutuelle, ces propositions n'ont été que des déclarations conjointes sur la nécessité de chercher l'union des groupes rebelles. Le Quintín a envoyé à plusieurs reprises des commissions au siège du secrétariat des FARC, dans l'Uribe Meta, où ont eu lieu les quatre sommets de la CGSB, tenus entre septembre 1987 et juin 1989. Ces rencontres ont permis de renouer le dialogue entre les organisations guérilléras et parvenir à des accords avec les FARC, ce qui a fait baisser d'un cran les tensions. Ce rapprochement fut favorisé par la disparition du commando Ricardo Franco, après les faits tragiques qui ont conduit à sa dissolution en décembre 1985.

Le premier sommet eut lieu à la fin septembre 1987, dans le campement du secrétariat des FARC, dans l'Uribe. Y ont assisté des délégués du M-19, de l'EPL, de l'ELN, du PRT et du Quintín Lame, ce dernier représenté par "Mauricio"[445]. Aux sommets suivants, tenus dans le même lieu au cours des deux années suivantes, a été aussi présent le Quintín, représenté par "Braulio", "Gustavo" et "Ciro", au deuxième ; par "Jaime", "Olga" et "Ciro", au troisième ; et par "Milton" et "Ciro", au quatrième. La participation du Quintín Lame constituait en réalité un effort pour conserver son autonomie et trouver un équilibre face aux groupes armés plus expérimentés. Mais le résultat le plus important de cet effort fut l'ouverture d'un dialogue direct avec des membres du secrétariat des FARC, grâce auquel il a réussi à surmonter bien des conflits avec les fronts de cette organisation présents dans le Cauca, spécialement le VIème. L'intervention d'Alfonso Cano, membre du secrétariat des FARC, fut

[444] Il y a l'antécédent de la Coordinatrice Nationale Guérilléra (CNG), en 1985, créée à la demande de l'armée de libération nationale (ELN), groupe insurgé qui n'a pas participé au processus de dialogue dont ont fait partie les autres organisations de la guérilla.
[445] Darío Villamizar, Aquel 19, op. cit., p.708.

particulièrement efficace. Il faut ajouter que, face aux multiples signes qui, depuis 1987, indiquaient la possibilité d'entamer à nouveau un processus de paix, le Quintín Lame a vu dans la CGSB l'occasion de commencer un dialogue avec l'Etat dans une position beaucoup plus forte, ce qui explique son intérêt à discuter une proposition politique commune à tous les groupes qui formaient la Coordinatrice.[446] Le Quintin, joint à l'ensemble du mouvement insurgé, accédait à un statut national, sans pour autant abandonner sa présence locale qui n'a jamais été remise en question.

Les documents émanant du premier et du deuxième sommet de la CGSB - septembre 1987 et avril 1988 – mettent en évidence l'intérêt général pour concrétiser une alternative politique commune et pour ouvrir une voie à des issues négociables viables : ils rejettent les initiatives de paix présentées par le gouvernement au début de son mandat, ils déclarent leur désir de trouver une issue négociée au conflit, ils manifestent leur intérêt pour aller vers l'humanisation de la guerre, ils invitent à réaliser une consultation nationale pour favoriser l'expression des secteurs citoyens qui sont en dehors du conflit et, finalement, ils affirment la nécessité d'une nouvelle Constitution reflétant les aspirations des nouvelles forces sociales et politiques qui, à leur avis, n'ont pas de place reconnue dans la Constitution de 1986 [447].

L'"unité" guérilléra ne durera cependant pas longtemps. L'objectif de formuler une alternative commune pour chercher une issue politique au conflit armé s'est brisé face aux faits qui ont suivi l'enlèvement d'Alvaro Gómez par le M-19, en mai 1988. Sa libération, qui a provoqué d'importantes manifestations de tous les secteurs sociaux et politiques demandant à cris le dialogue, a ouvert la voie à l'"initiative pour la paix" proposée par le président Barco en septembre de la même année. Cette proposition a suscité un débat au sein des organisations guérilléras, qui allait du rejet de la part de l'ELN à une déclaration de franche sympathie de la part du M-19. Ce débat a commencé durant le troisième sommet de la CGSB, vers la mi-octobre. L'absence des commandants de l'ELN et de l'EPL, ainsi que le rejet par l'ELN du communiqué a brisé

[446] Henry Caballero, "La CGSB" in "Memoria del MAQL", op. cit.
[447] Declaraciones de la I y II conferencias de la CGSB, in Darío Villamizar, Aquel 19, op. cit., p. 720 et 744.

l'unité guérilléra et cette rupture s'est confirmée lorsqu'a été connue la déclaration conjointe du gouvernement et du M-19 en janvier 1989 dans laquelle on faisait un appel au dialogue entre les représentants de l'Etat et la CGSB et on dressait un agenda des thèmes de discussion[448].

Le quatrième sommet, en juin 1989, qui a exclu le M-19 de la Coordinatrice, a consommé la rupture de la fragile unité guérilléra. Pour le Quintín, rester dans cette Coordinatrice fragilisée, maintenant sous le contrôle des FARC, était tout simplement impossible. En même temps, la concurrence entre les diverses organisations armées pour parvenir à un accord politique avec le gouvernement national dans un scénario où l'on entrevoyait la réalisation de l'Assemblée Nationale Constituante l'obligeait à chercher d'urgence une issue politique permettant sa démobilisation.

L'intention de diminuer les opérations offensives dans le Cauca fut manifestée par le M-19, au nom du bataillon *América*, en mars 1987. Quelques jours après, le Quintín Lame a fait connaître une proposition régionale de paix qui comprenait trois points : a) Le retrait de l'armée et des groupes guérilléros des zones indiennes, b) Un accord politique auquel participeraient les forces sociales de la région et c) L'élaboration d'un plan de développement régional qui tienne compte des intérêts de toute la population du département. Ces trois points constitueront la base de la négociation qui se concrétisera trois ans après[449]. Pour prouver sa bonne volonté, le Quintín décide de s'abstenir de toute action offensive.

L'annonce du Quintin de s'abstenir des opérations offensives ne signifie cependant pas que, durant ces années, il n'y ait pas eu d'affrontements avec les organismes de sécurité, même si leur nombre a diminué par rapport aux années 85 et 86.

En 1987, mis à part quelques combats occasionnels avec l'armée[450], les chocs les

---

448 - Declaración conjunta del Gobierno Nacional y el Movimiento 19 de Abril, in Darío Villamizar, op. cit., p. 794.

449 "El Quintín Lame hace saber a la opinión pública", document imprimé, juillet 1988.

450 Il est arrivé la même chose à la fin janvier de la même année, lorsque le campement où

plus forts ont eu lieu dans la commune de Puracé où, l'année précédente, avait commencé à agir une colonne du Quintín commandée par "Richard" qui soutenait l'invasion des terres dans cette région. C'est à Puracé que se sont dirigés conjointement les unités du M-19 et du Quintín Lame qui étaient restées plusieurs mois à Tierradentro, dans le but d'y organiser une école politico-militaire. La colonne mixte, formée de plus de trois-cents hommes, s'est installée provisoirement dans les environs de Paletará. Le 24 mai, ce campement fut attaqué par des unités du bataillon José Hilario López. Un soldat et sept guérilléros furent tués.[451] En juillet, cette même colonne, harcelée par l'armée, prend la fuite vers l'Huila et, chemin faisant, s'empare des mines de Puracé et de cinq camions militaires et emporte 175 caisses de dynamite. Dans son retrait, elle fait sauter le pont d'El Estanquillo, sur la voie de La Plata-Puracé et met le feu à cinq camions militaires. Les jours suivants, l'armée poursuit la colonne à travers le haut plateau, jusqu'aux environs du volcan Puracé où cinq guérilléros perdent la vie. Une grande partie de la dynamite volée sera récupérée par l'armée les mois suivants.

Après l'assaut des mines, les combattants du Quintín ont décidé de se séparer du M-19 et se sont dirigés vers le barrage de La Salvajina, dans la cordillère occidentale, où ils ont organisée une école politique très ouverte, avec la participation de groupes d'auto-défense et des commandos urbains. Cette réunion, commencée à la fin août, a duré plus d'un mois. Les thèmes principaux étaient : l'expansion des groupes paramilitaires, surtout dans la partie nord, les relations avec la Coordinatrice Simón Bolívar et les perspectives du Quintín lors d'éventuelles négociations avec le gouvernement.

A partir de 1987, le Quintín Lame essaie à nouveau d'identifier ses adversaires. C'est pourquoi il oriente son activité vers le contrôle des zones indiennes pour freiner l'expansion des paramilitaires et soutenir les opérations de récupération de terres. On peut dire que le Quintín retrouve ses racines, c'est-à-dire qu'il s'intéresse surtout aux

---

se trouvait une colonne du Quintín dirigée par "Jacinto", près de San Andrés de Pisimbalá, fut prise d'assaut par l'armée. Hier, deux combattants du Quintín furent tués dans l'affrontement entre l'armée et le Quintín Lame", El Liberal, Popayán, 25 janvier 1987.

[451] Gildardo, entretien, février 1996, Popayán. -"Combates en Paletará", El Liberal, 26 mai 1987.

ennemis traditionnels du mouvement indien et qu'il est moins présent lors des affrontements avec les organismes de sécurité de l'Etat. Il est donc moins visible et sa manière d'agir rappelle celle des mois qui ont précédé l'assaut à Santander de Quilichao.

Dans son effort pour contrôler ses zones d'opération, qui peut être interprété comme une tentative de retrouver ses anciennes loyautés, quelque peu estompées par le conflit, le Quintín multiplie ses opérations de "nettoyage" pour punir les délateurs, les délinquants et ceux qui forment des groupes paramilitaires. Le journal *El Liberal* a attribué au Quintín Quatre exécutions en 1987, cinq en 1988 et sept en 1989. Les opérations paramilitaires ont aussi augmenté considérablement. Pour la même période, la presse locale enregistre vingt homicides attribués à une douzaine de groupes d'extrême droite ainsi que de nombreux messages menaçants adressés à des dirigeants populaires, syndicalistes et éducateurs. Parmi les groupes les plus actifs, on peut citer : la *Falange Bolivarista* du Cauca, Popayán Bella et Limpia, l'Alliance Anticommuniste du Cauca et la *Falange Caucana y Justiciera.* D'autres groupes de "nettoyage social" sont apparus, comme le MAB (Mort à Basuqueros) et des noyaux d'auto-défense paysanne, comme le *Frente Amistad Juvenil*. Tout cela sans compter l'émergence de groupes paramilitaires liés au trafique de drogues qui, à l'époque, agissaient sans se cacher et, parfois même, associés à des unités de l'armée, spécialement dans la partie nord, dans les limites avec la région agro-industrielle du département du Valle[452].

Pour compléter le tableau, durant cette même période, les agissements des délinquants de droit commun se sont multipliés, un phénomène qui pourrait être lié à la perspective de démobilisation, envisagée par beaucoup de combattants du M-19 et même du Quintín. A ce sujet, Gildardo pense que :

> Plus que de la guerre, les communautés étaient fatiguées de la délinquance qui est un des facteurs qui ont sapé le prestige du Quintín. C'est vrai qu'il a eu beaucoup de délinquance de la part de membres du Quintín. Ils quittent l'organisation et, avec des membres d'autres groupes, comme le M-19, ils commencent à commettre des délits. Alors ils commencent à former des bandes et il y a de la délinquance. Alors il y a du ressentiment et cela est très difficile à

[452] Gildardo, "Biografía Quintín Lame", op. cit., p. 56. Pablo Tatay, entretien, novembre 1991, Bogotá.

> surmonter et, en fait, il y a des rejets qui restent dans certains secteurs indienness, mais pas partout, c'est-à-dire que, dans certains endroits, on rejette les propositions du Quintín et, dans d'autres, non.[453]

Dans ce contexte de violences croisées, dans lequel on remarque la présence de nouvelles modalités de conflit face auxquelles le Quintín n'est pas très efficace, une nouvelle vague de protestations se lève. Elle vient de certaines communautés et organisations indiennes qui rejetaient la présence du Quintín Lame. Les critiques atteignent également le CRIC que certains secteurs appellent publiquement l'"Etat Major" du Quintín et de nombreux ennemis du groupe en profitent. En septembre 1989, en pleine polémique sur ce point avec AISO, une bombe moyennement puissante détruit partiellement les installations du CRIC à Popayán[454].

6.5 Les derniers combats et les dernières pertes

La situation s'est encore compliquée à partir de 1989, "l'année du sel" pour beaucoup de *quintines*. Le dernier affrontement entre les unités du Quintín Lame et celles de l'armée eut lieu à la fin de l'année et il fut le plus lourd en pertes humaines. Le choc armé eut lieu le 20 novembre, sur le chemin de La Loma, commune de Rosas, au sud de Popayán, un territoire où le Quintin n'était pas présent en permanence mais qui avait reçu une commission de quelques vingt combattants dirigés par « Gildardo » et « Romero » afin de préparer une action financière, sur la route panaméricaine, contre un véhicule de transport de valeurs. Ce jour-là, au matin, les *quintines*, avertis par les habitants de la région, ont aperçu une colonne qui se dirigeait vers leur campement[455]. Le manque d'expérience de certains jeunes combattants et l'excès de confiance des plus hardis qui ont attendu que l'armée poursuive son chemin sans attaquer, ont fait que la décision de partir ait été prise trop tard. Le combat s'est prolongé toute la journée et ce n'est qu'à la tombée du jour que les survivants ont pu sortir de là en transportant quelques blessés. Deux soldats sont morts, le Quintin a perdu dix hommes et l'armée a

---

[453] Gildardo, entretien, février 1996, Popayán.

[454] "Estalla Bomba en la sede del CRIC", El Liberal, Popayán, 7 septembre 1989.

[455] Muertos 8 sediciosos y 2 militares, El Liberal, 21 novembre 1989. Gildardo, entretien, février 1996, Popayán. Blanca entretien, mai 1995, Popayán.

confisqué six fusils et onze carabines.

Le Quintín, pas encore remis de ce coup dur, a dû en supporter un autre qui a démoralisé ses rangs et a mis en évidence ses limites pour faire face aux groupes paramilitaires de la zone nord. Cette réalité l'obligeait à se poser la question sur la poursuite de ses actions armées. Le 27 janvier 1990, José Sertorio Rivera, plus connu comme "Gustavo", fut emprisonné, torturé et assassiné par une unité du bataillon armé Pichincha. Il commandait la colonne du Quintín qui opérait dans le nord-ouest. Les circonstances de sa mort et la participation de membres d'un groupe paramilitaire de la région ont mis à nu les limites du Quintín Lame pour affronter avec succès de nouveaux acteurs armés dont la capacité offensive était bien supérieure à celle de ses ennemis traditionnels, fondée sur l'usage indiscriminé de la terreur. Ces faits mettent aussi en évidence la trame compliquée d'alliances entre unités militaires, groupes paramilitaires et *hacendados* décidés à freiner l'avancée du mouvement indien. Cette alliance se prolongera durant des années dans cette région qui continue à être objet de dispute entre les grands propriétaires terriens, et les communautés indiennes. Encore aujourd'hui cette région est l'une des plus secouées du pays.

"Gustavo", originaire du *resguardo* de Huellas, à Caloto, était largement connu dans la région en tant que dirigeant indien et promoteur des récupérations de terres. Le dossier judiciaire dressé par les autorités faisait état de trois arrestations : une pour invasion de terres et vol, en décembre 1977 ; une autre pour vol et abus de confiance, en avril 1981 et une dernière pour invasion de terres, en juin 1986. Suite à ce procès, il fut condamné à un an de prison[456]. Son appartenance au Quintín Lame était également connue de tous, même des autorités locales, comme on peut le remarquer dans la déclaration de l'avocat Jairo Alfonso Plata, juge de Caloto, faite lors de l'assassinat :

> J'ai connu Monsieur Rivera trois ou quatre ans avant sa mort. D'abord parce que l'on parlait de lui à cause de son lien présumé avec la guérilla, spécialement avec le groupe subversif Quintín Lame dans lequel il avait le grade de major et dont il était combattant... Quand il était en prison, je l'ai fait venir au tribunal et c'est là qu'a commencé ce qu'on pourrait appeler une "amitié". En effet, devant moi, il

[456] Tribunal Contencioso Administrativo del Cauca, proceso No. 3165. Proceso contra la nación por la muerte de José Sertorio Rivera, folio 107.

> reconnaissait son appartenance à la guérilla et il collaborait avec moi dans certaines affaires de la compétence du tribunal, spécialement pour ce qui est des citations ou pour que les Indiens viennent déclarer, une chose qui a toujours été très difficile. J'ai eu des conversations fréquentes avec lui et je voyait en lui un grand leader communautaire que ses compagnons aimaient et appréciaient mais je voyais aussi un individu quelque peu dangereux car, dernièrement, j'ai su la persécution qu'il subissait de la part des organismes de sécurité de l'Etat, spécialement l'armée qui, une fois, l'a pris pendant un mois pour qu'il les accompagne, habillé en militaire, à sa propre région afin d'obtenir des renseignements sur les activités de la guérilla. C'est pour cette raison qu'il a quitté les postes de commandement aussi bien dans la guérilla que dans sa communauté mais, d'après ce que j'ai su, il n'a jamais cessé d'exercer une influence définitive. Malheureusement, à la fin, j'ai su qu'il mélangeait ses activités de leader avec d'autres de type personnel qui l'ont conduit à attaquer des véhicules et des fermes, ce qui, peu à peu, l'a marqué dangereusement[457].

Il est tout à fait vrai que Gustavo avait beaucoup d'ennemis au moment de sa mort. Le 8 janvier 1990, il avait enlevé, dans la ferme Los Chorros, près de Caloto, Luis Fernando Caicedo López qui était à l'époque gérant du *Fondo Ganadero* du département du Valle. Les premiers rapports de la police[458] pointaient le Quintín Lame comme auteur moral de l'enlèvement et rendaient matériellement responsables: Gustavo, son frère Jesús Rivera et José Clemente Mestizo, Bernabé Ascué et Isaías Sánchez. Le Quintín, pour sa part, a toujours nié toute participation à cet enlèvement et a attribué l'assassinat de Gustavo à un groupe paramilitaire qui agissait dans la région et qui avait l'appui d'importants *hacendados* intéressés à arrêter les invasions de terres encouragées par le *cabildo* de Caloto avec le soutien du Quintín Lame. Une troisième version prétend que l'assassinat fut un acte de vengeance pour un assaut commis quelques jours auparavant par Gustavo et d'autres *quintines* à une *hacienda* de la région qui servait de centre d'opérations au groupe paramilitaire "AVES". Quelques personnes innocentes y avaient perdu la vie et, pour cette raison, Gustavo avait été sanctionné par le commando militaire du Quintín et obligé à rester loin de Caloto mais il avait désobéi.

Ce qui est sûr c'est qu'à l'aube du 27 janvier, un groupe de quarante hommes,

457 - Ibidem.

458 Informes del Departamento de Policía Cauca, Distrito número dos. 15 de enero y 6 de febrero de 1990. In dossier fl 483 - 486.

formé de soldats du bataillon Pichincha et de civils, ont réalisé une série de perquisitions autour des chemins de La Estrella, La Placa et Huellas, à la recherche de Gustavo, essayant de s'informer sur l'endroit où se trouvait Monsieur Caicedo López. Constatant l'inutilité des recherches, le piquet d'hommes armés a dressé un barrage à l'entrée de Caloto et a obligé plusieurs habitants à les conduire jusqu'à la maison de Gustavo. Sur le chemin, un des civils qui faisait partie du groupe armé, identifié par plusieurs témoins comme Orlando Villa, chef du groupe paramilitaire AVES, a reconnu Gustavo qui fut arrêté en présence de nombreux témoins et obligé à monter dans un des trois véhicules. Son corps, portant des signes de torture, mutilé et brûlé fut trouvé vers midi sur une route secondaire de la commune de Guachené[459].

Durant les semaines suivantes, deux des participants présumés à l'enlèvement de Monsieur Caicedo López furent assassinés. La famille de Gustavo, les témoins de son arrestation et un voisin qui avait pris des photos du cadavre furent harcelés et menacés de mort. Quelques mois après, le 4 juillet, un groupe d'hommes du Quintín Lame a donné l'assaut à l'*hacienda* Las Lomas et a essayé de tuer Orlando Villa. Même si les investigations pénales n'ont rien donné, l'Etat fut condamné par le tribunal administratif du Cauca comme responsable de la mort de Gustavo car la participation de l'armée était évidente. La participation du groupe paramilitaire AVES n'a pas pu être prouvée pénalement même si plusieurs témoignages la confirment en ajoutant que ce groupe était formé de travailleurs ou administrateurs de Canaima I, Canaima II, Pílamo, Arboleda, Los Establos et Josefina, parmi lesquels se trouvait un frère, un oncle et un neveu de Villa, administrateurs de plusieurs de ces propriétés. Après l'attentat dont il fut victime, Orlando Villa s'est rendu à la ville de Cali. Deux ans après, au début de l'année 1992, il a participé à l'assassinat de vingt Indiens dans l'*hacienda* El Nilo, située aussi dans la juridiction de Caloto.

A partir de là, le processus de négociation s'accélère même s'il rencontre des difficultés à cause du peu d'importance qu'accorde le gouvernement au Quintín Lame.

[459] Tribunal Administrativo del Cauca, Proceso contra la Nación por el asesinato de José Sertorio Rivera.

C'est pourquoi certains de ses membres suggèrent la dissolution du mouvement, sans formaliser aucun accord. En fait, entre 1989 et 1991, beaucoup de ses combattants sont rentrés chez eux et ce n'est qu'au début de l'année 1991 qu'ils ont été appelés à réintégrer le Quitin pour rendre les armes.

6.6 Les effets de la guerre sur les organisations sociales

Du point de vue du Quintín Lame, son effort pour récupérer ce que nous avons appelé le "monopole de la violence" qu'il pouvait exercer au nom de la population indienne, freinant en même temps le développement des groupes guérilléros et la violence encouragée par les grands *hacendados*, donne un bilan positif à la lumière des résultats obtenus par le mouvement indien qui, dans cette perspective, étaient le fruit de la combinaison de la contention armée et de la mobilisation sociale :

> Il n'y a pas de doute - affirme Pablo Tatay, un de ses dirigeants les plus connus - que ce sont les organisations sociales et surtout les Indiens qui ont apporté le plus au changement auquel nous faisons référence (les transformations de la structure du pouvoir). Mais, sans le soutien des groupes armés, et principalement du Quintín Lame, il aurait été très difficile de réussir[460].

Comme nous le verrons, cette perception est en accord avec les réussites obtenues au plan social, matériel et politique par le mouvement indien du Cauca, qui seront encore plus visibles après la démobilisation de cette organisation. Mais le point de vue des communautés est moins optimiste. En effet, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, les relations entre le groupe armé et la population qui constitue le réseau social qui supporte son action sont médiatisées par la capacité du premier à assurer des "bénéfices de classe" qui, comme nous le verrons plus tard, n'ont été que partiellement assurés, et les "bénéfices de sécurité" qui, même s'ils été partiellement assurés, étaient toujours menacés par la présence de multiples acteurs armés et, ce qui est pire, par la répression provoquée par le Quintín Lame qui, très souvent, a fini par faire retourner la situation au préjudice des communautés qu'il voulait justement protéger des conséquences de la guerre. D'autre part, à la fin des années quatre-vingt, le prolongement du conflit dépassait la capacité de sacrifice de la population indienne qui

[460] Pablo Tattay, "Evaluación de incidencia del MAQL sobre el movimiento indígena y social en el Cauca", in "Memoria del MAQL", op. cit., p 95.

n'entrevoyait pas de solution et qui réclamait de plus en plus fort le droit de vivre dans des territoires en paix en non pas dans des scénarios de guerre.

En effet, le fait que le poids des guerres qui, durant les années quatre-vingt, ont eu lieu dans le Cauca est toujours retombé sur les communautés indiennes, générant un malaise profond qui a commencé à se manifester timidement en 1984 mais qui, en 85, s'est exprimé ouvertement comme un rejet général de toutes les factions armées.

Une des manifestations les plus dures de ce rejet figure dans les conclusions de la VIIème rencontre des autorités indiennes du sud-est, du 25 au 27 janvier 1985, dans la localité de Santiago, *resguardo* de Guambía. Ce document dénonce avec véhémence les groupes guérrilléros, "quel que soit leur nom", comme des envahisseurs des territoires indiens et comme continuateurs des méthodes de terreur utilisées par les "exploiteurs de toujours".

Pour l'AISO, cette agression a son origine dans l'ignorance des groupes armés des racines de la pensée indienne et des objectifs des luttes indienness : "... nous voyons qu'ils ne se rendent pas compte ou qu'ils ne veulent pas accepter que, en tant que peuples indiens, nous avons une manière d'être et de penser différente de celle des autres, que nous avons nos propres racines"[461]. Cette situation conduisait au mépris de leur autonomie, leur accordant un rôle dans les luttes révolutionnaires comme celui que l'on accordait aux paysans et, en définitive, cela conduisait à sacrifier les droits des Indiens sur l'autel de la révolution. Somme toute, cela ne faisait qu'interrompre et entraver les luttes des communautés du Cauca.

Pour les gouverneurs du sud-ouest, les groupes armés non seulement avaient causé des dizaines de morts au nom de la Libération mais encore ils avaient produit une grande confusion et même des affrontements internes, pour les raisons suivantes : a) Le manque de précaution dans le recrutement de jeunes ou d'enfants auxquels on donnait

[461] "Conclusiones del VII encuentro de Las Autoridades Indígenas del Sur-Occidente", in Nuestra idea y los problemas de hoy, Gobernadores indígenas en marcha No. 7, juillet 1985.

des armes sans un entraînement politique adéquat, ce qui aboutissait parfois à la formation de bandes de brigands par des déserteurs ; b) La concurrence entre les divers groupes armés pour attirer à leurs rangs le plus grand nombre possible de jeunes. Dans cette prolifération de discours, tout se mélangeait : la soi-disant défense de la cause indienne et les accusations aux autres groupes concurrents ; c) Les autorités traditionnelles furent remplacées dans leur travail de recherche et de jugement des délinquants présumés, ce qui, en plus d'affaiblir l'autorité des *cabildos*, faisait commettre des excès sans aucune possibilité de contrôle ; d) Des délinquants ont intégré les rangs de la guérilla ; ils entraient pour fuir les punitions et, en tout cas, ils étaient recrutés de force mais, une fois investis du pouvoir que leur donnait la possession d'armes, ils attaquaient les dirigeants des communautés ; e) Finalement, les groupes armés ont impliqué la population indienne dans les luttes internes des différents groupes, dans les affrontements avec les dissidents et dans les continuels va-et-vient d'éphémères processus de paix et de négociation.

Ce groupe de dirigeants indiens rejetait aussi franchement les groupes armés traditionnels, FARC, M-19 et ELN que le Quintín Lame. Les autorités du sud-ouest n'ont pas hésité à dire que le fait que ce groupe soit constitué d'Indiens ne faisait pas de lui un véritable représentant de la cause indienne car, plus que la composition du groupe, l'important c'était la pensée qui l'animait. C'est pourquoi, selon l'AISO, il n'était pas essentiellement différent des autres groupes armés qui opéraient dans le département :

> Nous pensons que le fait d'armer un groupe indien ne signifie pas que l'on fait une lutte indienne. Ce qui fait qu'une lutte soit la nôtre c'est LA PENSÉE QUI LA DIRIGE et, si la pensée et la direction sont contraires à la communauté, ce n'est pas une lutte indienne. C'est ce qui se passe avec le groupe Quintín Lame qui s'est consacré à faire la police, à poursuivre quelques voleurs (les autres se trouvent dans ses rangs) et à remplacer l'autorité des *cabildos*, même s'il dit les respecter. Parce que « respecter » n'est pas « demander la permission » d'interrompre une réunion ou d'entrer dans une maison lorsqu'on est précédé de la peur que produisent les armes. Respecter c'est accepter la libre volonté des *ca-*

> *bildos* et des communautés MEME S'ILS PENSENT ET AGISSENT DIFFÉREMMENT ; et le groupe Quintín Lame menace d'en finir avec tous les compagnons qui ne l'appuient pas ou qui n'appuient pas ceux qui commandent.[462]

En outre, l'AISO, faisant clairement allusion au Quintín Lame, ont critiqué comme réactionnaire et contraire à la pensée indienne l'idée de se présenter comme défenseur des communautés car c'est ignorer les possibilités qu'ont celles-ci de se défendre elles-mêmes et l'expérience qu'elles ont acquise durant des années qui, de l'avis de l'AISO, représentait un capital politique et social inestimable et qui faisait de l'organisation et de la préparation des communautés leur meilleur moyen de défense.

Finalement, dans le document auquel nous nous sommes référé, l'AISO rejette l'accusation qui prétend que la défense des formes de lutte adoptées par les Indiens du Cauca signifie qu'ils s'éloignent des luttes des autres secteurs opprimés. De même, le document s'oppose à l'occupation de leurs territoires pour des essais de guerre qui avaient échoué dans d'autres parties du territoire colombien et méconnaît l'autorité morale des groupes insurgés qui qualifient d'ennemis de la révolution ceux qui ne partagent pas leur interprétation de la société colombienne ou qui n'acceptent pas leurs formes de lutte. Toutes ces critiques se résument dans une phrase simple mais cinglante qui exprime leur méfiance et leur pessimisme vis-à-vis de la lutte armée : "Tous ceux qui portent un fusil ne sont pas forcément révolutionnaires".

Les gouverneurs *guambianos* ne furent pas les seuls à rejeter la présence des groupes insurgés sur les territoires indiens. Les porte-paroles de la communauté páez se sont aussi exprimés, mais sous un ton moins belligérant, en ce qui concerne le Quintín Lame, au début février 1985, réunis dans le *resguardo* de Caldono, lors d'une assemblée à laquelle ont participé environ huit-cents personnes (membres des *cabildos*, délégués des *resguardos* et représentants du CRIC).

---

462 "Conclusiones del VII encuentro de Autoridades Indígenas del Sur-Occidente", ob. cit., p. 20.

Le document rédigé par cette assemblée, connu sous le nom de *Acta de Andalucía*[463], reprend de nombreuses dénonciations d'interférences des groupes armés, surtout des FARC, dans la vie des communautés, par exemple l'intervention de la guérilla dans les processus de recherche, de jugement et de punition des délits commis par des Indiens, ignorant l'autorité des *cabildos*. Ils faisaient preuve d'une grande légèreté dans les procédés de recrutement de jeunes guérrilléros n'ayant pas de véritable conviction ni claire conscience de la responsabilité qu'ils allaient assumer et qui, une fois entraînés dans le maniement des armes, devenaient des délinquants qui dévastaient les *resguardos*. Le document évoquait l'opposition, particulièrement du VIème front des FARC, aux opérations de récupération de terres, soit à cause des compromis de ce groupe avec les *hacendados* qu'il rackettait, soit à cause de son désir de décider lui-même des adjudications, méconnaissant par là, encore une fois, l'autorité des *cabildos*. Presque tous les assistants étaient d'accord pour rejeter la présence de groupes armés dans leur territoire, les contrôles qu'ils prétendaient imposer et la convocation sous menace à des réunions politiques dans lesquelles on débattait des problème internes de la guérilla qui n'avaient rien à voir avec les problèmes des communautés : "Cela n'intéressait que les groupes guérilléros – ont affirmé les représentants du *cabildo* de Pueblo Nuevo – et ce sont eux qui devaient résoudre leurs problèmes sans impliquer les communautés"[464]. Finalement, certains assistants ont manifesté que, à cause de la présence des groupes insurgés, quelques-uns de leurs *resguardos* étaient désormais considérés comme des "zones guérilléras", ce qui risquait de les entraîner vers une militarisation imminente de leurs territoires.

Dans le même sens se sont manifestés les représentants de quarante-cinq *cabildos* réunis dans le comité de direction du CRIC, le 23 février 1985, dans un

[463] "Acta de la Asamblea de Andalucía, realizada en el Resguardo de Caldono, los días 2 y 3 de Febrero", in Nuestra idea y los problemas de hoy, Gobernadores indígenas en marcha No. 7, juillet 1985. Voir également "Comunidades indígenas denuncian acoso de guerrilleros, El Liberal, Popayán, 26 février 1985, p. 2. Ont assisté à cette assemblée des représentants des *cabildos* de Caldono, Pueblo Nuevo, San Antonio, La Aguada, La Aurora, Corinto et des délégués du CRIC.

[464] "Acta de la Asamblea de Andalucía", op. cit., p. 33.

document, connu sous le nom de « Résolution de Vitoncó », qui eut, probablement, une plus grande portée, étant donné sa large diffusion[465]. Ce texte constitue un rejet catégorique de l'ingérence illicite de toutes les organisations, armées ou non, qui essayaient d'interférer dans les décisions des *cabildos*. Il revendiquait, pour ces derniers et pour les communautés, le droit d'organiser et de contrôler la vie politique et sociale à l'intérieur des *resguardos*, et ce d'une manière complètement autonome, sans aucune limite imposée de l'extérieur dans les affaires de leur compétence. Après avoir évalué les conséquences négatives de la guerre entre les insurgés et l'Etat sur leur propre territoire et de mettre en garde sur les dangers que représentait pour le CRIC l'ingérence de forces politiques externes dans la solution des problèmes internes de certaines communautés, le document exige que l'on respecte quatre principes que les signataires considèrent non négociables :

Premier : le respect de l'autonomie, comprise comme le droit des *cabildos* et des communautés à contrôler la vie sociale et politique à l'intérieur des *resguardos*, rejetant toute ingérence externe et, particulièrement, celle des groupes armés : "Nous n'acceptons donc pas qu'un quelconque mouvement armé vienne nous dire quelles sont les terres que nous devons récupérer et lesquelles nous ne devons pas récupérer, à qui nous devons prendre la terre et à qui nous ne devons pas la prendre. Ce sont les communautés elles-mêmes qui décident, en fonction de leurs besoins"[466]. Deuxième : le respect des organisations indiennes, en exigeant de toutes les organisations politiques, armées ou non, d'accepter leurs décisions et une distance prudente vis-à-vis des problèmes internes des communautés. Il est également exigé de toutes les organisations politiques de demander l'autorisation des *cabildos* pour tenir des réunions avec des membres de la communauté et de respecter la décision de ceux-ci. Bien entendu, l'assistance à ces réunions sera complètement volontaire. Troisième : on rejette la politique répressive du gouvernement et on lui demande instamment de clarifier les multiples assassinats de leaders indiens et de retirer la police des zones de *resguardo*.

[465] Resolución de Vitoncó, Unidad Indígena, avril 1985. Cette résolution fut approuvée à Vitoncó, le 23 février 1985 par les *resguardos* d'Ambaló, Caldono, Pueblo Nuevo, Quintana, Puracé, Totoró, Vitoncó, Jambaló, Honduras, Mosoco, Lame, San Andrés de Pisimbalá, Paniquitá, San Francisco, Yaquivá et Canoas.
[466] Ibidem.

Quatrième : On soutient les autorités traditionnelles sur lesquelles il faut compter pour résoudre les conflits internes : "On ne doit jamais – conclut le document – chercher l'appui d'organisations étrangères à notre *resguardo* pour résoudre les conflits que peuvent résoudre les communautés avec le conseil et l'appui d'autres compagnons de l'organisation"[467].

Au début, on a réussi à ce que les organisations armées s'engagent à respecter les accords de Vitoncó. Mais celles-ci – y compris le Quintín Lame – n'ont pas hésité à les violer les années suivantes. C'est ce qui est arrivé lors de la prise de Toribío, en mars 1986, par une colonne mixte du M-19 et du Quintín Lame et, en général, tout au long de l'année 86 et une partie du 87, avec les opérations armées du bataillon *América* dans le département du Cauca.

Cette situation a entraîné d'autres prises de position les années suivantes, par exemple la déclaration des *cabildos* du Cauca réunis à Tacueyó, signée le 17 de juillet 1987 par les représentants de 39 *cabildos*. Dans ce document, on réclamait aux forces insurgées de transférer le conflit armé en dehors de leurs *resguardos* afin d'éviter que la population indienne ait à porter le poids de la militarisation et on exigeait d'eux le respect de leur autonomie :

> Alors que le mouvement indien progresse dans le département du Cauca, des groupes de guérilla apparaissent pour profiter de ces luttes afin de renforcer leurs propres schémas politiques. Ces groupes restent dans les territoires indiens, affaiblissant l'autonomie des communautés et de leurs *cabildos* étant donné qu'ils divisent les communautés et que cela a entraîné des affrontements qui ont causé encore plus de morts dans ces terres martyrisées. Comme ces groupes évoluent dans les communautés, les *resguardos* sont devenus des scénarios de guerre entre la guérilla et l'armée, aggravant encore un peu plus la situation sociale des Indiens qui doivent supporter le poids de la guerre, comme les bombardements, les morts et, en général, la militarisation...[468]

La polémique suscitée par les agressions de la guérilla contre les dirigeants indiens, concrètement, les agressions du Quintín Lame, a fait à nouveau surface en

[467] Ibidem.
[468] "Declaración de los Cabildos Indígenas del Cauca reunidos en Tacueyó. Unidad Alvaro Ulcué, août 1987.

septembre 1988, au cours des séances du congrès du CRIC à Toez. La polémique s'est déclenchée suite à l'assassinat du dirigeant *guambiano* Juan Tunubalá et de la dénonciation par les autorités indiennes du sud-ouest du Quintín Lame comme auteur présumé du crime. La déclaration accusait le CRIC d'être, en réalité, l'Etat Major du Quintín. Au beau milieu du débat, afin de démontrer que le Quintín avait poursuivi les dirigeants *guambianos*, Lorenzo Muelas déclara :

> Depuis 1985, lorsque j'étais gouverneur du peuple *guambiano*, gouverneur et aussi membre du mouvement d'autorités indiennes du sud-ouest, le CRIC avait déjà l'intention de s'emparer du *cabildo* du peuple *guambiano.* Comme il n'a pas pu atteindre cet objectif politiquement, il a voulu faire un coup d'Etat à mon administration, précisément avec ceux qui sont aujourd'hui à ses côtés, les *guambianos*. C'est pourquoi Guambía est infiltré en ce moment par le Quintín Lame. J'ai été racketté trois fois durant mon administration au nom de ce groupe armé. A part le racket, on m'a fait des menaces verbales, on m'a fait peur au nom de ce même groupe ou de personnes provenant de cette organisation. Je crois que tout cela est plus qu'une preuve.[469]

La polémique de Toez s'est terminée par un pacte de non agression entre le CRIC et l'AISO qui n'a duré que quelques mois. A partir de 1989, suite aux exécutions attribuées au Quintín Lame, l'AISO a à nouveau dénoncé la violation des accords antérieurs et la méconnaissance, de la part du Quintín, de l'autorité des *cabildos*. Les dénonciations de l'AISO ont monté de ton au fur et à mesure que progressaient les négociations entre le Quintín et le gouvernement. Comme le Quintín a essayé d'assumer la représentation du mouvement indien du Cauca durant le processus de paix, il fut durement critiqué par l'AISO.

La spirale de violence qui s'est emparée du Cauca a menacé, à la fin de la décennie des années quatre-vingt, de briser toute retenue et de conduire le Quintín Lame à une confrontation qui risquait de désarticuler l'organisation communautaire. Mais, finalement, au bord du gouffre, la raison politique l'a emporté.

---

[469] "Justicia y hermandad. Debate CRIC - AISO", septembre 1988, p. 10.

IIIème PARTIE

Chapitre 7

"Des armes à la politique"

Il est bien connu qu'il est toujours plus facile d'entrer en guerre que d'en sortir. Les motivations qui poussent à entamer un conflit armé sont habituellement dépassées par les actes de guerre eux-mêmes qui deviennent la raison de la poursuite du conflit[470]. D'autre part, même si la guerre se termine par une négociation, il arrive souvent que le tissu social en soit détruit ou sensiblement affaibli, comme on peut le constater dans tous les cas latino-américains auxquels nous nous sommes référé : le Pérou, le Nicaragua ou le Guatemala. Il est beaucoup plus rare que le mouvement social, brisé par la guerre, se reconstitue à la fin de celle-ci.

Cette issue inattendue du conflit armé fut néanmoins le chemin qu'a pris le Quintín Lame dont les combattants acceptent de renoncer aux armes afin de ne pas interférer dans le processus de consolidation du pouvoir communautaire qui est en marche, devenant eux-mêmes des leaders locaux et participant à cette nouvelle étape des luttes indiennes qui privilégie la mobilisation politique sur la rébellion armée.

En combinant les revendications identitaires avec la lutte pour l'élargissement de la démocratie, ils sont parvenus à une formule qui a permis une issue satisfaisante au conflit armé, sans pour autant renoncer à l'idéal recherché. Comme le signale Ivon Le Bot, si on compare le cas colombien au cas mexicain "Le mouvement indien du Cauca est sorti de la logique de guerre en conjuguant, avec un certain succès, la représentation politique, la lutte sociale et la recomposition identitaire. Combiner affirmation culturelle, revendications sociales et démocratisation, c'est ce que, à partir de 1994 et dans un tout autre contexte, le zapatisme a tenté lui aussi, par des voies moins classiques et sans, jusqu'ici, déposer les armes"[471]

---

[470] Stathis Kalyvas, The logic of violence in civil war, op.cit.
Pierre Hasser et Roland Marchal (Sous la direction de), Guerres et sociétés. État et violence après la guerre froide, Éditions Karthala, Paris, 2003.

[471] Ivon Le Bot, "Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique

7.1 Une nouvelle chance pour la paix

Entre 1985 et 1990, la multiplication des acteurs violents et l'apparent blocage des institutions politiques ont mis le pays face à la menace imminente d'une décomposition institutionnelle qui ne peut être comparé qu'à la crise politique vécue quatre décennies auparavant, durant la période de la Violence. L'échec de la politique de paix du président Betancur, signé à sang et à feu lors de la prise du Palais de Justice en novembre 1985 a accéléré le processus de dégradation du conflit interne colombien, à cause en partie de l'expansion du paramilitarisme encouragé par certains secteurs de l'armée et patronné par de grands propriétaires terriens, des commerçants liés à la production d'émeraudes et, surtout, par les narcotrafiquants[472].

L'épuisement des mécanismes institutionnels de contrôle politique par des moyens répressifs légaux sous la modalité de l'état de siège, dont le sommet est le « Statut de sécurité » décidé par le gouvernement du président Turbay[473] à la fin des années soixante-dix, a conduit au développement croissant de la "guerre sale" qui a atteint des niveaux insoupçonnés durant la seconde moitié de la décennie des années quatre-vingt. Le développement de cette modalité de violence paraétatique qui privilégie les mécanismes répressifs non institutionnels, tels que l'assassinat politique et les disparitions[474], a coïncidé avec la création de l'Union Patriotique, avec les élections législatives de 1986 et avec la première élection de maires, en 1988. Durant cette époque, on constate une avancée considérable de l'UP et des coalitions politiques indépendantes qui fut plus tard arrêtée par la violence.

---

latine", in Pierre Hassner et Roland Marchal (directeurs), Guerres et sociétés, op. cit., p 275

[472] Mauricio ROMERO, Paramilitares y autodefensas, 1982-2003, IEPRI-Editorial Planeta, Bogotá, 2003.

[473] En citant un rapport du Ministère de la Défense, Jorge Orlando Melo signale que, entre août 1978 et juillet 1979, les autorités colombiennes ont arrêté plus de 60.000 personnes pour des motifs politiques. Jorge Orlando Melo, "Los paramilitares y su impacto sobre la política", in Francisco Leal et León Zamosc (Editores) Al Filo del Caos, op. cit., p. 485.

[474] Rodrigo Uprimy y Alfredo Vargas "La palabra y la sangre: legalidad y guerra sucia" in Germán Palacio (compilateur), La irrupción del paraestado, Bogotá, 1990. Pour l'année 1988, au sommet de la guerre sale, les données compilées par ces auteurs indiquent une réduction du nombre d'arrestations attribuées à des raisons politiques. Pour cette année, leur nombre est de 1.450, alors que celui d'assassinats arrive à 3.691 et le nombre de disparitions à 211.

Vers la moitié du mandat du président Virgilio Barco (1986 -1990), l'Etat colombien a vu sérieusement menacée sa stabilité à cause de la multiplication des acteurs violents sur un scénario de "violences croisées", comme les appelle le rapport de la Commission d'Etudes sur la violence de l'année 1986[475]. En effet, d'une part, on constatait une augmentation considérable de l'activité de la guérilla et on craignait la consolidation de l'unité de commandement sous l'autorité de la Coordinatrice Guérilléra Simón Bolívar. D'autre part, les massacres perpétrés par les groupes paramilitaires contre la population civile et l'agression dont ont été victimes certains organismes de sécurité et de contrôle de l'Etat[476] dépassaient les limites « tolérables » pour le gouvernement et provoquait des fissures internes. Finalement, l'augmentation des intimidations des narcotrafiquants contre juges, journalistes et fonctionnaires de haut rang et le début du narco-terrorisme urbain montraient l'énorme pouvoir destructeur de cette modalité de violence.

Dans ces circonstances s'est développée l'idée que l'affrontement entre les insurgés et l'Etat était arrivée à un *empate negativo* et que son prolongement entraînerait un coût trop élevé sans parvenir à une solution satisfaisante pour aucune des parties[477]. De même, l'idée que l'Etat devait évaluer le caractère négociable ou non de certaines manifestations de la violence s'est étendue de plus en plus[478]. Tous ces éléments ont conduit à la conclusion qu'il fallait que le gouvernement et les dirigeants

---

[475] Comisión de estudios sobre la violencia, Colombia: violencia y democracia, Bogotá, 1986.
[476] Entre 1988 et 1989, les groupes paramilitaires ont perpétré 106 massacres, souvent avec la complicité d'organismes de sécurité. Le massacre de la Rochela, dans lequel furent assassinés douze membres d'une commission judiciaire, a finalement obligé le gouvernement à abandonner son indifférence et à adopter des mesures de contention fortes pour faire face au paramilitarisme. Voir Americas Watch, Informe sobre derechos humanos en Colombia, Bogotá 1989
[477] Eduardo Pizarro définit l' *empate negativo* comme la circonstance dans laquelle, malgré sa supériorité numérique, l'Etat ne peut pas vaincre les insurgés et, dans ces conditions, même si le conflit comme tel ne constitue pas une menace immédiate pour l'ordre politique, son prolongement indéfini peut entraîner un coût très élevé pour la stabilité politique du pays. Eduardo Pizarro, Insurgencia sin revolución, Bogotá, 1996.
[478] Le caractère négociable de la violence guérilléra est signalé avec insistance par la rapport de la Commission d'Etudes sur la Violence, en contraste avec le caractère non négociable que l'on attribue au paramilitarisme et au narco-trafique. Comisión de Estudios sobre la violencia, Colombia: violencia y democracia, op. cit.

colombiens changent d'attitude vis-à-vis des organisations insurgées, ce qui a ouvert la voie vers la formulation de l'"initiative pour la paix " présentée par le gouvernement du président Barco (1986 – 1990) en septembre 1988 et encouragée par ceux qui étaient en faveur d'un processus de réconciliation et qui avaient fait entendre leur voix à l'occasion de l'enlèvement du dirigeant conservateur Alvaro Gómez, en mai de la même année. Le contexte politique entrait dans une profonde mutation. Dans la perspective de la "structure d'opportunités", on peut remarquer que les principaux indicateurs : une plus grande facilité pour accéder au champ politique, des changements dans l'équilibre des forces, de nouveaux alliés et des conflits au sein des élites, mettaient en évidence que les changements étaient favorables à une ouverture politique pouvant conduire à des négociations de paix imminentes avec les groupes armés, ce qui aboutira à l'Assemblée Nationale Constituante de 1991.

L'"initiative de paix" du président Barco, qui sera continuée dans ses lignes générales durant le gouvernement de César Gaviria (1990 – 1994), avait comme idées force la reconnaissance de la légitimité du gouvernement, la reconnaissance des insurgés comme interlocuteurs valables, la déclaration explicite de chacune des parties de sa volonté de mettre en œuvre une négociation devant conduire à la démobilisation des insurgés et l'engagement du gouvernement à entreprendre une profonde réforme politique dont l'échec au Congrès conduira finalement à la convocation de la Constituante en 1991[479].

L'hétérogénéité de la guérilla colombienne l'a empêchée de se présenter à la table de négociation avec une proposition commune. Cette circonstance a favorisé la mise en place par le gouvernement d'un modèle de paix morcelée qui a commencé par les négociations avec le M-19 qui a rendu les armes et a passé avec le gouvernement un accord de réinsertion en mars 1990. La réussite de ce processus, les perspectives de réforme politique qui en découlaient et la sympathie avec laquelle il fut accueilli par

[479] Pour l'analyse des processus de paix durant l'administration de Barco et de Gaviria, voir: Mauricio García, De la Uribe a Tlaxcala. Procesos de Paz, Bogotá, 1992. Ana María Bejarano, "La paz en la administración Barco", Análisis Político No. 9, Bogotá 1990. William Ramírez, "Las nuevas ceremonias de la paz", Análisis político No. 14, Bogotá 1991.

l'opinion publique, ratifiée par un vote éclatant en faveur du M-19 deux jours après sa démobilisation, ont contribué à amener à la table de négociation d'autres organisations armées comme l'EPL, le PRT et le Quintín Lame.

Indépendamment des circonstances de chacune de ces négociations et de l'évolution de chacun de processus de réinsertion, nous pouvons affirmer que les quatre groupes insurgés qui ont signé la paix durant cette période étaient convaincus qu'il était impossible de résoudre par la voie militaire le conflit entre l'Etat et les insurgés et que le prolongement de l'action armée aurait un coût trop élevé par rapport aux bénéfices éventuels qui découleraient d'une activité politique légale.

7.2 Ce qui conduit le Quintín Lame à la négociation

Pour le Quintín Lame, il était particulièrement urgent de dresser un bilan du coût et des bénéfices qu'entrenaîrait la poursuite des hostilités ou la recherche d'un accord de paix. D'abord, il y a une raison structurelle, conséquence de son profond enracinement dans les communautés indiennes locales qui constituaient le réseau social supporteur de son action et qui a fait que son évolution était liée à celle du mouvement indien du Cauca. En deuxième lieu, il y a une raison circonstancielle : la crise qu'il traversait rendait insoutenable la poursuite de son projet et risquait de le faire basculer rapidement dans le banditisme ou d'être absorbé par l'un ou l'autre groupe guérilléro encore en activité à ce moment-là. La troisième est une raison stratégique, étant donné la perspective d'un processus d'élargissement démocratique qui, de toute évidence, promettait des bénéfices qui dépassaient largement les perspectives d'une aventure armée au dénouement incertain.

Entre 1987 et 1989, le Quintín est resté dans la Coordinatrice Simón Bolívar avec l'espoir de participer à la concrétisation d'une initiative conjointe du mouvement insurgé permettant une issue politique au conflit armé. Mais il s'agissait bien d'un mirage qui l'a conduit à chercher une alternative politique là où il n'y en avait pas et à jouer le rôle d'une guérilla qui ne correspondait vraiment pas à sa nature. En outre, cette initiative ne s'est pas concrétisée. Au contraire. Au fur et à mesure que le

gouvernement avançait dans sa négociation avec le M-19, le risque augmentait pour le Quintín de se retrouver isolé, menant une guerre impossible.

En effet, vers le milieu de l'année 1987, le Quintín Lame présentait des signes clairs d'usure qui faisaient penser à l'urgence de trouver une issue pour abandonner la lutte armée. Le bilan de la situation dressé ces années par la direction politique indiquait que l'organisation n'était plus capable de remplir les fonctions qu'elle s'était fixée et qu'il fallait trouver une voie pour « se débarrasser de quelque chose qui ne produisait pas de grands résultats » comme le dit l'un de ses membres[480]. Cette attitude s'explique par les raisons suivantes :

a) L'incapacité au plan militaire de relever les nouveaux défis. Cela était devenu évident suite à l'augmentation des paramilitaires, liée à l'expansion du trafic de drogues, surtout sur la zone plate du nord, dans les limites avec la vallée du Cauca. En effet, à la fin des années quatre-vingt, la menace des *pájaros*, que l'on avait fait fuir les dernières années, fut remplacée par la présence de groupes paramilitaires dont certains étaient soutenus par l'armée et dotés d'un armement, d'une capacité logistique et d'une préparation supérieurs à ceux du Quintín. Ces groupes furent signalés comme responsables de l'assassinat de Gustavo, commandant du Quintín et, plus tard, du massacre perpétré dans l'*hacienda* El Nilo. Il faut signaler que la capacité offensive du Quintín était en relation directe avec les liens de coopération qu'il établissait avec d'autres groupes armés, comme le Ricardo Franco et le M-19, et qu'une fois que ces liens furent rompus, cette capacité a baissé ostensiblement.

b) Les difficultés à assurer le contrôle de la délinquance de droit commun. S'il est vrai que, durant les premières années, le Quintín avait réussi à mettre un frein aux *pájaros* et aux délinquants de droit commun, durant sa dernière phase, sa capacité à contrôler les voleurs et autres délinquants a diminué au fur et à mesure que son rayon d'action s'élargissait. Le fait qu'il n'était pas en mesure d'assurer une présence permanente faisait que, quand il se retirait d'une région, les actes délictuels se

480 Pablo Tatay, entretien, novembre 1991, Bogotá,

multipliaient. Il ne faut pas oublier non plus la participation de certains *quintines* à des actes criminels, ce qui a été de plus en plus fréquent à partir de l'année 1989, lorsque l'action militaire a diminué et que les combattants ont commencé à rentrer dans leurs communautés.

c) Les protestations des organisations sociales. En effet, comme nous l'avons dit, le ton des protestations des organisations indiennes et des porte-paroles des communautés contre la présence du Quintín montait depuis 1985. A partir de 1988, les manifestations pour la démilitarisation du Cauca insistent sur la nécessité du retrait de toutes les organisations insurgées, y compris le Quintín Lame. La présence de ce groupe armé est devenue un obstacle pour le développement des organisations qui agissaient en représentation des communautés du Cauca, comme cela est arrivé lors des accords entre l'AISO et le CRIC en 1988 qui se sont rompus l'année suivante suite aux protestations contre le Quintín et le CRIC de la part de certaines communautés, menées par celle de Caldono.

d) Le risque de généralisation du conflit et ses effets inévitables sur les bases sociales. Paradoxalement, certaines raisons qui motivaient les critiques faites au Quintín concernaient le terrain militaire. En effet, selon les calculs de la direction politique, pour remplir efficacement les tâches de contrôle et de contention que l'on attendait du Quintín, il fallait pourvoir compter sur un groupe permanent non inférieur à cent ou deux-cents combattants mais il ne possédait ni les ressources humaines ni les ressources matérielles pour y parvenir. Autrement dit, la diminution de son efficacité militaire rendait les communautés plus vulnérables mais l'éventuelle augmentation de cette capacité avait un coût politique et économique qu'il n'était pas possible d'assumer. Il faut ajouter le danger de rester en marge du processus de négociation proposé par le gouvernement, courant ainsi le risque de finir par être absorbé par des organisations armées plus fortes, comme l'ELN ou les FARC.

Somme toute, les "bénéfices" qu'avait rapportés la présence du Quintín Lame aux communautés qui furent sa base sociale se diluaient rapidement à cause des

limitations de l'organisation armée et des transformations apportées par la guerre. Il était évident que le prolongement du conflit jouait contre la stabilité des bénéfices qui faisaient partie du cadre de relations établies avec les communautés. En plus, certains bénéfices, comme l'accès à la terre, une fois atteints, avaient perdu leur première signification.

"On a donc vu – se rappelle un de ses principaux dirigeants – qu'il n'était pas très raisonnable ni convenable de se maintenir par inertie dans une ligne militaire qui, en plus, était devenue inefficace"[481]. Cette opinion était partagée par les autres membres de la direction politique qui se rendaient compte des risques qu'entraînait la poursuite du projet militaire.

"Olga", une collaboratrice de la direction politique ayant assuré des activités de diffusion et d'orientation, s'exprime dans le même sens :

> Je ne crois pas que nous avons regretté mais nous nous sommes rendu compte que c'était un projet qui nous échappait ; l'instinct militaire est terrible et cela ne vaut pas la peine de mettre tant d'argent dans les armes, cela ne vaut pas la peine de payer avec tant de morts pour si peu de chose... Je ne pense pas que nous regrettons d'avoir créé le Quintín mais si nous avions continué, nous l'aurions regretté parce qu'avoir des hommes armés c'est quelque chose d'insolite. Donc, je crois que le Quintín a joué son rôle et que les choses n'auraient pas pu être différentes [482].

Mais l'évaluation de la direction politique ne coïncidait pas avec celle de l'Etat Major et ces oppositions ont mis en danger le résultat de la négociation. En effet, malgré les revers, le commandement militaire continuait à avoir les yeux fixés sur une éventuelle croissance et avait même étudié la possibilité d'un transfert au département du Caquetá où il avait envoyé des commissions et où il croyait pouvoir trouver de

[481] Pablo Tatay, entretien, novembre 1991, Bogotá. D'après les calculs réalisés par des membres de l'Etat Major, le coût d'entretien du Quintín durant ses dernières années d'activité dépassait les trente millions de pesos annuels (100.000 US de l'époque), un chiffre qui représente un effort gigantesque pour les maigres finances de l'organisation.
[482] Olga, entretien, octobre 1992, Popayán.

meilleures conditions économiques pour sa croissance[483]. Selon Gildardo et d'autres cadres, ce transfert leur permettrait de surmonter les difficultés qu'ils avaient rencontrées dans le Cauca : la fatigue des communautés, les critiques des *cabildos,* l'insuffisance de ressources financières et l'absence d'un projet d'expansion militaire.

Ces tensions ont fait apparaître de vieux différends sur la conduite du mouvement et des opinions divergentes à l'intérieur de la direction politique, majoritairement non indienne, vis-à-vis de la force militaire, formée essentiellement d'Indiens. Des divergences dont on se souvient des années après sur un ton amer :

> Au début, nous nous sommes laissés manipuler - dit Gildardo - par des personnes qui, au fond, voulaient disposer du Quintín comme une force de pression en vue d'une éventuelle négociation mais, en soi, ce n'était pas quelque chose de fort. A la longue, c'était ça, devenir des policiers de communautés mais, au fond, il n'y avait rien d'autre. Moi, j'étais un de ceux qui ont le plus réfléchi : mais, que faisons-nous, toute la journée avec le fusil à droite et à gauche? On aurait dit qu'il n'y avait pas de futur et que la direction avait une vision très étroite. Parfois, ce que veulent les dirigeants blancs c'est que l'Indien fasse tout ce que les blancs disent[484].

Les doutes de celui qui fut le commandant général étaient partagés par une grande partie de la base indienne du mouvement et reflètent le manque d'unité de critères du Quintin en ce qui concerne son projet politique. D'une part, la direction politique était pleinement consciente des limites de sa proposition politique – quant à l'identification de leurs ennemis, leur couverture territoriale et leur croissance quantitative – mais, lorsqu'il entre dans la CGSB, il pense pouvoir dépasser ces limites. Cependant, il finit par reconnaître que la meilleure issue est d'entamer un processus de paix. D'autre part, l'Etat Major, probablement influencé par l'image ou l'exemple d'autres groupes insurgés, considérait que le Quintín avait des possibilités réelles de croissance et de dépasser les cadres régionaux de son projet pour jouer enfin un rôle plus important, avec les autres organisations insurgées, dans la confrontation avec l'Etat.

---

[483] Gildardo, entretien,mai 1995, Popayán.
[484] Gildardo, entretien, mai 1995, Popayán.

Il est clair qu'il y avait une grande différence dans la conception du mouvement. Au fond, on surestimait les capacités offensives de l'organisation et, sans doute, il y avait un attachement naturel à l'action militaire qui, pour beaucoup d'entre eux, avait produit un énorme changement dans leur vie. Pour des raisons qui tiennent à la longue cohabitation de la population locale avec les groupes insurgés, l'imaginaire du guérilléro faisait partie de la mentalité des jeunes combattants, fascinés par les armes, comme on peut le remarquer dans la plupart de leurs produits culturels et symboliques. Cependant, à la fin, c'est la conception de la direction politique qui s'est imposée face à l'évidence que, s'ils maintenaient le projet de rébellion, ils risquaient de perdre ce qu'ils avaient déjà obtenu et ce qu'ils pouvaient obtenir. Il fallait donc opter pour l'action politique et laisser tomber les armes.

7.3 Les mécanismes de mobilisation

> Je crois que nous, comme organisation armée, nous tombons un peu dans le corporatisme et que nous nous consacrons plus à des trucs corporatistes qu'à des propositions politiques larges et générales. Je dirais que nous nous sommes limités à appuyer la récupération de terres et que, en quelque sorte, cela nous a nui pour l'avenir. Tout l'effort des combattants du Quintín Lame était concentré sur l'appui des luttes des communautés, alors il n'y avait pas de propositions politiques générales nous permettant d'atteindre d'autres secteurs de la population.[485]

Les paroles de "Mauricio", un des combattants ayant un plus long parcours dans le Quintín et membre de la direction politique, expriment le sentiment de frustration qui habitait la plupart des membres de cette organisation au moment de la démobilisation. Paradoxalement, cette frustration tenait au fait que les objectifs que le groupe s'était donnés dix ans auparavant avaient été atteints en grande partie. C'est pourquoi, n'ayant plus un horizon politique plus large, le groupe s'acheminait inexorablement vers sa dissolution.

Comme nous l'avons déjà signalé dans les chapitres précédents, les conditions géographiques, culturelles et sociales préalables ont favorisé la présence de groupes

[485] Mauricio, entretien, mai 1993, Popayán,

insurgés dans le département du Cauca. On constate que pratiquement tous les groupes guérilléros ont essayé, avec plus ou moins de succès, de s'installer dans ce territoire afin d'exploiter le conflit social qui s'y déroulait. Le fait que cette rencontre entre le mouvement social et le mouvement armé se soit rarement consolidée suscite de nombreuses interrogations sur les mécanismes qui ont permis au Quintín Lame et au mouvement indien du Cauca d'agir conjointement, quoique, bien sûr, non sans accrochages.

La mobilisation des communautés indiennes du Cauca durant les dernières décennies présente, en effet, de nombreux défis explicatifs. Le premier est l'origine même du mouvement et l'organisation de l'action collective dont la mise en marche fut entravée par des obstacles qui, presque toujours, l'ont fait échouer. On sait qu'il n'est pas courant que la dynamique d'une mobilisation dure longtemps et encore moins qu'elle s'intensifie car la tentation est grande de privilégier les stratégies individuelles sur les actions collectives. Mais, dans le cas présent, les résultats montrent une dynamique soutenue tout au long de trente ans, ayant vaincu de nombreuses difficultés et obtenu des succès qui, pour être expliqués, exigent de les considérer comme des étapes d'un processus de luttes collectives dont la dernière phase se situe au début des années soixante-dix.

Un des axes explicatifs que nous avons utilisés est l'analyse de la "structure d'opportunités", comprise comme un processus de transformations dans l'environnement politique qui se nourrit de la relation entre l'Etat et ses interlocuteurs, produisant des changements dans las orientations successives des gouvernements. Cette interprétation permet de comprendre que la mobilisation des Indiens du Cauca a profité des importantes transformations de la politique de l'Etat et que, en même temps, il les a nourries. Ces transformations ont eu d'énormes répercussions au niveau régional. Tout d'abord, la naissance de la plus importante organisation, le CRIC (Conseil Régional Indien du Cauca), en 1970, fut un

résultat indirect des efforts de l'Etat pour mettre en application son programme de Réforme Agraire. Plus tard, les élites politiques locales, étroitement liées aux grandes propriétaires terriens, furent vaincues dans leur affrontement pour le contrôle des terres communales par la persistance de la mobilisation directe des Indiens et la perte de l'appui du gouvernement central qui, au milieu des années quatre-vingt, a décidé de se plier aux arguments des communautés et d'abandonner sa politique d'appui illimité aux intérêts des *hacendados*. Finalement, la nouvelle réalité politique est devenue évidente dans les transformations entérinées par la nouvelle Constitution de 1991 à l'élaboration de laquelle ont participé trois représentants des organisations indiennes provenant toutes les communautés du Cauca.

En outre, la cohésion des organisations indiennes fut renforcée par l'utilisation d'incitations sélectives qui ont stimulé la participation. Le principal fut la possibilité d'accéder aux terres communales par la récupération et la défense des *resguardos* qui, dès le début, étaient l'étendard du Quintín Lame. Cet objectif, qui est toujours en vigueur, a stimulé la mobilisation communautaire au point de réussir, dans un effort gigantesque, à récupérer près de 80.000 hectares entre 1970 et 1996[486]. A partir des années quatre-vingt-dix, d'autres revendications ont groupé les communautés autour d'un but commun, comme la défense de l'autonomie territoriale, la mise en place d'un système propre d'éducation et de santé et le développement de la juridiction spéciale indienne.

En plus de cela, l'action collective fut renforcée par la récupération et la remise en vigueur d'un précieux ensemble de traditions ancestrales qui

[486] Comme nous le verrons, selon les registres de la Régionale Cauca de l'Institut Colombien de la Réforme Agraire (INCORA), 74.228 hectares furent récupérés par les communautés indiens du Cauca entre 1970 et 1996. La plupart de ces récupérations (58,88%) ont été réalisées entre 1981 et 1990, une étape qui correspond à la période de développement militaire du Quintín Lame, y compris les années durant lesquelles il travaillait dans les groupes d'auto-défense indienne, sans s'identifier explicitement comme groupe armé.

ont raffermi l'autorité des institutions communautaires traditionnelles, comme les *cabildos*. Ce processus s'est accompagné de la récupération et de la diffusion de leur langue et de la réinterprétation de leur passé qui fit de l'histoire un outil formidable pour se réinventer une identité et une tradition de luttes qui, au début des années soixante-dix, se trouvaient fragmentées et menacés d'oubli. Tous ces éléments ont fortifié la "communauté" qui a ainsi réussi à maintenir un système de valeurs et de croyances communes, à renforcer les liens entre ses membres et à assurer la pratique d'une réciprocité généralisée et équilibrée. Comme nous l'avons signalé dans les chapitres précédents, ces caractéristiques constituent des ressources inestimables permettant de réguler la conduite individuelle et de maintenir l'ordre social.

Dans une autre perspective, sans doute complémentaire, les leaders indiens considèrent que leur lutte pour la défense du territoire et de l'autonomie fait partie d'une tradition dont les racines se trouvent dans la résistance à l'invasion espagnole au XVIème siècle. La pérennité de cette tradition, même si ses origines sont très anciennes, est reconnue et nourrie par les communautés elles-mêmes et possède une efficacité politique qu'il est impossible de mettre en doute. Dans une vision historique, l'étape de mobilisation contre les acteurs armés appartenant à n'importe quelle bande peut effectivement s'inscrire dans le cadre temporel plus large d'une tradition défensive dans laquelle se combinent les confrontations armées avec les ennemis et les stratégies d'alliance et d'accord politiques. Nous pouvons aborder cette tradition en faisant appel au concept d'"adaptation-en-résistance" utilisé dans le travail de Steve Stern sur les révoltes paysannes dans les Andes. Il fait référence à la capacité des habitants ruraux à s'adapter à des situations de domination sans pour autant renoncer à un ensemble de "droits" dont la survie indique le caractère contingent ou passager de l'adaptation. Cette interprétation permet de dépasser les traditionnels présupposés sur l'action politique des

communautés traditionnelles et, spécialement, les présupposés sur les communautés indiennes. Ceux-ci les classent comme de simples "réacteurs" défensifs, à la vision étroite, dont le comportement reflète simplement leur position "structurelle", ce qui fait que leurs actions sont considérées comme une réaction aux forces extérieures économiques ou politiques. C'est-à-dire que, dans la perspective que nous proposons, on peut récupérer la vigueur des initiatives politiques mises en marche par les communautés elles-mêmes et la capacité de la « mémoire » pour structurer une conscience historique et culturelle.

Lorsque l'on analyse dans cette perspective l'étape de la "mobilisation armée" (la période d'activité du Quintín Lame), et la période plus récente de "résistance indienne" (étape de la mobilisation politique contre les acteurs armés), nous devons utiliser simultanément plusieurs échelles temporelles : une, de longue durée, de plus d'un siècle, pour comprendre la construction d'imaginaires et de mémoires qui nourrissent la tradition de rébellion ; une échelle de moyenne durée, pour analyser la constitution de filiations politiques et les processus de reconstruction identitaire liés à la défense des propriétés communales et, finalement, une échelle de courte durée pour étudier l'interaction avec les groupes armés parallèlement à la mobilisation pour la récupération de la terre, à l'incorporation au système politique et aux tentatives pour profiter des possibilités qui s'ouvrent à partir de 1991.

Or, lorsque l'on parle de résistance, on parle de domination et, dans une perspective de moyenne et longue durée, nous devons reconnaître que les agents dominateurs sont différents et que les stratégies politiques des dominés ont également évolué. Ce point revêt une grande importance. Dans ce cas, il est clair que les élites locales, héritières des vestiges du pouvoir colonial, ont été pendant des décennies l'agent dominant, en alliance avec les corps de sécurité et de contrôle national, mais cette situation a changé –

sans que les anciennes ou les nouvelles élites renoncent tout à fait à la violence – durant les années soixante-dix, suite à la mobilisation des communautés indiennes et aux transformations de la relation entre les pouvoirs locaux et l'Etat. Mais, parallèlement, les guérillas révolutionnaires se sont consolidées comme un nouvel agent de domination.

Face à ce nouvel acteur dominateur, le problème réside dans la supposition, généralisée en Amérique latine, que tout mouvement révolutionnaire est "populaire" et que les insurgés représentent les aspirations des communautés. Cette supposition, qui oublie les brèches idéologiques entre les organisations insurgées et les bases populaires, passe à côté de cette vérité : en l'absence d'une identité idéologique, la guérilla tire son pouvoir sur la population non pas de l'adhésion de celle-ci mais de sa peur.

Même s'il n'y a jamais eu d'alliance proprement dite entre les communautés et les groupes insurgés, la confusion se nourrit de plusieurs sources. D'une part, depuis leurs origines, les organisations indiennes ont été pénétrées par le discours de la gauche révolutionnaire dont provenaient certains dirigeants indiens ou non indiens qui ont intégré les communautés et qui ont eu une importante participation au processus d'organisation. D'autre part, il est évident que les groupes insurgés n'ont jamais caché leur intention de récupérer ou d'infiltrer les communautés indiennes pour qu'elles deviennent leur base sociale. Finalement, les communautés, affrontées aux élites locales pour le contrôle des terres communales, ont été facilement stigmatisées par les pouvoirs locaux comme étant des alliées des insurgés, afin de réclamer plus de répression de la part des corps de sécurité. Paradoxalement, comme il est arrivé par exemple au Guatemala, les élites locales et les mouvements insurgés ont coïncidé dans le même intérêt : pousser la population indienne au conflit armé.

Pour ce qui est de la mobilisation indienne dans le département du Cauca et de sa relation avec les groupes armés, il est particulièrement utile de faire appel au concept d'"adaptation-en-résistance", utilisé dans beaucoup de travaux des chercheurs péruviens sur le conflit de leur pays. Il nous permet d'interpréter les stratégies employées par les communautés indiennes : elles acceptent comme un fait la coexistence avec des groupes armés qui finissent par être l'acteur dominant dans la région mais elles restent attentives lorsque cette domination conduit à des tournants dans lesquels l'interférence des agents extérieurs menace la base de leur survie, qu'il s'agisse d'agressions directes aux dirigeants ou que ce soit parce que le niveau d'interférence dans la vie communautaire devient intolérable. Cette limite, qui pourrait correspondre à l'application que nous avons faite du concept d'"économie morale", trace la ligne qui sépare ce qui est indésirable mais tolérable et ce qui est définitivement inacceptable. Cependant, au-delà de la volonté des communautés qui supportent le contrôle des groupes armés et leurs injures provocatrices, elles ne peuvent s'exprimer avec un succès relatif qu'à des moments où le schéma de domination imposé par les acteurs armés se modifie. Ces conjonctures n'engendrent pas d'elles-mêmes la réponse de l'acteur social car celle-ci ne se produit que si sa force ou sa préparation le lui permettent. A partir de ce moment-là, on peut passer d'un stade d'adaptation à la domination de l'acteur armé, souvent considérée comme un moindre mal face aux excès des organismes de sécurité, à une phase de résistance active.

Tous les groupes insurgés qui se sont installés dans ce territoire ont utilisé de manière stratégique le thème des revendications indiennes. Le M-19 est le mouvement qui, d'une manière consciente, a le plus essayé de tenir compte des demandes spécifiques des communautés mais cela ne l'a pas empêché d'essayer, à moment donné, de les subordonner à son projet national dans lequel les demandes des Indiens étaient effacés du tableau. Tel ne fut pas le cas du Quintín Lame qui naît comme une continuation de l'organisation communautaire. Il se développe grâce à l'appui des communautés qui constituent le réseau social qui supporte son action. Malgré ses limites, il assure des "bénéfices" de classe et de sécurité et,

finalement, il se dissout intégrant à nouveau sa base sociale.

Quant aux FARC, la guérilla la plus influente et ayant la plus longue présence dans la région du Cauca, la distance avec les communautés est énorme. Leur installation dans la région fut déjà traumatisante, non seulement à cause du maque d'empathie mais aussi parce que, très tôt, il fut clair que ce serait la population qui supporterait les conséquences des actions armées. En plus, le recrutement de jeunes dans les rangs de la guérilla fut une source permanente de conflits dans la mesure où il altérait les structures traditionnelles de pouvoir et il finit par encourager des comportements antisociaux parmi les jeunes recrutés. D'autre part, ce groupe n'a jamais accordé de bénéfices aux communautés. Au contraire, bien souvent, il a entravé leur progrès. Ainsi, dans les années quatre-vingt, en plein apogée de récupération de terres, les FARC, qui rackettaient les *hacendados*, se sont opposées aux actions des communautés afin de ne pas perdre une source de revenus. Elles sont arrivées au point d'assassiner des dirigeants indiens en les accusant d'être des délinquants de droit commun. Durant longtemps aussi, les FARC ont essayé d'interférer dans les organisations de base et, plus récemment, dans les mouvements politiques, et de faire pression sur les communautés en faveur des candidats de leur préférence aux postes publics. Finalement, ces dernières années, les FARC se sont montrées incapables de comprendre la grande signification que revêt l'accès de leaders locaux à des postes de représentation populaire. Ils ont subi tout type de menaces et leurs démonstrations de force ont fini par être un martyre pour les localités qui ont dû supporter des assauts constants mettant en péril la vie de leurs habitants et l'intégrité des édifices publics, dont beaucoup ont été construits grâce aux efforts communautaires.

7.4 Rébellion avec révolution

Revenant au thème des motivations ayant mobilisé la population indienne du

Cauca, il faut souligner le rôle qu'a joué la lutte pour la terre. En effet, pour les Indiens de cette région du pays et, en général, pour les habitants des Andes, cet étendard a constitué la principale motivation de leur mobilisation. Durant des décennies, ils ont lutté pour la restitution et la défense des *resguardos*, non seulement parce que la terre est un facteur de développement matériel mais aussi parce qu'elle est un élément d'agglutination dans la vie sociale et culturelle, c'est-à-dire qu'elle est le ciment de la communauté. En ce sens, la terre constitue pour eux le bien collectif le plus important et c'est autour d'elle qu'ont tourné la plupart des mobilisations sociales.

S'il est vrai qu'il y a eu d'autres revendications collectives, comme la justice et l'autonomie, qui ont animé le mouvement indien, il n'y a pas de doute que la lutte pour la terre est l'étendard qui a eu la plus grande capacité de mobilisation. Sur les sept points du programme du CRIC, trois sont en relation avec elle : la récupération des *resguardos*, leur agrandissement et le non paiement du *terraje*. Et les quatre autres points, en lien étroit avec cette revendication, font référence à l'autonomie politique et culturelle. L'importance de cette relation est clairement reconnue dans l'énoncé qui, encore aujourd'hui, identifie le CRIC : unité, terre et culture. D'autre part, les récupérations sont des processus qui permettent de reconstruire l'identité communautaire et à travers lesquels se renouvellent les engagements de l'individu vis-à-vis de sa communauté et on reconnaît les leaders. La participation aux récupérations est considérée par les communautés indiennes andines comme une des conditions pour appartenir au groupe et la non-participation est sanctionnée par les *cabildos* en refusant au fautif l'accès aux propriétés communautaires et, parfois, par l'exil[487].

L'étendard de la lutte pour la terre fut repris par le Quintín Lame depuis l'étape de l'auto-défense, même avant de s'identifier comme groupe armé et il est présent dans tous les manifestes et les documents comme le principal axe politique du mouvement,

[487] Carlos Cesar Perafán, Sistemas jurídicos Paez, Kogi, Wayúu y Tule, Bogotá, 1995, Cap. I. La participation aux récupérations est aussi considérée comme le lien identitaire le plus important parmi d'autres éléments législatifs indiens. Tel est le cas des communautés du sud du Nariño dont la législation est résumé dans le "Manifeste du grand Cumbal". Selon ce statut, la participation aux récupérations est une condition indispensable pour appartenir à une communauté.

autour duquel s'articulent les autres revendications, comme il est dit dans le manifeste qui l'a fait connaître à la fin de l'année 1984 : "Nous luttons pour les droits fondamentaux des communautés indiennes, comme la terre, la culture, l'organisation. Nous luttons aussi pour la dignité de tous les Indiens"[488]. En fait, sa première action publique, la prise de l'*ingenio* Castilla, est une réaction à l'expulsion des *comuneros* qui avaient occupé l'*hacienda* de López-adentro.

Malgré son importance ou peut-être à cause d'elle, le mouvement indien du Cauca ne s'est jamais engagé de manière explicite dans le but précis de récupérer les terres. A chaque congrès du CRIC, la commission des terres prépare un rapport sur les obstacles du processus de récupération, donne des orientations sur l'usage à faire des terres récupérées et sur la stratégie à suivre pour élargir le processus mais, en aucun cas, elle ne présente un bilan quantitatif des progrès réalisés[489].

On peut se demander quelle est la surface des terres récupérées. José María Rojas a calculé que, jusqu'en décembre 1989, les terres de *resguardo* récupérées dans les communes de Caldono, Inzá, Jambaló, Puracé, Silvia, Toribío et Totoró atteignaient le chiffre de 33.549 hectares. A ce chiffre il faut ajouter 5.606 hectares remis aux communautés manquant de *resguardo*, ce qui donne un total de 39.605 hectares[490].

Nous devons préciser que les sept municipalités analysées par Rojas constituent une grande partie des terres récupérées mais que, en utilisant les registres de la Régionale Cauca de l'INCORA (qui est probablement la meilleure source disponible à ce jour), on peut obtenir une estimation plus complète du total de terres remises aux Indiens jusqu'au mois de juin 1996. Ces registres correspondent à 16 municipalités dans lesquelles on a attribué des terres aux Indiens ou qu'on a transférées de facto, soit

---

488 "Comando Quintín Lame, por la defensa de los derechos indígenas", chapitre 4 de cette thèse.

489 Un des rares cas où le CRIC s'est engagé dans une récupération précise de terres, concerne un terrain de 26.885 hectares. On y fait référence dans l'accord FEDEGAN - CRIC de 1985. Il donne une idée des espoirs de récupération. Comme on peut le remarquer dans le tableau 1, ce chiffre fut même dépassé.

490 José María ROJAS, La bipolaridad del poder local, Cali, 1993, p. 45.

aux *resguardos* (environ 90%), soit aux communautés n'ayant pas de *resguardo* et ces registres comprennent les propriétés qui sont en attente de légalisation.

Tableau No.6
Terres récupérées par les Indiens du Cauca. 1970 - 1996

MUNICIPALITÉ	1970-1980	1981-1990	1991-1996	TOTAL
Belalcázar	-	417.1	-	417.1
Buenos Aires	-	1.137.1	818.1	1.955.2
Caldono	291.2	3.065.0	208.3	3.564.5
Caloto	882.8	3.418.7	4.315.1	8.616.6
Corinto	1.925.2	475.1	115.0	2.515.3
Inzá	74.2	1.592.2	46.9	1.713.3
Jambaló	761.4	4.048.9	916.5	5.726.8
Morales	-	-	73.5	73.5
Piendamó	-	54.0	141.0	195.0
Popayán	612.2	1.732.7	1.414.9	3.759.8
Puracé	3.331.9	8.085.2	4.910.5	16.327.6
Santander	1.178.6	1.948.2	713.4	3.840.2
Silvia	416.7	6.575.7	1.164.9	8.157.3
Sotará	146.0	342.5	558.9	1.047.4
Toribío	2.029.2	7.862.6	170.2	10.062.0
Totoró	1.386.9	2.946.6	1.923.5	6.257.0
TOTAL	13.036.3 17.56 %	43.701.6 58.88 %	17.490.7 23.56 %	74.228.6 100 %

Source: Calculs réalisés sur la base de "Acumulado ingreso de tierras a Junio de 1996", Instituto Colombiano de la Reforma Agraria, Regional Cauca.

Selon le tableau n° 6, le total de terres récupérées dans ce département durant la période 1970 - 1996, s'élève à 74.228 hectares. Dans la décennie des années 70, qui correspond à la période de décollage des récupérations – naissance du CRIC, agressions à des leaders indiens, mise en place des auto-défenses - 13.036 hectares ont été récupérés, c'est-à-dire 17.56 % du total. De 1981 à 1990, étape qui correspond à la

période de développement militaire du Quintín Lame et qui comprend les années où il opérait comme groupe d'auto-défense mais sans s'identifier comme Quintín Lame, 43.701 hectares ont été récupérés, c'est-à-dire 58.88 % du total. En dernier lieu, entre 1991 et 1996, étape qui coïncide avec la démobilisation du groupe, 17.490 hectares ont été récupérés, c'est-à-dire 23.56 % du total.

Ces données indiquent que, en 1990, début du processus de négociation entre le Quintín Lame et le gouvernement, un peu plus de 75 % de la terre récupérée étaient déjà passés aux mains des communautés indiennes. En général, sauf dans des cas comme celui de la commune de Caloto où l'intervention du gouvernement s'est accélérée suite au massacre du Nilo en 1992, on observe que le plus grand volume de terres récupérées se concentre dans la décennie des années 1980, ce qui signifie que la surface des terres récupérées après 1990 a diminué. Cette situation est encore plus claire dans des cas comme celui de la municipalité de Toribío (elle comprend les *resguardos* de San Francisco, Tacueyó et Toribío), où 10.062 hectares ont été récupérés dont 2.029.2 (20%) correspondent à la période 71 – 80 ; 7.862.6 hectares (un peu plus de 78%) correspondent à la période 81 – 90 et seulement 170.2 hectares (moins de 2%) correspondent à la période postérieure à 1990. Malgré l'importance de la surface récupérée, elle était insuffisante pour les besoins d'une population indienne en augmentation. En se basant sur les données du recensement indien de 1972, on a calculé que le déficit de terres des Indiens du Cauca dépassait les 300.000 hectares. C'est pourquoi, à partir de 1990, les revendications portent sur l'élargissement des *resguardos* et sur l'obtention de ressources pour améliorer la productivité des terres obtenues[491].

Le fait que le gouvernement soit intervenu à la fin du processus pour mettre de l'ordre dans cette situation ne doit pas faire oublier que le transfert de terres aux Indiens du Cauca fut obtenu grâce à un immense effort collectif et que l'Etat s'est limité à légitimer un transfert obtenu de facto par les Indiens. Il faut insister sur ce point dans la mesure où le chiffre de 74.228.6 hectares récupérés dans le Cauca est insignifiant face

[491] Commission pour le dépassement de la violence, Pacificar la paz, Bogotá, 1992, p. 205.

aux 18.3 millions d'hectares qu'avait transférés l'Etat aux communautés indiennes jusqu'en décembre 1988 pour la création de nouveaux *resguardos*[492]. Ce chiffre a été utilisé par les derniers gouvernements pour donner un faux argument selon lequel les Indiens colombiens sont les plus grands propriétaires terriens du pays. Il s'agit cependant d'un processus complètement différent de celui vécu dans le Cauca et dans d'autres parties de la région andine. En effet, à la fin des années quatre-vingt, l'Etat a transféré aux communautés indiennes, en seulement quelques années, d'énormes surfaces situées principalement dans les forêts et dans les régions frontalières dont la plupart correspondent à des réserves naturelles ou parcs nationaux. Ainsi, 90% des 18.3 millions d'hectares répartis étaient situés dans les départements de l'Amazonie, Vichada, Vaupés, Guajira et Chocó. Rien que dans le département de l'Amazonie, 8.2 millions d'hectares furent remis aux communautés. Sans prétendre minimiser les conséquences de cette politique, il faut souligner les différences par rapport à la situation du Cauca. Tout d'abord, ce processus se déroule sans que des conflits éclatent comme ce fut le cas dans la zone andine, principalement dans le Cauca. En deuxième lieu, il s'agissait de terres qui étaient propriété de l'Etat et non pas de particuliers. En troisième lieu, ces remises de terres constituaient un effort de l'Etat par lequel il essayait d'affirmer sa présence dans cette zone à travers les communautés qui les habitaient. Et, en quatrième lieu, l'objectif principal était de donner, par cette présence, des éléments de stabilité dans ces vastes territoires traditionnellement marginalisés.

Les différences avec la situation vécue dans le Cauca sont importantes. Dans ce cas-ci, ce qui s'est produit ne fut pas un transfert de terres publiques aux communautés mais l'expropriation réelle d'*haciendas* qui, après avoir appartenu pendant des décennies à des particuliers, sont passées aux mains des communautés suite à une lutte longue et violente. L'intervention de l'Etat a donc légitimé une situation de fait et, finalement, elle a fini par diminuer les effets de cette expropriation en accordant aux *hacendados* des compensations économiques pour la perte de propriétés qui, en réalité, étaient déjà perdues[493]. L'intervention de l'Etat fut donc postérieure à l'appropriation

[492] Raul Arango y Enrique Sánchez, Los pueblos indígenas en Colombia, op. cit.
[493] - Ce n'était pas la première fois que des agences étatiques comme l'INCORA ou la Caisse

par les communautés et son efficacité fut proportionnelle à l'efficacité de la mobilisation des Indiens, comme le montre le tableau 7 où on observe l'importance que les entités de l'Etat accordent au Cauca par rapport à d'autres départements comme Nariño ou Tolima, où il n'y avait pas eu de mouvements puissants de récupération de terres.

Tableau No. 7
Propriétés destinées aux communautés indiennes, au 31 décembre 1988 (achat et expropriation).

Département	Nombre de propriétés	Hectares
Antioquia	9	811
Arauca	2	346
Caldas	1	663
Caquetá	1	1.272
Cauca	288	47.344
Cesar	2	930
Chocó	1	98
Córdoba	20	2.227
Huila	1	953
Nariño	20	1.144
N. de Santander	39	1.844
Putumayo	64	1.644
Risaralda	6	345
Sucre	6	1.085
Tolima	11	2.935
TOTAL	472	63.641

Source: Raúl Arango Ochoa y Enrique Sánchez Gutiérrez, Los pueblos indígenas de Colombia, Departamento Nacional de Planeación, Bogotá, 1989.

Agraire couraient à la rescousse des *hacendados* envahis. Une situation semblable fut vécue par la zone de Sumapaz, au sud-ouest de Cundinamarca, au début des années soixante-dix, lorsque l'Etat est intervenu pour régulariser la situation provoquée par les colons qui avaient envahi les *haciendas* de la région. Voir Gonzalo Sánchez, "Parcelación y disolución de las haciendas: el caso de Sumapaz", in Guerra y política en la sociedad colombiana, Bogotá, 1991.

Dans quelle mesure le Quintín Lame a-t-il contribué à ce processus ? Ce thème n'a jamais été mis au clair par les protagonistes. Mais une chose est sûre : la période où il y a eu le plus de récupérations de terres coïncide avec l'apogée de l'expansion militaire du Quintín Lame, ce qui fait penser qu'il existe une relation entre les deux faits. Mais cette relation est beaucoup plus complexe que ce que l'on pourrait penser et on ne peut pas affirmer de manière simpliste que les récupérations aient réussi grâce au Quintín.

Il ne faut pas oublier que le poids de la mobilisation est retombé surtout sur les communautés qui, éventuellement, on compté avec l'appui des auto-défenses du Quintín ou du commando mobile. Probablement, la relation entre les deux acteurs fut de complémentarité : le Quintín a réussi à se développer grâce au soutien des communautés qui affrontaient la violence déchaînée pour arrêter leur lutte pour l'accès à la terre ; les communautés, qui devaient faire face à une forte persécution de la part des propriétaires des territoires envahis, ont pu compter sur le groupe armé comme un bouclier de défense qui pouvait, au moment voulu, agir contre les propriétaires ou leurs alliés mais sans participer directement aux opérations. Il s'agissait d'une violence sélective et, parfois, "invisible" mais toujours disponible et prête à intervenir à tout moment contre les propriétaires ou leurs agents, comme il est effectivement arrivé à plusieurs reprises.

Il n'ya a pas de preuves susceptibles de montrer que le groupe armé a réalisé directement des actions visant à faire remettre une propriété. En revanche, ce que l'on observe c'est l'application d'une violence de sanction dirigée à punir ceux qui sont considérés comme responsables de violences contre la population indienne[494]. Pour le dirigeant politique Edgar Londoño, l'action militaire ne pouvait en aucun cas remplacer la lutte des communautés et elle pouvait même lui porter préjudice : "Pour nous, il était très clair que si les masses ne se mobilisaient pas, nous n'avions rien à faire ; il était clair que les armes n'allaient pas remplacer le reste, qu'aucun appareil militaire n'allait réussir à récupérer des terres si les masses n'étaient pas là. Qui plus est, si l'appareil

[494] La plupart des exécutions dont le Quintín s'est rendu responsable concernent des personnes accusées de faciliter les agissements des *pájaros* ou des groupes paramilitaires.

militaire était là, la récupération de terres n'aboutissait pas"[495]. De toute manière, la possibilité de faire appel à la violence était toujours présente et, même si on ne l'utilisait pas ouvertement, elle jouait sans doute un rôle d'intimidation qui, bien souvent, a fait basculer la balance en faveur des récupérateurs.

Le naturel avec lequel une activiste du Quintín Lame se rappelle l'activité des groupes d'auto-défense, probablement avant qu'ils ne s'identifient comme faisant partie de cette organisation, montre à quel point la menace pouvait devenir un danger réel pour les propriétaires qui étaient en conflit avec les communautés indiennes. En parlant de son enfance, Dalila se souvient du rôle qu'ont joué les groupes d'auto-défense dans le déroulement du conflit qui opposait sa communauté aux héritiers de la propriété qu'occupaient plusieurs familles, dont la sienne:

> Je me rappelle bien que mon papa cultivait du café et ils l'arrachaient. Bon, le temps est passé comme ça. Nous avons continué à travailler dans la communauté jusqu'au jour où le monsieur voulait en finir avec nous et nous nous en sommes rendu compte. Une fois, ils ont essayé de nous tuer, ils avaient fait la même chose avec messieurs les majordomes de la propriété jusqu'à ce que les gens le voient. Je crois que l'auto-défense était là mais, dans mon cas personnel, je ne savais même pas en quoi consistait l'auto-défense. Alors, eux, ils nous ont beaucoup aidés, ils les ont pris et toute la communauté avait des problèmes avec ce monsieur et, finalement, ils l'ont fait disparaître.[496]

Le processus des récupérations s'est épuisé vers la fin des années quatre-vingt. Cette situation représentait un défi aussi bien pour le mouvement social que pour l'organisation armée qui, jusque là, avait revendiqué la lutte pour la terre comme le moteur de son action. Dans la pratique, une fois terminé le cycle des récupérations, cet étendard est devenu un obstacle pour le développement du Quintín Lame[497].

Dans le cas du CRIC, à partir de 1991, des changements se produisent dans les postes de direction et cela s'est traduit par un éloignement des dirigeants qui, quelques

---

[495] Edgar Londoño, entretien, janvier 1996, Ibagué.
[496] Dalila, entretien, mai 1993, Popayán.

[497] La fondation créée en 1991 pour administrer les ressources destinées à la réinsertion du Quintín Lame porte le nom "Sol y Tierra". Certains ex combattants sourient malicieusement en s'y référant et, faisant un jeu de mots équivoque, ils l'appellent « sólo tierra » (seulement terre).

années auparavant, avaient été très proches du Quintín Lame. C'est le cas de la famille Avirama. Par ailleurs, on constate une préoccupation constante pour des nouveaux thèmes tels que la santé, l'éducation, les droits de l'homme, la participation politique, les infrastructures, la productivité, etc. dont le développement a signifié un changement considérable dans ses relations avec l'Etat qui est de plus en plus considéré comme un interlocuteur dont on ne peut pas se passer malgré les désaccords. On n'insiste plus sur la récupération des anciens *resguardos* qui, dans la pratique, est déjà un objectif atteint. Pour ce qui est de la lutte pour la terre, ce que l'on demande maintenant c'est la légalisation de sa propriété, l'élargissement des territoires récupérés et la création de nouveaux *resguardos*[498].

Le document intitulé "Résumé du plan d'action et de mise en application des accords de La María La Conquista, suscrit à Novirao le 5 août 1996, met en évidence les principales exigences des Indiens du Cauca vis-à-vis de l'Etat dans la nouvelle relation instaurée. Grâce à cet accord, on mit fin au blocage qui, durant presque deux semaines, avait perturbé le sud du pays[499]. Le document reprend tous les engagements pris par le gouvernement et ces communautés depuis 1961. On voit clairement que le centre d'attention des Indiens s'est déplacé de la lutte pour la terre vers d'autres centres d'intérêt. Il est vrai que les communautés continuent à réclamer la remise des terres qui n'avaient pas encore été octroyées par l'Etat comme le prévoyaient les accords du Nilo (15.000 hectares dont la moitié avait déjà été adjugée) mais les principaux points du document concernent d'autres thèmes : le respect et la protection des droits de l'homme, le développement du programme économique pour les communautés qui tirent leur

[498] La fin de l'étape des récupérations ne signifie pas que le problème ait été résolu mais que, désormais, il doit trouver une solution par des voies institutionnelles et non pas par la voie de fait. Bien entendu, la solution légale demande plus de temps. Entre 1991 et 2008, le gouvernement a acheté seulement 17.415 hectares, destinées à élargir les *resguardos* et à donner suite aux accords du Nilo. 16.032 autres hectares de terrains en friche avaient été légalisés et 20.570 hectares sont en attente de légalisation, correspondantes aussi à des terrains en friche. Ministère de l'Intérieur, "Tierras para las Comunidades Indígenas. Informe Ejecutivo", Document imprimé, 2008. De toute manière, les manques récurrents de respect de la part du gouvernement ont fait réapparaître ces dernières années la menace de nouvelles vagues d'invasion.

[499] Acte de vérification, Novirao 5 août 1996. Les accords de La María La Conquista furent signés à Piendamó le 1 septembre 1995 par le Ministre de l'Intérieur Horacio Serpa et les représentants des organisations indiens et des *cabildos* du département.

subsistance de la culture du *fique*, la reconversion de l'industrie de l'exploitation du souffre du Puracé, les prévisions budgétaires pour mener à bien les projet de reconstruction de Tierradentro, la mise en pratique des accords du programme PLANTE, les grâces non encore accordées qui faisaient partie des accords de réinsertion du Quintín Lame ; le financement du programme routier pour les régions indiennes et, finalement, l'octroi de ressources assurant la mise en pratique de droits constitutionnels comme l'éducation et la santé.

Ce que les organisations indiennes cherchaient depuis la fin des années quatre-vingt était au fond un nouveau cadre de relations avec l'Etat susceptible de garantir la présence de celui-ci et, dans ces circonstances, l'action d'un groupe insurgé que réclamaient les porte-paroles de cette communauté constituait un obstacle pour ce nouveau cadre de relations avec lui. Ce nouveau scénario de relations avec l'Etat a apporté des changements considérables dont on commence seulement à entrevoir l'importance et les conséquences insoupçonnées. Pour le moment, il faut signaler le fait que les autorités traditionnelles ont vu diminuer leur pouvoir face aux nouveaux acteurs : les maires, les ONG et les organisations communaitaires. On a essayé de compenser la perte du pouvoir de contrôle du *cabildo*, liée auparavant à la régulation de l'accès à la terre, entre autres, par le contrôle des ressources économiques qu'offre l'Etat, comme ce fut le cas des transferts de la Nation aux *resguardos*. Durant l'année 1994, ceux-ci ont atteint, dans le Cauca, la somme de 3.100 millions de pesos[500] et, dix ans plus tard, le chiffre était déjà de 18.313 millions de pesos[501].

Quant au Quintín Lame, il était évident que l'épuisement du processus de récupération de terres marquait la fin d'une étape et l'obligeait à modifier son projet politique.

> Jusque là - affirme Gildardo – notre philosophie était de récupérer les terres et de défendre les dirigeants contre les *pájaros*. Dans certains endroits, cette consigne est trop usée et nous croyons devoir élargir cette philosophie en faisant

[500] Ministerio de Gobierno, Comisión de Asuntos Indígenas del Cauca, Informe sobre la ejecución de los ingresos corrientes de la Nación que correspondió a los resguardos indígenas del Cauca, vigencia fiscal 1994.
[501] Ministerio del Interior, "Tierras para las Comunidades Indígenas", op. cit.

> appel à l'idée de guérilla. C'est-à-dire que nous ne luttons pas uniquement pour défendre les Indiens mais pour quelque chose de plus grand. Lorsque l'on parlait d'agrandir les *resguardos*, ceux-ci étaient déjà si grands qu'il n'y avait pas moyen de les agrandir, il ne restait que les petits propriétaires[502].

En ce sens, l'incorporation du Quintín à la Coordinatrice Guérilléra à partir de 1987, peut être interprétée comme un effort pour renouveler sa proposition politique. Les principaux éléments de cette tentative de rénovation politique sont contenus dans la déclaration qu'a faite le groupe à ce sujet, au milieu da l'année 1989. On peut la résumer ainsi : a) Il se propose d'agrandir son rayon d'action en impliquant les secteurs paysans et urbains et exprime son intention de se rendre présent dans d'autres régions du pays; b) Il déclare que les responsables de la "guerre sale" sont les principaux objectifs des insurgés; c) Il affirme que sa participation à la CGSB est un apport au changement révolutionnaire; d) Il signale l'impérialisme nord-américain comme étant le principal ennemi des luttes populaires; e) Il se déclare solidaire des luttes d'autres peuples latino-américains pour leur souveraineté[503]. Mais cette tentative n'a pas réussi à cause du manque d'unité du mouvement insurgé qui craignait d'être absorbé par d'autres groupes guérilléros et, surtout, à cause du risque qu'entraînait pour les communautés le prolongement du conflit.

En 1990, le moment était donc arrivé de consolider les réussites obtenues jusque là, de profiter des espaces que l'on commençait à entrevoir suite à la décentralisation politique et aux processus qui étaient déjà en cours, tel que la convocation à l'Assemblé Nationale Constituante. C'était le moment de profiter du capital accumulé par la mobilisation sociale depuis vingt ans et même de profiter de la récente expérience comme groupe armé.

Pour le Quintín Lame, ce moment représentait un des défis les plus difficiles à relever : reconnaître ce qui avait été obtenu comme une victoire politique et arrêter la confrontation armée. L'étape révolutionnaire était bel et bien finie et on peut dire qu'elle

---

[502] Gildardo, "Biografía del Quintín Lame", op. cit. p. 56.

[503] Voir Movimiento Armado Quintín Lame, "Posición Política", S F. (Son contenu fait penser que ce document fut élaboré vers le milieu de l'année 1989).

s'était terminée avec succès. En réalité, une "révolution locale" avait eu lieu avec le concours du Quintín Lame. La principale difficulté était maintenant de convaincre les militants de l'ampleur de leur victoire. "Mais alors, - se rappelle Edgar Londoño – il y a la nostalgie de la confrontation et, logiquement, comme dirigeant qu'on a été, ayant participé aux décisions les plus importantes, on est nostalgique. Alors on croit que ça c'est une révolution bidon, un peu efféminée, je dirais "[504].

Peter Waldmann a attiré l'attention sur l'énorme capacité de reproduction de la violence politique et sur la possibilité que le groupe qui l'a mise en marche perde, à un moment donné, son contrôle sur elle[505]. Le Quintín Lame n'a pas suivi cette tendance et a réussi à briser la spirale de la violence. Il s'est arrêté juste à temps. En se soustrayant à la guerre et en trouvant une issue politique, il a pu éviter le prolongement d'un conflit qui aurait été très coûteux pour le mouvement social. Ce dénouement était en quelque sorte le scénario le plus improbable, justement à cause de la difficulté pour n'importe quel acteur de contrôler l'énergie que fait éclater la violence politique. Ce cas n'est comparable qu'au soulèvement indien de l'EZLN au Chiapas qui réussit à contrôler la force qu'il a lui-même déclenchée, à éviter l'affrontement armé et à chercher une issue politique, évitant ainsi la rupture du tissu social dont les conséquences auraient été inévitablement désastreuses s'il avait entraîné les communautés dans un conflit armé. Le fait que l'EZLN ne se soit pas démobilisé selon le procédé classique de négociation–accords-réinsertion, constitue une variante innovante par rapport au Quintín Lame dont l'arrivée à la table de négociation, suite aux transformations de l'environnement politique, s'est produite à un moment où il avait déjà envisagé de se dissoudre sans aucune négociation avec l'Etat.

La négociation avec le gouvernement national a donc formalisé la démobilisation qui était déjà une réalité. De fait, avant même d'entamer les conversations avec le gouvernement, le groupe s'acheminait vers sa dissolution et la plupart des *quintines*, qui étaient restés en activité jusqu'à l'année 1989, étaient rentrés dans leur communauté.

[504] Edgar Londoño, entretien, janvier 1996, Ibagué.
[505] Peter WALDMANN, Guerra civil, terrorismo y anomia social, Editorial Norma, Bogotá, 2007.

Face aux difficultés pour faire avancer la négociation à cause du peu d'importance que le gouvernement leur accordait, ils ont même envisagé très sérieusement de se démobiliser d'eux-mêmes, sans signer aucun accord.

Ce fut au milieu de l'année 1990 que le Quintín et le PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs) ont été invités par l'EPL (Armée Populaire de Libération) à formuler une proposition de paix[506] qui fut diffusée dans un communiqué conjoint au début du mois de juin. A ce moment-là, le nouveau président Cesar Gaviria (1990 – 1994) se préparait à convoquer l'Assemblée Nationale Constituante et il souhaitait que toutes les forces politiques, y compris les rebelles armés, participent à ce rassemblement national. Pour cette raison, les négociations avec le Quintín Lame ont enfin pris de l'importance. Elles ont été mises en marche et on a pu parvenir à un accord sur la base d'une offre gouvernementale qui dépassait les attentes de l'organisation. Pratiquement, ce fut le gouvernement qui a stimulé la reprise des négociations et qui a créé les conditions pour le passage des rebelles à la vie civile. Au moment de remettre les armes, toute la charge symbolique de la lutte des insurgés et des démobilisations porte le Quintín Lame à s'auto-représenter comme une guérilla de type traditionnel.

Pablo Tatay, membre de la direction politique, synthétise ainsi les circonstances surprenantes qui les ont conduits à la table de négociation :

> Lorsque l'EPL a pris l'initiative de nous appeler, le PRT et le Quintín, nous nous sommes dit : formidable ! c'est une occasion à saisir pour profiter des choses que le gouvernement accorde lors de ces processus ; il faut tirer tout le jus de cette démobilisation. Je crois que cela ne s'est pas trop mal passé pour nous, malgré tous les problèmes. C'est que, quand on avait presque pris la décision de le démonter tôt ou tard à cause des problèmes qu'il y avait et de chercher d'autres formes, l'affaire de la Constituante est apparue et on y a participé. Nous avons considéré tout cela comme positif, nous pensions que cela valait la peine et, en même temps, nous avons trouvé que c'était un chemin plus élégant pour

[506] Alvaro Villarraga y Nelson Plazas, Para reconstruir los sueños, una historia del EPL, Bogotá 1996, p. 291.

démonter quelque chose qui ne produisait pas tellement de fruits[507].

7.5 Les "cérémonies de la paix"

Le cheminement par lequel le Quintín Lame est arrivé à la signature d'un accord de démobilisation, à Pueblo Nuevo, le 31 mai 1991, avait commencé trois ans auparavant, en juillet 1988, par un communiqué dans lequel il faisait connaître sa proposition de paix. Celle-ci comprenait trois revendications de caractère régional : la démilitarisation des zones indiennes et paysannes de la part de la force publique et des groupes guérilléros ; un accord politique auquel devaient participer toutes les forces sociales de la région et un projet de développement régional qui tienne compte des intérêts de la population *caucana*[508].

Le Quintín Lame est resté en contact, durant un an, avec des représentants locaux des corporations, de l'Eglise et des partis, à travers le Comité de Dialogue Régional du Cauca. Ces contacts ont abouti à une déclaration de ce comité dans laquelle il confirmait la volonté de dialogue du groupe insurgé et proposait une trêve unilatérale du Quintín qui s'est maintenue jusqu'en janvier 1989. Ces manifestations n'ont pas trouvé beaucoup d'écho dans le gouvernement national, occupé comme il l'était à promouvoir le processus de paix avec le M-19 qui se terminera par un accord définitif en 1990, à la fin du mandat du président Barco[509].

Le 16 mai 1989, presque un an après sa première manifestation publique sur le thème de la paix, le Quintín Lame a publié une déclaration réunissant tous les éléments de sa proposition politique dans laquelle il fixait sa position face aux négociations de paix. Ce document mettait l'accent sur le caractère défensif du mouvement et proposait le prolongement unilatéral du cessez-le-feu ; il réclamait du gouvernement la démilitarisation du département et le démantèlement des groupes paramilitaires et

---

[507] Pablo Tatay, entretien, novembre 1991, Bogotá.
[508] El C. Q. L. hace saber a la opinión pública, juillet 1988.
[509] Au sujet des négociations avec le M-19, il faut signaler que leur réalisation a provoqué quelques tensions avec le Quintín Lame, étant donné que le premier a voulu influencer certaines communautés afin de les attirer à son projet politique. Ces agissements furent dénoncés par le Quintín dans un communiqué public en septembre 1989.

exprimait son désir d'entamer un dialogue avec la Commission de Notables qui, à l'époque, essayait d'approcher certains groupes insurgés. Il faut signaler l'insistance, dans le point n° 8, sur le caractère politique de l'éventuel accord qui constituait un des axes des futures négociations : "Pour nous, la signature de la paix n'est pas un simple accord militaire avec le MAQL mais un accord politique définitif avec les organisations sociales que nous incarnons dans notre lutte"[510]. S'il est vrai que ce document a permis, grâce à la médiation d'Alvaro Leyva Durán, une première série de réunions entre les porte-paroles du Quintín et les fonctionnaires du Conseil pour la Paix, celles-ci n'ont pas produit de grands résultats, toujours à cause du manque de motivation du gouvernement.

Il a fallu attendre encore un an pour que le gouvernement s'intéresse à mettre en marche un processus de négociation avec le Quintín Lame, après la déclaration conjointe avec l'EPL et le PRT, le 4 juin 1990. Trois éléments peuvent expliquer le cours qu'ont pris les négociations à partir de ce moment-là. Tout d'abord, même si les dialogues avec ces trois groupes furent indépendants, on a pu les associer à la nouvelle phase du processus de paix qui recevait ainsi une impulsion très importante au moment même où commençait le gouvernement du président César Gaviria (1990 - 1994). En deuxième lieu, la négociation avec ces trois groupes a signifié une profonde fragilisation pour la CGSB, ce qui était une victoire pour le gouvernement. Et, en troisième lieu, l'imminente convocation à l'Assemblée Nationale Constituante a poussé le gouvernement et les insurgés à redoubler leurs efforts pour parvenir à un accord. Le gouvernement était intéressé à obtenir un degré élevé de légitimité et les insurgés voulaient être présents à ce qui était à ce moment-là le principal scénario politique[511].

En réalité, tout le contexte politique national s'était transformé de manière

[510] Declaración del Movimiento Armado Quintín Lame, 16 mai 1989.
[511] Il faut dire, comme un élément de plus, que dans le processus de paix du Quintín Lame et dans sa réinsertion a joué comme facteur circonstanciel la proximité de la commémoration du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique. Cette festivité a attiré le regard de tout le continent sur les conditions de vie des peuples indiens. Pour n'importe quel gouvernement, il aurait été difficile d'expliquer que le conflit armé avec un mouvement arme indienne se prolonge aussi longtemps.

vertigineuse depuis 1989. L'affrontement avec les narcotrafiquants a abouti à une vague d'attentats contre des personnalités de la vie nationale dont le plus important fut celui perpétré contre le candidat présidentiel Luis Carlos Galán, au début de l'année 1990, ainsi qu'à la généralisation du terrorisme urbain. Le phénomène paramilitaire a continué à se répandre et à renforcer ses liens avec le trafique de drogues. Malgré les efforts du gouvernement, il lui était impossible de garder la confiance des citoyens dans sa capacité de surmonter la crise. La négociation avec les groupes insurgés qui ont accepté de déposer les armes et la convocation à l'Assemblée Constituante faisaient partie de la même stratégie qui allait permettre de retrouver pour quelque temps la stabilité.

Suite à la déclaration conjointe du mois de juin 1990, une réunion formelle a eu lieu entre les porte-paroles du Quintín Lame et le conseiller présidentiel Rafael Pardo. Cette réunion, tenue le 26 juin dans la commune de Jambaló, a permis de réaffirmer la volonté des parties de continuer le processus de négociation, de favoriser un climat de détente grâce au cessez-le-feu proposé par le Quintín, de poursuivre l'engagement du gouvernement à promouvoir des dialogues régionaux de paix et de prendre note de l'importance que ce mouvement accordait à la participation de porte-paroles des communautés indiennes à la Constituante car, désormais, celle-ci serait un des axes principaux de la négociation [512].

En général, l'étape de négociation "horizontale"[513], c'est-à-dire celle à laquelle participaient directement les représentants du gouvernement et ceux du Quintín, s'est déroulée sans grandes difficultés et, vu les conditions dans lesquelles le groupe armé est arrivé à la table de négociation, on peut dire que le gouvernement s'est limité à ratifier, par l'accord, la présence politique que les porte-paroles du Quintín avaient obtenu au niveau régional. En fait, le seul problème difficile à résoudre était celui de des bénéfices politiques, étant donné l'importance que ce groupe accordait à sa participation à la

[512] Mauricio García Durán, De la Uribe a Tlaxcala, Bogotá, 1992.
[513] Jesús Antonio Bejarano, Una agenda para la paz, Bogotá, 1995.

Constituante et les limites des négociateurs pour prendre une décision à ce sujet[514]. Les plus grands obstacles se sont présentés dans les négociations "verticales", celles qui concernaient les différents niveaux de hiérarchie du groupe armé, car il a fallu surmonter les différends entre la direction politique et la base du mouvement. Cette situation a même conduit certains membres de l'Etat Major à essayer de rester en marge des négociations car ils prétendaient imposer plus d'exigences au gouvernement. Cependant, ces tentatives furent dépassées par une vision plus pragmatique du processus qui, finalement, l'a emporté.

A partir du mois d'août, le Quintín a multiplié ses efforts pour que le gouvernement accepte un mécanisme rendant possible la présence dans l'Assemblée Constituante d'un de ses délégués, ayant pleins pouvoirs. Dans ce but, il a établi des contacts avec des dirigeants politiques, des ecclésiastiques et des membres des corporations. Cette participation était essentielle étant donné qu'elle constituait le meilleur outil pour attirer les secteurs hésitants du mouvement à participer aux négociations. Mais, sur ce point, le gouvernement était limité par l'accord politique qui avait permis la convocation de la Constituante et par les engagements pris avec d'autres groupes en processus de démobilisation[515].

Dans une communication daté du 9 août 1990, adressé à Aurelio Iragorri, originaire du Cauca, président du Sénat et homme politique influent, le commandant du Quintín, Gildardo Fernández, lui manifestait sa préoccupation du fait que le pacte politique précédant la Constituante n'avait pas prêté attention au problème ethnique : "Comment peut-on faire une Constitution réellement nationale si des secteurs essentiels

[514] Même le gouvernement a fait la sourde oreille aux voix qui refusaient que les communautés indiens soient représentées par le Quintín et il a maintenu sa promesse de faciliter la présence de porte-paroles de cette organisation dans l'Assemblée Constituante. Et cela même après le résultat des élections du mois de décembre qui favorisaient deux représentants des communautés indiens : l'un en représentation de l'AISO, organisation qui maintenait une polémique permanente avec le Quintín Lame et le CRIC. Voir "Organización indígena rechaza vocería del Quintín", El Liberal, 24 juillet 1990, Popayán.

[515] Parallèlement au processus de paix avec le Quintín, le gouvernement a entamé des négociations avec l'EPL et le PRT. Le 10 janvier 1991, il est parvenu à un accord avec le premier. Il prévoyait la présence de deux délégués à la Constituante, avec pleins pouvoirs. L'accord avec le PRT fut signé le 25 janvier et il prévoyait la nomination d'un déléguée à l'Assemblée, sans droit de vote.

de la nationalité, ayant des caractéristiques spéciales, vu le degré de marginalisation et de racisme dont ils ont souffert, sont assimilés au reste du peuple colombien et, par conséquent, condamnés à n'être que des spectateurs des événements politiques nationaux?"[516]. Pendant que les négociateurs du Quintín insistaient sur l'importance de la présence de représentants des groupes indiens à l'Assemblée Constituante, le gouvernement essayait de limiter ces demandes, les yeux rivés sur la composition du corps constituant. L'un et l'autre étaient pressés car le temps passait à toute vitesse.

Les élections pour l'Assemblée Nationale Constituante eurent lieu le 6 décembre 1990, sans que la possibilité de participation du Quintín Lame ait été précisée. D'ailleurs, la surprenante élection de deux constituants indiens, Lorenzo Muelas et Francisco Rojas, a mis sérieusement en danger cette possibilité. Cette situation a fait stagner les négociations qui n'ont repris qu'après la rencontre entre les dirigeants du Quintín et le conseiller présidentiel Jesús Antonio Bejarano, le 7 février, à San Andrés de Pisimbalá. Grâce à la reprise des dialogues, on a pu passer, un mois après, l'accord de La Mesa de Togoima, par lequel le gouvernement s'engageait à désigner un porte-parole permanent du Quintín à l'Assemblée Constituante – sans droit de vote – qui entrerait en fonction le 1er avril. Les conditions étaient les mêmes que celles fixées pour la participation de l'EPL, une organisation armée présente dans tout le territoire national et ayant un parcours de plus de trois décennies. De même, il a été décidé que la force armée du Quintín se concentrerait, à partir du 10 mars, dans un campement qui serait installé dans le *resguardo* de Pueblo Nuevo. Le 31 mai fut la date choisie pour déposer définitivement les armes[517].

L'accord final fut souscrit dans le campement de Pueblo Nuevo, le 27 mai 1991. Selon ce qui avait été convenu, le Quintín Lame remit les armes quatre jours après, en présence de deux délégués internationaux et de cinq délégués de l'Assemblée Nationale Constituante, au milieu d'une importante manifestation qui a réuni plus de deux mille personnes, dont la plupart provenaient des communautés indiennes du Cauca.

[516] Lettre du commandant Gildardo Fernández au Dr Aurelio Iragorri Hormaza, Président du Sénat, 9 août 1990.
[517] Accord de La Mesa de Togoima, 6 mars 1991.

La structure des accords qui ont abouti à la démobilisation du Quintín Lame est essentiellement la même que celle des accords souscrits par la même équipe du Conseil de la Présidence avec l'EPL et le PRT[518]. En plus des clauses concernant la remise formelle des armes et sa vérification par les délégués nationaux et internationaux, on a approuvé les clauses suivantes:

a) Garanties pour la réinsertion : Elles protègent 157 guérilléros démobilisés et comprennent des grâces pour les délits politiques ou liés avec ceux-ci et la remise de documents d'identité à ceux qui n'en ont pas. On prévoit un plan de sécurité avec quatre équipes destinées à la protection des dirigeants. On prévoit également une aide économique pour un montant global de 12 millions de pesos mensuels durant une période de six mois prorogeables, qui seront distribués par la Fondation *Sol y Tierra*. Cette fondation recevra en une seule fois la somme de 7 millions de pesos ainsi qu'une aide de 2.5 millions pour faciliter les activités des porte-paroles légaux du mouvement. On envisage aussi de payer les frais de déplacement et de séjour à Bogotá du porte-parole auprès de la Constituante, ainsi que des soins sanitaires et des vêtements pour les ex-combattants.

Durant la phase de transition (six mois), on donnera une formation accélérée aux ex-combattants, pouvant aller de l'alphabétisation jusqu'à la validation des études primaires et secondaires. Terminée cette phase, l'accord prévoit deux options pour chacun des combattants démobilisés : la première consiste à développer un projet productif pour lequel on accorde un crédit de 2 millions de pesos, avec assistance technique, des crédits complémentaires et des facilités pour accéder, si nécessaire, aux programmes de réforme agraire. La deuxième option est de donner un emploi dans le secteur public ou privé, avec la collaboration du gouvernement national.

b) Bénéfices politiques : ce fut un des points ayant demandé le plus d'efforts

[518] Accord final entre le gouvernement national et le mouvement armé Quintín Lame. Acte d'engagement entre le gouvernement national et le mouvement armé Quintín Lame. Pour une comparaison entre les accords passés avec d'autres groupes guérilléros, voir Mauricio García Durán, De la Uribe a Tlaxcala. Procesos de paz., Bogotá, 1992.

durant la négociation. Il a permis la présence d'un porte-parole – sans vote – à l'Assemblée Nationale Constituante et la mise en place de mécanismes nationaux et régionaux pour la promotion du projet politique. En plus de l'importance symbolique qu'a eu pour le Quintín sa présence à la Constituante, son porte-parole, avec les deux constituants indiens, ont formé un bloc qui, malgré les différends, est devenu le leader d'une série de propositions qui furent acceptées et incorporées à la nouvelle Constitution. Ce fait inédit dans l'histoire de la Colombie a signifié la plus grande réussite institutionnelle qu'aient connu les revendications des peuples indiens.

c) Développement régional et social : Les accords prévoient la réalisation de travaux dans les 16 communes du nord-est du département où le Quintín avait eu une plus grande influence. Le budget destiné à ces travaux fut de 600 millions et leur adjudication devait se faire à travers le Conseil Départemental de Normalisation dans lequel siégeait en permanence un représentant du Quintín. En outre, on prévoit l'appui gouvernemental pour la réalisation d'une série de travaux prioritaires financés par plusieurs entités officielles telles que : a) le PNR (Programme National de Réhabilitation). C'est ainsi que l'on construira six tronçons de route qui desserviront les communes de Páez, Jambaló, Caldono, Inzá, Silvia et Caldono et qui sera d'une grande utilité pour les producteurs de café et pour les fermes expérimentales de la commune de Morales ; b) le DNP (Département National de Planification) financera la construction d'aqueducs pour les communes de Morales et Jambaló ; c) l'entreprise nationale de télécommunication, Telecom, installera cinq centres de téléphonie rurale dans la commune de Jambaló ; et c) Inravisión (Institut National de radio et télévision) installera une antenne relais qui desservira les communes d'Inzá et Páez. En outre, il fut décidé de faire don au *cabildo* de Pueblo Nuevo des installations du campement dans lequel ont logé les membres du Quintín durant la dernière étape du processus de négociation. L'ensemble de tous ces bénéfices a permis, durant presque une décennie, que le Quintín Lame démobilisé devienne un important agent de développement local, ce qui lui a donné une plus grande présence politique.

D'autres clauses de la négociation concernent la défense des droits de l'homme.

Pour ce faire, il fut convenu que deux membres représentants du Quintín seraient incorporés à la Commission de Dépassement de la Violence. Et les conclusions du Forum sur les droits de l'homme réalisé à Pueblo Nuevo en avril, ainsi que les résultats de la sous-commission d'études sur les droits de l'homme et les droits des Indiens qui avait évalué la situation tout au long de l'année 1991 seraient communiqués à cette commission et à l'Assemblée Constituante.

En résumé, si nous nous en tenons strictement au texte des accords, celui signé avec le Quintín est très semblable à ceux souscrits avec le PRT et l'EPL mais il est clair que les accords étaient beaucoup plus favorables à ce dernier groupe, ce qui est compréhensible étant donné qu'il possédait une force militaire d'environ 2.000 combattants répartis en 18 fronts ayant un vaste rayon d'action. Mais au-delà des ressources assignées dans chaque cas, la principale différence réside dans les conditions politiques et, particulièrement, dans les réseaux sociaux qui constituaient sa base qui ont rendu possible la réinsertion effective des ex-combattants du Quintín Lame. Au point que, sur les 157 démobilisés, 134 sont restés dans le Cauca, contrairement à la diaspora qu'a entraînée la signature de la paix pour des groupes tels que l'EPL, dont les membres ont dû, en général, s'éloigner de leur région d'origine à cause d'une persécution implacable qui, cinq ans après, avait coûté la vie à 264 d'entre eux.

En marge des difficultés qui ont entravé le développement des projets économiques individuels, dues en grande partie au manque de formation et d'expérience, le Quintín Lame, à la différence d'autres groupes démobilisés, a pu rester très présent dans ses zones d'influence et capitaliser les avantages des plans de développement régional et social prévus par les accords, ce qui leur a permis de sortir effectivement du conflit par la voie politique. Malgré toutes les limites, les engagements pris par le gouvernement national ont représenté un changement substantiel par rapport à l'abandon et au mépris caractéristiques de l'attitude de l'Etat à l'égard des communautés indiennes du Cauca qui, pendant des années, avaient nourri le conflit et étaient l'objet de réclamations permanentes. C'est ce que l'on remarque dans les paroles du gouverneur du *cabildo* de Chumbichucue durant le forum pour la paix tenu à Inzá

quelques jours avant la remise des armes : "Nous voulons la paix avec éducation, la paix avec santé, la paix avec logement, la paix avec électrification. Nous voulons que le gouvernement tienne ses promesses et qu'il nous rende ce qu'il nous a toujours enlevé. Nous avons besoin que le gouvernement nous regarde. Qu'il ne nous ignore pas. Nous avons fait des milliers de demandes qui se sont entassées mais personne ne nous aide "[519].

La remise des armes eut lieu, comme prévu, le 31 mai. Le lendemain, les porte-paroles du gouvernement sont partis à Caracas pour entamer la négociation, frustrée jusque là, avec ce qui restait de la Coordinatrice Guérilléra Simón Bolívar, groupant encore les FARC, l'ELN et la dissidence de l'EPL. Avec la reddition du Quintín Lame se fermait un cycle de négociations avec les insurgés qui a permis la dissolution de quatre mouvements guérilléros et la démobilisation de plus de trois mille combattants. Le sceau final fut la promulgation de la nouvelle Constitution de la République en août 1991.

Après la remise des armes, les observateurs et les journalistes ont quitté Pueblo Nuevo et, les jours qui ont suivi, la plupart des combattants sont partis vers leurs régions d'origine. Mais, à la différence de tous les autres processus de paix, le campement n'est pas resté à l'abandon. Dans un acte d'une profonde signification, le campement "Luis Angel Monroy" est devenu un centre de préparation portant le même nom, destiné à la formation de leaders des communautés indiennes, par lequel sont passés des centaines de jeunes de différentes ethnies colombiennes[520].

7.6 Une réinsertion réussie?

La nature de la guerre en Colombie n'est pas étrangère aux caractéristiques de son système politique. Une longue tradition dont les racines se trouvent dans la culture constitutionnelle du XIXème siècle est devenue un trait distinctif de notre culture politique qui a fait de la voie armée une stratégie de négociation. Aucune des guerres

[519] "Pasos hacia la paz", el Liberal, Popayán, 10 mars 1991.
[520] Libia TATTAY, "Volviendo armados: Quintín Lame, relato de un proceso de paz", Travail de fin d'études, Departamento de Antropología, Universidad Nacional de Colombia, 2005.

internes qui ont dévasté la nation n'envisageait la victoire définitive. Qui plus est, le conflit armé peut être interprété soit comme un obstacle à la construction de la nation, soit comme une partie constitutive de celle-ci[521]. C'est pourquoi les négociations en vue du passage d'un groupe armé à la vie civile ont toujours été, dans la pratique, une autre étape du conflit, même quand la supériorité militaire de l'Etat était évidente[522].

La réussite ou l'échec des processus de réinsertion dépend donc de leurs résultats politiques et l'évaluation que l'on en fait dépend, bien entendu, de point de vue adopté. Pour le gouvernement, par exemple, la réinsertion est réussie dans la mesure où un groupe insurgé abandonne la lutte armée, reconnaît la priorité des institutions politiques et se soumet à l'ordre juridique. Pour les groupes armés, la réussite dépend de la possibilité ou non de donner une continuité à leur projet politique par des moyens légaux. Bien sûr, tout cela doit être nuancé en fonction de la nature de chaque groupe. Pour la population touchée par le conflit, la réussite d'un processus de réinsertion doit être mesurée par les changements positifs ou négatifs qu'elle a produits dans l'environnement social. Tout cela dépend du degré de menace que chaque groupe armé a signifié à un moment donné pour l'Etat et du degré d'influence qu'il a eue sur la population civile.

Dans le cas du Quintín Lame, étant donné ses liens solides avec la population indienne locale qui constituait sa base sociale, lorsque l'on évalue sa réinsertion, il faut tenir compte de la projection politique de l'organisation, des divers développements du mouvement indien et des effets de la démobilisation sur les ex-combattants[523].

a) La démobilisation et les ex-combattants :

---

[521] Daniel PECAUT, Orden y violencia: Colombia 1930 - 1954,CEREC-Siglo XXI, Bogotá, 1987.
David BUSHNELL, Colombia. Una nación a pesar de sí misma, Editorial Planeta, Bogotá, 1996.

[522] Gonzalo SÁNCHEZ, "Raíces históricas de la amnistía o etapas de la guerra en Colombia", in Ensayos de historia social y política del siglo XX, El Ancora editores, Bogotá, 1985.

[523] Pablo Tattay, "La reinserción desde la perspectiva indígena", Copie dactylographiée, sans date.

Comme pour d'autres groupes armés qui sont passés à la vie civile, l'information sur la démobilisation est fragmentaire quand on essaie de regarder de près la situation particulière des ex-combattants. L'inconsistance de l'information fait penser que, en général, les parties sont plus intéressées à signer l'accord qu'à son développement et à son aboutissement. Il n'y a pas de bilan concernant les expériences de démobilisation des années quatre-vingt-dix qui on pourtant touché environ 5.000 combattants, il n'y a pas de bilan sur le parcours postérieur des démobilisés, ni sur le coût de ces processus ni sur la destination réelle de ces ressources.

La situation du Quintín Lame n'est pas très différente de celle des autres groupes. Suite aux accords de paix de 1991, la Fondation *Sol y Tierra* a vu le jour pour administrer les ressources destinées aux 157 combattants qui ont accepté le programme de réinsertion. Cette fondation, gérée successivement par des dirigeants démobilisés, a administré scrupuleusement les fonds assignés mais elle souffre des problèmes d'information que nous avons signalés. S'il est vrai qu'elle n'a pas pu mener à terme tous les projets lancés, sa principale réussite tout au long des années quatre-vingt-dix est d'être devenue un point de référence pour les démobilisés qui ont ainsi trouvé une voie pour acheminer leurs revendications économiques, sanitaires et éducatives. Du point de vue économique, la fondation a pu acheter son siège de Popayán et engager une équipe pour son fonctionnement. Elle a fait des démarches pour obtenir des aides individuelles prévues dans les accords, ce qui a permis aux démobilisés de disposer d'un subside de $72.000 mensuels (équivalent à un salaire minimum de l'époque) durant une période de six mois. Une fois terminée cette phase de transition, elle a pris en main la gestion des ressources destinées aux projets productifs, une somme de 2 millions de pesos pour chacun des 157 démobilisés.

Selon un rapport de la fondation, en 1994, trois ans après la démobilisation qui était le délai maximum prévu pour la mise en marche des projets productifs, sur le 157 démobilisés, 135 se sont installés dans le Cauca et ont mis sur pied 80 projets productifs, un tiers étaient associatifs et deux tiers individuels. Leur distribution était la suivante :

53 projets d'élevage, 15 agricoles et 12 commerciaux[524]. Le rapport accorde un place spéciale aux 68 projets d'élevage et agricoles auxquels fut appliquée une enquête afin d'évaluer leur situation. Seulement les responsables de 49 projets ont accepté d'y répondre, ce qui a conduit à considérer comme échoués les 19 autres qui n'ont pas fourni l'information sollicitée. 14 autres projets ont échoué financièrement pour des raisons diverses. Le nombre de projets réussi était donc finalement de 35, c'est-à-dire un peu plus de 50%, dont presque tous avaient besoin, en 1994, d'un refinancement pour pouvoir continuer.

Parmi les causes auxquelles on attribue l'échec de presque la moitié des projets, il faut citer la faible préparation des bénéficiaires et l'assistance technique insuffisante, pourtant décidée avec la CVC (Corporation Autonome Régionale de la Vallée du Cauca) selon les accords de paix. Il faut ajouter la faible structure agricole et d'élevage du département, caractérisé par le *minifundio*, la mauvaise qualité du sol et la topographie accidentée. Finalement, il faut tenir compte du fait que seulement la moitié des enquêtés possédait des terres propres ou cédées par un *resguardo*. C'est pourquoi la moitié des projets mis en marche l'ont été sous la forme de location ou *aparcería*, ce qui a réduit sensiblement les bénéfices[525]. Ceux qui n'ont pas investi l'argent dans des projets agricoles l'ont destiné à l'achat d'un logement, d'un véhicule, d'un commerce ou d'un supermarché ou, simplement, l'ont investi dans des dépôts bancaires. Un autre rapport de 1994 signale que deux projets communautaires qui avaient opté pour l'ouverture de supermarchés et qui comptaient sept associés avaient échoué à cause de la mauvaise administration et du gaspillage des ressources[526].

D'autres aspects du programme d'insertion, comme la santé et l'éducation, ont

---

524 Diagnostico proyectos reinserción, Fundación Sol y Tierra, Popayán junio de 1994.

525 En application de l'article transitoire n° 13 de la Constitution Nationale, le gouvernement a promulgué, en novembre 1992, le décret 1934 par lequel fut mis en place le programme de dotation de terres aux réinsérés – plus de 3.000, étant donné que sont compris les membres du M-19 – dont l'exécution revient à l'INCORA. Dans l'ensemble, le gouvernement a destiné 5.000 millions de pesos à ce programme. En juin 1994, le Quintín avait présenté des demandes pour douze propriétés rurales dont la surface était de plus de 2.000 hectares.

526 Rapport présenté par Alfonso Peña à la troisième rencontre du mouvement Quintín Lame, 1994.

connu un développement que l'on pourrait qualifier de "modeste". Dans le domaine de la santé, des accords passés avec la Sécurité Sociale et les hôpitaux départementaux ont permis l'accès à ce service des démobilisés et leur famille. De même, en éducation, l'Université Pédagogique Nationale et l'Université du Cauca ont souscrit des accords pour faciliter la validation des études secondaires et le développement de programmes d'éducation non formelle. Cependant, dans les deux cas, les obstacles bureaucratiques, le retard dans le traitement des demandes et le manque de constance de la part des bénéficiaires de ces services ont grandement limité leur couverture. Pour ne citer qu'un exemple, en 1993, aucune demande n'a été présentée pour profiter des 20 places disponibles que l'Université du Cauca a proposées cette année-là pour la validation des études primaires et secondaires.

Quant aux bénéfices juridiques et de sécurité des démobilisés, même si la situation des anciens combattants du Quintín est assez bonne par rapport à d'autres cas extrêmes comme celui de l'EPL, il y eut des problèmes ponctuels qui ont généré une grande tension. Tel est le cas de l'assassinat, en 1992, de Yesid Dacuara, un réinséré du Tolima, tué par balle par des membres du 21ème front des FARC qui l'ont accusé d'être responsable de délits de droit commun. D'autres cas ayant de graves implications furent l'arrestation temporaire du commandant général Gildardo Fernández, jugé par un tribunal de Santander de Quilichao à cause d'un homicide pour lequel il n'a pas été gracié. De même, l'arrestation et le jugement d'Henry Caballero, membre de la direction politique, accusé de l'enlèvement d'un commerçant. Finalement il fut prouvé que les responsables de l'enlèvement étaient deux escortes assignés par le DAS pour sa protection[527].

La réinsertion des ex combattants du Quintín Lame – à la différence de ce qui est arrivé pour d'autres groupes démobilisés – peut être qualifiée de positive malgré ses limites et ce pour plusieurs raisons : les ex-guérilléros ont pu rester dans leurs lieux

[527] Même si cela n'a pas directement affecté les ex combattants du Quintín, à cause de ses répercussions, il faut rappeler le massacre dans l'*hacienda* El Nilo à la fin de l'année 1992, dans lequel ont perdu la vie 20 Indiens qui occupaient cette propriété, ainsi que l'assassinat du maire de Jambaló, Marden Betancur, par un front de l'ELN, à la fin de l'année 1996.

d'origine, ce qui a facilité leur participation aux affaires locales, ils ont pu garder l'esprit de groupe et donner une continuité à leur projet politique. S'ils ont réussi à rétablir leurs liens sociaux c'est parce que ceux-ci n'ont jamais été rompus. Malgré les facteurs de violence qui persistaient, comme le paramilitarisme, le trafic de drogues et les insurgés qui restaient, les anciens combattants du Quintín Lame n'ont jamais eu à faire face aux agressions de leurs anciens ennemis ou de leurs vieux compagnons d'armes, comme il est arrivé dans d'autres cas.

Autrement dit, la démobilisation n'a pas laissé de plaies ouvertes qui auraient prolongé les vieilles haines, ce qui pourrait peut-être s'expliquer par l'impact modéré qu'a eu la présence du Quintín sur la population locale et, sans doute aussi, par le jeu singulier d'alliances et de transactions qui caractérise l'attitude des Paeces face à l'adversité. Par ailleurs, il n'est pas inutile de préciser que les aides financières qu'ils ont reçues ont été très significatives dans ce milieu extrêmement pauvre, malgré les entraves bureaucratiques et l'exigüité des sommes allouées.

Bien sûr, toutes les attentes n'ont pas été satisfaites car elles demandaient des processus plus longs mais cela n'enlève rien à l'importance des réussites de la réinsertion, comme le reconnaît Pablo Tatay quatre ans après la démobilisation : "Nous considérons que le processus de réinsertion a été clairement positif et qu'il a contribué à avancer vers la paix dans le pays, vers le respect des communautés indiennes. Cependant, les résultats globaux face à la société et aux régions, ne dépendent qu'en partie de la réinsertion mais d'autres choses plus globales, comme la politique de l'Etat, le respect des droits de l'homme, l'élargissement de la démocratie. Nous avançons sur ces terrains mais nous avançons très lentement "[528].

b) Les avancées du mouvement indien :

Contre toute prévision, le mouvement indien colombien fut un des plus forts durant les dernières décennies[529]. En effet, malgré les difficultés, les peuples indiens

[528] Programa para la Reinserción, Bitácora, No. 1, 1995.
[529] - Cristian Gros "Derechos indígenas y nueva constitución en Colombia", Análisis

ont réussi à résister avec succès aux forces les plus diverses, privées et étatiques. Celles-ci, avec leurs tentatives de les réduire au silence, ont contribué à renforcer des processus organisationnels qui dépassent de loin ce qui a été obtenu par d'autres secteurs sociaux, que ce soit le mouvement paysan, ou les ouvriers ou les étudiants.

Cette avancée du mouvement indien qui semblait promis à la confrontation avec l'Etat au début des années 80, a cependant abouti à un changement profond dans la relation entre ces deux acteurs qui sont passés de l'affrontement à la coopération et à la mutuelle reconnaissance, en respectant les attentes des uns et des autres. En plus des raisons politiques qui ont rapproché les parties, dont nous avons parlé dans d'autres chapitres de ce travail, il faut évoquer d'autres motivations plus pragmatiques, entre autres – et c'est sans doute la plus importante – l'énorme valeur stratégique qu'ont acquis ces dernières décennies les territoires indiens. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de ces territoires constituent des frontières nationales, que ces terres recèlent des ressources naturelles encore inexplorées et que c'est dans ces zones que se trouvent les principales exploitations d'hydrocarbures et de minéraux mais aussi des cultures illicites comme la coca et le pavot.

Ce rapprochement entre l'Etat et les organisations indiennes a été facilité, paradoxalement, par la situation nettement minoritaire de la population indienne colombienne. Pour cette raison, l'accès aux diverses formes de représentation n'a pas été perçu comme un danger pour le système politique. On ne doit pas oublier, non plus, que ce processus fut précédé de l'effondrement et de la perte d'importance politique de certaines élites locales qui fondaient une grande partie de leur pouvoir sur le contrôle de la population indienne. Tel est le cas des grandes propriétaires terriens du Cauca.

Finalement, à la montée du mouvement indien dans les années 90 se sont ajoutés des facteurs externes tels que l'intérêt de la communauté internationale pour la survie des cultures autochtones, la proximité de la commémoration du cinq centième anniversaire de la "découverte" de l'Amérique et la sympathie d'importants secteurs

---

Político No. 19, Bogotá, 1993.

urbains à l'égard de la participation en politique de nouvelles forces non partisanes. Tout cela explique la force qu'a eue la représentation indienne à l'Assemblée Nationale Constituante de 1991[530] dont les résultats ont consacré le changement de la relation entre l'Etat et les peuples indiens. La seule énumération des nouveautés constitutionnelles en matière de droits des Indiens reflète clairement la profondeur de cette transformation :

1- Protection de la diversité ethnique et culturelle : C'est le point de départ du régime spécial pour les Indiens car ils sont reconnus comme partie de la nation colombienne tout en garantissant la préservation de leurs particularités culturelles (articles 1, 7 et 70).

2- Défense de leur autonomie et de leurs propres formes de gouvernement : L'article 1 définit la République comme unitaire et décentralisée et ayant des entités territoriales autonomes. Celles-ci ont été définies dans les articles 286, 287, 329 et 330 qui consacrent les territoires indiens comme des entités territoriales, avec le droit à se gouverner, à exercer leurs compétences, à administrer des ressources et à participer au revenu national. L'article 246 établit une juridiction spéciale pour les communautés indiennes, comme complément de leur autonomie.

3- Protection de la propriété communale et solidaire : On garantit l'unité des territoires indiens qui constituent la base historique et culturelle de ces peuples. Les articles 63 et 329 reconnaissent aux terres de *resguardo* leur caractère de propriétés collectives, inaliénables, imprescriptibles et insaisissables.

4- Protection des ressources naturelles et des richesses culturelles : L'Etat a l'obligation de protéger la diversité ethnique et culturelle de la nation (art. 7, 8 et 70) et de garantir, entre autres, la reconnaissance des langues et des dialectes indiens comme officiels dans les territoires respectifs, l'enseignement bilingue et la liberté de culte (art. 10 y 19). Quant aux ressources naturelles, l'article 330 attribue aux communautés indiennes la fonction de veiller à la préservation des ressources naturelles dans leurs territoires et il décide que les Indiens doivent participer à leur exploitation.

5- Garanties pour la participation politique : En dernier lieu- et il s'agit là d'un

[530] Les communautés indiens ont été représentées à l'Assemblée Constituante par Lorenzo Muelas, candidat de l'AISO, Francisco Rojas, candidat de l'ONIC, et Alfonso Peña Chepe comme représentant du Quintín Lame, déjà démobilisé.

fait sans précédent - afin de garantir la continuité de la participation politique des minorités ethniques, la Constitution de 1991 a créé, en vertu de l'article 171, une circonscription spéciale pour élire des sénateurs indiens et a autorisé (article 176) l'établissement d'une circonscription spéciale pour la Chambre des députés.

On peut se demander dans quelle mesure ces grandes innovations constitutionnelles ont été mises en pratique et si elles ont favorisé ou non les organisations indiennes. Cela fait partie d'un débat qui n'est pas terminé. En effet, les problèmes découlant de la mise en place de ces réformes, surtout, en ce qui concerne la reconnaissance de la territorialité, ont rendu moins vives les attentes des organisations indiennes vis-à-vis de la nouvelle Constitution[531]. Même si on accepte que ces transformations impliquent pour les mouvements indiens des risques plus grands que ceux qu'elles avaient subis jusque là, selon notre opinion, cela n'affaiblit pas l'idée selon laquelle le mouvement a atteint son sommet dans l'Assemblé Constituante et que ce fait constitue un élément fondamental dans la construction du scénario qui a rendu possible la démobilisation du Quintín Lame.

Le 1er avril 1991, le délégué permanent du Quintín Lame, Alfonso Peña Chepe, prit possession de son poste à l'Assemblée Constituante. Quelques jours après, il a présenté un projet de réforme constitutionnelle dans lequel étaient abordés les thèmes suivants : le caractère multiethnique et pluriculturel du peuple colombien ; la protection des droits civils et des garanties sociales ; les droits des groupes ethniques ; le contrôle de l'état d'exception y la création d'un mécanisme de participation populaire, appelé Juntes de Participation Sociale (532). A l'exception de ce dernier point et de la reconnaissance de la propriété du sous-sol des *resguardos*, la plupart des propositions ont été totalement ou partiellement incorporées au nouveau texte constitutionnel.

---

531 Les positions des analystes vont d'un optimisme modéré, comme celui que l'on peut constater dans l'article de Christian Gros "Derechos indígenas y nueva constitución en Colombia" op. cit., jusqu'à un pessimisme évident, comme celui de Luis Guillermo Vasco dans son essai "La Lucha por las siete llaves: minorías étnicas en Colombia", in Colombia Contemporánea, Saúl Franco Editor, Bogotá, 1996.

532 "Proyecto de reforma constitucional presentado por el delegado del Movimiento Indígena Quintín Lame, Alfonso Peña Chepe". Gaceta Constitucional No. 60, 26 avril 1991.

Cela ne signifie pas que la présence du Quintín à l'Assemblée Constituante ait joué un rôle essentiel dans la défense de ces thèmes car ils ont été incorporés à la nouvelle Constitution grâce à un large consensus. Malgré tout, sa présence a eu une grande importance symbolique dans la mesure où elle a réaffirmé le pluralisme de l'Assemblée et a renforcé son image de scénario de paix. En revanche, pour le mouvement Quintín Lame, la participation à la Constituante fut déterminante pour son futur politique car, désormais, il sera, à côté d'autres courants du mouvement indien, un des protagonistes du nouvel ordre constitutionnel et, pour les peuples indiens, c'est la signature de leur incorporation à la nation colombienne.

c) Le passage à la politique : L'Alliance Sociale Indienne (ASI)

Comme pour d'autres mouvements insurgés démobilisés, la possibilité de donner une suite à son projet politique par des moyens légaux a constitué pour le Quintín Lame l'objectif principal de sa réinsertion. Alors que, pour le gouvernement, les accords de paix constituaient une fin en soi, étant donné qu'ils représentaient la reconnaissance de l'autorité de l'Etat par les insurgés, pour ceux-ci, la négociation et les accords n'étaient qu'un pas en avant pour conquérir une place dans l'espace politique dont ils se considéraient exclus. La guerre prenait ainsi un sens dans la mesure où elle facilitait le passage à la politique, suivant une complexe tradition enracinée dans la culture colombienne, comme l'a démontré Gonzalo Sánchez dans plusieurs travaux[533].

L'expérience colombienne des dernières années est riche en exemples qui permettent d'analyser les différentes variantes de ce passage des armes à la politique et qui portent à conclure qu'une grande partie de la réussite des groupes insurgés après leur démobilisation, même si elle est temporaire, dépend de leur capacité à représenter des secteurs beaucoup plus larges que ceux qui, à un moment donné, se sont identifiés à la lutte armée. En ce sens, l'expérience du Quintín Lame pourrait être considérée comme positive par rapport à celle d'autres organisations armées qui, au moment de

[533] Gonzalo Sánchez, "Guerra y política en la sociedad colombiana", Análisis Político, No. 11, Bogotá, 1990.

leur démobilisation, avaient, apparemment, plus de chances de réussir. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce résultat.

Tout d'abord, le Quintín Lame n'a pas essayé de construire à partir de lui-même un nouveau groupe politique mais il s'est dissout pour participer avec d'autres organisations à la formation d'un nouveau mouvement : l'Alliance Sociale Indien (ASI) qui, à la différence de ce qui est arrivé pour d'autres groupes politiques constitués suite aux processus de paix – Alliance Démocratique, M-19 ou Espérance, Paix et Liberté -, n'essaie pas de s'identifier au groupe armé qui est à son origine. C'est pourquoi l'ASI est, depuis son début, beaucoup plus que le Quintín démobilisé[534]. En deuxième lieu, même si au niveau de la direction, il y avait une forte présence d'anciens membres de la direction politique du Quintín, ils ne sont pas en première place dans les listes présentées pour les corporations publiques et pour d'autres postes d'élection populaire[535]. En troisième lieu, l'ASI a décidé, dès le début, de travailler d'une manière décentralisée en introduisant dans la prise de décisions et dans la nomination des cadres des mécanismes pluralistes pour éviter de transférer l'ancienne structure militaire à la nouvelle organisation politique[536]. Finalement, l'ASI s'est proposée de dépasser la séparation entre la mobilisation sociale et la lutte politique et la subordination de la première à la seconde, privilégiant l'expression des organisations sociales. Pour ce faire, dans le cas du Cauca, la rencontre avec les réseaux sociaux qui avaient constitué le support du mouvement indien a été essentielle.

L'ASI est née comme entité indépendante suite à l'Assemblée Constituante réunie le 18 et le 19 juin 1991 dans la communauté indienne de Yaguará, commune de Chaparral, au sud du Tolima. Au moment de sa création, étaient présents 74 délégués, parmi eux des membres du Quintín Lame, déjà démobilisés, des leaders du mouvement indien du Cauca, du Tolima, du Chocó et de l'Antioquia, des dirigeants paysans du Cauca et des

534 "Perfil político de la Alianza Social Indígena", Mss, SF.
535 La direction de l'ASI a été exercée successivement par deux anciens membres de la direction politique du Quintín Lame: Pablo Tatay et Edgar Londoño.
536 Alianza Social Indígena, "Elementos del proyecto político", op. cit.

leaders de l'organisation urbaine *Nuevos Barrios*, constituée à Popayán après le tremblement de terre 1983, et des porte-paroles du Front Elargi du Magdalena Moyen [537].

La création de cette organisation est l'aboutissement d'un long processus dont les racines se trouvent dans la période de gestation du mouvement social indien du département du Cauca et dans la fondation du CRIC au début des années soixante-dix. On peut donc dire que l'ASI est le fruit de la longue tradition de mobilisation sociale et politique dont le CRIC est porteur, une tradition également partagée, comme nous l'avons vu, par le mouvement armé Quintín Lame. Mais, comme nous l'avons indiqué lors de l'analyse de la réinsertion de cette dernière organisation, l'ASI est beaucoup plus que le Quintín démobilisé et beaucoup plus que la simple expression politico-électorale du CRIC. En fait, une de ses plus grandes réussites, par rapport à d'autres organisations politiques indiennes, est le fait d'avoir intégré réellement dans ses rangs des secteurs politiques non indiens sans pour autant perdre son identité.

En effet, en qualité de porte-parole des intérêts du mouvement indien, elle essaie dès le début d'incorporer d'autres organisations sociales urbaines et rurales. Selon son autodéfinition, "L'ASI naît proche des lutes indiennes mais elle s'attaque à une problématique beaucoup plus large et, en ce sens, c'est une proposition à partir du peuple et prétend agir dans la recherche d'une alternative de pouvoir"[538], ce qui lui permet de se présenter comme porteuse d'une longue tradition culturelle et, en même temps, comme porte-parole des nouvelles organisations sociales : "Un projet politique jeune avec une histoire culturelle millénaire ".

[537] Alianza Social Indígena, Acta de Constitución, Yaguará, 19 juillet 1991.

[538] Alianza Social Indígena," Elementos del proyecto político", op. cit.

Trois traits identifient son projet politique : la défense de la diversité ethnique, sociale, politique, culturelle et régionale ; la volonté de construire, à partir de la base, une alternative de pouvoir populaire en partant de l'idée que l'Etat n'est pas homogène et que l'on peut atteindre sa démocratisation en s'appuyant sur le niveau local ; et l'aspiration à contribuer à la mise en place d'un projet politique alternatif, sans prétendre devenir une avant-garde[539].

L'ASI est donc le résultat d'un long processus d'accumulation de forces, basé surtout sur la mobilisation des communautés indiennes du nord du Cauca, mobilisation pour laquelle la structure du Conseil Régional Indien du Cauca (CRIC) fut déterminante. Cette organisation avait considéré, au milieu des années 80, que la participation à la politique électorale pouvait ouvrir des possibilités. Celles-ci sont devenues plus concrètes en vue de l'élection populaire des maires, à partir de 1988, et, spécialement, en vue des perspectives de participer à l'Assemblée Nationale Constituante dont les membres furent élus en décembre 1990.

L'élection de Francisco Rojas comme candidat de l'ONIC à l'Assemblée Nationale Constituante de 1991 a permis de constater dans la pratique les avantages qu'offrait la création d'une organisation politique basée sur le travail corporatiste accumulé. Effectivement, Rojas a obtenu 7.615 votes dans le département du Cauca, ce qui représente environ 24 % du total. Ils étaient concentrés dans les communes du nord-est du département. En outre, la participation à la Constituante fut plus forte du fait de la présence d'Alfonso Peña Chepe au nom du Quintín Lame, déjà démobilisé.

En plus des réussites obtenues lors de la rédaction de la nouvelle Charte Constitutionnelle que nous avons soulignées dans d'autres parties de ce travail, l'Assemblée Constituante fut un extraordinaire laboratoire où l'on a

[539] Cartilla A.S.I., "Proyecto político joven con una historia cultural milenaria", Bogotá, 1995.

pu constater les formidables perspectives qu'ouvrait la participation aux corps législatifs car c'était l'occasion de relever le défi que représentait l'approbation du nouveau texte constitutionnel. Un document postérieur du CRIC le définira de la manière suivante : "Depuis la signature de la nouvelle Charte Constitutionnelle, nous, peuples indiens, avons commencé à faire partie de l'Etat. C'est au gouvernement national de prendre toutes les décisions administratives et de veiller à leur application à travers un appareil bureaucratique, militaire et politique"[540]. Pour les organisations indiennes du Cauca, l'idée de faire partie de l'Etat et de la nation, après des décennies de rejet de la présence de l'Etat et de ses politiques, représentait un immense défi face auquel la création d'une organisation politique propre devenait incontournable.

Le débat sur les caractéristiques de cette organisation avait commencé quelque temps auparavant. Un document de l'année 1987, élaboré par des activistes identifiés comme "Groupes de travail d'Indiens et paysans" traçait déjà les principaux traits qui, à l'avenir, caractériseront l'ASI[541]. Après avoir étudié la crise des partis politiques traditionnels et la naissance de nouveaux mouvements sociaux, ce document critique les organisations armées indiquant que leur principal problème est celui de la légitimité. Quant aux organisations de gauche, la principale critique est leur avant-gardisme que l'on considère comme le principal facteur ayant influencé négativement leur développement. Ces remarques faites, le document définit les caractéristiques du projet politique alternatif en précisant qu'il ne prétend pas donner une recette conduisant à la victoire révolutionnaire mais que son objectif est d'unir les conquêtes déjà obtenues et les embryons de pouvoir qui existent avec les changements qui, à la fin des années quatre-vingt, étaient déjà visibles dans le terrain politique et social. Les caractéristiques que l'on souhaite imprimer au

[540] CRIC, "Avances retos y alcances del Proyecto Político", sans date, p.8-9.

[541] Grupos de Trabajo Indígena y Campesino, "Propuesta Política por un proyecto alternativo", novembre 1987.

mouvement sont : a) Il doit être démocratique et participatif ; b) Pluraliste, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine idéologique ; c) Multiethnique et multiculturel, étant donné qu'il doit reconnaître les particularités des divers groupes ethniques et les différences régionales qui se reflètent dans les variantes culturelles ; d) Le développement des expressions locales du pouvoir, comme les *cabildos*, les associations paysannes, les syndicats et les comités communaux ; e) Il doit utiliser les espaces institutionnels existants, non pas pour « recycler » les institutions mais pour élargir les possibilités en vue d'une plus grande mobilisation populaire.

Ces considérations furent reprises au moment de définir le profil politique de la nouvelle organisation qui voit le jour en 1991. Ainsi, l'expérience préalable des processus de mobilisation des communautés indiennes apporte les éléments suivants :

- La nécessité de tenir compte des facteurs ethniques et culturels.
- La nécessité de partir de l'analyse de la réalité régionale colombienne.
- La nécessité d'élaborer des théories pour le changement social en tenant compte de notre propre histoire, pour ne pas appliquer mécaniquement des théories qui sont valables sous d'autres latitudes.
- Cohérence entre théorie et pratique sociale
- Encouragement à la participation démocratique des bases populaires à la constitution de leurs propres organisations.
- Rejet des processus militaristes qui remplacent l'action politique des organisations sociales et qui sont la principale source de violence.
- Nécessité de renforcer et d'impulser les organisations sociales et corporatistes.
- Nécessité de nouer des alliances avec le gouvernement dans les programmes qui bénéficient les secteurs populaires et confrontation sociale là où elle sera nécessaire.[542]

[542] ASI, "Perfil político de la Alianza Social Indígena", sans date.

Lors de l'Assemblée Constituante de 1991, l'ASI a adopté les axes programmatiques suivants qui seront ratifiés et élargis dans la première convention, en juillet 1993 :

- Se projeter comme mouvement politique alternatif en vue de rassembler les secteurs ethniques et paysans et les organisations civiques régionales.
- Appuyer l'application de la Constitution de 1991 et s'opposer à tout recul des postulats démocratiques qu'elle contient.
- Appuyer l'application des principes constitutionnels qui assurent le respect des droits des peuples indiens et des communautés ethniques.
- Lutter pour un ordre territorial adéquat et spécialement pour la création d'entités territoriales indiennes.
- Soutenir un plan de réforme agraire avec une ample participation de la population rurale.
- Encourager la participation des secteurs sociaux démocratiques aux instances de décision de l'Etat.
- Préserver l'environnement et lutter pour l'exploitation rationnelle des ressources naturelles.[543]

L'organisation interne adoptée par l'ASI dans l'Assemblée de 1991 s'est maintenue avec quelques modifications exigées par la loi des partis. Il s'agit d'une structure assez simple et fortement décentralisée qui accorde un degré élevé d'autonomie aux corps régionaux[544]. Son autorité principale est la convention nationale, formée des délégués des régions élus proportionnellement au nombre de votes obtenus dans les élections précédant la convention. Y participent également les conseillers municipaux des

[543] Voir Alianza Social Indígena, Estatutos aprobados en la Asamblea Constitutiva, Yaguará Municipio de Ortega, juillet 1991. Voir également Perfil Político de la Alianza Social Indígena, sans date.

[544] Voir "Estatutos". Voir aussi, dans la brochure Alianza Social Indígena, "Proyecto político joven con una historia milenaria", Bogotá, 1995.

capitales de département, les députés et les membres du Congrès. Entre deux conventions, l'autorité revient à la direction nationale à laquelle participent les membres du congrès, les députés et les conseillers municipaux des villes capitales et un délégué par région constituée.[545].

Le développement électoral de l'ASI n'a pas été aussi spectaculaire que celui d'autres organisations nées des processus de paix mais il n'a pas connu non plus les hauts et les bas des autres. Ayant une vision à long terme, caractérisée par l'accent mis sur la consolidation du pouvoir local, elle a réussi à avancer d'une manière régulière depuis sa fondation.

Tableau No. 8
Elections au Sénat 1991. Candidats des mouvements indiens

Mouvement	Candidat	Circonscription	Votes
AICO	Floro Tunubalá	Nationale	30.312
ONIC	Gabriel Muyuy	Spéciale	30.026
ASI	Anatolio Quira	Spéciale	26.493

En 1991 fut élu sénateur Anatolio Quira avec 26.493 votes et, même si, en 1994, l'ASI a perdu la représentation au Sénat en présentant deux listes pour la circonscription nationale, ses votes ont augmenté de plus de 10.000 suffrages. Au niveau local et régional, sa participation électorale a augmenté encore plus, sans doute à cause de la pratique –non exempte de problèmes – de donner l'aval à d'autres organisations politiques et sociales. Au niveau départemental, elle a réussi en 1994 à avoir 6 députés, ce qui la situe en troisième position parmi les organisations politiques non traditionnelles, après l'UP (13 députés) et l'AD-M19 (7 députés). La même année, elle a obtenu 8 mairies (dont 7 au Cauca) et 127 conseillers municipaux (dont 82 au Cauca). Trois ans après, en octobre 1997, elle a pratiquement multiplié par deux les votes pour les *gobernaciones*, mairies, assemblées et conseils municipaux et a réussi à faire élire le gouverneur du département du Vichada, 6 députés et environ 200 conseillers

545- En 1995, les régionales du Cauca, d'Antioquia, du Tolima, Santander, Putumayo et Bogotá étaient déjà constituées. Celles de Chocó, Valle, Caldas, Risaralda, Vichada et Guajira étaient en voie de préparation.

municipaux avec plus de 100.000 votes.

Tableau No. 9
Elections Sénat 1994. Candidats des mouvements indiens

Mouvement	Candidat	Circonscription	Votes
AICO	Floro Tunubalá	National	12.413
AICO	Lorenzo Muelas	Spécial	28.366
MIC	Gabriel Muyuy	Spécial	14.245
ASI	Francisco Rojas	National	20.453
ASI	Jesús Piñacué	National	16.173

Finalement, aux élections de mars 1998, l'ASI a multiplié par deux les résultats obtenus pour le Sénat quatre ans auparavant. Jesús Piñacué, avec un chiffre proche de 60.000, a obtenu un des votes les plus élevés de la circonscription ordinaire et Francisco Rojas, avec un peu plus de 20.000 votes, a obtenu le premier des deux sièges assignés aux Indiens par circonscription spéciale. En plus, dépassant les votes obtenus par l'ensemble des organisations indiennes dans les élections précédentes, l'ASI a faire élire deux représentants à la Chambre, un pour le département de Guainía et un autre pour le département de Vaupés. Ces élections ont constitué le sommet de son parcours politique.

Tableau No. 10
Elections Sénat 1998. Candidats indiens

Mouvement	Candidat	Circonscription	Votes
ASI	Jesús Piñacué	National	59.599
ASI	Francisco Rojas	Spécial	22.677
AICO	Martín Tengana	Spécial	15.311
MIC	Gabriel Muyuy	Spécial	13.378

Même si les chiffres mettent en évidence des progrès significatifs, ils montrent également des déficiences dans l'activité de ces porte-parole, conséquence d'une décentralisation excessive, de l'absence d'un organe central de contrôle et du manque de

préparation[546], sans compter l'opposition des secteurs politiques déplacés par l'ASI qui, surtout dans le cas des mairies, ont fait l'impossible pour freiner le développement des programmes de celle-ci. Malgré tout, à la fin des années quatre-vingt-dix, l'ASI s'était consolidée comme l'organisation politique la plus importante parmi celles qui représentaient les intérêts des peuples indiens de Colombie et comme un des mouvements politiques alternatifs les plus solides du pays. Ces réussites, qui pourraient être considérées comme "modestes" par rapport à d'autres organisations politiques nées suite aux processus de paix, sont pourtant très encourageantes compte tenu du caractère local et de la petite taille du mouvement armé qui fut à l'origine de ce mouvement politique et qui constitue un argument de plus pour soutenir l'hypothèse d'une réinsertion réussie du Quintín Lame.

En guise de bilan, nous pouvons dire que, dans l'ensemble, les trois axes que nous avons utilisés pour analyser les résultats de la démobilisation du Quintín Lame -les conséquences de la démobilisation pour les ex combattants, le développement du mouvement indien et la projection politique de l'organisation- mettent en évidence des résultats surprenants, très positifs, qui permettent d'affirmer qu'il s'agit du passage d'un groupe armé à la vie civile le plus réussi parmi tous ceux qui ont eu lieu jusqu'aujourd'hui.

La réussite de la réinsertion du Quintín Lame tient au fait que ses combattants ont pu rester dans leurs régions d'origine, garder une activité dans la vie politique locale et profiter des bénéfices politiques qui découlaient des programmes d'investissement approuvés. Mais cela ne fut possible que grâce à la rencontre avec leurs bases sociales. L'expérience du Quintín Lame montre que ces revendications étaient largement négociables avec l'Etat, dans la mesure où elles se limitaient à l'espace social qu'il représentait et qu'il y eut une heureuse coïncidence entre celles-ci et les attentes démocratiques de la société colombienne. Aucune des réussites obtenues par cette organisation n'aurait été possible si elles n'avaient pas eu lieu dans le contexte favorable du développement du mouvement indien national dont le bilan positif est en fort

[546] "El Estado Organizativo de la ASI", Document interne, août 1996.

contraste avec les résultats d'autres acteurs sociaux, ruraux ou urbains.

Nous pouvons dire que l'expérience du mouvement armé Quintín Lame s'est terminée avec succès mais cela ne signifie pas que ce succès se confirmera à l'avenir. Un processus politique apparemment réussi au niveau régional peut se détériorer au fil du temps à cause de la persistance d'un conflit armé d'ordre national qui n'a pas encore été désactivé. En même temps, les avancées sur le terrain politique peuvent se transformer un jour en un recul, dans la mesure où les attentes de changement seront frustrées. De même, les sympathies d'un électorat volatile peuvent se porter vers d'autres projets politiques qui leur semblent plus convaincants.

De toute manière, la dissolution du Quintín Lame et sa rencontre avec le mouvement indien, qui se trouvait dans une phase d'expansion, a constitué un pivot exceptionnel qui a contribué au renforcement d'un des acteurs les plus significatifs de la vie politique des dernières décennies et un exemple tangible des possibilités d'élargissement de la démocratie colombienne. Le croisement de ces deux vecteurs, démocratie et violence politique, et l'étonnant dénouement auquel on est parvenu dans ce cas peuvent conduire à une lecture plus optimiste des horizons qu'ouvrent des processus politiques innovants pour parvenir à une réconciliation sociale. Autrement dit, comme le signalent Gonzalo Sánchez et Francisco Gutiérrez, en faisant référence aux résultats de l'action du Quintín Lame : "Cela suggère que la notion de démocratie comme mur de contention de la violence politique était limité mais non pas forcément fausse"[547].

«Le mouvement indien du Cauca - remarque de son côté Ivon le Bot - est sorti de la logique de la guerre en conjuguant, avec un certain succès, la représentation politique, la lutte sociale et la recomposition identitaire»[548]. Ainsi, il s'inscrit dans la perspective plus large de la portée du mouvement indien en Amérique latine qui illustre, selon ce même auteur, «… la possibilité de conflictualiser le culturel, à condition

[547] Nuestra guerra sin nombre. Transformaciones del conflicto en Colombia, Francisco Gutiérrez (coordinateur), Editorial Norma – IEPRI, Bogotá, 2006, p. 28.
[548] Ivon LE BOT, «Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique latine», in Guerres et sociétés, op. cit. p. 275.

de le lier –sans le fusionner – au social et au politique, et de l'inscrire dans une perspective d'approfondissement de la démocratie par addition des droits culturels aux droits sociaux et politiques »[549].

[549] Ibidem. P. 284.

Conclusion.

Résistance civile et traditions de résistance

La décennie des années quatre-vingt-dix fut, pour le mouvement indien en général et pour les organisations du Cauca en particulier, une étape de consolidation des réussites obtenues et de rencontre avec la société colombienne. L'opinion publique s'est familiarisée à entendre dans les corps législatifs de nouvelles voix porteuses d'un message innovant et fascinant qui plaçait au centre de la discussion d'autres préoccupations : la protection de la biodiversité, l'environnement, la multi-culturalité, la réorganisation territoriale ou encore les conséquences de la globalisation sur le monde rural.

Le sommet de ce processus est l'élection du dirigeant *guambiano*, Floro Tunubalá, au poste de gouverneur du département du Cauca, en décembre 1999, pour le *Bloc Social Alternatif*, une coalition hétérogène d'organisations politiques dont faisait partie l'ASI. Dans un département où les problèmes ethniques avaient été les plus aigus tout au long de l'histoire colombienne, l'élection d'un gouverneur indien eut un immense impact symbolique qui a signifié la reconnaissance régionale et nationale des avancées politiques des organisations indiennes. Pour le groupe démobilisé Quintín Lame, la présence de quelques anciens combattants dans des postes de haute responsabilité administrative signifiait la reconnaissance de leur apport aux transformations qui ont rendu possible l'accès des Indiens aux espaces politiques. La nomination d'Henry Caballero, membre de la direction politique du Quintín Lame, au Secrétariat du Gouvernement durant les trois ans du mandat de Tunubalá fut particulièrement importante.

Du point de vue proprement exécutif, les restrictions budgétaires imposées à un des départements les plus pauvres du pays, les entraves propres à la politique régionale et, surtout, la présence croissante d'acteurs armés, ont rendu particulièrement difficile le travail du gouverneur et de son équipe. Cependant, son effort pour défendre le droit des communautés indiennes à l'autonomie, pour freiner l'expansion des groupes armés et

faire face, avec des propositions alternatives aux politiques du gouvernement national sur des sujets aussi délicats que la lutte anti-drogue, la protection de l'environnement ou l'application du *Plan Colombia* lui a valu la reconnaissance nationale et internationale, au point que, en 2002, l'UNICEF lui a décerné la Prix Droits de l'Homme. Indépendamment de ses résultats, cette expérience a constitué une lumière et un point de référence pour le devenir politique des Indiens colombiens . Se référant aux réussites de la mobilisation communautaire contre les acteurs armés qui a commencé durant cette période, Tunubalá affirme : « Dans toute l'Amérique latine, il n'y a pas d'autre expérience comme celle du Cauca car, ici, les communautés indiennes se sont levées, non seulement contre l'Etat mais aussi contre les groupes armés et cela est irréversible »[550].

La période durant laquelle s'est déroulée cette expérience politique innovante a coïncidé, en effet, avec l'expansion du conflit armé. La guerre s'est intensifiée entraînant de graves conséquences pour la population civile, surtout dans les régions rurales. Dans le cas du Cauca, il y a une particularité significative à signaler : ce département n'était pas en marge du conflit mais, au contraire, au cœur de celui-ci. Le rapport de la *Defensoría del Pueblo*, "Situation des droits de l'homme dans les communautés indiennes du nord du Cauca", montre une inquiétante augmentation du nombre d'attaques perpétrées aussi bien par la guérilla que par les paramilitaires ou encore par les forces armées. Cette source signale qu'en seulement 17 mois, entre septembre 2000 et janvier 2002, 145 dénonciations ont été présentées pour cause de graves violations des droits de l'homme. Elles étaient réparties ainsi : 5 cas de massacres, 54 assassinats, 2 déplacements massifs, 56 disparitions, 3 cas de torture, 17 cas de menaces, 5 cas de séquestration arbitraire et 3 attentats[551]. Quant aux responsables de ces méfaits, le rapport identifie 56 cas de méfaits commis par un auteur connu : 31 par les AUC (Auto-défenses unies de Colombie), 21 par les FARC, 3 par la force publique, et 1 par la colonne insurgée Jaime Bateman.

---

[550] "El Taita dice gracias", El Espectador, 19 octobre 2003

[551] Defensoría del Pueblo, "Situación de derechos humanos de las comunidades indígenas del norte del Cauca", document imprimé. Bogotá, avril 203.

La population civile face aux acteurs armés

L'adhésion de la population civile, en particulier celle de la population rurale, aux propositions des acteurs armés, est le résultat de l'oscillation entre l'adhésion idéologique et la peur mais, comme le montre l'expérience colombienne, ce qui prime presque toujours c'est la peur[552].

Tout au long de ce travail, nous avons abordé, dans différentes perspectives, les possibles combinaisons entre l'adhésion et la peur afin de comprendre le type de relation qui peut s'établir entre un acteur armé et la population installée sur un territoire. Pratiquement tous les auteurs auxquels nous avons fait appel sont d'accord pour dire que la possibilité d'une coopération mutuelle entre ces deux acteurs dépend des bénéfices que chacun peut obtenir. Nous avons synthétisé une bonne partie de cette discussion en reprenant le débat des années soixante-dix sur les raisons qui peuvent conduire les habitants de la campagne à donner leur appui à des organisations révolutionnaires[553]. En résumé, cet argument prétend que, pour obtenir le soutien des communautés rurales, les organisations révolutionnaires doivent satisfaire les besoins des habitants ruraux et leur octroyer des bénéfices collectifs qui peuvent se diviser ainsi : *bénéfices de classe*, comme la distribution de terres ou de pouvoir politique local pour affronter les élites locales et *bénéfices de sécurité*, comme la défense des communautés face aux attaques des forces gouvernementales ou des forces contrerévolutionnaires. Dans les deux cas, si elles réussissent, les organisations révolutionnaires peuvent compter sur l'appui des paysans qui s'unissent pour protéger leurs bénéfices collectifs.

Dans une perspective semblable, Carlos Miguel Ortiz[554] propose la

[552] Voir Gonzalo Sánchez et Donny Meertens, Bandoleros, gamonales y campesinos, El Ancora Editores, Bogotá, 1983.
[553] Voir la discussion autour des travaux de Skocpol, Paige, Wolf, Scott, Popkin, chapitre 1 de ce travail.
[554] Carlos Miguel Ortiz, "Actores armados, territorios y poblaciones", in Análisis Político, numéro 42.

suivante typologie pour le cas colombien. Elle reprend en grande partie le développement local de la discussion : a) tout d'abord, il y a l'adhésion politique pour des raisons programmatiques, plus ou moins liées à l'intérêt collectif ; b) en deuxième lieu, l'adhésion politique de convenance ou d'utilité, plus liée aux stratégies individuelles ; c) en troisième lieu, l'adhésion politique qui conjugue les raisons programmatiques avec l'utilité, dans les cas où l'on cherche à obtenir l'aide d'un acteur armé pour des actions collectives en cours ; d) finalement, en quatrième lieu, il y a l'adhésion que l'on obtient simplement par la voie de la peur et qui répond à la nécessité qu'a la population d'assurer sa survie, se pliant au pouvoir de l'acteur armé.

Bien entendu, il s'agit de typologies analytiques car, dans la pratique, les acteurs armés ne s'arrêtent pas à faire des considérations aussi fines. Pour eux, les habitants ruraux sont avant tout des pièces d'un puzzle plus grand, incapables de mettre sur pied des stratégies politiques et incapables de s'opposer aux actions armées. Les habitants ruraux sont, en résumé, une "masse", selon la terminologie qu'ils utilisent couramment, qui, tout au plus, adopte des attitudes réactives face à certains excès mais qui, en définitive, manque d'initiative politique. Malheureusement, cette lecture s'est généralisée en même temps que se multipliaient les acteurs armés. En effet, les multiples combinaisons de la relation acteur armé-population-territoire[555] sont fréquemment ignorées lorsque l'on analyse le cours du conflit armé. Cela a conduit presque toujours à privilégier une lecture du conflit centrée sur l'évolution des acteurs armés, négligeant l'analyse des autres deux composantes de

[555] La pertinence, pour le cas colombien, d'analyser la relation entre ces facteurs fut suggérée par Eric Hobsbawm dans son article "Historiografía del Bandolerismo", in Pasado y presente de la violencia en Colombia, op. cit. Dans chaque cas, la relation entre ces facteurs détermine des aspects très importants pour un conflit armé, pouvant aller depuis le nombre d'hommes armés qui peuvent s'établir dans une région jusqu'à la contribution forcée ou volontaire à laquelle on soumet la population, en passant par d'importants aspects logistiques et de communication.

l'équation. Dans ce contexte, souvent, la capacité de réponse de la population n'est pas évaluée de manière sérieuse.

Cependant, la réalité apporte parfois des surprises. Le 28 mai 1999, sur la route Panaméricaine qui relie Cali à Popayán, à la hauteur de l'agglomération de Piendamó, une concentration de plus de quatre mille habitants, membres pour la plupart des *cabildos* indiens du nord du Cauca, a bloqué la voie pour protester pour le non respect d'un paquet d'accords économiques et sociaux passés quelques années auparavant avec le gouvernement central, connus sous le nom d'Accords de La María. Pendant que la protestation se déroulait, un groupe de guérilléros fortement armés, appartenant au VIème front des FARC, s'est rendu sur les lieux pour manifester leur appui à la mobilisation, profitant de la grande concentration de manifestants et de la présence de nombreux moyens de communication. La colonne guérilléra fut pourtant reçue par des insultes et par une pluie de pierres. Les manifestants, encouragés par l'intimidation que les caméras de télévision imposaient au groupe armé, se sont lancés à l'attaque, avec un esprit presque festif, déchargeant leur colère par des coups de bâton contre les guérilléros qui, finalement, ont dû se retirer, supportant en silence l'humiliation que les milliers de manifestants ont fêté le reste de la journée.

Le lendemain, le journal *El Tiempo* a publié ce titre : "Ce que n'ont pas pu faire les paramilitaires ni l'Etat, les Indiens du Cauca l'ont fait". Ce n'était pas la première fois que les communautés indiennes refoulaient une organisation guérilléra. Mais, cette fois-ci, la présence opportune des moyens de communication non seulement a empêché toute réaction de la colonne armée mais elle a amplifié la protestation civile de la population contre l'intromission d'un groupe armé. La distance entre la violence des armes et la mobilisation sociale fut clairement comprise. Une semaine après, la même colonne, en représailles, a pris l'agglomération de Toribío qui fut partiellement détruite par les bombes.

Cette action fut le début de l'actuelle étape de résistance indienne qui, conjointement avec d'autres formes de résistance citoyenne, a été groupée sous le nom de "résistance civile". Il s'agit là d'une des transformations les plus innovantes du conflit armé durant cette dernière décennie. En effet, depuis 1999, année de la création du Prix National de la Paix, plus de huit-cents expériences de résistance locale aux acteurs armés ont été enregistrées. Elles ont été classées en trois catégories : a) des communautés de paix et des organisations paysannes s'opposent au déplacement forcé ; b) des communes de paix ou des localités qui mènent des projets d'autonomie socioéconomique et politique et rejettent l'intervention d'acteurs armés dans leur territoire ; et c) des actions de résistance indienne dont les leaders sont les autorités traditionnelles qui défendent leur autonomie. S'il est vrai que, dans bien des cas, il s'agit d'actions ponctuelles, spontanées et non organisées, on perçoit de plus en plus qu'elles peuvent finir par influencer le déroulement futur du conflit et, peut-être même, son dénouement[556].

La résistance et ses étapes

Tout au long de ce travail, nous avons insisté sur le fait que, dans les territoires indiens du Cauca, les communautés et les organisations insurgées ont fini, par la force des choses, par partager le même scénario. Au début, il fut même possible d'imaginer une coopération entre les deux acteurs, facilité par les traditions de la gauche révolutionnaire et par les problèmes qui faisaient s'affronter les communautés aux représentants de l'Etat au sujet de la propriété des terres. Mais le fait de partager, apparemment, le même objectif ne fut pas suffisant pour susciter cette coopération. Certainement, dans quelques cas, les organisations communautaires ont semblé succomber à la tentation d'obtenir, par une voie rapide, la reconnaissance de leurs droits bafoués, mais cette

[556] Le cas des communautés indiens du Cauca n'est pas unique, mais il est probablement le plus commenté à cause de la portée des actions et de leur dimension. D'autres cas à signaler sont celui de la communauté de Paz de San José de Apartadó, dans le département d'Antioquia, et celui de l'Association des Travailleurs et des Paysans du Carare, dans le département de Santander.

possibilité ne s'est pas concrétisée en raison du coût qu'entraînait le fait de s'impliquer dans un conflit de cette nature et en raison aussi des opportunités croissantes qu'ouvrait le processus d'élargissement de la représentation politique par les voies institutionnelles. Dans la pratique, ces vingt dernières années, les groupes rebelles et les organisations indiennes ont emprunté des chemins de plus en plus opposés : alors que les premiers ont cherché à intensifier la lutte armée, les secondes ont cherché de plus en plus à agrandir leur espace politique, abandonnant l'idée - si toutefois ils l'ont eue un jour - de participer à un projet révolutionnaire.

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, les cas où la lutte armée s'est superposée à la mobilisation des communautés indiennes ont laissé des traces ineffaçables. Ainsi, par exemple, au Pérou, l'action des insurgés et la réponse des contre-insurgés ont entraîné des conséquences dévastatrices pour les mouvements communautaires et, surtout, pour les communautés du haut plateau dont les « rondes paysannes » sont devenues un facteur décisif pour la fin du conflit[557]. Au Guatemala, le processus de construction d'un néo-communautarisme a fini par être détruit par le conflit armé et les communautés elles-mêmes ont été finalement les protagonistes involontaires du cours de la guerre[558]. De même, au Nicaragua, les communautés de la Côte Atlantique ont fini par être aspirées dans le conflit entre bandes opposées et, finalement, obligées à prendre parti. Avec cela, les vieilles revendications d'autonomie des communautés furent englouties pas la guerre entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires[559].

Dans le cas colombien, la relation entre les communautés indiennes et

[557] Carlos Iván Degregori, Las Rondas Campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, op. cit.
[558] Ivon Le Bot, La guerra en las tierras mayas, op. cit.
[559] Charles Hale, Resistance and contradiction, op. cit.

les organisations insurgées a été déterminée par le fait que les deux acteurs ont pris des directions opposées. D'une part, les insurgés, après avoir accumulé d'énormes quantités d'armes et de ressources humaines durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont montré l'intérêt évident pour l'intensification de la guerre. D'autre part, les communautés, paradoxalement favorisées par leur condition minoritaire, ont gagné un grand espace politique et sont passées de leur situation marginale à celle de protagonistes de la politique locale et nationale[560]. Le plus important c'est qu'elles sont de plus en plus autonomes vis-à-vis des divers facteurs externes – groupes armés, églises ou partis– et qu'à travers leurs organisations elles peuvent s'exprimer avec leur propre voix et qu'elles reçoivent un bon accueil en dehors de leurs propres bases.

Il s'agit donc d'une coexistence forcée avec les groupes armés au milieu de tensions croissantes qui, parfois, se traduisent dans des affrontements plus ou moins ouverts, comme il est arrivé à plusieurs reprises ces dernières décennies dans le département du Cauca. Ce n'est pas par hasard si le cœur de la "résistance indienne", sous la forme de mobilisations directes de la population pour contenir les groupes armés, est localisé dans cette région où la lutte pour l'autonomie était également la lutte contre la domination des groupes armés. Il ne s'agit pas d'expressions régionales de la mobilisation de la société civile comme le prétendent certains mais d'expressions particulières de la résistance profondément ancrées dans leurs propres traditions, ce qui leur donne des caractéristiques singulières.

Nous avons affirmé que tout ce processus s'inscrit dans une histoire plus ample de mobilisation dont le point de départ est la fondation, en 1971,

[560] La convergence des conditions internationales favorables avec les luttes locales des peuples indiens ont déterminé un contexte apte à la reconnaissance légale de leurs revendications dont les points forts sont: reconnaissance, territoire, autonomie. Ces points furent incorporés à la Constitution de 1991, mais leur application réelle est très lente.

du Conseil Régional Indien du Cauca (CRIC). Le début de cette phase peut être interprété comme le résultat de l'impact de la modernisation agricole des années soixante-dix qui a altéré subitement les structures de propriété de la région. Cette circonstance a facilité la rencontre entre communautés dépouillées et activistes politiques externes conduisant à une interprétation consciente du passé qui leur a permis de réinventer une identité et une tradition de lutte qui, jusque là, étaient complètement fragmentées. Trois éléments se combinent durant cette phase : a) Une mobilisation vigoureuse en défense de la terre ; b) La lutte pour l'autonomie en rejetant non seulement l'ingérence gouvernementale et la violence contre les dirigeants communautaires mais aussi l'interférence des groupes insurgés ; c) Un processus réussi de constitution d'organisations politiques indépendantes qui ont profité de la possibilité d'accéder au champ politique des années quatre-vingt-dix.

Les principaux objectifs de cette phase de mobilisation étaient la récupération des terres communales et la reconstruction identitaire par le renforcement des autorités traditionnelles et la récupération d'outils précieux, comme la langue, grâce à la réinvention de la tradition historique. Ces objectifs furent largement atteints en trente ans et de nouveaux objectifs ont été fixés, tels que l'élargissement des espaces politiques régionaux et l'autonomie territoriale. Tout au long de cette période, au fur et à mesure que les communautés avançaient, elles ont dû faire face à de vieilles et de nouvelles menaces. En même temps, elles ont subi la violence des grands propriétaires terriens et des agents de l'Etat et celle des organisations insurgées qui essayaient en permanence de récupérer à leur profit la mobilisation sociale en cours.

Une première étape : la résistance armée

Durant les années quatre-vingt, à un moment clé de la confrontation, un mouvement d'auto-défense armé voit le jour qui est devenu visible

pendant quelque temps à travers une organisation ayant adopté le nom de Mouvement Armé Quintín Lame. Il constitue l'objet central de ce travail. Ce fut une courte période de mobilisation armée (1984-1991) qui coïncide avec la fin du processus de récupération de terres, avec l'augmentation substantielle des expressions de violence politique et avec la multiplication des agressions de la part de divers groupes insurgés.

En synthétisant les arguments que nous avons développés, nous pouvons dire que le Quintín Lame fut conçu comme un mécanisme destiné à contrecarrer la diffusion de la violence dans un scénario marqué par la confusion que générait la présence de multiples acteurs et à éviter que d'autres acteurs politiques s'emparent de l'étendard de protestation des communautés indiennes locales. En définitive, il s'agissait de "monopoliser" l'usage de la violence que l'on prétendait exercer au nom des Indiens. Ce groupe s'est orienté moins vers les objectifs des groupes insurgés traditionnels et plus vers la défense des communautés et de leurs autorités qui ont accepté sa présence uniquement dans la mesure où cet objectif avait été atteint. Cet effort pour jouer le rôle de "porte-parole armé" des communautés, dans un scénario où de nombreuses organisations insurgées étaient présentes, a provoqué d'innombrables chocs qui furent dépassés grâce à une combinaison d'alliances et d'affrontements ayant atteint son paroxysme dans la complexe relation avec les FARC qui ne cachaient pas leurs aspirations à s'imposer comme pouvoir hégémonique dans la région.

Cette expérience de résistance armée a pris fin en 1991, surtout à cause des limites qu'imposait le modèle défensif qui la caractérisait mais aussi à cause du coût que représentait le fait de reproduire le modèle de la lutte armée classique. La pression des autorités communautaires a joué aussi son rôle car elles ont compris les risques qu'entraînait le maintien de l'équilibre entre la protection que demandaient les communautés et les conséquences de l'usage de la violence. D'autre part, la dissolution du

Quintín Lame était nécessaire pour céder la place à de nouvelles formes d'expression à travers les voies institutionnelles, rendues possibles par les transformations du régime politique à partir des années quatre-vingt-dix. La fin de cette expérience a facilité la mise en marche de nouvelles organisations politiques régionales et nationales et a contribué à créer le climat qui a fait avancer considérablement les organisations indiennes ces dernières années.

La démobilisation de ce groupe constitue peut-être le seul cas de "réinsertion réussie" qui ait eu lieu en Colombie. Ce succès est dû au fait que, malgré les conflits qui l'ont perturbé, il a conservé les liens avec les communautés qui constituaient sa base sociale et que celles-ci ont pu maintenir leur cohésion et leur capacité d'action collective, ce qui leur a permis d'avancer dans le processus de récupération des terres communales et de profiter largement des avantages octroyés par la Constitution de 1991. Les avancées obtenues sont dues, en grande partie, au fait que les actions du Quintín Lame n'ont pas généré la rupture du mouvement social. Cela permet d'établir une comparaison avec l'expérience de l'EZLN au Mexique. Là aussi, grâce à la continuité, non libre de tensions, entre la mobilisation armée et le mouvement social, il n'y eut pas de rupture. Cela constitue un trait absolument singulier de ces deux expériences[561].

Une deuxième étape : Nouveaux défis, nouvelles formes de résistance

Même si les progrès obtenus sur le terrain politique on fait baisser, au moins au début, les niveaux du conflit dans la région, on remarque, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, une augmentation des actions des groupes armés et de la violence contre les organisations communautaires, à

[561]Ivon Le Bot, « Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique latine », in P. Hassner et R. Marchal Guerres et sociétés. Etats et violence après la guerre froide, Paris, Karthala, 2003.

cause de trois facteurs : a) La persistance de groupes guérilléros (FARC et ELN) qui interfèrent de plus en plus dans le progrès des organisations sociales et dans les processus de démocratie locale ; b) L'incursion d'abord occasionnelle et ensuite permanente de groupes paramilitaires ; c) L'échec des programmes de substitution de cultures illicites et l'activité effrénée des réseaux de trafic de drogues dans la région.

A l'augmentation des actions des acteurs armés depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les organisations communautaires ont répondu par la mobilisation qui a donné lieu à un nouveau cycle de résistance, cette fois-ci de caractère civil et non armé, qui correspond à une étape différente de la relation entre les organisations communautaires régionales et l'Etat, marquée par la reconnaissance positive du mouvement indien par la société colombienne. L'étape actuelle est liée aux étapes précédentes de mobilisation et elle est une phase de plus d'une longue tradition de résistance encore en vigueur.

Voici l'itinéraire des actions de résistance dans cette dernière étape:

- Cette étape commence par l'action du 28 mai 1999 à Piendamó, par laquelle les manifestants ont expulsé une colonne des FARC qui prétendait participer à une protestation contre le gouvernement.
- Le 17 mai 2001, 30.000 manifestants provenant des communautés du nord du Cauca sont arrivés à la ville de Cali pour réaliser ce que l'on appelle la "*Minga* pour la vie et contre la violence", afin de protester contre les massacres perpétrés par les paramilitaires (Bloc Farallones, faction des AUC) qui avaient fait des dizaines de morts parmi les paysans et les Indiens de la région du fleuve Naya, limitrophe entre les départements du Cauca et du Valle.
- Un nombre important d'actions se situe dans la période comprise entre novembre 2001 et mars 2002. Il s'agit d'une vague de

mobilisations directes réalisés au cours de cinq mois durant lesquels il y eut 10 actions de résistance contre les FARC au sud-ouest du pays, dont six furent menées par les communautés indiennes du Cauca :

1. En novembre 2001, mobilisation, des habitants Caldono pour bloquer l'avancée d'une colonne des FARC et l'empêcher de s'emparer de la localité.

2. En décembre 2001, protestation de la communauté contre une colonne de l'ELN qui s'empare de Coconuco.

3. Le 31 décembre 2001, affrontement entre la population et une colonne des FARC, à Puracé.

4. le 31 décembre 2001, mobilisation de la population de Coconuco contre une occupation des FARC.

5. Le 27 février 2002, rejet par les habitants de Silvia d'une tentative d'occupation par les FARC.

6. Le 2 mars 2002, mobilisation des habitants d'Inzá pour empêcher l'occupation de l'agglomération

7. Le 3 juillet 2003, on a réussi à libérer le missionnaire suisse Florian Arnold Benedite et son assistant Ramiro Pito, retenus par les FARC. Environ cinq cents habitants du *resguardo* de Pioyá, commune de Caldono ont participé à cette action.

- En 2004, un groupe d'environ 300 membres de la garde indienne a marché vers San Vicente del Caguán, dans le département voisin du Caquetá. Le 11 septembre, ils ont libéré le maire de Toribío, Arquímedes Vitonás et l'ex maire Gilberto Muñoz qui avaient été enlevés par une colonne des FARC trois semaines auparavant.

- Finalement, le 14 septembre 2004, 60.000 Indiens du nord du département du Cauca ont marché vers la ville de Cali, en défense de l'autonomie territoriale et pour protester contre les agressions perpétrées contre des membres des communautés indiennes par différents acteurs armés et même par les agences de

sécurité de l'Etat. Faisant la sourde oreille aux injonctions du gouvernement, qui a essayé inutilement de récupérer les actions de résistance, la marche a bien eu lieu et elle a suscité dans l'opinion publique une grande vague de solidarité.

Les actions pour affronter directement des membres des organisations armées après les attaques aux agglomérations se sont déroulées selon le patron habituel : participation massive de la population locale, y compris les autorités civiles et parfois les autorités religieuses ; l'utilisation de ressources symboliques comme des consignes, des chants et des drapeaux ; la manifestation exprimant le rejet par la population des dommages que cherchent à causer les attaquants dans les biens publics (école, mairie, église). Les sentiments de rejet de la population vis-à-vis des agressions des groupes armés s'exprimait par des cris et des insultes : "Nous étions vexés", se rappelle un dirigeant du *resguardo* de San Lorenzo faisant référence à l'attitude des habitants de Caldono, le 11 novembre. Le même témoignage décrit l'attitude désintéressée des habitants qui ne calculent pas le risque qu'ils encourent : "nous ne pensions pas que nous allions faire de l'histoire, la seule chose que nous voulions c'était défendre la population "[562].

Il faut ajouter que, à plusieurs reprises, les protagonistes de la mobilisation ont refusé tout appui des partis politiques traditionnels et tout lien avec les organismes de sécurité de l'Etat. Ce qui est plus frappant : parfois l'action est allée plus loin que la simple défense et il a fallu poursuivre les agresseurs. Mais la communauté n'a pas dénoncé le fait auprès des autorités judiciaires ou auprès de la police et elle n'a même pas essayé d'arrêter les agresseurs. Tel est le cas du missionnaire suisse. La cohabitation forcée entre les communautés et les acteurs armés a continué mais les premières ont essayé de mettre des limites aux comportements

[562] Intervention de José Ramos Cai, membre du *cabildo* du *resguardo* de San Lorenzo (Caldono), "Seminario Internacional Resistencia civil y acción política no violenta", Bogotá, août 2003.

inacceptables, comme l'explique un dirigeant du CRIC à propos de l'enlèvement du missionnaire suisse : "Les communautés ne peuvent pas empêcher que les groupes armés en marge de la loi circulent dans leurs territoires mais elles vont essayer d'empêcher les violations des droits de l'homme car cela est nécessaire à la consolidation et au renforcement de la résistance indienne, de l'autonomie et de la domination sur leur territoire ".

Les actions de résistance et l'activation de mécanismes de défense comme la garde indienne sont le résultat d'une vague de violence de plus en plus forte qui s'accentue à partir de 1999 et s'étend jusqu'en 2005, dont la responsabilité est attribuée à des organisations guérilléras, spécialement les FARC, et aux groupes paramilitaires rattachés aux « Autodéfenses Unies de Colombie » (AUC). Cette vague de violence a frappé surtout les habitants indiens et les autorités traditionnelles et locales. Parmi les cas les plus retentissants, on peut évoquer le massacre de trente villageois dans la région du fleuve Naya, limite entre les départements de Cauca et du Valle, perpétré en avril 2001 par le "Bloc Farallones" des AUC, en représailles à la collaboration présumée des habitants de la zone avec la colonne guérilléra de l'ELN qui venait d'effectuer plusieurs enlèvements collectifs dans le département du Valle. Dans la commune de Corinto, il y eut aussi l'assassinat, en juin 2001, d'un dirigeant indien très connu, Cristóbal Secué, ex-président du CRIC et de l'association des *cabildos* du nord et illustre lutteur pour la justice indienne. Ce crime fut attribué aux FARC.

Les niveaux atteints par la violence durant ces années (1999 -2005) rappellent la période du sommet de la Violence, entre 1984 et 1989, un moment où les mécanismes de résistance ont fonctionné intensément. Comme réponse aux groupes armés mais aussi comme rejet aux conséquences qu'entraînait l'action contre-insurgée de l'Etat, deux documents ont vu le jour qui, de manière explicite et ferme, fixent la position des communautés indiennes du Cauca vis-à-vis de la violence que

leur imposent les diverses organisations armées. Il s'agit de la résolution de Vitoncó, de février 1985, dans laquelle les représentants de 45 *cabildos* revendiquent le droit à l'autonomie pour s'organiser à l'intérieur des *resguardos* et, par conséquent, ils exigent que ce droit soit respecté par les acteurs armés, y compris les agents gouvernementaux. Le second document est la résolution de Jambaló, de mars 1999, qui dénonce le transfert de la guerre aux territoires indiens et les abus des acteurs armés qui prétendent impliquer les communautés dans des conflits qui ne les concernent pas.

Dans les années quatre-vingt, la réaction à la violence fut l'accélération des invasions de terres et l'activation des groupes d'auto-défense indienne qui ont abouti aux actions armées du mouvement Quintín Lame. Durant la dernière étape de résistance, à partir de 1999, les évènements ont pris un autre cours, privilégiant la mobilisation politique, les opérations directes de résistance non armée et la mise en place de mécanismes de défense.

L'un des moyens les plus visibles de défense fut la « garde indienne ». Ce mécanisme, mis en fonctionnement en mai 2001, représente un prolongement des activités assurées traditionnellement par les *alguaciles* des *cabildos*, chargés de veiller à la sécurité à l'intérieur des *resguardos*. En l'occurrence, la surveillance, le contrôle de la circulation, la dénonciation des irrégularités après des autorités communales et les cris d'alarme face à la présence de groupes armés étaient assurés par des volontaires dépendants des *cabildos*.. Les *comuneros* qui font partie de la garde sont sélectionnés par les autorités du *cabildo* parmi ceux qui se présentent volontairement dans les différents *resguardos*. Après un examen de leur parcours et de leur comportement, les candidats sont incorporés pour une période d'un ou deux ans durant lesquels ils sont sous les ordres de leur *cabildo* respectif. La garde est devenue, les dernières années, non seulement un formidable véhicule de mobilisation mais aussi un mécanisme efficace de pédagogie

politique et de renforcement des liens identitaires. Ses membres sont pour la plupart des jeunes qui y ont trouvé une voie d'expression politique mais aussi une stratégie de socialisation. En effet, leur participation aux mobilisations de cette dernière étape de résistance les a conduits à parcourir le territoire et à se déplacer en dehors de leur *resguardo* d'origine, partageant cette expérience avec des jeunes gens provenant d'autres *resguardos*. Cela fait que cet engagement a créé un espace social complètement innovant et extrêmement attractif pour la population la plus jeune, ce qui explique en partie l'augmentation des membres de la garde. Ainsi, par exemple, lors de la marche vers Cali, en septembre 2004, soixante mille manifestants qui ont participé furent protégés par 6.400 hommes et femmes de la Garde Indienne

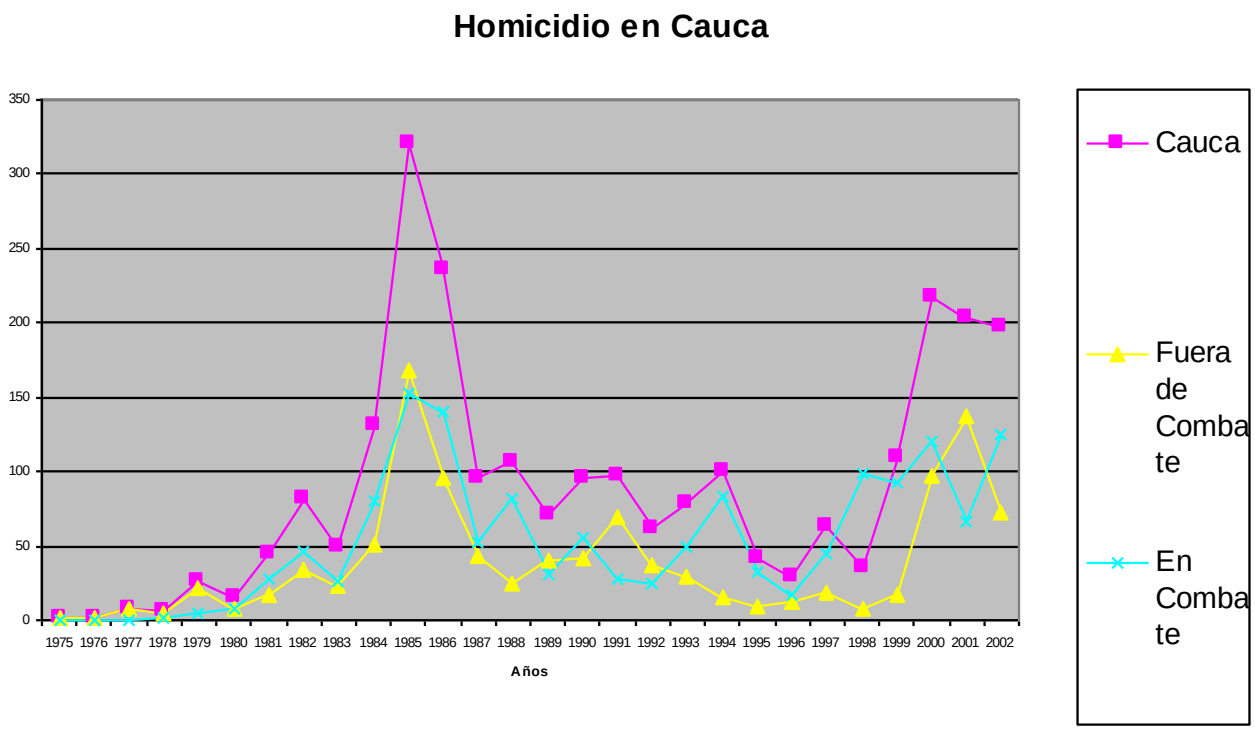
Entre les deux étapes de résistance que nous avons signalées il s'est produit des changements importants qui expliquent les nouvelles réponses. Le principal changement est la participation politique réussie des organisations indiennes, aujourd'hui présentes à l'Assemblée départementale, dans les conseils municipaux et dans les mairies de plusieurs localités. Toutes ces expériences ont convergé à l'élection de Floro Tunubalá come le premier gouverneur indien du département. A la différence de la situation vécue dans les années quatre-vingt-dix, des porte-paroles indiens appuyés par des organisations politiques reconnues représentent aujourd'hui l'Etat qu'ils combattaient il y a vingt ans, sans perdre leur autonomie dans des thèmes particulièrement critiques, comme les stratégies anti-narcotiques ou les politiques de sûreté de l'Etat dont l'implantation est considérée par les autorités locales comme un risque pouvant entraîner l'intensification d'une guerre que les communautés considèrent comme la « guerre des autres ».

Mobilisation et violence

Si nous considérons la mobilisation des communautés indiennes du

Cauca comme un processus de moyenne durée pour défendre leur autonomie et leur territoire, nous pouvons interpréter l'activation des mécanismes de résistance comme une réponse aux menaces mettant en danger les réussites obtenues. En ce sens, on remarque que le comportement de la violence politique au Cauca coïncide, dans les moments d'apogée, avec les périodes de résistance active que nous avons présentés dans les pages précédentes: 1984-1989 y 1999-2002

Tableau No 11. Homicides au Cauca 1975 -2002



Source: Base de donnes "Violencia Política letal", Francisco Gutiérrez et al, IEPRI, 2005.

Le graphique représentant le comportement de l'homicide politique dans le Cauca entre 1975 y 2002 fut élaboré à partir de l'information de la presse durant cette période. La information obtenue donne un chiffre de 2594 homicides considérés comme politiques dont 1106 correspondent à des homicides commis en dehors des combats et 1488 à des homicides en combat. Comme on peut le constater, les deux sommets qu'atteint la

violence homicide se situent, le premier entre 1984 et 1987 et le second, entre 1999 et 2002, en corrélation avec les deux étapes de résistance active. Durant les deux sommets de violence, le nombre d'homicides en dehors du combat et celui des homicides en combat est semblable, même si, à chaque fois que l'on atteint le niveau le plus haut, le premier dépasse le second.

Il faut remarquer que les deux périodes correspondent aux deux moments où il y eu des négociations avec les FARC, la première entre 1984 et 1989, sous le gouvernement de Belisario Betancur et la seconde, de 1999 à 2002, sous le gouvernement d'Andrés Pastrana. A chaque fois, il y eut des affrontements entre la guérilla et le gouvernement et des accords partiels pour essayer de diminuer les hostilités, mais on sait que, dans aucun des deux cas, les FARC n'ont renoncé à leur projet politique et qu'elles ont profité des circonstances pour intensifier leur force militaire. L'échantillon montre également que cette organisation est responsable de 4 cas sur 10 d'homicides hors combat dans lesquels 5 victimes sur 10 sont des Indiens ou des dirigeants civils. Ces observations confirment l'idée qu'il s'agit d'une violence éminemment politique étant donné que l'enjeu est le contrôle de la population indienne.

Quant à la responsabilité des agents de l'Etat dans les homicides en dehors de combat, leur nombre est de 3 homicides sur 10 jusqu'en 1991. A ce moment-là, leur nombre commence à descendre pour se situer à 1 sur 10, un comportement qui est exactement inverse de celui des groupes paramilitaires qui, à la fin de la période, montent jusqu'à devenir responsables de 3 homicides sur 10 en dehors de combat.

Nous pouvons affirmer qu'il existe une corrélation entre les deux sommets de violence et les deux étapes de mobilisation active de la population indienne. En effet, les données disponibles portent à penser que la mobilisation s'est intensifiée à partir du moment où la violence politique a

atteint des niveaux qui mettaient en danger les organisations indiennes et leurs dirigeants. La mobilisation serait donc une réponse à la violation par les acteurs armés d'un ensemble de droits inaliénables.

Epilogue

L'attaque des FARC à l'agglomération de Toribío, en plein cœur du territoire indien du Cauca, le 14 avril 2005, ainsi que la réaction des organismes de sécurité qui a suivi confirment en grande partie les arguments avancés tout au long de ce travail.

Toribío était devenu un symbole de la résistance indienne à la guerre. La société colombienne et les organismes internationaux reconnurent son courage. Le journal *El Tiempo*, en décembre 2004, choisit son maire, Ezequiel Vitonás, comme personnalité de l'année, en représentation du peuple Páez, en reconnaissance du courage avec lequel ce peuple avait affronté les acteurs armés, dans des dizaines de mobilisations, justement dans les années sommet de la "résistance indienne". Il s'agissait, sans aucun doute, d'une reconnaissance bien méritée, à en croire les nombreuses manifestations d'appui reçues depuis longtemps : en 2000, le projet NASA reçut le Prix National de la Paix ; en 2001, Vitonás fut déclaré par l'UNESCO "Maître de Sagesse" ; en 2004, les communautés indiennes du Cauca reçurent le Prix Equatorial et la garde indienne fut récompensée du Prix National de la Paix. Se référant au nouveau prix, l'éditorial de *El Tiempo* signalait :

> La résistance dont ils sont les protagonistes, leur organisation fondée sur la démocratie directe et leur admirable indépendance représentent une éthique collective face au conflit armé et donnent bien des leçons et présentent bien des défis à l'individualisme si marqué qui caractérise notre société. (…)
> La ferme résistance des Paeces déconcerte et contrôle les FARC et les paramilitaires qui les ont tués et poursuivis. Le gouvernement et les militaires sont irrités par leur neutralité mais, derrière cette résistance, il y a des raisons historiques et de puissants motifs

pratiques. L'Etat ne peut pas exiger de ce peuple qu'il prenne parti pour lui car, historiquement, il l'a lui-même poursuivi et il n'a pas été capable de le protéger de la guerre. De même, brandir la résistance de ce peuple comme argument contre la guérilla ou les paramilitaires est une stratégie erronée. La base du mouvement des Paeces et de leur stratégie face au conflit armé est leur totale indépendance vis-à-vis de tous les protagonistes, y compris l'Etat. Le mieux que l'on puisse faire c'est de le respecter.[563]

Malheureusement, le respect ne sera pas la règle suivie. Entre le 10 et le 14 avril, Toribío fut l'objet de six attaques avec des bombes fabriquées avec des bombonnes à gaz, accompagnées de tirs de fusil et de mitraillettes. L'assaut visait le poste de police qui, violant les normes élémentaires de sécurité et les accords avec la population, avait été installé dans la maison de la culture, située dans un immeuble annexe à l'école municipale. L'agglomération fut pratiquement détruite : les bombes ont endommagé 18 logements, plus l'école et la maison de la culture. Un enfant de 10 ans est mort et 14 civils furent blessés ; 2 agents de police ont péri et 10 autres ont été blessés. Les attaques, dirigées également contre l'agglomération voisine de Jambaló, ont coupé les lignes de communication et interrompu le service électrique. Les ponts et les voies d'accès furent truffés de mines.

L'agression de la guérilla contre la police locale fut également un acte de punition à la communauté qui l'avait défiée à de multiples reprises. Mais la réponse des organismes de sécurité le fut également. Le mitraillage depuis des hélicoptères, les tirs de mortier, la présence de tanks et l'arrivée de troupes par voie aérienne ont généralisé l'affrontement durant les trois semaines suivantes. La population a dû prendre la fuite et se concentrer dans les points de rencontre prévus par le "Plan d'urgence et de résistance" tracé par les communautés pour assister aux réfugiés, vu l'absence d'un

[563] "Arquímedes Vitonás: símbolo del año", éditorial, El Tiempo, Bogotá, 18 décembre 2004.

programme de protection qu'auraient dû mettre en place les organismes de l'Etat.

L'attitude du gouvernement exprimait sa vengeance contre la population indienne et ses organisations. Le chef de l'Etat a rejeté les affirmations des porte-paroles indiens qui signalaient les forces armées comme un des acteurs du conflit et a renouvelé sa décision que la force publique soit présente dans toutes les localités, écartant toute possibilité de cessez-le-feu : "La consigne du moment dans cette cordillère – déclara le Président - est une action militaire et policière face à laquelle chacun doit se définir". Ce qui est pire, le ministre de la Défense a soutenu la version selon laquelle les populations locales auraient été complices de la guérilla. Le commissionné pour la paix mit en doute les véritables objectifs de la neutralité réclamée par les communautés. Ces accusations ont abouti, quelques semaines plus tard, à des violations de domicile et des arrestations. Plus de vingt habitants furent arrêtés et la section du DAS annonçait qu'il y avait 200 ordres d'arrestation contre des membres des communautés indiennes accusés d'être liés à la guérilla.

Les faits montrent que ni l'Etat ni la guérilla n'ont respecté la volonté des communautés de se tenir en marge du conflit. La neutralité qu'elles réclament est suspecte pour les uns et pour les autres, car tous s'acharnent à impliquer la population locale dans le conflit armé. Paradoxalement, le gouvernement et la guérilla sont d'accord sur ce point, ce qui révèle une vision qui n'est pas loin du modèle de construction de l'état-nation dans lequel il n'y a pas de place pour les revendications d'autonomie des communautés indiennes. Celles-ci, dont la mobilisation représente une des transformations les plus importantes de la société colombienne face au conflit armé des dernières décennies, poursuivent leur chemin solitaire pour essayer d'assurer la mobilisation sociale face à l'affrontement armé.

BIBLIOGRAFIE

OUVRAGES

AGUDELO Carlos Efrén, Retos del multiculturalismo en Colombia. Política y poblaciones negras, Editorial La Carreta, Medellín, 2005, 259 p.

ARANGO Raúl y Enrique Sánchez, Los pueblos indígenas en Colombia, Departamento Nacionalñ de Planeación, Bogotá, 1997, 320 p.

ARCHILA Mauricio, Idas y venidas, vueltas y revueltas. Protestas sociales en Colombia 1958 -1990, ICANH – CINEP, Bogotá, 2003, 508 p.

ARENAS Jacobo, Cese el fuego. Una historia política de las FARC, Editorial Oveja Negra, Bogotá, 1985. 180 p.

ARNSON Cynthia, editor, Comparative peace processes in Latin América, Woodrow Wilson Center Press, Washington, 1999, 493 p.

AZPURU Dinorah, "Peace an Democratization in Guatemala: two parallel processes, en Cynthia Arson (editor), Comparative Peace Processes in Latin América, Stanford University Press, Stanford, 1999, 508 p.

BALL Patrick, Paul Kobrak, y Herbert F. Spirer, Violencia Institucional en Guatemala, 1960-1966 : una reflexión cuantitativa, AAAS - Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos (CIIDH), 2002, 250 p.

BARTH Fredrick, "Les groupes ethniques et leurs frontieres", en Philipe POUTIGNAT et Joceline STREIFF-FERNAT, Theories de l'etnicité, PUF, 1995, Paris, 272 p.

BASTOS Santiago y Manuela CAMUS, El movimiento Maya en perspectiva, FLACSO, Guatemala, 2003, 350 p.

BASTOS Santiago,"Genocidio y racismo: la dimensión étnica del conflicto en Guatemala", en Genocidio la máxima expresión del racismo, Memoria del Primer encuentro sobre racismo y genocidio en Guatemala, Centro de Acción Legal para los derechos humanos CALDH, Guatemala, noviembre de 2004.

BASTOS Santiago y Aura CUMES, (coordinadores), Mayanización y vida cotidiana. La ideología multicultural en la sociedad guatemalteca, FLACSO-CIRMA, 2007, Guatemala, 640 p.

BATAILLON Claude et al, Indianidad, etnocidio, indigenismo en América Latina, Instituto Indigenista Interamericano-Centre d'etudes mexicaines et centramericaines, México, 1988, 354 p.

BATAILLON Gilles, "Contras y recontras nicaragüenses: Reflexiones sobre la acción armada y la constitución de actores políticos-militares", en Centroamérica entre democracia y desorganización, Gilles Bataillon (editor), FLACSO, Guatemala, 1994

BATAILLON Gilles, Genèse des Guerres Internes en Amérique Centrale, Les Belles Lettres, Paris, 2003, 474 p.

BEJARANO Jesús Antonio, Una agenda para la paz, Tercer Mundo, Bogotá, 1995, 260 p.

BELLO Álvaro, Etnicidad y ciudadanía en América Latina, CEPAL,

Santiago de Chile, 2004, 222 p.

BENGOA José, La emergencia indígena en América Latina, Fondo de Cultura Económica, Santiago de Chile, 2000, 341 p.

BETANCUR Darío y Martha García, al caracterizarlos como prototipo de la Violencia en el occidente, Matones y cuadrilleros, Tercer Mundo, Bogotá, 1991,269 p.

BONFIL BATALLA Guillermo, "Historias que no son todavía Historia", en Carlos Pereyra et al, Historia ¿Para Qué?, Siglo XXI editores, México, 1980, 245 p.

BONILLA Víctor Daniel, Historia Política de los Paeces, copia mecanografiada, Cali, 1977, 115p.

BURGA Manuel, "El Estado nación en los Andes", en Estado y Naciones en los Andes, Jean Paul Deler et Yves Saint-Geours , compiladores, IFEA, Lima, 1986. 668 p.

BURT Jo-Marie, "Sendero Luminoso y la batalla decisiva en las barriadas de Lima: el caso de Villa El Salvador", en Los Senderos insólitos del Perú: guerra y sociedad,1980-1995, IEP-UNSCH, Lima, 1999, 490 p.

BUSHNELL David, Colombia. Una nación a pesar de sí misma, Editorial Planeta, Bogotá, 1996, 434 p.

CAICEDO Doris, La violencia en el nororiente del departamento del Cauca: el caso de Caloto 1848 - 1960, Monografía, Departamento de Historia, Universidad del Valle, 1990

CAMACHO Álvaro y Francisco Leal, compiladores, Armar la paz es desarmar la guerra, IEPRI-FESCOL-CEREC, Bogotá, 1999, 344 p.

CARR Edward, ¿Qué es la Historia?, Editorial Seix Barral, Barcelona, 1966, 220 p.

CASTAÑEDA Jorge, La utopía desarmada, Editorial Joaquín Mortiz, México, 1993, 566 p.

CASTILLO Gonzalo, "Manuel Quintín Lame: Luchador e intelectual indígena del siglo XX", introducción a Manuel Quintín Lame, En defensa de mi raza, La Rosca Investigación y Acción Social, Bogotá, 1971, 139 p.

CASTRILLÓN Arboleda Diego, El indio Quintín Lame, Tercer Mundo Editores, Bogotá, 1973, 240 p.

CIEZA de León Pedro, Crónica del Perú, Tomo I, Instituto Caro y Cuervo, Bogotá, 1969, 480 p.

COHEN Jean & Andrew Arato, Sociedad Civil y Teoría Política, FCE, México, 2000, 702 p.

COLECTIVO de Historia del Quintín Lame, Surgimiento del Quintín Lame, Inédito, S F,160 p.

COLMENARES Germán, Historia económica y social de Colombia. Popayán: una sociedad esclavista 1680-1800,Tercer Mundo Editores, Bogotá, 1999, 285 p.

COLLIER George, "Structural adjustment and new regional movements: the zapatista rebellion in Chiapas", en Ethnic conflict and governace in comparative perspective, Woodrow Wilson Center, Washington, 1995

COMISIÓN de estudios sobre la violencia, Colombia: violencia y democracia, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1986, 319p.

COMISIÓN de superación de la violencia, Pacificar la paz, IEPRI, Bogotá, 1992, 301p.

COMISIÓN para el Esclarecimiento Histórico (CEH), Guatemala: Memoria del silencio, UNOPS, Guatemala, 1999.

COMISIÓN de la Verdad y Reconciliación del Perú, Informe Final, Lima, 2003

CONSEJO Regional Indígena del Cauca, Plataforma política, Cali, 1978, 30 p.

CONSEJO Regional Indígena del Cauca, CRIC- Diez años de lucha, CINEP, Bogotá, 1981, 134 p.

CONSEJO Regional Indígena del Cauca, Historia del CRIC, Popayán, 1990, 48 p.

CORTÉS Lombana Pedro, Desarrollo de una organización indígena: El Consejo Regional Indígena del Cauca, Inédito, Investigación patrocinada por el Banco de la República, Popayán, 1984

CHARTIER Roger, La historia o la lectura del tiempo, Editorial Gedisa, Barcelona, 2007, 93 p.

CHATTERJEE Partha, "La Nación y sus campesinos", en Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, HISTORIAS - SEPHIS – ARUWIYIRI, La Paz, 1999, 278 p.

DAS Veena, "La subalternidad como perspectiva", en Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, HISTORIAS - SEPHIS – ARUWIYIRI, La Paz, 1999, 278 p.

DAZA Patricio, Ethnies et révolution. Nicaragua 1979 – 1978, Editions ¿Que Faire?, Geneve, 1992, 214 p.

DEGREGORI Carlos Iván, Qué difícil es ser Dios. Ideología y violencia política en Sendero Luminoso, El zorro de abajo Ediciones, Lima, 1989, 42 p.

DEGREGORI Carlos Iván, Ayacucho 1969-1979. El surgimiento de Sendero Luminoso, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1990, 270 p.

DEGREGORI Carlos Iván, "Los hijos de la guerra. Jóvenes andinos y criollos frente a la violencia política" en Poder y Violencia en los Andes, Henrique Urbano editor, Centro Bartolomé de las Casas, Cusco, 1991, 223 p.

DEGREGORI Carlos Iván et al, Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso, IEP, Lima, 1996. 269 p.

DEGREGORI Carlos Iván, "Identidad étnica, movimientos sociales y participación política en el Perú", en Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos, IFEA – IEP, Lima, 1993, 286 p.

DEL PINO Ponciano y Elizabeth JELIN (compiladores), Luchas locales, comunidades e identidades, Siglo XXI editores, Madrid, 2003, 231 p.

DERRIENIC Jean-Pierre, Les Guerres Civiles, Presses de Sciences Po, Paris, 2001, 281 p.

DÍAZ Zamira, Guerra y economía en las haciendas. Popayán 1780 - 1830, Banco Popular, Bogotá, 1983, 268 p.

DÍAZ-POLANCO Héctor, La rebelión zapatista y la autonomía, Siglo XXI Editores, México, 1997, 243 p.

ESCOBAR Arturo y ALVAREZ Sonia, Editors, The Making of Social Movement in Latin America, Westview Press, Boulder Colorado, 1992, 383p.

ESPINOSA Myriam Amparo, Surgimiento y andar territorial del Quintín Lame, Editorial Abya Yala, Quito, 1996, 117 p.

FAJARDO Darío, Haciendas campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920 - 1980, Editorial Oveja Negra, Bogotá, 1983, 212 p.

FINJI Maria Teresa, Elementos para el estudio de los resguardos indígenas del Cauca, DANE, Bogotá, 1977, 239 p.

FINDJI María Teresa y José María Rojas, Territorio, economía y sociedad paez, Universidad del Valle, Cali, 1985, 309 p.

FINDJI María Teresa, "Tras las huellas de los Paeces", en Encrucijadas de Colombia Amerindia, Francois Correa (Editor), ICAN – COLCULTURA, Bogotá, 1993. 334p.

FLORES Galindo Alberto, Buscando un inca. Identidad y utopía en los Andes, Instituto de Apoyo Agrario, Lima, 1987, 236 p.

FLORES Galindo Alberto y Nelson Manrique, Violencia y Campesinado, Instituto de Apoyo Agrario, Lima, 1985, 189 p.

FLORES Galindo Alberto, "El horizonte utópico", en Estado y Naciones en los Andes, Jean Paul Deler et Yves Saint-Geours, compiladores, IFEA, Lima, 1986, 668 p.

GAITÁN Pilar, "Condiciones y posibilidades de organización del proletariado cañero en Colombia, un estudio de caso: los trabajadores agrícolas del Ingenio Cauca", en Varios autores, Campesinado y capitalismo en Colombia, CINEP, Bogotá, 1981, 171 p.

GARCÍA Mauricio, De la Uribe a Tlaxcala. Procesos de Paz, CINEP, Bogotá, 1992, 227 p.

GLAVE Miguel Glave, "Los campesinos leen su historia: un caso de identidad recreada y creación colectiva de imágenes", en Los Andes en la encrucijada. Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX, Heraclio Bonilla, compilador, Quito, 1991, 417 p.

GONZÁLEZ David , Los Paeces, o genocidio y luchas indígenas en Colombia, Editorial Rueda Suelta, Medellín, 1977, 380 p.

GONZÁLEZ Margarita, El resguardo en el Nuevo Reino de Granada, Ediciones la Carreta, Bogotá, 1979, 234 p.

GONZÁLEZ Pérez Miguel, Gobiernos Pluriétnicos: La constitución de Regiones Autónomas en Nicaragua, URACCAN-Plaza y Valdés, México, 1997, 479 p.

GORRITI Gustavo, Sendero: historia de la guerra milenaria en el Perú, Lima, Editorial Apoyo, 1991, 387 p.

GROS Christian, Colombia Indígena, CEREC, Bogotá, 1991, 357 p.

GROS Christian, Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique latine, l'Harmattan, 1997, 303 p.

GROS Christian, Políticas de la etnicidad: Identidad, Estado y Modernidad, ICANH, Bogotá, 2000, 216 p.

GROS Christian, Nación, identidad y violencia: el desafío latinoamericano, Bogotá, IEPRI-CESO-IFEA, 2010, 275 p.

GUHA Ranajit, "Sobre algunos aspectos de la historiografía colonial de la India", en Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, HISTORIAS - SEPHIS – ARUWIYIRI, La Paz, 1999, 278 p.

GUHA Ranjit, "La prosa de la Contra-Insurgencia", en Debates Post Coloniales: Una introducción a los Estudios de la Subalternidad, HISTORIAS - SEPHIS – ARUWIYIRI, La Paz, 1999, 278 p.

GUHA Ranajit, "Las voces de la historia", en Las voces de la historia y otros estudios subalternos, Editorial Crítica, Barcelona, 2002, 126 p.

GUTIERREZ Francisco, Coordinador, Nuestra guerra sin nombre. Transformaciones del conflicto en Colombia, Editorial Norma, Bogotá, 2006, 544 p.

GUZMÁN Germán, Orlando Fals Borda, Eduardo Umaña Luna La Violencia en Colombia, Tomo I y Tomo II, Tercer Mundo, Bogotá, 1986, 640 p.

HALE Charles , Resistance and contradiction, Stanford University Press, Stanford, 1994, 296 p.

HARVEY Neil, La rebelión en Chiapas. La lucha por la tierra y la democracia, Ediciones Era, México, 2000, 301 p.

HENMAN Anthony**,** Mama coca, El Áncora Editores, Bogotá, 236 p.

HERRERA Rivera Luz Ángela, Región, desarrollo y acción colectiva, CINEP, Bogotá, 2003, 206 p.

HOBSBAWM Eric, Rebeldes Primitivos, Editorial Ariel, Barcelona, 1974, 294 p.

HOBSBAWM Eric and Terence Ranger, editors, The Invention of Tradition, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, 319 p.

INSTITUTO Geográfico Agustín Codazzi, Cauca: características geográficas, Bogotá, 1992, 134 p.

JEALIN Elizabeth, Los trabajos de la memoria, Siglo XXI Editores, Madrid, 2002, 146 p.

JENKINS Morelli Jorge, El desafío indígena en Nicaragua: el caso de los Miskitos, Editorial Katún, México, 1986, 301 p.

JIMENO Myriam y Adolfo Triana, Estado y minorías étnicas en Colombia, Bogotá, 1885, 342 p.

JIMENO Myriam, Juan Gregorio Palechor: historia de mi vida, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 2006, 202 p.

KALYVAS Stathis, The Logic of Violence in Civil War, Cambridge University Press, Cambridge, 2006, 485 p.

KALIVAS Stathis, "Les guerres civiles après la Guerre froide", en Guerres et sociétés, Pierre Hassener et Roland Marchal (Directeurs), Karthala,Paris, 2003, 615 p.

KALMANOVITZ Salomón, Economía y Nación: una breve historia de Colombia, Siglo XXI, Bogotá, 1985. 380 p.

KWESH Historia, Nuestra Historia, Popayán, CRIC, 1986. 32 p.

LACLAU Ernesto y MOUFFE Chantal, Hegemonía y Estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia, Fondo de Cultura Económica, México 2004.

LAME Manuel Quintín, En defensa de mi raza, La Rosca Investigación y Acción Social, Bogotá, 1971. 139 p.

LAURENT Virginie, Comunidades indígenas, espacios políticos y movilización electoral en Colombia, 1990-1998, ICANH - IFEA, Bogotá, 2005, 568 p.

LE BOT Yvon, Violence de la modernité en Amérique Latine. Indianité, société et pouvoir, Éditions Karthala, Paris, 1994, 291 p.

LE BOT Yvon, La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala, Éditions Karthala, Paris, 1992, 334 p.

LE BOT Yvon, Subcomandante Marcos. El sueño zapatista, Editoral Plaza y Janés, México, 1997, 376 p.

LE BOT Yvon, « Conflits armés, décompositions et recompositions identitaires en Amérique latine », En P. Hassner et R. Marchal Guerres et sociétés. Etats et violence après la guerre froide, Paris, Karthala, 2003, 615p.

LEGORRETA María del Carmen, Religión, política y guerrilla en Las Cañadas de la Selva Lacandona, Ediciones cal y arena, México, 1998, 333 p.

LE GRAND Catherine, Colonización y protesta campesina en Colombia, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1988, 329 p.

LEYVA Xochil y Gabriel Ascencio, Lacandonia al filo del agua, Fondo de Cultura Económica, México, 1996, 208 p.

Mallon Florencia, "¿Crónica de un Sendero anunciado?", en Los Senderos insólitos del Perú: guerra y sociedad,1980-1995, IEP-UNSCH, Lima, 1999, 490 p.

MANRIQUE Nelson, El tiempo del miedo. La violencia política en el Perú 1980-1996, Introducción, Fondo Editorial del Congreso, Lima, 2002, 395 p.

MANRIQUE Nelson, "La guerra en la región central", en Los Senderos insólitos del Perú: guerra y sociedad,1980-1995, IEP-UNSCH, Lima, 1999, 490 p.

McADAM Doug, McCARTHY John y Mayer N. ZALD,"Oportunidades, estructuras de movilización y procesos enmarcadores: hacia una perspectiva sintética y comparada de los movimientos sociales", en Movimientos Sociales: perspectivas comparadas, Doug McADAM, John D. McCARTHY John, Mayer N. ZALD (editores), Ediciones Istmo, Madrid, 1999, 527 p.

MENCHU Rigoberta, Me llamo Rigoberta y así me nació la conciencia, Elizabeth Burgos, editora, Siglo XXI editores, México. 1985. 287 p.

MELO Jorge Orlando, "Los paramilitares y su impacto sobre la política", en Francisco Leal y León Zamosc (Editores) Al Filo del Caos. Crisis política en Colombia de los años 80, Tercer Mundo, Bogotá, 1990, 514 p.

MELUCCI Alberto, Vivencia y convivencia. Teoría social para una era de la información. Edición a cargo de Jesús Casquette, Editorial Trotta,

Madrid, 2001, 184.

MELUCCI Alberto, Acción Colectiva, vida cotidiana y Democracia, El Colegio de México, México, 2002, 282 p.

MEYER Jean, La Revolución Mexicana, Tusquets, Madrid, 1992, 545 p.

MIGDAL Joel, Peasants, Politics and Revolution, Princeton University Press, Princeton, 1974, 300 p.

MOORE Barrington, Los orígenes sociales de la dictadura y de la democracia: el señor y el campesino en la formación del mundo moderno, Editorial Península, Madrid, 2002, 487 p.

MORENO Torres Aurora, "Campesinos en el Sur del Tolima. Estudio de caso 1960 – 1965", Trabajo de grado, Departamento de Historia Universidad del Valle, Cali, 2006.

NEVEU Éric, Sociologie des mouvements sociaux, Éditions La Découverte, Paris, 1996, 128 p.

OBERSCHALL Anthony, Social Conflict and Social Movements, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973, 371 p.

OBERSCHALL Anthony, Social Movements: Ideologies, Interests and Identities, Transaction Publishers, New Brunswick, 1993, 402 p.

OLSON Mancur, La lógica de la Acción Colectiva, Editoral Limusa , México, 2005, 202 p.

OTÁLORA Nestor José, "El Territorio indígena y la violencia de le departamento del Cauca", Trabajo de grado, Departamento de Antropología, Universidad Nacional, Bogotá, 1981.

PACHON Ximena, "Los Nasa o la gente Paez", en Geografía Humana de Colombia, Colección Quinto Centenario, Tomo IV, volumen 2, Instituto Colombiano de Cultura Hispánica, Bogotá 1996.

PAIGE Jeffery, Agrarian Revolution : Social Movements and Export Agriculture in the Underdeveloped World, Free Press, New York, 1975, 435p.

PALACIO Germán, Compilador, La irrupción del paraestado, CEREC- ILSA, Bogotá, 1990, 299 p.

PAYERAS Mario, Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca, Magna Terra Editores, Guatemala, 1997, 89 p.

PECAUT Daniel, "Violencia y Política en Colombia", en varios autores Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos, IFEA, Lima, 991, 286 p.

PECAUT Daniel, Orden y violencia: Colombia 1930 - 1954, CEREC-Siglo XXI, Bogotá, 1987, 610 p.

PECAUT Daniel, Guerra contra la sociedad, Editorial Planeta, Bogotá, 2001, 308 p.

PECAUT Daniel, Las FARC: ¿Una guerrilla sin fin o sin fines?, Editorial Norma, 2008, 188 p.

PERAFÁN Carlos Cesar, Sistemas jurídicos Paez, Kogi, Wayúu y Tule, ICAN – COLCULTURA, Bogotá, 1995, 296 p.

PINZON de Lewin Patricia, Pueblos, regiones y partidos, Ediciones

UNIANDES, Bogotá, 1989. 220 p.

PIZARRO Eduardo, con la colaboración de Ricardo Peñaranda, Las FARC 1949-1966. De la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha, Tercer Mundo, Bogotá, 1991, 245 p.

PIZARRO Eduardo, Insurgencia sin revolución, IEPRI-Tercer Mundo, Bogotá, 1996, 267 p.

POPKIN Samuel, The Rational Peasant, Berkeley, Berkeley University Press, 1979, 306 p.

POUTIGNAT Philipe et Joceline STREIFF-FERNAT, Théories de l'ethnicité, PUF, 1995, Paris, 270 p.

RAMIREZ Socorro y RESTREPO Luis Alberto, Actores en Conflicto por la paz: el proceso de paz durante el gobierno de Belisario Betancur 1982-1986, Bogotá, Cinep-Siglo XXI editores, 1989, 290

RAPPAPORT Joanne, The politics of memory, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, 266 p.

REMHI, Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica, Guatemala. Nunca más, Guatemala, Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, 1998

RICOEUR Paul, La lectura del tiempo pasado: memoria y olvido, Universidad Autónoma de Madrid, Madrid, 1999, 144 p.

ROJAS José María, La bipolaridad del poder local, Universidad del Valle, Cali, 1993, 130 p.

ROMERO Mauricio, Paramilitares y autodefensas, 1982-2003, Editorial Planeta, Bogotá, 2003, 296 p.

ROUQUIÉ Alain, Guerres et paix en Amérique centrale, Éditions du Seuil, Paris, 1992, 408 p.

ROUQUIÉ Alain, América Latina. Introducción al extremo occidente, Siglo XXI Editores, México, 1997, 431 p.

SAENZ Ricardo, ¿Víctimas o vencedores?, una aproximación al movimiento de los ex-PAC, FLACSO, Guatemala, 2004, 234 p.

SÁNCHEZ Gonzalo y Donny Meertens, Bandoleros, gamonales y campesinos, El Ancora Editores, Bogotá, 1983.312 p.

SÁNCHEZ Gonzalo, Ensayos de historia social y política del siglo XX, El Ancora editores, Bogotá, 1985, 275 p.

SÁNCHEZ Gonzalo y Ricardo Peñaranda, compiladores, Pasado y presente de la violencia en Colombia, Gonzalo Sánchez, Ricardo Peñaranda (compiladores), CEREC-IEPRI, Bogotá, 1991, 486 p.

SÁNCHEZ Gonzalo, Guerra y política en la sociedad colombiana, El Ancora editores, Bogotá, 1991, 228 p.

SÁNCHEZ Gonzalo, "The Violence: An Interpretative Synthesis", en Violence in Colombia. The contemporary crisis in historical perspective, Edited by Charles Bergquist, Ricardo Peñaranda and Gonzalo Sánchez, Scholarly Resources, Willmington, 1992, 470 p.

SCOTT James, The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia, Yale University Press, New haven, 1976, 261p.

SCOTT James, Weapons of the weak, Yale University Pres, New Haven, 1985, 283 p.

SEVILLA Casas Elías, La pobreza de los excluidos, Editorial Ethnos, Cali, 1986, 334 p.

SKOCPOL Theda, Los Estados y las Revoluciones Sociales, Fondo de Cultura Económica, México, 1984, 464 p.

SKOCPOL Theda, "¿What makes peasants revolutionary?", en Social Revolutions in the Modern World, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, 345 p.

SOLARES Jorge, "Guatemala: etnicidad y democracia", en Democracia y Estado multiétnico en América Latina, Pablo González y Marcos Roitman (coordinadores), UNAM, México, 1996.

SOTOMAYOR Lucia, editora, Modernidad, identidad y desarrollo, ICAHN, Bogotá, 1998, 444p.

STARN Orin, Reflexiones sobre Rondas Campesinas, IEP, Lima, 1991, 88 p.

STAVENHAGHEN Rodolfo, La cuestión étnica, México, El Colegio de México, 2001

STERN Steve, Resistance, Rebellion and Conciousness in the Andean Peasant World, 18th to 20th Centuries, Madison, The University of Wisconsin Press, 1987, 446 p.

STERN Steve, editor, Los senderos insólitos del Perú: guerra y sociedad,1980-1995, IEP-UNSCH, Lima, 1999, 490 p.

STOLL David, Between two Armies in the Ixil Towns of Guatemala, Columbia University Press, New York, 1993, 369 p.

STRÖBELE-GREGOR Juliana, "De indio a actor político", en Identidades étnicas: transformaciones en América Latina, UNAM-IAI, México, 1991.

TAPIA Carlos, Las Fuerzas Armadas y Sendero Luminoso. Dos estrategias y un final, IEP, Lima, 1997, 289 p.

TARROW Sidney, El poder en movimiento Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política. Alianza editorial, Madrid, 1997. 369 p.

TARROW Sidney, "Estado y oportunidades: la estructuración política de los movimientos sociales", en McAdam, McCarthy y Zald, Movimientos sociales: perspectivas comparadas", Ediciones Istmo, Madrid, 1999, 527 p.

TATAY Libia, "Volviendo armados: Quintín Lame, relato de un proceso de paz", Trabajo de grado, Departamento de Antropología, Universidad Nacional de Colombia, 2005.

TAYLOR Michael, Community, Anarchy & Liberty, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, 196 p.

TAYLOR Michael, "Rationality and Revolutionary Collective Action" en M. TAYLOR (editor) Rationality and Revolution, Cambridge University Press, Cambridge, 1988, 271 p.

TELLO Piedad, Vida y obra de Manuel Quintín Lame, Trabajo de grado, Universidad de los Andes, Bogotá, 1982,

TILLY Charles, From mobilization to revolution, Addison-Wesley

Publishing Company, Massachusetts, 1978, 232 p.

TILLY Charles, The Politics of Collective Violence, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, 274 p.

Alain Touraine, La voix et le regard, Éditions du Seuil, Paris, 1978, 309 p.

TOURAINE Alain, La Parole et la Sang, Editions Odile Jacob, Paris, 1988, 533 p.

TOURAINE Alain, Préface a Ivon Le Bot, La guerre en terre maya, Éditions KARTHALA, Paris, 1992. 336 p.

TOURAINE Alain, Le retour de l'acteur, Fayard, Paris 984, 341 p.

VARGAS Alejo Velásquez, Política y armas al inicio del Frente Nacional, Universidad Nacional de Colombia,Bogotá, 1995, 176 p.

VASCO URIBE Luis Guillermo, Abelino Dagua Hurtado y Misael Aranda, "En el segundo día, la gente grande sembró autoridad y plantas y, con su jugo, bebió el sentido" en Encrucijadas de la América Amerindia, Francois Correa (Editor), Instituto Colombiano de Antropología, Bogotá, 1993, 334 p.

VILLAMIZAR Darío, Aquel 19 será, Editorial Planeta, Bogotá, 1995, 619 p.

VILLARRAGA Alvaro y Nelson Plazas, Para reconstruir los sueños, una historia del EPL, Fundación Progresar, Bogotá, 1996, 380 p.

WALDMANN Peter, Guerra civil, terrorismo y anomia social, Editorial Norma, Bogotá, 2006, 322 p.

WHATCHEL Nathan, La vision des vaincus, Éditions Gallimard, Paris, 1971, p 314

WICHAM-CROWLEY Timothy, Guerrillas & Revolution in Latin America, Princenton University Press, Princenton, 1992, 388 p.

WIEVIORKA, Michael. Terrorismo. La violencia política en el mundo. Barcelona: Plaza Janés, 1991, 392 p.

WOLF Eric, La luchas campesinas del siglo XX, Siglo XXI editores, Mèxico, 1972, 448 p.

WOMACK John, Zapata y la Revolución Mexicana, Siglo XXI Editores, México, 1985, 443 p.

WOMACK John, Chiapas, el obispo de San Cristóbal y la revuelta zapatista, Ediciones Cal y Arena, México D. F., 1998, 134 p.

WOOD Elisabeth Jean, Insurgent Collective Action and Civil War in Salvador, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, 297 p.

ZAMOSC León, La cuestión agraria y el movimiento campesino en Colombia, CINEP-UNRISD, Bogotá, 1987, 320 p.

REVUES

Acuerdos firmados por el Gobierno de Guatemala y la Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG) México, D.F. 31 de marzo de 1995. Acuerdos sobre identidad y derechos de los Pueblos Indígenas. En *América Indígena*, Volumen LVIII, números 3-4, julio-diciembre de 1996,

Instituto Indigenista Interamericano, México.

Acuerdos del Gobierno Federal y el Ejército Zapatista de Liberación Nacional sobre Derecho y Cultura Indígena, formalizados el 16 de febrero de 1996, en *América Indígena*, números 3-4, julio - diciembre de 1996, Instituto Indigenista Interamericano, México.

BASTOS Santiago y M Camus, "Multiculturalismo y Pueblos Indígenas: reflexiones a partir del caso de Guatemala", *Revista Centroamericana de ciencias Sociales*, No 1, p 92, San José, FLACSO-Costa Rica, 2004.

BOURGOIS Philippe, "Class, Ethnicity, and the State among the Miskitu Amerindians of Northeastern Nicaragua", *Latin American Perspectives*, Vol. 8, No. 2, Spring, 1981,

BOURGOIS Philippe, "The Miskitu of Nicaragua: Politicized Ethnicity", *Anthropology Today*, Vol. 2, No. 2, April , 1986.

COHEN Jean "Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", *Social Research*, vol 52, number 4, 1985.

DEGREGORI Carlos Ivan, "Del mito del Inkarri al mito del progreso. Poblaciones andinas, cultura e identidad", *Socialismo y Participación*, No 36, diciembre, Lima, 1986.

Directorio Nacional del FSLN, "Por que lucha el FSLN en unidad con el pueblo, *Gaceta Sandinista* III (julio-agosto) 1978, *Latin American Perspectives*, Vol 6, No 1, Winter 1979.

FAVRE Henri, "L'indigénisme mexicain : naissance, développement, crise et renouveau", *La Documentation Française*, numéros 4338-4340, décembre 1976.

FAVRE Henri, "Sentier Lumineux et horizons obscurs", *Problèmes d'Amérique Latine*, No 72, 1984.

GARCIA-RUÍZ Jesús, « Modernité et sociétés paysannes : Le rôle du religeux dans la recomposition des identités au Guatemala », *Archives des sciences sociales des religions*, Année 1997, Volume 97, Numéro 1, p. 73 – 95

GROS Cristian, "Derechos indígenas y nueva constitución en Colombia", *Análisis Político* No. 19, 1993, Bogotá.

HOBSBAWM Eric, "The social function of the past: some questions", *Past and Present*, vol. 55, 1972, Oxford.

HOBSBAWM Eric, « Qu'est-ce qu'un conflit ethnique ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, No. 100, 1993, Paris.

JELIN Elizabeth, "¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 56, No. 4,1994.

JIMENO Myriam, "Juan Gregorio Palechor: tierra, identidad y recreación étnica", *Journal of Latin American Antrhopology*, Vol. 1, No. 2, 1966.

LE BOT Yvon y Christian GROS, « MOSKITIA : La question de l'autonomie de la côte Atlantique du Nicaragua », *Document de travail*, No. 42-43, ERSIPAL, 1988, Paris.

LE BOT Yvon, "Para entrar en el siglo XXI: el paso por el sureste",

Foro Internacional, Volumen XXXVIII, Octubre-Diciembre 1998, número 4, México.

McCARTHY Jhon y ZALD Mayer, "Resource Mobilization and Social Movements", *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977.

MENDOZA Carlos, "Guatemala: más allá de los Acuerdos de Paz. La democracia en un país multicultural", Woodrow Wilson Center, *Working Papers Series*, Number 250, 2001, Washington.

ORTIZ Carlos Miguel, "Actores armados, territorios y poblaciones", en *Análisis Político*, número 42, 2001, Bogotá

PAIGE Jeffery,"Social theory and peasant revolution in Vietnam and Guatemala", *Theory and Society*,vol 12, No 6, (Nov. 1983), pp 699-737.

PIZARRO Eduardo, "Elementos para una sociología de los movimientos guerrilleros colombianos", *Análisis Político*, número 12, 1991.

REYES Maria Eugenia, "El movimiento zapatista y la redefinición de la política agraria en Chiapas", *Revista Mexicana de Sociología*, vol 63, No. 4, octubre- diciembre 2001.

RICHANI Nazih, "The Political Economy of Violence: The War-System In Colombia", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Volume 39, Number 2, 1997.

SÁNCHEZ Gonzalo Sánchez, "Guerra y política en la sociedad colombiana", Análisis Político, No. 11, 1990, Bogotá.

SCOTT James, "Hegemony and Peasantry", *Politics and Society,* Number 7, 1977.

SLATER David, "Power and Social Movements in other occident: Latin America in an international context", *Latin American Perspectives*, vol. 21 No 2, 1994.

STAVENHAGEN Rodolfo, "The Indigenous Peoples: Emerging Actors in Latin América", en Ethnic conflict and governace in comparative perspective, *Working Papers*, No. 215, Woodrow Wilson Center, Washington, 1995.

TORRES-RIVAS Edelberto, "La Paz y la Democracia: Un Futuro Impredecible", en La Consulta Popular y el futuro del Proceso de Paz en Guatemala, *Working Papers*, No. 243, Woodrow Wilson Center, Washington, 1999.

TOURAINE Alain, « Les mouvements sociaux: objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? », *Revue Francaise de sociologie*, vol 25, N 1, 1984.

WIEVIORKA Michel, "Le nouveau paradigme de la violence", *Cultures & Conflits*, numéro 29 – 30, 1998.

Documents

- Acta de la Asamblea de Andalucía, realizada en el Resguardo de Caldono,

los días 2 y 3 de Febrero", en Nuestra idea y los problemas de hoy, Gobernadores indígenas en marcha No. 7, Julio de 1985
- Acuerdo de La Mesa de Togoima, marzo 6 de 1991.
- Alianza Social Indígena, Elementos del proyecto político, S.F.
- ASI, Perfil político de la Alianza Social Indígena, S. F.
- ASI, Proyecto político joven con una historia cultural milenaria, 1995.
- Auguste Castian, Mission Indienne, Inzá, 22 Novembre 1923, Archivo de la Vicentiana Congregazione della Missione, Roma.
- Carta del Comandante Gildardo Fernández al Dr. Aurelio Iragorri Hormaza, Presidente del Senado, agosto 9 de 1990.
- CEPAL, "La estructura agraria y el campesinado en El Salvador, Guatemala y Honduras, Informe técnico", septiembre de 2001
- Comando Quintín Lame, "Estatutos provisionales", aprobados en Asamblea General, junio de 1986.
- Comunicado del CRIC, "FARC han asesinado a 17 indígenas caucanos", agosto de 1985.
- Conclusiones del VII encuentro de Las Autoridades Indígenas del Sur-Occidente", en Nuestra idea y los problemas de hoy, Gobernadores indígenas en marcha No. 7, julio de 1985.
- Defensoría del Pueblo, "Situación de Derechos Humanos de las Comunidades Indígenas del Norte del Cauca", Documento impreso, Bogotá, abril de 2003
- Departamento del Cauca, Síntesis histórica de la división territorial, Imprenta Departamental, Popayán, 1963.
- El Quintín Lame hace saber a la opinión pública, documento impreso, julio de 1988.
- Emile Larquere, a SEM le Cardinal Préfet de la Propagande, Tierradentro, 31 mars 1927, Archivo de la Vicentiana Congregazione della Missione, Roma.
- Expediente por los hechos ocurridos en jurisdicción de la Tercera Brigada", carpeta No. 136, Archivo Eduardo Umaña Mendoza.
Expediente No. 2414, Hechos en averiguación. Asesinato del sacerdote Álvaro Ulcué, Juzgado Primero Superior de Santander de Quilichao.
- Frente Ricardo Franco, "Tacueyó. El B-2 al desnudo", 1986.
- Gildardo, "Biografía Quintín Lame", copia mecanografiada.
- Grupos de Trabajo Indígena y Campesino, "Propuesta Política por un proyecto alternativo", Noviembre de 1987.

- INCORA"Acumulado ingreso de tierras a Junio de 1996", Instituto Colombiano de la Reforma Agraria, Regional Cauca.

- IEPRI, "Violencia Política letal", Base de donnes, Francisco Gutiérrez et al, Bogotá, 2005.

- "Justicia y hermandad. Debate CRIC - AISO", Septiembre de 1988
- MAQL, "Seminario de Capacitación Política", Documento impreso, S. F.
- MAQL, Sobre los Grupos de Apoyo", documento impreso, S. F.

- Ministerio de Gobierno, Comisión de Asuntos Indígenas del Cauca, Informe sobre la ejecución de los ingresos corrientes de la Nación que correspondió a los resguardos indígenas del Cauca, vigencia fiscal 1994.
- Oficina de Reinserción, Cuadro resumen de los primeros 84 encuestados del MQL, Pueblo Nuevo, Mayo de 1991.
- Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados, Estudio de casos de desplazamiento: Perú, 1996.
- Pablo Tatay, La reinserción desde la perspectiva indígena, Copia mecanografiada, S. F.
- Proyecto de reforma constitucional presentado por el delegado del Movimiento Indígena Quintín Lame, Alfonso Peña Chepe". Gaceta Constitucional No. 60, abril 26 de 1991.
- Resolución de Vitoncó, 23 de febrero de 1985.
- Tribunal Contencioso Administrativo del Cauca, proceso No. 3165. Proceso contra la nación por la muerte de José Sertorio Rivera.
- Visita oficial efectuada por el P. RIGAZIO, desde el 23 de febrero de 1970 al 24 de marzo, Roma, abril 16 de 1970, Archivo de la Vicentiana Congregazione della Missione, Roma.

Articles de presse

- "Acuerdo entre propietarios rurales e indígenas", El Liberal, abril 4 de 1984.
- "Asesinan compañeros en nombre de la revolución", Unidad indígena, marzo de 1985.
- "Arquímedes Vitonás: símbolo del año", editorial, El Tiempo, Bogotá, diciembre 18 de 2004.
- Carlos MONSIVAIS "El diálogo persiste. Entrevista a Marcos", La Jornada, 8 de enero de 2001.
- "Combates en Paletará", El Liberal, mayo 26 de 1987
- "Comisión de Paz y guerrillas pactaron seguridad para jueces caucanos", El Liberal, marzo 23 de 1985
- "Comunicado del Ingenio Castilla sobre el atentado que sufrió", El Liberal, diciembre 2 de 1984.
- Comunidades indígenas denuncian acoso de guerrilleros, El Liberal, Popayán, Febrero 26 de 1985.
- Consejo Regional indígena del Cauca, "Asesinada Rosa Elena Toconás", Unidad Indígena, agosto de 1985.
- CRIC, "20 años de lucha, 20 años de historia", en Unidad Álvaro Ulcué, # 19, 1991.
- "Declaración del Consejo Regional Indígena del Cauca CRIC", en Unidad Indígena, No. 59, Octubre de 1982.
- "Declaración de los Cabildos Indígenas del Cauca reunidos en Tacueyó". Unidad Álvaro Ulcué, Agosto de 1987
- "El CRIC: blanco de la represión", Alternativa, No. 233, octubre 1979.

- “El monstruo de los Andes”, Semana, No. 193, Bogotá, enero 20 de 1986.
- “El trágico desalojo de finca en Caloto”, El Liberal, enero 28 de 1984.
- “En Santander todos presagiaban toma guerrillera”, El Liberal, enero 10 de 1985.
- “Estalla Bomba en la sede del CRIC”, El Liberal, Popayán, septiembre 7 de 1989.
- “Ganaderos plantean riesgos de la justicia por propia mano”, El liberal, Septiembre 27 de 1984.
- “Gobierno departamental advierte sobre presencia múltiple de guerrilleros”, El Liberal, Popayán, enero 23 de 1985
- “Guerra psicológica entre indígenas y hacendados”, El Liberal, Diciembre 27 de 1983.
- “Guerrilleros dejan a juzgados sin oficio”, El Liberal, Popayán, marzo 1 de 1985
- “Hombres armados atacaron ayer el ingenio Castilla”, El Liberal, diciembre 1 de 1984.
- “Indígenas están entre dos fuegos. Es cierto pero inevitable: M-19”, El Liberal, mayo 27 de 1984.
- “Intensos patrullajes en zona cercana a Silvia”, El Liberal, Enero 21 de 1986.
- “La violencia en Inzá: denuncia con los nombres propios de las víctimas”, El Liberal, Mayo 1 de 1985.
- “La UP arremete contra el CRIC y el frente Ricardo Franco”, El Liberal, agosto 18 de 1985
- “Las FARC aclaran que no intervinieron en los asesinatos de Jambaló”, El Liberal, agosto 25 de 1985
- “Limpieza de abigeos que ejecutan guerrillas, aumenta éxodo campesino”, El Liberal, Popayán, febrero 5 de 1985
- “López-adentro: varias haciendas y varias versiones”, El Liberal, noviembre 13 de 1984,
- “Los comunistas y el Cric firman acuerdo de Paz”, El Liberal, Noviembre 23 de 1982.
- “Memorando de peticiones del movimiento guerrillero y los campesinos de Tierradentro”, El Liberal, Junio de 1957.
- “Muertos 8 sediciosos y 2 militares”, El Liberal, Noviembre 21 de 1989.
- “Nuevo asalto guerrillero en la Panamericana, dejó dos muertos”, El Liberal, Julio 2 de 1985.
- “Nuevo grupo guerrillero habría asesinado indígenas en Inzá”, El liberal, abril 13 de 1984.
- “Saldo trágico de los sucesos en Inzá”, El liberal, Junio 18 de 1985.
- “Secuestrados tres militares en el Cauca”, El Liberal, Enero 23 de 1986.
- “Un civil y cinco guerrilleros muertos en asalto a Totoró”, El Liberal, Octubre 23 de 1985.

ANNEXES

ANNEXE 1

GLOSSAIRE

Aparcería : Système de production agricole par lequel un propiétarire et un paysan venu à un accord pour développer conjointement une culture. Le propietaire fournit la terre contre le travail du producteur rural appelé *aparcero.*

Cabildo : Forme collégiale de gouvernement local adoptée par les communautés indiennes, reconnue depuis l'époque coloniale. Le *cabildo* est la principale autorité locale. Il est élu chaque année par consultation directe.

Cacicazgo : Organisation politique mise en place durant les siècles XVI, XVII et XVIII, fondée sur le pouvoir du *cacique*, figure politique reconnue par la Couronne espagnole.

Comunero : Sont appelés ainsi les membres d'une communauté indienne. En général, le *comunero* appartient à un *resguardo*.

Encomienda : Institution sociale et économique instaurée par la Couronne espagnole durant le XVIème et le XVIIème siècle. Sa fonction était de contrôler un territoire et la population indienne rattachée à ce territoire. L'*encomendero* devait protéger et contrôler la population qui lui avait été confiée.

Ejido : Modalité de propriété communale mise sur pied par la Couronne pour assurer les activités agricoles ou pastorales d'une communauté.

Gamonal : Leader politique local ayant une influence sur les milieux politiques nationaux. A son pouvoir politique s'ajoute le pouvoir économique et celui qui découle du réseau des personnes qu'il protège.

Godo : Militant du parti conservateur.

Hacienda : Grande propriété agricole dont le maître exerce une grande influence sur la vie politique et sociale d'une région. Dans la région andine, elle fut le résultat des transformations des anciennes *encomiendas*.

Ingenio : Propriété agricole consacrée à la culture de la canne à sucre et possédant des installations pour le traitement de ce produit.

Minga : Tradition culturelle, typique des régions rurales, par laquelle les

membres d'une communauté participent à des travaux d'intérêt commun. Ils collaborent également à des travaux ponctuels qui demandent une main-d'œuvre abondante.

Pájaro : Assassin à solde, traditionnellement au service des *hacendados* et des *gamonales*, qu'il sert contre de l'argent. Mais, en même temps, il a avec eux une certaine relation de loyauté en échange de leur protection.

Parcialidad : Non utilisé pour se référer à la population qui habite un *resguardo.*

Resguardo : Division territoriale à laquelle sont rattachés les membres d'une communauté indienne. Cette institution, reconnue par les autorités coloniales, a continué à se développer durant la période républicaine. Le *resguardo* a continué à évoluer et ce mécanisme de contrôle est devenu finalement une expression d'autonomie.

Terraje : Modalité d'*aparcería* fréquente dans la région andine. Par le *terraje*, une famille recevait du terrain pour construire un logement, y faire des cultures et y élever des animaux domestiques en échange de ses services dans l'*hacienda* durant un certain temps, fixé à l'avance.

ANNEXE 2

CHRONOLOGIE

- 20 juillet 1964. Réunion pour la création du "Bloc Sud" qui sera à l'origine des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).

- 17 mars 1965. Prise d'Inzá par des guérilléros du "Bloc Sud" commandés par Manuel Marulanda.

- 7 octobre 1967. Mort de Manuel Quintín Lame à Ortega (Tolima).

- 24 février 1971. Fondation du Conseil Régional Indien du Cauca (CRIC).

- 1er mars 1974. Assassinat du leader agricole Gustavo Mejía.

- Septembre 1977. Première "Ecole" commune d'activistes indiens et de membres du M-19, *resguardo* d'Huila.

- 31 décembre 1978. Le M-19 donne l'assaut au dépôt de l'armée colombienne "Canton Nord" dont il saisit plus de 5.000 armes.

- 19 janvier 1979. Ecole d'entraînement à Paletará. Le M-19 apporte des armes qui avaient été volées au "Canton Nord".

- 21 novembre 1979. Début du Conseil Verbal de Guerre contre des militants du M-19, parmi eux des activistes indiens du Cauca accusés de rébellion.

- 3 février 1981. Massacre de "Los Tigres". Les FARC assassinent le dirigeant indien José María Ulcué et six autres Indiens.

- Mai 1981. VI Congrès du CRIC à Toribío.

- 7 août 1982. Le président Belisario Betancur commence son mandat avec une proposition de paix aux insurgés colombiens.

- 9 octobre 1982. Première dénonciation publique du CRIC contre les FARC pour persécution de dirigeants indiens.

- Janvier 1984. Première occupation de l'*hacienda* "López-adentro", municipalité de Caloto.

- 3 avril 1984. Le M-19 donne l'assaut à l'agglomération de Corinto. Plusieurs futurs membres du Quintín Lame participent à cette action.

- 9 novembre 1984. Les occupants de l'*hacienda* "López-adentro" sont à nouveau délogés.

- 10 novembre. Assassinat du prêtre indien Alvaro Ulcué, dans la localité de Santander de Quilichao.

- 29 novembre 1984. Assaut à l'*Ingenio* Castilla par un groupe armé qui, pour la première fois, s'identifie comme "Commando Quintín Lame".

- 4 janvier 1985. Assaut contre la localité de Santander de Quilichao par le Commando Quintín Lame en lien avec le Front Ricardo Franco.

- 25 janvier 1985. VIIème Rencontre des Autorités Indiennes du Sud-Ouest. Ferme rejet de la présence guérilléra dans le territoire indien.

- 23 février 1985. Résolution de Vitoncó. Quarante-cinq *cabildos* rejettent la présence des groupes armés en territoire indien.

- 22 octobre 1985. Assaut à la localité de Totoró conjointement avec le M-19.

- 8 novembre 1985. Luis Ángel Monroy est assassiné aux environs de la ville de Palmira.

- Novembre 1985. Réunion de la Direction Politique et de l'Etat Major du Quintín Lame. Manuel Julicué, "Romir", est désigné nouveau commandant.

- Décembre 1985. Massacre de Tacueyó. Les dirigeants du Front Ricardo Franco torturent et assassinent 164 de ces militants.

- 1er janvier 1986. Début de la campagne du "Bataillon América", avec la participation d'un groupe de 25 combattants du Quintín Lame.

- 4 février 1986. Le Bataillon América donne l'assaut à la localité de Morales.

- 13 mars 1986. Le Bataillon se bat au sud de la ville de Cali.

- 19 mars 1986. Des unités du Quintín Lame et du M-19 donnent l'assaut à l'agglomération de Toribío.

- Juin 1986. Réunion de la Direction Politique et de l'Etat Major du Quintín Lame. "Romir" est remplacé dans ses fonctions de Commandant par Jesús Peña, "Gildardo".

- 6 septembre 1986. Une colonne conjointe du Quintín Lame et du M-19 donne l'assaut à la localité d'Inzá.

- Septembre 1987. Premier sommet de la Coordination Guérilléra Simón

Bolívar auquel participe le Quintín Lame.

- Juillet 1988. Communiqué du Quintín Lame présentant une proposition régionale de paix.

- 16 mai 1989. Le Quintín Lame prend position face à la politique de paix du gouvernement.

- Juin 1989. Quatrième sommet de la Coordination Guérilléra. Le M-19 est absent et entame des négociations avec le Gouvernement. La Coordination se dissout pratiquement.

- 20 novembre 1989. L'armée attaque une colonne du Quintín Lame dans la commune de Rosas. Le Quintín perd 10 combattants.

- 27 janvier 1990. Le commandant "Gustavo", du Quintín Lame, est torturé et assassiné dans la commune de Caloto.

- 4 juin 1990. Déclaration conjointe du Quintín Lame, de l'Armée Populaire de Libération (EPL) et du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT). Ainsi s'ouvre la négociation avec le gouvernement.

- 26 juin 1990. Première réunion des porte-paroles du Quintín Lame avec des membres du Conseil de Paix du gouvernement.

- 6 décembre 1990. Election des membres de l'Assemblée Nationale Constituante.

- 10 mars 1991. Les effectifs du Quintín Lame se rassemblent dans le campement de Pueblo Nuevo et commencent le processus de démobilisation.

- 1er avril 1991. Alfonso Peña assume la fonction de membre de l'Assemblée Nationale Constituante en représentation du Quintín Lame.

- 27 mai 1991. Le gouvernement et le Quintín Lame signent l'Accord final de démobilisation.

-31 mai 1991. Le Quintín Lame dépose les armes dans le campement de Pueblo Nuevo.

ANNEXE 3

Accord Finale entre le gouvernement Colombien et le Mouvement Armé Quintín Lame

ACUERDO FINAL
Entre el Gobierno Nacional y el Movimiento Armado
Quintín Lame
Campamento de Pueblo Nuevo
Caldono-Cauca
27 de Mayo de 1991

PREAMBULO

Las partes reconocen que los compromisos adquiridos en el presente acuerdo son la culminación del proceso de negociaciones directas iniciadas el 26 de Junio de 1990 entre la Consejería para la Paz en representación del Gobierno Nacional y el Movimiento Armado Quintín Lame, proceso dentro del cual se superaron todas las diferencias sobre la base del respeto recíproco a la verdad y, especialmente, la disposición permanente para comprender con la necesaria flexibilidad, las limitaciones de las partes en su búsqueda para suscribir los compromisos y garantías contenidas en el presente acuerdo, en el entendido de que él constituye un aporte decisivo a la cimentación de la tolerancia política y facilita el tránsito hacia una nueva fase de nuestra historia identificada por la ampliación de la democracia participativa, que tiene en la Asamblea Nacional Constituyente el escenario extraordinario para convenir nuestro destino como nación civilizada políticamente.

Que durante el proceso de las negociaciones dirigidas a la dejación de las armas por parte del Movimiento Armado Quintín Lame y a la reinserción a la vida civil y democrática de sus miembros, se convinieron mecanismos bilaterales para el estudio de las obras de desarrollo que habrá, de beneficiar a las comunidades indígenas del Cauca donde ha tenido presencia armada el Quintín Lame. Se pactaron también comisiones bilaterales para preparar anticipadamente el proceso de reinserción productiva de los miembros de dicho movimiento y se puso en marcha un plan tanto para la alfabetización como para la validación acelerada de la primaria para la mayor parte de los activos del Quintín Lame dentro del campamento de Pueblo Nuevo, municipio de Caldono, donde se estableció la totalidad de su fuerza, conforme se pacto entre las mismas partes el 6 de marzo del año en curso en la mesa de Togoima, municipio de Páez en este mismo departamento.

Que en esa misma oportunidad se fijó el treinta y uno (31) de mayo próximo, como fecha en la que el Movimiento Armado Quintín Lame hará dejación definitiva de las armas habiéndose comprometido el Gobierno Nacional a

designar un vocero permanente de esa organización ante la Asamblea Nacional Constituyente: en el entendido de que el Quintín Lame podrá solicitar a la plenaria de dicha Asamblea cambiar el carácter de su vocero otorgándole el voto. Reconocen así mismo las partes, la valiosa contribución prestada por todas las personas y entidades vinculadas de una u otra forma al presente proceso de Paz negociada.

Que como consecuencia del grado de madureza adquirido por el proceso de negociaciones y en prueba de la confianza recíproca, la Consejería para la Paz en representación del Gobierno Nacional y el Movimiento Armado Quintín Lame, suscriben el presente ACUERDO FINAL:

I

DEJACION DE LAS ARMAS
A petición del Quintín Lame se conviene en solicitar a la Confederación de Iglesias Evangélicas la verificación del cumplimiento de los compromisos adquiridos por las partes durante el presente proceso de negociaciones de paz.

I
EL MAQL entregará el listado completo del armamento, munición, material explosivo y prendas de uso privativo de las Fuerzas Armadas, para su evaluación por parte del Gobierno Nacional.

2
Tanto el armamento como la munición, el material explosivo y las prendas militares, serán inutilizadas para la guerra. El material explosivo será detonado y las prendas incineradas en el campamento de Pueblo Nuevo en la fecha ya dicha.

3
Para recibir las armas y proceder luego bajo su responsabilidad a la fundición de las mismas el 31 de mayo, se conviene en designar al Consejo Mundial de Pueblos Indios, entidad internacional que será invitada por ambas partes.

II
VEEDURÍA INTERNACIONAL Y NACIONAL
I.
Veeduría Internacional
A petición del Quintín Lame se conviene en solicitar a la Confederación de Iglesias Evangélicas la verificación del cumplimiento de los compromisos adquiridos por las partes durante el proceso de negociaciones de paz.

III

GARANTÍAS

Como consecuencia del proceso negociado de paz y de la consiguiente dejación de las armas, de la decisión de la fuerza del MAQL de reintegrarse a la vida ciudadana y de participar plenamente en la vida democrática nacional, el Gobierno concederá las siguientes garantías:

a. La extinción de la acción penal y de la pena previstas en el Decreto 213 del 22 de enero de 1991 para todos los miembros de esta organización guerrillera, siempre y cuando se trate de delitos políticos o en conexidad con ellos y conforme a las exigencias y requisitos previstos en el Decreto. Con este fin el MAQL entrega en esta fecha la lista completa de toda la fuerza militar de su organización con la mayor identificación posible, con la indicación de quienes se encuentran privados de la libertad y la autoridad que conoce del proceso.

b. El Gobierno entregará el 31 de mayo un salvoconducto a cada uno de los miembros del Quintín Lame por los delitos consagrados en el Decreto 213 del 22 de enero de 1991 con base a la lista que presentará la misma organización con el objeto de conseguir los beneficios jurídicos previstos en la disposición citada.

c. El Gobierno se compromete a facilitar, en el mismo campamento donde se encuentra situada la fuerza del MAQL, la inscripción del registro civil de nacimiento, la adquisición de la cédula de ciudadanía para quienes carezcan de estos documentos y, posteriormente, a agilizar el trámite para la obtención de la libreta militar y el certificado judicial, en la medida en que los interesados cumplan con los requisitos legales.

d. Después de la dejación de armas, o finalizada la vida en campamento, el Gobierno otorgará un auxilio mensual de subsistencia para todos los miembros de la organización guerrillera igual a la suma de doce (12) millones de pesos mensuales por un término de seis (6) meses.

Este auxilio será girado a la Fundación "Sol Y Tierra" constituida por el MAQL dentro de los diez (10) primeros días de cada mes, quien la administrará y pagará a los beneficiarios del Decreto 213 del 22 de enero de 1991 según los propósitos para la cual se asigna esta suma.

El término de seis (6) meses podrá prorrogarse solamente en caso que los programas productivos o los proyectos educativos no pudieren comenzar al final del término previsto, por causas no imputables a la organización que se desmoviliza a sus propios miembros.

e. El Gobierno ofrecerá a las mismas personas a que se refiere el literal a) de este capítulo, un servicio de salud integral, que en todo caso se prestará a través del Servicio Seccional de Salud del Cauca o de cualquier otro departamento si fuere preciso, durante seis (6) meses. También se prestará asistencia psicosocial si fuese indispensable.

f. Para facilitar la tarea de promoción del proceso de paz por parte del Quintín Lame, esta organización ha designado 7 voceros legales que desempeñarán su actividad en el departamento del Cauca y en la ciudad de Bogotá. El Gobierno se comprometió a auxiliar

esta gestión de promoción con un auxilio de $ 2.500.000.oo por una sola vez,

que pagará a un representante de dicha organización mediante la presentación de cuentas de cobro ante el Fondo Especial para la aplicación de la Le 35 de 1982.
g. El Gobierno pagará los gastos de hospedaje y de alimentación en Bogotá del vocero permanente en la Asamblea Nacional Constituyente durante dos meses y a dos de sus escoltas miembros del Quintín Lame.
h. El Gobierno se ha obligado a dotar a los miembros del movimiento armado con dos mudas de ropa, consistente cada una de ellas en un par de botas, un pantalón, una camisa, un par de medias y ropa interior masculina como femenina, según tallas suministradas por la organización. Se aclara que la primera muda fue entregada en el campamento en el mes de abril, conforme al compromiso adquirido con anterioridad. La segunda muda se entregará antes de la dejación de las armas, lo mismo que un maletín para cada persona.
i. Con el objeto de explicar la conveniencia del proceso de negociación política y de promover el fortalecimiento de la democracia mediante la participación ciudadana, el Gobierno financiará dos (2) páginas en un diario nacional en fecha que indicará el Quintín Lame, y, tres (3) publicaciones de media página en un diario de circulación regional. Con el mismo propósito se difundirán en la televisión cuatro (4) segmentos en días diferentes en el programa institucional "Amarillo, Azul y Rojo".
j. Para apoyar los programas que a favor de la reinserción del Quintín Lame promoverá la Fundación "Sol Y Tierra" el Gobierno Nacional entregará por una vez la suma de siete (7) millones de pesos.

IV

DERECHOS HUMANOS

Con el fin de promover el respeto y defensa de los Derechos Humanos, especialmente en las comunidades indígenas, se conviene la vinculación de dos miembros propuestos por el Quintín Lame en la Comisión de Superación de la Violencia, previa consulta con los miembros de dicha comisión y el EPL.
Se propone recomendar a dicha Comisión el estudio de las conclusiones del Foro sobre este tema realizado en el campamento de Pueblo Nuevo durante el mes de abril y el. Documento de trabajo elaborado por la Subcomisión de Estudios sobre Derechos Humanos y Derechos Indígenas, Comisión que fue el resultado de compromisos adquiridos con anterioridad en desarrollo de este proceso de paz. Copia de este mismo estudio, en los aspectos que merezcan tratamiento constitucional, se trasladarán para su información a la Subcomisión que corresponda en la Asamblea Nacional Constituyente.

V

PLAN DE SEGURIDAD

I

Para la seguridad de los miembros del Movimiento Armado Quintín Lame, el Gobierno prestará un servicio de seguridad compuesto por un total de cuatro (4) equipos para un mismo nivel de protección. Dos (2) con sede en Bogotá y dos (2) con sede en Popayán, aclarándose que uno de estos equipos

incluye el que se encuentra al servicio del vocero permanente en la Asamblea Nacional Constituyente, que consiste en un vehículo especial y de dos (2) escoltas.
El resto, estará conformado por un escolta y un vehículo. Cada servicio incluirá la dotación correspondiente de armas debidamente amparadas y equipo de comunicación. Para la protección de los dirigentes del MAQL, el Gobierno asignará tres (3) chalecos antibalas.
2
El jefe nacional de seguridad del MAQL, tendrá asiento en la Comisión del Plan de Seguridad adscrita al Consejo de Normalización y como tal, estará facultado para coordinar con la DIJIN, con el DAS y con el Fondo Especial para la Paz, todos los aspectos relativos a la seguridad de los miembros del MAQL.
El Quintín Lame insiste en que los equipos de seguridad funcionen adecuadamente, puesto que el que está al servicio del vocero de la Constituyente se ha prestado irregularmente.
3
El MAQL podrá adicionar al servicio de escoltas con miembros escogidos de sus filas, siempre y cuando asuma el costo de este personal, el cual deberá ser previamente entrenado por el DAS. Las armas que este personal utilice deberán contar con la documentación legal a cuyo trámite contribuirá la Consejería para la Paz. La Comisión de Seguridad del Consejo Nacional de Normalización acordará el plan a seguir.
4
La Comisión de Seguridad realizará evaluaciones periódicas sobre el Plan de Seguridad y, al cabo de seis (6) meses de la firma del presente acuerdo, tendrá lugar una evaluación general conjunta que permita replantear la cobertura del riesgo, las nuevas necesidades, como la cancelación o modificación de las medidas adoptadas. El equipo material facilitado para la seguridad por obra de este acuerdo es propiedad del Gobierno y podrá ser readjudicado por este, por la Consejería o los servicios de seguridad del Estado, cuando se estime que han desaparecido o disminuido los niveles de riesgo según la evaluación conjunta.
5
Para facilitar los desplazamientos de los dirigentes protegidos, el Fondo Especial para la Paz, Ley 35 de 1982, previa la presentación de los comprobantes de Ley, pagará los viáticos de los escoltas de la DIJIN o del DAS asignados a su protección.

VI

PROMOCIÓN DEL PROCESO DE PAZ

Con el objeto de contribuir a la difusión del proceso de paz, el MAQL abrirá en Popayán, Belálcazar y otra ciudad del Cauca, sendas casas que servirán como sedes de la Fundación "Sol y Tierra" la cual tiene como domicilio legal a Popayán. La Consejería se compromete a intervenir ante los Alcaldes respectivos para que se autorice el funcionamiento de tales sedes, que tendrán además el objeto de promover la democracia en Colombia y la

Educación ciudadana bajo el principio del respeto a la opinión ajena y la tolerancia política.

VII

PLAN DE REINSERCIÓN

I. Propósito de la Reinserción

La inserción del MAQL a la vida política, económica y social del país, constituye un acto de reconciliación política dirigido a validar la convivencia democrática y el deseo de una sociedad más justa y equitativa, regida por la tolerancia y las oportunidades para la participación individual.

El éxito de la reinserción depende tanto del esfuerzo conjunto del Gobierno, la sociedad en general y de la organización guerrillera que se desmoviliza, como, ante todo, de la convicción con que cada excombatiente asuma el compromiso de su reinserción y el grado de su participación en las tareas que este le imponga, hasta el logro de su objetivo final.

El MAQL entregará el 31 de mayo una encuesta inicial sobre aptitudes e idoneidades de todos los miembros de su organización, con el fin de preparar sobre esta base los proyectos de reinserción educativa y productiva. El diseño de los proyectos productivos, los cursos de capacitación para los mismos y la ejecución de los proyectos, estará a cargo de la Unidad de Reinserción de la Secretaría de Integración Popular de la Presidencia de la República y de su respectiva oficina regional en el departamento del Cauca o en cualquier otra regional donde se establezcan los excombatientes del Quintín Lame.

La asistencia técnica para los proyectos de reinserción se contratará de común acuerdo con una entidad especializada.

2. Cobertura

El Plan de Reinserción cobijará únicamente a los excombatientes beneficiarios del Decreto 213 del 22 de enero de 1991 que se encuentran en el campamento y a quienes se hallan privados de la libertad conforme a la lista que se presente bajo la responsabilidad del Quintín Lame, la cual será la base para calcular los programas y los costos de la reinserción, que se restringen a las alternativas definitivas definidas en la Fase de Reencuentro.

3. Criterios

a. En el diseño y ejecución del Plan de Reinserción, las partes adoptarán el criterio de aprovechar al máximo el potencial propio de los miembros del MAQL propiciando la mayor cooperación interinstitucional en los diversos niveles del Gobierno, la sociedad civil y la comunidad en general.

b. Las partes harán un esfuerzo especial para convocar la solidaridad de la empresa privada y de la comunidad internacional para el éxito del proceso de reinserción, así como la acción de las comunidades y cabildos indígenas del Cauca en particular, con el fin de encontrar las mejores condiciones de adaptación económica y social de los exguerrilleros en sus comunidades de origen.

4. Fase de Transición

Se estima que esta Fase podrá durar hasta seis (6) meses después de la

dejación de las armas y concluirá con la iniciación de la Fase de Reencuentro. Sin embargo, se prevé que los programas de capacitación técnica podrán tener continuidad en la Fase de Reencuentro.

Las actividades en esta Fase de Transición comprenderán: a) educación no formal y validación adecuada de la primaria y, b) capacitación técnica.

a. Educación No-Formal

El programa de educación en los niveles de alfabetización, primaria y secundaria, según el grado actual de capacitación. El Gobierno Nacional se comprometerá los recursos necesarios para la financiación de el programa especial de validación de primaria que fue concertado con la Fundación Proindígenas, que cuenta con el visto bueno del Ministerio de Educación Nacional y que se cumple actualmente en el Campamento de Pueblo Nuevo. Estos programas concluirán un mes después de la dejación de las armas, para lo que se escogerá un sitio en el Cauca con financiación del Gobierno Nacional.

Dado el carácter especial de este tipo de programas para la educación primaria, se estudiará, con el Ministerio de Educación Nacional las condiciones particulares de su validación oficial. Para efectos de la validación en secundaria, se diseñarán mecanismos por parte de la comisión bilateral.

El programa especial en marcha se dividió en tres (3) niveles, a saber: alfabetización, reforzamiento del proceso de lecto-escritura, y matemáticas, y validación acelerada de la primaria que se detallan a continuación.

NIVEL I. ALFABETIZACIÓN.

El curso se está impartiendo a 15 combatientes y tiene como contenido la lecto-escritura. Son capacitadores los docentes de la comunidad y especialistas al servicio de la Fundación Proindígenas.

NIVEl 2. REFORZAMIENTO EN LECTO-ESCRITURA Y MATEMATICAS

El curso se está impartiendo a 25 combatientes que han realizado estudios entre 1º y 2º de primaria y tienen como contenido: lecto-escritura y fundamentación en matemáticas, con docentes de la comunidad, asesorados por el Programa de Educación Bilingüe del CRIC y el equipo de Educación Indígena de la Universidad del Cauca.

NIVEL 3. VALIDACIÓN ACELERADA DE PRIMARIA

El programa se está llevando a cabo con 50 combatientes que han realizado estudios entre 3º y 4º de primaria y se ocuparán de las siguientes áreas: Lingüística, Etnohistoria y Tradición Oral, Legislación Indígena, Ciencias Naturales y Matemáticas. El programa será responsabilidad de los agentes educativos de la comunidad, El Consejo Regional Indígena del Cauca, CRIC y la Universidad del Cauca, coordinados por la Fundación Proindígenas.

METODOLOGÍA

Para el desarrollo de esta capacitación se parte de los fundamentos de Etno-educación desarrollados y recogidos a través de las experiencias del Programa de Educación Bilingüe del Consejo Regional Indígena del Cauca, CRIC, y que están contenidos en la propuesta curricular de la Fundación Proindígenas, conjuntamente con las experiencias de los docentes y demás

agentes educativos, de la comunidad, como Médicos Tradicionales, Cabildantes, etc., procurando garantizar una formación integral en el contexto socio-cultural en que se desenvolvió el proceso de formación individual y adecuado pedagógicamente los contenidos a los diferentes niveles establecidos, utilizando para ello la lengua materna, tradición oral, recursos audiovisuales y otros recursos didácticos.

b. Capacitación Técnica

Tiene el propósito de impartir una capacitación técnica dirigida a los proyectos productivos, de preferencia en carácter auto-gestionario o de economía solidaria. En el diseño y ejecución de estos programas de instrucción, se comprometerán diversas instituciones del Gobierno (SENA, ICA y Universidades, entre otras), centros de estudio o investigación, organizaciones no gubernamentales o fundaciones, según las necesidades de los desmovilizados en particular. Para estos efectos se estudiarán las propuestas del MAQL que se articula alrededor de dos centros de capacitación en Toez y Pueblo Nuevo.

5. Fase de Reencuentro

En esta fase, el excombatiente se reencontrará con la sociedad civil al decidirse por una de las opciones previstas para su reinserción.

a. Inicio de un proyecto productivo, preferiblemente de carácter autogestionario de economía asociativa, para lo cual el Gobierno ofrece, aparte de la capacitación previa y de la asistencia técnica necesaria para el éxito del Proyecto, un crédito por valor de dos (2) millones de pesos para cada persona reinsertada, concedido por una sola vez con un interés del doce (12%) por ciento anual; crédito que será pagadero en seis (6) años, con dos (2) años muertos para abono de capital y un interés moratorio del veinticuatro (24%) por ciento anual en consideración a que la mayoría de los proyectos son de carácter agrícola o ganadero y a las condiciones regionales en que han de desarrollarse. Se buscará la vinculación de los cabildos y las comunidades indígenas, y se recurrirá, si es necesario, a la adquisición de terrenos por el programa de reforma agraria vigente.. En caso de créditos complementarios, en lo posible se explorarán fuentes de crédito blando. La asistencia técnica estará a cargo de una entidad especializada acordada por las partes.

b. Ubicación laboral en el sector público privado, para lo cual el Gobierno hará las gestiones pertinentes

6. Fase de Seguimiento y Evaluación

a. Para el diseño y aplicación del Plan de Reinserción, el Gobierno creó la Unidad de Reinserción adscrita a la Secretaría de Integración Popular, con fondos apropiados para este fin, la que cuenta con una delegación en Popayán. En los equipos de reinserción, el Gobierno vinculará a integrantes del MAQL para garantizar la continuidad del trabajo bilateral en en el diseño y ejecución de los programas.

b. El Consejo Nacional de Normalización se ampliará para dar cabida a un delegado designado por el MAQL y lo mismo ocurrirá con el Consejo Regional de Normalización del Cauca.

c. El Director Ejecutivo de la Unidad de Reinserción y el representante del MAQL en el mismo, presentarán al Consejo Nacional de Normalización un informe mensual sobre el estado de los compromisos, copia del cual se entregará a la Comisión de Veeduría.
d. Para apoyar y desarrollar el Plan de Reinserción, el MAQL, canalizará los esfuerzos a través de la Fundación "Sol y Tierra" , la cual podrá captar recursos nacionales e internacionales con el mismo fin.

VIII

OBRAS REGIONALES DE DESARROLLO

El Gobierno Nacional desarrollará obras regionales en los municipios de Popayán, El Tambo, Totoró, Cajibío, Piendamó, Morales, Corinto, Santander, Caloto, Jambaló, Puracé, Caldono, Buenos Aires, Toribio, Páez, Inzá. La adjudicación del monto para cada municipio y de las obras que habrán de acometerse en él, se decidirá en el Consejo Departamental de Normalización del Cauca, donde tendrá asiento permanente un representante del Quintín Lame. El monto global de estos planes será de seiscientos ($600) millones de pesos, que serán aplicados por una sola vez con recursos procedentes del Presupuesto Nacional (Fondo para la Paz).
Estos planes buscan beneficiar las comunidades y fomentar el desarrollo socio-económico general de las regiones procurando, además, canalizar recursos propios de las entidades gubernamentales que adelantan programas en los municipios acordados. Así mismo, se procura el apoyo de las organizaciones comunitarias e indígenas con el mismo fin.
El Gobierno Nacional, por razón de las negociaciones y de las necesidades concretas de la población de Pueblo Nuevo y de la instalación del movimiento guerrillero en el campamento en el mismo lugar, financió la construcción de dos (2) grandes salones, una oficina y una batería de baños, dotados de las respectivas instalaciones sanitarias, de agua, electricidad y una línea telefónica, para que sirvieran temporalmente como dormitorio de los miembros del Quintín Lame. Dichas instalaciones serán entregadas definitivamente a la comunidad de Pueblo Nuevo a título de donación para que se le dé la destinación y administración que decida autónomamente su Cabildo, una vez se encuentren adecuadamente terminadas.
Conforme a los compromisos anteriores adquiridos con la Comisión negociadora del MAQL, se desarrolló una campaña de salud oral básica con la financiación del Gobierno, y existe el compromiso de realizar una segunda campaña oral para lo cual la Consejería entregará los medicamentos necesarios utilizando el instrumental gestionado por el Quintín Lame.
El Consejo Departamental de Normalización gestionará ante diferentes entidades oficiales la ejecución de obras que para algunos de los 16 municipios acordados han sido diagnosticadas como prioritarias durante el curso del presente proceso de negociación. El Gobierno Nacional apoyará las gestiones en el Consejo de Normalización, conforme a los compromisos adquiridos durante el presente proceso.

POR EL GOBIERNO NACIONAL

JESUS ANTONIO BEJARANO
Consejería para la Paz
CARLOS EDUARDO JARAMILLO C.
Asesor Consejería
ALVARO HERNANDEZ
Asesor Consejería
TOMAS CONCHA S.

Asesor Consejería
HUMBERTO VERGARA P.
Asesor Consejería
GONZALO DE FRANCISCO Z.
Asesor Consejería
GABRIEL RESTREPO F.
Asesor Consejería

POR EL QUINTILAME

Estado Mayor:
GILDARDO FERNANDEZ
CARLOS ANDRADE
RICARDO ROMERO
RUBEN DARIO MONROY
RICHARD SANCHEZ
FRANKY GUERRERO

Dirección Política:
LEONARDO ULCUE
CIRO TIQUE
IVAN QUINTERO
FERNANDO MUÑOZ
GABRIEL MARTINEZ

VEEDORES INTERNACIONALES POR:
EL CONSEJO MUNDIAL DE LOS PUEBLOS INDIOS
DONALD ROJAS RODRIGO CONTRERAS
Presidente
POR LA ASOCIACION DE DERECHOS HUMANOS DE ESPAÑA
LUIS OTERO FERNANDEZ

ANNEXE 4
Résolution de Vitoncó

RESOLUCIÓN DE VITONCÓ

Resguardo de Vitoncó, Cauca, febrero de 1985
Cuarenta y cinco Cabildos Indígenas del Cauca reunidos en Junta Directiva del Consejo Regional Indígena del Cauca, CRIC, en Vitoncó los días 21, 22, 23 y 24 de febrero de 1985,

Considerando:

Primero. La delicada situación por la que atraviesan las zonas indígenas del Cauca debido a la presencia militar, tanto del ejército y policía como de los grupos armados ajenos a nuestras comunidades, presencia militar que no tiene que ver mucho con nuestros problemas y que tiende a agudizarse en la medida en que puede desencadenar una guerra entre las partes en conflicto, guerra en la cual nuestras comunidades sufrirían las más graves consecuencias.

Segundo. La inflexibilidad del Gobierno y sus organismos de no entrar a buscar soluciones dialogadas y pacíficas a nuestros problemas de tierras, educación, salud, etc., posición que se ha radicalizado más si vemos que las amenazas, atropellos y desalojos se han multiplicado en los últimos meses y que se ejemplarizan en el asesinato de nuestros compañeros, últimamente en la persona del sacerdote y compañero Alvaro Ulcué Chocué y en el desalojo de la recuperación de López Adentro, en donde a 150 familias se les quemaron sus viviendas y se les arrasaron 300 hectáreas de cultivos, producto de diez meses de esfuerzo y trabajo.

Tercero. El problema de linderos entre algunos Resguardos y conflictos internos entre algunas comunidades, empresas comunitarias y comuneros, que ponen en peligro la unidad que tanto ha caracterizado a nuestra Organización y frente a la cual han fracasado muchos intentos divisionistas y posiciones sectarias de grupos y partidos, tanto tradicionales como revolucionarios, unidad que es necesaria si queremos continuar con éxito nuestras luchas.

Cuarto. La situación de abandono, miseria y opresión en que se encuentran la mayoría de los Resguardos del Cauca, producto también de la falta de consulta e imposición de políticas impulsadas por personas de reconocida trayectoria antipopular y antiindígena.

Resuelve aprobar las siguientes proposiciones:

Primero. Recalcar y hacer valer por todos los medios que estén al alcance de los Resguardos el derecho a la autonomía, es decir, el derecho que los

Cabildos y las comunidades tienen de controlar, vigilar y organizar su vida social y política al interior de los Resguardos y de rechazar las políticas impuestas venidas de afuera.

Esta autonomía se hace extensiva no sólo frente a personas y entidades gubernamentales, privadas y semiprivadas, que han venido decidiendo aspectos económicos, sociales, culturales, políticos y religiosos en zonas de Resguardo, sin consultar a nuestras comunidades y a sus legítimos representantes, los Cabildos, como también a las organizaciones que vienen realizando actividades que son de competencia de los Cabildos.

Nosotros, como representantes de los Cabildos, no aceptamos imposiciones. Es nuestro sentir seguir recuperando las tierras de nuestros Resguardos de acuerdo al primer punto de nuestro Programa de Lucha y amparados en la Ley 89 de 1890 y otras disposiciones legales del Gobierno de Colombia. No aceptamos, entonces, que algún grupo armado venga a decirnos a quiénes debemos recuperar las tierras y a quiénes no, y a quiénes debemos segregar las tierras y a quiénes no. Esto lo deciden las mismas comunidades, de acuerdo a sus necesidades. Este es, entonces, y aquí lo reiteramos nuevamente en esta Junta Directiva, un asunto interno que compete únicamente a las comunidades y a sus Cabildos. Igualmente lo referente a castigos por actos delictivos. Esto le concierne a los Cabildos, que tienen por ley la facultad de castigar a sus comuneros de acuerdo a las costumbres que tenga la comunidad. Recomendamos pues a todos los grupos políticos y militares hacer una lectura cuidadosa de la Ley 89 de 1890, para que no se repitan los atropellos que han sido denunciados y que fueron consignados en el Acta de Andalucía (Caldono) y que aquí, en esta Junta Directiva, fueron reiterados por los Cabildos de San Francisco, Yaquivá, San Andrés, Canoas, etc.

Igualmente recomendamos a estas organizaciones hacer un estudio de nuestro Programa de Lucha.

Segundo. Exigir también que todas las organizaciones respeten las recuperaciones de tierra y no se utilicen las posibles contradicciones que surgen dentro de la lucha para penetrar en los Resguardos y ahondar divisiones. Es al Cabildo al que le concierne dirimir los posibles conflictos que surjan de la lucha por la tierra.

No rechazar de plano ninguna solicitud o proposición que se haga a nuestras comunidades, pues sabemos que es el gobierno el responsable de la situación de miseria y abandono en que se encuentran nuestros Resguardos, y seguiremos exigiendo del Estado los recursos necesarios para adelantar programas en nuestras comunidades. Lo que sí exigimos es que estos recursos se pongan a disposición de las comunidades, y sobre ellos los cabildos ejerzan una fiscalía, y que los proyectos que se piensen adelantar

sean consultados y aprobados y gocen de la vigilancia y control de las comunidades.

Exigir también de las organizaciones políticas, sean éstas armadas o no, que soliciten a los respectivos Cabildos el permiso para hacer reuniones y que éste se solicite con suficiente tiempo para que los Cabildos puedan consultar a sus comunidades sobre la conveniencia o no de esta solicitud, pues son las comunidades las que se benefician o perjudican y son las que en últimas tienen la decisión, como es usual en todas las democracias.

En caso de aceptación, la participación debe ser voluntaria y ningún comunero puede ser obligado en contra de su voluntad a participar de actos o reuniones a las cuales no desee asistir.

Exigir el respeto a la decisión del Cabildo si éste, por razones de orden mayor y defendiendo el interés de la comunidad, les posterga o aún les niega el permiso. A esta reunión de Junta Directiva se presentaron improvisadamente dos grupos armados, el Comando Quintín Lame y el Sexto Frente de las FARC. Es meritorio constatar que esta política de autonomía expresada por nuestros Cabildos ha encontrado eco, y el Comando Quintín Lame se pronunció a favor de ella. Esperamos que los demás grupos armados sigan su ejemplo y no se sigan repitiendo los ya conocidos y denunciados atropellos.

Se recomienda exigir la autonomía, pero es más importante crear los mecanismos para que ésta pueda ser exitosamente exigida. Esto se logra únicamente fortaleciendo los Cabildos, para evitar que otras organizaciones los vayan desplazando como autoridades de los Resguardos.

Tercero. Seguir exigiendo por todos los medios que estén al alcance de los Cabildos y nuestra organización, que el gobierno abandone la política de represión a nuestras comunidades y que, por el contrario, entre a combatir a las fuerzas que desde el mismo gobierno vienen impulsando políticas represivas y violentas para defender intereses de terratenientes que tienen posesiones de tierras en los Resguardos.

Exigimos también el esclarecimiento del asesinato del padre Alvaro Ulcué, de los demás asesinatos a indígenas de nuestra Organización y se esclarezcan las circunstancias por las cuales los organismos policivos del Estado actúan en nuestras comunidades, pues nuestro sentir está en contra de la presencia de cuarteles de policía en las zonas indígenas.

Cuarto. Que los Resguardos, comunidades, empresas comunitarias comuneros que tengan conflictos acudan a sus Cabildos para arreglar asuntos. Cuando el conflicto es mayor y se encuentren implicadas una o varias comunidades, se recomienda solicitar la ayuda y el apoyo de los

Cabildos vecinos, para que reunidos en Consejo den un juicio justo y favorable a las dos partes, para que así se sustente una solución duradera. Se recomienda también, y para eso han sido elegidos los compañeros, que se busque el apoyo y asesoría del Comité ejecutivo y los responsables de las Zonas. En ningún momento se debe buscar el apoyo de organizaciones ajenas a nuestro Resguardo para dirimir conflictos que pueden solucionar las mismas comunidades con la asesoría y apoyo de otros compañeros de la organización. Nuestra experiencia nos ha demostrado que la intervención de organizaciones ajenas en este tipo de conflictos, más que solucionar positivamente los mismos, los han profundizado y creado heridas a los Resguardos que han durado años en sanar.

Aclaración: La mesa directiva elegida para la reunión de Junta Directiva deplora la ausencia del Cabildo de Guambía durante la intervención del Gobernador de Ambaló. Se perdió una buena oportunidad para que los Cabildos dieran su concepto frente al conflicto que tienen estos dos Resguardos. La mesa directiva aclara que, según el orden de exposiciones, los informes de Guambía y Ambaló estaban programados para el día 23 en horas de la mañana y que deplora que el Cabildo de Guambía haya tenido que ausentarse el día 23. El Gobernador de Guambía, como se supo posteriormente, había informado sobre este inconveniente. Esta razón no llegó a la mesa directiva, pues en caso contrario se hubiera alterado el orden de los informes, dándole prioridad a los Gobernadores de Guambía y Ambaló.

Para constancia de su aprobación se firma esta acta en Vitoncó, el día veintitres (23) de febrero de mil novecientos ochenta y cinco.

Reguardo de Ambaló – Resguardo de Caldono – Resguardo de Pueblo Nuevo – Resguardo de Quintana – Resguardo de Puracé – Resguardo de Totoró – Resguardo de Vitoncó – Resguardo de Jambalo – Resguardo Honduras – Resguardo de Mosoco – Resguardo de Lame – Resguardo de Wila – Resguardo de San Andrés de Pisimbalá – Resguardo de Paniquitá – Rsguardo de Guambia – Resguardo de Caloto – Resguardo de Las Delicias – Resguardo de Suin – Resguardo de Tumbichucue – Resguardo de Guanacas – Resguardo de Togoima – Reguardo de Canoas – Resguardo de La Concepción – Resguardo de Belalcázar – Resguardo de Santa Rosa – Resguardo de Yaquivá – Resguardo de Tacueyó – Resguardo de Toribío – Resguardo de Corinto – Resguardo de Paletará – Resguardo de La Aurora – Resguardo de Coconuco – Resguardo de San José – Resguardo de Avirama – Resguardo de Tálaga – Resguardo de Cohetando – Resguardo de Poblazón – Resguardo de San Antonio La Aguada – Resguardo de San Francisco – Comunidad de la Laguna de Siberia – comunidad de López Adentro – Comunidad de Guabito.

RESISTANCE ET RECONSTRUCTION IDENTITAIRE DANS LES ANDES COLOMBIENNES. LE MOUVEMENT ARMÉ QUINTIN LAME

L'essentiel de ce travail se situe dans l'intersection entre le déroulement des mouvements sociaux ruraux et les expériences révolutionnaires armées, en partant d'un cas spécifique dans lequel un mouvement communautaire, ayant une forte base ethnique, a dû faire face à une situation de violence généralisée à cause de la présence simultanée d'un conflit social en évolution et d'acteurs insurgés armés qui se disputaient le territoire et la population.

Il s'agit du Mouvement Armé Quintín Lame, organisation ayant agi entre 1985 et 1991 dans le nord du département du Cauca, au sud-ouest de la Colombie. Dans ce territoire d'environ 250.000 habitants (21% de la population indienne nationale) se trouve la deuxième grande concentration indienne du pays. Depuis les années soixante-dix, ce scénario est l'épicentre de la plus grande mobilisation armée de la Colombie qui, quarante ans après, obtiendra des réussites indiscutables dans sa lutte pour l'autonomie, la récupération de la terre au bénéfice des communautés indiens et de précieux éléments culturels qui ont permis de consolider un processus réussi de recomposition identitaire.

Mots clés: Cauca, Colombie, Indiens, Guérillas, Mouvement Sociaux, Identités.

RESISTANCE AND IDENTITY RECONSTRUCTION IN THE COLOMBIAN ANDES. THE QUINTIN LAME ARMED MOVEMENT

This work lies in the intersection between the process of rural social movements and the armed revolutionary experiences, starting from a specific case in which a community movement, with a strong ethnic base, had to cope with widespread violence because of the simultaneous presence of the social conflict and insurgents armed who disputed the territory and population.

This is the Quintin Lame Armed Movement, an organization that acted between 1985 and 1991 in northern Cauca, southwest Colombia. This territory of about 250,000 inhabitants (21% of the national Indian population) is the second largest concentration of native country. Since the seventies, this scenario is the epicenter of the largest social mobilization of Colombia who, forty years later, obtain indisputable successes in its fight for autonomy, the recovery of land for the benefit of Indian communities and valuable cultural elements that have helped to consolidate a successful process of reconstruction of identity.

Key words: Cauca, Colombia, Indian, Guerrillas, Social Movements, Identities.

UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3
ÉCOLE DOCTORALE 122
IHEAL-CREDA
Thèse de Doctorat en Sociologie
Daniel Ricardo PENARANDA
Thèse dirigée par Monsieur Christian GROS